



**HAL**  
open science

# La prospective en Sud Alsace dans tous ses états : de son histoire à son renouvellement

Adrien Biassin

► **To cite this version:**

Adrien Biassin. La prospective en Sud Alsace dans tous ses états : de son histoire à son renouvellement. Histoire. Université de Haute Alsace - Mulhouse, 2019. Français. NNT : 2019MULH1319 . tel-03466787

**HAL Id: tel-03466787**

**<https://theses.hal.science/tel-03466787>**

Submitted on 6 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Thèse soutenue par**

**Adrien BIASSIN**

**Pour l'obtention du grade de Docteur en Histoire contemporaine**

# La prospective en Sud Alsace dans tous ses états : de son histoire à son renouvellement

Sous la direction de :

Directeur de thèse : Pr. Nicolas STOSKOPF

Co-directeur de thèse : Dr. Gérald COHEN

Devant la commission d'examen formée de :

Pr. Dominique BOURG, Université de Lausanne, *Rapporteur*

Dr. Gérald COHEN, Université de Haute-Alsace,

Pr. Pierre LAMARD, Université de Technologie de Belfort-Montbéliard,

Dr. Pablo SERVIGNE, chercheur,

Pr. Nicolas STOSKOPF, Université de Haute-Alsace,

Pr. Raymond WOESSNER, Université de la Sorbonne, *Rapporteur*

17 décembre 2019

Université de Haute-Alsace, Mulhouse



**à Rémi Verollet**



## Sommaire

Sommaire .....	4
Introduction .....	7
Partie 1 – La longue histoire d’une jeune démarche à Mulhouse .....	38
Chapitre I – Vers une aventure de la prospective à Mulhouse .....	43
1.1 Le temps des crises et du progrès .....	44
1.2 Une attitude engagée dans la pensée-action .....	59
1.3 L’imagination au profit de l’aventure du projet .....	66
Chapitre II – La prospective, des réalisations à son déclin .....	83
2.1 D’un outil technique à un dispositif, la prospective mulhousienne au service de réalisations sans précédent .....	84
2.2 Entre libéralisme et municipalisme, la prospective comme vecteur d’une gouvernance locale efficace .....	114
2.3 La période médusée de la prospective à Mulhouse .....	123
Chapitre III – La deuxième vague : la prospective à la rescousse de Mulhouse .....	139
3.1 Le rebond de la prospective à Mulhouse .....	140
3.2 La dernière « messe » prospective : une histoire de gouvernance urbaine .....	166
3.3 Le développement durable au service de la prospective mulhousienne : entre défi et déception .....	185
Partie II – Des « regards » au service d’un renouvellement de la prospective sur le Sud Alsace ....	199
Chapitre IV – Un regard systémique sur le Sud Alsace .....	205
4.1 La nécessaire analyse systémique .....	206
4.2 Le couple climat-énergie au service d’une analyse systémique .....	215
4.3 Un diagnostic systémique du Sud Alsace .....	234
Chapitre V – Un regard prospectif du Sud Alsace .....	259
5.1 Méthodes et indicateurs de l’essai de prospective .....	259
5.2 Prospective exploratoire : sur les traces historiques .....	270
5.3 Prospective d’anticipation : « un regard diplomatique » .....	285
Chapitre VI – Un regard empirique de la résilience en Sud Alsace : vers une action publique territoriale ? .....	322
6.1 Une approche empirique de la résilience en Sud Alsace .....	323
6.2 Des stratégies pragmatiques à l’échelle des communes .....	355
6.3 Aux frontières de l’action publique territoriale par l’ingénierie prospective .....	381
Conclusion .....	420
Bibliographie .....	425
Index des illustrations .....	478
Annexes .....	482





## Introduction

Prospective. Un mot qui représente bien des maux pour tous les acrobates qui l'abordent : « voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques et penser à l'homme ». Les acrobaties de la prospective bouleversent nos représentations et nos certitudes autant qu'elles les transfigurent. S'en approcher fait courir le risque de se brûler les ailes... aussi le laisse-t-on volontiers aux spécialistes. En l'abordant, le chercheur commence une métamorphose qui, si elle n'est pas aussi tragique que celle du Grégor de Kafka, se révèle être une contorsion mentale et intellectuelle souvent douloureuse.

La première rencontre avec la prospective, sans que j'en aie conscience à cette époque, je l'ai faite en 2009 durant ma première année de classe préparatoire scientifique à Mulhouse devant un jury de mathématiciens pour présenter un projet sur les pertes thermodynamiques du moteur Carnot : il m'avait été demandé d'identifier des axes possibles d'amélioration du rendement énergétique de manière « prospective ». Cette approche a connu une nouvelle dynamique lorsque j'ai intégré en 2010 une Grande École de commerce (Skema Business School) qui m'a permis de fuir le plus rapidement et le plus loin possible Mulhouse, cette ville grise tant détestée et haïe, symbole même, selon mon point de vue de cette époque, d'une forme de déclassement économique et social. Ce cursus m'a permis d'effectuer pendant les années 2012 et 2013 plusieurs longs stages à Paris et à Toronto dans des salles de marché de banques d'investissement, durant lesquels j'ai manipulé quotidiennement des sommes parfois supérieures au budget annuel de la ville de Mulhouse, tout en assistant avec sidération au krach financier international en cours et au dépouillement du peuple grec. Côté les économistes et les analystes quantitatifs de la place parisienne a aussi été une expérience enrichissante pour comprendre les dynamiques du système économique international, en reliant pour la première fois la notion du risque financier et le concept de prospective, ceci afin de réaliser un profit purement spéculatif. Un dernier master aux États-Unis (Financial Markets and Investments à l'Université d'État de Caroline du Nord) a permis d'achever ma prise de conscience du caractère immoral et déconnecté de

toute réflexion sur les conséquences humaines de la finance de marché. Ce fut un séisme pour le jeune Mulhousien que j'étais, issu des quartiers populaires, doué à cette époque pour les mathématiques qui m'apparaissaient alors comme le seul outil à ma disposition pour sortir de l'assignation à ma classe, celle des ouvriers non diplômés et non qualifiés. C'est en 2014 lors d'un stage de fin d'études à la Direction Prospective et Risque d'une multinationale américaine à Paris et à Londres qu'il m'a été donné de rencontrer une prospective plus humaine et moins violente en même temps que les premiers apprentissages techniques des méthodes de prospective, dans le but d'un développement de ladite entreprise à l'échelle européenne. Cette brève histoire permet d'introduire le commencement de cette thèse qui est en soi une histoire acrobatique sur laquelle je reviendrai ultérieurement. Le retour en Alsace fin 2014, certes à Strasbourg pour poursuivre un cursus de deux ans à l'École Nationale d'Administration (ENA), quatre ans après avoir quitté la région et la ville que j'avais tant détestée, a été, aussi étrange que cela puisse paraître, l'occasion de me rapprocher de Mulhouse. L'approche fut progressive car j'avais encore besoin de la maintenir à distance, elle qui m'apparaissait comme un tout allergène. Je m'efforçais donc de l'amadouer d'une manière intellectuelle pour comprendre les racines de ce déchirement, tout en satisfaisant ma première sensibilité qui manquait tant durant mes études supérieures scientifiques et économiques : l'histoire. Après la lecture de plusieurs ouvrages d'histoire sur Mulhouse et l'Alsace des historiens Nicolas Stoskopf, Michel Hau, et Marie-Claire Vitoux, j'ai entrepris en janvier 2015 la démarche de commencer une thèse de doctorat en histoire contemporaine à l'UHA sur les questions de la prospective à Mulhouse, en parallèle de la formation à l'ENA. Cette première année de thèse fut consacrée à la découverte de la littérature scientifique sur la prospective et sur l'histoire de Mulhouse afin de composer un premier corpus à étudier, qui s'est amplifié au fur et à mesure des années.

Mulhouse a fait l'objet d'un grand nombre de recherches, sa bibliographie historique est incroyablement riche, diverse et explore toutes les époques. Mais comment expliquer qu'il n'y ait pourtant pas la moindre trace d'une histoire complète de la prospective à Mulhouse, ville qui a pourtant été à l'avant-garde de cette pratique en France ? Il est habituel de considérer qu'il y a eu deux grands temps forts de la

prospective à Mulhouse : le premier à la fin des années 1950 lors des Journées mulhousiennes sous l'ère du Maire Émile Muller, puis à la fin des années 1980 avec le maire Joseph Klifa et son successeur Jean-Marie Bockel. La dernière démarche collective de prospective à Mulhouse date de 1998. Histoire tombée aux oubliettes parce que mal considérée ? La pratique de la prospective à Mulhouse a pourtant contribué au développement de la ville lors de la deuxième moitié du XXe siècle. Sans elle, il y a fort à parier que le visage de la ville actuelle serait bien différent. Et c'est pour éclairer cette partie méconnue de l'histoire de la ville que nous allons essayer d'apporter une nouvelle grille de lecture historique par l'approche de la prospective.

Première lecture d'archives, première contorsion : comment raconter la vision future des acteurs d'une ville à une époque donnée ? Comment cerner la vision imaginée par certains acteurs à une époque antérieure alors que les projets imaginés ont été pour la plupart réalisés plus tard ? Cette première approche sur cette histoire particulière a débouché sur une impasse intellectuelle, car les questions posées n'étaient tout simplement pas les bonnes. Ceci est d'autant plus complexe que ce champ d'investigation de l'histoire mulhousienne n'a fait l'objet à ce jour que de quelques allusions dans des publications d'historiens ou géographes comme Nicolas Stoskopf<sup>1</sup>, Michel Hau, Gérald Cohen<sup>2</sup>, Raymond Woessner<sup>3</sup>, Pierre Vonau, Henri

---

<sup>1</sup> Nicolas Stoskopf et Guy Schultz, *Université de Haute-Alsace: la longue histoire d'une jeune université* (Strasbourg: La Nuée Bleue, 2005). Michel Hau et Nicolas Stoskopf, *Les dynasties alsaciennes: du XVIIe siècle à nos jours* (Paris: Perrin, 2005). Nicolas Stoskopf, « Industrialisation et désindustrialisation à Mulhouse, une trajectoire singulière (XVIIIe-XXe siècles) », *Annuaire historique de Mulhouse*, n° 18 (2007): pp.73-79. Nicolas Stoskopf et Pierre Vonau, « La grande mutation industrielle », *L'Alsace du second XXe siècle, Revue d'Alsace*, n° 130 (2004): pp.159-92. Nicolas Stoskopf et Michel Hau, « Histoire économique, industrielle, financière de l'Alsace », *Un bilan : deux siècles d'histoire d'Alsace, Revue d'Alsace*, n° 126 (2000): pp 183-94. Nicolas Stoskopf et Raymond Woessner, « Les territoires industriels de l'Alsace et leurs mutations de 1746 à nos jours » *Les territoires de l'industrie en Europe (1750-2000) Entreprises, régulations et trajectoires*, Besançon: Les Cahiers de la MSH Ledoux, Presses universitaires de Franche-Comté, 2007), pp.295-321.

<sup>2</sup> Gérald Cohen, Raymond Woessner, et Bernard Reitel, « Prospective d'aménagement du territoire Haut-Rhinois » (Colmar: Conseil Général du Haut-Rhin, octobre 2002).

<sup>3</sup> Raymond Woessner, « Enfin une agglomération », *Administrer une ville, Annuaire Historique de Mulhouse*, n° 15 (2004): pp.147-65. Raymond Woessner, « Le développement industriel du Haut-Rhin », *L'Alsace entre développement et dépendance, Basler Zeitschrift für Geographie*, n° 40/1 (1999): pp.35-41. Voir les huit Tables Rondes Rhin-Sud de 2001 à 2008 sous l'égide de l'Association de Prospective Rhénane (APR, Strasbourg), du CRESAT (Mulhouse) et de RECITS (Belfort) et notamment les actes de la 4<sup>e</sup> table ronde Rhin Sud 28 mai 2004 « Le retour de la prospective ». Raymond Woessner, « Mulhouse et Bâle une relation à réinventer », *Mulhouse, Annuaire Historique de Mulhouse*, 17 (2006): pp.24-32.

Nonn<sup>4</sup> et Vincent Claustre<sup>5</sup>. Émerge alors la question qui a débloqué l'écriture de cette thèse: comment raconter l'histoire des futurs à Mulhouse ? Mon immersion dans un ministère lors d'un stage long en 2016 a été un accélérateur pour mûrir cette nouvelle problématique. En travaillant dans un service de renseignement de la direction générale de l'armement (DGA) dans le cadre de l'ENA, où il m'a été demandé d'analyser de manière prospective, à l'horizon trente ans pour le compte direct du ministre de la Défense, les capacités militaires et scientifiques de la conception et de la réalisation d'un sous-marin d'un pays riche d'Europe, non membre de l'UE, en vue de la signature d'un contrat d'une dizaine de milliards d'euros pour éliminer le concurrent direct, il m'est soudainement venu à l'idée d'analyser l'histoire de la prospective à Mulhouse non plus sous l'angle des méthodes et des outils de prospective déployés, mais sous l'angle de la gouvernance. Cette immersion à la DGA a permis de repérer que l'ensemble de cette institution fonctionnait efficacement dans un but précis grâce à une vision prospective partagée. Et si ce schéma était aussi le cas à Mulhouse avec les acteurs locaux ? Cette distance par rapport à l'objet d'étude a permis d'apporter un angle d'étude qui répondait enfin aux premières interrogations. Ces différentes expériences professionnelles de la prospective ont ensuite pris un premier tournant académique lors de la soutenance de mémoire à l'ENA, initialement prévue en octobre 2016, mais décalée en avril 2017 pour des raisons de santé de l'un des membres du jury. Il s'agissait d'un mémoire technique sur la prospective de l'Alsace à l'horizon 2040 en fonction de trois types de gouvernance sous la direction de l'une des figures emblématiques de la prospective, Thierry Gaudin, polytechnicien du corps des Mines et expert international (OCDE, Commission européenne, Banque Mondiale). Déjà, les premiers résultats indiquaient des lignes de ruptures possibles qu'il convenait d'approfondir sur l'échelle territoriale de la thèse de doctorat. Ces rapprochements professionnels et académiques permirent progressivement d'affiner une grille de lecture de la prospective historique à Mulhouse. Cette lecture permettait de ne pas se focaliser de façon nostalgique sur ce qui n'avait pas été réalisé. Elle générait au contraire une admiration affectueuse pour les démarches

---

<sup>4</sup> Henri Nonn, *L'Alsace actuelle: développement régional et métropolisation depuis les années 1950*, Études Alsaciennes & Rhénanes (Strasbourg: Presses universitaires de Strasbourg, 2015).

<sup>5</sup> Vincent Claustre et Léa Stéphane, « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004): pp.193-232.

passées et en même temps une envie de participer à la mise à jour de ce qui avait transfiguré le visage de Mulhouse lors de la seconde moitié du XXe siècle. Ainsi, il n'était plus possible ni même envisageable de marquer une nouvelle distance avec l'objet d'étude. Il fallait comme le précise à juste titre l'historien Georges Bischoff dans un numéro de prospective de *Saisons d'Alsace*, consacré à la prospective de Mulhouse à la fin des années 1990, s'intégrer dans la prospective réalisée à Mulhouse par le cœur et par l'esprit, car « la raison et le sentiment s'enchevêtrent d'une manière si sauvage qu'il n'est pas possible de faire de Mulhouse un objet d'étude sans s'impliquer soi-même, sans chercher à dompter cette terrible nostalgie et sans devenir à son tour braconnier<sup>6</sup>».

Mulhouse, réputée « singulière », est vue de loin et à en croire les poncifs comme une ville sans intérêt, pour ne pas dire laide : « industrielle » au mieux, « ouvrière » pour les moins tendres. Peu de villes sont pourtant aussi difficiles à appréhender, dans leur évolution et leurs composantes physiques et concrètes, que Mulhouse. Cette ancienne république est multiple, complexe et est un mélange subtil entre l'incroyable et l'incohérence. Au cours de son histoire, son développement, d'abord lent puis brutalement bouillonnant, rend sa lecture quelquefois difficile. L'analyser suppose une culture économique, historique, financière, architecturale, et sociale qui n'est pas forcément celle de l'homme pressé du début du XXIe siècle. C'est ainsi qu'à la fin de la deuxième année de thèse, en octobre 2016, soit six ans après mon départ, j'ai réaménagé à Mulhouse en acceptant, cette fois-ci, de renouer avec mes racines et cette ville que je commençais à comprendre comme un patchwork entre le génie local mulhousien et les flux mondialisants. Ville atypique pour un parcours atypique. Les retrouvailles autour de la prospective dans un contexte universitaire, alors inconnu, ne pouvaient que s'annoncer acrobatiques...

Acrobaties, contorsions, braconnages. Autant de péripéties essentielles pour décortiquer le futur imaginé dans le passé. Un second pas, encore un, apparaît nécessaire très rapidement : si l'historien peut se plonger dans les archives pour écrire l'histoire de son objet d'étude, comment est-il possible d'écrire l'histoire de la prospective de Mulhouse, une histoire en « lévitation », sans l'exercer soi-même sur

---

<sup>6</sup> Georges Bischoff "Nostalgie en chassé-croisé", in *Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*, vol. Revue trimestrielle, *Saisons d'Alsace 1* (Strasbourg: Nuée bleue, 1997). p.24.



le même périmètre spatial à un horizon donné ? Reconstituer les intrigues, les jeux d'acteurs et les faits ne me permettait pas de comprendre dans les détails ce qu'est une démarche collective dans une ville particulière qui se bat pour continuer de réaliser de grands projets d'avenir, encore moins de sentir la psychologie des acteurs locaux face aux enjeux du moment comme la reconstruction d'après-guerre, la course au progrès, la peur du déclassement et celle de se voir marginaliser, l'ouverture vers l'Est, ou encore la culture mulhousienne de produire sa propre destinée. Il m'est apparu nécessaire, incontournable de m'identifier aux acteurs locaux et passés de la prospective mulhousienne, d'intégrer leur monde mental et intellectuel en réalisant un travail similaire aux leurs, une prospective pour Mulhouse et sa région à un horizon futur donné. Thierry Gaudin m'a encouragé à explorer cette voie, mais à l'échelle de la ville cette fois-ci. Il est dès lors devenu nécessaire de réaliser très rapidement un deuxième corpus scientifique, non plus sur la littérature, en partie grise, des archives de Mulhouse issues principalement de la Bibliothèque de l'Université et de la Société Industrielle (BUSIM), des archives de la ville, et de la Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg (BNU), mais de produire un corpus, de « fabriquer », d'« appeler à moi » des données, pour reprendre une expression de l'historienne Marie-Claire Vitoux. Ce nouvel exercice de distance scientifique lors de la création de ce deuxième corpus permet de s'immerger intellectuellement et mentalement dans une reconfiguration des représentations spatiales et temporelles pour apprendre à « voyager » dans les futurs, aussi bien ceux du « passé » que ceux des « futurs » possibles. La réalisation de ce deuxième corpus fut un exercice laborieux et douloureux. Ce n'est pas tant la quantité d'énergie et de temps qu'il a fallu mobiliser dans cet exercice en lui-même acrobatique que la nature des résultats qui ont provoqué une radicale mutation de mon propre regard sur mon objet de thèse.

Dans un premier temps, la prospective utilisée sous la direction de Thierry Gaudin appliquée non plus à l'Alsace, mais à l'échelle de la ville, a permis de repérer des premières lignes de rupture potentielles et d'apporter une capacité nouvelle « d'auto-apprentissage » nécessaire à ces « voyages » entre le passé, le présent et le futur. Cette prospective ne correspondait cependant pas aux travaux collectifs réalisés

durant les deux temps forts à Mulhouse durant les années 1960 et 1990. Intervient alors en avril 2017 un deuxième processus de prospective pour respecter au mieux les traditions mulhousiennes identifiées en matière de prospective. Par définition, il n'est pas possible de connaître à l'avance les résultats d'une démarche de prospective avant son lancement. Les résultats de ce deuxième détour, qui a duré plusieurs années, ont complètement changé la configuration de cette thèse, aussi bien pour l'écriture que pour la recherche. Cette digression dans la prospective, voulue pour mieux aborder la question historique de la prospective à Mulhouse, a été comme un chemin initiatique, à l'image de la rencontre « impromptue » de l'Amérique du Nord, lorsque Christophe Colomb tentait au XVe siècle de rejoindre l'Inde par l'Ouest. En effet, il n'a pas été simple de « découvrir » par soi-même et par ses propres méthodes de prospective des risques d'effondrement à l'échelle locale à un horizon vingt ans. Encore moins lorsqu'on ne connaissait pas à l'époque le concept de l'anthropocène ni les travaux des scientifiques à ce sujet, comme ceux du Club de Rome, pourtant éloignés, a priori, des travaux d'histoire sur une ville comme Mulhouse.

La convergence des résultats de prospective à l'échelle mulhousienne avec ceux d'autres disciplines en sciences humaines et en sciences dures à l'échelle globale fut un double choc. Un premier parce que cette mise en perspective par l'échelle locale des risques d'effondrement est, a priori, une démarche inédite des risques systémiques. Le second choc fut de réaliser que les résultats de la démarche de prospective, qui avait été accomplie pour mieux comprendre l'histoire de la prospective à Mulhouse, s'inséraient au final dans une dynamique globale de la recherche actuelle. Par « hasard » et en ignorant totalement les recherches sur l'anthropocène, nous sommes parvenus lors de ce second détour à mettre en exergue des risques d'effondrement à l'échelle locale, qui coïncidaient avec ceux identifiés à l'échelle globale par d'autres disciplines. Les différents chocs émotionnels vécus à la suite des résultats de ce détour intellectuel, qui avait pour but de mieux analyser une histoire en « lévitation », m'ont paradoxalement fourni la clef principale de compréhension de l'action collective menée durant les deux périodes historiques de prospective à Mulhouse. L'expression de l'historien Georges Duby, citée par Marie-Claire Vitoux, reflète notre attitude adoptée pour se donner les

moyens d'écrire l'histoire de la prospective : « je dois m'identifier à ceux qui ne sont plus que des ombres, et cet effort d'incorporation imaginaire, cette revitalisation exigent de moi que je "mette du mien" comme on dit<sup>7</sup> ». Ce second pas pour s'immerger dans cette histoire encore méconnue de Mulhouse a été à la fois un processus humain « douloureux », à cause des résultats obtenus, et aussi une véritable « libération » permettant enfin de fournir, trois ans et demi après le début de la thèse, une grille de lecture pour analyser l'histoire de la prospective autrement que par l'approche technique et méthodologique. Il est ainsi devenu possible de répondre à la fois au « comment ? », « pourquoi ? », « par qui et pour qui ? » tout en apportant en même temps de nouvelles pistes de réflexion sur le renouvellement de la prospective. On le voit, la démarche de cette thèse s'est construite de manière acrobatique avec quelques contorsions nécessaires à l'immersion. Le plan chronologique adopté dans ce rapport n'est donc pas celui de l'élaboration de notre recherche.

Les démarches historiques de prospective à Mulhouse au courant des années 1960 et 1990 sont une manifestation d'une nouvelle philosophie de l'action collective face aux défis du moment. Les acteurs concernés écartaient le fatalisme pour ouvrir intentionnellement un autre avenir et dessiner d'autres possibles à élaborer ensemble. À Mulhouse, la prospective s'avance comme un effort collectif pour continuer de produire son propre destin en garantissant une politique qui inclut le futur dans le présent pour l'organiser au mieux. Les acteurs locaux, notamment la municipalité et les élites industrielles représentées par l'emblématique Société Industrielle de Mulhouse (SIM), ont toujours essayé de répondre à ce double défi lors des démarches de prospective : mener une réflexion stratégique de l'avenir de la ville afin de favoriser les décisions publiques présentes et à venir, et surtout, afin de donner du sens à l'action publique en l'inscrivant dans un projet collectif porté autour de valeurs communes par les différents acteurs de ce territoire. Cette culture de la « fabrication » locale de sa propre destinée n'est pas exclusive à l'après-guerre, mais elle est aussi issue d'un long cheminement historique.

---

<sup>7</sup> Marie-Claire Vitoux, « Un itinéraire de recherche: entre hasard(s) et nécessité », *Les actes du Cresat*, n° 12 (2015). p.31.

La légende veut que la naissance de Mulhouse soit le fruit de l'union au Haut Moyen-Âge d'un guerrier blessé dans une bataille et de la fille d'un meunier. La ville est attestée dans les archives depuis 717 sous le toponyme Mulinhusen d'après le linguiste Michel-Paul Urban puis Mulinhuson en 803 d'après le grand historien de Mulhouse, Raymond Oberlé. Mulhouse devient une république en 1347, puis une alliée des cantons suisses en 1515 avant de devenir une république protestante en 1529 enclavée au sein du royaume de France dès 1648. La réunion (selon la terminologie mulhousienne) intervient en période trouble de la Révolution française en 1798 alors que la ville connaissait déjà une expansion considérable de son industrie grâce à l'indiennage, apparu en 1746 avec Jean-Henri Dollfus (24 ans), Jean-Jacques Schmalzer (25 ans), Samuel Kœchlin (27 ans) et Jean-Jacques Feer. Quelques années après la réunion de Mulhouse à la France, la Société Industrielle de Mulhouse (SIM) est créée en 1826 pour rassembler les élites économiques locales qui n'auront cessé de façonner Mulhouse, mais aussi la France dans une certaine mesure. La SIM, qui a joué le rôle de laboratoire d'idées comme ce qu'on appelle aujourd'hui les « Think Tank », a été un élément clé du développement du modèle mulhousien, appuyé sur une éthique issue du milieu protestant et libéral de la ville. L'objectif des 22 membres fondateurs était d'œuvrer à la convergence unique entre la recherche, l'enseignement et l'industrie, qui a largement profité à l'industrie mulhousienne autant d'un point de vue technique que commercial, mais aussi social avec des idées à l'avant-garde pour le milieu ouvrier. Tout au long du XIXe siècle, l'industrie se diversifie dans plusieurs secteurs comme le textile, la chimie et la mécanique, ce qui vaudra à la ville le nom de « Manchester français » ou encore de « ville aux cent cheminées » dont une dizaine sont encore visibles aujourd'hui. La croissance économique et démographique est fulgurante. À ce titre, Mulhouse comptait 6000 habitants en 1798, puis a presque multiplié par huit sa population en moins d'une cinquantaine d'années pour atteindre 45 981 habitants en 1856 puis 95 041 en 1910. À la moitié du XIXe siècle émerge la Cité ouvrière où les familles ont accès à la propriété dans des maisons mitoyennes avec jardin. Une première en Europe continentale. Ce modèle économique et social ouvre la voie à une exportation du modèle mulhousien vers les vallées vosgiennes, Bâle, Strasbourg, Belfort, mais aussi à l'autre bout de la France à Roanne, Le Havre et à

l'étranger comme à Prague et à Chemnitz en Allemagne. Comme le démontrent les historiens Nicolas Stoskopf et Michal Hau dans l'ouvrage *Les Dynasties alsaciennes*, ce modèle mulhousien endogène est malmené à partir de 1870 par les alternances de nationalités provoquant la remise en cause des débouchés industriels, les bouleversements des dispositions douanières, fiscales, sociales mais aussi, et surtout, une diaspora de l'élite locale mulhousienne vers d'autres pôles plus stables et certainement plus rayonnants comme la capitale française. La ville n'a cessé depuis de perdre de sa substance industrielle, surtout à partir des années 1930, sans jamais renoncer cependant à l'effort de se renouveler et de trouver de nouvelles formes économiques. Avec la lente et progressive disparition de ses sièges sociaux et de son élite bourgeoise, Mulhouse a connu une perte considérable de sa culture à créer collectivement sa propre destinée, et la dernière démarche collective de prospective de 1998 atteste cette perte qui n'a pour l'heure pas encore été comblée. L'histoire de la prospective à Mulhouse au tournant des années 1960 est certainement l'une des dernières manifestations collectives de la communauté épistémique à créer un territoire-archétype.

Or cette capacité endogène à produire sa propre destinée ne s'est pas arrêtée aux seules frontières administratives de Mulhouse. Bien au contraire, son influence territoriale s'inscrit dans un espace plus large où les interactions sont nombreuses, comme les déplacements domicile-travail, les infrastructures importantes, le caractère transfrontalier du territoire et où le bassin de vie de la population déborde largement certains périmètres institutionnels. Le modèle mulhousien d'industrialisation a dès l'origine, c'est-à-dire au XVIII<sup>e</sup> siècle, rayonné vers les vallées vosgiennes, notamment le piémont (Guebwiller, Thann), puis plus tard vers le Rhin. En revanche, le Sundgau est sans doute moins concerné. Il serait absurde (aujourd'hui comme hier) de raisonner à l'échelle de la commune de Mulhouse. Quelle est la bonne échelle spatiale pour une prospective locale ? Historiquement d'ailleurs, on a réfléchi à l'échelle d'une ville (Mulhouse) ou de la région (Alsace), mais quand on l'a fait à l'échelle de Mulhouse, ce n'était déjà pas à celle de la commune, mais bien d'un espace plus vaste. Une aire territoriale partageant ainsi des problématiques particulières se distingue : le Sud Alsace.

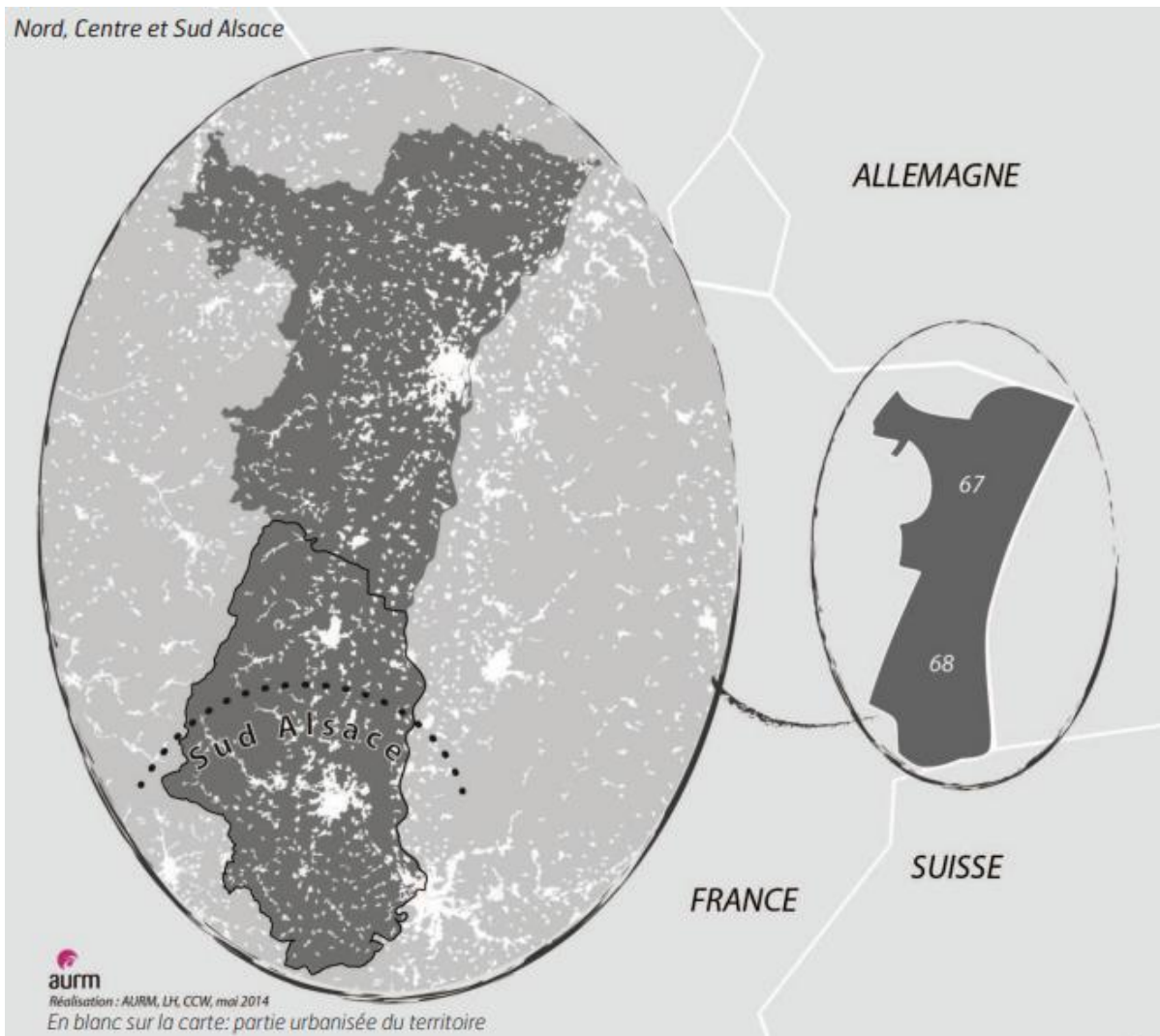


Figure 1 : Sud Alsace, de quel territoire parle-t-on ? Réalisation AURM mai 2014<sup>8</sup>. Les parties urbanisées du territoire sont en blanc.

Mais travailler à l'échelle du Sud Alsace ne va pas de soi, car il n'est pas territorialement défini. Si Luc Gaillet, président de la SIM, ne parvient pas publiquement à définir le périmètre du Sud Alsace, il n'est pas étonnant de retrouver les mêmes interrogations à l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne (AURM) qui ne souhaite pas « opter pour l'un ou l'autre des possibles périmètres », mais estime qu'il est « préférable de faire de l'existence du Sud Alsace une question<sup>9</sup> ». Le géographe Raymond Woesnner estimait en 2010 dans un article de

<sup>8</sup> AURM, « Portrait Sud Alsace. Le territoire en quelques cartes », Enjeux d'inter-territorialité (Mulhouse: L'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, décembre 2014). p.4.

<sup>9</sup> « Plutôt que d'opter pour l'un ou l'autre des possibles périmètres, il a semblé préférable de faire de l'existence du Sud Alsace une question » Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « Quels enjeux pour les territoires du "Sud Alsace" ? », Diagnostic territorial partagé



la *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* que « le Sud-Alsace... n'existe pas<sup>10</sup> ». L'espace de notre étude n'est donc pas facilement définissable. La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Sud Alsace Mulhouse couvre un territoire qui longe les limites sud du Haut-Rhin en incluant Mulhouse, alors qu'il ne prend pas en compte Guebwiller, ni même l'intégralité des communes de l'agglomération mulhousienne. Ni les vallées de la Thur et de la Doller, ni même les communes du sud-ouest comme Altkirch ne sont incluses dans le périmètre de l'Eurodistrict Freiburg, Centre et Sud Alsace qui dépasse au nord les frontières du Haut-Rhin. Selon l'approche administrative basée sur les arrondissements, Guebwiller serait incluse dans le Sud Alsace, dont la zone d'emploi est Mulhouse. Tandis que la tentation est forte de réduire le Sud Alsace uniquement aux communautés de communes d'Altkirch, du Jura et de la porte d'Alsace. L'échelle des cantons, historiquement stable, aurait pu être un périmètre de l'étude, mais elle ne représente qu'un découpage électoral du territoire. Le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) est quant à lui instable à long terme en plus de l'existence d'Inter-Scot, rajoutant une couche de complexité inutile à notre étude.

Pire encore, le Sud Alsace est marqué par ses coupures et ses frontières : à l'Est l'Allemagne, au Sud-Est la Suisse, au Sud les contreforts du Jura, à l'Ouest les Vosges, et la Franche-Comté via la trouée de Belfort. Fort heureusement, l'agglomération mulhousienne, qui est le cœur de ce Sud Alsace, est un territoire stratégique assuré d'un périmètre de gestion (Mulhouse Alsace Agglomération M2A), d'une implantation des projets (SCOT) et d'une boîte à idées (le Pays). Mais ce périmètre ne représente toujours pas la réalité vécue au quotidien par les habitants de l'aire d'influence de l'agglomération de Mulhouse : de la crête des Vosges au Rhin s'étend le bassin d'emploi mulhousien, tandis que son aire urbaine rayonne vers le Territoire de Belfort, alors que le Coin des Trois Frontières, actuellement très puissant, freine l'influence mulhousienne vers le sud-est.

---

(Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, mars 2015). p.8

<sup>10</sup> Raymond Woessner, « La territorialisation : proposition pour la compréhension du phénomène par une entrée systémique », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* octobre, n° 4 (2010): p.676.

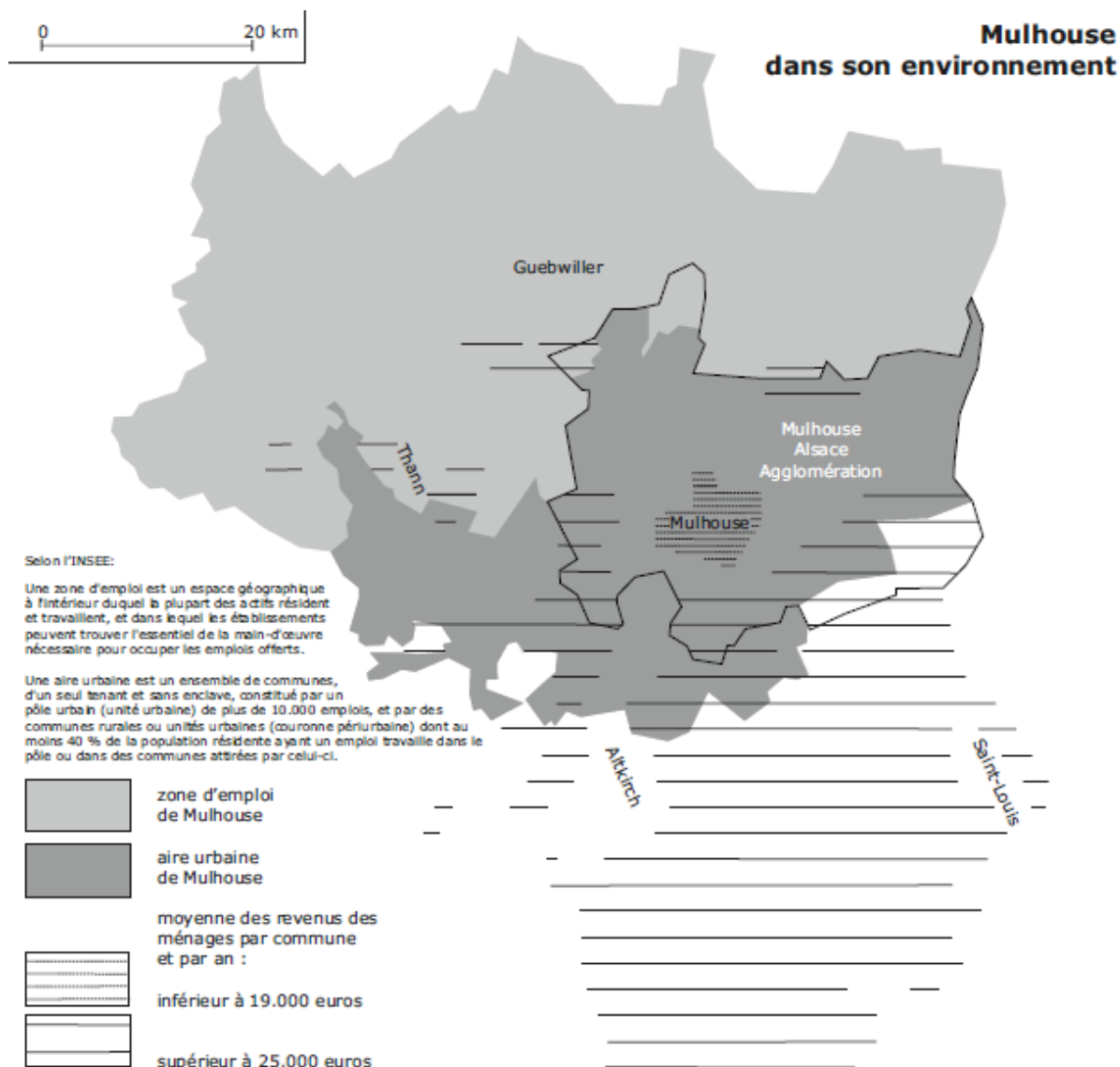


Figure 2 : une carte réalisée par Raymond Woessner de Mulhouse dans son environnement en 2018 d'après les chiffres de l'INSEE 2013.

Le Sud Alsace, ensemble complexe et riche de sa diversité, s'intègre donc dans une dimension multiscalaire avec des réseaux qui le dépassent. Cet espace présente néanmoins certaines spécificités : il a un caractère urbain très présent et prend forme autour d'un réseau multi-polaire dense. Des espaces plus ruraux s'agencent autour de cette armature urbaine dont les pôles urbains concentrent les emplois, tandis que la population se disperse dans les secteurs péri-urbains et ruraux, provoquant des déplacements pendulaires plus nombreux et plus longs, suscitant par cette même occasion un questionnement sur l'équilibre entre l'urbanisme et les transports. Une des particularités du Sud Alsace est également son fort potentiel de



développement en termes d'interaction et de coopération, qui ne peut pas cacher non plus une situation sociale parfois délicate dont le fractionnement s'embles'accélérer<sup>11</sup>.

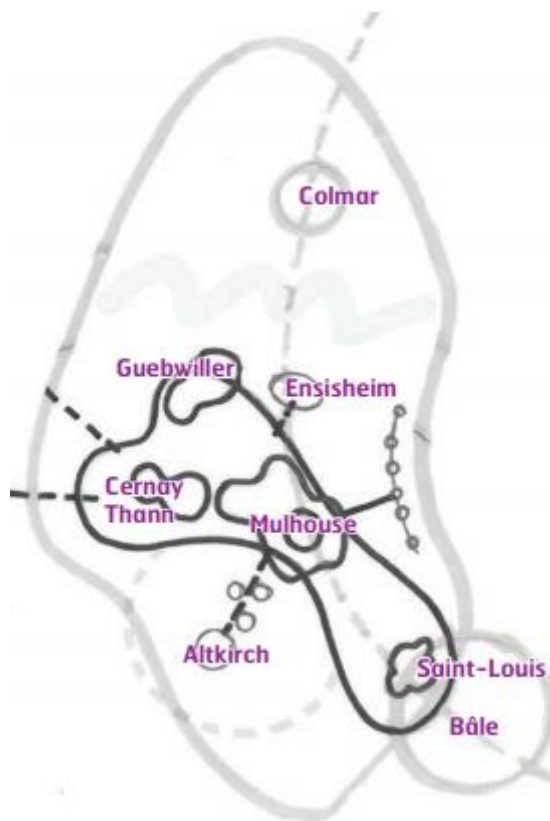


Figure 3 : ce schéma illustre une traduction possible des liens territoriaux qui tissent le réseau du Sud Alsace d'après l'AURM. Il y a selon eux une continuité urbaine de Thann/Cernay jusqu'à Saint-Louis, avec des branches vers les vallées vosgiennes, la bande rhénane et vers Altkirch, autour de laquelle gravite le Sundgau<sup>12</sup>.

Dans la synthèse finale du Portrait Sud Alsace publiée en décembre 2014, l'AURM a mis en exergue « un territoire vécu à géométrie variable » avec « une large échelle et une souplesse du périmètre » qui est selon elle une nouvelle manière d'envisager ce territoire comme un « espace composite agencé en un réseau multipolaire dense avec un fort potentiel de coopération », dont les « mouvements centripètes des populations ré-interrogent la solidarité entre territoires<sup>13</sup> ». Si l'AURM propose une

<sup>11</sup> Les villes et vallées vosgiennes sont plus en difficulté, la ville centre Mulhouse souffre d'un déficit d'image et d'une forme de ségrégation sociale, la banlieue Sud et la périphérie française de Bâle sont extrêmement favorisées, alors que le Sundgau et la bande rhénane constituent des réalités hétérogènes, mais globalement dans la moyenne.

<sup>12</sup> AURM, « Portrait Sud Alsace. Le territoire en quelques cartes ». op.cit., p.24.

<sup>13</sup> AURM. op.cit., pp.24-25.

manière d'envisager le Sud Alsace, Raymond Woessner en a fait une synthèse plus récemment lors d'une rencontre le 18 décembre 2018, en définissant le Sud Alsace comme un « espace commun de problèmes n'ayant pas fait le deuil de son histoire ». L'historien Nicolas Stoskopf a complété depuis cette définition par la notion « d'espace commun de problèmes et d'intérêts » lors de nos échanges, qui n'est pas sans rappeler la définition de la « communauté de problèmes et d'intérêts<sup>14</sup> » du triangle Mulhouse-Rhin donné lors des journées mulhousiennes de l'urbanisme le 12 mai 1958 par Jean Pozzi, alors directeur départemental du ministère de la construction. Si cette définition est incontestablement une belle formule, la référence au « deuil historique » peut susciter la polémique. Mulhouse ne s'est-elle pas remise en cause à de nombreuses reprises depuis la guerre de 1870 ? La ville vit-elle sur son héritage avec un œil dans le rétroviseur ? Si la plupart des Mulhousiens d'aujourd'hui ont certainement oublié cette histoire, ce n'est pas encore le cas des décideurs locaux. Marie-Claire Vitoux soulignait déjà en 1997 dans une édition spéciale de *Saisons d'Alsace* sur la prospective de Mulhouse que « les discours mulhousiens sont souvent ponctués d'appels vibrants aux figures mythiques du dynamisme passé<sup>15</sup> ». Elle invitait les décideurs locaux à faire le deuil de cette histoire en coupant « le nœud gordien » pour « débloquer le présent et entrer dans l'avenir<sup>16</sup> ». Ce nœud n'a toujours pas été coupé définitivement d'après les observations que nous avons pu faire auprès des décideurs locaux qui restent parfois bloqués sur une image idyllique du passé (des heures glorieuses) ou qui sont encore paralysés, complexés, traumatisés par une histoire collective. S'il y a une période qui marque peut-être encore les esprits à Mulhouse, c'est celle de la désindustrialisation : la fermeture progressive de la Société Alsacienne de

---

<sup>14</sup> « Le triangle Mulhouse-Rhin apparaît comme une sorte de bassin économique, fondé essentiellement sur la juxtaposition de forces économiques complémentaires, au sein duquel une communauté de problèmes et d'intérêts réunit quelque 140 000 personnes. » Jean Pozzi « L'aménagement de la zone Mulhouse-Rhin », in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*, vol. Bulletin trimestriel numéro 2, 695 (Mulhouse: BSIM, 1959). p.11.

<sup>15</sup> Marie-Claire Vitoux "Mulhouse ville bloquée" , in *Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*, vol. Revue trimestrielle, *Saisons d'Alsace 1* (Strasbourg: Nuée bleue, 1997). p.85.

<sup>16</sup> « Certes, le pouvoir politique reflète en ce domaine l'absence de volonté communautaire des habitants de l'agglomération. Mais les élus auront-ils la force morale, la lucidité politique et le sens civique nécessaire pour couper le nœud gordien ? Mulhouse a fait, en 1798, un choix dicté, comme tout choix, par des contraintes, mais totalement assumé. Deux siècles plus tard, les « acteurs de la décision » seront-ils capables de s'appuyer sur l'extraordinaire vitalité de ma ville pour débloquer le présent et entrer dans l'avenir ? » Marie-Claire Vitoux "Mulhouse ville bloquée" , Ibid., p.87.

Constructions Mécaniques (SACM) qui est très récente et qu'ont vécu beaucoup de Mulhousiens, mais aussi l'effritement des entreprises Dollfus-Mieg et Compagnie (DMC), Schlumpf et Manurhin.

S'il n'est pour l'heure pas possible de fournir une définition fixe du Sud Alsace, car il n'y a pas encore de consensus partagé, nous avons préféré faire du Sud Alsace une sphère d'influence plurielle à part entière où s'exercent les capacités d'influence endogène de Mulhouse. Les frontières que l'on pourrait définir sont tout simplement dépassées. Les modes de fonctionnement, les interactions, les complémentarités entre les territoires dépassent largement le cadre d'une frontière qu'on voudrait bien s'imposer et qui ne traduirait pas la complexité de ce territoire. Il n'est pas dans notre propos d'étudier séparément les vallées vosgiennes, le Sundgau, la Harth, le bassin potassique, la bande rhénane ou encore les régions frontalières. La formule du Sud Alsace définie par Raymond Woessner et complétée par Nicolas Stoskopf est pour l'heure celle qui convient le mieux à l'étude de la prospective en Sud Alsace, qui est ici un « espace commun de problèmes et d'intérêts n'ayant pas fait le deuil de son histoire récente ».

L'histoire de la prospective à Mulhouse au cœur du Sud Alsace peut éclairer, dans une certaine mesure, les décisions politiques d'aujourd'hui au regard des enchevêtrements sociétaux locaux et des interdépendances mondiales liées aux crises économiques, sociétales et environnementales. Le sentiment d'impuissance des politiques publiques à Mulhouse est représentatif de la limite des prévisions économiques et sociales, aggravée par une érosion de la confiance et une recrudescence de la défiance démocratique marquée par une abstention record (50,21 %) lors du second tour des municipales en 2014. L'historien et sociologue Pierre Rosanvallon remarque à juste titre que nous sommes entrés dans une « société de défiance » pour des raisons en partie structurelles, car la démocratie est « trop immédiate pour le souci du long terme, trop lente pour la gestion de l'urgence<sup>17</sup> ». La course au court terme intensifie le délaissement au projet politique et détache les temps passé, présent et futur. La responsabilité politique se perd progressivement, déstructurant la légitimité du pouvoir politique : la démocratie

---

<sup>17</sup> Pierre Rosanvallon, *Pour une histoire conceptuelle du politique: leçon inaugurale au Collège de France faite le jeudi 28 mars 2002* (Paris: Seuil, 2003). p.34.

s'effrite. Mais gérer une ville comme Mulhouse va au-delà d'une gestion courante des affaires, la ville n'en serait pas arrivée à ce niveau de développement lors de son histoire si elle n'avait pas « gouverné son avenir ». Selon Pierre Rosanvallon, la gouvernance signifie « d'abord rendre le monde intelligible, donner des outils d'analyse et d'interprétation qui permettent aux citoyens de se diriger, d'agir efficacement. Il y a là une dimension fondamentalement cognitive du politique qui doit être fortement soulignée : il s'agit de produire la cité en l'aidant à se représenter, de la mettre en permanence face à ses responsabilités, de lui permettre d'affronter lucidement les problèmes qu'elle doit résoudre <sup>18</sup> ». La prospective qui se propose de conjuguer les temps, de donner une culture politique du temps et de mobiliser l'imagination politique pour répondre à la complexité de la société, semble répondre à la définition de Pierre Rosanvallon, dans la mesure où elle participe à la « dimension fondamentalement cognitive du politique ». Face à la méfiance des institutions et à la part toujours plus grande de l'abstention, la prospective peut endiguer l'entropie de cette démocratie représentative en crise en contribuant à la décision comme une technique nécessaire.

L'élite mulhousienne au cours de la seconde moitié du XXe siècle s'est grandement servie de cette technique pour gouverner son destin en s'ancrant dans le présent, dans son espace avec une vision future partagée et commune, pour redonner une perspective à l'action dans un contexte qui n'était pas non plus des plus favorables. Cette prospective ne s'est pas développée dans le but d'une opération de communication ou d'un marketing territorial, mais a permis de rassembler l'ensemble des acteurs qui décident afin de mobiliser les savoirs pour structurer des normes pour l'action. Mais alors, comment la prospective a-t-elle structuré l'action en Sud Alsace ? Quelles en sont les formes ? Peut-elle être vue comme un outil d'aide à la décision ? Comment a-t-elle participé à fabriquer des politiques publiques à Mulhouse, au point de faire changer sa physionomie lors de la seconde moitié du XXe siècle ? Comment les décideurs locaux ont-ils renoué collectivement avec l'action publique face à l'incertitude ? L'incertitude face aux crises n'a-t-elle pas participé à la mise en place de la prospective pour renouveler collectivement l'action

---

<sup>18</sup> Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie: la politique à l'âge de la défiance*, Les livres du nouveau monde (Paris: Seuil, 2006). p.313.

publique ? Et aujourd'hui, face aux multiples crises et incertitudes que rencontre Mulhouse, comment cette histoire peut-elle s'inscrire dans un renouvellement de la pensée collective d'agir ?

Déchiffrer l'histoire de la prospective à Mulhouse suppose de l'appréhender dans tous ses états : de sa formation à la fin des années 1950, à ses transformations au courant des années 1960, puis à ses agitations dans les années 1970, avant de connaître un sursaut à la fin des années 1980 pour permettre à la ville de lutter contre son essoufflement dans une perspective de montée en puissance de nouveaux acteurs. En analysant l'évolution de la prospective dans tous ses états, nous allons chercher les multiples dimensions qu'elle a pu mobiliser, les normes qu'elle a pu produire et les pratiques intrinsèques qu'elle a induites. Relever le défi de l'histoire de la prospective à Mulhouse, c'est voyager dans l'esprit des décideurs locaux au travers des réalisations imaginées et effectivement produites.

Nous n'avons pas encore proposé une définition précise de la prospective ni même posé les bases de ce concept. La prudence est nécessaire pour aborder ce sujet. En reprenant par transposition la crainte de Michel Foucault à l'égard de l'État, la prospective à Mulhouse interroge même sa propre existence : « Ceux qui parlent de la *prospective*, dirons-nous alors, qui font de l'histoire de la *prospective*, du développement de la *prospective*, des prétentions de la *prospective*, est-ce que ce ne sont pas eux, précisément, qui développent une entité à travers l'histoire et qui font l'ontologie de cette chose que serait la *prospective* ?<sup>19</sup> ». Il faut à la fois ne pas se demander si la prospective existe à Mulhouse comme substance concrète, et ne pas définir avec certitude ce concept flou car cela créerait une illusion de certitude qui entraverait le travail sur un concept qui doit engendrer des questions. Si nous posons directement le concept de la prospective, cela revient à le considérer comme statique dans le temps. Or son histoire, à la fois en France et à Mulhouse, montre un phénomène de maturation qui connaît d'abord une initiation puis des évolutions, des adaptations et des transformations progressives en fonction des circonstances. Les

---

<sup>19</sup> « Ceux qui parlent de l'Etat, qui font l'histoire de l'Etat, du développement de l'Etat, des prétentions de l'Etat, est-ce que ce ne sont pas eux, précisément, qui développent une entité à travers l'histoire et qui font l'ontologie de cette chose que serait l'Etat ? » Michel Foucault et al., *Sécurité, territoire, population: cours au Collège de France, 1977-1978*, Hautes études (Paris: Seuil : Gallimard, 2004). p.254.

acteurs actuels en Sud Alsace n'envisagent pas la prospective de la même manière que ceux des années 1950 à Mulhouse lors de son lancement, ou que ceux du milieu des années 1990 lors de son rebond. Analyser l'histoire de la prospective à Mulhouse, c'est aussi assumer le caractère mouvant de ce concept protéiforme au travers des décennies.

Toutefois, nous avons tâtonné pour déceler les constantes qui se dégagent à travers les différentes pratiques historiques pour illustrer comment elle a pu faciliter la mise en place de réponses pragmatiques. Par cet exercice, nous avons essayé de mettre en lumière le caractère non formel de la prospective en observant ce qu'elle montre du rapport au temps des décideurs locaux (rapport entre le passé, le présent et le futur), mais aussi de son rapport à l'espace. La prospective a été un moyen de s'immerger dans « l'espace-temps » des acteurs locaux en explorant la représentation de l'organisation temporelle et la configuration spatiale dans des contextes d'incertitudes et de doutes. Les pratiques de prospective à Mulhouse, souvent à l'avant-garde, ont permis de mettre en exergue comment les décideurs locaux ont appris à penser ensemble le présent au regard des incertitudes du futur pour œuvrer collectivement à l'action du présent. Ces pratiques soulignent comment ils ont intégré des événements futurs, parfois imprévisibles, incertains et imprédictibles, de manière à créer collectivement des actions dans le présent pour y remédier.

Gaston Berger fournit la première définition de la prospective après la Seconde Guerre mondiale. Si l'un des plus grands amphithéâtres de l'Université de Haute-Alsace (UHA) porte actuellement son nom, c'est que cette personnalité majeure de la prospective en France a aussi joué un rôle clé à Mulhouse. Petit à petit, la prospective est admise comme une façon moderne d'anticiper de manière préactive, en amenant les changements prévisibles, et proactive en provoquant les changements souhaités. Rappelons avec le fonctionnaire et économiste Bernard Cazes que l'attitude prospective est considérée comme « tout discours portant sur un futur quelque peu lointain<sup>20</sup> ». Gaston Berger a commencé à formaliser la

---

<sup>20</sup> « Je commencerai par Gaston Berger, auquel on doit le néologisme « prospective » qui a connu une vogue extraordinaire au point qu'il en est venu à désigner indistinctement tout discours portant sur un futur quelque peu lointain. » Bernard Cazes, *Histoire des futurs: les figures de l'avenir de saint Augustin au XX<sup>e</sup> siècle*, Prospective. Essais & recherches (Paris: L'Harmattan, 2008). p.383.



prospective en 1957, cinq ans avant sa première occurrence à Mulhouse<sup>21</sup>, et depuis elle n'a cessé de connaître en France plusieurs interprétations dans les pratiques et dans les actions, au point de se transformer en une substance aux contours flous. Elle a aussi connu à Mulhouse au cours de ces six dernières décennies une diversité de courants qui ne nous permet pas d'en donner une définition univoque. Avec la prospective, il s'agit de balayer le champ des possibles au regard du présent pour l'inscrire dans une perspective des futurs possibles et souhaitables. Dit autrement, en préparant et en provoquant la meilleure situation possible. À Mulhouse, cette pratique est très rapidement répandue à la fin des années 1950, peu après sa création par Gaston Berger et avant son institutionnalisation par la DATAR à la fin des années 1960. En pleine période de planification par le Commissariat général au Plan, Mulhouse s'aménage elle-même son propre destin en marge du dirigisme parisien qui suit les initiatives locales. Paris n'a pas imposé des projets planifiés à Mulhouse, ce sont les Mulhousiens, par l'action de la prospective, qui ont été la locomotive pour insuffler les projets majeurs de Mulhouse avec l'aide de l'État. S'en suit une longue histoire d'une jeune pratique mulhousienne qui va à son tour se faire dépasser par de nouveaux acteurs, et en particulier la Région, qui utilisera la prospective comme une manière de s'offrir des capacités de gouverner son territoire.

De sa genèse à sa maturation, la prospective à Mulhouse a joué le rôle de médiateur parmi les acteurs du territoire en intégrant le futur pour imaginer le présent afin de produire de l'action collective. Il n'y a certainement pas d'autres exemples en France de cas d'application aussi rapide de la prospective imaginée par Gaston Berger à l'échelle d'un territoire. Si ce dernier n'a pas directement énoncé les rapports de force, la prospective à Mulhouse s'affiche d'abord dans une relation au pouvoir et dans des lignes de confrontation de force qui ne sont pas explicitement évidentes, mais qui existent réellement parmi les acteurs du Sud Alsace. L'action collective engendrée ensuite par la prospective rentre dans des

---

<sup>21</sup> La première occurrence provient de Paul Meyer dans un article intitulé « Mulhouse d'hier et...de demain ». « Aussi est-il plus rassuré vis-à-vis des projets d'avenir qui s'étalent, partout, dans la presse, aux vitrines, aux expositions... et dans le discours public. L'auteur de ces lignes, gagné lui aussi par le climat général de la « prospective », essaie de se représenter ce que sera, géographiquement, le paysage mulhousien d'ici 10 à 12 ans » Etienne Juillard et al., *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1992). p.61.

schémas de stratégies et de tactiques pour certains acteurs, surtout dans les années 1990. Nous faisons alors l'hypothèse que la prospective à Mulhouse s'avance comme un dispositif de gouvernance efficace du territoire sur un mode libéral et municipaliste, qui permet au pouvoir de créer une action publique collective afin de se matérialiser autour de projets.

Nous n'avons pas pris en compte la prospective réalisée pour Mulhouse en dehors de Mulhouse. En nous intéressant exclusivement à la capacité intrinsèque de Mulhouse à créer sa propre régulation sociale, temporelle, spatiale dans la complexité du moment face à l'incertitude du futur à des fins purement collectives, il ne nous a pas semblé nécessaire en premier lieu de mener des investigations en dehors de ce territoire. Mettre en lumière cette histoire endogène et singulière de Mulhouse est une première étape de recherche, des travaux ultérieurs pourront être menés pour analyser comment d'autres acteurs exogènes imaginaient l'avenir de Mulhouse, notamment la DATAR depuis Paris et certains services depuis Strasbourg, sans oublier les acteurs allemands et suisses qui ont certainement mené des études de prospective du bassin rhénan. Ces investigations historiques peuvent être stratégiques, car la ville a aujourd'hui perdu en grande partie ses capacités à utiliser la prospective comme une technologie de pouvoir, et elle risque d'être sous l'influence d'autres acteurs qui ont développé ou maintenu une certaine culture de la prospective. C'est aussi pour cette raison que nous proposons un renouvellement de sa pensée à l'échelle du Sud Alsace, à la suite de cette histoire et de nos activités sur le terrain.

La formulation d'une telle hypothèse est le fruit des pratiques historiques observées à Mulhouse et de nos acrobaties pour les comprendre. C'est par des chemins contournés qu'est apparue cette hypothèse, en se donnant la capacité de se « former par la recherche » et en la pratiquant tel un « apprenti-chercheur ». Notre démarche de « savoir-action » s'inscrit dans le prolongement d'une culture locale. Mes formations antérieures ont apporté un regard interdisciplinaire à la recherche historique avec une orientation vers les thématiques économiques. La « recherche-action » de nos travaux nous a amenés à poursuivre une double spécificité : un pied dans la recherche et un autre dans l'action publique. Dès lors, il devient impératif de faire un pas de côté pour se distancier de l'objet d'étude qui intègre de nouvelles



pratiques et postures induites par le terrain, et par le rapport à la production de connaissance comme apprenti-chercheur.

De nouvelles pratiques expérimentales ont émergé lors de nos travaux. D'abord lorsqu'il a fallu créer des séminaires de prospective pour analyser les futurs possibles du Sud Alsace à l'horizon 2040 de manière collective dans la tradition mulhousienne de la prospective avec l'apport, cette fois-ci, de méthodes rigoureuses et robustes. Un peu moins d'une centaine de citoyens d'une large représentation socioprofessionnelle ont répondu à notre appel pour participer à la fois au séminaire sur la prospective du Sud Alsace et au séminaire sur la stratégie du territoire. Cette participation collective citoyenne du territoire s'est effectuée sans financement de la part de l'Université ni des acteurs traditionnels de la prospective à Mulhouse. Il a ainsi été possible de se distancer du récit qu'ils peuvent se faire du territoire. La méthode comme la démarche sont une première en Sud Alsace. Elles ont demandé une forte implication. Celle-ci ne s'est pas arrêtée aux démarches de prospective. Étant donné les résultats, il a ensuite été nécessaire de les diffuser à grande échelle avec la publication d'un rapport<sup>22</sup> et la tenue d'une vingtaine de conférences en Sud Alsace, à Strasbourg ou encore en Allemagne auprès d'acteurs institutionnels, économiques, ou associatifs. Piloter le groupe « débat public » depuis 2016 au sein du conseil de développement (CDD) de l'agglomération mulhousienne a aussi été une opportunité pour s'investir localement en soulevant des questions stratégiques d'avenir. Le dernier événement public et collectif date du 5 octobre 2019<sup>23</sup> : « Comment allons-nous faire demain ? ». Cette pratique récurrente des conférences a été un exercice pour expliquer le plus simplement possible la complexité des modèles développés, tout en apportant une dimension extraterritoriale développée par d'autres chercheurs sur les thématiques du climat, de l'énergie et des ressources à une échelle plus large que le Sud Alsace. Il a aussi été nécessaire d'intégrer, au fur et à mesure de l'avancement de nos recherches, la pensée de la nouvelle action publique territoriale développée dans nos travaux pour renouveler la prospective en Sud Alsace qui, rappelons-le, manque cruellement puisque sa

---

<sup>22</sup> Jean-Marie Maléfant et Adrien Biassin, « Quel avenir pour le Sud Alsace ? Lorsque les habitants anticipent les futurs de leur territoire à 20 ans » (Mulhouse: Sud Alsace Transition, novembre 2018). 88 p.

<sup>23</sup> Isabelle Lainé, « Inventer demain avec la tête, le coeur et les mains », 2 octobre 2019, L'Alsace édition. p.22.

dernière occurrence date de 1998. Si la posture de l'apprenti-chercheur justifie les conférences, c'est l'engagement citoyen qui a poussé à augmenter l'occurrence des présentations publiques pour mettre en exergue les risques d'effondrement démontrés à l'échelle du Sud Alsace, mais également ceux à l'échelle planétaire issus des travaux d'autres chercheurs. À ce stade du travail de recherche, nous avons eu le besoin d'échanger directement avec des réseaux locaux et régionaux, mais aussi avec des chercheurs issus des sciences dures et des sciences humaines pour partager nos résultats : Pablo Servigne (spécialiste des questions liées à l'effondrement), Emmanuel Prados (chercheur à l'INRIA, Equipe STEEP [Soutenabilité, Territoires, Environnement, Économie et Politique]), Pierre-Yves Longaretti (chercheur au CNRS), Arthur Keller (intervenant à l'école des Mines de Paris), Aurélien Barrau (professeur à l'Université Grenoble-Alpes et membre du CONRS (Comité national de la recherche scientifique)), Loic Steffan (Codirecteur de l'Observatoire des vécus du collapse, professeur agrégé d'éco-gestion, enseignant à l'Institut national universitaire Jean-François-Champollion) et Alexandre Boisson (fondateur de SOS Maire). Aucun de ces chercheurs et spécialistes n'a connaissance d'une démonstration des risques d'effondrement à partir de l'échelle locale.

À notre manière, notre travail a conjugué une logique de recherche pour décrypter le sens de la prospective, une logique d'action avec les conférences tenues ou organisées, des démarches collectives et des rencontres scientifiques. Ces pratiques ont été source de tensions. Une tension temporelle entre le temps long de la recherche et l'action du terrain pour mettre en place des actions, puis une tension entre l'expérimentation et l'application. Ces embranchements mobilisant alternativement le chercheur et le citoyen engagé demandent de jongler entre deux univers qui sont parfois éloignés l'un de l'autre. Dans notre cas, et pour mener à bien l'ensemble de nos réflexions, même si cela peut paraître atypique ou acrobatique pour une recherche académique « classique », il ne nous a pas été possible de poursuivre le chemin de l'apprentissage du « ou... ou... » (ou chercheur, ou acteur) mais plutôt du « et... et... » afin de mieux s'immerger dans les problèmes et vivre de « l'intérieur » l'expérience de la prospective et de la « pensée-action ». Sans ce prérequis, il n'aurait pas été possible d'envisager la formulation de la

deuxième hypothèse de notre travail sur le renouvellement de l'action publique en Sud Alsace. En effet, les démarches collectives citoyennes, entreprises dans le cadre de la formulation des stratégies face aux résultats de la prospective, et les observations faites sur les initiatives en cours en Sud Alsace nous ont permis d'élaborer cette deuxième hypothèse en nous appuyant sur la première, issue de notre travail sur l'histoire de la prospective à Mulhouse tout en intégrant, cette fois-ci, à la fois les travaux des futurs possibles, les observations du présent et la tradition des démarches historiques de prospective à Mulhouse. Nous ferons, lors de la seconde moitié de la deuxième partie, l'hypothèse que la prospective peut s'engager dans un nouveau dispositif efficace de gouvernance avec un regard résilient, c'est-à-dire en intégrant dès aujourd'hui les risques d'effondrement en Sud Alsace pour « fabriquer » collectivement des systèmes résilients afin d'absorber au mieux les chocs et les crises à venir, grâce à cette nouvelle philosophie de l'action publique à l'œuvre parmi les acteurs présents.

Cette longue enquête nous a ensuite permis d'apporter une distance critique pour pouvoir manier au mieux notre objet de recherche : « la prospective ». Toute la difficulté a consisté à garder cette distance entre l'observation du terrain et notre implication, pour suffisamment observer ce qui se « fait ». Être proche des actions pour pouvoir en tirer des enseignements est un exercice sensible, car l'analyse du terrain et l'aspect émotionnel de l'investigation peuvent rapidement se mélanger. L'étude de l'histoire, à ce titre, a joué un rôle prépondérant pour développer la « pensée-action » menée de bout en bout dans nos recherches, comme une sorte d'agent double pour maintenir le « et... et... » sans jamais se perdre dans une spirale susceptible de mettre à mal notre « expérience-enquête ». Nous avons appris à garder cette distance grâce à une certaine capacité d'adaptation. La longue période de « terrain », les riches échanges scientifiques réguliers avec les personnalités nationales qui analysent les risques d'effondrement, les deux démarches collectives (prospective et stratégie) menées en Sud Alsace, l'observation des initiatives de transition et de résilience, les multiples conférences auprès des acteurs et le dépouillement des archives, ont balisé l'évolution de notre regard en modifiant notre perception, nos points de vue et nos angles d'analyse pour identifier les récurrences et les bifurcations nécessaires entre la compréhension du

système et son explication. Le premier corpus historique puis le deuxième sur la prospective, que nous avons construit, ont permis de collecter une grande partie des données de notre objet d'enquête, mais leur élaboration et leur intégration mentale et intellectuelle ne sont pas restées sans conséquence sur ma propre personne. D'une part, parce la collecte des éléments d'analyse a parfois provoqué un sentiment d'impuissance face à la quantité d'informations et d'impressions à traiter. D'autre part, il m'est possible d'affirmer maintenant que la démarche scientifique a changé ma personnalité et mon rapport au monde : il y a un « avant » et un « après », ce qu'avait déjà identifié Pierre Nora comme « le lien entre l'histoire que j'ai faite et l'histoire qui m'a fait<sup>24</sup> ». Cette transformation a été progressive, non linéaire, parfois douloureuse et éprouvante, tout en étant l'élément central de la formulation de notre hypothèse sur la fonction stratégique de l'action collective publique à Mulhouse. Elle a également été un atout pour traiter les matériaux recueillis dans nos deux corpus scientifiques, pour casser nos propres habitudes, se distancer davantage de l'objet-étude et mettre en perspective nos propres analyses interdisciplinaires dans un langage scientifique afin de dérouler un raisonnement scientifique le plus rigoureux possible.

C'est à partir de la confrontation et de la traduction de nos deux corpus scientifiques qu'il a été possible d'élaborer un plan précis pour présenter notre travail. La prospective en Sud Alsace est ainsi devenue un véritable objet de recherche articulant le passé, le présent et le futur. Les acrobaties et les contorsions méthodologiques prennent alors tout leur sens, non sans rappeler l'exercice solitaire d'équilibriste qu'il a fallu entreprendre dans le jeu collectif de nos recherches. Nous allons présenter dans les deux parties la traduction de ce travail d'implication-distanciation qui devrait nourrir des discussions et ouvrir de nouvelles perspectives sur la prospective en Sud Alsace.

Par ces expériences effervescentes et bouillonnantes, cette interprétation de notre essai, même si elle conserve certaines caractéristiques, ne se conforme déjà plus à un modèle épistémologique de « recherche confinée » où le chercheur définit son

---

<sup>24</sup> Pierre Nora, *Essais d'ego-histoire* cité par Marie-Claire Vitoux « En paraphrasant Pierre Nora dans son introduction aux *Essais d'ego-histoire*, j'ai ici tenté « d'explicitier, en historienne, le lien entre l'histoire que j'ai faite et l'histoire qui m'a faite », Vitoux, « Un itinéraire de recherche: entre hasard(s) et nécessité ». op.cit., p.49.

objet étudié pour produire des connaissances « universelles<sup>25</sup> ». Notre démarche consiste en un travail de construction conceptuelle et sociale de la prospective à Mulhouse par la conjugaison entre la logique de recherche et la logique d'action. Ces confrontations peuvent être parfois brutales, mais comme le met en exergue Christine Mias, docteure en Sciences de l'éducation, elles sont nécessaires pour « la naissance d'une pertinence et d'une scientificité plus grandes par le choc de leurs avantages et limites intrinsèques<sup>26</sup> ». Afin de profiter au mieux de cette fructification, nous avons entretenu les tensions temporelles et du terrain, préalablement citées, aussi longtemps que possible pour confronter nos expériences acquises de la prospective en Sud Alsace par rapport à la littérature spécifique de la prospective à Mulhouse et par rapport à celle qui est élaborée à l'échelle nationale. Plus l'on pratiquait la prospective et les stratégies pour répondre aux risques systémiques d'effondrement en Sud Alsace, plus notre regard sur les démarches historiques de prospective s'affinait méthodologiquement ; et plus nous nous immergions dans cette histoire, plus notre regard sur le renouvellement de la prospective se structurait. Il s'agit d'un effet de double boucle de rétroaction, qui a nourri notre processus de distanciation pour mieux s'inscrire dans nos analyses interdisciplinaires et inter logiques, qui ont duré plusieurs années. Cette hybridation, quelque peu atypique, a permis de construire progressivement la prospective comme un objet de recherche, en plus d'organiser, non sans difficulté, notre apprentissage comme apprenti-chercheur. Nous assumons cette transgression qui a consisté à créer des allers-retours entre la recherche et l'action, impliquant par cette occasion des situations imprédictibles qui peuvent surprendre le milieu universitaire. Ce voyage intellectuel et psychologique mené pendant de longues années de manière solitaire sans appui immédiat a été régulièrement confronté à des murailles encore existantes entre le monde de l'action et celui de la recherche académique.

---

<sup>25</sup> La sociologue Marta Anadon identifie trois modèles épistémologiques pour toute activité scientifique qui suppose un objet, des méthodes, des concepts et des théories : 1/ Le modèle du laboratoire, c'est la recherche confinée (Callon, Lascoumes, *Barthe Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, 2001). « Le chercheur définit son objet. Il a vocation à produire des connaissances « universelles » ». 2/ Le modèle du terrain où le chercheur prend la situation telle qu'elle est. 3/ Le modèle recherche-intervention où le chercheur s'engage auprès d'un partenaire qui a des problèmes. Marta Anadon, éd., *La recherche participative: multiples regards* (Québec: Presses de l'Université du Québec, 2007). p.51.

<sup>26</sup> Christine Mias, « Praticien-chercheur. Le problème de la double posture. Quand la recherche se déroule sur un terrain totalement investi par le chercheur », in Pierre-Marie Mesnier, *La recherche-action: une autre manière de chercher, se former, transformer*, 2014. p.296.

En reprenant l'image de Christophe Colomb, nous pouvons souligner que notre voyage d'apprenti-chercheur a fait face plus souvent à des tempêtes et des ouragans qu'à des périodes d'accalmie et de repos. Nous avons appris à avancer dans le flou et à « naviguer, nous dit le philosophe Edgar Morin, dans un océan d'incertitude avec des îlots et des archipels de certitude<sup>27</sup> » face à une réalité complexe, multiple et incertaine. Nous avons essayé de construire notre pensée par des allers-retours entre plusieurs pôles pour aborder au mieux la complexité de nos recherches : local/global, concret/abstrait, digital/analogique, algorithmique/heuristique<sup>28</sup>. De ce voyage dans la complexité sont nées les stratégies que nous proposons pour le renouvellement de l'action publique en Sud Alsace, et Edgar Morin rappelle justement que « la complexité appelle la stratégie. Il n'y a que la stratégie pour s'avancer dans l'incertain et l'aléatoire [...] (elle) est l'art d'utiliser les informations qui surviennent dans l'action, de les intégrer, de formuler soudain des schémas d'action et d'être apte à rassembler le maximum de certitudes pour affronter l'incertain<sup>29</sup> ».

Cette métaphore du voyage se trouve être le cœur de la prospective pensée originalement par Gaston Berger et pratiquée par les décideurs locaux à Mulhouse dès la fin des années 1950. Éclairer l'histoire de la prospective et proposer un renouvellement en Sud Alsace, revient à identifier notre démarche scientifique comme un phare érigé dans une perspective locale à la suite de nos multiples flottements. Nous sommes maintenant embarqués dans une démarche volontaire et historiquement située. Il devient alors possible de proposer un itinéraire pour fixer notre boussole et garder un cap pour notre essai. Choisir un cap, c'est aussi faire le choix de ne pas emprunter d'autres directions en posant des conditions sur notre propre destination. Notre recherche était initialement motivée par l'analyse de l'ensemble des pratiques de prospective à Mulhouse au travers de leur histoire et de leur renouvellement pour démontrer la capacité d'un territoire à produire sa propre

---

<sup>27</sup> « Cela ne veut pas dire qu'on ne sait rien ; intégrer l'incertitude à la réalité ne signifie pas que tout est incertain, Nous sommes amenés à naviguer dans un océan d'incertitude avec des îlots et des archipels de certitude. Il y a de nombreuses certitudes locales, partielles, fragmentaires, qui nous aident à naviguer. Mais, cela étant dit, il ne faut jamais oublier cette incertitude. » Edgar Morin, « Réalisme et utopie », *Diogène* 209, n° 1 (2005): p.159.

<sup>28</sup> Alain-Charles Martinet, « Stratégie et pensée complexe », éd. par Jérôme Barthélemy et Jean-Philippe Denis, *Revue Française de Gestion* 41, n° 253 (novembre 2015): p.37.

<sup>29</sup> Edgar Morin, *Science avec conscience* (Paris: Éditions Points, 2017). p.178.



destinée. D'une part, nous avons fait le choix d'exclure les approches qui dépassent cette direction, c'est-à-dire que même s'il est possible d'étendre nos investigations à l'échelle régionale, nationale ou encore européenne, nous les avons volontairement bornées à Mulhouse dans le domaine de l'action publique. Par ailleurs, nous n'avons pas pris la direction des pratiques de prospective employées à Mulhouse par les entreprises (même si l'on peut accorder une certaine perméabilité entre les acteurs économiques et politiques, puisque les démarches ont été construites autour des acteurs économique, institutionnel et académique). Nous visons une prospective publique qui relève des pratiques de l'intérêt public et non pas une prospective réalisée par et pour les entreprises. D'autre part, nous avons borné nos analyses à Mulhouse car la ville nous semble être l'échelle la plus pertinente pour analyser les pratiques historiques historiques, ce qui permet d'en proposer un renouvellement à l'échelle du Sud Alsace. Il s'agit là d'un terrain à privilégier pour poursuivre nos recherches. D'autres directions auraient été possibles pour aborder la prospective à Mulhouse ouvrant alors la voie à de nouvelles conquêtes : il aurait été possible par exemple de faire l'histoire de la visite de Gaston Berger à Mulhouse, de mettre en exergue les rapports sociaux et techniques entre l'administration locale et les autorités départementales et nationales, de cartographier les projets réalisés et ceux imaginés, d'étudier l'intégration progressive de la participation citoyenne au-delà des seuls initiés que sont les décideurs traditionnels, de mettre en lumière le poids important de la culture philanthropique dans les choix d'avenir, ou encore de montrer l'inversion des rapports de force entre la ville centre et sa zone d'influence en matière de production de projets d'avenir. Ces sujets ont été effleurés et méritent des approfondissements. Bien que disparue depuis 1798, la République de Mulhouse ne s'est pas complètement effacée au regard des réminiscences soulignées lors des démarches de prospective pendant la seconde moitié du XXe siècle. Un regard plus appuyé mériterait une exploration entre ces deux époques. Nous gardons ces questions pour de prochaines recherches. Enfin, même si nous avons acquis la maîtrise de plusieurs méthodes de prospective, nous avons fait le choix de ne pas afficher directement les applications techniques de celles utilisées lorsqu'il y en a eu pour maintenir notre cap. Nos travaux représentent une base de connaissances qui prépare des études plus approfondies tout en soulignant

comment la prospective à Mulhouse a produit des normes et des valeurs collectives en vue de réalisation d'avenir dans des contextes d'incertitudes et de doutes.

Dans la première partie consacrée à l'histoire de la prospective à Mulhouse, nous allons examiner *la longue histoire d'une jeune pratique à Mulhouse* en dévoilant progressivement la construction collective de l'action publique des démarches de prospective.

Déchiffrer sa genèse à la fin des années 1950 à Mulhouse revient à orienter le travail sur les valeurs et sur la construction d'un projet collectif dans un monde en accélération et en mutation. Les décideurs locaux ont d'abord adopté une attitude engagée dans la pensée-action autour de vertus nécessaires à l'aventure du projet. Mulhouse prépare une philosophie de l'action en mobilisant la prospective comme une technique au service de l'édification d'une société harmonieuse à créer. C'est le début de l'aventure de la prospective à Mulhouse (chapitre 1).

Les pratiques de prospective à Mulhouse mettent en place une ingénierie sociale pour gouverner le territoire, ses hommes, ses valeurs, ses normes et son aménagement. L'aventure de la prospective a véritablement permis de donner un nouveau souffle à la ville sur un mode libéral et municipaliste. Nous poserons l'hypothèse selon laquelle la prospective mulhousienne, qui progresse comme un puissant outil du renouveau mulhousien dans les années 1960, peut être considérée comme un dispositif de gouvernance efficace. La prospective fabrique des projets d'avenir dans une réalité du présent perceptible à l'échelle du temps et de l'espace. Pour autant, malgré les grandes réalisations, la prospective va connaître un déclin du service prospectif de l'action publique à Mulhouse. Nous essayerons d'identifier les raisons de cette absence qui durera presque trente ans entre son aventure à la fin des années 1950 et son rebond à la fin des années 1980 (chapitre 2).

Piquée au vif dans son orgueil, Mulhouse relance la prospective après un long sommeil pour faire face à la complexité des acteurs présents et aux défis économiques et sociaux à relever. Il s'agit maintenant de regagner une légitimité perdue. La prospective mute alors vers un nouveau modèle qui partage des caractéristiques similaires à celle de l'aventure de la prospective, mais qui apporte un regard plus contemporain, plus systémique, plus méthodologique et plus



participatif. Ainsi, dans une ville comme Mulhouse qui a connu de multiples et hétérogènes formes de marginalisation progressive, la deuxième vague de la prospective amorcée à la fin des années 1980 jusqu'à la fin des années 1990 va permettre à la Cité du Bollwerk de retrouver des couleurs pour réinsuffler un renouveau en Sud Alsace (chapitre 3).

Il n'y a pas eu de démarche prospective collective à Mulhouse depuis la dernière « *grande messe* » en 1998, d'autant plus que les crises n'ont pas cessé de s'accélérer et de s'amplifier depuis le début du nouveau millénaire. Mulhouse a en quelque sorte rompu avec sa propre tradition participative de prospective alors qu'elle avait été à plusieurs reprises à l'avant-garde de cette pratique à la fois dans la région, mais aussi en France. Dans la deuxième partie, nous proposons alors « *des regards* » au service d'un renouvellement de la prospective sur le Sud Alsace dans le spectre complexe de l'évolution des modes de régulation politique selon un processus à cheval entre sa propre histoire, l'application de méthodes rigoureuses et la subtile conjugaison entre les enjeux locaux et globaux.

Les prochaines décennies peuvent être diverses et variées, mais le Sud Alsace restera dans un champ des possibles, que le diagnostic peut déjà prendre en compte dans un contexte aux flux mondialisants en identifiant les injonctions probables sur le long terme, en détectant des marges de manœuvre et en repérant des potentiels. C'est dans cette optique que la prospective peut éclairer l'état des lieux de la situation en Sud Alsace pour appréhender de façon complexe ce territoire en cultivant un « *regard systémique* » avec l'entrée en turbulence dans l'ère de l'anthropocène. Cependant, si l'approche systémique bute sur des limites pour l'élaboration du diagnostic, ce travail reste nécessaire avant toute tentative de prospective (chapitre 4).

Proposer un renouvellement de la prospective, revient également à explorer le champ des possibles à long terme du Sud Alsace selon un « *regard prospectif* ». La prospective d'anticipation et la prospective exploratrice peuvent devenir, avec la participation des acteurs locaux dans notre démarche, une réflexion sur « l'immunité » du Sud Alsace et de sa capacité à produire du changement, comme ce fut historiquement le cas lors des démarches de prospective à Mulhouse. Nous

tentons par ailleurs un renouvellement méthodologique avec l'utilisation de l'analyse morphologique qui peut tenir compte de la complexité du Sud Alsace, des exigences historiques de la prospective à Mulhouse et des enjeux du renouveau de la prospective. Cette aventure collective de la prospective à l'horizon 2040 éclaire une partie du « flou » en reformulant de nouvelles questions pour se donner les moyens d'apporter des réponses. La prospective aura alors la capacité de développer dans le Sud Alsace une culture de l'hésitation et de la consultation, afin de relever collectivement les défis complexes du territoire qui s'annoncent (chapitre 5).

Aujourd'hui, le discours prospectif du Sud Alsace peut rendre compte de la concomitance des regards « systémiques » et « prospectifs », mais également d'un regard « empirique » de la résilience du territoire face à des risques systémiques locaux et globaux d'effondrement. S'il a été nécessaire de reconnaître les forces, mais aussi les écueils du concept protéiforme de la résilience, il est toutefois envisageable d'axer sa réflexion à l'échelle des communes du Sud Alsace, grâce à une nouvelle démarche participative à l'aide de méthodes rigoureuses. Une mise en perspective globale permet d'envisager un faisceau de choix possibles dans le cadre d'une action publique territoriale : des effets inattendus sont également à prévoir dans le jeu des mobilisations des acteurs du territoire. Pourtant, et c'est le grand paradoxe de la prospective, le temps risque de manquer pour la mise en place de la résilience en Sud Alsace comme renouvellement de la prospective et de l'affirmation progressive de la résilience comme action publique territoriale. Nous faisons l'hypothèse que la prospective sera amenée à se transformer en profondeur en développant un « regard résilient » vis-à-vis de l'action publique territoriale, qui n'existe pas encore en Sud Alsace. Cette prospective pourrait réinterroger l'action publique et politique du Sud Alsace au regard des résultats et des potentiels face à ces nouvelles perspectives pour devenir un nouveau dispositif efficace de gouvernance (chapitre 6).

## Partie 1 – La longue histoire d'une jeune démarche à Mulhouse

L'histoire et la prospective partagent beaucoup de similarités, car elles dessinent toutes les deux des potentiels. Le passé contribue à démontrer des éléments à faible variabilité, ainsi qu'à identifier des tendances de fond propices à l'énonciation d'hypothèses. Cependant, pour éclairer la situation présente, si l'application mécanique d'analyses historiques est nécessaire, elle n'est pas suffisante. Anticiper le futur à partir du passé, même sous sa forme la plus scientifique possible, signifie que les phénomènes étudiés resteront statiques, ce qui est absurde. Aussi est-il possible d'affirmer que la seule attitude rétrospective n'est pas en mesure de résoudre des problèmes contemporains<sup>30</sup>. Hugues de Jouvenel, président de Futuribles International, s'étonne qu'on puisse appréhender le présent et le futur avec des concepts dépassés et est convaincu qu'il y a un véritable travail de fond à mener sur la prospective<sup>31</sup>. Au-delà de l'instrument et des méthodes de prospective, l'analyste Pierre F. Gonod spécifie qu'il y a un « examen à faire d'un point de vue philosophique (des) méthodes, principes et valeurs<sup>32</sup> » de celle-ci.

De ce fait, analyser l'évolution historique de la prospective à Mulhouse nécessite de s'intéresser aux méthodes utilisées et aux instruments déployés, mais surtout aux principes et aux valeurs qui l'ont fait émerger dans la cité du Bollwerk. Néanmoins, ce regard historique suppose de la considérer comme une science, ce qui est loin d'être le cas aux yeux des praticiens et des acteurs depuis la fin des années 1950 jusqu'à aujourd'hui. Pour eux, il ne s'agit pas d'une discipline scientifique comme le soulignait déjà l'écrivain et diplomate Jacques de Bourbon-Busset en 1962 : « La prospective n'est pas une science qui aurait ses lois. Elle n'est pas non plus, comme

---

<sup>30</sup> Michel Gaudet, Philippe Durance, et Adam Gerber, « Strategic Foresight La Prospective Use and Misuse of Scenario Building » (Cahiers du LIPSOR, s. d.). p.11.

<sup>31</sup> Philippe Durance et Stéphane Cordobes, *Attitudes prospectives: éléments d'une histoire de la prospective en France après 1945*, Prospective. Série « Essais & recherches » (Paris: Harmattan, 2007). « Ce qui me frappe beaucoup, c'est que l'on appréhende le présent, et a fortiori le futur, avec des concepts, des idées, des théories, des données qui, souvent, sont déjà dépassées [...] Je suis convaincu qu'il y a là un vrai travail de fond à faire [...] qui, de loin, est beaucoup plus fondamental que tout ce qu'on peut faire au titre de la méthodologie telle qu'elle est généralement entendue » p.69.

<sup>32</sup> Pierre F Gonod, « Exégèse de l'ouvrage collectif Attitudes prospectives », *Territoires du futur*, mai 2008. pp.41-46.

commencent à le croire certains, un art qui aurait ses règles, encore moins, évidemment, une sorte de panacée qui aurait des recettes<sup>33</sup> ». Plus récemment, dans un entretien avec Philippe Durance, l'économiste Michel Godet s'interrogeait sur le créneau universitaire de la prospective : « économie, histoire ou gestion ?<sup>34</sup> ». « Ni prédiction ni futurologie, ni discipline scientifique en tant que telle, elle n'est à la recherche ni de propriétés, ni de lois générales, comme la science<sup>35</sup> » : pour autant, la prospective utilise des méthodes rigoureuses et rationnelles<sup>36</sup>, mais elle n'est pas à « proprement parler une science, et ne prétend pas en être une<sup>37</sup> ».

La prospective est une sorte d'« exploration progressive » et elle s'éloigne totalement d'une image univoque et figée pour l'éternité. Sa discipline et sa démarche visent à agir sur le monde, ce qui s'oppose à des principes bornés et figés. La prospective, par ailleurs, se présente comme une œuvre laissant « le champ libre à l'invention et à la vie<sup>38</sup> », comme le mentionnait Jean Darcet, secrétaire général du Centre d'Études prospectives en 1967.

Les praticiens de la prospective utilisent encore aujourd'hui dans leur démarche les cinq principes formulés en 1959 par Gaston Berger: voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques et penser à l'homme<sup>39</sup>. Trois nouvelles caractéristiques se sont greffées depuis celles de Gaston Berger : voir autrement pour éviter les idées préconçues, voir ensemble pour faciliter l'appropriation (notamment émotionnelle) et utiliser des méthodes aussi rigoureuses et

---

<sup>33</sup> Gaston Berger et al., *De la prospective: textes fondamentaux de la prospective française, 1955-1966* (Paris: Harmattan, 2007). p.172.

<sup>34</sup> Ibid. Michel Godet. « Au début des années 90, après tous les séminaires organisés par Futuribles et compte tenu du développement d'une forme de prospective à la Commission européenne, un doctorat en prospective stratégique était nécessaire et créé au CNAM. Encore la même question: quel créneau universitaire? Économie, histoire ou gestion? » p.132.

<sup>35</sup> Ibid. Philippe Durance et Cordobes, *Attitudes prospectives*. p.13.

<sup>36</sup> Thierry Gaudin, *La prospective* (Paris: Presses universitaires de France, 2013). p.9.

<sup>37</sup> Chloé Vidal, « La prospective territoriale dans tous ses états: Rationalités, savoirs, et pratiques de la prospective (1957-2014) » (Ecole Normale Supérieure de Lyon, 2015). p. 35.

<sup>38</sup> « Gaston Berger n'a pas laissé d'ouvrage qui en serait la somme, non seulement parce que la mort l'a prématurément arraché à ses amis et à son œuvre, mais parce qu'il était de la nature même de cette œuvre de toujours laisser le champ libre à l'invention et à la vie. » Jean Darcet, *Étapes de la prospective*, PUF (Paris, 1967). p.1.

<sup>39</sup> Michel Gaudet, Philippe Durance et Gerber, « Strategic Foresight La Prospective Use and Misuse of Scenario Building ». op.cit.,p.21.

participatives que possible pour identifier les incohérences souvent présentes dans les travaux de groupe<sup>40</sup>.

Même si Gaston Berger commence à utiliser le terme de prospective dès 1955<sup>41</sup>, il est de notoriété publique d'attribuer sa première occurrence à son article « Sciences humaines et prévision » paru dans la *Revue des Deux Mondes* le 1<sup>er</sup> février 1957<sup>42</sup>. Se préparer à faire c'est adopter la posture prospective, mais Gaston Berger nous met en garde : « La prospective n'est ni une doctrine, ni un système. Elle est une réflexion sur l'avenir, qui s'applique à en décrire les structures les plus générales et qui voudrait dégager les éléments d'une méthode applicable à notre monde en accélérations<sup>43</sup> ».

Paradoxalement, la prospective ne s'intéresse pas à l'avenir, elle s'intéresse au présent<sup>44</sup>. Elle reconnaît que le présent est à la croisée des chemins, que le passé influence l'avenir, mais également que l'avenir influence le présent. De Darwin à Gould, l'anticipation est une question vitale pour de nombreuses espèces, puisqu'elle représente un avantage comparatif pour la survie, et le neuroscientifique français Stanislas Dehaene ébauche le 27 avril 2006 une explication pour l'être humain lors de sa leçon inaugurale au Collège de France : « le mental n'arrête pas de ressasser le passé pour mieux anticiper le futur. »

De ce fait, la prospective devient un outil d'anticipation pour éclairer l'action présente (la décision) au regard des futurs possibles et souhaitables. Cela revient à regarder l'action immédiate dans une inscription possible du monde de demain dès aujourd'hui. L'Homme n'entre pas dans l'avenir en se demandant ce qu'il voudrait faire, il entre dans l'avenir en se demandant ce qu'il pourrait faire et ensuite ce qu'il voudrait faire en fonction de ce qu'il peut. Cet acte de pensée anticipatrice consiste

---

<sup>40</sup> Michel Gaudet. Ibid., p.131.

<sup>41</sup> « Les philosophes parlent souvent aujourd'hui d'anthropologie pour désigner non l'étude d'une « nature » humaine, mais celle des « situations » dans lesquelles l'homme se trouve engagé et qui fournissent les données des problèmes qu'il doit résoudre. Si nous appliquons à cette anthropologie les remarques qui précèdent, l'idée s'impose d'une anthropologie prospective dont le défaut nous condamnerait à manquer demain les buts que nous poursuivons, plus sûrement encore que nous avons manqué aujourd'hui ceux que nous nous proposons hier. » Gaston Berger, *L'homme et ses problèmes dans le monde de demain. Essai d'anthropologie prospective*, 1955. p.36.

<sup>42</sup> Chloé Vidal, op.cit., p.37.

<sup>43</sup> Gaston Berger, *Méthode et résultats*, 1960. p.159.

<sup>44</sup> Jean-Paul Bailly, *Demain est déjà là: prospective, débat, décision publique*, Prospective du présent (La Tour d'Aigues: Aube, 1999). Introduction.

à revisiter le passé pour mieux se projeter dans l'avenir<sup>45</sup>. Pour rappel, ce n'est pas la préoccupation de l'avenir qui a fait naître la prospective, comme le souligne le philosophe et historien Édouard Morot-Sir : « La « prospective » n'est pas science de l'avenir ; et il ne serait pas même exact de dire qu'elle est née de la préoccupation de l'avenir. Elle est d'abord attitude philosophique engagée : réinterprétation du présent, seul milieu de l'action, seul point d'intersection de l'action<sup>46</sup>. »

Une telle démarche pour l'avenir est un « mouvement<sup>47</sup> » pour que le futur prenne place dans le présent, comme l'indique Thierry Gaudin. Gaston Berger ne disait pas autre chose : « La prospective n'est pas de préparer une cité juste pour nos arrière-petits-enfants. Il est d'être justes nous-mêmes et tout de suite<sup>48</sup>. »

Face aux différents défis, les acteurs mulhousiens ont rapidement mis en œuvre à la fin des années 1950 une attitude prospective profonde et persistante pour établir des instruments utiles à la compréhension et à la prise de décision.

Reconnaître l'aventure de la prospective mulhousienne pour y retracer son histoire consiste à s'attacher à comprendre sa genèse, qui a contribué à sa mise en œuvre à la fin des années 1950. Tout d'abord, comme inquiétude d'un monde qui change vite et du temps qui s'accélère, puis comme une attitude engagée dans la pensée-action, pour finalement aboutir à l'aventure du projet (chap.1).

Ensuite, nous serons amenés à prendre du recul sur les projets réalisés concrètement au milieu des années 1970, par rapport à ceux imaginés pendant l'aventure prospective mulhousienne de la fin des années 1950 et du début des années 1960. Nous essayerons d'identifier les raisons de l'absence de travaux de

---

<sup>45</sup> Dont le principe logique a été exprimé par Jean Pierre Dupuy par l'expression « le temps du Projet. » Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé: Quand l'impossible est certain* (Paris: Seuil, 2004).

<sup>46</sup> Édouard Morot-Sir, « La mission du philosophe », *Publication des annales de la Faculté des lettres en Aix-en-Provence, Colloque du 17 février 1962 à Aix-en-Provence sous la haute présidence de Monsieur le Recteur de l'Université d'Aix-Marseille*, Nouvelle série, n° 42 (1964). p.35.

<sup>47</sup> « Le fait qu'un tel mouvement se réalise par une activité muséographique est, en soi, un signe : il ne suffit pas d'une intention doublée d'un calcul logique pour donner sens. Il faut aussi s'imprégner des façons de vivre, s'identifier un temps aux anciens, redonner une plénitude à leur souvenir pour être en mesure de penser le futur et d'y prendre place. C'est là aussi une technique d'écoute particulière, dans laquelle se trouvent les constats du même et du différent, la construction d'un contexte où le texte va pouvoir s'inscrire. » Thierry Gaudin, *Innovation et prospective, la pensée anticipatrice* (Saarbrücken: Editions universitaires européennes, 2012). p.110.

<sup>48</sup> Gaston Berger, *La liberté et le temps*, 1949. p.119.

prospective sur plus de trente ans entre la première aventure et celle qui resurgira plus tard au début des années 1990. L'engagement dans la prospective par d'autres acteurs que les Mulhousiens viendra précipiter son déclin, ce qui fera apparaître la fin du service prospectif de l'action publique dans les années 1970, enclenchera le passage à une utilisation néo-libérale à partir des années 1990. Nous poserons l'hypothèse selon laquelle la prospective mulhousienne, qui progresse comme un puissant outil du renouveau mulhousien dans les années 1960, peut être considérée comme un dispositif de gouvernance. Sa large diffusion à Mulhouse a véritablement permis de donner un nouveau souffle à la ville (chap.2).

La compréhension des tendances de fond et des mouvements plus lents permet de cultiver dans l'esprit des décideurs mulhousiens, mais aussi des citoyens, la notion d'anticipation qui est essentielle pour la société. Cette culture de l'action permet de créer une conscience commune souhaitable grâce à laquelle toute la ville de Mulhouse s'engage dans une stratégie convergeant vers un destin souhaitable. Du déclin à sa résurgence dans les années 1990, après presque trente ans de sommeil, la prospective mue progressivement vers un nouveau modèle qui conserve, malgré tout, des caractéristiques de ses premières expériences, tout en étant rafraîchi d'un nouveau regard plus contemporain, plus systémique et plus méthodologique. La citation connue du diplomate français Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord « Quand il est urgent, il est déjà trop tard » peut illustrer toute l'importance d'anticiper pour survivre. Ainsi, dans une ville comme Mulhouse qui a connu de multiples et hétérogènes formes de marginalisation progressive, la deuxième vague de la prospective amorcée à la fin des années 1980 va permettre à la Cité du Bollwerk de retrouver des couleurs pour réinsuffler un renouveau en Sud Alsace (chap.3).



## Chapitre I – Vers une aventure de la prospective à Mulhouse

Dans ce premier chapitre, nous analyserons les discours des élites politiques, économiques et universitaires de Mulhouse, qui insistent sur les valeurs de solidarité et d'humanisme, qu'elles portent depuis deux siècles. Le propos est de mettre à jour et d'analyser la culture prospective mulhousienne, ainsi que le climat intellectuel et moral qui a permis l'émergence d'une vision prospective à la fin des années 1950. Autrement dit, l'analyse ne cherche absolument pas à déterminer la « sincérité » et la mise en œuvre réelle des valeurs sur le terrain, mais elle se donne pour but d'entrer dans la logique des discours pour dévoiler les racines de la vision prospective mulhousienne au milieu du XXe siècle.

À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, la ville de Mulhouse est loin d'afficher le même dynamisme qu'à la fin du Second Empire. Elle peine même à se relever. Entre crise morale, économique, industrielle, identitaire et création d'un nouvel espace européen dans un monde qui s'accélère, Mulhouse fait face à de nouveaux défis. C'est le temps des crises et du progrès (1.1).

Les décideurs locaux, encore attachés affectueusement et familialement à la ville, se saisissent de ces enjeux pour opérer une nouvelle mutation de la ville. Mais pour cela, des aptitudes et des compétences spécifiques sont nécessaires. Et c'est par l'engagement, doublé d'une connaissance avisée des problèmes de la ville, que des actions vont être portées. Ainsi, plusieurs journées thématiques sont organisées de la fin des années 1950 et au début des années 1960 : textile, mécanique, urbanisme, scientifique, tourisme. Cette démarche constitue une libération et apporte une conscience des possibles. C'est dans ce contexte et par l'attitude engagée dans la pensée-action que va se dessiner progressivement la prospective à Mulhouse (1.2).

Le pragmatisme mulhousien, la capacité des décideurs à se rassembler malgré leurs divergences politiques, le sens du travail et les valeurs partagées permettent de construire un projet commun d'avenir pour la ville de Mulhouse. Ainsi, la pensée prospective prend forme à Mulhouse par la concrétisation visible de plusieurs projets majeurs pour le territoire. Ici, la prospective est plus une pratique qu'une théorie de la connaissance. Elle permet la construction d'une nouvelle ville d'avenir, mais dans le présent. Dès lors, ce qui semblait encore inimaginable à la sortie de la guerre



devient possible et même tangible. Là est justement une vertu essentielle qui permet de fédérer les hommes pour construire la ville de la seconde moitié du XXe siècle : l'imagination créatrice. Elle offre toutes les capacités pour se lancer dans l'aventure du projet (1.3).

## 1.1 Le temps des crises et du progrès

En octobre 1964, invité à présenter sa vision de Mulhouse devant le plan de la zone Mulhouse-Rhin, le maire de Mulhouse Émile Muller fait le constat de l'avènement du monde moderne dans un monde en crise<sup>49</sup>. Son euphorie quant à l'avenir est à mettre en perspective avec la situation régionale et mulhousienne des années 1950. La situation décrite par Émile Muller n'est pas celle que les travaux d'historiens ont pu dresser. Contrairement à l'image d'Epinal des Trente Glorieuses, les années d'après-guerre sont à Mulhouse difficiles et très marquées par la crise des années Trente. Dès 1951 éclate la crise du textile alsacien tandis que la situation de la construction mécanique n'est pas non plus très encourageante : la crise de l'industrie mulhousienne persiste<sup>50</sup>. D'ailleurs, la crise est structurelle en Alsace de 1950 à 1962<sup>51</sup> avec un modèle économique alsacien qui patine entre ses bases de l'ancien siècle et l'essor de l'après-guerre. L'économie ouverte, sans être parfaite, permet les flux de circulation et de marchandises vers l'extérieur, ce qui laisse supposer une certaine prospérité en dehors de l'Alsace. Pourtant, les conséquences des trois conflits successifs en Alsace avec les dégâts, les changements de langue et de frontières, ont ébranlé la population, les marchés des entreprises, les réseaux de pouvoir, le socle social ainsi que le dynamisme régional de l'Alsace<sup>52</sup>.

---

<sup>49</sup> « Les années qui suivirent la dernière guerre mondiale ont marqué l'évolution du monde moderne d'une empreinte décisive. Les pays touchés par le conflit achevaient à peine leur reconstruction que déjà ils se tournaient vers l'avenir, préparant une ère nouvelle de coopération et de développement économique et social. » Discours Emile Muller, « Mulhouse demain », octobre 1964, Dernières Nouvelles du Haut-Rhin édition. p.3.

<sup>50</sup> Nicolas Stoskopf, « Industrialisation et désindustrialisation à Mulhouse, une trajectoire singulière (XVIIIe-XXe siècles) ». op.cit.,p.77.

<sup>51</sup> Chapitre « 1950-1962 : des bases internes fragmentées » Henri Nonn, *L'Alsace actuelle*. op.cit.,pp.17-27.

<sup>52</sup> Bernard Vogler et Michel Hau, *Histoire économique de l'Alsace: croissance, crises, innovations ; vingt siècles de développement régional*, La Bibliothèque alsacienne (Strasbourg: Ed. La Nuée Bleue,

La situation devient tellement préoccupante qu'un colloque est organisé en 1957 à la SIM sur l'industrie textile et l'industrie mécanique<sup>53</sup>. La question historique et politique, et plus précisément la question de la crise économique de Mulhouse, s'inscrit en profondeur dans les échanges. Les industries traditionnelles mulhousiennes, comme le textile et la potasse, arrivent à maturation, voire en déclin selon Jean Dollfus président de la SIM<sup>54</sup>, ce qui signifie de nouveaux points de rupture à venir.

Le particularisme mulhousien est même interrogé comme un « obstacle à la solution des problèmes d'avenir<sup>55</sup> ». Après une rapide synthèse des particularités mulhousiennes<sup>56</sup>, Jacques-Henry Gros, alors vice-président de la SIM, met en exergue la nouvelle étape de la vie économique mulhousienne, la fin d'un monde se profile, celui né avec la première révolution industrielle : « — la république libre est aujourd'hui bien loin, — la religion n'est plus l'un des liens essentiels entre les

---

1997). Pierre Pflimlin et René Urich, *L'Alsace. Destin et volonté* (Paris: Calmann Lévy, 1963). René Urich, *Pour une économie alsacienne réconciliée* (Colmar: Alsatia poche, 1977). Richard Kleinschmager, *L'économie alsacienne en question* (Colmar: Alsatia poche, 1974). Etienne Juillard, *L'Alsace: Le sol, les hommes et la vie régionale* (Strasbourg: Dernières Nouvelles de Strasbourg, 1963). Henri Nonn, « Problème d'organisation régionale: l'Alsace », *Espace géographique* 1, n° 4 (1972): 251-60, <https://doi.org/10.3406/spgeo.1972.1353>. Bernard Vogler et Odile Kammerer, éd., *Nouvelle histoire de l'Alsace: une région au cœur de l'Europe*, Histoire des territoires de France et d'Europe (Toulouse: Privat, 2003). Henri Nonn et al., éd., *Les économies industrielles en France de l'Est: tissus et réseaux en évolution*, Collection Maison des sciences de l'homme de Strasbourg, no 19 (Strasbourg: Presses universitaires de Strasbourg, 1995). Michel Rochefort, *L'Organisation urbaine de l'Alsace* (Strasbourg: Université de Strasbourg, 1960). Kleinschmager, *L'économie alsacienne en question*.

<sup>53</sup> Notons que des personnalités notables de la ville de Mulhouse ont pris part à ce colloque. M. Gros (enquêteur pour ce colloque), M. Unvois (président du groupe d'Echanges), M. Warnier (président du syndicat cotonnier d'Alsace), M. J.J Dollfus (président d'honneur de la fédération des Lainiers d'Alsace), M. Levy (vice-président du syndicat de la bonneterie alsacienne), M Thierry-Mieg (directeur général des « traitements chimiques des textiles »).

<sup>54</sup> « Il s'agit simplement, compte tenu des données démographiques d'une part, des emplois qu'offriront d'autre part, dans l'avenir, les industries qui ne sont pas en extension, comme la potasse et comme l'industrie textile, de créer les possibilités de travail qui permettront à nos jeunes ainsi qu'à ceux qui seront libérée par l'achèvement des travaux du Grand canal d'Alsace, de trouver dans la région où ils habitent, la possibilité de vivre et de faire vivre leur famille. » Jean Dollfus, président de la SIM, « Les zones industrielles de Mulhouse », 12 mai 1959, BR 2367/7. p.6.

<sup>55</sup> « Quelles sont les raisons de ce particularisme et est-il un obstacle à la solution des problèmes d'avenir ? ». réponse de M. Gros dans son analyse de la situation actuelle de Mulhouse, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *L'industrie et ses problèmes actuels: cycle annuel d'information 1956-1957 du Groupe « Echanges »*, vol. Bulletin trimestriel numéro 2, 687 (Mulhouse: BSIM, 1957). p.63.

<sup>56</sup> M. Jacques-Henry Gros donne comme explications au particularisme mulhousien le développement de la bourgeoisie industrielle, un patriarcat industriel, une forte culture du libre-échange, une bourgeoisie libre et l'appartenance de beaucoup des industriels à la franc-maçonnerie.

dirigeants, — et nombreux sont, parmi les responsables, ceux qui, en particulier du fait de la guerre, sont issus d'autres couches de la population<sup>57</sup>».

Jacques-Henry Gros, sans même être contesté, semble vouloir tirer la sonnette d'alarme de la situation économique de la ville avec un brin de nostalgie intellectuelle et morale en rappelant que les industries mulhousiennes risquent « la ruine ou l'étatisation<sup>58</sup>». Les facteurs et les manifestations de la crise des années 1950 furent rapidement repérés.

La décolonisation en cours réduit incessamment les débouchés sur ces marchés, l'émergence de nouveaux pays et les nouvelles habitudes de consommation favorisent la crise en cours<sup>59</sup>.

Par ailleurs, les expériences douloureuses de la Première et Seconde Guerre mondiale marquent encore les esprits mulhousiens. Le premier conflit mondial a semé le doute sur l'optimisme naïf du progrès, et la Seconde Guerre mondiale reste une expérience traumatisante. Le 10 février 1945, lors de sa venue à Mulhouse, le Général de Gaulle n'hésite pas à rappeler la grande souffrance des Alsaciens<sup>60</sup>. La mise en place des blocs de l'est et de l'ouest au début de la guerre froide perpétue le traumatisme, auquel se rajoute l'émergence possible d'un conflit nucléaire entre les belligérants avec l'utilisation nouvelle de la bombe H, synonyme de l'extinction complète de la civilisation. Les propos de Jacques-Henry Gros<sup>61</sup> sonnent l'alerte : le

---

<sup>57</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *L'industrie et ses problèmes actuels : cycle annuel d'information 1956-1957 du Groupe « Echanges »*. Ibid.,p.63.

<sup>58</sup> « Il risque sinon, de ne rester que deux solutions : la ruine ou l'étatisation dans la limite ou une telle mesure pourrait intéresser l'Etat. » *Bulletin de la société industrielle de Mulhouse*. Ibid.,p.64.

<sup>59</sup> Michel Hau et Nicolas Stoskopf, *Les dynasties alsaciennes*. op.cit.,p.399.

<sup>60</sup> « ...Parce qu'ils ont le plus souffert, parce qu'ils ont été pour la France à la pointe du combat, les Alsaciens et les Lorrains n'ont jamais été plus près du cœur de la nation. Le drapeau tricolore flotte sur Metz, Mulhouse et Strasbourg. La France, libre à nouveau et toujours glorieuse, recueillie maternellement l'Alsace et la Lorraine libérées. » de Charles de Gaulle, Syndicat d'initiative de Mulhouse et de la région, « Mulhouse grande ville d'Alsace à proximité des Vosges, du Jura et du Rhin » (Mulhouse, 1945).

<sup>61</sup> L'historien Régis Boulat a consacré deux articles à la pensée de Jacques-henry Gros « Jacques Henry Gros, le dernier grand patron alsacien ? » Barrière Jean-Paul, Boulat Régis, Chatriot Alain, Lamard Pierre et Minovez Jean-Michel (dir.), *Les trames de l'histoire: entreprises, territoires, consommations, institutions: mélanges en l'honneur de Jean-Claude Daumas*, Hors collection (Besançon: Presses universitaires de Franche-Comté, 2017). pp.193-203. Et Régis Boulat, « Reconnais-le dans toutes tes voies, il aplanira les sentiers ». Les chemins protestants de Jacques Henry Gros (1911-2011) », *Annuaire Historique de Mulhouse*, 28 (2017): pp.47-58.

progrès scientifique et technique avance, les élites locales doivent prendre leurs responsabilités et saisir les opportunités qu'il offre<sup>62</sup>.

C'est finalement lors d'un colloque sur l'industrie mécanique<sup>63</sup> qui a suivi celui du textile que s'exprime la conscience d'une crise des valeurs. L'omniprésence d'un positivisme à composante scientiste s'y révèle, qui considère que la totalité des connaissances nouvelles ne peuvent être atteintes que par les sciences, toutefois aidées par la formation des hommes : ce sont elles qui apportent des solutions aux problèmes du moment puisqu'il s'agit de question de « vie et de mort<sup>64</sup>».

Finalement, la crise économique et la crise des valeurs à dimension positiviste peuvent être analysées comme une seule et même crise du sens. Les conditions nouvelles des mutations de la société, de la consommation, de la réorientation des commerces, d'une Europe communautaire synonyme de plus de concurrences et d'exigences confirment ce constat. Le passage d'une économie de la production vers une économie de marché<sup>65</sup> vient sceller la crise du sens à Mulhouse. Cependant, malgré la crise, les élites locales à Mulhouse cherchent à se relever et à créer l'espoir d'une sortie de crise. C'est aussi dans ce même colloque sur l'industrie de la mécanique en 1957, que l'espoir est permis en assimilant et en intégrant « les plus récentes et les plus grandes inventions qui pointent à l'horizon<sup>66</sup>». Cette

---

<sup>62</sup> « Le temps des facilités de l'après-guerre est passé, la pénurie ne stimule plus les ventes que la guerre froide ne contribue pas à développer. En ce qui me concerne, je ne suis pas prêt pour la fonction qui m'est proposée. Ma connaissance du métier est insuffisante, en particulier dans le domaine commercial [...]. Après réflexion et consultation familiale, j'accepte malgré tout la proposition qui m'est faite. » Jacques-Henry Gros, *Au fil du siècle: mémoires humanistes d'un chef d'entreprise mulhousien*, Figures d'Alsace (Strasbourg: La Nuée bleue, 2004). pp.157-158.

<sup>63</sup> Les participants de ce colloque sont : M. Unvois, pilote du colloque, M. Zuber, directeur à la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques, M. De Beco, directeur général de l'usine Salin à Soultz, M. Herubel, directeur général de Nicolas Schlumberger à Guebwiller, M. Martin, directeur à la société Alsacienne de Constructions Mécaniques, M. Jean Dollfus, président de la Société Industrielle.

<sup>64</sup> M. Zuber synthétise ce colloque en trois points : 1/ les machines doivent s'améliorer pour permettre à la région de garder sa classe internationale, sous-entendu de maintenir sa puissance pour régler les problèmes humains 2/ améliorer le prix de revient grâce à l'effort dans la qualité et qui doit être « la préoccupation de tous les moments, car elle peut devenir une question de vie et de mort. » 3/ La formation des hommes est soulignée comme nécessité face à « la prochaine venue sur le marché du travail des nouvelles couches de population qui seront formidablement accrues et que nous allons voir déferler dans nos usines d'ici cinq ans. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *L'industrie et ses problèmes actuels : cycle annuel d'information 1956-1957 du Groupe « Echanges »*. op,cit.,p.86.

<sup>65</sup> Michel Hau et Nicolas Stoskopf, *Les dynasties alsaciennes*. op.cit.,p.395.

<sup>66</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *L'industrie et ses problèmes actuels : cycle annuel d'information 1956-1957 du Groupe « Echanges »*. op,cit.,p.86.

capacité des hommes à penser dans l'expérience de la catastrophe a d'ailleurs été formalisée antérieurement par Gaston Berger<sup>67</sup>.

Durant ces années, la perspective de l'Europe émerge aussi chez les décideurs locaux. Avec l'ouverture des frontières (sous le double effet de l'application des règles du GATT et de la construction européenne), la région n'est plus une zone de glacis face à l'ennemi, mais devient progressivement, à la fin des années 1950, une « plaque tournante » au « cœur de l'Europe ». Il n'en faut pas moins pour susciter de nouvelles aspirations aux Mulhousiens. Ces enjeux sont fréquemment évoqués dans les colloques et les échanges à Mulhouse. Un moment charnière se met en place : Mulhouse veut vivre pleinement ces nouvelles opportunités comme une chance historique d'imaginer son futur grâce à sa situation au cœur de l'Europe non loin du Rhin, qui n'est plus une zone militaire, mais un axe de communication stratégique. La vision historique de Mulhouse commence à se renouveler comme une nouvelle chance d'écrire son grand dessein de métropole du futur : pôle scientifique et universitaire, pôle industriel également fondé sur l'industrie lourde, et grands investissements le long du Rhin. Il s'agit pour l'élite locale d'embrasser ce rêve mulhousien, cette nouvelle donne qui s'offre à eux. Le rêve américain, mais dans le Sud Alsace.

En ouvrant les séances qui forment la conclusion des Journées scientifiques de Mulhouse consacrées à la recherche et à l'enseignement supérieur en 1958, M. Dollfus, président de la SIM, rappelle qu'il y a ici des « hommes habitués à écouter, à décider, et à réaliser<sup>68</sup> ». Prévoir, annoncer les difficultés et les dépasser en modifiant les postures est une attitude qui peut être qualifiée de « prospective ». C'est lors de ces journées de 1958 qu'on retrouve les contours d'un projet pour la ville de Mulhouse. Il s'agit d'une première « vue prospective » de la ville en

---

<sup>67</sup> « L'homme ne réfléchit pas quand il est heureux : il se contente de profiter de la douceur du moment qui passe. Mais l'expérience de la catastrophe oblige les hommes à penser. Ils sont alors pour le moins contraints de reconnaître, que le progrès matériel place entre les mains des hommes, des instruments au pouvoir accru, dont ils se serviront pour le bien et pour le mal. » traduction Gaston Berger, *La crisis moral del tiempo presente*, 1951. p.201.

<sup>68</sup> Discours d'introduction de Jean Dollfus : « L'industrie mulhousienne a connu des périodes d'effervescence, au cours desquelles les idées jaillissaient, et donnaient naissance à des réalisations audacieuses. Ces projets trouvaient ici une résonance et des hommes habitués à écouter, à décider, et à réaliser. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*, vol. Bulletin trimestriel numéro 2, 691 (Mulhouse: BSIM, 1958).p.6.

dépassant le regard de la vision d'alors de la cité du Bollwerk. M. Bernard Thierry-Mieg, président des journées scientifiques, souligne la nécessité de fixer des objectifs lointains grâce aux « espoirs de l'avenir<sup>69</sup>» sans s'enfoncer dans le passé et en conservant « l'espoir de rebâtir et d'aller de l'avant <sup>70</sup>», c'est-à-dire d'inventer. Le projet mulhousien est celui d'une unification des sciences pour l'expansion des activités économiques, le mieux-être de la population, et l'enthousiasme de la jeunesse. L'appui sous-jacent de ces journées, comme d'ailleurs à l'ensemble des projets mulhousiens, est de promouvoir l'industrie comme un outil au service du développement de la ville pour une « société prospère et harmonieuse <sup>71</sup>». Ainsi, l'élite mulhousienne, sans se dérober face à l'adversité des crises, se redonne un nouvel élan dans l'action régénératrice du territoire, et avec le projet de participer au développement de la France<sup>72</sup>.

Avant de revenir à ces premières vues prospectives, et donc aux réponses apportées, il est nécessaire de pointer un angle mort dans cette attitude prospective. Au regard de l'histoire marquée de Mulhouse sous l'Empire allemand, de la Première et Seconde guerres mondiales<sup>73</sup>, puis de la menace d'un troisième conflit mondial, comment la foi immuable en une Histoire positive capable d'enrichir et parfaire la condition humaine, peut-elle encore persister dans l'ancienne

---

<sup>69</sup> « On ne reculera pas, au surplus, devant l'énoncé de quelques objectifs plus lointains : il faut y voir la volonté de répondre, au-delà des nécessités de l'immédiat, à des exigences qui, pour être encore insuffisamment définies, n'en sont pas moins importantes, comment pourrait-on vivre si, aux possibilités du moment, ne s'ajoutaient pas les espoirs de l'avenir ? » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. Ibid.p.9.

<sup>70</sup> « A la vérité, nous sommes ici dans une région et dans une ville auxquelles n'ont été ménagées dans le passé ni les difficultés, ni les épreuves. C'est parce qu'on a toujours su y conserver l'espoir, qu'on a pu attendre, rebâtir et aller de l'avant. Cet espoir, nous l'avons plus que jamais aujourd'hui [...] Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. Ibid.p.9.

<sup>71</sup> Ces références maçonniques ont une occurrence élevée dans les propos des intervenants de ces journées scientifiques ce qui se justifie au regard des rapports entre la SIM et les franc-maçons.

<sup>72</sup> « C'est ainsi que, petit à petit, cette idée a pris corps et que l'organisation de cette rencontre, consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique, est devenue une réalité. Je remercie tous ces artisans qui se sont attelés à la tâche, et j'associe mes remerciements, au nom de la Ville de Mulhouse, toutes les personnalités qui vont, au cours de ces deux journées, mettre au service de ce débat passionnant, toutes les ressources de leur compétence, de leur expérience et de leur foi dans l'avenir de notre pays » propos d'Emile Muller, maire de la ville de mulhouse, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. Ibid.,p.11.

<sup>73</sup> A ce propos voir l'ouvrage de Georges Livet et Raymond Oberlé, éd., *Histoire de Mulhouse des origines à nos jours*, Collection Histoire des villes d'Alsace 1 (Strasbourg: Éditions des Dernières nouvelles d'Alsace : diffusion, S.A.E.D, 1977).



république ? Ce déroulement se décrit comme « linéaire, cumulatif, continu, nécessaire, irréversible et indéfini<sup>74</sup> » et est certainement représentatif de la nouvelle donne qu'est la perspective européenne.

Cette croyance dans le progrès continu permet une écriture en permanence positive et optimiste de l'histoire de la ville. Dès 1957, Jacques-Henry Gros montrait déjà que l'avenir de Mulhouse se jouait « dans le cadre d'une pensée progressive<sup>75</sup> », tandis que la très grande majorité des intervenants des journées scientifiques mettaient en exergue le progrès sous toutes ces formes (économique, scientifique, social, humain) sans s'interroger cependant sur le sens de la formule. Il est vrai que Mulhouse jouissait encore d'une situation prospère en apparence, élaborée au XVIIIe et XIXe siècle<sup>76</sup>. Pour autant, cette foi dans le progrès est restée intacte et s'est même renforcée malgré les différents épisodes douloureux. Le président de la SIM, M. Dollfus présente même les journées scientifiques de Mulhouse comme une action permettant « le développement harmonieux de l'homme pour nous efforcer de lui apporter les vraies raisons de vivre<sup>77</sup> ». Cette conviction quasi religieuse du progrès est fortement empreint de l'idéologie du progressisme selon le sociologue Michel Maffesoli<sup>78</sup>. L'idéologie du progrès est omniprésente dans l'attitude prospective du projet mulhousien à la fin des années 1950, car elle incarne « la principale idée force du monde moderne<sup>79</sup> ». Elle permet de fédérer l'ensemble des élites comme symbole ou doctrine de pensée. Et vue l'efficacité de ces journées, on ne peut nier que cette doctrine ait été agissante.

---

<sup>74</sup> « les six traits constitutifs du concept moderne de progrès » Pierre-André Taguieff, *Le sens du progrès: une approche historique et philosophique* (Paris: Flammarion, 2004).p.111.

<sup>75</sup> « C'est donc bien là le problème majeur qui nous paraît se poser dans la situation actuelle, et face à l'avenir. Situation actuelle, préoccupation d'avenir [...] s'efforce de penser son avenir dans le cadre d'une pensée progressive. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *L'industrie et ses problèmes actuels : cycle annuel d'information 1956-1957 du Groupe « Echanges »*.op.cit.,p.65.

<sup>76</sup> Robert Fox, « Science, industrie, et société. Mulhouse, 1798-1871 », 1988. pp.1-20.

<sup>77</sup> « Le but de notre action doit demeurer le développement harmonieux de l'homme pour nous efforcer de lui apporter les vraies raisons de vivre, dominant la tâche qui lui est confiée pour orienter son action vers l'idéal qu'il s'est librement donné » Jean Dollfus, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. Ibid.,p.7.

<sup>78</sup> « La chose est entendue, et le bon sens en convient. Mais la chose se complique quand le progrès devient progressisme. C'est-à-dire quand il se systématise en doctrine, voire en idéologie. Mythe unique auquel tout et tous doivent se soumettre. Forme profane de la divinité à laquelle il convient de sacrifier tout idéal, toute intensité d'être.» Michel Maffesoli, « Ouverture. Jean Baudrillard: le paroxyste indifférent », *Mediascapes journal*, n° 9 (2017). p.10.

<sup>79</sup> Taguieff, *Le sens du progrès*. Ibid. p.16.

Léon Deneville, président des fabriques de produits chimiques de Thann et de Mulhouse, collègue de Jean Fourastié au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), met bien en exergue le couple que forme le progrès technique et scientifique avec la puissance économique<sup>80</sup>. À ce moment-là, ni l'élite mulhousienne, ni Gaston Berger présent lors de ces journées comme représentant du Ministre de l'Éducation, ne s'interrogent publiquement sur la direction du monde ou encore sur le sens de la vie, malgré une angoisse présente sur l'avenir des industries locales et de la cité. Face aux changements en cours, Gaston Berger, alors directeur général de l'enseignement supérieur, lors de sa conclusion générale à ces journées scientifiques, évoquera cependant un avenir du monde qui « vaille la peine de vivre<sup>81</sup> » grâce à l'éducation, son cheval de bataille.

La capacité de Mulhouse de relever le défi des difficultés n'est plus une perception de l'esprit, mais bien une réalité largement perceptible à Mulhouse. Lors de la journée mulhousienne de l'urbanisme en mai 1959<sup>82</sup>, le Ministre de la Construction Pierre Sudreau<sup>83</sup>, a reçu un « choc au cœur, en se disant que, grâce à Mulhouse, le mouvement du renouveau urbain était maintenant lancé<sup>84</sup> ». Jeremy Rifkin identifie les grandes transformations économiques de notre société lorsque les humains découvrent de nouvelles formes d'énergie, de nouveaux moyens de communication et de transport. C'est l'émergence conjuguée des trois qui réorganise l'espace et le

---

<sup>80</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. Ibid.,pp.26-27.

<sup>81</sup> « Le manque de fréquentation scolaire voit se substituer à lui une soif de savoir, une soif de connaissance, et non point cette vaine curiosité, qui serait peu de chose, qui serait une distraction à peine supérieure aux autres, mais le désir profond de savoir comment sont les choses, comment sont les êtres, pour pouvoir construire pour les hommes un monde où il vaille la peine de vivre. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. Ibid.,p.126.

<sup>82</sup> La journée mulhousienne de l'urbanisme du 12 mai 1959 a été placée sous la présidence effective du Ministre de la construction, organisée par la SIM avec le concours de la ville de Mulhouse et de la direction départementale du Ministère de la Construction

<sup>83</sup> Pour l'anecdote, le ministre est salué par le préfet du Haut-Rhin pour ses actes de bravoure dans le camp de Buchenwald. « M. le Ministre, je ne voudrais pas prolonger mon temps de parole, mais je tiens à vous dire que je me souviens qu'en des temps déjà lointains vous m'avez par trois fois, et sans me connaître, sauvé la vie au péril de la vôtre à Buchenwald et, oubliant un instant votre qualité ministérielle, je veux, en terminant, vous assurer de mes fidèles sentiments et de mon affection fraternelle. » Préfet Picard du Haut-Rhin, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. p.44.

<sup>84</sup> « Il est particulièrement réconfortant de se trouver au sein d'une assemblée choisie, composée de techniciens de toutes sortes, architectes, constructeurs, urbanistes, ingénieurs..., qui ont certainement tous eu, comme moi-même, un choc au cœur en se disant que, grâce à Mulhouse, le mouvement était maintenant lancé, et que le renouveau urbain en France était devenu une réalité ! » Ministre de la Construction Sudreau, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. Ibid.,p.61.



temps, ce qui permet à un plus grand nombre de gens de s'assembler dans des organisations sociales interdépendantes et plus complexes<sup>85</sup>. Mulhouse est un poste d'observatoire idéal pour voir à l'œuvre ces transformations, dont les nombreux musées témoignent à l'heure d'aujourd'hui<sup>86</sup>. À la fin des années 1950, Mulhouse vit de l'intérieur ces profonds changements et la perception d'une accélération du temps et du raccourcissement de l'espace s'accroît, car les transformations se produisent maintenant plus rapidement qu'une vie humaine.

D'une part, l'accélération technique est mise en abîme par les nouveaux processus dans l'industrie avec les nouvelles techniques imaginées par les grandes familles alsaciennes, alors pilotes des entreprises locales, pour redynamiser et reconvertir leurs industries respectives en ne manquant « ni d'audace ni de largeur de vue<sup>87</sup> ». M. Girardot, ingénieur des ponts et chaussées à Mulhouse, évoque lors de la journée de l'urbanisme la révolution en cours des voies de communication avec la mise en place des équipements routiers à cause des nouvelles désertes et des nouveaux flux liés aux différents complexes industriels, sportifs et scolaires<sup>88</sup>. Le Grand canal d'Alsace est une autre accélération technique du transport pouvant permettre un « avenir brillant<sup>89</sup> » pour l'industrie mulhousienne d'après l'exposé du géographe Étienne Juillard lors de cette même journée sur le complexe intercommunal mulhousien. Quelques années plus tard, en 1962, Étienne Juillard montrera les conséquences économiques, culturelles et sociales<sup>90</sup> de cette

---

<sup>85</sup> Jeremy Rifkin, *La nouvelle société du coût marginal zéro: l'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme* (Paris: Les liens qui libèrent, 2016). p.42.

<sup>86</sup> Voir Alain-Marc Rieu, *Les visiteurs et leurs musées: le cas des musées de Mulhouse* (Paris: Documentation française, 1988).

<sup>87</sup> « Les descendants des grandes familles alsaciennes ne manquaient, en cette fin des années 1950, ni d'audace ni de largeur de vue ». Michel Hau et Nicolas Stoskopf, *Les dynasties alsaciennes*. op.cit.,p.386.

<sup>88</sup> « C'est dire que les réalisations qui s'amorcent dans cette région en matière de construction, d'équipement industriel, scolaire ou sportif, appellent directement, et appelleront de façon de plus en plus pressante, l'équipement routier qui en sera le complément indispensable, à la fois pour leur desserte propre et pour faire face à l'accroissement des échanges qu'elles susciteront. Les prévisions d'avenir que constituent les projets dont je vous ai entretenus portent donc, à n'en pas douter, sur un avenir relativement proche de nous » M. Girardot, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.37.

<sup>89</sup> «Tout cela est en train de changer. Une zone industrielle et portuaire s'édifie le long du Grand Canal, au droit de Mulhouse, entre Chalampé et Ottmarsheim ; des usines mulhousiennes, dont l'une des plus grandes, envisagent de transférer tout ou partie de leurs installations dans cette zone nouvelle qui emble appelée à un brillant avenir » Etienne Juillard « Le complexe mulhousien: ses origines et ses perspectives d'avenir », 12 mai 1959, BR 2367/2. p.4.

<sup>90</sup> Juillard et al., *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*. op.cit.,pp.4-41.

accélération technique qu'il nommera le « réveil de la belle au bois dormant » réanimant dans la jeunesse « un enthousiasme dont l'absence nous fait douter, parfois, de cet avenir<sup>91</sup> ».

D'autre part, le tempo des transformations sociales s'accélère comme une « augmentation du rythme d'obsolescence des expériences et des attentes orientant l'action et comme un raccourcissement des périodes susceptibles d'être définies comme appartenant au présent, pour les diverses sphères des fonctions, des valeurs et des actions<sup>92</sup> ». Les transformations sociales, malgré de meilleures conditions de vie matérielles, ne résolvent pas le « problème de l'inadaptation de la masse des hommes devant l'évolution du Monde<sup>93</sup> ». Et cette accélération est vue par M. Moussey, chef du service formation du Comité d'Action du Haut-Rhin (CAHR) et par M. Mugnier, technicien dans une entreprise, comme une « promotion collective » et ils en donnent un exemple avec la transformation des relations humaines qui évoluent « de groupe à groupe, ou de collectivité à collectivité, et non plus tant d'individu à individu<sup>94</sup> ».

Enfin, c'est même le positionnement géographique de Mulhouse qui nous amène à considérer une accélération du rythme de vie. La vie dans la cité du Bollwerk s'étend dorénavant au-delà de ses propres frontières. Dans un rapport de la commission administrative sur la constitution et la gestion d'un complexe intercommunal, M. Koechlin se questionne en 1959 sur le positionnement de Mulhouse et de son district urbain, car pour « promouvoir le développement de la région mulhousienne, il

---

<sup>91</sup> « Au total, cet essai est un acte de foi, qui s'efforce d'être le moins déraisonnable possible, dans l'avenir de notre province, et, par delà l'Alsace, dans l'avenir de notre civilisation. S'il ne se vérifie pas dans toutes ses parties, du moins aura-t-il peut-être contribué – et ce serait déjà quelque chose – à réanimer chez nos jeunes gens de 20 ans un enthousiasme dont l'absence nous fait douter, parfois de cet avenir », Juillard et al. op.cit.,p.5.

<sup>92</sup> Hartmut Rosa et Didier Renault, *Accélération: une critique sociale du temps*, Théorie critique (Paris: La Découverte, 2010).p.101.

<sup>93</sup> « C'est là aborder la signification sociale au sens large du mot. Or, il faut reconnaître que, si les problèmes techniques de ces dernières années ont apporté une amélioration des conditions matérielles de vie, ils n'ont pas résolu le problème de l'inadaptation de la masse des hommes devant l'évolution du Monde. C'est de ce problème assez complexe que nous voudrions vous parler, en abordant ce que l'on pourra appeler la Promotion collective. » M. Moussey et M. Mugnier, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.95.

<sup>94</sup> « Je pense que la société de demain, devra organiser des relations de groupe à groupe, ou de collectivité à collectivité, et non plus tant d'individu à individu. C'est d'ailleurs un peu ce qui se passe en ce moment-même, sans que cela en porte encore le nom, lorsqu'on traite et qu'on signe des « conventions collectives » dans le monde du travail. » M. Moussey et M. Mugnier, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. op.cit.,p.95.

est nécessaire de penser à l'urbanisme, non plus à l'échelle communale, mais dans le cadre d'une vaste zone<sup>95</sup> ». L'accélération du rythme de vie des Mulhousiens est même déterminée comme un nouveau « bassin économique<sup>96</sup> » entre Mulhouse et la bande rhénane (le long du Rhin) par M. Pozzi, directeur départemental du Ministère de la construction. Pourtant, la construction de l'agglomération mulhousienne ne trouvait toujours pas en 2004 son « assiette territoriale<sup>97</sup> » si l'on en croit le géographe Raymond Woessner.

La perception de l'accélération est même vécue comme un moyen pour Mulhouse de se différencier en devenant en France une « ville pilote<sup>98</sup> », ce qui lui permettra de renouer avec sa tradition d'innovation déployée au XIXe siècle. Cela commence même à impressionner M. Bourgeois, député et président du Conseil Général du Haut-Rhin, pour qui ces résultats deviennent un facteur de sélection au point « d'en subir un jour l'écrasement<sup>99</sup> ». Cette intuition est d'ailleurs partagée par Gaston Berger : « Le progrès n'a donc point pour résultats d'égaliser les chances : il donne des avantages à tous, mais il en donne surtout à ceux qui sont déjà les mieux pourvus<sup>100</sup>. »

---

<sup>95</sup> « On a vu en effet, au cours de cette Journée, que pour promouvoir le développement de la région mulhousienne, il était nécessaire de penser à l'urbanisme, non plus à l'échelon communal, mais dans le cadre d'une vaste zone s'étendant sur deux groupements d'urbanisme. » Koechlin, « 3eme partie. Rapport de la commission administrative sur la constitution et la gestion d'un complexe intercommunal » (Mulhouse: Société Industrielle de Mulhouse, 12 mai 1959), BR 2310/10. p.5.

<sup>96</sup> « Mulhouse, son agglomération et la région qui longe le Grand Canal d'Alsace se trouvent liés dans un « bassin économique » qui constitue le seul cadre géographique valable pour une étude d'aménagement. » Pozzi, « Aménagement du complexe intercommunal mulhousien » (Mulhouse: Société Industrielle de Mulhouse, 12 mai 1959), Br 2367/8.

<sup>97</sup> « Aujourd'hui (2004), l'agglomération mulhousienne n'a pas encore trouvé son assiette territoriale, ni dans sa propre dimension, ni par rapport aux autres villes de l'Oberrhain et de l'axe Rhin-Rhône. Elle s'y emploie, ce qui ne veut pas dire qu'elle y parviendra. » Woessner, « Enfin une agglomération ». op.cit.,p.147.

<sup>98</sup> « C'est ce plan qui dorénavant sera mis en œuvre et qui va permettre à Mulhouse, comme devait le souligner M. Sudreau, de devenir une « ville pilote » pour la France toute entière. Nous saluons cette espérance avec la ferme volonté de la voir bientôt concrétisée dans les faits » M. Zuber et M. Gros, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.3.

<sup>99</sup> « Je voudrais, pour ma part et au nom de l'assemblée départementale, féliciter Mulhouse, sa Société Industrielle, sa municipalité, je dirai en bref : son équipe ! Mais je me demande si certains Maires, certains Conseillers généraux n'éprouvent pas une certaine crainte en voyant cette magnifique envolée de Mulhouse..., la crainte d'en subir un jour l'écrasement. » M. Bourgeois, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. op.cit.,p.45.

<sup>100</sup> Pierre Massé, *Le plan ou l'anti-hasard*, Gallimard, Idées (Paris: Hermann, 1965).pp.25-26.

Ces accélérations techniques, sociales et de rythme de vie, apportent dans la cité un sentiment aigu de puissance et de grandeur, voire même de « destinées<sup>101</sup> » sans pour autant négliger les valeurs de fraternité si chères à l'élite locale. La perte de la sécurité et de la stabilité d'autrefois vient cependant troubler cet ordre, au même titre que l'impression d'interdépendance avec les pays frontaliers, l'Europe et le Monde. En fait, les élites mulhousiennes veulent concourir à l'avènement de la nouvelle aventure du monde moderne, dans le prolongement de l'histoire de Mulhouse, mais en éprouvant les difficultés contemporaines, à savoir qu'ils n'ont plus à eux seuls toutes les capacités pour mener à bien les différents projets envisagés pour la cité. L'emballement du monde altère l'ordre ancien établi par l'élite mulhousienne et déboussole leurs analyses des situations sociales en cours. Les grilles de lecture habituelles deviennent progressivement obsolètes à cause de l'imprévisibilité, l'irréversibilité et la complexification de ces différentes accélérations du monde.

Néanmoins, les décideurs locaux prennent acte du caractère singulier des nouvelles affaires du monde pour le « progrès économique et social<sup>102</sup> », et veulent se donner les moyens d'agir dans ce monde de l'incertitude. Par exemple, la présence systématique de ministres ou de personnalités de l'État lors de ces journées montre que l'atout parisien est compris comme un moyen de contenir l'impossibilité grandissante de développer la ville. Ils savent que le développement de Mulhouse ne dépend plus exclusivement d'eux, mais aussi du dirigisme étatique de Paris. Et effectivement, la relative bienveillance de l'État après les vicissitudes de l'histoire permet aux Mulhousiens d'envisager en partie l'avenir de la ville grâce à l'appui de réseaux ministériels parisiens nouvellement composés. Lors de son élocution aux journées mulhousiennes de 1960, M. Mieg, alors président du comité d'organisation, montrera toute l'importance de ces relations en rendant un hommage appuyé aux

---

<sup>101</sup> « Connaissant bien, peut-être davantage encore que d'autres, parce que je suis l'un de vos fonctionnaires, vos préoccupations en matière de développement des économies régionales et de rénovation urbaine, je voudrais qu'à la fin de cette Journée, vous emportiez la certitude que Mulhouse saura dans ces deux domaines, aller au devant de ses destinées. » M. Pozzi, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit., p.15.

<sup>102</sup> « C'est donc en liaison avec les institutions européennes que devrait être créé un ensemble comprenant des laboratoires et des chantiers expérimentaux, ensemble dont la contribution au progrès économique et social de notre continent pourrait être déterminante. » Jean-François Gravier, membre du comité des plans régionaux, « Mulhouse, l'aménagement du territoire et l'équilibre européen », 12 mai 1959, BR 2367/8. p.1.

défunts et « amis précieux<sup>103</sup> » de Mulhouse, M. Berger et M. Donzelot, respectivement directeur général de l'Enseignement supérieur et directeur des Constructions scolaires. Ce culte envers Paris leur permettra de garder un socle solide pour continuer de préparer l'avenir, mais dans une certaine mesure, comme le rappelle Laurent Kammerer trois décennies plus tard, « le loyalisme absolu des Alsaciens envers Paris a privé la région de la maîtrise de son destin<sup>104</sup> ».

La foi en l'avenir est au final supérieure à l'angoisse devant les accélérations des mutations, et cela révèle que l'empressement des décideurs à se lancer dans cette course relève plus d'une foi aveugle dans le progrès que d'une conscience inquiète quant à l'impérieuse nécessité de répondre aux crises du moment. Cette envie d'écrire à nouveau l'Histoire de Mulhouse donne une impression de vision théologique de l'avenir, ancrée dans une vision naturaliste et scientiste<sup>105</sup>. L'historien et philosophe Pierre-André Taguieff définit cet enivrement comme étant de nature religieuse<sup>106</sup>, car le progrès à Mulhouse est vu comme linéal, cumulatif, permanent, essentiel, définitif et illimité. « L'ambition de Mulhouse est que son nom témoigne d'un ensemble vivant en devenir<sup>107</sup> » : cette phrase marque cette volonté de « toute-

---

<sup>103</sup> « Il est désolant de penser que ces deux hommes exceptionnels, dont les hauteurs de vues se doublaient d'une magnifique volonté d'action, aient disparu l'un et l'autre à quelques semaines d'intervalle. Mulhouse perd en eux des amis précieux. » M Mieg, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées Mulhousiennes 1960*, vol. 1er partie, 702 (Mulhouse: BSIM, 1960). p.13.

<sup>104</sup> « Cette affaire (l'axe routier nord-sud alsacien) montre bien combien le réflexe loyaliste des Alsaciens et de leurs représentants a joué longtemps dans l'élaboration des décisions et a, en fait, privé l'Alsace de toute maîtrise globale de son destin économique. Le dernier avatar de ce loyalisme absolu, accompagné d'une confiance totale en l'administration de l'Etat, selon le principe moral qu'une chose promise et écrite est une chose due, a été l'affaire du synchrotron en 1984. » Laurent Kammerer, *Où va l'Alsace? Eléments de réflexion pour un grand débat régional*, vol. Revue trimestrielle Hiver 90/91, Saisons d'Alsace 110 (Strasbourg: Nuée bleue, 1990). p.30.

<sup>105</sup> L'ancien ministre Longchambon, alors président du conseil supérieur de la recherche scientifique, en appelle même à vaincre la nature lorsqu'elle était hostile et à utiliser la science pour préparer l'avenir. Ce type de discours naturaliste et scientiste est repris dans son discours lors des journées scientifiques : « La recherche, au sens large du mot, est désormais le facteur primordial de toute économie nationale et qu'elle permettait à l'intelligence de l'homme de suppléer les insuffisances de la nature et même de vaincre la nature lorsqu'elle était hostile. De plus en plus la science, ou plutôt la volonté de se servir de la science, agit sur le niveau de vie des nations et prépare l'avenir à travers les compétitions internationales hors desquelles il n'est pas pensable que nous vivions. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.38.

<sup>106</sup> André Taguieff, *Le sens du progrès*. op.cit.,p.85.

<sup>107</sup> « En très peu de temps, par la grâce du hasard et le support de la grande presse, ces deux noms (Lacq et Marcoules) n'évoquent plus des villes mais recouvrent des significations simples, qui prennent valeur de mythes, c'est-à-dire de langage : l'une signifie le gaz et l'autre la pile atomique. L'ambition de Mulhouse est que son nom témoigne d'un ensemble vivant en devenir. C'est ainsi qu'il faut comprendre les Journées Mulhousiennes 1960, comme le premier signe de cet ensemble, de ce

puissance », comme le signe de l'hubris<sup>108</sup>, la confiance en un avenir tracé et dompté qui soutient l'avenir peut être prévisible par simple prolongement de l'histoire du passé vers l'avenir.

Cette attitude traduit cependant la conscience de la faible grandeur du passé, car comme le rappelle le géographe Paul Meyer, malgré la riche histoire de la Cité, son passé ne fut pourtant « ni important ni prestigieux<sup>109</sup> ». Cette course à l'avenir serait selon Paul Meyer une compensation du manque d'histoire par un excédent de réalisation<sup>110</sup>.

Aucun homme ne pouvait plus appréhender l'avenir de Mulhouse avec sa connaissance du passé à la fin des années 1950, non seulement parce qu'il n'y avait pas de méthode pour arrêter une décision dans un contexte d'accélération, mais aussi, comme le rappelle l'architecte Marcel Lods qui réalisera la zone d'urbanisation prioritaire (ZUP) de Mulhouse, parce que l'équilibre et l'harmonie n'étaient même plus envisageables<sup>111</sup>. Cette épreuve de la fracture de la continuité historique déséquilibre la relation entre le passé et le futur. Il est difficile de prendre des décisions dans une telle situation sans s'appuyer sur le renouvellement de l'idée du progrès mulhousien. Décider de l'avenir dans l'incertitude et sans garde-fou semble un pari risqué que l'élite mulhousienne cherche à sécuriser en incluant au mieux tous les acteurs du territoire pour que chacun puisse être « animé d'une

---

devenir. » Editorial de « Mulhouse... ou le gout du risque ». Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées Mulhousiennes 1960*, 1960. op.cit.,p.7.

<sup>108</sup> Pasquale Massimo Picone, Giovanni Battista Dagnino, et Anna Minà, « The Origin of Failure: A Multidisciplinary Appraisal of the Hubris Hypothesis and Proposed Research Agenda », *Academy of Management Perspectives* 28, n° 4 (novembre 2014): pp.447-468.

<sup>109</sup> « Pour Mulhouse le passé ne fut pourtant ni important ni prestigieux ; en l'espace de 150ans, l'industrie a transformé un bourg modeste en une ville. Mais cette brève histoire n'en marque pas moins profondément la physionomie et les structures actuelles de la cité ! » Paul Meyer, « Mulhouse: Le poids de l'histoire dans une structure urbaine », *Association géographique d'Alsace - section Mulhouse*, Régio Basiliensis, IX/1 (1968): p.93.

<sup>110</sup> « Une ville sans passé n'est-elle pas dans une certaine mesure une ville sans lustre ? Il en résulte qu'à défaut de « monuments » du passé, le cité essaie de s'imposer à soi-même et au visiteur étranger par les réalisations d'aujourd'hui ; [...] c'est comme si on voulait compenser le manque d'histoire par un supplément de réalisations actuelles. » Paul Meyer. Ibid.,p.93.

<sup>111</sup> « La catastrophe est consommée partout dans le monde et il est, pour l'observateur attentif, extrêmement curieux de vérifier, chaque jour, à quel point l'ensemble du problème est ignoré et combien sont hors de proportion avec le phénomène, les palliatifs qu'on invente périodiquement en croyant, parfois même de parfaite bonne foi, qu'un équilibre et une harmonie puissent être enfin obtenus », Michel Lods, architecte en chef des Bâtiments civils et Palais Nationaux, « L'habitat urbain », 12 mai 1959, BR1908. p.6.



inquiétude créatrice et féconde<sup>112</sup> ». Et l'audace d'écrire à nouveau l'histoire collective de Mulhouse fait justement appel à des qualités, pas seulement propres aux Mulhousiens, mais bien présentes dans la cité comme la liberté créative de l'homme, la projection, l'inventivité, et la capacité d'imaginer l'avenir et de rassembler<sup>113</sup>.

L'écrivain et diplomate Jacques de Bourbon-Busset remarque que « la prospective est fondée sur la conviction que l'avenir sera ce que nous le ferons, sur la foi dans la liberté créatrice de l'homme. Nier la fatalité, refuser à l'Histoire un sens irréversible sont des conditions nécessaires à l'attitude prospective »<sup>114</sup>. Cette attitude prospective est bien à l'œuvre à Mulhouse et peut maintenant éclore dans la pensée-action.

---

<sup>112</sup> « Rien ne se fera sans la mobilisation de toutes les énergies, vous l'avez dit récemment, Monsieur le Ministre, il faut que chacun soit animé d'une inquiétude créatrice et féconde ; nous espérons vous montrer qu'un tel esprit existe en cette région et qu'il est juste qu'elle s'en trouve vivifiée. » J-H Gros, vice-président de la SIM à ce moment là et président des journées textiles, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées Textiles de Mulhouse*, vol. Bulletin trimestriel n°3, 704 (Mulhouse: BSIM, 1961). p.11.

<sup>113</sup> Lors d'une conférence sur la réédition de l'ouvrage de Pierre Fluck sur les richesses du patrimoine industriel mulhousien à la SIM, celui-ci nous a rappelé l'importance de ces qualités humaines pour la réalisation de ces différentes industries, Pierre Fluck, « Mulhouse, Trésors d'Usines ! » (Stammtisch, 26 mars 2019).

<sup>114</sup> Jacques de Bourbon-Busset, *Au rond-point de l'avenir*, vol. 4, Cahier Prospective (Paris: Presses Universitaires de France, 1959). op.cit.,p.99.

## 1.2 Une attitude engagée dans la pensée-action

Le contexte mulhousien des crises et du progrès provoque une attitude prospective. Pour autant, il y a encore un pas à franchir entre l'attitude prospective et l'action concrète. C'est ce qu'on peut appeler l'attitude engagée dans la pensée-action. Le dicton populaire « penser c'est bien, mais faire c'est mieux » n'a jamais été aussi présent en cette fin des années 1950 et début des années 1960 qu'à Mulhouse.

Grâce à cette attitude prospective, les décideurs mulhousiens se libèrent de l'ordre du temps en distinguant la gestation d'un avenir en préparation. Ce « coup d'œil prospectif abat les illusoire frontières entre le présent et l'avenir<sup>115</sup> » dit Jacques de Bourbon-Busset. Ainsi « prévoir pour ne jamais subir » est la devise laissée par M.Pozzi lors de la journée mulhousienne de l'urbanisme de 1959, car Mulhouse sait « entreprendre, oser, organiser<sup>116</sup> », ce que le Ministre Pierre Sudreau de la Construction répète lors de son allocution finale<sup>117</sup>.

Ici, la prospective comme attitude indique une conversion de la pensée à l'action, mais elle exige une participation intellectuelle pour s'émanciper du passé, ce que met en lumière Gaston Berger sur les projets d'avenir qui se « dessine sur une toile où c'est encore le passé qui se projette<sup>118</sup> ». Les différentes journées organisées à Mulhouse entre 1957 et 1961 (Textile, mécanique, urbanisme, scientifique, tourisme) insufflent un changement profond dans l'état d'esprit des Mulhousiens, ce que fait

---

<sup>115</sup> « L'homme affranchi de l'ordre du temps, c'est l'homme prospectif. De même que ces bouffées, ces souffles arrivant d'un pays inconnu, nous suspendent hors du temps, mêlant le passé et le présent, de même le coup d'œil prospectif abat les illusoire frontières entre le présent et l'avenir. » Jacques de Bourbon-Busset. « Au rond point de l'avenir » op.cit.,p.101.

<sup>116</sup> « Je voudrais qu'à la fin de cette Journée, vous emportiez la certitude que Mulhouse saura dans ces deux domaines, aller au devant de ses destinées et « prévoir pour ne jamais subir »... que vous emportiez également la certitude qu'il existe ici un faisceau de volontés pour lesquelles entreprendre, oser, organiser, est une tradition. » M.Pozzi au Ministre Pierre Sudreau Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.15.

<sup>117</sup> Ibid,p.64.

<sup>118</sup> « Notre civilisation s'arrache avec peine à la fascination du passé. De l'avenir, elle ne fait que rêver et, lorsqu'elle élabore des projets qui ne sont plus de simples rêves, elle les dessine sur une toile où c'est encore le passé qui se projette. Elle est rétrospective, avec entêtement. Il lui faut devenir « prospective ». C'est sur ce changement d'attitude indispensable que nous voudrions présenter quelques remarques. »Gaston Berger, *Phénoménologie du temps et prospective* (Presses universitaires de France Vendôme, 1964).p. 218.



remarquer le premier adjoint Charles Stoessel<sup>119</sup> dans sa conclusion des journées du tourisme en mai 1960. Ces journées représentent ainsi une opportunité de réagir face au déclin du capitalisme régional qui pâtit d'un manque d'initiatives locales et de moyens<sup>120</sup>. Il ne s'agit plus d'extrapoler les tendances lourdes comme le rappelle Jean Dollfus, président de la SIM, mais bien de repérer les nouvelles possibilités porteuses d'avenir<sup>121</sup> sans pour autant sauter dans « l'inconnu<sup>122</sup> ». En ce sens, les Mulhousiens se détachent de la vision planifiée du développement et de l'aménagement de la région au travers de son Programme d'action régionale établi en application du décret n° 55-873 du 30 juin 1955 pour la Région Alsace et publié au Journal officiel le 10 février 1959<sup>123</sup>. Ils ont également pris de l'avance sur le rapport « L'étude de l'armature urbaine de l'Alsace » produit en mai 1966 par l'Inspection générale Alsace du Ministère de la Construction, devenu Ministère de l'Équipement, puisque les réponses apportées lors des journées mulhousiennes répondaient déjà en partie à la demande du Plan de voir des études sur la répartition de l'habitat et des activités<sup>124</sup>.

Ainsi, l'attitude prospective permet un regard critique sur l'axiome industriel classique de Mulhouse en cherchant de nouvelles perspectives.

---

<sup>119</sup> « Félicitations enfin, aux instances mulhousiennes pour avoir su forger cet outil de travail digne des temps modernes et d'une ville d'avenir que sont les Journées mulhousiennes. Elles n'ont, j'en suis convaincu, perdu ni leur temps, ni leur argent ». Charles Stoessel, 1<sup>er</sup> adjoint au maire de Mulhouse, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées du Tourisme*, vol. Bulletin trimestriel n°2, 699 (Mulhouse: BSIM, 1960). p.50.

<sup>120</sup> « Dans les années 1950-1960, le capitalisme régional semble donc en déclin d'initiatives et de moyens, du fait de la prégnance des grandes organisations nationales qui le pénètrent (branches industrielles et finance) et des départs de sièges sociaux. L'Etat a établi sa tutelle dans la plupart des volets qui composent « l'environnement de l'entreprise » (énergie, transport, banques et crédit, recherche...). En regard, faible encore est « l'esprit régional » capable de peser et d'influer à l'échelle de la province dans les démarches de développement.» Henri Nonn, *L'Alsace actuelle*. op.cit.,p.25.

<sup>121</sup> « Les programmes de logement, les programmes d'enseignement qui ont fait l'objet des exposés précédents découlent des données démographiques et aussi des perspectives économiques que le développement des marchés européens permettront d'attribuer à la région de Mulhouse. Les possibilités d'implantations industrielles qui existeront dans cette même région par la création et l'aménagement des zones industrielles que je viens de délimiter complètent harmonieusement ces programmes. » Jean Dollfus, président de la SIM, « Les zones industrielles de Mulhouse ». p.6.

<sup>122</sup> « Il ne s'agit pas pour nous de faire un saut dans l'inconnu en envisageant pour notre région une extension spectaculaire basée sur des espoirs qui pourraient paraître excessifs » Ibid.,p.6.

<sup>123</sup> Ce document a été assuré par le Commissariat Général au Plan. D'après le rapporteur, il a permis de mettre à profit les études des organismes professionnels traditionnels de la région ainsi que les travaux et propositions conçues par les entités en vue d'animer le développement des deux départements de la région. Ces derniers ainsi que les préfets ont adopté une posture consultative locale, ce qui a permis d'aboutir à un programme assez exhaustif.

<sup>124</sup> Ce document a mobilisé une équipe de jeunes géographes et démographes et il comprend 140 pages de texte et une soixantaine de pages de cartes et tableaux. C'est un document d'analyse complet et dense.

Raymond Woessner pointait en 2019<sup>125</sup> le manque de vision à long terme des élus mulhousiens d'aujourd'hui ainsi que leur incapacité à passer « d'un monde à l'autre ». Ce constat, assez largement partagé<sup>126</sup>, montre que le remède de la prospective pour l'engagement présent n'est pas éternel et demande à être régulièrement exercé et pratiqué à l'échelle d'une ville.

A la fin des années 1950 et début des années 1960, se développe à Mulhouse une véritable pensée-action, embarquée dans la métamorphose de la cité. Il ne sera même plus possible de reconnaître la cité après plusieurs années d'absence nous dit un supplément des *Dernières Nouvelles* : « En 1967-68, un Mulhousien, de retour d'un très grand voyage qui lui aurait demandé une dizaine d'années, ne reconnaîtra plus sa ville. C'est la rançon de la croissance démographique, de l'essor urbain et du modernisme<sup>127</sup> ».

Dans cette pensée-action mulhousienne, le socle éthique est fondamental : il se compose d'un attachement fort à la cité, par éthique protestante combinée à un attachement au libéralisme politique et économique et à un investissement philanthropique fort. Ces éléments se sont mis en place au XIXe siècle<sup>128</sup>. La course au progrès n'est ainsi pas seulement l'une des composantes de l'attitude prospective à Mulhouse, mais c'est aussi l'engagement par « amour » de la ville, par un certain sens de l'intérêt général<sup>129</sup> et du civisme mulhousien<sup>130</sup>, comme une forme de « progrès-sagesse<sup>131</sup> » qui facilite le processus de l'attitude prospective vers l'attitude engagée.

---

<sup>125</sup> Raymond Woessner, « Atlas de l'Alsace: Enjeux et émergences » (3 avril 2019). A la Librairie 47° Nord, Mulhouse.

<sup>126</sup> Des propos similaires ont été soulignés par les acteurs économiques du territoire lors de l'Université d'été de la SIM en juillet 2017 et 2018.

<sup>127</sup> *Dernières Nouvelles du Haut-Rhin*, « Mulhouse demain ». op.cit.,p.5.

<sup>128</sup> Marie-Claire Vitoux, « Éthique protestante et philanthropie libérale : le cas mulhousien au XIXe siècle », *Histoire, économie et société* 14, n° 4 (1995): pp.595-607 ; Marie-Claire Vitoux, « La naissance de l'idée du social dans le bassin industriel de Mulhouse à la fin du XIXe et au début du XXe siècle », 2004, pp.5-17.

<sup>129</sup> « Sa prospérité (Mulhouse) doit avant tout être rapportée à cet esprit d'entreprises à cet amour du progrès et à un sens élevé de l'intérêt général qui sont le véritable génie de la région » et « Avec le concours d'hommes qui assument d'importantes responsabilités collectives, attachés par tradition aux problèmes d'intérêt général, les lignes directrices de l'aménagement de la région ont été dégagées. » Jean Pozzi, « Rendez-vous du 11e jour mondial de l'urbanisme » (Mulhouse, 1960), BR1911. p.57

<sup>130</sup> « Sans doute l'expérience mulhousienne est-elle facilitée par le civisme de la population et par le sens élevé qu'ont les autorités élues et des états-majors industriels de leurs responsabilités collectives. Elle mériterait d'être tentée, et il pourra être de quelque intérêt d'en suivre les développements » Pozzi. Ibid.,p.60.

<sup>131</sup> Chloé Vidal, op.cit.,p.82.

Dans son discours concluant les journées scientifiques, Gaston Berger souligne ce dépassement comme étant une valeur mulhousienne affrontant la paralysie actuelle contre la paresse de l'histoire et contre le piège du temps. En citant les Mulhousiens, Berger dit : « Les hommes d'action aiment mieux regarder devant eux et construire l'avenir, plutôt que de tresser des couronnes à ceux qui ont réalisé des choses dans le passé. Ils savent s'attacher à l'étude d'un projet et le mener à son terme<sup>132</sup> ». La conscience de la situation doit permettre d'alléger le poids du temps et de l'inertie du système grâce à la posture morale de la liberté. Celle-ci n'est pas formellement affirmée dans les échanges entre les participants tout au long des journées mulhousiennes, mais elle est implicite et exprime une posture largement partagée par les parties prenantes. Cette adhésion est une attitude naturelle des décideurs mulhousiens dans leur idéologie du progrès. Ce dépassement, presque naturel, est une nouvelle fois souligné par Gaston Berger pour évoquer cette conversion entre l'attitude prospective et l'engagement dans la pensée-action : « Je voudrais dire, en participant objectif, quelles impressions je retire de vos Journées : elles ont été fructueuses, elles ont été sérieuses, elles ont été appliquées. J'y ai trouvé un grand calme, une douceur, quelque fois une malice [...] dont la volonté est inébranlable, ce sentiment général je l'ai trouvé chez vous tous<sup>133</sup> ».

La prospective mulhousienne prend forme dans l'exigence de l'engagement et dans l'audace du dépassement grâce au concours des élites mulhousiennes : la SIM, la Chambre de commerce et la « longue vue de la municipalité<sup>134</sup> ». Ainsi, deux facteurs provoquent la mise en œuvre des actions mulhousiennes grâce à la

---

<sup>132</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.125.

<sup>133</sup> « Je voudrais dire, en participant objectif, quelles impressions je retire de vos Journées : elles ont été fructueuses, elles ont été sérieuses, elles ont été appliquées. J'y ai trouvé un grand calme, une douceur, quelque fois une malice, et je pense à Monsieur le Maire dans les yeux de qui brille la malice, dans le comportement duquel s'affirme le calme, mais dont la volonté certainement est inébranlable, ce sentiment général je l'ai trouvé chez vous tous : vous ferez les choses et notre fierté, notre fierté qui n'exclue pas la modestie, c'est de vous aider. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. op.cit.,p.126.

<sup>134</sup> « L'ensemble de tous ces éléments fait que Mulhouse est une cité vivante. Le caractère sérieux et travailleur de sa population, le dynamisme de ses élites, l'effort coordonné de sa Chambre de Commerce, de la Société Industrielle et tant d'autres organismes professionnels ou d'intérêt public, la politique réaliste et à la longue vue de la municipalité concourent de façon heureuse à l'expansion de la cité et à son avenir prospère. » Henri Hausherr, « Mulhouse une cité industrielle de 100 000 âmes qui va de l'avant », *Mulhouse ville du passé, ville d'avenir*, CCI Mulhouse Regio, 1960. p.8.

réflexion prospective : le temps des crises et du progrès (que nous avons analysé dans le paragraphe précédent), et le dialogue entre les décideurs du territoire et les échanges avec un public trié sur le volet. À noter que la réflexion prospective est d'abord et avant tout une affaire d'hommes. Ces journées mulhousiennes ne rassemblent que des hommes et les rares femmes sont presque exclusivement cantonnées à la dactylographie des discours et des débats<sup>135</sup>. À ce titre, des études approfondies mériteraient d'analyser les rapports hommes femmes dans l'après-guerre à Mulhouse. Néanmoins, les femmes rentrent publiquement dans le vif du sujet, non plus comme spectatrices, mais comme intervenantes, lors des journées « Mulhouse à l'heure de l'amitié mondiale » lors de la réception de la délégation suédoise fêtant la « quinzaine suédoise<sup>136</sup> ». La Suède a montré à Mulhouse au début des années 1960 un message précurseur de la participation féminine dans les projets de société<sup>137</sup>, qu'on retrouvera quelques décennies plus tard, retard d'égalité toujours présent en France malgré leur rôle majeur dans les transformations de la société<sup>138</sup>.

Ce dialogue mulhousien est permis par un contact possible dans l'espace et dans le temps, à la fois de relations en quantité et en qualité, fruits d'une longue histoire de solidarité collective née au sein de l'ancienne République de Mulhouse. Les actions de demain sont admises par la prise de conscience collective. Alors, le « je » disparaît au profit du « nous » pour intégrer l'ensemble des facettes mulhousiennes. L'émergence des transformations ne s'appuie plus exclusivement sur les élites, mais aussi sur les habitants qui œuvrent dans la construction matérielle des projets. M. Mieg rappelle que cette « révolution intérieure » est une implication constitutive

---

<sup>135</sup> La liste des invités et des intervenants tout au long de ces journées mulhousiennes est exclusivement masculine. Les femmes sont même absentes des photos publiques. A ce titre, la photo prise le 12 mai 1959 à la salle des Sports pendant la séance de travail réunissant publiquement 2000 personnes est parlante : à l'exception de quelques femmes dans le public, celle qui est la plus visible est la dactylographe. Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. p.21.

<sup>136</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, « Journée Mulhousiennes 1960 », in *quinzaine suédoise*, vol. 1er partie (Mulhouse à l'heure de l'amitié mondiale, Mulhouse: BSIM, 1960), pp.17-34.

<sup>137</sup> Anne-Marie Daune-Richard, « Activité et emploi des femmes : des constructions sociétales différentes en France, au Royaume-Uni et en Suède », *Sociétés contemporaines* 16, n° 1 (1993): 125-43, <https://doi.org/10.3406/socco.1993.1144>.

<sup>138</sup> Margaret Maruani et Monique Meron, *Un siècle de travail des femmes en France: 1901-2011* (Paris: La Découverte, 2012). p.113.

pour « la prospérité de la collectivité<sup>139</sup> ». L'engagement, authentique et collectif, s'anime grâce aux relations d'amitié des élites mulhousiennes<sup>140</sup> et à la cohésion de groupe qui partage l'adversité des crises. L'honnête engagement ne peut s'accomplir sans amitié, et par là, sans « esprit d'équipe<sup>141</sup> » rappelle le géographe Étienne Juillard. Dans cette démarche, ils œuvrent à configurer le Mulhouse de demain, à spécifier les nouvelles dispositions du territoire et de son industrie<sup>142</sup>, en somme, à façonner un nouveau Mulhouse dont la direction n'était tout simplement pas prévisible « il y a encore 15 ans<sup>143</sup> ». Le dialogue, l'amitié, la confiance permettent à Mulhouse un entraînement collectif pour faire face aux défis. Tout cela devient possible, car l'individu passe en second plan, et il embrasse les mêmes valeurs partagées par les autres, de telle sorte que cette coexistence permet de dépasser le stade de l'attitude prospective pour aller à l'engagement, ce que Gaston Berger estime comme nécessaire pour l'action concrète<sup>144</sup>.

---

<sup>139</sup> « C'est là une indication encourageante et peut-être le signe que, de plus en plus, les élites de notre Ville, dépassant le cadre étroit de leurs préoccupations personnelles, ont fait cette sorte de révolution intérieure, qui consiste à considérer la prospérité de la collectivité comme le fondement irremplaçable et inéluctable du succès individuel. » Bernard Thierry Mieg, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, « Journées Mulhousiennes 1960 », 1960. op.cit.,p.14.

<sup>140</sup> « Nous avons constaté avec satisfaction que des amitiés étaient nées à la faveur de ce travail effectué en commun et que s'était étendu le nombre de ceux qui acceptaient de consacrer une part souvent importante de leurs loisirs au service de l'intérêt général. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées Mulhousiennes 1960*, 1960. Ibid.,p.14.

<sup>141</sup> « Mulhouse, comme elle l'avait déjà fait il y a 150 ans, à l'époque de la fondation de la Société industrielle, donne l'exemple des résultats étonnants que peut obtenir l'esprit d'équipe. Loin de s'opposer dans des querelles stérilisantes, tous ceux qui ont quelque chose à dire et à faire se sont unis : architectes et urbanistes, municipalité socialiste, syndicats à dominance CFTC, patronat héritier des fondateurs, voici plus de cent ans, des œuvres sociales dans l'industrie » Juillard et al., *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*. op.cit.,p.40.

<sup>142</sup> « Pour la première fois ce n'est plus la ville seule qui est l'objet d'une planification et celle-ci n'est plus uniquement œuvre d'architectes ; la ville est considérée dans sa proposition géographique, et aménagée en fonction du rôle qui lui revient dans la zone urbaine sur laquelle elle est appelée à rayonner par ses équipements commerciaux et culturels. » Paul Meyer, « Un nouveau plan d'aménagement de Mulhouse; ville et zone urbaine », *Cahiers de géographie jurassienne et rhénane*, Regio Basiliensis, II/1 (13 décembre 1961): pp.62-65.

<sup>143</sup> « D'une part la ville elle-même est appelée à changer de figure, d'autre part toute une zone urbaine est en train de s'esquisser et ceci dans une direction absolument imprévisible il y a seulement quinze ans. » Meyer. Ibid.,pp.63.

<sup>144</sup> « Le même sentiment qui inspire ces écrivains pousse aujourd'hui beaucoup d'hommes d'action à former avec quelques autres de petits groupes d'amis dans lesquels puissent se nouer des conversations à la fois sérieuses et fraternelles. Ceux qui portent de lourdes responsabilités ont besoin de s'arracher à leur solitude et de parler à des camarades de ce qui déborde de leur métier. Il s'agit pour eux de tout autre chose que d'associer leurs intérêts ou de chercher une agréable détente : ni club, ni parti, ni association, simplement une vraie rencontre. » Gaston Berger, « Quelques caractères généraux du monde actuel », in *Phénoménologie du Temps et Prospective*, 1959, p.268.



La pensée sur l'avenir de Mulhouse est plus proche d'une science de la pratique que d'une théorie de l'action. Cette pratique est même une tradition à Mulhouse puisque la cité est considérée comme la capitale industrielle de la région, l'initiatrice des programmes sociaux dans l'habitat et comme l'instigatrice du Grand Canal d'Alsace<sup>145</sup>. Pour autant, en cette fin des années 1950 et début des années 1960, Mulhouse se trouve « à un tournant de son histoire<sup>146</sup> », rappelle Émile Muller, comme en 1746 avec les premières manufactures. Et l'engagement prospectif permet cette bascule de « l'histoire » en insufflant les bases du renouveau mulhousien : création du centre universitaire et technique lors des « Journées scientifiques de Mulhouse » de 1958, aménagement de la région mulhousienne et implantation et construction d'usines lors de la « Journée Mulhousienne de l'Urbanisme » de 1959, renouveau du tourisme et des programmes de jeunesse lors des « Journées mulhousiennes » de 1960, et enfin organisation du « Jour Mondial de l'Urbanisme » le 8 novembre 1960. Les Mulhousiens sont embarqués dans l'action concrète et dans la réalisation. Mais tout cela ne s'est pas réalisé sans pression. Outre les crises et la course au progrès, ce sont aussi les risques d'un sous-développement<sup>147</sup> qui condamnaient les Mulhousiens à l'action.

L'engagement prospectif de l'élite a permis de reconfigurer une métamorphose possible de Mulhouse pour en faire une ville prospective, une ville de création collective.

---

<sup>145</sup> « On ne peut pas oublier de mentionner cet esprit mulhousien pour qui oser, entreprendre, organiser, est une tradition. C'est à cet esprit que Mulhouse doit d'être la capitale industrielle de la région, c'est à Mulhouse que l'on doit les premières réalisations sociales des industriels dans le domaine de l'habitat, c'est à Mulhouse que l'on doit l'idée du Grand Canal d'Alsace. » Pierre Marty, *L'aménagement industriel de la région de Mulhouse en fonction du Rhin et du Grand Canal d'Alsace*, vol. spécial 4, Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse 705 (Mulhouse: BSIM, 1961). p.96.

<sup>146</sup> « La ville de Mulhouse se trouve donc à un tournant de son histoire, comme le fut en 1746 au moment de l'établissement des premières manufactures de toiles peintes, qui fut la ferme de son prodigieux essor industriel, et comme elle le fut au début de ce siècle lorsque furent découverts dans sa proximité immédiate les importants gisements de potasse. » Emile Muller, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, « Journées Mulhousiennes 1960 », 1960. op.cit.,p.11.

<sup>147</sup> « Ce fut à Mulhouse, comme dans le reste de l'Alsace, une tâche difficile de montrer que, sous les dehors d'une vie industrielle, d'un habitat enviable (comparé à celui d'autres villes), d'un équipement urbain qui se voulait modèle – et qui l'était à bien des égards – une vigoureuse expansion devenait nécessaire si on voulait éviter les risques d'un sous-développement. » Paul Meyer, in Juillard et al., *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*, Revue trimestrielle:10. op.cit.,p.72.

### 1.3 L'imagination au profit de l'aventure du projet

La métamorphose de Mulhouse par l'attitude prospective engagée suite aux crises et à la course du progrès exige pour sa mise en œuvre de l'imagination. S'il n'existe pas encore de méthodes de prospective à la fin des années 1950<sup>148</sup>, il est possible néanmoins de s'appuyer sur six aptitudes fondamentales : calme, imagination, esprit d'équipe, enthousiasme, courage et sens de l'humain<sup>149</sup>. L'ensemble de ces qualités sont intimement liées à l'éducation, mais l'une d'entre elles est la plus indispensable pour la réalisation de projet, c'est l'imagination comme le rappelle M. Dollfus<sup>150</sup>. Celle-ci n'est pas un processus irréel et poétique, non plus une fantaisie, mais bien une capacité à refléter une intuition en un projet. À Mulhouse, il ne s'agit pas d'art, mais d'une imagination créatrice pouvant s'épanouir dans les sciences de la pratique de l'attitude engagée mentionnées dans le précédent paragraphe. Les œuvres imaginées tout au long des différentes journées mulhousiennes sont réellement perceptibles comme « quasi-objet » comme le montrent aussi le grand nombre de plaquettes, maquettes géantes et croquis exposés<sup>151</sup>. L'imagination libère l'esprit et offre un potentiel de liberté pour anticiper les problèmes à venir, car « Mulhouse travaille non pas pour se maintenir, mais pour créer<sup>152</sup> ». Il ne s'agit pas de rêve<sup>153</sup>, mais bien de « disponibilité de l'esprit » qui,

<sup>148</sup> « J'entends par (la prospective) une étude dont les méthodes sont à élaborer, mais qui est indispensable et qui s'appliquerait à regarder l'avenir avec une imagination si vive, mais aussi avec une objectivité si parfaite qu'il deviendrait possible de préparer nos enfants aux situations dans lesquelles ils pourront se trouver placés. » Gaston Berger, « L'accélération de l'histoire et ses conséquences pour l'éducation », in *L'homme moderne et son éducation* (Paris, 1957). p.130.

<sup>149</sup> Michel Godet et Philippe Durance, *La prospective stratégique: pour les entreprises et les territoires*, Dunod (Paris: Dunod, 2011). p.12.

<sup>150</sup> « Elaborer un projet dans l'intimité d'une commission de travail est une chose, elle nécessite de l'imagination et de la logique. » Jean Dollfus, président de la SIM, in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.7.

<sup>151</sup> De ces nombreux « quasi-objet » présentés, l'avant-projet du Collège universitaire type parisien ou provincial (p.54 & 57), la maquette du futur centre universitaire (p.70 & p.84), la maquette du nouveau lycée de garçon de Mulhouse (p.86), et la plaquette de Claude Harang du centre universitaire et de son ensemble (p.108,109,110) Bulletin de la société industrielle de Mulhouse (journées scientifiques). Et plan de la tour de l'Europe et du quartier (p.12 & 33), plan de masse de 500 logements (p.18 & 20, p.26), maquette géante des nouvelles constructions (p.21 et 22), de l'ensemble sportif (p.28 & 30), et de la zone industrielle d'Ile Napoléon (p.38) Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*.

<sup>152</sup> « Mulhouse est une ville qui semble continuellement travaillée par une crise de croissance, c'est dire qu'en chaque domaine, chacune de ses actions ne vise pas seulement à se maintenir, mais à

selon le philosophe Jean-Philippe Pierron, donne une « capacité à faire varier des possibles, augmentant notre présence à l'action, rendant l'initiative praticable<sup>154</sup> ». L'imagination devient le projet et contribue grandement à la vision prospective de la ville. Paul Meyer souligne dès 1962, dans son « bilan d'anticipation » sur Mulhouse, cette attitude qui consiste à susciter la curiosité par l'imagination en se plaçant délibérément en 1970/72 dans ses analyses pour avoir une vue d'ensemble sur les actions des années 1960<sup>155</sup>. Pour autant, il ne s'agit pas non plus de perdre tout sens critique, mais de garder une certaine capacité d'émerveillement et d'autocritique, c'est en tout cas l'observation de Mme Rieffel, déléguée régionale du tourisme, à l'égard des élites nationales qui se précipitent dans la prospective en cherchant à établir des lois. Selon elle, il faut du « génie et un génie prophétique » pour imaginer l'avenir<sup>156</sup>. L'imagination créatrice des Mulhousiens offre une capacité d'émerveillement pour les engager dans des projets porteurs d'actions concrètes<sup>157</sup>. L'émerveillement sur les futurs possibles de Mulhouse tend à les provoquer, ce que Philippe Langlet, alors secrétaire général de la SIM, considère comme « exaltant

---

créer. » M. Gros et M. Zuber, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, « Journées Mulhousiennes 1960 », 1960.op.cit.,p.7

<sup>153</sup> Jean Dollfus, président de la Chambre de Commerce et de la SIM, dit lors de son discours sur l'évolution des moyens de formation mise en œuvre pour satisfaire les besoins de l'industrie textile : « Il s'agit simplement de vous donner l'assurance que les projets qui vous seront exposés au cours de cette journée, ne sont pas des vues de l'esprit et des constructions de rêve, mais qu'ils sont solidement ancrés dans une terre qui a montré par son long passé, qu'elle pouvait nourrir des établissements de formation très divers et qu'elle se prêtait à l'étude des formules nouvelles. », Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées Textiles de Mulhouse*. op.cit.,p.17.

<sup>154</sup> Jean-Philippe Pierron, *Les puissances de l'imagination: essai sur la fonction éthique de l'imagination*, Recherches morales (Paris: Les éditions du Cerf, 2012).p.11.

<sup>155</sup> « Mais pour n'avoir pas à employer un futur prophétique ou de probabilités, il a eu recours à un artifice : se plaçant délibérément en 1970/1972, il essaie d'évoquer au plus-que-parfait ce que les grands changements des années 1955/70 sont censés avoir apporté à la physionomie générale de la cité haut-rhinoise. Bilan d'anticipation, volontairement empirique et qui n'a pour but que d'éveiller l'intérêt et la curiosité pour le problème vu dans son ensemble. » Paul Meyer, « Mulhouse d'hier et... de demain », in *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1992).op.cit.,p.61.

<sup>156</sup> « J'ai été frappé par la notion exprimée par des hommes de lettres, de sciences, des politiciens aussi, qui parlait de « prospective » et cherchaient à établir ses lois. Ils estimaient, en effet, qu'il faut établir des plans en fonction des progrès accélérés du monde et partir de l'avenir pour réellement penser le présent et non le contraire. Mais il faut pour cela véritablement du génie et un génie prophétique réservé à une élite. » M-A Rieffel, « L'Alsace touristique dans dix ans », in *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1992). Ibid.,p.98.

<sup>157</sup> Gaston Berger déclarait à propos des Mulhousiens lors de son allocution finale aux journées scientifiques : « J'ai dit : projet, non point rêve. Le rêve nous détourne de l'action, le projet nous contraint au travail et c'est un projet auquel vous avez travaillé, un grand, un beau projet et un projet qui se réalisera ». Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.124.



pour l'esprit », ce qui est même susceptible de créer une puissance de changement en réponse à la « préoccupation du cœur : améliorer la condition de l'homme <sup>158</sup>». L'imagination permet d'une part de désinhiber la conduite des projets mulhousiens en introduisant des ruptures dans le paysage socioéconomique assez conservateur de Mulhouse, et d'autre part, en solidifiant le futur panorama mulhousien, elle forge, d'après M. Loudet, directeur général des services techniques de la ville de Mulhouse, une nouvelle identité géographique et sociale à la cité <sup>159</sup>. L'action devient possible grâce à l'imagination, et elle est selon Pierre Massé, un « radar temporel qui scrute les ramifications du possible <sup>160</sup>».

L'imagination demande de l'impétuosité pour transformer des rêves en projets qui ne peuvent se concrétiser qu'avec enthousiasme et courage d'entreprendre et d'inventer. Ce regard prospectif est issu d'un produit collectif. Et c'est en se mélangeant avec les autres qu'on peut vivre l'expérience de l'imaginaire avant de solidifier <sup>161</sup> les actions concrètes comme l'explique M. Pozzi lors du « 11e jour mondial de l'urbanisme. » De la fin des années 1950 au début des années 1960, les décideurs de Mulhouse n'ont cessé de se retrouver pour former la même vision créatrice de la ville. L'empathie et le sens aigu du civisme autorisent une communion collaborative et positive pour créer une conscience unique et partagée pour le

---

<sup>158</sup> Suite à son intervention sur le très vaste ensemble universitaire, technique, sportif et résidentiel, Langlet dit : « Faut-il ajouter que cette perspective suffit à mobiliser les énergies et susciter les enthousiasmes car si un tel projet d'urbanisme est exaltant pour l'esprit il révèle aussi une préoccupation du cœur : améliorer la condition de l'homme. » Philippe Langlet, « L'ensemble universitaire, technique et sportif » (Mulhouse: Société Industrielle de Mulhouse, 12 mai 1959), Br 2367/4. p.7.

<sup>159</sup> Suite à ces projets imaginés, Loudet met en exergue les potentiels changements géographiques et sociaux : « Dans ces conditions, ce programme d'équipement sera prévu et pensé suivant les deux dimensions, c'est-à-dire : - d'une part, la dimension géographique qui découle des lieux – et d'autres part, la dimension sociale qui forme le corollaire des activités de la population. » Loudet, « Sur la nouvelle zone résidentielle » (Mulhouse: Société Industrielle de Mulhouse, 12 mai 1959), Br 2367/5.p.2.

<sup>160</sup> Pierre Massé nous dit dans son texte de 1959 « Préviation et prospective » : « Après avoir remis en cause, la Prospective doit remettre en ordre. Munie d'un radar temporel qui scrute les ramifications du possible, son rôle est de crayonner d'une main à la fois précise et légère les visages de l'avenir. » Gaston Berger et al., *De la prospective: textes fondamentaux de la prospective française, 1955-1966* (Paris: L'Harmattan, 2008). op.cit.,p.117.

<sup>161</sup> Après avoir expliqué la participation des différents acteurs mulhousiens aux journées de l'urbanisme de 1959, Pozzi met en évidence le caractère collectif des projets imaginés : « Cette confrontation de points de vue a, de toute évidence, donné aux études une assise plus solide et un plus large crédit, aussi bien vis-à-vis des autorités que de la population. » Pozzi, « Rendez-vous du 11e jour mondial de l'urbanisme ». op.cit.,p.60.

développement de Mulhouse, de telle sorte que même les publicités en font une référence comme « ville en marche<sup>162</sup> ».

Mais tout cela suppose une bonne entente des différentes parties prenantes du territoire. Or à ce moment-là, la municipalité est de gauche, la SIM et la Chambre de Commerce représentent le patronat alsacien, et les attitudes politiques et syndicales des milieux populaires s'accordent avec la mentalité chrétien-sociale ou chrétien-démocrate<sup>163</sup>. L'esprit d'équipe entre ces acteurs n'aurait pas été envisageable sans la social-démocratie, plus pragmatique que révolutionnaire, ce qui explique la collaboration entre les socialistes de la municipalité et le patronat de la SIM et de la Chambre de Commerce<sup>164</sup>. La SIM fédère le patronat depuis 1825 en défendant ses propres intérêts tout en étant soucieuse de l'ensemble de la collectivité. Pourtant, à en croire l'hypothèse de Raymond Woessner, ce n'est qu'à la fin des années 1950 qu'apparaît la première vision prospective du territoire, car le patronat avait jusque là « un comportement teinté de féodalité où chacun construit d'abord une micro-société et un territoire qui lui appartient<sup>165</sup> ». La prospective est certes une première dans les années 1960, mais elle s'inscrit dans la continuité de l'action de la SIM. Les patrons mulhousiens ont été capables de s'associer pour créer une même vision de Mulhouse, développant un esprit d'équipe pour construire un projet politique et social commun. L'imagination a ici permis d'organiser l'intérêt général de Mulhouse comme une propriété absolue d'une société à construire, sans quoi il n'aurait pas été possible d'unifier les moyens. L'imagination créatrice défriche la vision des

---

<sup>162</sup> A ce titre, les plaquettes publicitaires publiées lors des Journées du Tourisme mettent en exergue la ville en marche. C'est le syndicat d'initiative qui est à l'origine de ce projet avec le concours de la Municipalité, de la Chambre de Commerce et de la SIM. Conception et réalisation de Yves Ruhlmann et impression de Braun et Cie, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, « Journées Mulhousiennes 1960 », 1960. op.cit.,pp.46-47.

<sup>163</sup> Paul Meyer rappelle les caractéristiques politiques des mulhousiens : « C'est à ce courant (par rapport à l'épargne) qu'on peut rattacher cette mentalité chrétien-sociale ou chrétien-démocrate très perceptible dans les attitudes politiques et syndicales des milieux populaires mulhousiens. » Meyer, « Mulhouse: Le poids de l'histoire dans une structure urbaine ». op.cit.,p.99.

<sup>164</sup> « L'autre courant, bien naturel dans cette ville ouvrière, est celui de la « Social-démocratie » ; il a donné naissance à ce socialisme plus réformateur que révolutionnaire, plus soucieux d'efficacité que d'idéologie ; d'où cette collaboration entre la municipalité socialiste et la Société Industrielle. » Meyer. Ibid.,p.99-100.

<sup>165</sup> Raymond Woessner met en exergue une histoire du territoire mulhousien désarticulé : « Et pourtant, nul plan d'ensemble de cité idéale, qui aurait pu s'inspirer des utopies des Lumières, n'a jailli. Risquons une hypothèse : ce patronat si moderne n'avait-il pas aussi un comportement teinté de féodalité, où chacun construit d'abord une micro-société et un territoire qui lui appartient ? De fait, la première vision d'ensemble du territoire, purement prospective, n'apparaît qu'à la fin des années 1950. » Woessner, « Enfin une agglomération ». op.cit.,p.150.

décideurs locaux en les installant inéluctablement « au rond-point de l'avenir<sup>166</sup> ». Cette force de se rassembler autour d'une imagination créatrice permet de détecter les inerties et les capacités de changement de Mulhouse grâce aux hommes stimulés par l'esprit d'équipe. C'est la « clé de voute<sup>167</sup> » de l'essor mulhousien. Néanmoins, il faut donc inventer collectivement<sup>168</sup> avant de construire l'avenir<sup>169</sup>. Ce processus d'inventivité n'est, répétons-le, pas nouveau à Mulhouse. Un rapporteur du jury de l'Exposition Universelle de Paris (1878), cité par Pierre Fluck, a témoigné en ce sens : « Mulhouse sert d'émule ou d'école à tous les pays du monde<sup>170</sup> ».

Or à la fin des années 1950 s'il y a bien un domaine qui demande de l'imaginaire et une grande adaptation, c'est bien celui des techniques. Et la ville peut une nouvelle fois s'appuyer sur son histoire puisque son modèle technico-économique a déjà défié l'imagination<sup>171</sup>. La technique peut permettre à la prospective de prendre forme à partir de l'imaginaire. Les décideurs discernent bien la dualité de l'évolution du monde et de Mulhouse et l'évolution des techniques modernes, dont la puissance ne cesse de s'amplifier et d'accélérer. « L'avenir est déjà en cours de réalisation<sup>172</sup> » signale M. Girardet, ingénieur ponts et chaussées,

---

<sup>166</sup> « De même devons-nous pas prédire des événements prétendus inéluctables, et calculés sur le modèle du présent, mais ouvrir notre esprit à une vue totale de l'avenir. La totalité de la vision est un point essentiel. [...] Mais dira-t-on, comment se placer d'emblée au point central d'où l'on peut apercevoir les multiples avenues, comment s'installer au rond-point de l'avenir ? » Bourbon-Busset, *Au rond-point de l'avenir*. op.cit.,p.100.

<sup>167</sup> Dans un article des dernières nouvelles du Haut-Rhin de 1964, on mentionne cet imaginaire qui stimule l'esprit d'équipe pour le nouvel essor de Mulhouse : « Tous les espoirs sont tournés vers cette bande de terre triangulaire où, depuis des décennies, ont été assemblés tous les éléments de la réussite : sous-sol riche, eau, transports faciles, énergie peu coûteuse... Le secteur industriel d'Île Napoléon et celui d'Ottmarsheim seront bien, si les plans se réalisent et que les hommes les exécutent, la clé de voûte de l'économie et de l'expansion de toute la région mulhousienne... » Dernières Nouvelles du Haut-Rhin, « Mulhouse demain ». op.cit.,p.15.

<sup>168</sup> « Les nouvelles conditions fournissent des chances exceptionnelles, qu'une « géographie volontaire » essaie d'aménager. Au centre d'une région marquée davantage par la volonté coordinatrice de l'homme que par l'anarchie des initiatives individuelles, la ville elle-même ne se veut pas une « immense machine à habiter », mais l'expression d'une société et d'une culture. » Meyer, « Mulhouse d'hier et... de demain ». op.cit.,pp.77-78.

<sup>169</sup> Chloé Vidal.op.cit.,p.104.

<sup>170</sup> Pierre Fluck et Jean-Marc Lesage, *Mulhouse, trésors d'usines* (Mulhouse: Le Verger Editeur, 2019). p.198.

<sup>171</sup> « Le modèle mulhousien, c'est tout à la fois une expansion technico-économique qui défia les imaginations, la philanthropie des patrons exprimée au travers de réalisations avant-gardistes (au premier rand desquelles la Cité) pour le mieux-être du peuple ouvrier, la fusion des savoirs et des savoir-faire enfin dans une société industrielle – à travers l'attachement passionnel des fabricants pour les sciences, les arts et les techniques-, une démarche audacieuse qui met fin au cloisonnement obscurantiste des protoéconomies. » Fluck et Lesage. Ibid.,p.198.

<sup>172</sup> « Au début de cet exposé, j'ai opposé les projets routiers aux projets, à caractère plus spécifiquement urbanistique, de créations de grands ensembles et au développement de zones

lors de son discours à la journée de l'urbanisme sur les projets routiers et les zones industrielles. Par ailleurs, les nouvelles techniques de communication, routières, industrielles, urbanistiques, et scientifiques de la cité donnent l'opportunité de s'engager dans l'action grâce à une vision claire<sup>173</sup> du développement de la ville<sup>174</sup>. À Mulhouse, les techniques étaient au service de l'homme au contraire de la puissance, car les réalisations étaient avant tout portées pour « l'harmonie et le développement de l'homme » et dans un « grand esprit de fraternité<sup>175</sup> » souligne Gaston Berger. Ce dernier se serait-il inspiré de son expérience mulhousienne de 1958 lorsqu'il écrit la même année : « La technique est faite pour l'homme et l'homme pour le bonheur<sup>176</sup> » ?

Ce sont justement les valeurs de l'élite mulhousienne qui permettent de limiter l'impact de la technique sur la cité. Et même s'il y a un fort besoin ressenti d'ingénieurs et de techniciens pour l'avenir de la ville<sup>177</sup>, il ne s'agit pas développer une « science et technique sans conscience ». La technique est vue comme un outil qui naît dans l'imagination collective. M. Servan-Schreiber, directeur des « Echos », ne manque pas de souligner la précocité de Mulhouse sur son temps et son statut de capitale du progrès<sup>178</sup>. Le mythe de Faust imaginé à une cinquantaine de

---

industrielles. Les premiers sont davantage des prévisions d'avenir, les seconds, qui sont aussi bien sûr des prévisions d'avenir, sont cependant déjà en cours de réalisation. » Roland Girardet « Les voies de communication: analyse des éléments du complexe intercommunal réalisable à court eou moyen terme », 12 mai 1959, BR 2367/6. p.7.

<sup>173</sup> « La ville Mulhouse, c'est-à-dire ce complexe dynamique qui, en l'année 1960, a pris conscience que les facteurs géographiques, économiques, humains, historiques, la désignaient à l'action, au risque et à la vision claire de sa propre valeur, pose, en une formule nouvelle, les jalons de son développement futur. » M. Zuber et M. Gros, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées Mulhousiennes 1960*, 1960. op.cit.,p.7.

<sup>174</sup> « Ainsi, malgré certaines pesanteurs dont tous les milieux informés avaient conscience, malgré un contexte national dirigiste et centralisateur assez défavorable aux élites régionales, l'économie alsacienne paraissait bien armée pour affronter avec succès la nécessaire modernisation que les nouvelles règles du jeu de la concurrence et de l'ouverture des marchés, tardivement appliquées par la France, allaient néanmoins imposer. » Nicolas Stoskopf et Vonau, « La grande mutation industrielle ». op.cit.,p.165.

<sup>175</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.61.

<sup>176</sup> Gaston Berger, « Humanisme et technique », in *L'homme moderne et son éducation* (Paris, 1958). p.151.

<sup>177</sup> Comité d'Action Haut-rhinois, « Rapport général de l'enquête sur les besoins régionaux en personnel scientifique et technique », vol. Bulletin trimestriel numéro 2 (*Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*, Mulhouse: BSIM, 1958). p.18.

<sup>178</sup> « Mulhouse a toujours été en avance sur son temps. A la belle époque, où ce n'était pas courant, elle était la capitale de la liberté et de la tolérance ; aujourd'hui, elle est celle du progrès et de l'effacement des frontières. On sent bien, dans les conversations avec chacun de ses dirigeants, que

kilomètres de Mulhouse, « Le portrait de Dorian Gray » du roman d'Oscar Wilde dont le personnage fait le vœu insensé, qui le conduira à sa perte, de donner son âme pour ne pas vieillir, ou encore, Raphaël de Valentin du roman « La peau de chagrin » d'Honoré de Balzac, qui finira misérable et décrépît, au fur et à mesure de la satisfaction de son désir, mue par l'accroissement de puissance ; sont autant de références philosophiques qui traitent de cette course à la puissance. Et il faut justement de l'intelligence et des aptitudes pour ne pas sombrer dans cette course à la puissance, d'autant plus que le progrès technique se mélange avec l'action. Ainsi, c'est la vision prospective des décideurs locaux qui permet ce détachement grâce à la combinaison de la lucidité et de la raison accordant un sentiment de vulnérabilité face aux crises, au temps et aux transformations en cours, pour éviter que « la race meurt »<sup>179</sup>.

Si ces journées mulhousiennes se succèdent pour imaginer le Mulhouse de demain, il n'y a pourtant pas de hiérarchie établie entre la nécessité de s'engager dans l'urbanisme, l'industrie et la science. Il n'y a pas une thématique plus importante qu'une autre autant sur l'investissement en temps qu'en argent. Tout est jugé comme nécessaire à la bonne dynamique de la ville dans un élan pragmatique. G. Berger souligne cette capacité de travail des Mulhousiens : « les inaugurations c'est beau mais les séances de travail c'est mieux<sup>180</sup> ». Il s'agit ici d'une part d'un travail de labeur comme une obligation pour la survie de la ville fortement encouragé

---

bien au-delà de Mulhouse, ce sont tous les départements voisins, ce sont nos deux pays voisins et amis qui sont visés ; on peut donc parler de Mulhouse comme un leader international européen.» M. J-C Servan-Schreiber, directeur des « Echos », Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.47

<sup>179</sup> M. Lods, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux, explique justement toutes les problématiques qu'entourent l'envie du progrès et de la préservation pour les générations d'aujourd'hui et de demain : « Donc une grande partie de notre travail est un travail de frères pêcheurs : nous devons répandre autour de nous des vérités qui sont indispensables à connaître si on ne veut pas que la race meurt ! [...] Votre vie de chaque jour en dépend, et plus encore puisque l'urbanisme est l'effort d'une génération au bénéfice de la suivante, de ce que vous décidez et de ce que allez faire dépend, pour des dizaines et des dizaines d'années, la forme de vie de vos enfants ! » M. Lods, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. op.cit.,p.52

<sup>180</sup> « Il y a des cérémonies qui ont un charme particulier dit-on, mais on se blase vite sur des charmes de ce genre, ce sont les inaugurations. Mais il y en a que je trouve plus belles encore que les inaugurations, ce sont les séances de travail où l'on prépare ce qui va être fait. Car dans le premier cas, on se retourne vers le passé, et les choses faites ont toujours quelque goût de cendre. » Gaston Berger, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.124.



par la culture régionale<sup>181</sup> et les traditions<sup>182</sup> du travail, et d'autre part, d'un travail d'édification comme modèle de durabilité actant l'inscription dans la vie politique de la cité. L'émergence de ces éléments est rendue possible par l'espace commun partagé par ces décideurs et par la reconnaissance de la parole de l'autre. Ils se reconnaissent responsables de la situation et comme les animateurs de l'avenir de Mulhouse. Émile Muller, grand artisan de ces journées mulhousiennes, met en exergue le caractère laborieux des études menées pour l'avenir de la ville : « C'est tout simplement la somme des efforts et des bonnes volontés de tous ceux qui savent qu'en ces Journées se joue certainement l'avenir de notre ville<sup>183</sup> ».

La création de cet espace commun partagé conditionne l'action politique de la ville. La forte participation des techniciens et ingénieurs lors de ces journées ne technocratise pas pour autant l'action politique. C'est justement ce mélange subtil entre technique, intérêt général et vision future partagée de ces « technocrates » qui écarte toute dérive technocratique. Le ministre Pierre Sudreau alerte quand même les Mulhousiens de cette dérive potentielle, car l'administration ne « détient pas obligatoirement la vérité<sup>184</sup> ». Au contraire, l'accent est mis sur le travail en équipe, sans quoi l'action politique n'est même pas envisageable. M. Mieg rappelle au ministre Pierre Sudreau cette force du collectif mulhousien qui est la « plus grande et plus authentique richesse<sup>185</sup> ». La possibilité de l'action existe dans la diversité et

---

<sup>181</sup> Les auteurs ont analysé la stratégie industrielle et le fonctionnement des entreprises de la région à travers un examen minutieux des archives des entreprises pour comprendre les éléments dynamisants. Ils montrent pourquoi des investisseurs étrangers ont choisi de s'implanter en Alsace et selon eux, c'est la dualité franco-germanique du travail bien fait et de la créativité qui a poussé ces investisseurs à s'installer en Alsace. Marc Drouot, André Rhomer, et Nicolas Stoskopf, *La fabrique de produits chimiques Thann et Mulhouse*, La nuée bleue, 1991. p.234.

<sup>182</sup> « Ainsi vers le milieu du 20<sup>e</sup> siècle, la vitalité de la région mulhousienne, apparaissait avec ses forces et ses faiblesses : volonté de ses chefs d'entreprise opérant les reconversions nécessaires pour tenir tête à une crise latente, solides traditions de travail et de discipline d'une main-d'œuvre très attachée à sa région, mais toujours guettée par le sous-emploi, volonté farouche de la part de tous de se maintenir, quelle qu'en soit la forme. » Meyer, « Mulhouse d'hier et... de demain ». op.cit.,p.69.

<sup>183</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.117

<sup>184</sup> « On ne consulte jamais assez, et l'administration doit abandonner son orgueil réglementaire, car il ne faut pas, sous prétexte qu'on détient depuis toujours le pouvoir de réglementer, croire qu'on détient obligatoirement la vérité. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.63.

<sup>185</sup> M. Mieg démontre au Ministre la faculté des mulhousiens à faire face aux nouveaux problèmes important pour la cité ou pour certaines catégories de ses habitants : « Sans doute y a-t-il là une force qui s'ajoutant aux larges visions d'urbanisme, dont notre Maire, nos édiles et nos services municipaux ont su s'inspirer, qui s'ajoutant à la volonté expansionniste de nos industriels et de nos commerçants, qui s'ajoutant à l'admirable solidarité de nos artisans et de nos ouvriers notre plus grande et plus authentique richesse. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. op.cit.,p.43.

plus les liens sont forts entre les participants, plus l'assise politique prend forme. C'est aujourd'hui une banalité de le penser, mais c'était tout à fait innovant à l'époque de la gouvernance verticale. Lors de la journée mulhousienne de 1960, M. Gros, vice-président de la SIM, mentionne cette nécessité de se connaître pour faire œuvre<sup>186</sup>. L'ensemble de la communauté mulhousienne est considéré comme essentiel pour l'avènement d'un nouveau Mulhouse. L'union des forces en présence conduit le changement afin de constituer une cohérence pour regarder vers l'avenir<sup>187</sup>, et le partage commun et collectif de cette vision va la construire<sup>188</sup>.

La vision prospective des décideurs locaux en cette fin des années 1950 et début des années 1960 apporte des éclairages sur le temps et l'espace du territoire, redonne un sens profond à l'intérêt général, ce qui constitue les fondements du travail d'équipe pour les projets communs à venir. Pour agréger les visions d'avenir de Mulhouse face au temps ouvert, il convient néanmoins de déterminer un agenda. En effet, les projets mulhousiens ainsi imaginés demandent un calendrier de mise en œuvre.

Les différentes journées mulhousiennes semblent pertinentes pour dérouler les projets d'avenir. M. André, président du Comité d'Action Haut-Rhinois (CAHR), représentant le Président Pflimlin, affirme que les journées scientifiques de Mulhouse présentent l'avenir économique de la ville, mais aussi de toute l'Alsace<sup>189</sup>,

---

<sup>186</sup> M. Gros, président de la Commission Culturelle des Journées Mulhousiennes de 1960, met en exergue cette nécessité de créer du lien pour œuvrer : « Ainsi les Journées Mulhousiennes 1960 auront apporté leur pierre à l'édifice de la Cité, et, il faut l'espérer, aussi aidé chacun par une meilleure connaissance des hommes et de leurs œuvres, à se mieux connaître lui-même » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées Mulhousiennes 1960*, vol. 2eme partie, 703 (Mulhouse: BSIM, 1960).p.17.

<sup>187</sup> Jean Sainteny lors de la Journée du tourisme, alors commissaire général du tourisme et représentant du Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme, apporte un regard extérieur sur la capacité des mulhousiens à s'unir pour créer la même vision de l'avenir : « C'est dire l'importance des problèmes économiques et humains que pose le tourisme, et je félicite les organisateurs de ces journées qui, sachant regarder vers l'avenir, abordent, cette année encore, un sujet de premier plan. Je les félicite également pour la mise au point d'un programme qui fera apprécier la valeur des études et des réalisations présentées. » Jean Sainteny, « Journée du tourisme », 19 mai 1960, BR 664. Introduction.

<sup>188</sup> Gaston Berger souligne cette importance de l'esprit d'équipe pour vivre ensemble dans un entretien accordé à Louis Pauwels le 16 juin 1960 : « Mais si au lieu d'être rétrospectifs, nous sommes prospectifs, si nous pensons à nos projets, c'est encore beaucoup plus vrai. Nous ne pouvons plus rien faire qu'ensemble. » Il s'agit d'un extrait de l'entretien télévisuel de Gaston Berger mené par Louis Pauwels le 16 juin 1960 sur « L'avenir. Prospectives ». Ressource INA.fr.

<sup>189</sup> M. André, représentant du Président Pflimlin, Président du Comité d'Action pour l'Economie Alsacienne dit : « Il m'a d'ailleurs prié de représenter ici notre Comité Economique Régional, étant donné le grand intérêt que doivent présenter ces Journées pour l'avenir économique non seulement de Mulhouse et de sa région, mais de l'Alsace tout entière. » Bulletin de la société industrielle de



et qu'elles constituent un facteur déterminant pour le 20<sup>e</sup> siècle<sup>190</sup>. De 1958 à 1961, ces journées permettent d'une part une mise en perspective de la complexité contemporaine, la mobilisation des décideurs mulhousiens, le questionnement des valeurs, et, d'autre part de donner une compréhension des tâches qu'il reste à effectuer ou déjà achevées comme l'attestent les différentes visites de chantiers de 1958<sup>191</sup>, 1959<sup>192</sup> et de 1961<sup>193</sup> avec les personnalités des Ministères, de la région, du département et de la ville. Le temps des projets est un temps linéaire qui sert à la bonne conduite des réalisations et le plus raisonnablement possible. L'imagination créatrice n'est plus seulement une simple impression d'avenir ou de construction des possibles, elle devient progressivement un élément mesurable, quantifiable, et séquentiel. L'imagination se transforme en une densité concrète et tangible. Ce présent est donc une réalisation de la vision prospective des décideurs. La concrétisation rapide voire fulgurante de ces projets d'avenir dans le présent immédiat est un moment unique dans l'histoire de Mulhouse au XX<sup>e</sup> siècle.

---

Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.119.

<sup>190</sup> Ibid.,p.120.

<sup>191</sup> Les débats consacrés aux aspects sociaux, techniques et financiers du futur ensemble universitaire, technique et sportif de Mulhouse, furent précédés par une visite des terrains de l'illberg, sur lesquels doit s'édifier cet ensemble. Après avoir « inauguré » la nouvelle rocade, encore en chantier, qui sera le premier tronçon de la future route de Paris, les visiteurs, composés des haut fonctionnaires du Ministère de l'Education Nationale et des principales autorités départementales et municipales, purent se rendre compte de l'importance des terrains (150 hectares d'un seul tenant) et de leur situation privilégiée. Le groupe se rendit aussi sur l'emplacement du Centre de Recherches Textiles dont les travaux venaient de commencer.

<sup>192</sup> Après les exposés de M. Juillard et M. Pozzi, une visite des principaux ensembles de construction, réalisés ou en chantier, fut organisée à l'intention de M. Sudreau et des personnalités de son Ministère qui l'avaient accompagné à Mulhouse : M. Randet, directeur de l'Aménagement du Territoire, Macé, directeur de la Construction, Morel et Raynaud, conseillers techniques, Marini, inspecteur général, Recorbet, urbaniste en chef, Kold, chargé de mission, Lobry, attaché de presse. Il ne fallut pas moins de sept cars de tourisme pour transporter toutes les personnalités nationales et régionales qui accompagnaient le Ministre. Avant de gagner la Salle des Sports, où devait se dérouler la séance de travail consacrée à l'analyse des éléments du complexe intercommunal mulhousien, le groupe des personnalités se rendit à la Cité Jean Wagner, au Centre de Recherches Textiles, aux chantiers des 500 logements de la Somapro, à la fondation Wallach et au chantier du lycée de garçons (Lycée Albert Schweitzer).

<sup>193</sup> Il y eut la visite des réalisations et chantiers du Centre de Recherches Textile, du Collège Scientifique Universitaire, et du terrassement de la nouvelle école de chimie. L'exposition « Enseignement – Industrie Textile », tout en mettant en relief les réalisations mulhousiennes en matière d'enseignement et de recherches textiles, présentait les développements futurs de l'enseignement à Mulhouse, enseignement aussi bien universitaire que technique. Des panneaux complémentaires décrivaient l'historique, le rôle et les débouchés de chacune des écoles techniques ou supérieures de Mulhouse. Il y eut également la visite de l'école supérieure de filature, tissage et bonneterie de Mulhouse pour fêter le 100<sup>e</sup> anniversaire de cette école.

Cette réalité encore impensable au début de la décennie 1950 peut pousser à l'euphorie générale, mais Étienne Juillard met en garde les décideurs locaux contre la précipitation, dans sa conclusion à la journée mulhousienne de l'urbanisme, car il y a selon lui « moins d'écart entre ce Mulhouse de demain et celui d'aujourd'hui qu'il n'y en avait entre le Mulhouse de 1760 et celui de 1860<sup>194</sup> ».

Étienne Juillard montre ainsi que le temps permet de situer le projet dans l'histoire, et que celui-ci œuvre plus essentiellement sur le présent que sur le futur. Ces actions prennent racine dans la participation et la complicité des différentes parties prenantes de ces projets, à savoir les membres des Ministères, les personnalités de la région et du département, ainsi que les décideurs locaux de la municipalité, de la SIM ou encore de la Chambre de Commerce. Cette collaboration les emmène à s'employer de manière coordonnée à créer une vision commune : « Mulhouse le désire, souligne Gaston Berger, le ministère s'y applique et les choses vont commencer de suite !<sup>195</sup> ». La coopération des hommes donne un tempo rapide à l'action, mais il crée dans le même mouvement le lien humain. C'est une situation de boucle de rétroaction où l'un et l'autre ne peuvent exister sans la combinaison des deux. M. Dollfus met en exergue dès 1959 cette dualité entre la réflexion collective du plan futur de la cité et le présent<sup>196</sup> qui ne peut pas être séparé chronologiquement<sup>197</sup>. Ce temps futur désiré constitue l'ossature du regroupement des différents dirigeants mulhousiens, qui ne partagent pourtant pas la même

---

<sup>194</sup> M. Juillard explore les perspectives nouvelles de Mulhouse et dit : « Mr Pozzi nous dira comment il envisage la disposition d'une nouvelle zone résidentielle entre le Mulhouse actuel et cette nouvelle zone industrielle, et l'aménagement de transports rapides pour relier tout cela. Ce que j'ai simplement voulu marquer ici c'est qu'il a moins d'écart entre ce Mulhouse de demain et celui d'aujourd'hui qu'il n'y en avait entre le Mulhouse de 1780 et celui de 1860. » « Le complexe mulhousien: ses origines et ses perspectives d'avenir ». op.cit.,p.5.

<sup>195</sup> « Voilà la grande entreprise dans laquelle nous sommes engagés tous ensemble. Mulhouse le désire ; le Ministère s'y applique ; et les choses vont commencer tout de suite !... Il faut que tout de suite commence déjà à vivre ce Collège Universitaire, pendant que les plans s'élaborent et se précisent. » Gaston Berger Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.62.

<sup>196</sup> Ce temps du projet devient désirable, car il met en valeur l'action des Mulhousiens comme une conquête irrésistible de l'avenir, car : « rien ne viendra étrangler l'évolution de Mulhouse, affirme M. Pozzi, de manière à constituer un rempart contre des désordres futurs. » M. Pozzi, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.14.

<sup>197</sup> « Le problème est double : Il s'agit d'abord de définir le plan futur de la cité ; il s'agit ensuite de tracer les voies qui conduiront la partie existante de la cité à l'harmoniser avec le plan futur. Bien entendu, il ne s'agit pas ici d'une séparation rigoureuse entre ces deux tâches, ni surtout, si je puis dire, d'une séparation chronologique. Les deux études se poursuivent simultanément et l'une interfère avec l'autre constamment. » M. Dollfus, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. op.cit.,p.39.

philosophie politique de prime abord comme nous l'avons déjà souligné. D'après le sociologue Norbert Elias, c'est ce cadre qui permet d'« ériger au milieu d'une suite continue de changement des bornes reconnues par le groupe<sup>198</sup> ». Ce cadre fonctionne comme un agenda qui permet d'associer des actions à des moments déterminés. Il s'agit purement et simplement de prospective. Néanmoins, cet agenda est loin d'être définitif et fait la part au provisoire. En effet, même si tous les projets pensés pendant ces journées mulhousiennes se sont réalisés au plus tard au début des années 1970 (voir chapitre 2), il faudra par exemple attendre le début du XXI<sup>e</sup> siècle pour voir se réaliser, avec presque une cinquantaine d'années de retard, la création de la communauté d'agglomération de Mulhouse alors imaginée en 1959<sup>199</sup>. Selon Raymond Woessner, « plusieurs dizaines d'années ont été perdues dans la construction d'une intercommunalité pertinente<sup>200</sup> » ce qui montre que le temps de l'action peut s'étaler sur une très longue durée, et que son agenda n'est pas définitivement figé. Une succession de complications déplace la réalisation dans un temps plus lointain, et dans des contextes qui évoluent aussi. Résoudre des problèmes devient plus lent que leur obsolescence même, ce que déclare Gaston Berger : « Tout est toujours à reprendre<sup>201</sup> ». Le temps des crises et du progrès (chapitre 1.1) demande aux décideurs mulhousiens un temps d'adaptation pour gérer un monde en accélération dans un temps ouvert. Pour autant, cette instabilité les pousse à persister dans l'imagination créatrice qui prend forme dans un agenda concret sans relâcher l'esprit prospectif : « Les Journées Mulhousiennes 1960, dit Émile Muller, ont donc mis en lumière ce devenir, cette transformation de la ville qui s'effectue insensiblement sous nos yeux<sup>202</sup> ». Il n'y a pas d'approche univoque pour parvenir à la réalisation des projets malgré toute la conscience et la volonté des acteurs mulhousiens. Il n'y a pas non plus d'espérance nébuleuse pour le Mulhouse de demain. Essayer et entreprendre, malgré des échecs possibles, est plus important que de ne rien faire, ce qui montre une forte dimension de l'intention dans les projets d'avenir. M. Lods fait même la promesse de tout faire pour réussir :

---

<sup>198</sup> Norbert Elias et Michèle Hulin, *Du temps* (Paris: Fayard, 1996). p.82.

<sup>199</sup> Koechlin, « 3eme partie. Rapport de la commission administrative sur la constitution et la gestion d'un complexe intercommunal ».

<sup>200</sup> Woessner, « Enfin une agglomération ». op.cit.,p.164.

<sup>201</sup> Gaston Berger, « L'inquiétude contemporaine », in *Phénoménologie du Temps et Prospective*, 1959, p.261.

<sup>202</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées Mulhousiennes 1960*, 1960. op.cit.,p.12.

« C'est assez lourd, car vraiment, si on se trompe ici, je ne vois pas très bien comment on pourra s'excuser ! il faut réussir... ; on n'est jamais sûr de réussir, mais en tout cas, nous pouvons vous assurer que nous ferons tous les efforts pour cela !<sup>203</sup> ». M. Mieg, lors de son élocution aux journées du textile de 1961, met également en exergue la nécessité d'enclencher une dynamique malgré les risques d'échec pour rester digne, et il cite même Gaston Berger pour appuyer son argument : « que nous devons nous tenir pour comblés, puisque nous aurons fait de notre mieux<sup>204</sup> ».

L'agenda des projets imaginés existe, mais les acteurs ont conscience des risques et accrocs encourus dans un monde qui change et évolue<sup>205</sup>. De fait, l'exercice de la prospective ne se réalise pas non plus sans peine et sans courage, car les règles du jeu peuvent évoluer ou se modifier à tout instant. Il suffit de constater l'inquiétude et le désarroi des décideurs mulhousiens face à la mort subite et tragique de Gaston Berger et Pierre Sudreau, hommes forts du projet du Collège Scientifique Universitaire de Mulhouse, pour se rendre compte de la fragilité d'un projet, qui peut basculer à tout moment. Les règles peuvent être remises en question rapidement tant que le projet n'est pas mené à son terme. Et c'est justement l'aventure du projet commun qui permet de contenir au mieux ces règles mobiles dans le temps par l'engagement collectif et vigoureux. Mais, cette aventure n'est pas le fruit du hasard ou encore une intrépide péripétie. Si les projets peuvent se réaliser, c'est qu'il y a un but poursuivi par l'ensemble de la ville malgré les risques. M. Dollfus souligne cette force du collectif : « L'histoire mouvementée de notre Cité nous a appris à mesurer et à apprécier les vertus de l'union. Par delà des préférences de doctrine, nous savons que les collectivités comme les peuples, ne sont effectifs que dans la mesure où ils sont unis par l'idéal qu'ils se donnent, qu'ils ne réalisent une œuvre durable que dans la mesure où ils respectent les légitimes intérêts et la personnalité de leurs voisins, et qu'ils ne sont grands que dans la mesure où ils se donnent des tâches dignes d'emporter l'adhésion de tous et de mériter leur enthousiasme<sup>206</sup> ».

---

<sup>203</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.24.

<sup>204</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées Textiles de Mulhouse*. op.cit.,p.36.

<sup>205</sup> Ibid.,p.40.

<sup>206</sup> « Allocution de bienvenue lors de l'ouverture de la journée de l'urbanisme », 12 mai 1959, BR 2367/11.

Cette prise de risque<sup>207</sup> est justement permise par la vision prospective des acteurs mulhousiens, qui acceptent les conséquences de leurs actes et de leurs limites, grâce à la large et profonde réflexion prospective en scrutant et éclairant les avenir possibles avec discernement. En observant le travail des Mulhousiens, Gaston Berger l'explique et dit : « nous avons eu l'indication également de ce qui doit exister et de ce que nous cherchons, tous ensemble, à construire<sup>208</sup> ». La réflexion prospective des avenir possibles diminue les risques d'échec en éclairant l'action, modère les hésitations, et diminue les inquiétudes. À cause de son histoire, Mulhouse entretenait par ailleurs, au moins jusqu'à cette époque, des qualités de liberté, de sens du collectif, de modération mêlée à une dose d'impétuosité, non étrangères à la bonne marche de la réflexion prospective. Et elle agit comme une sorte d'antidote inconsciente dans un tourbillonnement des possibles et peut s'opérer chez les décideurs mulhousiens grâce à leur sérénité, imagination créatrice, dépassement, esprit de coopération et empathie. De fait, la prospective autorise l'aventure du projet.

Lors de ces mouvements de prospective à Mulhouse, ce n'est pas tant la projection du futur sur le présent qui prend forme, que l'enracinement du présent sur ces réflexions. L'ancrage du temps est bien celui du présent sinon ils ne pourraient pas se sentir vulnérables et seraient dans l'incapacité de pressentir les conséquences. Il s'agit de préparer les futurs à partir d'aujourd'hui et non pas de préparer le présent à partir des futurs. C'est d'ailleurs toute la différence entre l'école française de la prospective et celle des États-Unis. En effet, la prospective à Mulhouse se différencie nettement de celle pratiquée par les Américains au même moment. Ils élaborent une doctrine appelée « futurologie », plus propre à satisfaire des désirs de puissance et d'hégémonie militaire que de s'intéresser au développement de leurs

---

<sup>207</sup> Cette prise de risque n'est pas considérée comme déraisonnable, et elle peut même devenir un « symbole » d'après le ministre Pierre Sudreau : « Mulhouse peut devenir pour nous tous (la France) un grand symbole », Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.64.

<sup>208</sup> « Nous avons eu un tableau fort précis et fort exact de ce qui existe ; nous avons eu l'indication également de ce qui doit exister et de ce que nous cherchons, tous ensemble, à construire. A construire...c'est-à-dire à faire, et non pas seulement à évoquer. » Gaston Berger, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.61.



propres concitoyens<sup>209</sup> comme ce fut le cas à Mulhouse, même si la comparaison entre une ville et un État a ses propres limites. L'aventure de la prospective

---

<sup>209</sup> La prospective fait l'objet d'une adaptation rapide par les États dans le but de préparer stratégiquement l'avenir. Pendant plusieurs années, cette tâche sera confiée à des personnalités de premier plan pour penser les possibles sur des thématiques sociales. Il faut attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour voir se constituer une prospective dirigée par les États-Unis. L'intervention de l'administration et de l'armée américaine va permettre l'essor à grande échelle de la prospective pour répondre aux nouveaux enjeux géopolitiques d'après-guerre. Il y a eu plusieurs cheminements dans l'histoire de la prospective américaine. Déjà les États-Unis s'étaient déjà montrés très innovants sur les démarches scientifiques au lendemain de la Première Guerre mondiale. Les premières traces de la prospective moderne remontent à l'année 1933. Elles sont représentées par William Fielding Ogburn. Ce spécialiste américain de la sociologie est considéré comme l'un des pionniers de la prospective. En effet, il a joué un rôle essentiel dans la première grande étude de prospective américaine au sein de la « Commission présidentielle sur les tendances sociales » du président américain Herbert Hoover. Il fut d'ailleurs le directeur de ce comité de 1930 à 1933. Alors que l'Allemagne sombre dans le populisme pour la dernière consultation libre de son histoire avant la Seconde Guerre mondiale, William Ogburn publie, suite à la commande de Franklin Roosevelt, son rapport sur « les tendances technologiques et la politique gouvernementale ». Ogburn est alors nationalement connu pour anticiper soigneusement les problèmes de la société. Son idée anticipatrice est le « décalage culturel ». La culture prend du temps pour rattraper les innovations technologiques. Ainsi, il considère que les problèmes et les conflits sociaux sont causés par ce retard. Il suggère que la technologie est le principal moteur du progrès, mais qu'elle est tempérée par les réponses sociales. C'est une forme de déterminisme technologique. Il a posé les quatre étapes du développement technique. C'est une première à cette époque et ses idées sont toujours d'actualité : l'invention, l'accumulation, la diffusion et l'ajustement. De cette manière, à travers sa vie et ses recherches, ce sociologue américain aura apporté des réponses aux attentes du futur au plus haut niveau de l'État. Après la Seconde Guerre mondiale, le début des « Trente glorieuses » apporte un souffle nouveau. C'est le commencement de la croissance économique et de l'amélioration des conditions de vie. Une nouvelle page de l'histoire s'écrit. Il en est de même pour la prospective. Son véritable essor arrive en 1947. La confiance en l'avenir est très forte. Néanmoins, organiser et anticiper la société de demain dans ces années s'avère plus difficile et plus complexe que prévu. À cet effet, le rationalisme américain se portera donc sur des visions plus pragmatiques : les calculs et la technologie. Cette volonté de penser le futur n'est pas un hasard. La Guerre froide s'installe progressivement entre l'URSS et les États-Unis d'Amérique. Penser l'avenir devient vital face à ces nouveaux enjeux mondiaux. Néanmoins, le gouvernement fédéral n'a jamais eu pour habitude d'intervenir directement dans la recherche scientifique nationale. L'investissement dans la recherche scientifique n'est pas considéré par les autorités comme une priorité, sauf en période de guerre, où des moyens financiers et matériels titanesques sont mis à disposition des scientifiques. Ce manque de politique fédérale au regard des sciences et techniques ne peut plus durer face aux nouveaux défis. Ainsi, la recherche scientifique et technique devient le meilleur allié des États-Unis pour sa prospérité et son leadership militaire, politique et économique. La politique scientifique de la fin de la guerre aux États-Unis doit être entièrement revue. Le rapport Vannevar Bush, Science – The Endless Frontier (« La Science, l'ultime frontière ») lance les prémisses de la politique scientifique des prochaines décennies des États-Unis. Vannevar Bush (inventeur d'internet) est donc à l'origine de la création de la National Science Foundation, la Fondation Nationale pour la Science, agence indépendante du gouvernement des États-Unis pour soutenir financièrement la recherche scientifique fondamentale. Ainsi, se développe véritablement le début de la prospective. Elle connaît un véritable bond en avant grâce aux financements de l'armée américaine. La capacité d'anticiper les techniques, de les comprendre et de les construire devient le maître mot de l'armée américaine au début de la Guerre froide. L'armée de l'air américaine, United States Army Air Forces, est la première des armées à se lancer dans cette course à l'armement « intellectuel ». Elle commande un rapport sur le futur de l'aviation à un physicien hongrois et américain spécialiste de l'aéronautique. Ainsi, Theodore von Karman publie en 1947 « Towards new Horizons », « Vers de nouveaux horizons ». Le projet est clairement assumé : anticiper la science de demain pour pouvoir dominer son adversaire du moment. En parallèle, l'armée de l'air américaine sous l'impulsion du charismatique général Henry H.

mulhousienne s'inscrit dans la continuité de l'action du présent. Ainsi, le présent devient « cartographiable », ce qui n'est pas le cas pour le futur d'après Bertrand de Jouvenel<sup>210</sup>. À cette époque, les Mulhousiens ne connaissaient pas la notion même de prospective, pourtant ils l'ont pratiquée sans le savoir au moment même où cette science naissait en France. Ils ont inconsciemment utilisé cette pratique puisque l'attitude prospective a permis à l'élite de la ville de « cartographier » les évolutions de la société, de relire et réécrire le présent à partir de l'imagination créatrice, tout en veillant à préserver une harmonie mulhousienne. C'est une forme de sagesse dans l'attitude prospective, nécessaire dans un monde en évolution, et inévitable dans un monde en accélération. La pensée prospective donne une opportunité aux

---

Arnold, commandant des Forces aériennes de l'armée des États-Unis, crée le projet Rand (Office of Air Force History, *The United States Air Force and the Culture of Innovation, 1945-1965*, 2015, p.32.). Rand pour « Research And Development ». L'objectif est une nouvelle fois de planifier à long terme les armes du futur. En mars 1946, Douglas Aircraft Company obtint le contrat de recherche sur la guerre intercontinentale en adoptant la recherche opérationnelle. En mai 1946, le dessin préliminaire d'un vaisseau spatial expérimental volant fut publié. En mai 1948, le projet RAND se sépare de Douglas Company pour devenir un organisme indépendant à but non lucratif. Son nom est la Rand Corporation. À partir de ces années, la RAND n'a cessé de développer et de créer des idées novatrices (David Jardini, *Thinking Through the Cold War*, 2013, p.32.). Elle a apporté des réponses politiques pour les États-Unis dans plusieurs domaines : la course spatiale, la confrontation nucléaire entre Washington et Moscou, la création de programmes sociaux et plus récemment la révolution numérique et la santé nationale. Sa contribution la plus célèbre date du milieu des années 50. C'est la fameuse doctrine mondialement connue sous le nom de « l'équilibre de la terreur » ou « destruction mutuelle assurée ». Herman Kahn, originaire de l'est de l'Europe et fondateur de l'Hudson Institute, en est l'instigateur. Ce stratège a conceptualisé son idée principale autour des échanges nucléaires « gagnants » dans son livre paru à la fin des années 1950 « *On Thermonuclear War* » (« La guerre thermonucléaire »). C'est une nouvelle approche de la doctrine à partir des scénarios envisagés. Cette méthode des scénarios est toujours d'actualité. Au même moment, à la fin des années 1950, un des collègues d'Herman Kahn, Olaf Helmer, futurologue américain à la RAND, crée une méthode inédite. Il a développé la méthode Delphi puisque les autres approches montrent de grosses lacunes. C'est le cas pour les modèles historiques quantitatifs et d'extrapolation des tendances. Ces méthodes traditionnelles n'apportent pas suffisamment de réponses. Il a donc conçu et préparé en 1959 la première méthode de prospective : la méthode Delphi. Son nom fait sûrement référence à l'oracle du temple d'Apollon à Delphes (Norman Dalkey et Olaf Helmer, « *An Experimental Application of the DELPHI Method to the Use of Experts* », *Management Science* 9, no 3 [avril 1963] : 458-67, doi:10.1287/mnsc.9.3.458.). De nos jours, les agences de notation utilisent encore cette méthode. Cette approche rencontra un immense succès, car elle permettait de prendre de meilleures décisions dans des conditions d'incertitude. C'est en s'appuyant sur le consensus produit par des experts que des formes d'action peuvent être discernées (Harold Linstone et Murray Turoff, *The Delphi Method: Techniques and Applications* (Addison-Wesley Publishing Company, 1977)). Cette méthode s'est diffusée pour donner suite à l'ouverture d'un marché de la prospective et représente l'émergence d'une forme d'expertise que sont les prospectivistes, c'est-à-dire les experts qui peuvent se prononcer sur l'incertitude, sur la complexité, sur les grandes questions stratégiques et sur les décisions à prendre. Dans l'après-guerre, la RAND Corporation sous l'impulsion de ses hommes de talent a permis de conceptualiser la plupart des méthodes de prospective. Hermann Kahn et Olaf Helmer représentent à eux seuls les initiateurs de la méthode Delphi et des scénarios. Ce think tank est encore aujourd'hui influent. Sur les soixante dernières années, plus d'une trentaine de prix Nobel ont collaboré avec elle.

<sup>210</sup> « Le présent est cartographiable, le futur ne l'est pas ». Bertrand De Jouvenel, *L'art de la conjecture* (Monaco: Éditions du Rocher, 1964). p.148.



décideurs locaux de dessiner le périmètre de l'avenir désiré. Contrairement aux Américains, les Mulhousiens n'ont pas utilisé de méthode ou de technique particulière pour élaborer leur vision d'avenir, et contrairement à eux aussi, ils gardent une attitude d'humilité face au destin. Le député et président du Conseil Général, Joseph Wasmer, rappelle lors des journées scientifiques que la « communauté haut-rhinoise, comme la ville de Mulhouse, est une petite chose, si nous regardons un peu l'avenir<sup>211</sup> ». Les incertitudes et les fragilités ressenties malgré la forte capacité des projets du présent relèvent de cette posture de réserve qui caractérise la pensée protestante présente en Alsace depuis plusieurs siècles<sup>212</sup> et de la culture calviniste encore présente dans les élites locales à Mulhouse. La réflexion prospective canalise l'unité mulhousienne autour de projets d'avenir en éliminant les avènements non désirables et en se concentrant sur ce qu'ils souhaitent voir se réaliser. De fait, des transformations deviennent possibles : transformation des hommes (« toute une population qui veut prévoir et aller de l'avant<sup>213</sup> »), et métamorphose de la ville par les projets imaginés et réalisés. Grâce à cette unité<sup>214</sup>, le choix d'avenir peut se dessiner malgré toutes les options possibles et tous les risques encourus. La convergence de pensée entre toutes les personnalités présentes au cours de ces Journées permet la réalisation de cet édifice d'avenir sans vision théologique, mais profondément humaniste.

---

<sup>211</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.121.

<sup>212</sup> François-Georges Dreyfus, « Le Protestantisme Alsacien », *Archives de sciences sociales des religions* 3, n° 1 (1957): 57-71, <https://doi.org/10.3406/assr.1957.1949>.

<sup>213</sup> M. Muller explique au Ministre P. Sudreau comment les Mulhousiens sont capables de s'investir : « Je crois, dit Muller, que c'est en cela que réside la force de développement de notre belle cité, qui sera pas l'œuvre de quelques-uns, Monsieur le Ministre, mais qui sera l'œuvre commune de toute une population qui veut prévoir l'avenir et aller de l'avant ! » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.21.

<sup>214</sup> M. Muller met en exergue cette unicité : « Maintenant, pour conclure ce débat, [...], permettez-moi, en votre nom, de remercier les orateurs pour leurs exposés successifs. Je dis exposés successifs..., mais on décelait tout de même à travers ces exposés une unité de vues que nous avons retrouvée chaque fois que nous nous sommes penchés sur ce grand problème du développement de Mulhouse. » Ibid.,p.41.

## Chapitre II – La prospective, des réalisations à son déclin

L'aventure de la prospective à Mulhouse, dont les projets d'avenir ont été imaginés lors des différentes Journées mulhousiennes, peut être mise en perspective au regard de l'histoire. Un délai de quinze ans semble pertinent pour juger la bonne conduite des projets imaginés. La ville de Mulhouse n'a pas attendu ces Journées pour réaliser des actions, mais celles-ci ont apporté un élan sans précédent de la fin des années 1950 jusqu'au milieu des années 1970. De ces Journées mulhousiennes jusqu'au milieu des années 1970, la métamorphose de Mulhouse a été fulgurante. En s'engageant dans la prospective, l'élite locale fait le pari d'une pensée à la fois concrète et éthique. De fait, la prospective devient un outil technique, avant de se transformer en un dispositif au service de réalisations sans précédent dans l'enseignement supérieur et dans l'aménagement du territoire (2.1). Par cette attitude, la prospective instaure un ordre au sein de l'élite locale en incitant, par des réalisations dynamiques, une efficacité de la gouvernance locale pour réussir la concrétisation des projets imaginés. Elle contribue à développer un ensemble de pratiques libérales et « municipalistes » de la part des entreprises et du pouvoir municipal, et en se matérialisant, elle devient rapidement le vecteur d'une gouvernance locale efficace. C'est l'hypothèse que nous posons : la prospective mulhousienne agit comme vecteur d'une gouvernance locale efficace pour mener à bien des actions concrètes (2.2). Cet « âge d'or » de la prospective à Mulhouse va progressivement s'éteindre et rentrer dans une longue phase de silence durant presque vingt ans, à partir des années 1970 jusqu'à la fin des années 1980. C'est d'autant plus étonnant que de solides bases avaient été posées pour continuer l'aventure réussie de la prospective. Mais le contexte socio-économique national, régional et local contribue à son essoufflement. D'autres aléas, comme la montée en puissance du néolibéralisme, la fin des dynasties industrielles, la difficulté du renouvellement de l'élite locale ou encore l'entrée de nouveaux acteurs de la prospective, notamment la DATAR et la région Alsace, vont à leur tour éteindre définitivement toute velléité de prospective locale. Apparaît alors la période médusée de la prospective à Mulhouse (2.3).

## 2.1 D'un outil technique à un dispositif, la prospective mulhousienne au service de réalisations sans précédent

Après des années difficiles, l'essor démographique et la tertiarisation de l'économie obligent les décideurs locaux à réagir sur tous les fronts : construction de logements et d'équipements culturels et sportifs, modernisation des transports collectifs et de communication. Les conditions de vie, l'architecture et l'urbanisme, ainsi que les équipements collectifs se sont considérablement modifiés à Mulhouse. D'autres villes moyennes ont aussi connu des évolutions économiques, démographiques, sociales et politiques au cours des « Trente glorieuses »<sup>215</sup> selon le géographe Frédéric Santamaria. Mais dans les autres villes, ces évolutions sont plus liées à des faits nationaux qu'à une vision prospective des acteurs locaux. Avec ou sans prospective, les villes françaises ont connu des changements d'ampleur au cours de ces années. De 1962 à 1975, l'Alsace était par ailleurs en période de plein emploi et elle se transformait, selon Henri Nonn, d'une région périphérique à une région d'interface<sup>216</sup>, lui donnant davantage de poids. Aussi n'est-il pas possible de montrer avec exactitude la corrélation entre l'évolution historique sans précédent de Mulhouse et ses travaux de prospective menés une quinze années plus tôt, car une nouvelle économie alsacienne émergeait<sup>217</sup> dans un contexte national favorable. Si le contexte avait été hostile et défavorable aux villes françaises de taille moyenne et à la région au cours de ces années, alors que Mulhouse maintenait un rythme de croissance et de mutations soutenu, alors il aurait été possible d'affirmer le rôle majeur de la prospective dans cette réussite. Affirmer que l'aventure de la prospective a permis à elle seule de façonner la ville serait une erreur, mais l'attitude prospective des décideurs locaux a bien évidemment exercé une forte influence sur cette évolution, même s'il est difficile d'évaluer le degré. Par contre, s'il y a deux domaines où l'on peut reconnaître l'impact direct de la prospective, c'est celui de la formation et de l'aménagement du territoire. Sans vision prospective, les décideurs

<sup>215</sup> Frédéric Santamaria, « Les villes moyennes françaises et leur rôle en matière d'aménagement du territoire : vers de nouvelles perspectives ? », *Norois*, n° 223 (30 mars 2012): pp.13-30, <https://doi.org/10.4000/norois.4180>.

<sup>216</sup> Nonn, *L'Alsace actuelle*. op.cit., p.27.

<sup>217</sup> Nicolas Stoskopf et Pierre Vonau, « La grande mutation industrielle », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004). op.cit., p.175.

locaux n'auraient sûrement pas pu aller aussi loin et aussi haut pour ces deux piliers stratégiques pour une ville moyenne comme Mulhouse. La cité du Bollwerk jouit encore aujourd'hui de ces pierres angulaires pour son développement.

Pour Gaston Berger, former les jeunes dans un monde qui se complexifie devient une nécessité, car « nous sommes dans un avenir du risque<sup>218</sup> ». C'est son cheval de bataille. Préparer les jeunes dans un monde en accélération permet de les aguerrir à ce monde qui change. Il s'agit d'offrir une culture de la prospective pour les aider à inventer et à construire dans un monde d'incertitudes. Selon Gaston Berger, c'est plus l'esprit prospectif qui est à enseigner que l'instruction des savoirs. Et c'est justement l'intérêt de l'université. S'il y a bien un impact de la vision prospective à Mulhouse, c'est sur celui qu'elle a joué dans la création d'un enseignement supérieur à Mulhouse. G. Berger, ravi de constater l'intérêt des décideurs mulhousiens pour l'enseignement supérieur lors des Journées scientifiques de 1958, montre que ce projet ne peut se construire qu'avec l'appui du territoire sans imposition forcée de l'extérieur (donc de Paris) : « L'enseignement c'est l'œuvre de la cité tout entière<sup>219</sup> ». Gaston Berger ne pouvait qu'être favorable à l'ouverture d'un Collège Scientifique Universitaire à Mulhouse puisqu'il en annonçait dès 1957 l'ouverture d'une demi-douzaine<sup>220</sup> lors d'un colloque à Grenoble consacré aux contacts entre l'Université et l'industrie pour préparer à la « propédeutique et à certains certificats de licence de sciences ». Une année plus tôt, Pierre Mendès-France, alors président du Conseil, appelle les principaux acteurs de l'enseignement supérieur à faire face à la situation préoccupante de la recherche scientifique lors

---

<sup>218</sup> « Nous sommes dans un avenir du risque, et notre premier devoir est de dire à nos jeunes gens que le monde dans lequel ils vont entrer exigera d'eux du courage, parce que ce n'est pas un monde facile, parce que ce n'est pas un monde où les choses iront toujours bien, en toutes circonstances et où la protection leur viendra en chaque occasion. » Gaston Berger, « L'idée d'avenir et la pensée de Teilhard de Chardin », in *Phénoménologie du Temps et Prospective*, 1960. p.251.

<sup>219</sup> « Il y a une idée que j'ai retrouvée deux fois dans la journée ; elle a été évoquée ce matin et cet après-midi. Ce matin quelqu'un a dit : « l'enseignement c'est l'œuvre de la cité toute entière » ; et cette même idée a été reprise par l'un des orateurs de l'après-midi lorsqu'il nous a dit : « les initiatives légitimes doivent venir du groupe même qu'elles concernent et non point être imposées à ce groupe de l'extérieur ». » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.125

<sup>220</sup> Voir le compte-rendu de Jean-Baptiste Donnet, « Colloque université-Industrie », BSIM, n°690, 1958, pp.5-15.

d'un colloque en novembre 1956 à l'Université de Caen<sup>221</sup>. L'éducation doit prendre le pas sur l'instruction pour soutenir l'invention et la découverte. Il ne s'agit pas ici d'écrire l'histoire de l'université, mais de montrer que la vision prospective de ces acteurs locaux a permis de préparer l'émergence de cet ensemble. Nicolas Stoskopf montre dans son ouvrage sur l'histoire de l'UHA comment quatre industriels<sup>222</sup> du patronat mulhousien protestant se sont saisi des enjeux de l'enseignement avant l'engagement de l'État français en formant un groupe de réflexion et de proposition<sup>223</sup>. Les industriels Henri Zuber et Jacques-Henry Gros ont pris l'initiative de les réunir à la SIM. Ce dernier raconte dans ses mémoires : « Bernard Thierry-Mieg l'entraîneur, Jean Dollfus l'ambassadeur, Émile Muller le politique, Jean-Baptiste Donnet l'enseignant<sup>224</sup> ». Le maire et le directeur adjoint de l'École de Chimie ont rejoint ce groupe à partir d'octobre 1956. D'ailleurs, un vaste ensemble de terrains restait disponible en 1955 au sud de Mulhouse, et une partie d'entre eux était inondés tous les ans par les crues de l'Ill. Afin d'utiliser ces sols dans une opération d'ensemble, la mairie a terminé en 1958 les travaux entrepris dès 1955 de régulation des bords sur 1500 mètres<sup>225</sup>, après avoir acquis 69 hectares auprès de Pierre Schlumberger<sup>226</sup>. Le 12 novembre 1957, Émile Muller annonce la création du « groupe universitaire de l'Illberg » qui comprendrait l'ouverture d'une propédeutique scientifique, le transfert de l'École de chimie et la construction d'une cité universitaire que la mairie budgètera 10 millions de francs en 1958 pour démarrer les travaux<sup>227</sup>. Gaston Berger souligne ces initiatives d'une prospective mulhousienne de l'enseignement et de la recherche lors de son introduction aux Journées scientifiques, car selon lui « les autorités et les chefs d'entreprises de la région mulhousienne<sup>228</sup> » ont compris le rôle des établissements supérieurs pour le

---

<sup>221</sup> Vidal, « La prospective territoriale dans tous ses états : Rationalités, savoirs, et pratiques de la prospective (1957-2014) ». op.cit.,p.125

<sup>222</sup> Jean Dollfus (1899-1985) était alors directeur-général de l'usine SACM de Mulhouse et président de la SIM de 1945 à 1964 ; Henri Zuber (1901-1967) était directeur à la SACM et vice-président de la SIM ; Bernard Thierry-Mieg (1902-1988), et Jacques-Henry Gros (1911-2011) étaient à l'âge d'or de leur carrière.

<sup>223</sup> Stoskopf et Schultz, *Université de Haute-Alsace*. pp.24-26.

<sup>224</sup> Gros, *Au fil du siècle*. op.cit.,p.256.

<sup>225</sup> Mairie de Mulhouse, « Mulhouse 1956-1970: 15 années d'activités municipales » (Mulhouse, trimestre 1971). p.16.

<sup>226</sup> Nicolas Stoskopf et Guy Schultz, *Ibid*,p.27.

<sup>227</sup> *Ibid*,p.27.

<sup>228</sup> « Tout cela, dont Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale a une conscience particulièrement nette, tout cela, les autorités et les chefs d'entreprise de la région mulhousienne l'ont compris. Et c'est

développement de la région. C'est la proactivité des acteurs mulhousiens qui a séduit Gaston Berger selon M. Mieg, car : « s'ils se sont laissés convaincre naguère, c'est d'abord parce qu'ils ont trouvé à Mulhouse une ambiance qui leur a plu, mais c'est aussi parce qu'ils ont été séduits par l'esprit novateur d'une Municipalité qui avait acquis à l'avance tous les terrains nécessaires à l'œuvre dont ils étaient responsables<sup>229</sup> ». Cette culture de la prospective de l'enseignement prend racine dès 1822 lors de la création de l'école de chimie, puis en 1861 avec l'école textile<sup>230</sup>, mais elle n'est pas non plus le fruit du hasard. On retrouve à Mulhouse depuis le XVIIIe siècle, selon Nicolas Stoskopf, une longue tradition de la curiosité scientifique des industriels mulhousiens où « la science y a précédé l'industrie <sup>231</sup> ». Les résultats de cette prospective de l'enseignement ne se font pas attendre. Gaston Berger annonce lors des Journées scientifiques de mai 1958 deux enseignements de propédeutique en mathématiques générales-physique (MGP) et en mathématiques-physiques-chimie (PMC) qui constituent la première étape du collège scientifique universitaire<sup>232</sup>. La prospective de l'enseignement à Mulhouse est le fruit d'une remarquable coopération entre les milieux industriels (la SIM), les enseignants, et la municipalité (« d'entente communale ») dirigée par un socialiste, membre du comité directeur de la SFIO<sup>233</sup>. L'impétuosité du patronat et de la municipalité coïncide avec la modernisation de l'enseignement supérieur français à l'heure du second plan, Plan Hirsch<sup>234</sup> (1952-1959), tourné davantage vers les questions de l'enseignement

---

pour cela, encore une fois, que nous sommes si heureux de travailler à vos côtés, en vue de ce but commun. » Gaston Gerger Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.42.

<sup>229</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées Mulhousiennes 1960*, 1960. op.cit.,p.13.

<sup>230</sup> Voir l'ouvrage de Paul F. Speckling, *Au fil d'une histoire, chronique de l'Association des anciens élèves de l'école textile de Mulhouse (1896-1996)* (Mulhouse, 1996).

<sup>231</sup> « Contrairement à une idée reçue, la science y a précédé l'industrie : bien avant de fabriquer des indiennes et de s'intéresser à la chimie des colorants, nombre de familles praticiennes avaient fait des sciences leur métier ou, dans le droit fil de l'esprit des Lumières, leur passe-temps favori » Nicolas Stoskopf et Guy Schultz, *Ibid.*,p.16.

<sup>232</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. op.cit.,p.125.

<sup>233</sup> Bernard Fischbach, *Ces maires qui ont fait Mulhouse*, Editions du Rhin (Steinbrunn-le-Haut, 1983). p.101.

<sup>234</sup> Le plan Hirsch suit le plan Monnet. Ce deuxième plan est ordonné le 11 décembre 1951 pour un nouveau cycle recouvrant la période 1952-1956. Dans les faits, ce plan est mis en œuvre avec deux ans de retard puisque le plan Monnet est prolongé jusqu'à la fin de l'année 1952. Étienne Hirsch (ingénieur, résistant et haut fonctionnaire français. Il est le père de Bernard Hirsch, l'ancien président de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, et le grand-père de Martin Hirsch, le directeur général de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris et ancien haut commissaire du gouvernement Fillon) devient en 1952 le nouveau commissaire pour remplacer Jean Monnet partant vers la nouvelle



et de la recherche que le premier plan, Plan Monnet<sup>235</sup> (1946-1952), orienté pour relever le système productif français<sup>236</sup>. L'attitude engagée dans la pensée-action

---

organisation internationale du CECA. Il y restera jusqu'en 1959. Ce deuxième plan correspond aux dernières années de la IV<sup>e</sup> République et se nourrit largement des résultats du premier plan. Il s'articule également autour des nouvelles normes de comptabilité nationale et du nouveau comité de travail sur les investissements généraux et particuliers inexplorés par le premier plan. L'idéologie du Plan Hirsch est similaire à celui de Monnet : interventionnisme de l'État pour reconstruire et moderniser la France. L'élaboration de ce plan prend toujours en compte les considérations quantitatives en matière de production, mais contrairement au premier plan, les secteurs sollicités sont plus nombreux et demandent de nouvelles expertises (Utilisation de la Commission du financement pour évaluer le poids de chaque secteur dans l'économie française afin d'apprécier les équilibres économiques.) Tandis que l'objet essentiel du premier plan a été le développement et la modernisation des six secteurs de base (voir note suivante) qui dominaient l'économie d'avant-guerre, le Plan Hirsch se différencie par des « actions de base ». Le but est d'augmenter davantage la production et la productivité. Il faut produire plus et mieux. Pour y arriver, le plan s'articule autour des actions suivantes : la recherche et le développement, l'organisation des marchés agricoles, la reconversion des entreprises, la productivité et la réadaptation professionnelle de la main-d'œuvre (Commissariat général du Plan, « Deuxième plan de modernisation et d'équipement (1954-1957) » (Paris: *Commissariat général du Plan*, 27 mars 1956). p.11). La croissance économique annuelle est chiffrée à 6 % pour ce nouveau plan. La particularité de ce plan n'est pas seulement financière, mais elle est aussi humaniste. En effet, il prend en considération les travailleurs pour développer la justice sociale. Il estime même l'augmentation du niveau de vie annuel à 4 % (Ibid., pp.80-82). Ce plan est considéré comme réussi même si la France connaît d'importantes difficultés financières provoquées par la guerre d'Algérie. Les résultats sont dans l'ensemble conformes ou supérieurs aux prévisions, profitant pleinement du secteur industriel. Quant à l'agriculture, elle reste inférieure aux projections attendues. Néanmoins, ce plan se termine en 1957 avec un déséquilibre marqué en matière d'expansion. Spécifiquement pour la monnaie nationale et le déficit extérieur grandissant. C'est pour cette raison que Jean Monnet est envoyé aux États-Unis pour récolter les fonds américains promis aux Français en décembre 1951 (Gérard Bossuat, *Les aides américaines économiques et militaires à la France, 1938 - 1960: une nouvelle image des rapports de puissance, Histoire économique et financière de la France Études générales* (Paris: Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Comité pour l'Histoire Economique et Financière de la France, 2001. p. 243.)

<sup>235</sup> Le coût total de la Seconde Guerre mondiale pour la France est évalué à 5 000 milliards de Francs, ce qui est supérieur aux dépenses de la Grande Guerre. Ce chiffre représente plusieurs années de revenu national de l'époque. À la fin de la guerre, la reconstruction doit démarrer mais il existe deux camps pour rebâtir la France : les nostalgiques et les résistants. Les premiers veulent reconstruire la France à l'identique et les seconds analysent la défaite de 1940 pour comprendre et préparer la France de demain dans l'unique but d'éviter de reproduire les mêmes erreurs. D'après les résistants, cette défaite est une conséquence de la restriction économique des années 1930. L'ambition est de rattraper le retard pris par le pays dans le monde contemporain depuis de longues années. La reconstruction doit impérativement s'accompagner de la modernisation. L'une ne va pas sans l'autre. Reconstruire sur des bases nouvelles, solides et prospères est le maître mot de ce premier plan. M. Monnet illustre son propos en signifiant clairement les conséquences futures « Modernisation ou décadence » (Georges Valance, « La modernisation ou la décadence - Notre série de l'été (5/8) », Aout 2016, Les Echos édition). L'investissement productif est la nouvelle bataille économique de l'après-guerre. Le plan Monnet répond à l'économie et à la pénurie en relançant la productivité pour mettre en marche le nouveau destin de la France (Commissariat général du plan de modernisation et d'équipement, « Rapport Général sur le premier plan de modernisation et d'équipement » (Paris, 23 novembre 1946), p.9.) Ce premier plan est décliné sur six branches appelées « secteurs de base » : l'acier, le charbon, le transport, le ciment, l'électricité et les outils agricoles. L'État se donne les moyens de réussir et transmet l'élan nécessaire chez les chefs d'entreprises qui vont aussi prendre le relai de ces initiatives. L'État est le « maître d'œuvre » de la reconstruction et de la modernisation. Ce premier plan interventionniste de l'État débouche sur trois grands principes : la nationalisation, la recherche et la productivité (Rapport Général sur le premier plan, pp.10-12.) La nationalisation s'effectue en trois périodes successives du 13 décembre 1944 au



des Mulhousiens (chap 1.2) fait face à des réalisations plus difficiles à partir des années 1960 malgré les successions des « Journées ». La crise du textile et les déboires des entreprises locales<sup>237</sup> viennent perturber la mise en œuvre de l'aventure de la prospective, mais l'assise politique sur laquelle ces « Journées » se sont appuyées est reconduite aux élections municipales de 1965, qui conserve « l'entente communale »<sup>238</sup> et permet donc de maintenir le cap<sup>239</sup>. Il y a néanmoins un ralentissement<sup>240</sup> que rapporte Philippe Brandt, le nouveau président de la SIM, dans l'éditorial du Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse de 1966 dédié à l'enseignement supérieur scientifique. L'éducation est une pierre angulaire dans la prospective puisqu'elle peut former des esprits à l'avant-garde. De fait, elle représente même un enjeu démocratique qu'il convient de garantir en misant sur

---

16 juin 1948. Les secteurs concernés sont la banque (La Banque de France et les quatre plus grandes banques le 2 décembre 1945), l'énergie, l'automobile (Renault le 16 janvier 1945) et le transport aérien. Les entreprises comme Renault ou Gnome sont nationalisées sans compensation pour intelligence avec l'ennemi. Le CNRS, créé en octobre 1939, est réorganisé pour mieux utiliser les talents humains et développer correctement la recherche scientifique. Selon les termes de Jean-François Picard, le CNRS est « un organisme unique, en quelque sorte l'aboutissement logique du jacobinisme scientifique et centralisateur ». Le CEA, commissariat à l'énergie atomique, est également fondé le 18 octobre 1945 dans le but de mener des recherches sur l'énergie nucléaire dans le domaine de la science, de l'industrie et de la défense nationale. La productivité connaît un essor fulgurant avec le Plan Monnet et l'appui financier du plan Marshall qui garantit financièrement la réalisation de modernisation des six branches. Le plan Monnet reflète aussi les ambitions françaises d'après-guerre en matière de stratégie géopolitique en Europe. Le pays veut contrôler la production de charbon et d'acier dans les régions allemandes de la Ruhr et de la Sarre dans le but de rétablir rapidement l'industrie en France (Ibid,p.66). L'Allemagne sert donc de renfort stratégique à la réalisation de la reconstruction et de la modernisation françaises (Alan S. Milward, *The Reconstruction of Western Europe 1945 - 51*, Reprint (London: Routledge, 2003. pp. 97-98). L'historien Hubert Bonin établit un premier bilan du plan Monnet (Hubert Bonin, *Histoire économique de la France depuis 1880*, Collection « Un siècle d'histoire » (Paris: Masson, 1988). Selon lui la production industrielle de 1947 est égale à celle de 1938 ; et dès 1949, le PNB rejoint le niveau de 1938 en francs constants. La métallurgie, la chimie, le pétrole et le textile artificiel ont accru leur production de 30 à 100 %. L'industrie dépasse même de 12 % son niveau de 1929. Ces résultats sont convaincants pour la poursuite du plan. Néanmoins, ce bilan est terni par une inflation galopante et les ménages n'ont toujours pas accès à la consommation de masse.

<sup>236</sup> Philippe Mioche, *Le Plan Monnet: genèse et élaboration, 1941-1947*, Publications de la Sorbonne. Série France XIX-XXe 27 (Paris: Publications de la Sorbonne, 1987). p.10.

<sup>237</sup> Dans les chapitres XIV et XV, les fermetures suivantes sont mentionnées : Filature et Tissage de la Cité (1958), de la Filature de la Porte du Miroir (1962), des établissements Charles Mieg & Cie (1963), transfert du siège de DMC à Paris (1963), l'échec de TIVAL (1963), la fermeture de Rhénaméca (1964), tandis que l'installation de Peugeot en 1962 paraît une chance pour l'économie locale. Hau et Stoskopf, *Les dynasties alsaciennes*. op.cit.,chap XIV et XV.

<sup>238</sup> Richard Wagner, *La vie politique à Mulhouse: de 1870 à nos jours* (Mulhouse, 1976). p.190.

<sup>239</sup> Voir partie 2.2

<sup>240</sup> Philippe Brandt devenu président de la SIM en 1964, ingénieur chimiste, ancien président de Durand & Huguenin à Bâle : « Il semble que le développement, que nous appelons de nos vœux, se soit ralenti au cours des dernières années. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *L'avenir du centre universitaire de Mulhouse: la recherche*, vol. Bulletin trimestriel numéro 4, 725 (Mulhouse: BSIM, 1966). p.6.

une unité de vue. D'abord scientifique avec des cours propédeutiques puis une licence de sciences appliquées d'électronique en 1962, une maîtrise d'électronique en 1967, l'ouverture un peu retardée de l'IUT<sup>241</sup> en 1967, tandis que l'école de chimie continue de se développer non sans difficultés<sup>242</sup> et que l'école de textile connaît de profondes crises<sup>243</sup>. Ensuite, la vision prospective de l'enseignement permet de favoriser les sciences humaines pour le développement d'une culture générale afin de donner une nouvelle place à la technique, d'enrichir les capacités d'imagination et d'intelligence. Cette vision prospective donne la capacité d'assumer la responsabilité de choisir, ce que Bernard Thierry Mieg met en avant lors des Journées textiles de 1961 : « Nous avons besoin de littéraires, pour aborder les problèmes de haut, pour nous conduire à une vue synthétique des choses, et pour créer un équilibre harmonieux dans les entreprises et parmi les étudiants » puis il ajoute « rien ne vaut, nous l'avons souvent expérimenté, pour la formation des hommes, la version latine et la dissertation française<sup>244</sup> ». Deux ans plus tard, le 17 octobre 1963, une propédeutique-lettres ouvre à Mulhouse en accueillant 180 étudiants avec le concours de la municipalité, du ministère de l'Éducation nationale et de la SIM. Elle est menacée de suppression en 1965 avec la réforme des études supérieures,<sup>245</sup> mais elle est rapidement transformée en 1966 en Collège littéraire universitaire (CLU) pour répondre aux demandes locales et aux limites d'accueil strasbourgeoises. L'enseignement est vu comme un moyen de former les esprits de demain, puisque c'est eux qui auront le pouvoir d'agir sur demain, car « tout pouvoir est un pouvoir sur l'avenir<sup>246</sup> » relève Bertrand de Jouvenel, pionniers et théoriciens

---

<sup>241</sup> A la rentrée 1968, l'IUT de Mulhouse, dirigé par Guy Perney, accueille 157 étudiants pour trois départements : génie électrique, génie mécanique et gestion des entreprises et administrations, alors que le département techniques de commercialisation s'ouvrait à Colmar, ce qui était une démarche inédite dans la collaboration entre les deux villes.

<sup>242</sup> Jean Meybeck, directeur de l'école de chimie, explique les difficultés : « les difficultés allaient s'accumuler à partir du moment où, les appels d'offres lancés au début de 1962, il fallut dans le jargon technique « rentrer dans les prix plafond » de l'Education nationale (...). Il fallut remanier très sérieusement le projet et les conceptions. Et ce n'est qu'au prix de pas mal d'acrobaties techniques, de sacrifices aussi, que l'équilibre financier put être réalisée de justesse, mais l'essentiel du projet était sauvegardé, et les possibilités d'agrandissement maintenues. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *L'Ecole supérieure de chimie de Mulhouse*, vol. Bulletin trimestriel numéro 4, 725 (Mulhouse: BSIM, 1966). pp.20-21.

<sup>243</sup> Stoskopf et Schultz, *Université de Haute-Alsace*. op.cit.,pp.39-40.

<sup>244</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées Textiles de Mulhouse*. op.cit.,p.36.

<sup>245</sup> Stoskopf et Schultz, *Université de Haute-Alsace*. op.cit.,p.42.

<sup>246</sup> « Tout pouvoir est un pouvoir sur l'avenir, n'étant qu'une capacité d'action affectant quoi ? L'avenir » De Jouvenel, *L'art de la conjecture*. op.cit.,p.304.

avec Gaston Berger de la prospective en France. Le sens exprimé par cette pensée de la prospective sur l'enseignement à Mulhouse est de former les futurs chefs d'entreprise et les décideurs pour rendre service à la société. Dans leur vision du futur, l'élite locale a joué un rôle dans la responsabilisation morale en associant la technique et les hommes dans un monde en accélération. Bernard Thierry Mieg montre ainsi que la capacité d'agir demande des capacités de responsabilité et de décision. Former les Mulhousiens est un outil pour le développement de la ville et pour les actions à mener plus tard. En quelque sorte, il s'agit de perpétuer l'aventure de la prospective à travers l'enseignement en accordant une capacité prospective par l'analyse des affaires de la ville, aussi bien en matière économique, sociale, politique qu'industrielle. Cela devient possible avec une unité de lieu grâce au développement du campus universitaire, appelé aujourd'hui Campus de l'Illberg<sup>247</sup>. Les formations scientifiques et littéraires proposées permettent de former des hommes capables de faire face aux transformations en cours, de prendre des décisions dans l'incertitude et dans « le mouvant inconnu de l'avenir, du connu et du ferme<sup>248</sup> ». Cette première génération d'étudiants formée à Mulhouse sera la première à agir dans l'imprévisibilité et à amender l'action en fonction des inerties et des changements en cours. En même temps, former tous les hommes dans cette perspective reste un exercice difficile puisqu'il y a aussi des emplois « tâche unique » qui disparaissent et de manière irréversible, ce que constatait déjà Pierre Pflimlin en 1953 : « Ce qui est inquiétant, c'est que soient si peu nombreuses les créations nouvelles susceptibles de compenser les inévitables disparitions. L'arbre présente actuellement plus de branches desséchées que de jeunes rameaux<sup>249</sup> ». Cette crainte fut justifiée puisque le marché du travail en Alsace était jusqu'en 1964

---

<sup>247</sup> Le campus de l'Illberg est le premier campus à avoir été créé à Mulhouse. « Illberg » signifie « montagne de l'ill » en alsacien puisqu'il est situé en haut d'une colline le long de l'ill. Aujourd'hui, on retrouve sur ce campus plusieurs institutions d'enseignement supérieur : l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse (ENSCMU), l'Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs Sud-Alsace (ENSISA), la Faculté des Lettres, Langues et Sciences Humaines (FLSH), et la Faculté des Sciences et Techniques (FST). Le campus abrite différents services de l'Université comme le Learning Center, des bibliothèques, des salles informatiques et des laboratoires de langues, il propose des actions culturelles, des services de sports, des cours de Français Langue Étrangère, et des logements ainsi que de la restauration.

<sup>248</sup> « À la vérité, plus on y réfléchit, plus important apparaît l'effort humain pour introduire dans le mouvant inconnu l'avenir, du connu et du ferme, j'oserai dire « du fiable ». » De Jouvenel, *L'art de la conjecture*. op.cit.,p.61.

<sup>249</sup> Pierre Pflimlin, « La vocation économique de l'Alsace », *Saisons d'Alsace*, 18 (1953). p.104.

structurellement problématique<sup>250</sup>. Pierre Massé, alors président au Commissariat Général au Plan (1959-1966), s'inquiétait même de voir autant d'hommes mis de côté, car ils « ne voudront pas ou ne pourront pas suivre la cadence<sup>251</sup> ». Les métiers manuels et les ouvriers, notamment dans la mécanique et le textile, sont voués à disparaître<sup>252</sup>. De fait, l'éducation devient encore plus nécessaire et vitale pour développer le capital intellectuel du bassin économique de la région mulhousienne dans un monde en pleine mutation et en pleine complexifications techniques. Par contre, elle ne peut pas régler à elle seule les problématiques économiques, les hommes doivent développer de « fortes individualités prospectives<sup>253</sup> » pour envisager réellement « l'avenir dans l'esprit » souligne Jacques de Bourbon-Busset. Malgré le développement de l'enseignement supérieur de la fin des années 1950, la ville reste encore aujourd'hui marquée par un faible taux de niveau d'étude supérieure dans sa composition sociale puisque 78 % de sa population est au mieux diplômée d'un baccalauréat<sup>254</sup>. Cette vision prospective pour l'enseignement de l'élite locale pourrait être considérée comme une sorte « d'aristocratie de l'intelligence » menée pour le rayonnement du progrès, ambition que Bernard Thierry-Mieg affichait dès 1959 puisque ce plan est : « ambitieux pour notre vision expansionniste<sup>255</sup> ». « Notre » le désignant lui et les siens, c'est-à-dire l'élite locale, puisque la démocratie participative qu'on connaît aujourd'hui n'était pas encore au goût du jour à Mulhouse à cette époque (voir chapitre 3). La vision prospective de l'enseignement est un mélange entre « l'humanisme rhénan » et la « planification démocratique » des années 1960. Cette vision, soutenue par l'État également, est portée par une philosophie sociale qui s'exprime dans des discours

---

<sup>250</sup> ADIRA, « Conjoncture alsacienne », *40ème anniversaire de l'ADIRA*, Encyclopédie de l'Alsace, 1990. p.16.

<sup>251</sup> « Le risque existe de voir apparaître ce que Mendras appelle une contre-société, formée de tous ceux qui ne voudront pas ou ne pourront pas suivre la cadence. » Massé, *Le plan ou l'anti-hasard*. p.24.

<sup>252</sup> BSIM, « Situation économique dans le département du Haut-Rhin en 1965 » (Mulhouse: BSIM, 1965), BR1755. pp.6-19.

<sup>253</sup> « La prospective sans fortes individualités « prospectives », ne serait [...] qu'un vain mot. » BOURBON-BUSSET, *Au rond-point de l'avenir*. op.cit.,p.103.

<sup>254</sup> Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « diagnostic territorial partagé », Diagnostic territorial partagé (Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, mai 2012). p.18.

<sup>255</sup> « Certes, nous vous apparaîtrons peut-être comme ambitieux dans notre vision expansionniste, des problèmes de la recherche et de l'enseignement. Nous pensons simplement que notre ambition est justifiée. » M. Mieg, BSIM, Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique, vol. Bulletin trimestriel numéro 2, 691 (Mulhouse: BSIM, 1958). op.cit.,p.9.

progressistes devenus prépondérants<sup>256</sup> avec comme fil conducteur « l'harmonie » en mettant l'humain au cœur du projet. Ce mélange subtil dans la pensée prospective entre la participation de l'État, l'engagement dans la pensée-action de l'élite locale, et le sens de l'humain a permis des formes particulières, spécifiques et tardives du néolibéralisme<sup>257</sup> qui devenait influent depuis la fin des années 1950 avec l'économiste Friedrich Hayek<sup>258</sup>.

Néanmoins, la pensée prospective de l'élite mulhousienne a mis en place un enseignement supérieur susceptible d'aider la ville dans sa reconfiguration économique et sociale. Ce fut parfois laborieux, voire décevant, mais cette vision prospective s'est traduite en actions tout au long des dix années après les Journées scientifiques de 1958. Les deux écoles d'ingénieurs, les trois instituts universitaires, indépendants les uns des autres, sont une marque de réussite à l'aube des années 1970.

L'enseignement supérieur doit permettre l'élaboration et l'exécution des décisions dans un monde en accélération. Depuis les événements de mai 1968 jusqu'à la création de l'Université du Haut-Rhin en 1975, la vision prospective de l'enseignement se transforme progressivement en une administration prospective. En effet, le développement de l'enseignement supérieur à Mulhouse doit maintenant faire face à des facteurs politiques et techniques extérieurs à la ville qui change les relations de pouvoir entre les acteurs locaux, régionaux et nationaux. La logique fins-moyens des décideurs locaux est dérangée par les mouvements sociaux de mai 1968 même s'ils ont une faible emprise de contestation en Alsace<sup>259</sup> à l'exception de la région mulhousienne, qui connaît une certaine mobilisation « un peu poussive<sup>260</sup> ».

---

<sup>256</sup> Voir Pierre Bourdieu et Luc Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales* 2, n° 2 (1976): pp.3-73, <https://doi.org/10.3406/arss.1976.3443>.

<sup>257</sup> Pierre Dardot et Christian Laval, « Néolibéralisme et subjectivation capitaliste », *Cités* 41, n° 1 (2010), p.35,

<sup>258</sup> Bernard Manin, « Friedrich August Hayek et la question du libéralisme », *Revue française de science politique* 33, n° 1 (février 1983): pp.41-64.

<sup>259</sup> « Enfin, certaines zones, quoique grévistes, restent cependant largement à l'écart du mouvement, en raison de la faible emprise de la contestation. Tel est le cas des Deux-Sèvres et plus généralement d'une bonne part des départementaux ruraux, mais également de l'Alsace en dépit de la présence d'une université : dans la région, seul le bassin mulhousien connaît une mobilisation certaine.» Xavier Vigna et Michelle Zancarini-Fournel, « Les rencontres improbables dans « les années 68 » », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 101, n° 1 (2009): p.163.

<sup>260</sup> Léon Strauss et Jean-Claude Richez, « Le mouvement social de mai 1968 en Alsace : décalage et développements inégaux », *Revue des sciences sociales de la France de l'Est (Acteurs et terrains du mouvement social de mai 1968, Paris: Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et*



Le milieu universitaire reproche au patronat des interférences dans les affaires universitaires, tandis que les patrons s'inquiètent de la montée contestataire chez les enseignants et étudiants. Les universitaires reprochent l'incompétence alors que les patrons craignent d'être mis de côté. Dans une lettre au préfet en septembre 1969, M. Mieg s'inquiète des « oppositions violentes<sup>261</sup> » à l'égard des chefs d'entreprise à cause de « la mentalité de la majorité des universitaires et des étudiants ». Cette agitation vient remettre en cause la vision prospective de l'élite locale. Celle-ci n'est plus la seule à définir les décisions qui engagent l'avenir. Néanmoins, s'il y a bien un médiateur qui peut relier les acteurs académiques et les chefs d'entreprise, c'est bien l'État. Il paraît comme « neutre ». Et les acteurs académiques mulhousiens l'ont bien compris, car ils se tournent rapidement vers Edgar Faure, le directeur général des enseignements supérieurs auprès du nouveau ministre de l'Éducation nationale, en juillet 1968 avec le projet de « faculté polytechnique »<sup>262</sup>. L'État fait fi des conflits entre les acteurs locaux pour relancer une dynamique institutionnelle. Face aux blocages locaux, l'État répond aux attentes universitaires en créant trois unités d'enseignement et de recherche (UER) à Mulhouse par un arrêté du 27 mars 1969 suite à la loi d'orientation du 7 novembre 1968<sup>263</sup>. L'administration devient « promouvante » et incarne une « puissance créatrice » selon Gaston Berger<sup>264</sup>. Elle prend le relais de la vision prospective de l'élite locale en devenant prospective par sa capacité à pérenniser l'organe principal de la formation à Mulhouse et par son engagement créateur de ressources locales en étant attentive aux besoins et aux attentes des locaux. Pierre Taglang devient président du Centre universitaire du Haut-Rhin (CUHR) le 6 octobre 1970 pour piloter l'établissement public à caractère scientifique et culturel (EPCSC) encore relié par toute une série de conventions aux deux universités de Strasbourg<sup>265</sup>. Le CUHR connaît ensuite une nouvelle série de réformes internes. D'abord, les deux

---

du syndicalisme (Paris I) et le Centre d'Études de la vie politique française (Fondation Naturelle des Sciences Politiques et Centre national de la Recherche Scientifique), 1988). p.152.

<sup>261</sup> Stoskopf et Schultz, *Université de Haute-Alsace*. op.cit.,p.47.

<sup>262</sup> Nicolas Stoskopf et Guy Schultz, op.cit.,p.44.

<sup>263</sup> Les trois UER sont la Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH), l'Institut des sciences exactes et appliquées (ISEA) et l'IUT.

<sup>264</sup> « L'idée d'une puissance créatrice – c'est-à-dire d'une administration promouvante – se substitue progressivement à l'idée d'une puissance conservatrice, c'est-à-dire d'une administration régressive. » Gaston Berger, « Le problème des choix: facteurs politiques e facteurs techniques », in *L'homme moderne et son éducation* (Paris, 1958). op.cit.,p.242.

<sup>265</sup> Nicolas Stoskopf et Guy Schultz, op.cit.,p.48.

écoles d'ingénieurs tentent un rapprochement avec le CUHR, ce qui devient possible pour l'ESCM en août 1972 avec l'adoption des statuts analogues à ceux d'une UER. Mais c'est un facteur politique qui vient précipiter les réformes du CUHR. Le Maire Émile Muller, secrétaire fédéral de la SFIO de 1957 à 1968, crée le Parti de la démocratie socialiste, devenu en 1972 le Parti Social Démocrate. C'est avec cette instance politique qu'il participe à l'élection présidentielle de 1974<sup>266</sup>, en incarnant, selon des journalistes parisiens<sup>267</sup>, la « social-démocratie d'antan ». À l'issue du premier tour, le corps électoral français le place en 8<sup>e</sup> position des 12 candidats, devant des candidats déjà exposés médiatiquement lors de l'élection présidentielle de 1969<sup>268</sup>. Ainsi, malgré son relatif anonymat national et son passage comme « candidat-figurant<sup>269</sup> », il invite ses électeurs à voter pour Valéri Giscard d'Estaing au second tour. D'après Richard Kleinschmager, cette démarche est similaire à celle de Jean-Marie Bockel avec l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007<sup>270</sup>. C'est dans ce contexte d'accointance avec le nouveau Président que Jean-Pierre Soisson, premier secrétaire d'État aux Universités, est reçu à Mulhouse le 12 juin 1975 après plusieurs visites de délégations mulhousiennes à Paris.

Il y a une volonté de s'adapter face aux changements et de ne pas les subir. Cette réactivité est de la responsabilité des décideurs pour répondre aux besoins locaux

---

<sup>266</sup> Après le décès du Président Georges Pompidou, survenu le 2 avril 1974, le corps électoral est mobilisé pour désigner un nouveau Président de la République.

<sup>267</sup> « Lors de sa conférence de presse, Muller exprime le désir de combler le vide entre la majorité gouvernementale et le représentant du programme commun de la gauche. Il insiste en particulier sur la politique sociale et sur la construction européenne. À ceux qui veulent faire entendre la voix d'une minorité « silencieuse », à ceux qui refusent l'alliance avec les communistes, il offre la possibilité de s'exprimer malgré tout. Pour la presse parisienne Muller incarne la nostalgie de la social-démocratie d'antan. » Wagner, *La vie politique à Mulhouse: de 1870 à nos jours*. op.cit.,p.203.

<sup>268</sup> Émile Muller obtient 176 279 voix et est largement distancé par les grands leaders. Richard Wagner montre qu'il a obtenu une honorable place « malgré l'absence d'appui des partenaires réformateurs, malgré l'inégalité des moyens des candidats, il fait une meilleure moisson que Guy Heraud, Jean-Claude Sebag, Bertrand Renouvin et Alain Krivine. Ce dernier était déjà candidat à la Présidence de la République en 1969. » Richard Wagner, op.cit.,p.203

<sup>269</sup> « Certains candidats-figurants ne laisseront pas de traces dans les mémoires. C'est le cas de l'avocat Jean-Claude Sebag, soutenu par le Mouvement fédéraliste européen, du professeur de droit Guy Guy Héraud qui défend un socialisme autogestionnaire, du socialiste anticommuniste Émile Muller » Bastien François, « Histoire des candidatures à l'élection présidentielle », *Pouvoirs* 138, n° 3 (2011): 5.

<sup>270</sup> « L'avenir dira si « Gauche Moderne » lancée par Jean-Marie Bockel le 28 novembre 2007 aura davantage d'avenir que le PSD (d'Émile Muller). Ce qui est certain c'est que les cartes de la scène politique locale à Mulhouse ont été redistribuées suscitant des mouvements divers à droite comme à gauche face à ce ralliement du maire sortant qui, se réclamant du blairisme a voulu structurer l'aile droite du PS et s'emploie désormais à créer l'aile gauche du sarkozysme. » Richard Kleinschmager, « Les élections du printemps 2008 en Alsace », *Revue d'Alsace*, n° 134 (1 octobre 2008): p.329.



face aux risques de réponses « court-termistes ». Pour éviter cet écueil, G. Berger en appelle à l'homme de confiance pour garder le cap, car selon lui : « Gouverner, c'est agir et l'action n'est pas le fait d'un grand corps de l'État : c'est le fait d'un homme, d'un individu<sup>271</sup> ». Émile Muller, à l'origine des Journées mulhousiennes et de l'évolution historique de Mulhouse, pourrait être cet homme providentiel que Raymond Woessner désigne comme un « bâtisseur et un fédérateur<sup>272</sup> ». Émile Muller était aussi un visionnaire en promouvant un devenir meilleur lorsqu'il alertait des risques de la civilisation actuelle de l'homme sur la planète. C'est ce qui sera nommé « l'ère de l'anthropocène<sup>273</sup> » à la fin du XXe siècle par le prix Nobel de chimie Paul Crutzen. Émile Muller prévenait déjà les Mulhousiens des risques encourus une année avant la publication en 1972 du célèbre rapport du Club de Rome, « Limits to Growth » (Les limites à la croissance), mondialement connu pour avoir annoncé un futur inquiétant pour l'humanité,<sup>274</sup> et qui se confirme depuis<sup>275</sup>. En effet, il annonce dès 1971 dans un discours que « l'homme est menacé de périr sous les déchets de la civilisation de consommation. La préservation de l'environnement est un devoir vital<sup>276</sup> » et il met en parallèle ces enjeux avec ceux de « l'accélération fantastique dans tous les domaines » scientifiques et techniques, ce qui l'interroge sur « les possibilités dépassant l'imagination, mais influent pourtant

<sup>271</sup> Gaston Berger, « Le problème des choix: facteurs politiques e facteurs techniques », in *L'homme moderne et son éducation* (Paris, 1958). op.cit.,p.242.

<sup>272</sup> « Porté par la vague d'urbanisation sans précédent que la France connaît lors des Trente Glorieuses (1945-1975), le maire Émile Muller apparaît comme un bâtisseur et comme un fédérateur. Il affirme des ambitions fortes pour sa ville, autant au niveau régional qu'international dans un Marché commun en expansion. » Raymond Woessner, « Enfin une agglomération », *Administrer une ville*, Annuaire Historique de Mulhouse, n° 15 (2004): p.154.

<sup>273</sup> « L'Anthropocène a été conçu par des scientifiques du système terrestre pour saisir la très récente rupture de l'histoire de la Terre résultant de l'impact de l'activité humaine sur le système terrestre dans son ensemble » Clive Hamilton, « Define the Anthropocene in terms of the whole Earth », *Nature* 536, n° 7616 (17 août 2016): p.251.

<sup>274</sup> Selon Delaunay Janine, cinq principaux problèmes sont soulignés dans ce rapport : l'accélération de l'industrialisation, la forte croissance de la population mondiale, la persistance de la malnutrition mondiale, l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, la dégradation de l'environnement. Janine Delaunay, *Halte la croissance ? enquête sur le club de rome. suivi de rapport sur les limites à la croissance* (Fayard, 1972).

<sup>275</sup> Donella H. Meadows, Jørgen Randers, et Dennis L. Meadows, *The limits to growth: the 30-year update* (White River Junction, Vt: Chelsea Green Publishing Company, 2004).

<sup>276</sup> « L'inquiétant problème de la pollution, sous toutes ses formes, troisième secteur de préoccupation, appelle lui aussi des solutions radicales. L'homme est menacé de périr sous les déchets de la civilisation de consommation. La préservation de l'environnement est un devoir vital. Pour éviter que l'eau, source de vie, devienne poison mortel, la protection des nappes phréatiques s'impose d'urgence. [...] il s'agira aussi de conserver, entre les zones d'habitation, des espaces verts indispensables à l'équilibre de la vie. » Discours d'Emile Muller, Mairie de Mulhouse, « Mulhouse 1956-1970: 15 années d'activités municipales ». op.cit.,p.4.

directement sur le comportement quotidien ». Émile Muller s'interroge ainsi sur l'évolution possible des mentalités : « comment les mœurs et le mode de vie s'adapteront-ils à cette évolution ? La question est posée...<sup>277</sup> »

Mulhouse peut se targuer d'avoir eu en son sein un décideur politique bâtisseur, fédérateur et visionnaire donc avec des qualités prospectives. Cette capacité visionnaire lui donne l'élan nécessaire pour une nouvelle évolution du CUHR lors de son dernier mandat. Muller est le lien entre l'engagement dans la pensée-action de l'élite locale et l'administration prospective française faite de prévision, de synthèse et de coopération. Ainsi, Jean-Pierre Soisson vient surprendre son auditoire lors de sa visite à Mulhouse en annonçant la possibilité d'ériger le CUHR en université de plein exercice. Cette prérogative rentre aussi dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire du gouvernement pour le développement des moyennes et petites universités<sup>278</sup>. Cette manière d'adoucir<sup>279</sup>, d'ouvrir<sup>280</sup> et de relâcher<sup>281</sup> est d'après Pierre Racine, haut fonctionnaire et co-fondateur de l'ENA, un dispositif nécessaire pour permettre le meilleur fonctionnement de l'institution en vue de former les hommes de demain. La prévision faite de la transformation en une unique université rentre en contradiction avec certains locaux puisque l'annonce et le vote du conseil d'administration se sont opérés le même jour. S'en suivent des mouvements de riposte pendant quelques mois entre les syndicats d'enseignants, le recteur, le président Pierre Taglang et le gouvernement. L'intersyndicale du CUHR édite pour son premier numéro la publication intitulée « Le calendrier de la magouille », repris par Jean-Jacques Schaettel dans l'Alsace le 2 octobre 1975 : « L'université du Haut-Rhin semble bien mal partie ». Coordination ardue entre les différents acteurs, prévision du ministère et prospective locale, la transformation de l'Université se manifeste comme une application graduelle, une aventure « calculée

---

<sup>277</sup> « L'évolution de la société de demain sera peut-être différente de ce que nous en attendons. C'est même probable. L'accélération est fantastique dans tous les domaines. La science et la technique ouvrent des possibilités dépassant l'imagination, mais influant pourtant directement sur le comportement quotidien. Comment les mœurs et le mode de vie s'adapteront-ils à cette évolution ? La question est posée ... » Discours d'Emile Muller, op.cit.,p.5.

<sup>278</sup> Stoskopf et Schultz, *Université de Haute-Alsace*. op.cit.,p.49.

<sup>279</sup> « Libérer les organes centraux des tâches qui masquent leur mission primordiale de prévision, d'impulsion, et de coordination. » Pierre Racine, « Vues prospectives sur l'administration », in *Etapas de la prospective* (Paris, 1958), p.47.

<sup>280</sup> « Lutter contre toutes les formes de cloisonnement et de sclérose » Ibid.,p.51.

<sup>281</sup> « Instituer des formes nouvelles d'administration souple et créatrice. » Ibid.,p.51.

<sup>282</sup>» de la prospective. Elle voit le jour par décret le 8 octobre 1975, soit dix-sept ans après l'aventure de la prospective de l'enseignement supérieur. Elle a été le fruit d'une pensée-action de l'élite locale, d'une administration prospective française, et d'hommes qui ont porté ce projet. Par ailleurs, l'Université peut s'appuyer sur de nouveaux équipements scolaires dont s'est dotée Mulhouse suite à l'importante augmentation de la natalité à partir de 1945. Des écoles maternelles et primaires aux enseignements secondaires et techniques<sup>283</sup>, les Mulhousiens pourront suivre dorénavant toute leur scolarité jusqu'au doctorat. Secteur réservé à l'État, les responsables locaux n'ont jamais manqué une occasion pour favoriser le développement de l'enseignement supérieur, et l'attitude prospective a joué un grand rôle chez les décideurs locaux pour y parvenir.

Après la formation, l'aménagement du territoire constitue une deuxième composante majeure de l'aventure de la prospective mulhousienne. Mulhouse connaît historiquement une forte croissance démographique à partir du XIXe siècle à cause de son industrie et voit même sa population doubler entre 1871 et 1914, ce qui fait d'elle l'une des villes les plus peuplées de l'Empire allemand<sup>284</sup>. Marie-Claire Vitoux définit ces mouvements humains permanents entre le XIXe siècle et le milieu du XXe siècle, comme liés à l'ascension incroyable de ses industries lors des

---

<sup>282</sup> Pierre Massé montre que la prospective nous invite à une « aventure calculée » et il s'interroge entre la vision, l'action et la prise de risque : « comment dans ce temps ouvert, calculer les chances et les risques de l'action ? » Massé, *Le plan ou l'anti-hasard*. op.cit.,p.30.

<sup>283</sup> En 1974, un Mulhousien sur quatre est élève ou étudiant. De 1956 à 1971, quinze écoles maternelles ont été construites s'ajoutant aux dix-neuf établissements déjà existants pour une capacité totale de 4500 enfants. Pendant la même période, le Conseil municipal a fait édifier huit écoles primaires et ces constructions représentent 242 classes alors que deux autres établissements verront le jour quelques années plus tard (ZUP et Bourtzwiller). Pour l'enseignement secondaire, le lycée Albert-Schweitzer a été édifié en 1958 et mis en service en 1959 sur les terrains de l'ancienne usine Heilmann en remplacement du Lycée de garçons de la rue Huguenin datant de 1873. En 1965 le lycée de Jeunes Filles a également été rafraîchi avec la réalisation d'un externat et d'un gymnase. Le lycée Louis Armand, à l'époque lycée technique d'Etat, a été agrandi pour recevoir 15 classes supplémentaires, tandis que le lycée technique féminin (Tour du diable) a été annexé au Lycée technique d'Etat après de nombreux aménagements (demi-pensionnat, équipement de la section d'aide-chimiste, agrandissement du laboratoire). Le Collège d'Enseignement technique des métiers de l'Automobile a été doté d'un certain nombre d'équipements complémentaires (internat, demi-pension, installations sportives). Enfin, le lycée technique d'Etat a implanté ses locaux dans la zone universitaire de la ZUP pour accueillir 1500 élèves. Mairie de Mulhouse, « Mulhouse 1956-1970: 15 années d'activités municipales ». op.cit.,pp.43-55.

<sup>284</sup> La ville compte 7956 habitants en 1782 mais sa population va considérablement augmenter entre 1871 (52 892 habitants) et 1914 (105 000 habitants). voir Livet et Oberlé, *Histoire de Mulhouse des origines à nos jours*. Depuis une centaine d'années sa population se stabilise autour de 105 000 / 110 000 habitants.

révolutions industrielles, ce qui caractérise la ville d'aujourd'hui comme « l'archétype de la ville fabriquée par les flux migratoires<sup>285</sup> ». Elle est aussi l'archétype d'une ville industrielle qui se matérialise selon Pierre Fluck autour de quatre caractéristiques déterminantes : concentration d'usines avec association de parcs et de jardins, habitat ouvrier dans le cadre de cités ouvrières<sup>286</sup>, construction de ces habitations par la bourgeoisie locale, et réalisations sociales et culturelles par ces mêmes capitaines d'industrie<sup>287</sup>. Porté par un contexte favorable lié à la vague d'urbanisation en France (1945-1975) pendant les Trente Glorieuses<sup>288</sup> et par un contexte local spécifique, Mulhouse connaît à la fin des années 1950 un fort développement urbain, et fait de « l'aménagement du territoire sans le savoir<sup>289</sup> » depuis plusieurs années : l'industrie dépasse maintenant « les limites administratives<sup>290</sup> » de la ville et le solde migratoire pose de nouvelles problématiques. Depuis 1950, trois phases de « périurbanisation généralisée<sup>291</sup> » ont marqué le territoire. Croissance démographique de la ville dans les années 1950, puis jusqu'aux communes voisines dans les années 1960, tandis que la ville et sa proche couronne voient sa population stagner à partir des années 1970 au détriment des villages et petites villes proches<sup>292</sup>. Entre 1957 et 1997, la croissance de l'agglomération (19 communes) connaît même une augmentation de

---

<sup>285</sup> Jean-Marie Stoerkel mène l'entretien et pose la question sur l'immigration mulhousienne à Marie-Claire Vitoux « Peut-on dire sans exagérer que dans sa période de grande prospérité, l'économie de Mulhouse tournait avec des bras immigrés ? » ce à quoi elle répond « Mulhouse est l'archétype de la ville fabriquée par les flux migratoires. [...] Mulhouse n'existerait pas sans cet apport incessant de populations venues y travailler. La prospérité de la ville durant les Trente Glorieuses, comme celle de la France, leur doit beaucoup ! ». « Marie-Claire Vitoux, Mulhouse est l'archétype de la ville fabriquée par les flux migratoires, L'Alterpresse 68, 23 décembre 2018.

<sup>286</sup> Voir Stéphane Jonas, *Mulhouse et ses cités ouvrières perspective historique, 1840-1918: quatre-vingts ans d'histoire urbaine et sociale du logement ouvrier d'origine industrielle* (Strasbourg: Oberlin, 2003).

<sup>287</sup> Fluck et Lesage, *Mulhouse, trésors d'usines*. pp.9-10.

<sup>288</sup> Annie Fourcaut, « L'histoire urbaine de la France contemporaine : État des lieux », *Histoire urbaine* 8, n° 2 (2003): p.171.

<sup>289</sup> « L'Alsace, et en particulier, le Haut-Rhin ont fait, depuis déjà plusieurs décades, « de l'aménagement du territoire sans le savoir ». Ici, en effet, il n'y a pas de coupure entre milieu urbain et milieu rural ; les villes, nombreuses et bien réparties, vivant en symbiose avec des campagnes pénétrées par l'activité industrielle et peuplées d'ouvriers autant que de cultivateurs. » Jean-François Gravier, « Mulhouse, l'aménagement du territoire et l'équilibre européen ». op.cit.,p.1.

<sup>290</sup> « L'industrie est donc le principal moteur du développement urbain de Mulhouse qui a, dès maintenant, largement dépassé les limites administratives de la commune. » Etienne Juillard, « Le complexe mulhousien: ses origines et ses perspectives d'avenir ». op.cit.,p.3.

<sup>291</sup> Cohen, Woessner, et Reitel, « Prospective d'aménagement du territoire Haut-Rhinois ». p.19.

<sup>292</sup> « L'examen des soldes migratoires des communes depuis 1950 révèle que trois phases se sont succédées dans le temps. » op.cit.,p.19.

105 % de sa population<sup>293</sup>. En 2002, l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne (AURM) évoque « un territoire polycentrique et une forte imbrication d'ensembles hétérogènes<sup>294</sup> ». La composition du territoire est presque anarchique, peu lisible, et même appréhendée négativement par ses propres habitants<sup>295</sup>. Dans ce contexte, comment peut-on considérer l'aménagement du territoire de Mulhouse comme une réussite de la prospective mulhousienne ?

L'aventure de la prospective mulhousienne en matière d'urbanisme du territoire date de la fin des années 1950. Son analyse dévoile un accompagnement prospectif, pressenti en termes plus qualitatifs, vers un modèle d'accompagnement libéral du déploiement urbain tout en tentant de prendre en charge la question sociale. Pierre Massé détermine cette manière d'agir comme une « projection géographique de la société d'avenir<sup>296</sup> ». L'attitude prospective de l'élite locale donne une nouvelle dimension à l'espace comme le lieu d'enracinement concret du nouveau plan pour l'avenir de la ville. L'aménagement du territoire devient une réflexion sur le destin de la ville à long terme, comme une activité perceptible, continue et pragmatique offrant « de grande possibilité d'avenir<sup>297</sup> ». Mulhouse développe ainsi une géographie prospective des activités et s'imagine jusqu'au Rhin dans un triangle Mulhouse-Chalampé-Niffer<sup>298</sup>. Elle ne peut être conçue d'après Étienne Juillard « sans la grande navigation rhénane et sans l'ensemble de son réseau de communication<sup>299</sup> ». L'ambition est de gérer la composition du territoire entre les zones industrielles et les

---

<sup>293</sup> Ce doublement de la population va même consommer 5999 ha dont le quart sera utilisé pour la construction pavillonnaire. Stéphane Egraz et Jean-Claude Chadanson, « Urbanisation de l'agglomération mulhousienne » (Mulhouse: AURM, 2000).

<sup>294</sup> Jean Roch Klethi, « Un problème d'images », La Lettre de l'Agence de l'Urbanisme de la Région Mulhousienne (Mulhouse: AURM, octobre 2002). p.4.

<sup>295</sup> Raymond Woessner, « Enfin une agglomération », *Administrer une ville*, Annuaire Historique de Mulhouse, n° 15 (2004). op.cit.,p.150.

<sup>296</sup> « Il ne suffit pas de dresser des plans d'urbanisme, il faut avoir une doctrine de la ville. Il ne suffit pas de tracer des axes à travers la France, il faut qu'ils s'inscrivent dans la géographie prospective des activités. Il ne suffit pas de prendre des décisions de décentralisation industrielle, il faut s'assurer que les usines décentralisés trouvent un environnement correspondant à leurs nécessités fonctionnelles [...] Pour être une image visible de notre avenir, les plans de développement ont besoin de s'enraciner. » Massé, *Le plan ou l'anti-hasard*. op.cit.,pp.105-107.

<sup>297</sup> « C'est grâce à un ensemble de nombreux facteurs très favorables à l'industrie que la région Mulhouse-Rhin voit s'ouvrir devant elle de grandes possibilités d'avenir. » Marty, *L'aménagement industriel de la région de Mulhouse en fonction du Rhin et du Grand Canal d'Alsace*. op.cit.,p.89.

<sup>298</sup> Raymond Woessner, « Enfin une agglomération », op.cit.,p.154.

<sup>299</sup> « Le Mulhouse d'aujourd'hui, qui est encore, en dimension, à peu près celui d'hier, doit faire place à un Mulhouse de demain, qui ne se concevra pas sans la grande navigation rhénane et qui devra englober l'ensemble de son réseau de communications, c'est-à-dire s'étendre jusqu'au grand Canal. » Etienne Juillard, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.10.



zones d'habitations. L'aménagement du territoire se transforme en un objet politique pour le « Plan futur de la cité<sup>300</sup> ». Cette planification territoriale accompagne la volonté de l'élite locale de moderniser la ville pour offrir « une vie décente<sup>301</sup> » aux habitants selon les propos d'Émile Muller. L'exercice de l'aménagement du territoire fait appel à une véritable « aristocratie technique » exclusivement masculine, non plus au service d'un simple projet d'architecture, mais d'une planification territoriale, et donc d'une réalisation politique. On retrouve des ingénieurs des Ponts et Chaussées, des architectes, des géographes, des industriels, et des fonctionnaires du département et de la ville<sup>302</sup>. Les années de reconstruction d'après-guerre sont finies, l'aménagement du territoire n'a plus vocation à reconstruire, mais il affronte dorénavant une expansion industrielle et démographique qu'il convient de maîtriser pour l'évolution des actions à mener en matière de construction et d'urbanisation. L'élite locale décide d'organiser et d'humaniser ce processus en cours et déclare assumer sa responsabilité pour les générations futures<sup>303</sup>. Le programme d'action régional du 30 juin 1955 pour la région Alsace et l'étude de l'armature urbaine de l'Alsace produite en mai 1966 appuient l'aventure de la géographie prospective des Mulhousiens. Le premier programme est un processus de « territorialisation » qui met l'accent sur des équipements à terminer ou à perfectionner<sup>304</sup> pour l'équipement

---

<sup>300</sup> « Le problème est double : Il s'agit d'abord de définir le plan futur de la Cité ; il s'agit ensuite de tracer les voies qui conduiront la partie existante de la Cité à s'harmoniser avec le plan futur ». M. Dollfus « Les zones industrielles de Mulhouse ». op.cit.,p.1.

<sup>301</sup> « Mais si Mulhouse veut rattraper les retards accumulés pendant trop longtemps, il est indispensable que ces efforts se poursuivent jusqu'à ce que les projets en cours soient menés à bonne fin. A cette condition seulement, nos générations auront apporté leur contribution à l'édification du Mulhouse de demain dans lequel leurs enfants pourront vivre une vie décente, à la mesure de leur temps, et parvenir au plein épanouissement de leur personnalité » Emile Muller, Dernières Nouvelles du Haut-Rhin, « Mulhouse demain ». op.cit.,p.3.

<sup>302</sup> Plusieurs personnes ont fait des interventions techniques sur l'élaboration du futur aménagement du territoire : le géographe Etienne Juillard sur le complexe mulhousien, le directeur départemental du ministère de la construction Jean Pozzi sur l'aménagement de la zone Mulhouse-Rhin et la Semapro, le secrétaire général de la SIM Philippe Langlet sur la construction de l'ensemble universitaire, technique et sportif ; l'architecte François Spoerry (D.P.L.G) sur le nouveau centre de Mulhouse, le président de la SIM Jean Dollfus sur les zones industrielles de Mulhouse, Jean-François Gravier sur l'aménagement du territoire et l'équilibre européen, l'architecte en chef des Bâtiments Civils et Palais Nationaux Marcel Lods sur l'habitat urbain, l'ingénieur des Ponts et Chaussées Roland Girardot sur les voies de communication ou encore le directeur général des Services Techniques de la ville de Mulhouse Monsieur Loudet sur la nouvelle zone résidentielle.

<sup>303</sup> A ce propos, le vice-président de la SIM, M. Zuber cite Alfred Sauvy : « nous serons tous solidaires devant cet échec collectif. Notre génération sera en bloc responsable devant les jeunes qui montent. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.56.

<sup>304</sup> Vincent Claustre et Léa Stéphane, « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004): op.cit.,p.203.

fluvial ou ferroviaire<sup>305</sup>, tandis que la deuxième étude viendra « rationaliser » l'organisation du territoire alsacien<sup>306</sup> après le IVe plan<sup>307</sup>, dans le fil conducteur du groupe de réflexion 1985<sup>308</sup> et de la régionalisation du Ve plan<sup>309</sup>. Le développement

---

<sup>305</sup> L'achèvement du grand canal d'Alsace et la modernisation du canal de la Marne au Rhin sont les équipements fluviaux, tandis que l'achèvement de l'électrification et raccordement aux réseaux voisins sont les équipements ferroviaires. Ce programme d'action régional comporte aussi un volet sur l'amorce du canal Rhin-Rhône et sur l'autoroute Nord-Sud.

<sup>306</sup> Vincent Claustre et Léa Stéphane. *op.cit.*, p.202.

<sup>307</sup> Le quatrième plan est marqué par Pierre Massé (1962-1965) qui est le deuxième homme fort de la planification française. Ce polytechnicien, promotion 1916, ingénieur du corps des Ponts et Chaussées, est un ancien soldat du front lors de la Première Guerre mondiale avant de rejoindre la résistance lors de la seconde où il rallie les gaullistes. Le 18 février 1959, le général de Gaulle le nomme à la tête du Commissariat général du plan. Dans son ouvrage « Le plan, ou l'Anti-hasard » préfacé par Paul Valéry, Massé décrit la différence entre les plans français et soviétiques. Il compare le plan français à celui des soviétiques (Massé, *Le plan ou l'anti-hasard*, p 49). Il a ce souci de justice sociale et porte toute son attention sur la répartition des fruits de l'expansion, « le partage du surplus » selon lui. Le 4e plan est le plus fourni en documentation et en littérature, preuve de son importance stratégique et de la vision prospective de Massé (voir La planification française du premier au sixième Plan par Bauchet, éditions du Seuil en 1970. La planification en France et le IVe Plan par Cazes, éditions de l'Épargne en 1962. Gascuel A. (1982), Aspects du IVe Plan par Gascuel, Berger-Levrault en 1982. Perroux F. (1963), Le IVe Plan français par Perroux, Que sais-je ?, PUF en 1963). Trois commissions supplémentaires sont créées sous l'ère Massé par rapport au troisième plan portant leurs nombres à 25. Une nouvelle fois, le contexte politique est tendu avec la fin de la guerre d'Algérie et le retour de 700 000 français. Cependant, depuis les années 1960, l'économie française se porte très bien et connaît un essor fulgurant marqué par la fin des pénuries et le début de l'abondance. C'est le démarrage de la consommation de masse. Dix-sept ans après la Seconde Guerre mondiale, l'objectif n'est plus de guider les secteurs de bases ou les secteurs d'actions, mais d'accompagner au mieux les nouvelles possibilités économiques et sociales du pays. C'est ainsi qu'intervient le 4e plan. Pour y parvenir, le gouvernement s'engage fortement dans ce plan, notamment avec de nouvelles procédures institutionnelles largement pilotées par Paris : intervention du Conseil Economique et Social, du gouvernement, du parlement et du SEEF du ministère des Finances. La dimension sociale est considérée dans les approches macro-économiques. C'est une nouveauté puisque l'élaboration de ce plan est conçue pour la population et non plus exclusivement pour la reconstruction de l'État. Ce 4e plan rentre en vigueur le 4 août 1962 et annonce la modernisation de certains secteurs estimés en retard comme celui des télécommunications, de l'éducation nationale, des hôpitaux et des autoroutes. Ce nouveau plan se métamorphose en Plan de développement économique et social. Les ambitions sont les suivantes: appuyer la croissance en respectant les équilibres (taux de croissance annuel de 5,5 % et consolider la balance des paiements), investir dans les équipements publics, réduire les inégalités sociales et régionales, notamment dans les régions pauvres pour améliorer la qualité de vie de la population (Commissariat général du Plan, « Quatrième plan de développement économique et social (1962-1965) » (Paris: Commissariat général du Plan, août 1962). pp.209-275.). Quel est le bilan de ce quatrième plan ? Ce plan est considéré comme le plus abouti et le mieux réussi de l'histoire de la planification française. Presque tous les objectifs ont été atteints à l'exception de la croissance des investissements et de l'inflation. De plus, il faut remarquer la baisse du taux de fécondité en France qui marque la fin de la génération « baby-boom » (Jean-François Sirinelli et Denis Maraval, *Génération sans pareille: les baby-boomers de 1945 à nos jours*, 2016. p.47.) Par ailleurs, la politique de régionalisation et de décentralisation se poursuit puisque les préfets interviennent directement dans l'élaboration des tranches opératoires des plans nationaux à l'échelle régionale.

<sup>308</sup> Pierre Massé lance l'avenir de la prospective territoriale dès le début de la mise en place du quatrième Plan. En effet, il crée en 1962 le groupe 85 (ce groupe est notamment composé de Eugène Claudius-Petit, Marcel Demonque, Jean Fourastié, Bertrand de Jouvenel, Philippe Lamour et Jérôme Monod ) pour préparer le Ve plan (1966-1970). Il parvient à fédérer ses équipes autour d'une réflexion prospective de l'économie française en invoquant l'importance de préparer correctement le futur. Ainsi, les années du quatrième plan sont celles des heures de gloire de la prospective sous la



---

direction de Pierre Massé. En réalisant lui-même le quatrième plan, Massé prépare déjà le cinquième plan qui prendra place dès 1966 en menant une réflexion à la foi prospective et prévisionnelle pour l'appliquer directement à la décision publique. C'est en ce sens que Massé se démarque de ces contemporains. Il exhorte son personnel et les experts (on retrouve dans les experts consultés: Claude Lévi-Strauss, Jacques Delors, Paul Delouvrier et Raymond Aron) à imaginer en 1962 la France de 1985 dans le but de connaître les besoins de demain. Massé ne supporte pas la vision court-termiste des décideurs et veut corriger ces maux, car selon lui « la mission essentielle du Commissariat du Plan est d'être le lieu où l'on raisonne à long terme » (Jean-Marc Daniel, « Pierre Massé, le planificateur des années 1960 », 1 novembre 2010, Le Monde édition, sect. Idées,). Il est un habitué des études de prospective puisqu'il rejoint le conseil d'administration du Centre d'Études prospectives en 1959 et il sera considéré comme l'un des responsables de la prospective française après la mort de Berger. Cette volonté politique de comprendre le futur est « la première démarche formelle de prospective appliquée à l'avenir d'un pays, la France » (Sébastien Brunet, Jean-Luc Guyot, et Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, éd., *Construire les futurs: contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective*, Collection Univer'Cité 1 (Namur (Belgique): Presses Universitaires de Namur, 2014). p.38.). Les grands programmes et les grandes ambitions gaulliennes influencent fortement les circonstances politiques de l'époque et favorisent la mise en place d'un terreau fertile pour la prospective française qui va connaître son âge d'or dans les années 1960. Le groupe 85 souhaite que les structures de l'État, des organisations publiques et privées se dotent d'une cellule de prospective pour se préparer au changement à travers l'exercice même de la réflexion prospectiviste. Massé dépoussière complètement et sans complexe la planification française. Il remet en cause tout le travail administratif en incluant des intellectuels dans l'élaboration de ce groupe de travail mené par les élites administratives. De plus, il utilise largement les médias pour décrire les récits du futur en diffusant considérablement les recherches (Vincent Guiader, « L'invention des groupes de prospective du Plan : sélection des acteurs légitimes, politisation de l'expertise et transformation des modes de publicisation de l'action publique ») (Table ronde n° 6: « Acteurs structurants et recomposition des élites des politiques publiques », Lyon, 2008)). Il utilise notamment pour la première fois l'imagination du public pour lui permettre de se projeter dans l'avenir. On peut citer quelques extraits pour comprendre l'innovation sociale du moment (Extraits de « La France dans vingt ans », documentaire réalisé par Jean Cherasse, avec le concours du Groupe 1985, ORTF, 1965.) : « Dans 20 ans, en 1985, notre capacité de production aura plus que doublé, notre temps de loisir se sera largement accru. Tout cela est possible pour 1985. Comment réaliser le souhaitable ? C'est dès 1965 qu'il faut réaliser 1985.» ; « Un autre avenir est possible, un avenir où vous travaillerez moins, où vous aurez plus de loisirs. Il ne dépend que de vous que cet avenir se réalise » « Entre le rêve et le cauchemar, il y a mille possibilités, à vous de choisir.» ; « Nous entrons de plain-pied dans la science-fiction, nous devenons des martiens.» Ce travail de prospective du groupe 85 à l'horizon 20 ans à partir de 1962 est assez remarquable puisqu'ils utilisent déjà les premiers ordinateurs et prévoient une continuité de la croissance et de l'urbanisation ainsi que l'essor des femmes dans la société française. Les rapporteurs anticipent les problèmes de déficit extérieur et les menaces de l'inflation qui pèseront sur la France dans les années 1980, mais ils manquent complètement le choc pétrolier et la montée du chômage. C'est pourtant la première préoccupation des Français en 1985. Le groupe 85 de prospective réalise un exercice délicat ce que Massé ne manque pas de souligner dans ses mémoires publiés en 1984 « Aléas et progrès ». Dans son dernier livre, il utilise la mythologie grecque et le conte philosophique de Voltaire pour exprimer l'idée générale qu'il se fait de la prospective : « Entre Candide et Cassandre ». Pour lui, l'État ne peut pas se substituer dans la vie des gens et régler tous leurs problèmes. C'est en ce sens qu'il considère le plan comme un réducteur d'incertitudes (Pierre Massé et Bernard Cazes, *La Crise du développement*, vol. 29, Annales. Économies, Sociétés, Civilisations 4 (Paris, 1974).)

<sup>309</sup> La prospective de Massé pendant les années du quatrième plan a un impact important pour la mise en place du cinquième plan. Le Commissariat général du Plan reste sous la tutelle directe du Premier ministre avant que celui-ci nomme en 1967 un ministre délégué chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (Décret n° 67-376). Trois commissaires se succèdent lors de ce cinquième plan avec le retrait de l'emblématique commissaire Massé en janvier 1966 (Pierre Massé quitte le CGP en janvier 1966 pour laisser sa place à François Ortoli (janvier 1966-juin 1967) puis René Montjoie lui succède (juin 1967-octobre 1974). Ce plan est constitué de 31 commissions avec la création, par rapport au 4e plan, de deux nouvelles (La Commission des bureaux et organismes

économique du territoire mulhousien va de pair avec la volonté de l'État d'être acteur de ces évolutions, surtout après le renforcement du pouvoir du président qui a suivi les accords d'Evian de 1962<sup>310</sup> et de la création en février 1963 par le Général de Gaulle de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale<sup>311</sup>.

---

d'études techniques et la Commission des prestations sociales.). Ce cinquième plan a pour ambition d'accompagner la course rapide de l'économie française et du progrès social en redoublant d'efforts pour l'investissement des équipements collectifs. Il est influencé par le traité de Rome signé le 25 mars 1957, celui-ci pose les bases du marché commun permettant la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux. Ces nouvelles bases de coopération augmentent la pression concurrentielle sur la France à cause de l'ouverture des frontières (J. J. A Ellis, « Les règles de concurrence du traité de Rome applicables aux entreprises », *Revue internationale de droit comparé* 15, no 2 (1963): pp.299-328., doi:10.3406/ridc.1963.13630.). Désormais, il faut s'adapter à ces nouvelles règles et se réinventer. Ainsi, Jean-Jacques Bonnaud définit le cinquième plan comme le début d'une métamorphose. La planification française se transforme de Plan-Nation à Plan-Stratégie (Jean-Jacques Bonnaud, *Le Ve Plan : une stratégie de l'expansion*, vol. pp.35-36., *Tiers-Monde* 9, 1968.). Dorénavant, la manière de réaliser le Plan devient un des objectifs principaux du Plan. La prospective permet de poser les conditions de l'expansion à travers une stratégie de développement notamment dans l'innovation scientifique et technique, dans la formation des hommes et dans l'exportation (Commissariat général du Plan, « Le cinquième plan de développement économique et social (1966-1970) » (Paris: Commissariat général du Plan, 30 novembre 1965). pp.29-65.). C'est une véritable veille de marché pour une meilleure connaissance de la vie socio-économique, à l'image du groupe 85 souhaitant créer une cellule prospective dans les différentes structures de l'État. Ce plan est marqué par l'identification des objectifs et par les moyens pour y parvenir. L'influence de Massé est omniprésente puisque les méthodes pour élaborer ce cinquième Plan évoluent dans le sens souhaité par ce commissaire. En effet, les procédures classiques des interventions des fonctionnaires et des experts continuent, mais ce Plan fait appel pour la première fois à une réelle démocratisation à l'échelle nationale et régionale («CGP, Ibid.,p.117.). Il est voté le 30 novembre 1965, c'est également la première fois qu'un plan est approuvé sans retard. On peut retenir les objectifs suivants : développement de la compétitivité de l'appareil de production à cause de l'ouverture aux frontières, contrôle de l'évolution des salaires à cause de l'inflation, contrôle des prix pour éviter une surchauffe de l'économie. L'ambition est de maintenir une croissance économique annuelle de 5 % et une augmentation du niveau de vie annuelle de 3,5 %. Quel bilan retenir de ce cinquième plan porté par les idées prospectivistes de Massé ? Un élément subvertit ce Plan : mai 1968. Ces événements rompent fondamentalement l'histoire de la société française, abandonnant l'ordre gaulliste pour rentrer progressivement dans une société post-moderne (Frédérique Matonti, « Crises politiques et reconversions : Mai 68 », *Actes de la recherche en sciences sociales* 158, no 3 (2005): 4). Malgré cette période marquée par la plus importante grève générale du XXe siècle, la croissance prévue n'est pas altérée, l'augmentation des ressources et des emplois est fidèle au Plan et la production par branches d'activités se rapproche des estimations. Néanmoins, l'inflation apparaît une nouvelle fois et érode à partir de 1968 l'investissement des équipements collectifs jugés nécessaires pour le développement du pays. Ainsi, l'année suivante, le CGP révisera son plan concernant les équipements. Par ailleurs, l'économie française atteint un pallier du fait de plusieurs raisons convergentes. Les lacunes de la formation professionnelle et les tensions sociales dans les entreprises en sont les principales causes. Le groupe 1985 a donc permis l'élaboration d'un plan opérationnel pour la période recouvrant le cinquième Plan. Par ailleurs, ils ont pu préparer le virage de la planification en ajoutant une vision purement stratégique sur la manière de réaliser les objectifs.

<sup>310</sup> Régis Boulat, « Le groupe 1985 et les origines de la prospective territoriale », in *Aménageurs et aménagement en Europe du Nord Ouest au XXe siècle*, vol. 38 (Metz: Centre régional universitaire lorrain d'histoire, 2010). p.41.

<sup>311</sup> Pendant la mise en place du quatrième plan aux heures de gloire de la prospective française, la diversification de ses activités passe par la création de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR). Le général de Gaulle la justifie par la nécessité de conduire avec efficacité les nouveaux projets d'aménagement du territoire du Plan : « Cette délégation sera un organisme de coordination et d'impulsion. Son rôle sera, à partir des

L'ambition des Mulhousiens est de concerter les décideurs locaux pour mettre en place une organisation capable de partager la même vision du territoire, c'est-à-dire d'articuler et d'ordonner les grands projets pour développer et moderniser Mulhouse. Le président de la SIM, Jean Dollfus, montre l'importance de délimiter les futures zones industrielles pour le développement des entreprises nouvelles et existantes entre l'est de la ville et la voie d'eau à grand gabarit<sup>312</sup>. Étienne Juillard met en exergue l'extension modeste de la structure de l'agglomération mulhousienne dans l'après-guerre<sup>313</sup>, ce qui ne l'empêche pas d'imaginer un « brillant avenir <sup>314</sup> » pour le Grand Canal d'Alsace et la mise en place d'un « hélicoptère de Mulhouse<sup>315</sup> » en liaison avec le transport aérien. Par ailleurs, il pointe les risques potentiels de ces activités

---

objectifs généraux définis par le plan, de préparer et de coordonner les éléments nécessaires aux décisions gouvernementales en matière d'aménagement du territoire et d'action régionale et de veiller à ce que les administrations techniques ajustent leurs actions respectives dans ce domaine, et fassent converger les moyens dont elles disposent vers les objectifs qui, globalement, dépassent l'action et la responsabilité de chacune d'elles : tâche intermédiaire, qui requiert de façon constante la possibilité de recourir à l'arbitrage et à l'autorité du Premier ministre ». Le décret (63-1132) du 14 février 1963 crée la DATAR directement rattachée auprès du Premier ministre. Elle vise à coordonner la planification du développement économique et des infrastructures. Le délégué chargé de la DATAR doit aussi harmoniser l'expansion industrielle et rurale sous le contrôle du Premier ministre. Olivier Guichard est nommé à la tête de ce service où il travaille étroitement avec Serge Antoine pour lancer la DATAR. Ces deux hommes marqueront durablement son histoire. La DATAR connaît plusieurs tendances de fond poussées par l'environnement international et national. Son histoire et ses initiatives représentent un large spectre de la philosophie prospectiviste française en matière d'aménagement du territoire. Les projets d'équipement, le soutien aux territoires en difficultés et l'accompagnement des initiatives locales représentent un « triptyque » unique en Europe (Jean-Benoît Albertini, « De la DATAR à la nouvelle DIACT : la place des questions économiques dans la politique d'aménagement du territoire », *Revue française d'administration publique* 119, n° 3 (2006): 415, <https://doi.org/10.3917/rfap.119.0415>). De sa création en 1963 jusqu'à la fin des années soixante-dix, deux périodes distinctes se succèdent. D'une part, la période avant la première crise pétrolière de 1973, les régions françaises se vident et les inégalités territoriales se creusent (Bernard Marchand, « La haine de la ville : « Paris et le désert français » de Jean-François Gravier », *L'information géographique* 65, no 3 (2001): pp.234-53., doi:10.3406/ingeo.2001.2761). La DATAR doit rééquilibrer le territoire en appliquant une politique de décentralisation industrielle. Entre 1955 et 1975, 500 000 emplois industriels sont créés en province (Saint-Julien Thérèse. *L'aménagement du territoire en France* [Laborie (Jean-Paul), Langumier (Jean-François), de Roo (Priscilla), 1986, *La politique française d'aménagement du territoire de 1950 à 1985*. Paris, La Documentation française]. In: *Espace géographique*, tome 15, n°3, 1986. pp. 237-238.). D'autre part, la période de la crise économique suite aux chocs pétroliers ouvre la voie à un réel aménagement du territoire en prenant en compte les spécificités locales jusque là ignorées en grande partie. De plus, le fonds européen de développement régional (FEDER) créé en 1975 soutient les actions de la DATAR. Dans un contexte où l'économie commence à s'ouvrir au monde, la taille et la puissance des zones urbaines commencent à être prises en compte dans les démarches d'aménagement.

<sup>312</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.39.

<sup>313</sup> Etienne Juillard, « Le complexe mulhousien: ses origines et ses perspectives d'avenir ». op.cit.,p.3

<sup>314</sup> « Une zone industrielle et portuaire s'édifie le long du Grand Canal, au droit de Mulhouse, entre Chalampé et Ottmarsheim ; des usines mulhousiennes, dont l'une des plus grandes, envisagent de transférer tout ou partie de leurs installations dans cette zone nouvelle qui semble appelée à un brillant avenir ». Etienne Juillard, op.cit.,p.4

<sup>315</sup> Juillard et al., *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*. op.cit.,p.13

pour l'économie de Mulhouse qui peut perdre une « bonne partie de son industrie et de ses revenus » dans son nouveau rôle de ville de services, de commerce et de culture. C'est d'autant plus désolant d'après lui que c'est l'élite locale qui est à l'origine de ce développement<sup>316</sup>. Il craint aussi l'établissement d'une zone résidentielle le long de la bande rhénane avec la mise en place d'une série d'équipements collectifs qui ferait doublon avec ceux de Mulhouse. Ces aménagements risquent de détruire la forêt de la Hardt<sup>317</sup>, alors que le géographe Paul Meyer souhaite la « maintenir dans son ensemble<sup>318</sup> ». L'une des seules interventions sur la préoccupation majeure de l'environnement viendra d'une question posée par le public de l'ingénieur en chef du génie rural, M. Gendrin, qui pointe du doigt l'insuffisance des analyses des conséquences extérieures de ces aménagements<sup>319</sup>. Autre élément stratégique passé sous silence, les analyses sociologiques sont entièrement écartées dans les études de projets d'extension et d'urbanisme de Mulhouse. L'élite locale n'en fait pas un sujet à aborder, et cette lacune est soulignée une nouvelle fois lors des questions du public avec l'intervention du président du groupe d'économie humaine du Haut-Rhin, M. Dupaquier, qui alerte l'auditoire sur les risques de ségrégation. Il est selon lui « déjà temps de se préoccuper de ces problèmes<sup>320</sup> ». Paul Meyer montrait en 1962, dans son étude de prospective, qu'il n'était pas encore possible d'envisager une

---

<sup>316</sup> Etienne Juillard, « Le complexe mulhousien : ses origines et ses perspectives d'avenir » op.cit.,p.4

<sup>317</sup> Etienne Juillard, op.cit.,p.4

<sup>318</sup> « Enfin, cet inestimable écran de verdure que constitue la Hardt, qu'on s'efforcera de maintenir dans son intégralité. » Paul Meyer, « Un nouveau plan d'aménagement de Mulhouse; ville et zone urbaine », *Cahiers de géographie jurassienne et rhénane*, Regio Basiliensis, II/1 (13 décembre 1961): op.cit.,p.65.

<sup>319</sup> « N'oublions pas la perpétuelle tentation d'étudier et de résoudre un problème sans se soucier suffisamment de ses incidences extérieures. Tous les problèmes d'urbanisme posent la question de leur implantation dans un milieu préexistant et des modifications inévitables de celui-ci. » M. Gendrin, ingénieur en chef du génie rural, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.55

<sup>320</sup> « Afin de tendre vers un développement harmonisé qui : 1. Favorisera la vie individuelle, la vie familiale, la vie sociale ; 2. limitera pour le moins : en matière de logement : la ségrégation des classes sociales, la ségrégation des classes professionnelles, la ségrégation des classes d'âge ; l'insuffisance, la surabondance, la répartition inadéquate des équipements collectifs ; administratifs, culturels [...] ; l'insuffisance, la répartition inadéquate des équipements commerciaux ; les travaux anormalement long pour se rendre au travail. L'enquête sociologique commencée par le Groupe d'Economie Humaine du Haut-Rhin montre déjà qu'il est temps de se préoccuper de ces problèmes. » M. Dupaquier, président du groupe d'économie humaine du Haut-Rhin, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. op.cit.,p.54.



ségrégation sociologique, car « l'expérience est trop récente<sup>321</sup> ». L'environnement et les problèmes de ségrégation sont les deux angles morts de la prospective mulhousienne, pourtant ces problématiques sont aujourd'hui largement d'actualité dans la cité du Bollwerk. Ces enjeux n'étaient pas encore partagés à cette époque, mais six décennies plus tard, ce n'est pas tant l'urbanisation du territoire et l'expansion vers le Rhin qui marquent l'esprit des Mulhousiens, que la dégradation de l'environnement et les très fortes inégalités inégalées qui portent aujourd'hui des risques de « balkanisation<sup>322</sup> » susceptibles d'entraîner l'agglomération mulhousienne vers un « déclin irréversible » selon Raymond Woessner. Dans les années 1960, aucune méthode scientifique ne pouvait prévoir ou calculer l'occurrence de ces deux phénomènes, tandis que les biais cognitifs ont empêché l'élite locale de prévoir ces phénomènes considérés à l'époque comme presque « impossibles ». Ces facteurs représentent la théorie du cygne noir d'après le statisticien et philosophe Nassim Nicholas Taleb, qui veut qu'un événement imprévisible et qui a une faible probabilité de se dérouler se réalise avec des conséquences d'une portée considérable et exceptionnelle<sup>323</sup>.

Malgré tout, l'élite locale consacre, de manière systématique, la réflexion prospective et l'aménagement du territoire comme une « géoprospective ». Pozzi défend l'idée d'un triangle Mulhouse-Rhin pour le développement futur de la ville, car c'est selon lui une « communauté de problèmes et d'intérêts<sup>324</sup> ». Cette définition est proche de celle que nous donnons pour le territoire du « Sud Alsace ». Un an plus tard, lors du 11<sup>e</sup> jour mondial de l'urbanisme à Mulhouse, Pozzi réitère sa vision

---

<sup>321</sup> « Si les liaisons avec les lieux de travail sont assurées aujourd'hui par les boulevards extérieurs, les craintes d'une ségrégation sociologique ne sont ni confirmées, ni infirmées, l'expérience étant trop récente. » Paul Meyer, « Le nouvel essor de Mulhouse » in *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1992). op.cit.,p.76.

<sup>322</sup> « Rien n'est gagné : les vieux démons de l'autonomie communale et de l'opposition entre la « ville » et la « campagne » rôdent toujours. A travers la balkanisation des esprits, ils peuvent entraîner le Sud-Alsace vers un déclin irréversible. » Raymond Woessner, « Enfin une agglomération », *Administrer une ville*, Annuaire Historique de Mulhouse, n° 15 (2004): op.cit.,p.165..

<sup>323</sup> Dans le prologue de son ouvrage, il donne quelques exemples de cygnes noirs comme internet l'ordinateur personnel, la chute de l'URSS ou encore les attentats du 11 septembre 2001. Nassim Taleb, *Le cygne noir: la puissance de l'imprévisible* (Paris: Les Belles lettres, 2008).

<sup>324</sup> « Le triangle Mulhouse-Rhin apparait comme une sorte de bassin économique (groupement d'urbanisme de Mulhouse et d'Ottmarsheim), fondé essentiellement sur la juxtaposition de forces économiques complémentaires, au sein duquel une communauté de problèmes et d'intérêts réunit quelque 140 000 personnes » Jean Pozzi, directeur départemental du ministère de la construction, Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.11.

d'une « nouvelle délimitation de la région mulhousienne<sup>325</sup> » avec la fusion de deux groupements antérieurs constitués par le triangle Mulhouse-Rhin. L'avenir de la ville se joue donc à l'est entre la zone industrielle d'Île Napoléon et la zone industrielle du Grand Canal sur le territoire de la commune d'Ottmarsheim et de Chalampé. Le port d'Ottmarsheim créé en 1955 recevra les industries lourdes, la Hardt aura une fonction de poumon vert, et de nouvelles zones industrielles emménageront sur le futur carrefour autoroutier. C'est une véritable prospective territoriale, processus d'action au service de l'aménagement du territoire mulhousien qui est en œuvre. Le territoire peut maintenant rêver de devenir un centre industriel modernisé, une ville de services et un carrefour logistique multimodal. Malgré les deux angles morts mentionnés, l'élite locale apporte une attention aux nouveaux modes de vie comme le sport, les loisirs et le bien-être matériel. Ils s'articulent, selon Lods, autour de l'habitat, du travail, de la culture et de la circulation<sup>326</sup>. Les « réalisations communautaires<sup>327</sup> », c'est-à-dire les écoles, l'hôpital, le réseau de tout-à-l'égout complet, les cités ouvrières, l'établissement de bains modèle, les jardins publics, et le réseau de transports urbains étendu marquent une pratique sociale par l'aménagement de l'espace, qui est vue pour Nicolas Stoskopf comme un strict zonage fonctionnel conforme aux principes d'urbanisme de la charte d'Athènes. À Mulhouse, la prospective territoriale se déroule avec la double combinaison du temps et du mouvement. La prospective est maintenant un outil technique, non pas au sens de l'innovation technique, mais elle redresse le projet territorial pour concevoir un idéal. Le ministre Pierre Sudreau souligne que Mulhouse « donne aujourd'hui à ce sujet une leçon que nous (la France) devons suivre et qui est avant tout une leçon de modestie<sup>328</sup> ». Cette fulgurance est tellement énergétique et impétueuse qu'un journal de Bâle se demandait en 1960 « si un nouveau Texas

---

<sup>325</sup> « Une nouvelle délimitation de la région mulhousienne, reposant sur la fusion dans un véritable bassin économique des éléments que contient l'agglomération mulhousienne et de ceux, dans une certaine mesure complémentaires, qui se trouvent en bordure du Grand Canal d'Alsace, a été étudiée. » Pozzi, « Rendez-vous du 11e jour mondial de l'urbanisme ». op.cit.,p.58.

<sup>326</sup> « L'habitat urbain ». op.cit.,p.8.

<sup>327</sup> « Pour le reste, Mulhouse apparaît comme une ville moderne et propre, qui peut s'enorgueillir de nombre de réalisations communautaires remarquables. » Hausherr, « Mulhouse une cité industrielle de 100 000 âmes qui va de l'avant ». op.cit.,p.7.

<sup>328</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. op.cit.,p.63.



n'allait pas surgir sur les bords du Rhin<sup>329</sup>», ce fleuve stratégique qui, selon la citation de Victor Hugo citée dans un bulletin de la SIM : « laisse entrevoir le passé et l'avenir de l'Europe<sup>330</sup> ». L'engagement dans la pensée-action de l'élite locale sur les questions de l'aménagement du territoire rétablit, en s'aidant de l'attitude prospective, leur culture du progrès dans une logique capable d'identifier l'espace, les aires industrielles, d'habitations et de formation. Les fonctions d'habitations, scientifiques (analysées dans le précédent paragraphe) et industrielles se séparent géographiquement d'une part et d'autre du territoire formant un zonage fonctionnel. C'est assez ironique dans une ville où l'on prétendait les relier. Il n'a jamais été question de tout rassembler pour former un technopôle ou, pour reprendre les propos de Raymond Woessner, de fonder une « life valley<sup>331</sup> » mulhousienne. Pourtant, l'idée était déjà en germe à l'époque. Pierre Laffitte, scientifique et homme politique, énonçait publiquement dès 1960 l'intérêt d'une « fertilisation croisée » entre la recherche, les entreprises et l'enseignement supérieur en voulant créer en France une « Florence du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>332</sup> ». Le projet se réalisera quelques années plus tard en 1969 sur le plateau de Valbonne, et « Sophia Antipolis » deviendra la plus importante technopole de France et d'Europe<sup>333</sup>. Mulhouse se rattrapera néanmoins à la fin des années 1980 avec la mise en place du technopole de la Mer Rouge, et M. Laffitte se déclarait « enchanté<sup>334</sup> » du choix du Parc de la mer Rouge lors de sa visite le 26 novembre 1985 sur le site.

<sup>329</sup> « Cet essor rapide, imprévisible encore vers 1955, avait, dès le début, frappé nos voisins suisses et allemands au point qu'un journal de Bâle se demandait en 1960 si un nouveau Texas n'allait pas surgir sur les bords du Rhin ? » Paul Meyer, « Le nouvel essor de Mulhouse » in *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1992). op.cit.,p.76.

<sup>330</sup> «Le Rhin, a dit Victor Hugo, est un fleuve dont tout le monde parle et que personne n'étudie, que tout le monde visite et que personne ne connaît, que l'on voit en passant, qu'on oublie en courant, que tout regard effleure et qu'aucun esprit n'approfondit. Et pourtant, ses ruines occupent les imaginations élevées, sa destinée, les intelligences sérieuses, et cet admirable fleuve, tout à tour boueux et transparent, laisse entrevoir le passé et l'avenir de l'Europe.» *L'aménagement industriel de la région de Mulhouse en fonction du Rhin et du Grand Canal d'Alsace*, vol. spécial 4, Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse 705 (Mulhouse: BSIM, 1961). op.cit.,p.11.

<sup>331</sup> Voir le concept de life valley : Raymond Woessner, *Atlas de l'Alsace: enjeux et émergences*, Collection Atlas (Neuilly: Atlante, 2018). pp.13-45.

<sup>332</sup> Pierre Laffitte, « « Le Quartier Latin aux Champs » », 2 août 1960, Le Monde édition.

<sup>333</sup> Jacques Araszkievitz et Paul Rasse, « Les technopoles entre utopie et non-lieu de la mondialisation : le cas de Sophia-Antipolis », *Communication et organisation*, n° 25 (2 octobre 2004) p.9.

<sup>334</sup> Marcel Rosburger, ancien directeur des affaires économiques de la ville de Mulhouse, rappelle les propos tenus par M. Laffitte lors de son passage à Mulhouse : « Si quelques doutes pouvaient encore subsister, ceux-ci furent effacés par M. Pierre Laffitte, Président fondateur de Sophia Antipolis et pète

La prospective territoriale mulhousienne est marquée par trois tendances : temporelle avec la représentation du temps pour élaborer les aménagements, spatiale comme transcription dans l'espace à occuper du découpage fonctionnel, et administrative avec la constitution du complexe intercommunal mulhousien. La construction du territoire s'écrit au travers de ces trois dispositions. La prospective territoriale devient un outil sur lequel les décideurs locaux peuvent s'appuyer pour construire réellement le territoire. Elle permet d'unir les décideurs autour d'une même lecture d'avenir du territoire, et incarne une cohérence partagée par toutes les parties prenantes. Ainsi, il est possible de déterminer la même identification du territoire pour mettre en œuvre l'imagination au profit de l'aventure du projet (Chap 1.3). De plus, elle enrichit le dialogue entre les acteurs locaux, régionaux et nationaux et concourt aux échanges pour faciliter la mise en œuvre des projets d'avenir, notamment avec la constitution du complexe intercommunal mulhousien, à l'image du district urbain de 28 communes du Pays de Montbéliard de 1959<sup>335</sup> (DUPM), ou encore de la communauté urbaine de Strasbourg (CUS) à partir de 1966<sup>336</sup>. La prospective territoriale se révèle comme un laboratoire de coordination souhaitable de nature spatiale, et agit comme une machine bien huilée pour mettre en marche la « métropole industrielle de Mulhouse<sup>337</sup> ».

Le but n'est pas ici de faire l'histoire de l'urbanisation de Mulhouse ou de son passé intercommunal, mais de montrer que la prospective territoriale contribue à la garantie concomitante d'une cohésion sociale et d'une cohésion territoriale. Le syndicat intercommunal Mulhouse-Illzach est signé par arrêté préfectoral le 29

---

spirituel des technopôles. Invité à venir à Mulhouse le 26 novembre 1985 pour fournir son diagnostic sur les chances et les atouts du Technopôle haut-rhinois, il s'était déclaré enchanté du choix du site du Parc de la Mer Rouge. Selon lui, ce projet avait le mérite de créer une synergie profitable aux entreprises présentes sur les lieux. » *La création de la Maison du Technopôle* in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *De la Mer Rouge au Technopôle: le nouvel élan d'un site économique à Mulhouse*, vol. numéro 4, 827 (Mulhouse: BSIM, 1992). p.51.

<sup>335</sup> Serge Ormaux, « Mutations économiques et spatiales dans un bassin mono-industriel, le Pays de Montbéliard (Economic and spatial changes in the Pays de Montbéliard, France) », *Bulletin de l'Association de géographes français* 66, n° 4 (1989): pp.307-31.

<sup>336</sup> Caroline Gallez et Hanja-Niriana Maksim, « À quoi sert la planification urbaine ? : Regards croisés sur la planification urbanisme-transport à Strasbourg et à Genève », *Flux* n° 69, n° 3 (2007): p.49-62.

<sup>337</sup> « A contempler la cité étendue à ses pieds [...] il saisira de suite le caractère général et l'originalité de Mulhouse, ville industrielle avant tout – c'est même la métropole industrielle du Haut-Rhin – qui a grandi par l'industrie et s'est développée autour d'elle depuis plus de deux siècles. » Henri Hausherr, « Mulhouse une cité industrielle de 100 000 âmes qui va de l'avant », *Mulhouse ville du passé, ville d'avenir*, CCI Mulhouse Regio, 1960. Ibid.,p.6.

octobre 1959<sup>338</sup> et devient le syndicat intercommunal pour les zones industrielles de la région mulhousienne (SIZIRM<sup>339</sup>) en 1962 avec l'intégration de Riedisheim, Sausheim et Rixheim. L'aménagement du port et du canal est en route tout comme l'alimentation électrique et téléphonique même s'il est encore compliqué de l'obtenir en 1966. La voie fluviale est portée au grand gabarit et le port reçoit en 1967 un quai de 1600 mètres de long. Les terrains sont vendus à partir de 1965 à des entreprises privées qui occupent à peine 40 % de la zone en 1970<sup>340</sup>. Une usine d'engrais ouvre dès 1968, tandis que l'ouverture d'une usine Peugeot est en discussion depuis mai 1960 avec certaines exigences avant d'ouvrir en septembre 1962 après le rachat à l'armée de 316 hectares de terrain par la SIZIRM. L'intercommunalité est ainsi engagée dans un long processus et prend une nouvelle dimension en 1968 avec la création du SIVOM qui s'élargit avec de nouvelles communes<sup>341</sup>. L'objectif de cette nouvelle organisation est de créer un bureau d'étude d'urbanisme, une usine de déchets et une station d'épuration<sup>342</sup>. Mais les maires ne veulent pas déléguer tout leur pouvoir à l'intercommunalité, tandis qu'Émile Muller y voit « un lieu de rencontres (...) des responsables de l'économie, des milieux bancaires et des administrations<sup>343</sup> » et veut créer une communauté urbaine avec le SIVOM du Bassin potassique. À partir de 1966, le processus d'intercommunalité est freiné à cause de plusieurs problématiques politiques locales<sup>344</sup>. L'enraiment vient des maires des villes aux alentours. Il est cependant intéressant de noter qu'ils n'ont pas participé comme intervenants aux Journées mulhousiennes, ce qui a pu participer à ce ralentissement par le manque de vision partagée de l'aventure de la prospective. Toutefois, la cohésion territoriale sort renforcée à travers l'aventure de la prospective, tout comme la cohésion sociale. En effet, l'aménagement de la ville de Mulhouse est un autre aspect de la prospective territoriale contribuant à la cohésion sociale. Entre le début de la prospective dans les années 1960 et le bilan municipal

---

<sup>338</sup> Wagner, *La vie politique à Mulhouse: de 1870 à nos jours*. op.cit.,p.229.

<sup>339</sup> Le SIZIRM délimite deux zones industrielles. La première de 150 ha avec la zone d'Ile-Napoléon Ouest et la deuxième de 316ha avec la zone d'Ile-Napoléon Est avec Peugeot.

<sup>340</sup> Raymond Woessner, « Enfin une agglomération », *Administrer une ville*, Annuaire Historique de Mulhouse, n° 15 (2004): op.cit.,p.156.

<sup>341</sup> Pfasttat, Richwiller, Lutterbach, Reiningue, Morschwiller-le-Bas, Didenheim, Brunstatt, Zillisheim

<sup>342</sup> Mairie de Mulhouse, « Mulhouse 1956-1970: 15 années d'activités municipales ». op.cit.,p.20.

<sup>343</sup> Interview d'Emile Muller par Alain Hohwiller, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 19-20 juin, 1966, p.26.

<sup>344</sup> Raymond Woessner, « Enfin une agglomération », *Administrer une ville*, Annuaire Historique de Mulhouse, n° 15 (2004): Ibid.,p.158.

en 1970, des réalisations concrètes se sont produites<sup>345</sup>. Prévoir les besoins passe par le développement des zones de logement<sup>346</sup>, d'équipements sportifs<sup>347</sup>, d'expositions<sup>348</sup> et de santé<sup>349</sup>, de zones de circulation<sup>350</sup>, de rénovation du quartier de la Dentsche<sup>351</sup>, et de l'amélioration du cadre de vie mulhousien<sup>352</sup>. En somme, la

---

<sup>345</sup> Mairie de Mulhouse, « Mulhouse 1956-1970: 15 années d'activités municipales » (Mulhouse, trimestre 1971, *Ibid.*, p.14-42.

<sup>346</sup> La zone à urbaniser par priorité distingue trois secteurs : la zone sportive avec le plan d'eau de l'ill régularisée en 1958 sur plus de 1500m, le centre universitaire (chap.2.1), et la zone résidentielle du quartier des Coteaux avec 3500 logements. Le quartier des Coteaux s'est vu équipé de voiries, d'espaces verts, de deux groupes scolaires, un CES, une école maternelle, des centres commerciaux, une chaufferie centrale, deux club de jeunes, un lieu de culture, un bureau de poste, et plus tard une bibliothèque publique, un centre social et culturel et une annexe administrative. Didier Burcklen, Pierre-Roland Saint-Dizier, et Marie-Claire Vitoux, *Des hommes et des tours: les Côteaux-Mulhouse 1960-2010: la fabrique d'un quartier*, Place Stanislas (Nancy, 2010). Et voir le mémoire de maîtrise Didier Burcklen, « La ZUP de Mulhouse, genèse de l'ensemble résidentiel des Coteaux » (Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université de Haut-Alsace, 2003). L'office public HLM de la ville de Mulhouse a construit entre 1956 et 1970 4620 logements tandis que la Société Civile pour le Développement de l'Habitat à Mulhouse et environs a construit 2600 logements. Des opérations ont également été menées dans les quartiers Henri Sellier, Jean Wagner et Bourtzwiller.

<sup>347</sup> La ville compte 140 sociétés sportives en 1957 et elle est même reconnue comme la « plus sportive de France » par Paris en 1952. La salle des Sports d'une surface de 2500m<sup>2</sup> pouvant recevoir 5000 personnes est mise en service en 1958, le camping en 1964, le stade nautique d'une capacité d'accueil de 6000 personnes en 1963, le complexe omnisport des Coteaux est équipé en 1968 d'une patinoire olympique, la piscine des « Jonquilles » ouvre 1970 et le Centre équestre à proximité du Parc Alfred Wallach en 1972. Concernant la jeunesse, des milliers d'enfants d'âge scolaire suivent des cours d'initiation sportive ou artistique.

<sup>348</sup> Les Halles de la place du 14 juillet ont été édifiées entre 1962 et 1965 pour mieux accueillir le public, notamment lors de la Foire-Exposition, les Fêtes d'Octobre et la Foire-Kermesse. Dans le domaine des échanges commerciaux, le marché du gros est transféré du canal couvert à la périphérie Ouest en 1970. Dans une perspective plus culturelle, le syndicat intercommunal comprenant les villes de Strasbourg, Colmar et Mulhouse est créé en 1970. En améliorant la qualité des productions, ce syndicat appelé « Opéra du Rhin » apporte une orientation nouvelle au théâtre lyrique.

<sup>349</sup> Outre la rénovation de l'hôpital du Hasenrain, c'est surtout la construction du nouvel hôpital sur le lieu-dit du « Moenschberg » qui inaugure une nouvelle ère de modernisation des hôpitaux civils pour faire face aux 1100 lits disponibles, ce qui était alors insuffisant pour une agglomération de 250 000 habitants. La Maison médicale pour personnes âgées ouvre en 1973.

<sup>350</sup> La réalisation de l'autoroute Mulhouse-Bâle, la modernisation de l'aéroport Bâle-Mulhouse (900 000 passagers en 1974 et 8 000 000 tonnes de marchandises), et l'élargissement de Nieffer à Mulhouse du Canal du Rhône au Rhin participent à l'expansion économique de la ville. Mulhouse est aussi bien desservie en 1976 par la route que la voie ferrée, fluviale et aérienne. Pour permettre à la masse de voiture de s'engouffrer dans la ville, il fallait élargir les grandes artères et créer des aires de stationnement, de parkings et parcmètres. Les infrastructures comme les routes ont également fait l'objet de réalisations (1 400 000 F en 1965 (1 900 000 euros équivalent 2018), 2 300 000F en 1969 (2 659 000 euros équivalent en 2018). Autre réalisation stratégique pour la ville, la construction d'une nouvelle caserne de pompiers et son ouverture en 1972 sur les terrains de la Cité Coehorn vient apporter un appui nécessaire à la vétuste caserne Werkhof en fonctionnement depuis 1826. La nouvelle caserne abrite aussi le siège de l'Inspection départementale des services d'incendie et le centre départemental d'instruction des sapeurs-pompiers du Haut-Rhin. Cette même Cité recevra en 1959 le foyer d'hébergement pour mères de familles.

<sup>351</sup> L'usine de la Dentsche a fait place à la Place de l'Europe avec 4 objectifs essentiels : adapter le carrefour à la circulation (feux tricolores, passages souterrains), aménager des parkings, construire un complexe immobilier (la Tour de l'Europe domine la ville du haut de ses 31 étages), et embellir la ville avec les blasons multicolores de la Place de l'Europe.

prospective territoriale est un outil d'aide à la décision et à l'action territoriales. Ainsi, la transformation du paysage urbain et territorial montre que la ville façonne sa propre image en essayant de maîtriser la nature<sup>353</sup> (implantation d'une zone industrielle sur le Rhin), en séparant les lieux de travail des habitations et des loisirs, et en tendant vers une armature fonctionnelle. La prospective territoriale mulhousienne montre comment le paysage peut être façonné d'après un plan établi et imaginé, et met en jeu la complexité des facteurs à une échelle encore humaine.

Selon le philosophe Giorgio Agamben, un dispositif s'articule autour de trois points : « 1) il s'agit d'un ensemble hétérogène qui inclut virtuellement chaque chose, qu'elle soit linguistique ou non : discours, institutions, édifices, lois, mesures de police, propositions philosophiques. Le dispositif pris en lui-même est le réseau qui s'établit entre ces éléments. 2) Le dispositif a toujours une fonction stratégique concrète et s'inscrit toujours dans une relation de pouvoir. 3) Comme tel, il résulte du croisement des relations de pouvoir et des relations de savoir <sup>354</sup>». Ainsi, la prospective territoriale mulhousienne agit comme un dispositif capable de répondre aux rapports de forces entre les différents acteurs, de partager le même diagnostic quant à son agencement spatial et temporel, et de créer la même définition politique et topographique du territoire. En se basant sur le dispositif d'Agamben, le cas mulhousien peut se lire comme suit : 1. Il y a un ensemble hétérogène qui est partagé par les acteurs locaux dans l'aventure de la prospective ainsi qu'une cohérence partagée à travers les mêmes visions d'avenir, les cartes, les récits, le schéma d'aménagement, la culture du progrès et la volonté de développer l'harmonie. 2. La fonction stratégique est de concevoir un projet territorial, mais les rapports de force montrent qu'il existe une relation de pouvoir. L'ingénierie publique

---

<sup>352</sup> Début 1970, les rues de Mulhouse étaient éclairées par 5650 foyers lumineux électriques et seuls 1150 becs de gaz restaient en service. Des réservoirs et des conduites principales ont été construits jusqu'en 1969 pour assurer la qualité exceptionnelle de l'eau de Mulhouse, tandis que les ordures et les déchets ont fait l'objet d'une nouvelle politique de la ville (chaufferie centrale de l'Illberg et usine d'incinération) et que la municipalité a porté son attention sur le tout-à-l'égout. Le cadre de vie passe également par des activités parascolaires et les œuvres scolaires, l'Université Populaire avec ses 2000 membres et la formation artistique. Par ailleurs, l'attractivité touristique est renforcée par la création de moyens d'hébergement et la mise en valeur du patrimoine historique et naturel. La chapelle Saint-Jean avec son musée lapidaire ouvre au public en 1960. La même année, la SIM remet son musée des Beaux-Arts à la ville et l'hôtel de ville est aménagé en musée historique.

<sup>353</sup> Paul Meyer, « Un nouveau plan d'aménagement de Mulhouse; ville et zone urbaine », *Cahiers de géographie jurassienne et rhénane*, Regio Basiliensis, II/1 (13 décembre 1961): op.cit.,p.65.

<sup>354</sup> Giorgio Agamben et Martin Rueff, « Théorie des dispositifs », *Po&sie* 115, n° 1 (2006): p.25-33.



mise en place suit une logique rationnelle pour la gouvernance du territoire avec l'aide de l'État et des acteurs locaux (municipalité et patronat) sur un mode libéral (voir 2.2 pour aller plus loin). 3. Enfin, les connaissances et diagnostics partagés montrent une pratique commune à tous à des fins d'efficacité. Le dispositif est la définition la plus générale à donner dans ce contexte.

Ainsi, nous avons pu distinguer l'aventure de la prospective mulhousienne comme technique permettant de créer une vision avec son rôle opérationnel de planification du territoire, puis ensuite comme un dispositif capable de combiner la cohésion territoriale et sociale. Ce dispositif est un objet d'ingénierie publique à caractère hybride, pas totalement équilibré, voire instable, mais qui transforme la ville dans les domaines de la formation et de l'aménagement du territoire. La pratique de la prospective montre aussi une reconfiguration du mode de gouvernance mulhousienne entre libéralisme et municipalisme.

## **2.2 Entre libéralisme et municipalisme, la prospective comme vecteur d'une gouvernance locale efficace**

L'aventure de la prospective mulhousienne a montré la volonté de moderniser le territoire dans un élan de progrès conjointement à la réflexion sur la transformation de la ville dans un monde en accélération. Mais pour arriver à ce niveau de transformation, il faut revenir en arrière pour montrer que cette aventure est devenue possible grâce à l'entente des décideurs locaux regroupés autour d'une même vision d'avenir. Le but n'est pas de faire l'histoire de la politique mulhousienne de la seconde moitié du XXe siècle, mais d'essayer de montrer que la prospective a été un catalyseur pour une gouvernance locale efficace. 1953 est une date importante pour l'histoire de Mulhouse, c'est le moment où émerge l'idée d'une entente communale pour rassembler toutes les forces opposées à la discipline communiste et gaulliste. Le but est d'éviter un déchirement politique de la ville. Jean Wagner est élu en 1953 à la suite d'un travail de l'ombre des différentes fractions politiques composant le paysage mulhousien pour aboutir à une entente en vue des



élections qui poseront les premières pierres d'une « solidarité municipale<sup>355</sup> » ouvrant une « nouvelle ère » mulhousienne. Mais il décède subitement le 17 septembre 1956<sup>356</sup>, et Émile Muller, alors adjoint depuis 1947 avec une interruption de 5 ans, est élu maire de Mulhouse avec les changements internes de l'équipe municipale<sup>357</sup>. Avec la trêve des partis en 1959, Émile Muller va être l'artisan de la coalition communale qui sera renouvelée plusieurs fois. « Viennent ensuite les années, qui sous l'influence directe de la coalition communale, sont d'une importance capitale pour Mulhouse<sup>358</sup> » et qui sont sans équivalent dans aucune autre période<sup>359</sup>.

Le changement de cap amorcé en 1953 va s'accélérer lors des élections municipales de 1959. Pour tous les partis politiques, seule « la recherche d'une entente<sup>360</sup> » est envisagée. Parmi les protagonistes de cette entente, on retrouve notamment des précurseurs de la prospective mulhousienne : Émile Muller, François Spoerry, Jean-Jacques Dollfus et Charles Stoessel. C'est sous la tutelle de cette « coalition municipale » que se dérouleront les Journées mulhousiennes avec la coopération de la SIM et des acteurs départementaux et nationaux comme nous l'avons déjà montré. L'aventure de la prospective se dessine dans cette perspective politique pour construire des projets d'avenir. La raison prospective peut se développer avec comme but le développement harmonieux de la ville. À l'unisson, le conseil municipal peut ainsi mesurer l'incertitude et définir les risques à réduire, en imaginant d'autres possibles<sup>361</sup> et en évitant les conflits chronophages et stériles. Sans cette posture, l'imagination créatrice de l'élite locale aurait été grandement affectée, et n'aurait pas pu permettre une reconfiguration des projets d'avenir sur la formation et l'aménagement du territoire. Le travail de médiation de l'entente communale favorise aussi l'imagination créative, car elle apporte une attention d'intentionnalité.

---

<sup>355</sup> « La volonté d'une entente entre les élus a permis de poser les premiers jalons d'une solidarité municipale. Les conditions sont réunies pour une nouvelle ère d'expansion de Mulhouse. » Richard Wagner. Ibid., p.183.

<sup>356</sup> Raymond Oberlé et Léon Strauss, « Jean Frédéric Wagner », in *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, p.4058.

<sup>357</sup> Livet et Oberlé, *Histoire de Mulhouse des origines à nos jours*. op.cit., p.347, p.354., pp.364-365.

<sup>358</sup> Wagner, *La vie politique à Mulhouse: de 1870 à nos jours*. op.cit., p.168.

<sup>359</sup> Richard Wagner. Ibid., p.220.

<sup>360</sup> Richard Wagner. Ibid., p.187.

<sup>361</sup> Voir partie 3 du chapitre 1 : « L'imagination au profit de l'aventure du projet »

La cohérence communale participe à la raison prospective comme développement de vision commune partagée, ce qui facilite la mise en œuvre des projets de transformation de la ville comme souligné dans la partie précédente. L'entente communale est reconduite en 1965 après les expériences de 1953 et de 1959. Elle est composée de 4 tendances politiques opposées (la section de Mulhouse de la S.F.I.O., la section de Mulhouse du M.R.P., le groupe Gaulliste Indépendant, les Indépendants Mulhousiens<sup>362</sup>) conscientes « des réalisations que l'union des partis nationaux a permises depuis 1953 à Mulhouse, et (elles) ont décidé de renouveler (l'expérience) pour les élections municipales de 1965 ». Les formations s'engagent « à respecter scrupuleusement l'esprit de l'entente » et s'abstiennent « de toute politisation de leur activité collective ou individuelle au sein du conseil municipal<sup>363</sup> ». Étant donnée l'hétérogénéité des représentations politiques présentes, la configuration des systèmes de valeurs et des normes est à repenser en continuité pour éviter une implosion du groupe. La pensée-action (chap.1.2) permet le travail en commun dans un monde où les Mulhousiens doivent s'adapter. De fait, il y a comme une discipline prospective puisqu'elle permet tout au long de ces coalitions communales de produire une vision d'avenir partagée, de telle sorte que cette norme commune devient un système de régulation de l'action. De même, les projets ne sont jamais définitifs puisqu'ils évoluent et mutent, mais ils se réalisent, certes non sans quelques difficultés (chapitre.2.1). La raison prospective permet de créer une ingénierie sociale pour la cohésion politique de Mulhouse. Après s'être félicité, à juste titre, des résultats concrets obtenus depuis la première victoire de l'entente en 1959 sur le plan du développement économique, social et culturel, l'entente communale, toujours composée de quatre formations politiques différentes<sup>364</sup>, décide de réitérer en 1971 l'expérience réussie : « grâce à une franche collaboration, où tout esprit partisan s'est trouvé exclu et où comptait avant tout la préoccupation de garantir le plein emploi de nos populations dans un cadre de vie

---

<sup>362</sup> D'après le protocole d'accord, les quatre fractions de tendances politiques opposées sont la section de Mulhouse de la S.F.I.O., la section de Mulhouse du M.R.P., le groupe Gaulliste Indépendant, les Indépendants Mulhousiens sous la conduite de Jean-Jacques Dollfus, Richard Wagner. Ibid.,p.190.

<sup>363</sup> Protocole d'accord entre les quatre formations signé à Mulhouse le 5 janvier 1965, Richard Wagner. Ibid.,pp.190-191.

<sup>364</sup> La Démocratie Socialiste (Emile Muller), la Famille Gaulliste (Alphonse Bihry), l'Union du Centre (André Erbland), et les Indépendants Mulhousiens (Jean-Jacques Dollfus), Richard Wagner. Ibid.,p.197.

digne de notre temps, l'entente, a décidé d'un commun accord de reconduire l'expérience fructueuse de la législature [...].<sup>365</sup>». L'expérience et la maîtrise des dossiers sont un atout pour Émile Muller, réélu une quatrième fois pour son dernier mandat de maire. Cette coalition communale menée depuis 1953 a montré tous ses atouts pour faire face à la réalité complexe de la ville de Mulhouse en menant les hommes dans un monde en accélération. Les réalisations menées collectivement entre l'imagination des projets et leurs concrétisations indiquent une action régulatrice du système mulhousien politique, sans quoi il n'aurait pas été possible de maintenir ce groupe d'hommes et ces projets d'avenir. De fait, la raison prospective participe à la régulation politique de la ville. Et même si la transformation de la ville au cours de ces quinze dernières années est sans égale, la gouvernance locale induite par la prospective agit comme un outil structurant et régulant le territoire à défaut de le maîtriser totalement. La prospective joue un rôle prépondérant dans l'autogouvernance de l'élite locale, mais elle participe aussi à l'exercice du pouvoir sur la population puisque les avancées considérables en matière de formation et d'aménagement du territoire permettent à l'élite de cultiver son pouvoir pour « produire, [...] susciter, [...] organiser la population afin de lui permettre de développer toutes ses propriétés<sup>366</sup>». La prospective structure ainsi les comportements et les opinions pour la transformation réfléchie de la ville à travers l'imagination créatrice, et la réflexion prospective engendre une efficacité dans la gouvernance des affaires de la ville. Rationalité cognitive sur les projets d'avenir et rationalité politique sur la gouvernance, la prospective se révèle pragmatique et s'avance comme une technique politique pour gouverner la ville. Ce principe est précisément ce que Michel Foucault appelle le libéralisme d'après les analyses de Jean-Yves Grenier et André Orléan sur Foucault<sup>367</sup>. De toute évidence, il n'a pas fallu attendre la prospective mulhousienne pour mettre en exergue la « tradition de libéralisme<sup>368</sup> » de la cité qui sait aménager le « statu-quo » et qui arrive à contenir

---

<sup>365</sup> Déclaration publique de l'entente, Richard Wagner. Ibid., p.197.

<sup>366</sup> Pierre Lascoumes, éd., *Gouverner par les instruments*, Collection académique (Paris: Presses de Sciences Po, 2004). p.19.

<sup>367</sup> Jean-Yves Grenier et André Orléan, « Michel Foucault, l'économie Politique et Le Libéralisme », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 62, n° 5 (octobre 2007): pp.1155-82.

<sup>368</sup> Dans sa conclusion sur l'histoire politique de Mulhouse, Richard Wagner écrit : « La ville conserve néanmoins sa tradition de libéralisme que l'on retrouve vivant tout au long de son histoire. Pour une

au stade du « verbal » la violence revendicatrice. En étant un vecteur de poids pour le développement du territoire visant à rendre en même temps l'action de l'élite locale efficace, la prospective conjugue le savoir et le pouvoir qui forme la raison libérale depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>369</sup>. La technique politique que permet la prospective est une manière de gouverner en tant que manière de faire et de penser. La gouvernance mulhousienne pendant les années d'Émile Muller œuvre à éviter de l'intérieur les excès de l'exercice, c'est une manière de rechercher le consensus comme principe d'organisation en visant l'intérêt général et l'efficacité des décisions. Certes, le principe d'utilité visé par cette gouvernance locale pourrait être en contradiction avec la prospective mulhousienne, car il pourrait y avoir un paradoxe entre la valeur d'efficacité de la gouvernance et la mise en commun des projets d'avenir, car les deux peuvent parfois rentrer en conflit. Il peut être plus facile de trouver un consensus et former une gouvernance locale plus efficace avec des projets moins ambitieux. Ici, il y a à la fois une gouvernance efficace et des projets d'avenir ambitieux. Alors, comment se fait-il que cette démarche ait pu perdurer sous le mandat d'Émile Muller ? La prospective se comporte comme une pratique libérale qui permet à l'élite locale de réaliser ce qui est bénéfique à la Cité tout en collaborant avec les pouvoirs publics. Le rapport « Projet Alsace 2005 » de la région Alsace rappelle que la région n'a connu des époques de prospérité et d'ouverture que pendant les périodes appelées « iliennes<sup>370</sup> », c'est-à-dire au moment où la notion de « Cité » est proche de celle du concept d'« île<sup>371</sup> ». Cette tradition « ilienne » ne se réduit pas à la ville : « c'est avant tout une communauté de

---

action toujours mesurée, en aménageant le statu-quo, la violence revendicatrice reste toujours verbale » Wagner, *La vie politique à Mulhouse: de 1870 à nos jours*. op.cit.,p.133.

<sup>369</sup> Christian Arnsperger, « Le pluralisme au-delà de la raison et du pouvoir: L'ancrage «trans-raisonnable» de la raison libérale », *Revue philosophique de Louvain*, 98, n° 1 (février 2000): pp.83-106.

<sup>370</sup> La culture ilienne est à distinguer de la tradition insulaire qui est en revanche une culture de l'autosuffisance et de l'enfermement (elle peut donner naissance à une civilisation coloniale à l'exemple du Commonwealth qui n'essaime pas les ports mais les contrôle pour s'approprier les ressources), Région Alsace, *Le projet Alsace 2005* (Strasbourg, 1994). pp.82-83.

<sup>371</sup> « Une île est, à elle seule, un monde à part, ramassé sur lui-même et n'ayant avec le reste du monde que des liens distendus. Par leur morphologie, leurs particularités climatiques, leur isolement biologique, leurs difficultés économiques en un temps où une vie de relations de plus en plus intense est nécessaire à l'amélioration du niveau de vie, les îles présentent, malgré leur infinie diversité, des traits communs qui les distinguent des continents. » Jean-Pierre Pinot, « îles », in *Encyclopaedia universalis*, Corpus 9 (Paris, 1985). p.769

citoyens, attachés à un espace dont la frontière varie au gré de la politique <sup>372</sup>». Selon l'ouvrage de Bernard Vogler, <sup>373</sup> la Décapole <sup>374</sup> est l'une de ces périodes <sup>375</sup>, et Mulhouse en sera notamment l'un des protagonistes <sup>376</sup>. Bien plus tard, au début seconde moitié du XXe siècle, cette tradition aura quelques réminiscences dans la transformation de la ville. Appuyée sur la conjugaison de la culture « Social-démocratie » développée depuis l'époque de Bismarck <sup>377</sup> et dans les bras <sup>378</sup> de laquelle Mulhouse s'est jetée la première, et de la culture « Renterprolétariat <sup>379</sup> » qu'emblématise Émile Muller, l'aventure de la prospective mulhousienne des années 1960 est marqué par ce que le géographe Paul Meyer remarque et définit comme le « municipalisme <sup>380</sup> ». D'autres auteurs ont constaté cette caractéristique

---

<sup>372</sup> La Région Alsace prend l'exemple des civilisations grecques pour illustrer la tradition ilienne, Région Alsace, *Le projet Alsace 2005*. Ibid., p.82.

<sup>373</sup> Bernard Vogler (dir), éd., *La Décapole: dix villes d'Alsace alliées pour leurs libertés 1354 - 1679* (Strasbourg: Éd. La Nuée Bleue/DNA, 2009).

<sup>374</sup> En 1354, les villes impériales fondent la Décapole : Haguenau, Wissembourg, Rosheim, Obernai, Sélestat, Colmar, Kaysersberg, Turckheim, Munster et Mulhouse. L'indépendance de l'Alsace est garantie par l'alliance de villes libres.

<sup>375</sup> D'après « Le projet Alsace 2005 », d'autres périodes « iliennes » ont succédé à la Décapole. Au XVIIIe siècle, sous le règne de Louis XIV, l'Intendant d'Alsace et le Conseil Souverain administrent l'Alsace en respectant ses spécificités. Mulhouse reste une ville libre et l'Alsace connaît alors une période de forte progression démographique, de développement des villages, de création d'écoles, de développement des arts et de construction de routes. De 1805 à 1816 : L'Empire garantit l'ouverture internationale de l'Alsace : naissance de l'industrie textile, mécanique, chimique de Mulhouse par des capitaux et des techniciens de la rive droite après la prohibition des importations et le blocus maritime de l'Angleterre. De 1861 à 1870 : droit d'admission temporaire des imprimeurs de tissus. De 1925 à 1935 : La Sarre est rattachée à l'espace douanier Français. Le marché sarrois relance l'industrie alsacienne (minoterie, malteries, sucreries, textile).

<sup>376</sup> Contrairement aux idées reçues, Mulhouse ne quitte jamais officiellement la Décapole malgré son alliance à la Confédération helvétique. Olivier Richard, « La Décapole dans l'historiographie du Rhin supérieur », dans Laurence Buchholzer-Remu, Olivier Richard (dir) *Ligues urbaines et espace à la fin du Moyen Âge – Städtebunde und Raum im Spätmittelalter*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2012, pp.105-119.

<sup>377</sup> « Au pic de l'industrialisation, quand la part des ouvriers n'a jamais été aussi importante, certaines grandes villes sont acquises au parti : c'est le cas à Berlin où il recueille 67 % des voix dès 1903, 75 % en 1912 (5 sièges sur 6) et aussi à Brême, Hambourg, Lübeck avec 61, 53 et 52 % des voix, un tiers à Mulhouse et Strasbourg », Jacques Brasseul, « Genèse de l'État-providence et naissance de la social-démocratie : Bismarck et Bernstein », *Les Tribunes de la santé* 34, no 1 (2012).p.71.

<sup>378</sup> « A divers titres, Mulhouse peut apparaître comme ville-témoin de la vie politique alsacienne, voire française. Elle est la première cité d'Alsace et à se jeter dans les bras de la social-démocratie. » Wagner, *La vie politique à Mulhouse: de 1870 à nos jours*. op.cit.,p.233

<sup>379</sup> Le « Renterprolétariat » est une expression reprise à Paul Meyer. Il s'agit de la mentalité des générations ouvrières à la fois propriétaires de leur maison et bénéficiaires de longue date des avantages de la législation sociale d'inspiration bismarckienne.

<sup>380</sup> « Conjuguées entre elles et liées à la plus grande liberté municipale d'avant 1914, les deux influences (social-démocratie et Renterprolétariat) expliquent qu'à Mulhouse comme dans le reste de l'Alsace se soit peu à peu développé un municipalisme encore vivace aujourd'hui (1968) ». Paul Meyer, « Mulhouse: Le poids de l'histoire dans une structure urbaine », *Association géographique d'Alsace - section Mulhouse*, Régio Basiliensis, IX/1 (1968):.op.cit.,p.101.

dans d'autres domaines à une époque plus lointaine comme la justice<sup>381</sup> ou l'électrification de la ville<sup>382</sup>. Le municipalisme a été théorisé par l'historien et philosophe Murray Bookchin<sup>383</sup> pour qui le projet d'organisation sociale d'une ville, ou de son modèle, dépend de sa capacité à faire vivre la Cité<sup>384</sup>, à gérer en son sein les rapports entre la ville et la campagne et l'utilisation des technologies<sup>385</sup>. Le philosophe Michel Onfray a repris ce courant de pensée et considère le municipalisme comme capable de mener des projets initiant une « transformation sociale radicale<sup>386</sup> ». Plus récemment, le philosophe Jonathan Durand Folco définit le municipalisme comme : « la théorie et la pratique qui fait de la municipalité le cœur d'une transformation démocratique de la vie sociale, économique et politique<sup>387</sup> » et qui plonge ses racines dans les « ligues de villes de l'époque médiévale<sup>388</sup> », comme la Décapole dans notre cas.

Les investissements collectifs de grande envergure réalisés au cours de l'aventure de la prospective (voierie généralisée, nouveaux logements, équipements sportifs, investissements culturels, Université, les nouvelles zones industrielles à l'est de Mulhouse et au bord du Rhin, etc.) incarnent une profonde transformation

---

<sup>381</sup> Georges Espinas écrit dans son compte rendu à propos du travail de Marcel Moeder : « C'est ainsi que la question fondamentale, les caractères du municipalisme économique, y est traitée avec une netteté achevée. A cette étude, on pourrait semble-t-il donner comme sous-titre, dans un sens que l'on comprendra : « Histoire d'une économie urbaine politique ». », Marcel Moeder, « La justice criminelle à Mulhouse au XVe siècle », *Revue Historique De Droit Français Et Étranger*, 10, n° 3 (1931). p.564.

<sup>382</sup> « La performance de l'Alsace (pour l'électrification du réseau) se détache particulièrement avec 12,4 % : elle renvoie largement au dynamisme de l'électrification allemande durant son annexion au Reich jusqu'en 1918 et à l'efficacité de sa tradition de municipalisme », Christophe Bouneau, « Réseaux électriques et électrification rurale : des territoires périphériques de l'innovation ? », *Flux* n° 63-64, n° 1 (2006): p.86.

<sup>383</sup> Voir la biographie détaillée de Janet Biehl qui a été sa compagne et sa plus proche collaboratrice durant les vingt dernières années de sa vie, Janet Biehl, Pinar Selek, et Élise Gaignebet, *La vie de Murray Bookchin: écologie ou catastrophe*, 2018.

<sup>384</sup> « La cité ne se réduit donc pas à un « endroit » où l'on vit, à un « investissement » en un logement, en services sanitaires, de santé et de sécurité, à un travail, à une bibliothèque et autre aménagement culturel. » Murray Bookchin et John P Clark, *Pour un municipalisme libertaire* (Lyon: Atelier de création libertaire, 2018). p.20.

<sup>385</sup> Cédric Biagini, David Murray, et Pierre Thiesset, éd., *Aux origines de la décroissance: cinquante penseurs* (Montréal (Québec), Vierzon et Paris (France): Éditions Écosociété; Le Pas de côté; l'Échappée, 2017).p.38.

<sup>386</sup> Michel Onfray, *L'ordre libertaire: la vie philosophique d'Albert Camus* (Paris: Flammarion, 2012).p.66.

<sup>387</sup> Jonathan Durand Folco, *À nous la ville! traité de municipalisme* (Montréal (Québec): Écosociété, 2017).p.12.

<sup>388</sup> La Décapole est l'exemple de la ligues de villes médiales cité par Jonathan Durand Folco, Jonathan Durand Folco, « Les villes contre la Constitution canadienne? », *Argument*, 19, n° 2 (printemps-été 2017): pp.36-38.



protéiforme de la ville. Il en résulte en 1968 : « l'image d'une ville bien tenue, où le degré de confort est supérieur à la moyenne des villes françaises de plus de 100 000 habitants, où la tradition d'urbanisme est bien établie, où les multiples activités culturelles et populaires sont largement soutenues<sup>389</sup> ». La coalition municipale portée par Émile Muller aura transformé la Cité<sup>390</sup>, de telle sorte que ce constat est réaffirmé en 1977 par l'architecte Jacques Schulé dans un article du Bulletin de la SIM sur l'histoire de l'évolution de l'habitat : « Mulhouse n'est plus une ville poussiéreuse, pleine de fumée et de suie » et les transformations en font une ville « de plus en plus avenante et propre où la vie devient plus agréable<sup>391</sup> ». Nous pouvons donc déclarer que la prospective soutient non seulement une pratique libérale pour formuler ce qui est utile ou non à la Cité, mais nourrit aussi une particularité « municipaliste » présente dès le Moyen-âge en Alsace, et qui soutient sa mise en forme dans la rationalité politique communale de la municipalité au travers de la cohésion de l'élite locale pour les transformations matérielles et sociales de la ville.

Le municipalisme a justement pour objectif de « transformer la société<sup>392</sup> » et permet à la prospective d'être, comme le souligne Vincent Guiader<sup>393</sup>, une « technique de planification » pour transformer la ville de Mulhouse. Ainsi, l'aventure de la prospective met en exergue une pratique politique mesurée et raisonnée qui ne méconnaît pas les risques et les dangers, mais qui tire sa force de la prospective

---

<sup>389</sup> Paul Meyer, « Mulhouse: Le poids de l'histoire dans une structure urbaine », *Association géographique d'Alsace - section Mulhouse*, Régio Basiliensis, IX/1 (1968): op.cit.,p.101.

<sup>390</sup> La transformation de la Cité au cours de cette aventure de la prospective donne une nouvelle signification à la Cité mulhousienne, proche de celle établie par Jean-Jacques Rousseau : « Le vrai sens de ce mot (la Cité) s'est presque entièrement effacé chez les modernes ; la plupart prennent une ville pour une Cité et un bourgeois pour un Citoyen. Ils ne savent pas que les maisons font la ville mais que les citoyens font la Cité. » Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, vol. Livre I, chap. VI (Flammarion, 2001). p.57.

<sup>391</sup> « Arrivés à la fin de cet exposé, il ne nous reste plus qu'à souligner les progrès réalisés depuis 50 ans. Mulhouse n'est plus la ville industrielle poussiéreuse, pleine de fumée et de suie qu'elle a été pendant près d'un siècle. L'aménagement d'espaces verts, la percée de nouvelles artères, l'éclairage des rues à l'électricité et la création de zones industrielles qui éloignent de la ville les usines, en font de plus en plus une ville avenante et propre où la vie devient plus agréable », Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, Jacques Schulé « L'évolution de l'Habitat mulhousien de 1830 à 1977 », in *L'habitat et l'urbanisme à Mulhouse*, numéro 766-767 (Mulhouse: BSIM, 1977). p.35.

<sup>392</sup> « Mais le municipalisme ne se réduit pas à injecter une petite dose de participation citoyenne à l'échelle locale, car son objectif est bien de transformer la société », Séverine Cattiaux, « Le municipalisme, nouvelle voie de la démocratie locale ? Interview de Jonathan Durand Folco », *Courants Alternatifs* (blog), 4 janvier 2018, <http://www.lettreducadre.fr/>.

<sup>393</sup> Vincent Guiader, « Socio-histoire de la prospective. La transformation d'une entreprise réformatrice en expertise d'Etat » (Thèse de doctorat en Science politique, sous la direction de Dominique Damamme, Université Paris-Dauphine, 2008).

pour canaliser l'action et la légitimer. La prospective s'articule autour d'une pratique libérale et du municipalisme, elle permet ainsi de vivre l'expérience de l'aventure des projets d'avenir, qui ne sont pas une « grande théorie révolutionnaire<sup>394</sup> », mais un régulateur collectif de la gouvernance locale autour des mêmes intérêts. La prospective est une technique politique de gouvernance pour l'élite locale, et ils mettent ainsi en œuvre une « machine sociale<sup>395</sup> » qui conduit la métamorphose de la ville et la régulation de la gouvernance locale. Nous pouvons reconnaître la prospective comme un instrument de régulation politique participant à la gouvernance efficace de la ville, ce qui confère à la politique mulhousienne un caractère « original » porté vers le « mouvement<sup>396</sup> ». Mais si elle est un instrument de gouvernance, elle s'avance aussi comme un instrument d'action publique, soit selon le sociologue Pierre Lascoumes : « un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur<sup>397</sup> » ; il s'agit alors de scruter les dispositifs et les aboutissements en replaçant la prospective dans son processus d'action publique, en montrant ainsi les « réalisations sans précédent<sup>398</sup> » comme nous l'avons déjà souligné. L'aventure de la prospective élaborée au tournant des années 1960 a donc eu des résultats majeurs et visibles sur la ville. Cette pratique n'est donc pas neutre ou banale, mais a porté dès son élaboration, comme nous l'avons déjà souligné<sup>399</sup>, des valeurs d'actions et de progrès, d'imagination créatrice, de progrès techniques et sociaux, et de réaction à l'accélération du monde. La conception de la société mulhousienne

---

<sup>394</sup> « Bref, les pratiques qui inventent le monde de demain n'ont pas besoin d'une grande théorie révolutionnaire pour expérimenter de nouvelles formes de vie, et c'est une bonne nouvelle ! », Jonathan Durand Folco, « Pour un municipalisme d'ici », *Relations*, n° 786 (octobre 2016). p.28.

<sup>395</sup> Nous rajoutons « social » suite aux transformations de la ville à l'expression « machine » de Richard Wagner : « Les partis politiques ne sont pas seulement des machines à rassembler les votes dans le souci d'élargir leur clientèle. Ils ne se préoccupent pas seulement de ce que pensent les électeurs. Un parti n'est jamais une fin en soi. C'est aussi un groupement préoccupé de l'élaboration et de l'exécution de programmes viables. L'apport positif de tous ceux qui ont présidé aux destinées de Mulhouse, de ceux qui ont eu le goût de l'action collective, en a fait une ville vivante et changeante » Wagner, *La vie politique à Mulhouse: de 1870 à nos jours*. op.cit.,p.235.

<sup>396</sup> « Si l'on observe la longue suite des élections depuis 1871, on constate que le comportement politique mulhousien a souvent fait preuve d'originalité. Orienté au départ vers la préservation de l'ordre social établi, il s'inscrit très tôt dans le mouvement », Wagner. Ibid.,p.233.

<sup>397</sup> Lascoumes, *Gouverner par les instruments*. op.cit.,p.13.

<sup>398</sup> Voir la partie 1 du chapitre 2 : « Des réalisations sans précédent »

<sup>399</sup> Voir la partie 2 du chapitre 1 : « Une attitude engagée dans la pensée-action »

que s'est faite l'élite locale a régulé sa pratique à défaut de régler tous les problèmes identifiés dans le milieu instable de ces années-là<sup>400</sup>.

La construction de l'avenir a été une affaire des décideurs locaux, de la mairie et de la SIM, mais aussi de décideurs régionaux et nationaux<sup>401</sup>. L'instrument de prospective permet de définir en amont une vision partagée de la société mulhousienne de demain. Il véhicule des valeurs structurantes pour le territoire à partir duquel il devient possible de mener des actions. Il semble que l'instrument prospectif agisse comme « un dispositif technique à vocation générique porteur d'une conception concrète du rapport politique/société et soutenu par une conception de la régulation<sup>402</sup> ». La prospective a permis de réconcilier ces hommes dans le milieu instable comme vecteur d'une unité collaborant à la diffusion partagée d'une même vision d'avenir et de valeurs, à la fois libérale et « municipaliste », constituant ainsi une pratique efficace de gouvernance pour constituer un « souffle nouveau<sup>403</sup> » pour bâtir la société mulhousienne de demain. C'est l'apogée de « l'âge d'or » de la prospective. Mais déjà elle va connaître des évolutions dans les années 1970 en rentrant dans une période de relative anesthésie jusqu'à la fin des années 1980.

## 2.3 La période médusée de la prospective à Mulhouse

<sup>400</sup> Voir la partie 1 du chapitre 1 : « Le temps des crises et du progrès »

<sup>401</sup> Voir la partie 3 du chapitre 1 : « L'imagination au profit de l'aventure du projet »

<sup>402</sup> Lascoumes, *Gouverner par les instruments*. Ibid., p.14.

<sup>403</sup> « Continuellement les générations montantes aspirent à remplacer celles qui les précèdent. Déjà une pléiade d'hommes jeunes, prêts à aider et à rendre service et susceptibles de donner aux partis un souffle nouveau, s'annonce pour assurer la relève. », Wagner, *La vie politique à Mulhouse: de 1870 à nos jours*. op.cit., pp.235-236.

À Mulhouse, l'aventure de la prospective élaborée à partir de la fin des années 1950 connaît son âge d'or jusqu'au début des années 1970 avec les différentes réalisations et son utilisation pour une gouvernance efficace de la ville. Mais à partir de ces années-là, elle va s'endormir localement pendant de nombreuses années jusqu'à la fin des années 1980, et pour filer la métaphore d'Étienne Juillard, la prospective mulhousienne rentre dans une période « d'engourdissement<sup>404</sup> ». Entre ces deux vagues historiques de prospective, l'accalmie aura duré presque trente ans à Mulhouse. Alors, si on peut comprendre l'absence de travaux de prospective pendant les quinze premières années de l'aventure prospective, dans le mesure où elles sont occupées à sa mise en oeuvre, il n'en demeure pas moins étonnant de constater une absence presque complète<sup>405</sup> de réflexion prospective sur les quinze années suivantes au moment où ces mêmes réalisations se terminaient. Cette coupure nette dans l'histoire de la prospective mulhousienne vient marquer un coup d'arrêt à l'aventure de la prospective, et vient freiner par conséquent le développement de la ville. L'aventure de la prospective s'est progressivement essoufflée à partir des années 1970 avant de se calfeutrer dans un mutisme étonnant. Elle s'est affaiblie comme « le fait toute manifestation du nouveau, nous dit le sociologue Georges Balandier, et elle s'est banalisée dans

---

<sup>404</sup> « La belle au bois dormant (l'Alsace) est sortie de son engourdissement » Juillard et al., *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*. op.cit., p.7.

<sup>405</sup> Pendant ces années d'absence de prospective à Mulhouse, la SIM relaie néanmoins des articles de prospective dans son bulletin sur les Etats-Unis. Elle publie un article de l'économiste et prospectiviste Bernard Cazes « Qu'est-ce qu'une société post-industrielle ? » dont l'auteur met en perspective les questions énergétiques sur la société industrielle et promeut le progrès technique pour la croissance économique dans sa conclusion : « Ce détour nous permet de reformuler notre question en termes plus précis : la crise de l'énergie va-t-elle couper court à l'évolution vers le post-industrialisme et nous ramener vers un stade « industriel » (ou pire encore), ou bien accélérera-t-elle au contraire la transition vers ce que la seconde école, plus radicale, appellerait une société « vraiment » postindustrielle, c'est-à-dire un système de vie en commun débarrassé de tous les attributs du mode industrialiste de production et de consommation, devenus incompatibles avec la rareté des produits de base ? [...] D'un côté, il est vrai que l'on assiste à un retour en force de préoccupations que l'on pouvait croire en voie d'effacement, qu'il s'agisse de maintenir la croissance économique, beaucoup moins vilipendée à partir du moment où elle ne va plus de soi, ou de promouvoir le progrès technique, devenu indispensable pour recréer une base énergétique moins dépendante des aléas de la politique internationale. On en conclura que la société « vraiment » postindustrielle n'est certainement pas pour demain. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Journées américaines* (Mulhouse: BSIM, 1975). p.29. Dans le même bulletin, la SIM reprend aussi un article du journaliste Nicolas Vichney intitulé « énergie : une politique pour l'avenir ». L'auteur du « péril atomique » (Hachette, 1961) met en exergue la prise de conscience de la croissance et de son indépendance avec l'énergie. Il propose trois stratégies pour faire face à la « dépendance des pays pétroliers et au poids du prix ». Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. p.31.

l'exercice d'une gouvernance moderne<sup>406</sup>». En somme, nous essayerons ici de déterminer les raisons de cet affaissement prospectif à Mulhouse entre ces années 1970 et la fin des années 1980.

Tout d'abord, les réalités économiques locales rattrapent violemment la prospective mulhousienne en venant déstabiliser les structures qui ont permis son émergence : la SIM et la ville. Le recul considérable des activités textiles<sup>407</sup>, la prise en charge par la collectivité publique de nombreuses activités d'origine patronale<sup>408</sup> (comme l'École Supérieure de Chimie), le transfert des centres de décision, la naissance de nouveaux organismes de coordination économique, tout a considérablement réduit le champ d'action de la Société Industrielle de Mulhouse, sans pour autant affecter sa notoriété<sup>409</sup>, alors que celle-ci était encore l'animatrice de l'aventure de la prospective. Par ailleurs, Nicolas Stoskopf souligne un capitalisme mulhousien qui s'achève de disparaître alors qu'il avait été si puissant : « les fermetures d'usines se poursuivirent, les dirigeants de l'industrie textile échouèrent dans leurs tentatives de concentration, la faillite de l'usine Rhénaméca à Ottmarsheim poussa la SACM vers son démantèlement en 1965. Les années 1970-1980 portèrent de nouveaux coups (affaire Schlumpf, crise de Manurhin ou de la SACM)<sup>410</sup>». Une nouvelle éthique du capitalisme se met progressivement en place durant ces années de crise<sup>411</sup>. Le capitalisme rhénan, basé sur trois valeurs essentielles selon l'historien et politologue François-Georges Dreyfus<sup>412</sup>, qui insistait sur le rôle de l'État à la différence des

---

<sup>406</sup> « La prospective n'a ni voulu ni su évaluer la faiblesse qu'elle porte en elle. Elle s'est progressivement affaiblie comme le fait toute manifestation du nouveau, elle s'est banalisée dans l'exercice d'une gouvernance moderne des grandes organisations, qui l'utilisent ou feignent de le faire. Il n'en reste pas moins qu'elle signale l'effacement des langages incapables d'appréhender le mouvement accéléré apparu au cours des années 1960. » Georges Balandier, *Carnaval des apparences ou nouveaux commencements?* (Paris: Fayard, 2012). p.136

<sup>407</sup> Voir esquisse d'un bilan Nicolas Stoskopf et Pierre Vonau, « La grande mutation industrielle », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004): op.cit.,p.172.

<sup>408</sup> Voir la thèse de Schmoll Patrick, « Histoire de la Société industrielle de Mulhouse de 1926 à nos jours. » (1976).

<sup>409</sup> « Pour une grande partie de la bourgeoisie locale la Société Industrielle reste le foyer culturel par excellence de la cité. Mais ce rayonnement n'atteint guère les classes moyennes et modestes, il se trouve récusé par les dirigeants populaires au nom d'un siècle d'histoire ouvrière... », Paul Meyer, « Mulhouse: Le poids de l'histoire dans une structure urbaine », *Association géographique d'Alsace - section Mulhouse*, Régio Basiliensis, IX/1 (1968): op.cit.,p.98.

<sup>410</sup> Nicolas Stoskopf, « Industrialisation et désindustrialisation à Mulhouse, une trajectoire singulière (XVIIIe-XXe siècles) », *Annuaire historique de Mulhouse*, n° 18 (2007): op.cit.,p.78.

<sup>411</sup> Karim Fertikh et Heike Wieters, « Les transformations de l'État social : une recherche », *Revue de l'Institut français d'histoire en Allemagne*, n° 5 (1 décembre 2013).

<sup>412</sup> Selon F-G Dreyfus, le capitalisme rhénan insiste au fond sur trois valeurs essentielles : « la liberté, la solidarité, l'équité ». La liberté est associée à la notion de lien et implique l'acceptation d'un

libéraux hayekiens<sup>413</sup>, se voit désormais amoindri par le tournant néolibéral<sup>414</sup> des années 1970. Ce processus est incarné, selon Chloé Vidal, par le ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing dès 1972, qui introduisait, avant le premier choc pétrolier de 1973, l'« idée d'une politique sociale dont les effets seraient entièrement neutralisés du point de vue économique<sup>415</sup> ». Politique qu'il mènera dès son accession à la Présidence de la République en 1974 avec le soutien d'Émile Muller. En somme l'économie de marché se met en place et « l'être humain est, d'après Wendy Brown, intégralement conçu comme *homo oeconomicus*, et toutes les dimensions de la vie sont modelées par la rationalité marchande<sup>416</sup> ». Toutefois, le modèle rhénan mute<sup>417</sup> pour s'adapter<sup>418</sup> sans jamais réellement disparaître<sup>419</sup> face à cette vague néolibérale. Le géographe Henri Nonn souligne tout de même la vulnérabilité de l'économie alsacienne face à cette ouverture mondialisée du modèle anglo-saxon<sup>420</sup>.

En plus de subir le changement de pensée économique, la ville va aussi connaître un ralentissement dans la coopération intercommunale qui s'enraye à partir des années 1970. Raymond Woessner relève qu'un conseiller municipal mulhousien la

---

certain nombre d'obligations sociales, la solidarité implique pour l'individu de travailler au bien commun, l'équité implique que « tout individu a des chances égales de s'épanouir librement », ce qui conduit à accorder une grande valeur aux notions d'effort et de performance. François-Georges Dreyfus, « L'aventure du capitalisme rhénan », in *ClioClio*, 2002.

<sup>413</sup> « Ces caractères distinguent profondément le capitalisme rhénan de son homologue libéral anglo-saxon. La place faite à l'homme et à son environnement par l'intermédiaire d'une politique sociale assez proche de celle de l'État-providence, comme la part accordée aux partenaires sociaux par le biais de la cogestion dans l'économie sociale de marché, constitue en particulier des différences essentielles. » François-Georges Dreyfus, « L'aventure du capitalisme rhénan », *Ibid.*

<sup>414</sup> Bruno Palier, « B. Jobert, dir., Le tournant néo-libéral en Europe », *Politix* 9, n° 34 (1996). pp.237-41.

<sup>415</sup> Vidal, « La prospective territoriale dans tous ses états: Rationalités, savoirs, et pratiques de la prospective (1957-2014) ». *op.cit.*, p.233

<sup>416</sup> Wendy Brown, « Néo-libéralisme et fin de la démocratie », *Vacarme* 29, n° 4 (2004): p.86.

<sup>417</sup> « Michel Albert était en 1991 très pessimiste quand à l'avenir du capitalisme rhénan dans sa confrontation avec le capitalisme « néo-américain » : le premier a beau être plus performant, il perdait incontestablement du terrain et était victime d'une sorte de loi de Gresham, le mauvais système chassant le bon. » « *L'entreprise rhénane, question d'actualité* » de Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf in Michel Hau, Pierre Lamard, et Nicolas Stoskopf, éd., *L'entreprise rhénane: mythe ou réalité?: ouvrage publié en hommage à Michel Hau: actes des cinquantièmes Journées d'histoire industrielle de Mulhouse et Belfort, octobre 2012*, Histoire industrielle et société (Paris: ePicard, 2015). pp.19-30.

<sup>418</sup> Gabriel Colletis, « Mutation du « modèle rhénan » et avenir du modèle européen », *Regards sur l'économie allemande*, n° 67 (1 juillet 2004). pp.7-14.

<sup>419</sup> Henrik Uterwedde, « Le capitalisme rhénan n'est pas mort », *Sociétal*, n° 40 (2003): pp.35-38.

<sup>420</sup> « Influencée davantage par le « modèle rhénan » (sans y avoir autant d'innovation technologique) que par les logiques « anglo-saxonnes » financiarisées en large diffusion globale désormais, elle se rend plus vulnérable dans une configuration mondialisée » Nonn, *L'Alsace actuelle*. *op.cit.*, p.43.



voyait en 1973 « dans une ornière de plus en plus profonde<sup>421</sup> ». La ville commence à perdre son statut en prenant la crise de plein fouet, d'autant plus que son dynamisme antérieur l'a aveuglée sur la réalité qui était en cours : « la ville bourdonnante de travail [...] a masqué longtemps les indices de stagnation ou de recul et a fait croire à une prospérité spontanée et bien assise<sup>422</sup> ». Ainsi, une grande partie du dispositif local ayant permis l'aventure de la prospective s'enraye, et les accomplissements de celui-ci pourraient aussi expliquer sa propre perte. En effet, la croissance de ces vingt années précédentes a contribué, selon René Uhrich<sup>423</sup>, à l'élévation du niveau de vie, et a généré de nouvelles aspirations en matière de qualité de vie pour les Mulhousiens. Avec les investissements réalisés, la vie des Mulhousiens est plus douce. La vie politique aussi. L'expérience réussie de l'Entente communale a apaisé les passions, les attitudes partisans sont modérées, le socialisme et l'Église n'écartèlent plus la ville, les groupes politiques ne se réclament plus de la bourgeoisie ou au parti de l'ordre, le patronat mulhousien d'après André Heckendorn<sup>424</sup>, ne joue plus de rôle politique direct avec la disparition de Jean-Jacques Dollfus, son dernier représentant en 1965, et la jeunesse grandit loin de la guerre et dans l'espoir d'une fraternité européenne<sup>425</sup>. Mais cette douceur de vie a un prix selon Richard Wagner : « l'amélioration du niveau de vie serait donc liée à l'affaiblissement de l'intérêt du corps électoral pour les affaires publiques<sup>426</sup> ». Par ailleurs, le 7<sup>e</sup> rapport d'octobre 1975 destiné au Livre blanc de l'association Mulhouse-Demain établi par le groupe « Action sanitaire et sociale », dont le président était le docteur A. Kienzler et adjoint au maire<sup>427</sup>, constatait chez les jeunes mulhousiens, notamment dans certaines zones

---

<sup>421</sup> Raymond Woessner, « *Enfin une agglomération* », Ibid., p.158.

<sup>422</sup> Paul Meyer, « Mulhouse: Le poids de l'histoire dans une structure urbaine », *Association géographique d'Alsace - section Mulhouse*, Régio Basiliensis, IX/1 (1968): Ibid., pp.98-99.

<sup>423</sup> Voir introduction, Uhrich, *Pour une économie alsacienne réconciliée*.

<sup>424</sup> Secrétaire général adjoint de la Ville de Mulhouse de 1986 à 1999, André Heckendorn est l'auteur de plusieurs livres sur Mulhouse : « Mulhouse, une ville, trois maires » (2002) ; coordinateur de l'équipe de rédaction de l'ouvrage « Les rues de Mulhouse - histoire et patrimoine » (2007, réédité en 2009) ; co-direction de l'ouvrage « Trésors d'archéologie », avec Joël Delaine et Muriel Roth-Zehner (2011) ; co-auteur de l'ouvrage « Mulhouse de A à Z », éditions Alan Sutton (2011). Voir André Heckendorn, *Mulhouse : Une ville, trois maires* (Mulhouse: Journal des Ménagères, 2001).

<sup>425</sup> Wagner, *La vie politique à Mulhouse: de 1870 à nos jours*. Ibid., p.235.

<sup>426</sup> « Ensuite, bien qu'en net recul, l'abstentionnisme reste à Mulhouse légèrement plus élevé que la moyenne nationale. L'amélioration du niveau de vie serait donc liée à l'affaiblissement de l'intérêt du corps électoral pour les affaires publiques. Paradoxalement la réduction de la durée de travail et l'allongement des vacances ne semblent pas remédier à cette situation », Richard, Ibid, p.206.

<sup>427</sup> Kienzler, « Mulhouse Demain », 7 octobre 1975, BR 647.

« une absence de motivation sérieuse pour le travail, l'apprentissage ou la scolarité<sup>428</sup> », mais aussi une tendance dans la « désaffection croissante des Français pour tous les travaux pénibles et dangereux<sup>429</sup> ». À cette baisse de régime, se rajoutent les premières inquiétudes liées à la destruction de l'environnement par l'homme que le comité des sciences de nature, bien isolé dans ce constat à Mulhouse, met en avant dans sa conclusion d'un bulletin de la SIM de 1976 : « l'homme vainqueur créé un paysage artificiel, un environnement dur, monotone et laid<sup>430</sup> ». Le groupe invite à adopter à l'égard du monde, une « attitude plus sage, et vis-à-vis de notre avenir plus de lucidité et d'optimisme<sup>431</sup> ». Il s'appuie aussi sur une citation du philosophe Robert Heinard pour montrer les limites de la croyance dans le progrès qui aboutit à « un pessimisme profond, un sentiment d'absurdité, un marasme moral, un scepticisme amer<sup>432</sup> ». Ce nouvel environnement économique et social a sans doute accéléré la rupture dans « la chaîne des générations » des vieilles dynasties qui subsistaient encore, tandis que leurs « anticipations d'avenir se sont retournées<sup>433</sup> » au même moment. Dans ce contexte d'épuisement du modèle alsacien et mulhousien, la projection vers l'avenir est ralentie et perturbée. La région « apparaît comme un Finistère français, d'après Étienne Juillard, presque coupé

---

<sup>428</sup> « De plus en plus, nous constatons chez ces jeunes, individuellement et collectivement, une absence de motivation sérieuse pour le travail, l'apprentissage ou la scolarité. Rejetés de partout, ils entretiennent une relation utile, voire indispensable, avec les éducateurs de « prévention ». » Mulhouse-Demain, « Action sanitaire et sociale: propositions pour Mulhouse » (Mulhouse, octobre 1975), BR 647.p.17.

<sup>429</sup> Mulhouse-Demain, « Action sanitaire et sociale: propositions pour Mulhouse » (Mulhouse, octobre 1975), p.18.

<sup>430</sup> « La machine, la chimie, la science nous ont affranchis des contraintes. Avec le béton, on parvient à construire pratiquement n'importe quoi n'importe où. A l'aide de bulldozers, de drains et de pompes pour irriguer, de pesticides et d'engrais, on réalise une monoculture de plantes exotiques, de maïs, de Douglas ou d'Epicéas sur n'importe quelle portion du territoire. Il n'existe plus de contraintes, plus de compromis entre forces opposées. L'homme vainqueur créé un paysage artificiel, un environnement dur, monotone et laid » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *La forêt en Alsace*, vol. 4, 765 (Mulhouse: BSIM, 1976).p.241.

<sup>431</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. Ibid.,pp.241-242.

<sup>432</sup> « L'expansion indéfinie de la civilisation industrielle est plus ou moins ressentie par tous comme un étouffement, un écrasement. Née dans l'enthousiasme, dans la croyance à un progrès indéfini sans contrepartie néfaste, elle aboutit dans les pays hautement civilisés à un pessimisme profond, un sentiment d'absurdité, un marasme moral, un scepticisme amer. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. Ibid., p.242.

<sup>433</sup> « Pour toute une génération, les anticipations d'avenir se sont retournées. A cela s'est ajoutée chez beaucoup une dépréciation de l'œuvre de leurs ancêtres, perçus, dans l'ambiance socialisante de l'après-guerre, comme des exploiters. Ce sont sans doute ces modifications de l'environnement économique et social qui ont dissuadé beaucoup de fils de prendre la relève de leurs pères après 1945. Dans la plupart des vieilles dynasties qui subsistaient, il y a eu une rupture dans la chaîne des générations vers le milieu du XXe siècle. » Hau et Stoskopf, *Les dynasties alsaciennes*. op.cit.,p.502.

d'un espace rhénan en plein essor<sup>434</sup>» alors que la DATAR et Paris entretiennent des relations parfois tendues avec l'Alsace. La capitale française laisse alors « les Alsaciens se débrouiller tout seuls, sans trop de risque politique<sup>435</sup>». De plus, les acteurs régionaux alsaciens font face à la montée en puissance de la DATAR (en liaison avec le Plan) qui devient un « complexe de cellules prospectives prévisionnelles et de gestion<sup>436</sup>» pour l'intégration de l'action régionale en formant une unité du territoire national développant ainsi le grand récit intégrateur républicain<sup>437</sup>. L'Alsace et Mulhouse doivent maintenant imaginer leur avenir<sup>438</sup> avec un organe de l'État qui leur est parfois contraire<sup>439</sup> et qui exerce par ailleurs une forte

---

<sup>434</sup> Etienne Juillard écrit dans la préface du livre de Richard Kleinschmager : « Il est bon, lorsque la situation devient inquiétante, que ceux dont le métier est d'être à l'écoute de la région ouvrent les yeux d'un public mal informé et trop moutonnier. Pour avoir joué ce rôle de Cassandre en 1953, je me suis attiré les foudres des responsables politiques et économiques, mais la suite a montré que j'avais raison, et d'ailleurs un certain redressement s'est senti jusqu'en 1962. Aujourd'hui, où plus que jamais l'Alsace apparaît comme un finistère français presque coupé d'un espace rhénan en plein essor, il est heureux qu'une voix s'élève pour jeter à nouveau un cri d'alarme. » Kleinschmager, *L'économie alsacienne en question*. pp.5-6.

<sup>435</sup> Vincent Claustre et Léa Stéphane met en avant les difficultés de l'Alsace vis-à-vis des projets d'aménagement nationaux. Selon eux, l'Alsace n'a pas obtenu grand-chose du régime gaulliste alors qu'elle s'était massivement ralliée à sa cause. Les infrastructures restent à la traîne et les projets comme le Rhin-Rhône, l'axe autoroutier Nord-Sud et celui avec Besançon et Paris sont ralentis. L'Alsace figure même au dernier rang des régions pour le montant des autorisations de programme par tête d'habitant au cours du 5<sup>e</sup> plan. Vincent Claustre et Léa Stéphane, « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004): op.cit.,p.204.

<sup>436</sup> « La DATAR (comme le Commissariat au Plan d'après Sfez) est un complexe de cellules prospectives prévisionnelles et de gestion. Tout l'intérêt du problème est de montrer les liens existants entre ces trois types d'organes : les cellules prospectives ne débouchent sur l'action que parce qu'elles sont liées aux cellules de gestion. L'ensemble de l'institution n'a d'efficacité qu'en raison des grands moyens financiers de recherche, mais aussi d'actions couronnant la recherche » Lucien Sfez, *L'Administration Prospective* (Librairie Armand Coline, 1970). p.278.

<sup>437</sup> Vidal, « La prospective territoriale dans tous ses états: Rationalités, savoirs, et pratiques de la prospective (1957-2014) ». op.cit.,p.228.

<sup>438</sup> « La région Alsace se plaignait encore en 1995 de ce traitement : « L'Alsace constate que les travaux de prospective de la DATAR, et plus particulièrement leur représentation cartographique, ignorent trop souvent cette dimension (espace européen). Les cartes de la DATAR « blanchissent » généralement l'espace des régions d'Europe » *L'Alsace dans les travaux prospectifs de la DATAR* in Région Alsace, *Le projet Alsace 2005*. op.cit.,p.53.

<sup>439</sup> « Mais les relations avec Paris, et surtout la nouvelle DATAR, n'en restaient pas moins souvent tendues. En allant prospecter pour leur compte des investissements à l'étranger, les Alsaciens se posaient en concurrents des circuits officiels. Plusieurs permis industriels furent d'ailleurs refusés par Paris ». Vincent Claustre et Léa Stéphane, *Ibid.*,p.204. Ce refus d'un organisme institutionnel peut se comprendre dans la période post-gaullienne des années 70. Les usages de ces institutions régaliennes n'étaient pas suffisamment adaptés à la démocratie participative et au dialogue social (Simon Wuhl, « La démocratie participative en France : repères historiques », Institut de recherche et débat sur la gouvernance (blog), septembre 2008). La socioanalyse introduite en France par Jacques et Maria Van Bockstaele en 1956 pourrait expliquer ces rapports de force en utilisant l'analyse sociologique des interventions et des rapports sociaux entre les institutions de cette époque et la société.

influence aux heures de son « âge d'or<sup>440</sup> », organisme divergeant aussi de plus en plus<sup>441</sup> de la prospective américaine qui évolue vers un autre modèle<sup>442</sup>. Le sursaut

---

<sup>440</sup> Entre 1968 et 1975, les travaux de prospectifs se développent à la DATAR sous l'impulsion de Jérôme Monod qui apporte un soutien non négligeable à cette organisation en lui permettant de devenir un des foyers principaux de la prospective en France. Nous allons citer ici quelques exemples pour montrer l'influence de la DATAR à l'époque de son âge d'or. Dans une France rurale en mutation, la DATAR commande dès 1966 la revue 2000 pour familiariser l'opinion à l'émergence des faits nouveaux pour dégager, avec l'aide de Serge Antoine, des scénarios pour les années 2000 (Jean-Luc Bodiguel, « La DATAR : quarante ans d'histoire », Revue française d'administration publique 119, no 3 [2006]. p.401). « L'agriculture sans terre », « la France Côtière », « la France de 100 millions d'habitants » ont été des thématiques développées et restent encore pertinentes de nos jours. Par ailleurs, Jérôme Monod lance en mars 1968 un colloque international sur les territoires et leur organisation à l'horizon 2020. Cette grande conférence marquera la prospective territoriale par la fusion de sa réflexion sur l'avenir des territoires avec les recherches de Berger : « la prospective est la seule chance de poser les vrais problèmes et de choisir à temps son destin ; elle crée une liberté plus vraie. Elle est même la liberté parce qu'elle est la conscience du devenir. Encore en faut-il maîtriser le bon usage. La prospective est une technique d'action au service d'un état d'esprit exigeant : elle se conforte par l'exercice. Sa démarche ne l'apparente pas aux visions paresseuses des scènes de la vie future. Il ne s'agit pas de s'abandonner au fétichisme de l'échéance futur et à l'événementiel des tournants de l'histoire et aux épiphénomènes. La prospective ne dresse pas un ordre de marche fixé une fois pour toutes. Elle énumère les possibilités, elle confronte des tendances lourdes et les faits porteurs d'avenir : elle se propose non d'annoncer le certain, mais d'offrir une méthode de recherche du souhaitable. Elle a surtout pour dynamique d'inciter la société à choisir entre des options fondamentales. Tout ne sera pas décidé en 1968 et l'occasion est donnée constamment à la société de se redéterminer. Il ne s'agit donc pas de fixer le définitif de 2020, mais de faire en sorte que les actions de la société de 1968, celle de 1970 ou de 1972 par exemple, soient propres à laisser à la société de demain les choix convenables ». (Sébastien Brunet, Jean-Luc Guyot, et Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, éd., Construire les futurs : contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective, Collection Univer'Cité 1 [Namur (Belgique) : Presses Universitaires de Namur, 2014]. p.41.) En complément de cette réflexion sur la prospective, la DATAR et le Commissariat au Plan lancent un système d'études du schéma d'aménagement (Sésame, voir DATAR, « Sésame année 5 : système d'études du schéma d'aménagement de la France » [DURAND, Jacques, 1974.] qui verra le jour en 1968-1969 et qui sera aidé par un bureau d'études d'ingénieurs, l'Omnium technique d'aménagement [OTAM]. C'est alors que se développe un « marché de la prospective ». Pour Jérôme Monod, ce système montre néanmoins des limites sur son ouverture sociale. Homme politique engagé et ancien conseiller du président Chirac, il se préoccupe de la prospective sociale et écrit en 1970 « il est nécessaire de nous ouvrir à la prospective sociale et de ne pas nous cantonner à la prospective technologique ; il faut que les sciences humaines nous aident à entrer dans la prospective et entrent elles-mêmes dans la prospective. C'est la seule façon d'éviter que la prospective soit marquée d'une sorte de fatalité rationnelle qu'elle n'a pas en elle-même » [Philippe Durance, « Genèse de la prospective territoriale » (Paris : CNAP Paris, s. d.). p 9]. Monod s'intéresse intensément aux évolutions de la société pour anticiper et guider l'action publique. Il dirige ses travaux avec la participation d'un grand nombre de partenaires. La parution en 1971 du vingtième numéro de la revue TRP [Travaux recherches de prospective, revue publiée à partir de 1968] appelé « Une image de la France en l'an 2000 », restera dans les annales de la prospective territoriale comme étant la première analyse systémique de l'avenir de la société française et de son espace. Sous le nom évocateur « le scénario de l'inacceptable », ce numéro a pour but d'imaginer la France de l'an 2000 et reste encore aujourd'hui une référence pour la prospective territoriale. Le futur questionne les nouveaux rapports de solidarité, non pas seulement sur le plan national, mais aussi sur le plan global. C'est la première fois que les sciences sociales sont intégrées dans ce processus et les nouveaux mouvements sociaux des années 1970 viendront renforcer les idées de Monod. Ainsi, la nouvelle approche de la prospective, c'est-à-dire les « études du futur » montrent que le futur n'est pas singulier, mais pluriel : il peut toujours y avoir des mondes possibles, des mondes alternatifs. Ces travaux ouvrent la voie à un État pensant son avenir par des actions publiques efficaces en se forgeant une représentation



---

d'« État savant ». Plus récemment, le « nouveau projet Territoires 2040 » de la DATAR reste sur cette idée de Serge Antoine et de Monod en intégrant de nouvelles variables comme celles liées au climat, à l'énergie et aux technologies. L'innovation dans la perception du futur reste un facteur clé de pensée au sein de cette institution.

<sup>441</sup> Sous la tutelle de Jérôme Monod, la DATAR se rapproche des américains : « À la DATAR, nous avons terriblement besoin de prospective à vingt, trente et quarante ans, et il y avait peu de gens dans le monde pour travailler à ces horizons. Grâce à Bertrand de Jouvenel et avec Monod, nous avons pu, aux États-Unis, rencontrer les grands spécialistes, Hermann Kahn, Daniel Bell... » dans les Entretiens de la Mémoire de la prospective : Hugues de Jouvenel. Mais l'utilisation faite de la prospective par les Français et les Américains en fait un point de divergence de plus en plus marqué. (Stéphane Cordobes et Philippe Durance, « Les Entretiens de la Mémoire de la Prospective : Hugues de Jouvenel, Directeur général du groupe Futuribles » (Paris, septembre 2004). p.12.)

<sup>442</sup> Alors que l'école française de la prospective vit ses heures de gloire, celle des États-Unis connaît également son apogée, mais pour des raisons différentes. La prospective américaine se propage sous différents horizons : des think tanks, des centres de recherche, dans l'enseignement et même dans un bureau du Congrès des États-Unis. Nous allons citer quelques organismes de prospective américaine ayant influencé le domaine jusqu'à son apogée. « Resource for the Future » créé en 1952 est la première organisation à but non lucratif à s'ouvrir aux États-Unis. Elle mène des recherches indépendantes sur les questions environnementales, énergétiques et sur les ressources naturelles. L'origine des travaux sur le futur n'est plus seulement d'ordre militaire, mais touche aussi le domaine civil. En ce sens, cet organisme marque un point de rupture. Le futur n'est plus pensé en matière de stratégie militaire et de domination sur l'adversaire, mais il est tourné vers la survie de la population américaine. C'est une tendance de fond qui s'affirme dès 1951, lorsque le président des États-Unis, Harry S. Truman, demande à William S. Paley, président du conseil d'administration du Columbia Broadcasting System (CBS), de former une commission de politique des matériaux. L'objectif est d'étudier les besoins en ressources naturelles du pays. William Paley rend le fameux rapport Paley en 1952, « Resources for Freedom: Foundations for Growth and Security » (« Ressources pour la liberté : fondements pour la croissance et la sécurité »). Le rapport Paley intitulé « Resources for the Future » sera publié en 5 volumes à Washington la même année, et l'analyse des offres de ressources naturelles des autres pays devient l'objectif premier de ce rapport. Ce dernier est considéré comme pionnier dans le domaine de l'économie des ressources. C'est le premier think tank consacré exclusivement aux ressources naturelles et aux questions environnementales. À cet effet, l'organisation publie de nombreux rapports sur les énergies et les ressources du futur, dont « Resources in America's Future » et « Scarcity and Growth » en 1963. Ces études introduisent l'idée d'une pénurie de ressources naturelles pour soutenir la croissance économique. Cette vision prémonitoire s'avère encore juste et pertinente aujourd'hui. Ils ont devancé de neuf ans le fameux rapport publié en 1972 du Club de Rome « The Limits of Growth » (« Les limites à la croissance », mais sa traduction française reste « Halte à la croissance »). Ce n'est pas un hasard si cette institution est souvent considérée comme la grande sœur des think tanks prospectiviste en Amérique du Nord. Nous pouvons également prendre en considération l'Hudson Institute. C'est la première organisation à but non lucratif créé par un civil en dehors de toute démarche institutionnelle. On retrouve une nouvelle fois Herman Khan, le stratège militaire de la RAND Corporation (cité dans une source sur la prospective américaine dans le premier chapitre). Ses collaborateurs de la RAND et lui-même ont créé cette institution en 1961. Leur but est de créer un think tank moins hiérarchique et bureaucratique que la RAND Corporation. Le libéralisme n'échappe pas non plus à la prospective et les idées du premier think tank (Resources for the Future) semblent s'éloigner de celle visée par l'Hudson Institute. En effet, au commencement, Khan se focalise sur son domaine de prédilection : l'utilisation domestique et militaire du nucléaire. Sa vision dans ce domaine lui permet d'influencer très fortement l'administration Kennedy pour la stratégie militaire nucléaire des États-Unis. Son institut lui permet de mettre en place la célèbre doctrine du « Ladders of escalation » (Lynette Nusbacher, « Herman's Ladder: Climbing up and Climbing Down », 29 août 2012, The Times of Israel édition). Il publie en 1962, « Thinking about the Unthinkable » (« Penser l'impensable ») et en 1965, « On Escalation : Metaphors and Scenarios » (« Métaphores et scénarios »). Ensuite, Herman Khan prend conscience de l'intérêt de diversifier ses recherches dans des domaines aussi variés que la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie et les sciences et techniques. Il recrute à plein temps des chercheurs de très haut niveau, dont le philosophe français et condisciple de Jean-Paul Sartre, Raymond Aron. Le sociologue américain David Bell intervient également avec Khan pour ses

---

nouvelles recherches et ils vont véritablement marquer l'histoire de l'Hudson Institute à la fin des années 60. Ces deux personnages ont même collaboré avec la DATAR. Après la création et les premières réussites de l'institution Resources for the future, le gouvernement américain veut comprendre et anticiper les questions sociales du monde de demain, dans un temps très long, à l'horizon 2000. À cet effet, le Congrès américain mandate à l'automne 1965 l'Académie américaine des Arts et des Sciences pour réfléchir à ces questions du futur. Une série de volumes commence à être publiée par le groupe de travail « commission of the year 2000 » (Daniel Bell, « The Commission on the Year 2000 », *Futures* 2, no 3 [septembre 1970] : pp.263-69,). Cette organisation dédiée à l'enseignement et au progrès des connaissances publie six volumes à l'été 1967 dans un numéro spécial de la revue *Dædalus* sous le nom « Towards the years 2000 » (« vers l'an 2000 »). La même année Herman Khan et David Bell publie avec l'aide de l'Hudson Institute le célèbre livre « The Year 2000 : A Framework for Speculation on the Next Thirty-Three Years » (« L'année 2000 : un cadre de spéculation sur les trente-trois prochaines années »). Un très grand nombre de prédictions ont été réalisées depuis la publication du livre jusqu'aux années 2000. Les développements technologiques tels que les téléphones portables, les ordinateurs de bureau et internet se sont avérés extrêmement justes. En 1970 Khan publie « The Emerging Japanese Superstate » (« Émergence de la super puissance japonaise ») corroborant ses idées sur la montée en puissance du Japon et de la Corée du Sud, l'un des pays les plus pauvres au monde à cette époque (Mitsuru Obe, « Abe First Non-American to Win Conservative Hudson Institute Award », 23 septembre 2013, *The Wall Street Journal* édition). La publication du célèbre rapport « The Limits to Growth » en 1972 du club de Rome suscite une indignation dans le think tank conservateur. L'Hudson Institute contre-attaque et publie en 1976 « The next 200 years » (« les deux cents prochaines années »). C'est sûrement la rupture radicale de cette organisation, l'objectif n'est plus de comprendre et d'anticiper le futur, mais d'utiliser la prospective comme un outil d'endoctrinement de masse à la cause libérale de cette époque. L'utilisation de la prospective américaine à des fins partisans marque le commencement de son déclin. L'année avant la publication « Towards the years 2000 », Olaf Helmer, l'ancien collègue de Khan à la RAND Corporation et créateur de la méthode Delphi, crée en 1966 l'Institute for the future. Ses travaux sont plus techniques et plus conceptuels que l'Hudson Institute (Roy Amara, « New Directions for Futures Research —setting the Stage », *Futures* 16, no 4 [août 1984] : pp.401-4). Cette organisation cherche les futurs possibles et souhaitables de la nation américaine. Elle cherche également à définir des moyens par lesquels la probabilité de leur occurrence peut être améliorée par une action appropriée et délibérée. L'institut s'appuie initialement sur la méthode Delphi de son fondateur Helmer pour recueillir des informations provenant de plusieurs sources. À la fin des années 1960, malgré une excellente réputation grâce à ses analyses minutieuses et à ses méthodes de prévision, l'institut doit faire face à divers problèmes ébranlant son organisation. Cette rigueur analytique avec la méthode Delphi est très critiquée par les mouvements sociaux de la fin des années 1960. Elle semblait évacuer toute vision alternative du futur (T.J. Gordon et H. Hayward, « Initial Experiments with the Cross Impact Matrix Method of Forecasting », *Futures* 1, no 2 [décembre 1968]. pp.100-116). La méthode Delphi ne permettait pas non plus de distinguer entre futur probable et futur désirable. Ces acteurs avaient à partir de la fin des années 1960 une vision différente de ce que devait être la prospective et ont développé ce que l'on pourrait appeler une « contre-prospective », c'est-à-dire une contre-expertise prospective nommée les « études du futur ». Il existe encore d'autres think tanks nés à la même époque. Ed Cornish fonde le World Future Society en 1966 pour affronter les défis de l'époque. Cette institution rassemble un large public pour penser l'avenir. Toutes ces énergies dépensées pour créer, anticiper et partager le futur montrent un certain optimisme des Américains. Cette attitude mentale dans « la confiance de l'avenir » cache néanmoins un défaut : tous ces think tanks et ces organisations institutionnelles envisagent l'avenir sous l'unique prisme de la technologie en oubliant l'Homme. C'est comme si la société n'était pas faite d'êtres humains, et cette prospective américaine marque encore une fois une séparation avec celle pratiquée en France. Pour remédier partiellement à ce problème, l'Office of Technology Assessment est créé en 1972 et est directement dirigé par le Congrès américain afin de réaliser des études pour anticiper l'impact des technologies sur la société, car les différents groupes de prospective n'ont tout simplement pas jugé utile d'y réfléchir jusqu'à alors. Ce bureau a pour but de fluidifier les procédures législatives pour l'innovation aux États-Unis et il disparaît en 1995 malgré les 750 études menées sur un large éventail de sujets comprenant l'impact des technologies de la société (voir Bruce Allen Bimber, *The Politics of Expertise in Congress: The Rise and Fall of the Office of Technology Assessment* (Albany, NY: State Univ. of New York Press, 1996]). Ces « compétences neutres » que



de la prospective mulhousienne aurait pu venir de la région, qui, malgré l'échec du référendum de 1969 sur la régionalisation, et bien que mise en place dix ans auparavant, décide en 1974 d'élaborer un « schéma d'orientation et d'aménagement de l'Alsace » à l'horizon 1990<sup>443</sup>, avec la participation de plusieurs acteurs<sup>444</sup> pour donner aux instances régionales un instrument de réflexion autour de trois axes<sup>445</sup>, et ceux, même si la région ne peut toujours pas être actrice de son propre aménagement. Les analyses de ce rapport sont élaborées par l'OEDA, largement financé par l'influente DATAR, et qui réunit une équipe d'une douzaine de chargés d'études originaires pour plus de la moitié d'autres régions, dont certains d'entre eux avaient déjà réalisé une étude sur la dynamique urbaine en Alsace<sup>446</sup>. L'élaboration de ce rapport fut néanmoins laborieux, et cette « technostructure<sup>447</sup> » se verra même

---

beaucoup trouvent inutiles à cette époque sont pourtant nécessaires pour l'élaboration des politiques d'innovation du pays. L'évolution de la prospective américaine dans l'après-guerre et jusqu'à son apogée au milieu des années 1970 montre un développement vertigineux de la prospective américaine. Le nombre d'organismes privés et publics et les nombreux ouvrages publiés sont un témoignage historique. Mais les méthodes de scénarios et économétriques américains envisagent le monde à travers le prisme des calculs et de la technique. La prospective américaine nourrit donc les tendances de fond pour la stratégie militaire, politique et économique en négligeant les conséquences des technologies sur la société et les processus humains. La prospective américaine s'éloigne donc de la prospective française.

<sup>443</sup> « Afin de faciliter l'élaboration du Schéma, le Conseil régional en a précisé la définition le 1 juillet 1975 ; pour une période de quinze ans, durée de trois Plans » OEDA-Alsace, « Schéma d'orientation et d'aménagement de l'Alsace » (Strasbourg: Organisation d'Etudes de Développement et d'Aménagement, 1976). p.10.

<sup>444</sup> Le Schéma d'Orientation et d'Aménagement a été élaboré, sur la base d'analyses et de propositions de l'Organisation d'Etudes de Développement et d'Aménagement de la Région Alsace (OEDA-Alsace), sous l'égide d'un groupe régional dont les séances de travail furent présidées par Monsieur Pierre Pflimlin. Ce groupe se composait de membres de l'Etablissement Public Régional avec la participation du Conseil Régional d'Alsace et du Comité Economique et Social d'Alsace. Le groupe régional était assisté d'un Groupe de travail spécialisé, présidé par le Chef du Service régional de l'Equipement et comprenant, outre les représentants de Monsieur le Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin, et de monsieur le Préfets du Haut-Rhin, des directeurs départementaux et de bureaux d'études. OEDA-Alsace. Ibid.,p.7.

<sup>445</sup> 1/ « constituer pour l'ensemble de l'Alsace un document d'aménagement et d'urbanisme réalisant l'actualisation nécessaire des schémas existants, et en assurer la synthèse », 2/ « établir pour les équipements essentiels, notamment les équipements structurants, une programmation pour la période de 1976 à 1990 », 3/ « proposer les éléments d'une politique de développement économique, social et culturel de la région, ainsi que les organismes chargés de mettre en œuvre cette politique ». Ibid.,pp.10-11.

<sup>446</sup> Voir Antunes (Dir), « Schéma général d'aménagement de la France. Dynamique urbaine et projet régional, un exemple: la région Alsace » (Paris: DATAR, 1975).

<sup>447</sup> « OEDA dispose d'un budget assez conséquent permettant de faire appel aux bureaux d'études et cabinets de consultant (sema-oth, beru, beture, cofror..) s'étant développés à l'époque grâce à la commandite des instances nationales (Plan, Datar...) et servant de relais pour la diffusion des savoirs entre les niveaux nationaux et locaux de cette nouvelle technostructure d'Etat », Vincent Claustre et Léa Stéphane, « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004): op.cit.,p.204.

retirée un temps du projet avant que P. Pflimlin intervienne pour finir le travail<sup>448</sup>. Le rapport fait le constat de « problèmes graves d'organisation <sup>449</sup>» de l'aire urbaine mulhousienne par l'absence de structure intercommunale pour résorber les difficultés d'aménagement qui rendent difficile toute tentative d'organisation spatiale de l'agglomération et de l'ensemble de l'aire urbaine. Cette étude envisage Mulhouse comme un pôle économique constituant un « enjeu d'importance nationale » dans les prochaines années avec l'intégration du cadrage interrégional Colmar-Mulhouse-Belfort<sup>450</sup>. Mulhouse y est aussi vue comme un futur centre de recherche technologique, d'activités et de communications<sup>451</sup>. Malgré tout, il n'en reste pas moins étonnant de constater que la ville fait uniquement l'objet d'une sous-section de quatre pages d'un rapport qui en contient presque deux cents. Le schéma indique qu'« une action correctrice s'impose<sup>452</sup>», car l'image de la région en serait atteinte et propose, pour y remédier, cinq actions de stratégie de développement des activités tertiaires<sup>453</sup>, et six autres pour l'aménagement de l'aire urbaine appuyées par les institutions de Mulhouse<sup>454</sup>. Pour arriver à ces conclusions, le schéma s'est appuyé sur une méthode assez lourde mise au point lors du « scénario

---

<sup>448</sup> Le rapport est assez novateur pour son époque autant dans sa conception et sa facture que dans son habile construction politique. Il est structuré en trois parties. 1) Les points d'appui du schéma régional (Le contexte national et international de l'Alsace, l'emploi et les activités en Alsace, l'occupation de l'espace alsacien, le capital alsacien), 2/ Le projet régional : des orientations aux priorités d'action (les principes d'aménagement, les principes de développement, les grands axes d'interventions prioritaires), 3/ les sept dossiers directeurs du schéma régional (le maintien des grands équilibres régionaux, la valorisation du monde rural, le développement des activités industrielles et tertiaires dans une économie du territoire régional, la place de l'Alsace dans le Grand Est Français : Strasbourg métropole rhénane, l'organisation de l'aire de Mulhouse : une articulation novatrice de l'industrie et des services supérieurs, Colmar et le développement de la Moyenne Alsace : un atout pour l'unité régionale, l'ancrage à la dynamique régionale des zones périphériques et des vallées vosgiennes)

<sup>449</sup> OEDA-Alsace, « Schéma d'orientation et d'aménagement de l'Alsace ». op.cit.,pp.54-55.

<sup>450</sup> OEDA-Alsace, « Schéma d'orientation et d'aménagement de l'Alsace. Ibid.,p.71.

<sup>451</sup> Tandis que Mulhouse se voit reconnaître « des liaisons déjà fortes entre recherche technologique et activités », Strasbourg, en tant que métropole rhénane, est vue comme une métropole qui « redistribue sur l'ensemble de la région des flux de haute valeur et favorise l'insertion de l'Alsace dans le Centre Europe » ; tandis que Colmar doit contribuer à « renforcer la cohésion régionale », OEDA-Alsace, « Schéma d'orientation et d'aménagement de l'Alsace. Ibid.,pp.73-74.

<sup>452</sup> Dossier numéro 5. L'organisation de l'aire de Mulhouse : Une articulation novatrice de l'industrie et des services supérieurs. Ibid.,p.141.

<sup>453</sup> 1/ donner les moyens à l'Université du Haut-Rhin de devenir un centre important de recherche appliquée, 2/ sur la base de l'Université du Haut-Rhin, renforcer les liaisons université-économie, 3/ développer l'ingénierie, 4/ engager des actions pour le développement direct des activités tertiaires, 5/ développer les activités de service liées aux communications et télécommunications. Ibid.,pp.143-144.

<sup>454</sup> 1/ pour les zones en régression économique, 2/ pour le Sundgau, 3/ pour le secteur des trois frontières, 4/ pour la maîtrise des localisations industrielles dans le sud de l'Alsace, 4/ pour Guebwiller et Thann-Cernay, 5/ Pour le bassin potassique. Ibid.,pp.145-146.

de l'inacceptable » de la DATAR avec comme base l'analyse systémique des dynamiques économiques et sociales<sup>455</sup>. Les grands absents de ces travaux sont les universitaires, mais la méthode utilisée reste moderne<sup>456</sup> pour l'époque. Il ne s'agit plus ici de grands discours sur l'« harmonie du monde » et de « réforme de conscience » comme lors de la mise en place de l'aventure de la prospective mulhousienne, mais uniquement d'objectifs et d'actions, à tendances néolibérales, qui doivent être tenus comme la croissance, le développement, le progrès et l'aménagement<sup>457</sup>. Et ce n'est pas la présence de Joseph Klifa, la seule personnalité politique mulhousienne dans ce schéma, alors conseiller régional et futur maire de Mulhouse, qui viendra renverser la tendance « techno-prévisionniste » de ce rapport impartial et dont la mission est de « lire et agir dans une quatrième dimension, celle de l'avenir<sup>458</sup> ». Vu comme une bible par certains, ce schéma est d'une profonde rationalité se substituant l'intelligence de la situation des Mulhousiens qui ne peuvent que subir cette vision techniciste. Ce « désenchantement » de la prospective à Mulhouse ne doit pas accabler l'élite mulhousienne fer-de-lance de cette pratique. La ville ne peut tout simplement plus décider d'elle-même de son propre avenir et la prospective restera encore en veille jusqu'à la fin des années 1980. La ville doit apprendre à revoir ses pratiques, transformer ses modes d'action et ses stratégies. Mulhouse aurait pu prendre exemple sur La Cité du Train, alors appelée « Le musée français du chemin de fer » qui s'aventure dans la

<sup>455</sup> Vincent Claustre et Léa Stéphane, « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004). Ibid.,p.207.

<sup>456</sup> La méthode s'inspire du modèle PPBS (Planning Programming Budgetting System) qui était une référence à l'époque, francisé sous l'appellation RCB par la Direction du Budget (Rationalisation des Choix Budgétaires)

<sup>457</sup> La croissance est vue comme une « tendance de longue période qui se traduit par une augmentation des dimensions caractéristiques d'une économie. La croissance est uniquement appréhendée en termes quantitatifs ». Le développement est « un processus complexe d'évolution sur une longue période, qui se caractérise par une amélioration, en termes qualitatifs, de l'activité économique ainsi que par la transformation des structures institutionnelles et des mentalités d'une société ». Le progrès apparaît lorsque « le partage des fruits de la croissance tend à exclure les inégalités, et que le processus contribue à une meilleure satisfaction des aspirations des individus et de la collectivité, alors que les coûts humains et sociaux engendrés par la croissance sont pris en compte et couverts par des moyens appropriés ». L'aménagement est « l'ensemble des politiques qui permettent de passer de la croissance au progrès. » OEDA-Alsace, « Schéma d'orientation et d'aménagement de l'Alsace. Ibid.,p.64.

<sup>458</sup> « Même pour le public informé, pour qui la DATAR, la RCB, ou les OREAM ne sont pas, sans facile jeu de mots, lettres closes, le rassemblement sous un seul regard de toutes les méthodes et de tous les organes de l'administration prospective cause un choc. Eh quoi ! L'administration française, ce ne sont pas seulement les ministres, les préfets et les maires, dispersés et perchés un peu partout qui s'efforcent de lire et d'agir dans une quatrième dimension, celle de l'avenir. » Sfez, *L'Administration Prospective*. op.cit.,p.5.

prospective pour imaginer le « chemin de fer de demain<sup>459</sup> ». Mais la prospective mulhousienne entre dans une phase de mutation silencieuse vers une nouvelle ère, et ce sont les circonstances des années 1980 qui vont lui permettre de voir le jour à nouveau à la fin de la mandature de Joseph Klifa, élu en 1981, succédant à Émile Muller, l'« homme providentiel » de la prospective locale. Après le choc de la victoire de la gauche en 1981 et le vote des lois de décentralisation, adoptées en 1982<sup>460</sup>, le pouvoir régional se disperse et la région, de tradition « légitimiste », retrouve soudainement un statut d'opposition. La région est alors sur la défensive et manque de relais dans les réseaux parisiens pour soutenir des projets structurants comme le montre l'affaire du synchrotron<sup>461</sup>. En plus, la DATAR accorde maintenant davantage d'importance aux régions du Sud qui n'ont pas autant profité du mouvement industriel des Trente Glorieuses, et ce n'est pas non plus l'élargissement de la Communauté européenne vers l'Espagne et le Portugal qui va apporter une vision stratégique claire aux décideurs mulhousiens et régionaux. Pour reprendre la formulation de René Urich, Mulhouse, comme la région, manque de stratégie dans ce nouveau schéma d'une « France inverse<sup>462</sup> » qui se dessine malgré eux. La tendance ne va pas non plus s'inverser après le coup de publicité que s'offre la ville affirmant être capable « de manifester sa vitalité et son sens du progrès dans tous les domaines<sup>463</sup> ». Cette communication ne peut panser totalement les plaies. Si le

---

<sup>459</sup> Paul Muse, « Le musée français du chemin de fer à Mulhouse: situation actuelle et perspective d'avenir » (Paris: SNCF, novembre 1979), BR 302. p.2.

<sup>460</sup> Patrick Le Lidec, « Le jeu du compromis: l'Etat et les collectivités territoriales dans la décentralisation en France », *Revue française d'administration publique* 121-122, n° 1 (2007): pp.111-130.

<sup>461</sup> Yves Farge évoque son expérience à la tête du groupe de travail européen chargé de concevoir le projet ESRF (European Synchrotron Radiation Facility) et fait le récit d'une aventure exemplaire en matière de coopération scientifique européenne et dit à propos de l'expérience alsacienne : « Ensuite, il y a eu la rivalité entre Strasbourg et Grenoble pour accueillir le synchrotron. J'ai monté la candidature de Strasbourg, peut-être un peu influencé par les Allemands qui pensaient que la proximité avec la frontière était une bonne chose pour eux. Il y a même eu un engagement du gouvernement pour Strasbourg dans un contrat de plan État-Région. La candidature de Grenoble était pourtant en train de monter et en parallèle, par précaution, nous avions regardé si elle était techniquement valable. J'ai reçu en 1985 un coup de téléphone de Matignon pour me demander si « en mon âme et conscience », d'un point de vue technique, le synchrotron pouvait fonctionner à Grenoble. J'ai répondu que cela pouvait se faire malgré un site géographique un peu contraint, et le synchrotron fut situé à Grenoble » Yves Farge, « L'Élaboration du projet ESRF: La coopération européenne dans le domaine du rayonnement synchrotron », *Histoire de la recherche contemporaine*, n° Tome I-N°1 (29 mars 2012): pp.16-25.

<sup>462</sup> René Urich, *La France inverse ? Les régions en mutation* (Paris: Economica, 1987).

<sup>463</sup> « Entre 1871 et 1919, Mulhouse, annexée par l'Empire Allemand, défendra avec énergie son acquis industriel. Depuis lors, elle n'a cessé de manifester sa vitalité et son sens du progrès dans

contexte n'est pas non plus des plus favorables pour élaborer une vision stratégique claire, ce n'était pas non plus le cas lors de la mise en place de l'aventure de la prospective à Mulhouse à la fin des années 1950. De fait, on peut supposer que le « renouvellement »<sup>464</sup> des hommes a fortement participé à ce « désenchantement » de la prospective, et ils étaient plutôt « enclins à éviter les affrontements, s'inscrivaient davantage dans la continuité que dans une vision renouvelée des enjeux régionaux<sup>465</sup> ». Cette tendance se confirme dans un rapport des États généraux de l'économie du Haut-Rhin de 1985. La troisième commission « environnement de l'entreprise », représentée par 200 personnes de toutes les catégories socio-économiques<sup>466</sup>, regrette la « faiblesse de vue d'ensemble et le manque de coordination<sup>467</sup> » et appelle à « une évaluation prospective des besoins de l'économie, notoirement insuffisante actuellement, même à un horizon de 6 mois<sup>468</sup> ». Et le schéma de 1976 ne peut plus leur offrir une vision stratégique puisqu'il apparaissait déjà en partie obsolète, Gilbert Reilhac précise : « on a continué à s'en servir en recherchant dedans ce qui correspondait à des projets décidés au coup par coup<sup>469</sup> ». Il sera encore plus critique<sup>470</sup> sur cet exercice de prospective car elle se « fait alors à coups de kilomètres d'autoroute et de mètres carrés de zone industrielle<sup>471</sup> ». La démarche laborieuse de l'étude de prospective

---

tous les domaines : communications, urbanisme, recherche, vocation universitaire et européenne », Mulhouse Plus, « Mulhouse étonne-moi » (Mulhouse, 1984), BR 1377. p.2.

<sup>464</sup> Voir le chapitre XVII « Renouvellements » Hau et Stoskopf, *Les dynasties alsaciennes*. op.cit.,pp.461-492.

<sup>465</sup> Vincent Claustre et Léa Stéphane, « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004) op.cit.,p.212.

<sup>466</sup> « Le travail réalisé par la Commission est considérable. Près de 200 personnalités de tous horizons, représentant toutes les catégories socio-économiques, ont participé aux travaux en apportant non seulement leur compétence, leur savoir-faire, ou l'orientation de l'instance qu'elles représentaient, mais aussi le meilleur d'elles-mêmes et, surtout, leur conviction. », Département du Haut-Rhin, « Etats généraux de l'économie haut-rhinoise: propositions d'actions », Rapport définitif (Colmar: Conseil Général du Haut-Rhin, juillet 1985). Rapport de la 3<sup>ème</sup> commission « environnement de l'entreprise » présenté par le président de la commission Jean Paul Sitter et par le rapporteur Antoine Fabian. p. 3.

<sup>467</sup> Ibid.,p.16.

<sup>468</sup> Ibid.,p.16.

<sup>469</sup> Gilbert Reilhac, « Les collectivités saisies par le démon de la prospective », *Saisons d'Alsace*, n° 110 (hiver 1990-1991). p.68.

<sup>470</sup> Gilbert Reilhac n'est pas non plus le seul à critiquer cette prospective. Dans la même revue, Bernard Reumaux précise, dans sa préface, que la revue *Saisons d'Alsace* « L'Alsace dans 10 ans » de 1962 était tout aussi intéressant avec le recul car : « au plus fort des années euphoriques de l'industrialisation, le bonheur d'une société se jugeait au nombre de mètres cubes de béton coulés et de hectares de zones industrielles inaugurés. » Ibid.,p.6.

<sup>471</sup> « Il est vrai qu'en 1976, si l'on voit formulées pour la première fois, dans le schéma d'orientation, des préoccupations d'ordre écologique, il s'agit d'abord de relancer coûte que coûte la machine



de l'économie alsacienne publiée quelques années plus tard, en octobre 1987<sup>472</sup>, par deux cabinets d'études BIPE-PROGNOS<sup>473</sup>, dans des circonstances<sup>474</sup> confidentielles et peu participatives<sup>475</sup> ne va pas non plus apporter un nouveau souffle à la prospective mulhousienne.

C'est au travers de tous ces épisodes historiques que la prospective mulhousienne s'est effacée au cours des années 1970 et 1980. Réapparaît alors notre hypothèse de la prospective comme vecteur d'une gouvernance locale efficace qui prend alors une double dimension : il y a d'une part une perte de la centralité mulhousienne pour les décisions d'avenir, et d'autre part une fragmentation avec l'entrée de nouveaux acteurs dans le processus de décision politique.

Ainsi, il n'a plus été possible à Mulhouse de suivre les cinq règles élémentaires de la prospective émises par Gaston Berger : voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques et penser à l'homme. Le manque de travail sur le pari des valeurs n'a pas permis à celles-ci de conditionner les orientations à venir, « regarder au loin » ne pouvait plus se réaliser aussi bien que lors de l'aventure de la prospective. L'imagination des avènements possibles et désirables, « Voir large », manquait à l'appel et l'avenir de Mulhouse n'était plus qu'une somme d'extrapolation linéaire, abstraite et d'études qui n'auront jamais atteint le même niveau de travail d'équipe réalisé à Mulhouse à la fin des années 1950. L'« analyse en profondeur » des tendances profondes était certes amorcée par le schéma de 1976 et l'étude de 1987, mais il manquait encore du concret pour animer le « cœur » des Mulhousiens.

---

économique mise à mal par le premier choc pétrolier. La prospective se fait alors à coup de kilomètres d'autoroute et de mètres carrés de zone industrielle » Gilbert Reilhac, « Les collectivités saisies par le démon de la prospective », *Ibid.*, p.77.

<sup>472</sup> BIPE-PROGNOS, « Étude prospective de l'économie alsacienne », Rapport de synthèse (Strasbourg: Région Alsace, Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, octobre 1987).

<sup>473</sup> BIPE est un bureau parisien (Bureau d'informations et de prévisions économiques) lié au Plan et dont les prévisions sectorielles faisaient alors référence. Le deuxième est un bureau d'étude bâlois spécialisé dans la prévision économique ayant une bonne réputation dans les milieux germaniques et anglo-saxons.

<sup>474</sup> Vincent Claustre et Léa Stéphane, « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004): op.cit., pp.214-215.

<sup>475</sup> « Un audit de l'économie régionale avait, à l'époque, été commandé à deux bureaux d'études, l'un français, le BIPE, l'autre suisse, PROGNOS. Il s'agissait de répliquer à la DATAR qui prétendait que tout allait bien en Alsace, précise l'un des organisateurs de ces travaux. Il regrette d'autant plus que la Région ait refusé de publier cette étude qu'elle avait pourtant cofinancée, malgré les demandes du président du Conseil général du Haut-Rhin... C'était une mauvaise étude qui inventait une Alsace dépressive, quand l'économie était en plein redémarrage. » Gilbert Reilhac, « Les collectivités saisies par le démon de la prospective », *Saisons d'Alsace*, n° 110 (1990-1991). op.cit., p.79.



« Prendre des risques » passe par des hommes capables de prospective, pas seulement de prévision, pouvant combiner puissance et sagesse. Enfin, « penser à l'homme », dans un contexte d'affaiblissement des affaires publiques de la Cité, devient un exercice plus difficile pour l'aventure de l'action susceptible de conduire vers de nouveaux changements nécessaires à Mulhouse pour « réaliser ensemble de grands desseins<sup>476</sup> » et parvenir à une « grande harmonie d'ensemble ». Mulhouse a ainsi vécu une période médusée avec un affaiblissement des cinq règles fondamentales de la prospective<sup>477</sup> de G. Berger<sup>478</sup>. Si les rapports d'expert paraissent remplacer graduellement les acteurs mulhousiens, la société continue de se techniser, les contraintes des difficultés irrésolues et complexes ne cessent de croître, et un nouveau cadrage prospectif mulhousien se fait jour. De nouvelles données socio-économiques et institutionnelles vont entraîner une métamorphose de la pratique prospective à Mulhouse qui va tenter de s'assumer comme un acteur majeur d'une gouvernance territoriale.

### Chapitre III – La deuxième vague : la prospective à la rescousse de Mulhouse

---

<sup>476</sup> Discours d'introduction de Bernard Thierry-Mieg, président de la SIM : « Mulhouse, c'est cela : la cohésion et la ténacité des responsables pour réaliser ensemble de grands desseins. » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *L'habitat et l'urbanisme à Mulhouse*, 766-767 (Mulhouse: BSIM, 1977). op.cit.,p.13.

<sup>477</sup> Chloé Vidal rappelle justement la nécessité de ses valeurs car « travailler à identifier les faits générateurs de rupture, comprendre par quels processus se produit le passage d'une situation à une autre, est bien la tâche qui incombe au prospectiviste », Vidal, « La prospective territoriale dans tous ses états: Rationalités, savoirs, et pratiques de la prospective (1957-2014) ». op.cit.,p.159.

<sup>478</sup> Gaston Berger, personnage actif de l'aventure de la prospective mulhousienne, portait son attention sur l'analyse des ruptures, et se distinguait de son contemporain Jean Fourastié, qui au contraire, insistait sur l'analyse des continuités. Voir Régis Boulat, *Jean Fourastié, un expert en productivité: la modernisation de la France (années trente-années cinquante)*, Thèse (Besançon: Presses universitaires de Franche-Comté, 2008).

Après avoir connu une évolution implacable dans les années 1950, puis son âge d'or au courant des années 1960 et 1970 à Mulhouse, la pratique de prospective a subi un long déclin pendant de longues années. Moins ambitieuse que l'aventure de la prospective, la « deuxième vague » de prospective à Mulhouse va néanmoins marquer l'histoire par de nouveaux rebondissements. C'est dans un contexte géoéconomique d'unification européenne, de décentralisation nationale et de désagrégation locale que Mulhouse entend utiliser la prospective pour retrouver une autorité ébranlée et la légitimer. À la suite de trois opérations de prospective menées par la ville, au tournant des années 1980 et 1990, la prospective connaît un rebond qui permet à la ville de disposer de moyens stratégiques d'action (3.1.).

L'évolution de cette pratique à Mulhouse connaît un rafraîchissement historique lors de la dernière « grande messe » prospective en 1998. Pourtant, c'est moins par les idées développées ou encore par les projets concrets qu'elle va surprendre que par la participation directe des citoyens dans les réflexions d'avenir, qui avait été jusque-là mise de côté. L'entrée de ces nouveaux acteurs risque certes de fragiliser l'ancienne gouvernance et d'induire des hésitations en en produisant une nouvelle, mais apprendre à voir, lire et interpréter un devenir possible afin de préparer collectivement un avenir souhaitable, est devenue la clé essentielle d'une gouvernance urbaine efficace à Mulhouse (3.2.).

Au cours de cette décennie, la deuxième vague de la prospective à Mulhouse indique de nouvelles manières de voir le futur, mais laisse apparaître aussi des points de rupture avec l'aventure de la prospective. La question principale de cette pratique renvoie à l'exercice du pouvoir à Mulhouse, qui ne se donne plus seulement pour objectif de gouverner efficacement le territoire, mais aussi de développer une norme et des valeurs permettant de fédérer toutes les parties prenantes pour assurer le développement durable. De grandes promesses d'avenir pour une grande désillusion, le développement durable a surtout servi de facilitateur pour la mise en place d'une gouvernance efficace au travers des dispositifs prospectifs. Entre défi et déception, il peut aussi servir de base pour construire le futur de la prospective à Mulhouse (3.3.).

### **3.1 Le rebond de la prospective à Mulhouse**

« Plan, planification, grands travaux [...] combien de mots et plus encore d'idées qui, banalisées, nous sont si familières que nous ne les entendons plus ?<sup>479</sup> » : en 1992, le sociologue Bertrand Schlund dressait dans un Bulletin de la SIM le constat d'une prospective tombée en désuétude. En reprenant l'expression développée en 1993 par les géographes Vincent Berdoulay et Olivier Soubeyran sur l'histoire de la prospective en France, nous soulignerons une comparaison similaire pour la prospective à Mulhouse : « serions-nous revenus à la case départ ?<sup>480</sup> »

Le retour de la réflexion prospective s'effectue dans un contexte géo-économique, marqué à la fois par la construction européenne avec la relance de l'intégration européenne<sup>481</sup> au sein d'une Europe en restructuration après la chute du mur de Berlin et de l'effondrement de l'URSS, et par un contexte de décentralisation favorable à la renaissance de la prospective territoriale en France<sup>482</sup>. La DATAR, en arrêt complet entre 1985 et 1989, va ainsi connaître une « renaissance de la prospective territoriale<sup>483</sup> » et va « reprendre la main<sup>484</sup> » sur les études de prospective, en proposant, à partir des années 1990, de construire des « contrepoids à la mondialisation<sup>485</sup> ». Ce regain d'activité est directement lié à la nomination de Jacques Chérèque lors du deuxième gouvernement de Michel

---

<sup>479</sup> « Plans, planification, grands travaux, système de crédit, conseil scientifique, éducation comme progrès social, masses, administration des masses, capital, industriel, art industriel etc... Combien de mots et plus encore d'idées qui, banalisées, nous sont si familières que nous ne les entendons plus : ne trouvent-ils pas leur application à Mulhouse tout au long du XIXe siècle ? » Bertrand Schlund, « *Origines du développement du pôle textile de Mulhouse ou du mariage « heureux » de la finance et des idées (XVIIIe et XIXe siècle)* » in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *De la Mer Rouge au Technopôle: le nouvel élan d'un site économique à Mulhouse*. op.cit.,p.13.

<sup>480</sup> « Serions-nous revenus à la case départ ? Dans le retour massif de la prospective auquel nous assistons aujourd'hui, ce n'est pas tant le nombre des études qui impressionne que la place que l'on entend désormais leur donner » Vincent Berdoulay et Olivier Soubeyran, « Retour de la prospective et crise de la modernité », *Espaces et sociétés* 71, no 1 (1993). p.3.

<sup>481</sup> Jean-Louis Quermonne, « Trois lectures du Traité de Maastricht: Essai d'analyse comparative », *Revue Française De Science Politique* 42, n° 2 (1992): pp.802–818.

<sup>482</sup> Jacques Palard, « L'aménagement du territoire. A l'épreuve de la décentralisation et de l'intégration européenne », *Annuaire des collectivités locales* 13, n° 1 (1993). pp.33-49.

<sup>483</sup> « Après la Belle au bois dormant, voici le réveil du Prince charmant » Pierre Musso file la métaphore de ce conte pour expliciter la « renaissance de la prospective territoriale », Pierre Musso, « *La prospective territoriale des années 1980-2000 : de l'Etat savant à l'Etat communicant* » in Armand Frémont, Sylvain Allemand, et Édith Heurgon, éd., *Aménagement du territoire: Changement de temps, changement d'espace* (Presses universitaires de Caen, 2008). p.49.

<sup>484</sup> Expression empruntée à Daniel Behar et Philippe Estebe, « Aménagement du territoire : la solution locale », *L'état de la France: un panorama unique de la France 1999-2000*, Politiques publiques et territoires, avril 1999.

<sup>485</sup> Gérald Cohen, Raymond Woessner, et Bernard Reitel, « Introduction à la séance OsiRhis », *Actes de la 4e table ronde rhin-sud: Le retour de la prospective*, 28 mai 2004. p.6.

Rocard, devenu Premier ministre le 10 mai 1988. Le nouveau ministre de l'Aménagement du territoire et aux Reversions, réintroduit fortement la prospective en France en complément de la décentralisation d'un État qui ne joue plus le « rôle de sauveur unique<sup>486</sup> » face aux difficultés économiques et qui se veut représenter de manière plus conséquente les collectivités, notamment la région, non sans en faire une « affaire d'État<sup>487</sup> ». De la loi sur l'administration territoriale de la République en 1992 à la loi Gayssot de 2000 sur la solidarité et le renouvellement urbains, pas moins de cinq lois ont élaboré en moins de dix ans un « *design* institutionnel innovant<sup>488</sup> ». C'est dans ce contexte que la relance de la prospective s'opère à Mulhouse. Comme nous l'avons déjà vu, la prospective est un révélateur de l'histoire de la ville, et c'est au tournant des années 1990 qu'une nouvelle vague prospective permet au territoire mulhousien laminé durant la décennie précédente de retrouver une vision d'avenir. Elle est incitée à se mettre en œuvre dans une position paradoxale située entre une unification croissante en même temps que d'une désagrégation aggravée.

D'une part s'accroissent les considérations de forte interdépendance à l'Europe. Que ce soit les particuliers ou les institutionnels, ce sentiment est généralisé. Plusieurs témoignages aux profils hétérogènes corroborent ce mouvement de fond tout au long des années 1990. La revue *Saisons d'Alsace* de 1990 consacrée à la prospective de la région a l'avantage de regrouper de manière succincte et synthétique quelques-unes de ces déclarations historiques. Monseigneur Pierre Bockel, ancien archiprêtre de la cathédrale de Strasbourg, pense alors que

---

<sup>486</sup> Brigitte Fouilland, « De l'aménagement au gouvernement des territoires, où est l'État ? », *Projet* 310, n° 3 (2009).p.13.

<sup>487</sup> « La force, en France, de la représentation unitaire de l'État a conduit à faire de toute tentative de réorganisation des institutions locales une « affaire d'État », Berstein Serge, Birnbaum Pierre, Rioux Jean-Pierre et al., « 10. Élités et régionalisation : une régionalisation ambiguë pour des élites introuvables », in Serge Berstein et al., éd., *De Gaulle et les élites* (Paris: Découverte, 2008). p.170.

<sup>488</sup> Les cinq lois de décentralisation sont : la loi sur l'administration territoriale de la République en 1992, la loi Pasqua d'orientation d'aménagement du territoire en 1995, modifiée par la loi Voynet de 1999, la loi Chevènement de 1999 sur la coopération intercommunale et la loi Gayssot de 2000 sur la solidarité et le renouvellement urbains. Plus tard, les lois Defferre du gouvernement Raffarin des années 2004-2005, peuvent aussi être considérées comme une continuité de ce processus institutionnel. Jean-Marc Offner relève que ces 5 lois représente un « design institutionnel innovant », Jean-Marc Offner, « Les territoires de l'action publique locale: Fausses pertinences et jeux d'écart », *Revue française de science politique* 56, n° 1 (2006).p.27.

l'« Alsace est promise à un grand destin au cœur de l'Europe qui s'édifie<sup>489</sup> », constat partagé par Manfred Palz, professeur de français à l'Université de Fribourg-en-Brigau, qui souligne même la création d'« États-Unis d'Europe<sup>490</sup> ». Alain Howiller, ancien rédacteur en chef des *Dernières Nouvelles d'Alsace* et ancien président du Conseil d'Administration de l'Institut d'Études politiques de Strasbourg, indique dans son ouvrage que ces années sont effectivement portées par « un basculement vers le Rhin<sup>491</sup> ». Les institutionnels ne sont pas en reste sur ces questions d'unification croissante. Le projet Alsace 2005 publié en 1994 par la région envisage même la constitution d'un Land « Alsace-Bade<sup>492</sup> » et propose ainsi deux stratégies allant dans ce sens : une stratégie de partenariats avec l'axe Londres-Paris-Lyon-Turin au travers d'une inscription dans le Grand Est français, et une stratégie d'alliances ancrée dans l'axe Centre-Europe avec les régions voisines de l'espace rhénan alémanique et de l'axe Rhin-Rhône<sup>493</sup>. Quelques années plus tard, le géographe Étienne Juillard confirmera même cette tendance comme une évidence : « De toute façon, avec l'unification européenne, l'avenir de l'Alsace passe par sa réinsertion dans un espace rhénan multinational<sup>494</sup> ».

Cependant, cette unification croissante est paradoxalement compensée par un sentiment de désagrégation accrue. En 1994, le géographe Daniel Chassignet met en exergue le morcellement géographique de Mulhouse et décrit une ville qui perd de sa « substance<sup>495</sup> ». Dans la revue *Saisons d'Alsace* de 1997 consacrée à la

---

<sup>489</sup> Témoignage de l'homme d'église Mgr Pierre Bockel, *Saisons d'Alsace, Où va l'Alsace ? Éléments de réflexion pour un grand débat régional*, vol. Revue trimestrielle hiver 1990/1991, Saisons d'Alsace 110 (Strasbourg: Nuée bleue, 1990). op.cit.,p.190.

<sup>490</sup> Ibid.,p.236.

<sup>491</sup> Alain Howiller précise son idée du « basculement vers le Rhin » : « A l'heure du basculement de l'industrie vers le Rhin, des migrations de population vers les villes, ces disponibilités en terrains à des prix intéressants, combinées à des qualités et des coûts de main-d'œuvre reconnus, à des prix d'énergie attractifs, à une image positive (dont on trouve le reflet dans l'immigration), à un positionnement géographique positif à l'heure de l'unification de l'Europe (non encore élargie), l'Alsace a su prendre son élan », Alain Howiller, *Où va l'Alsace?* (Illkirch, France: Verger, 2008). p.130.

<sup>492</sup> « Si l'on peut songer à la création d'un « Land Alsace-Bade » comme certains le souhaiteraient outre-Rhin, la mise en œuvre d'une communauté d'intérêts et la création d'une grande région européenne associant l'Alsace, le pays de Bade, les cantons de Bâle et le Sud-Palatinat apparaissent en revanche comme le projet majeur qui va très certainement fédérer le débat institutionnel et politique des dix prochaines années », Région Alsace, *Le projet Alsace 2005*. op.cit.,p.70.

<sup>493</sup> Chapitre 2 *Les plages de décisions sensibles*, Région Alsace. Ibid.,pp.55-80.

<sup>494</sup> Etienne Juillard, *Une métropole industrielle* in, *Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1997). op.cit.,p.38

<sup>495</sup> Daniel Chassignet met en avant le décrochage économique, industriel et commercial de la ville de Mulhouse dans les années 1990 : « depuis quelques années la perte de substance de Mulhouse en

prospective de Mulhouse « où va Mulhouse ? », au sous-titre évocateur « entre crise et espoirs, une ville se cherche », quasiment tous les témoignages des auteurs vont dans le sens d'une profonde crise en cours. Marie-Claire Vitoux souligne que le « modèle mulhousien » tant vanté est depuis longtemps obsolète et victime de blocages<sup>496</sup>. Elle appelle même à un travail de « deuil » pour « réinventer un « modèle mulhousien à la mesure de la société contemporaine<sup>497</sup> ». Cette vision d'une crise morale et intellectuelle de la ville est partagée par Hans Herth, ancien directeur de la communication de la ville de Mulhouse. Il pense que le consensus mulhousien, alors ciment de l'aventure de la prospective dans les années 1960, se bâtit autour « d'une manière de définir et redéfinir l'avenir de la ville à l'aune des utopies du passé<sup>498</sup> ». « Ni Coluche, ni abbé Pierre » tel est aussi l'angle d'approche de l'écrivain Alfred Kern qui met en avant une région « trop timorée pour pouvoir changer<sup>499</sup> ». Jean-Michel Clerc, chef d'entreprise, est plus tranchant dans son analyse et reconnaît un malaise sur le présent et le devenir de Mulhouse, et il distingue même l'histoire récente de l'économie de la ville comme une « véritable humiliation<sup>500</sup> » alors que la généralisation du sentiment de repli sur soi à Mulhouse et dans la région se développe selon plusieurs témoignages<sup>501</sup>. Pire encore, le

---

matière d'activités éclate au grand jour. » Daniel Chassignet, « Mulhouse : centralité et polarités », *Revue Géographique de l'Est* 34, n° 2 (1994).p.103.

<sup>496</sup> Marie-Claire Vitoux met en exergue quelques points de blocages de la ville. Selon elle, il y a un rapport maladif au passé "Les grands personnages sont autant de statues de commandeurs mises en travers des perspectives d'avenir", et Mulhouse est aussi coincée dans la logique lignagère de la culture d'entreprise., *Mulhouse, ville bloquée ?* in *Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1997). op.cit.,p.85

<sup>497</sup> Ibid.,p.82.

<sup>498</sup> Hans Herth, *Le consensus permanent*, Ibid.,p.98.

<sup>499</sup> « L'Alsace, hélas, ne sera pas très différente de ce qu'elle est actuellement. Il manque aux alsaciens une qualité : la capacité de décision. Un « oui » alsacien n'est jamais fort, parce qu'il ne découle pas d'une décision ferme ; l'Alsace est trop timorée pour pouvoir changer. Elle subit les modes et se complait dans le mimétisme. Nous n'avons aucun personnage de l'envergure d'un Coluche ou d'un Abbé Pierre pratiquant le parler vrai », Alfred Kern, Saisons d'Alsace, *Où va l'Alsace ? Éléments de réflexion pour un grand débat régional*. op.cit.,p.68.

<sup>500</sup> "Ainsi la fierté d'appartenir à une ville sobre, mais industrielle, dont les manufactures et les produits étaient réputés, s'est souvent transformée en sourde inquiétude, voire en humiliation face à ce qui est perçu comme une régression", Jean-Michel Clerc, *Déclin ou rebond ?* in *Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1997). op.cit.,p.85

<sup>501</sup> Plusieurs témoignages vont dans le sens d'un repli sur soi. Michel Flament, chef d'entreprise et vice-président du CESA, explique que la région est morcelée : « c'est un véritable affrontement entre les hommes, les lobbies, les villes. Même les chambres de commerce s'entre-déchirent... » Saisons d'Alsace, *Où va l'Alsace ? Éléments de réflexion pour un grand débat régional*. op.cit.,p.78. Face au constat de la décentralisation et de l'Europe qui se construit, Joseph Bonnewitz, curé de Saverne et ancien responsable d'Alsace Média, craint ainsi des bouleversements entraînant « une poussée de



constat porté par un groupe de réflexion de l'opération « COM'88 » de la ville de Mulhouse, l'Atelier « cadre urbain », fruit d'une cinquantaine de séances de travail tenues entre novembre 1987 et octobre 1988, est tout simplement désarçonnant<sup>502</sup> : risque de marginalisation et d'éclatement de la ville, « effondrement<sup>503</sup> » du tissu industriel local, manque d'ambition et de projet depuis 1970, questionnement sur l'attitude à adopter vis-à-vis d'une population étrangère croissante, repli de la plupart des communes sur elles-mêmes, absence de grands investisseurs et de vision prospective à l'échelle des problèmes posés, défis de l'agglomération ignorés, et identité mulhousienne mal définie ; tels sont ainsi les constats partagés sans concession par l'ensemble du groupe composé de hauts responsables locaux<sup>504</sup>. La situation n'est pas non plus meilleure pour les jeunes de la ville. Un rapport sur la situation des « jeunes Mulhousiens sans emploi » d'un cabinet de conseil publié en 1991 pointe une formation qui n'est pas toujours en adéquation avec l'insertion professionnelle, un niveau insuffisant d'éducation, une très faible motivation des

---

l'individualisme : les gens ont de plus en plus peur, ils se barricadent chez eux, rompant ainsi avec une certaine tradition alsacienne tournée vers les sorties et les fêtes. Peu à peu, les gens refusent d'écouter les autres. » Ibid.,p.265. Face à ces constats, la sculptrice, Sylvie Blocher, décide même de quitter l'Alsace pour fuir l'enclosure de la région et le racisme. Ibid.,p.114.

<sup>502</sup> Ville de Mulhouse et al., « COM'88 Mulhouse, une ville d'avance », Réflexions de l'atelier cadre urbain (Mulhouse: Ville de Mulhouse, novembre 1988), BSIM, BR 2739. pp.11-34.

<sup>503</sup> « L'emploi industriel n'occupe plus que 47% des actifs. L'effondrement des piliers industriels traditionnels (demain les Mines) laisse place à quelques entreprises dynamiques (Peugeot, Clemessy, Superba,...) et à un réseau de PMI dense mais dispersé entre les branches : il n'y a pas de dominante se substituant au textile », *mutations économiques et transformations urbaines : des influences réciproques particulièrement fortes* in Ville de Mulhouse et al. Ibid.,p.17.

<sup>504</sup> L'atelier est présidé par Bruno Lescoeur (chef de la Subdivision EDF-GDF) et assisté par le rapporteur Robert Welterlin (directeur du service de l'urbanisme de la ville de Mulhouse). Il est composé de plusieurs personnalités locales : Emile Adelbrecht (directeur du service de formation des M.D.P.A), Loic Chambaud (médecin, élu au conseil municipal et adjoint à l'urbanisme), Vincent Claustre (déjà cité à plusieurs reprises alors directeur du service d'études de la préfecture de région), Jean-Michel Clerc (Membre du bureau de la Chambre de Commerce), Jean-Louis Durand (directeur départemental de l'équipement) René Ehringer (ETIGE), Olivier Favre (membre du bureau de la Chambre de Commerce), Marc Grodwohl (président de l'association Maisons Paysannes d'Alsace), Jean-Pierre Hohly (directeur du CIL de la Société Industrielle), Claude Jordy (architecte départemental des Bâtiments de France), Jérôme Keller (représentant M. Binder, président de l'Université de Haute Alsace), André Klein (directeur du CAHR), Jean-Paul Marbacher (président de Clemessy S.A.), Dominique Musslin (directeur de l'A.R.I.A), Marc Noyelle (chef du service commercial EDF-GDF), Yves Rhulmann (architecte), Robert Schmitt (directeur de la banque fédérative du Crédit Mutuel), Albert Schwartzenruber (président de la Chambre de Métiers d'Alsace), Jean-Philippe Tresch (Notaire), Robert Tuske (président de l'Ordre des Architectes), Eric de Valence (Clemessy S.A.), Antoine Waechter (conseiller régional), Jean-Pierre Wicker (directeur du service conseil logement du Haut-Rhin), Jean Widmaier (représentant M. Steiner, directeur Banque Populaire du Haut-Rhin), Bernard Woehl (directeur de l'Unité d'Enseignement et de Recherche de sociologie de Strasbourg), Serge Hamm (direction départementale de l'équipement), Pierre Vidal (ingénieur divisionnaire du service d'urbanisme de la ville de Mulhouse) et Brigitte Gollner (ingénieur subdivisionnaire du service d'urbanisme de la ville de Mulhouse).

entreprises vis-à-vis des jeunes, et une crainte du patronat mulhousien face aux emplois transfrontaliers<sup>505</sup>.

Au même moment, les maires Joseph Klifa et Jean-Marie Bockel, élu en mars 1989, ont a contrario un discours diamétralement éloigné de ces analyses d'experts ou de locaux. Ils sont plus optimistes quant à l'avenir de la ville, et ils font partie de ces Alsaciens qui vivent, selon l'expression de Vincent Claustre, avec l'« illusion que tout va bien<sup>506</sup> » ou à tout le moins qui affichent un optimisme à tout épreuve. Le maire Joseph Klifa, justement à l'origine de cette opération « COM'88 », publie la même année un édito dans un bilan de la municipalité au nom surprenant « 1983-1989 : notre ville s'épanouit ». Il estime que Mulhouse a pris de « l'avance » et est convaincu de sa « réussite », car les habitants et son équipe municipale ont donné « les moyens de son développement pour qu'elle soit demain, comme sa situation géographique exceptionnelle le lui permet, le cœur de l'Europe<sup>507</sup> ». S'il y a bien un homme qui prétend encore au début des années 1990 au rebond possible de la ville, c'est bien le nouveau maire de Mulhouse, Jean-Marie Bockel, pour qui la ville peut « renouer avec son destin mondial » avec un peu de chance et de méthode<sup>508</sup>. Quelques années plus tard, dans un entretien publié en août 1997 dans une revue

---

<sup>505</sup> Madinfor Conseil, « Jeunes Mulhousiens sans emploi », Rapport de synthèse (Mulhouse, mai 1991), BSIM, 9894. p.11, p.14, p.25, p.43.

<sup>506</sup> Vincent Claustre, lors d'une table ronde avec 7 experts (Henri Nonn, Jean-Paul Masquida, Georges Bischoff, Jean-Claude Richez, Bernard Woehl, Charles Bachoffen, et Vincent Claustre) met en exergue cette capacité des alsaciens à vivre dans une illusion que tout va bien : « Les volontés sont effectivement hésitantes. Elles sont hésitantes parce qu'il n'y a pas de stratégie, et il n'y a pas de stratégie parce que la situation est complexe. Parce que, aussi, la situation n'est pas trop mauvaise : il y a encore de la marge. On peut donc très bien se laisser vivre avec cette illusion que tout va plutôt bien. » Saisons d'Alsace, *Où va l'Alsace ? Eléments de réflexion pour un grand débat régional*. op.cit.,p.16.

<sup>507</sup> Joseph Klifa souligne dans son édito : « En six années, notre ville a connu elle aussi, à sa façon des évolutions profondes. [...] Ces années ont, je crois, permis à Mulhouse de s'épanouir en retrouvant son dynamisme, sa joie de vivre, son esprit de conquête. Le bilan qui vous est présenté ici est le vôtre. Il est le fruit du travail conjugué de l'équipe que vous avez choisie et de tous les Mulhousiens. Ensemble, nous avons donné les moyens de son développement pour qu'elle soit demain, comme sa situation géographique exceptionnelle le lui permet, le cœur de l'Europe. [...] Mulhouse a pris de l'avance, je suis aujourd'hui convaincu de sa réussite. » Ville de Mulhouse, « Mulhouse 1983-1989: notre ville s'épanouit » (Mulhouse: Ville de Mulhouse, 9 février 1989), BSIM, BR 2673.

<sup>508</sup> Dans la conclusion d'un rapport de communication de la ville de Mulhouse, le maire Jean-Marie Bockel met en exergue le passé, le présent et le futur de la ville : « La ville a connu une apogée au début des années 1970 : maximum de population, fin du cycle économique des « Trente glorieuses ». Pour entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle, Mulhouse est prête à un effort méthodique, à sourire à ses chances, pour renouer avec son destin mondial. Vous qui connaissez Mulhouse maintenant, portez-en témoignage » Ville de Mulhouse, « Révélation d'une ville singulière », rapport de communication (Mulhouse: Ville de Mulhouse, 1992), BSIM, BR2833. p.29.

de *Saisons d'Alsace*, Jean-Marie Bockel soutient que « Mulhouse a trois ans d'avance<sup>509</sup> ». Ces écrits préfigurent l'ère de la communication des ouvrages municipaux de la ville à caractère propagandiste. Cette attitude qui paraît déphasée marque un point de rupture dans l'histoire prospective de la ville. Jamais l'élite locale, pourtant poussée par l'optimisme des grands projets d'avenir lors de l'aventure de la prospective à Mulhouse au tournant des années 1960, ne s'était autorisée un tel décalage entre le discours prospectif et les constats. Des arrangements sémantiques, des expressions ou encore des métaphores bien sûr, mais jusqu'alors jamais d'artifices, encore moins de dissonance à l'époque de « Mulhouse-la-crise<sup>510</sup> », pour reprendre l'expression parodique de Bernard Reumaux, rédacteur en chef de *Saisons d'Alsace*. Ces propos détonnent car leurs auteurs ne pouvaient tout simplement pas ignorer les problématiques en cours à Mulhouse. En plein cœur de la crise, ils ont peut-être essayé de sortir la ville de cette situation embarrassante en imaginant une nouvelle donne, assurant ainsi à chacun une place active dans un projet commun de la ville. Derrière ce volontarisme, ces excès optimistes, de la part de députés-maires se démarquaient de toutes les réalités connues et partagées de tous au même moment, enjolivaient grandement la réalité et pouvaient ainsi tromper un public moins chevronné quant à ces problématiques d'avenir. C'est finalement l'idée ancienne que Mulhouse s'est toujours faite toute seule qui s'exprime à nouveau. Pourtant, ces affirmations optimistes sont contestées par la série de statistiques<sup>511</sup> publiée par le service d'urbanisme de la ville de Mulhouse en 1998 confirmant par les chiffres les tendances de fond observées par l'atelier urbain de l'opération « COM' 88 ». La ville

---

<sup>509</sup> Bernard Reumaux reprend un passage de Jean-Marie Bockel paru en août 1997 : " Mulhouse a trois ans d'avance", poursuit Jean-Marie Bockel, un rien péremptoire.", *Un destin d'avance in Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1997). op.cit.,p.8.

<sup>510</sup> Bernard Reumaux met en exergue le décalage entre l'intensité des personnes, groupes, communautés, institutions qui se portent bien et croient en leur avenir en se lançant dans des commémorations d'événements aussi lointains que symboliques (traité de Westphalie 1668 & intégration de l'Alsace au royaume de France 1798) : « Faut-il en conclure que, contrairement aux clichés plaqués sur la région, ce serait Mulhouse-la-crise qui croirait en l'avenir quand l'Alsace-talent douterait d'elle-même, hésitante et alanguie, déboussolée par des bouleversements généraux qu'elle n'a pas vu venir et qu'elle ne sait ni expliquer ni surmonter ? » Bernard Reumaux, *Un destin d'avance in Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1997). op.cit.,p.7.

<sup>511</sup> Service d'urbanisme, « Indicateurs des tendances d'évolution » (Mulhouse: Ville de Mulhouse, 22 juin 1998), BSIM, BR3422.

connait un fort déclin de sa population en l'espace de quinze ans puisqu'elle perd presque neuf mille habitants entre 1975 et 1990<sup>512</sup>, son solde migratoire est très négatif sur la période de 1982 à 1990, tandis que son solde naturel stagne avec de très légères augmentations ou diminutions entre 1986 et 1995. De fait, le nombre d'électeurs inscrits chute de 11 000 personnes entre 1980 et 1991<sup>513</sup> alors que les emplois à Mulhouse diminuent également sur la même période<sup>514</sup>. L'emploi tertiaire croît sensiblement, tandis que son corolaire, l'urbanisme commercial, va connaître une véritable explosion de 13,35 % en termes de surface de vente entre 1995 et 1997<sup>515</sup>. Cette recomposition du commerce a été identifiée dès 1981 par René Pion, ancien chercheur au CNRS, qui mettait en exergue les enjeux des politiques d'aménagement vis-à-vis de la grande distribution et de ses grandes surfaces de vente et de parkings<sup>516</sup>. Par ailleurs, la surface urbanisée totale et par personne a augmenté plus rapidement depuis l'après-guerre<sup>517</sup>. Cette acculturation de la consommation de masse à Mulhouse est d'après l'historien Robert Franck, professeur émérite à l'Université Panthéon-Sorbonne, la définition même de l'« américanisation<sup>518</sup> ». Dans une ville qui s'« américanise », la qualité de vie et la

---

<sup>512</sup> La population mulhousienne passe même en 1990 en dessous de son niveau de 1962 (110735 habitants en 1962, 116440 en 1968, 116968 en 1975, 111783 en 1982 et 108358 en 1990. Service d'urbanisme, « Indicateurs des tendances d'évolution », *Ibid.*, p.3.

<sup>513</sup> Le nombre d'électeurs inscrits est évalué à 66 000 en 1962 avant de chuter jusqu'en 1991 (55 000), et d'augmenter légèrement avant de retomber au même stade en 1997. « *Indicateurs des tendances d'évolution* », *Ibid.*, p.4.

<sup>514</sup> En fait, il y a une perte de 6000 emplois à Mulhouse entre 1975 et 1990. Le secteur tertiaire en augmentation ne permet pas d'endiguer la diminution par deux des emplois dans le secteur industriel et BTP au même moment. Ces emplois passent de 24100 à 12500 en quinze ans, tandis que le secteur tertiaire récupère à peine 6000 emplois. Même constat des emplois salariés privés dans le bassin d'emploi de Mulhouse. « *Indicateurs des tendances d'évolution* », *Ibid.*, p.6.

<sup>515</sup> D'une surface de vente de 146540m<sup>2</sup> en 1995, la surface commerciale va exploser et atteindre les 166512m<sup>2</sup> en 1997. « *Indicateurs des tendances d'évolution* », *Ibid.*, p.7.

<sup>516</sup> René Péron conclut ainsi son article : « Cette analyse économique conduit donc à souligner que les mouvements dominants de la restructuration économique du commerce de détail (en France) sont caractérisés non seulement par le dépérissement du petit commerce et la concentration sous les formes de la grande distribution, mais aussi par la concentration sous les formes du « moyen commerce », René Péron, « Restructuration du commerce de détail, « crise des centres » et urbanisation », *Les Annales de la recherche urbaine* 12, n° 1 (1981), p.24.

<sup>517</sup> La surface urbanisée totale en hectare était de 43 en 1797 à Mulhouse, puis 1288 en 1946, 1785 en 1973 et 1936 en 1997. Même constat pour la surface urbanisée par habitant : 54m<sup>2</sup> en 1797, 129m<sup>2</sup> en 1946, 150m<sup>2</sup> en 1973 et 183m<sup>2</sup> en 1997. Service d'urbanisme, « Indicateurs des tendances d'évolution ». *op.cit.*, p.17.

<sup>518</sup> L'historien Robert Franck explique ainsi le modèle de l'américanisation de la société : « Par « américanisation », on désigne le plus souvent le transfert de modèles de consommation, de modes de vie, de pratiques socioculturelles ou de cadres de pensée nés ou adoptés originellement aux États-Unis. Or, la principale importation d'Amérique qui transforme fondamentalement la société en Europe continentale et en France à partir des années 1950 et surtout à partir des années 1960 est

culture semblent être les deux grands perdants de cette situation. D'un côté, les bénéficiaires du RMI quadruplent entre 1989 et 1997<sup>519</sup>, et de l'autre, la fréquentation dans les musées mulhousiens connaît une forte tendance baissière de 18 % sur la même période<sup>520</sup>.

En plus du déclin économique causé par la désindustrialisation qui s'accélère, Mulhouse doit aussi faire face à la multiplication des territoires de gestion avec la décentralisation qui permet la mise en place d'une multitude d'agences aux compétences et niveaux d'actions variés. Les nouveaux pouvoirs offerts par la décentralisation aux territoires, selon le géographe Martin Vanier, les placent dans une contradiction nouvelle : « elle leur donne des pouvoirs, mais les donnant à tous les niveaux en même temps, elle les oblige immédiatement à les partager <sup>521</sup> ». Cette conscience des enjeux de l'Europe et de la décentralisation est parfaitement intégrée à Mulhouse puisqu'ils sont mentionnés dès l'introduction du rapport municipal du Livre Blanc « COM'88 » comme étant des vecteurs du nouveau rôle à jouer des collectivités locales et territoriales dans le « nouvel espace en cours d'élaboration<sup>522</sup> », « faute de quoi, elles seront entraînées sur la voie irréversible du

---

certainement la consommation de masse.» Robert Franck, « La société française depuis 1945: américanisation, européanisation, mondialisation et identité nationale. », *Nationale Identität und transnationale Einflüsse. Amerikanisierung, Europäisierung und Globalisierung in Frankreich nach dem Zweiten Weltkrieg*, 2007. p.146.

<sup>519</sup> 795 personnes bénéficiaient du RMI en 1989 à Mulhouse et ce chiffre n'a cessé d'augmenter pour atteindre les 3636 bénéficiaires en 1997. Service d'urbanisme, « Indicateurs des tendances d'évolution ». op.cit.,p.10. La croissance est spectaculaire même s'il faut tenir compte des modifications permettant de le distribuer plus largement.

<sup>520</sup> La fréquentation dans les musées passe de 975 547 en 1990 à 802 723 en 1997. « Indicateurs des tendances d'évolution ». Ibid.,p.8.

<sup>521</sup> « La décentralisation est un acte de mise en partage des compétences, entre des niveaux de territoires qui permettent d'agir à plusieurs échelles en même temps, et non pas un acte de spécialisation des compétences par niveau, comme elle est institutionnellement présentée. Elle leur donne des pouvoirs, mais les donnant à tous les niveaux en même temps, elle les oblige immédiatement à les partager [...] Paradoxe de la décentralisation : pour agir, les collectivités locales doivent aller chercher l'argent de plus en plus ailleurs que dans leur territoire, notamment par le principe généralisé de la contractualisation et de l'additionnalité des financements. » Martin Vanier, *Le pouvoir des territoires: essai sur l'interterritorialité*, Collection Géographie (Paris: Economica-Anthropos, 2008). pp.69-70.

<sup>522</sup> « Tandis que l'Europe des « Douze » - celle du Grand marché sans frontières et des politiques d'accompagnement – s'appête à atteindre une nouvelle étape avec l'échéance du 31 décembre 1992, les collectivités locales et territoriales auront, d'ici là, un rôle important à jouer dans le nouvel « espace » en cours d'élaboration. Déjà placées devant plus de responsabilités avec la décentralisation, il leur faut maintenant relever d'autres défis, faute de quoi elles seront entraînées sur la voie irréversible du déclin. » Ville de Mulhouse, « COM'88: livre blanc » (Mulhouse: Ville de Mulhouse, juin 1989), Bibliothèque Nationale et Universitaires Strasbourg, M079307. p.3.



déclin ». Malgré les alertes<sup>523</sup>, la région rappelait que le territoire mulhousien manquait encore en 1994 d'une structure compétente pour promouvoir le développement économique et urbain de l'agglomération afin de se structurer<sup>524</sup>. Une année plus tard, c'est au tour de la SIM d'élaborer en vain un livret blanc sur le schéma directeur<sup>525</sup>. Après la région, la ville, et l'AURM, c'est au tour du département de tirer la sonnette d'alarme. En effet, cette structure intercommunale est considérée en 1997 comme une urgence et une nécessité d'après un rapport du service départemental de l'urbanisme sur la prospective territoriale pour la région économique de Mulhouse : elle constitue le défi essentiel des prochaines années puisque « l'identité territoriale de la région mulhousienne n'est pas lisible faute d'un projet territorial durable et fédérateur<sup>526</sup> ».

Cependant, Mulhouse a déjà su réagir une première fois face à l'incertitude et à l'instabilité au tournant des années 1960 en œuvrant en période de crises et de progrès lors de la première aventure de la prospective comme nous l'avons déjà souligné. Et comme le souligne le sociologue Patrice Duran : « les incertitudes du territoire sont celles du pouvoir politique<sup>527</sup> ». Rien de bien étonnant à ce que Mulhouse, par son inexorable envie de surmonter les défis, réplique en démontrant

---

<sup>523</sup> « Fini le repli frileux sur soi-même, la main trop amplement tendue vers l'administration centrale. Finies les querelles stériles et désuètes entre villes et communes suburbaines. L'impératif européen, avec ses avantages et ses inconvénients, contournera avec malice ces vieux réflexes », Ville de Mulhouse, « COM'88: livre blanc » (Mulhouse: Ville de Mulhouse, juin 1989), Bibliothèque Nationale et Universitaires Strasbourg, M079307. Ibid.,p.3.

<sup>524</sup> En juin 1994, il n'y a toujours pas de structure administrative pour former l'agglomération mulhousienne tandis qu'il existe déjà 25 structures intercommunales dans toute la région. Ces structures facilitent l'aménagement et le développement des bassins de vie, et concernent en juin 1994 déjà plus du tiers des communes alsaciennes. Région Alsace, *Le projet Alsace 2005*. op.cit.,pp.144-145.

<sup>525</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Livre blanc pour une révision du schéma directeur*, numéro 834 (Mulhouse: BSIM, 1995).

<sup>526</sup> Le rapport invite à mettre en place urgemment un schéma directeur pour initier un « véritable projet de développement, créant des solidarités et dynamiques et faisant émerger des projets concrets s'intégrant dans une offre territoriale partagée par tous. C'est un tel projet qu'une structure intercommunale devra élaborer pour la région économique de Mulhouse, regroupant des hommes prêts à porter les dossiers qui redessineront l'image de la région. » ADAUHR service départemental de l'urbanisme et AURM, « Etude de prospective territoriale pour la région économique de Mulhouse », Première synthèse (Strasbourg: Région Alsace, décembre 1997), documentation à l'agence d'urbanisme de la région mulhousienne, maquette numéro 137, étude 90201032. p.15.

<sup>527</sup> « Les incertitudes du territoire sont celles du pouvoir politique et il n'est guère surprenant de voir évoquer avec insistance la question du territoire en période de fragilisation de l'Etat et de contestation de sa souveraineté par la Communauté européenne. », Patrice Duran, *Penser l'action publique* (Paris: LGDJ, 2010).p.85.



la prééminence qu'elle entend perpétuer pour la maîtrise de son propre destin. Une maîtrise qu'elle conçoit comme nécessaire pour garantir sa propre survie et s'y consacrer pleinement pendant une dizaine d'années à la fin des années 1980. Il y eut successivement « COM'88 » en 1988, « Mulhouse : la reconquête » en 1991, « le Projet urbain mulhousien » en 1993 puis « Mulhouse au Futur » en 1998. Cette réflexion co-organisée par la SIM et la Ville de Mulhouse pour le Bicentenaire de la Réunion à la France est d'ailleurs la toute dernière expérience de prospective de la ville connue à ce jour.

Ainsi, de l'automne 1987 à l'automne 1988, le premier programme de prospective est conduit à Mulhouse<sup>528</sup>. La cité du Bollwerk mobilise ses compétences pour rassembler l'ensemble de la population mulhousienne, de la ville et de l'agglomération, de telle sorte que cette opération est considérée par les protagonistes comme une expérience « unique en France dans le domaine de la concertation<sup>529</sup> ». Ces premiers travaux de prospective, après une longue période de traitement de données, sont présentés au public lors de la soirée de clôture de l'opération « COM' 88 » le 25 novembre 1988 à l'issue duquel un livre blanc est publié, fruit d'une synthèse de quatre ateliers de réflexion : cadre urbain, économie, culture, sport et jeunesse<sup>530</sup>. En se basant sur les réalités et les particularités mulhousiennes pour créer les conditions d'une nouvelle dynamique, trois idées essentielles pour le futur charpentent cette reprise de la prospective comme le

---

<sup>528</sup> En réalité, une première ébauche de la prospective s'est déroulée à Mulhouse en novembre 1986 sur la préfiguration d'un futur réseau câblé de vidéocommunications. De nombreuses personnalités de la communication ainsi que des élus et des chefs d'entreprise sont accueillis lors de ces Journées de la communication. Cette amorce constitue selon le maire Joseph Klifa un atout considérable pour la vie économique locale, ainsi l'utilisation du câble permet de « préparer le terrain pour l'an 2000 ». Toutefois, il s'agit plus d'une opération de communication et de vente que d'un travail collectif de prospectif. C'est pour cette raison que nous avons choisi de ne pas retenir cette date comme première expérience de la prospective après les longues années d'absence à Mulhouse. Ville de Mulhouse, « COM'86 Journées de la communication » (Mulhouse: Ville de Mulhouse, 28 novembre 1986), BSIM, BR2357. p.36.

<sup>529</sup> La mobilisation est certaine pour cette première expérience de la prospective mulhousienne après une longue éclipse. Des milliers d'heures de travail, des centaines de réunions regroupant des personnes toutes étiquettes politiques confondues pour réfléchir sur le présent et l'avenir de la ville en proposant au final des propositions concrètes et précises : « Une opération unique en France dans le domaine de la concertation, et qui se poursuivra au niveau des idées et des projets dans les années à venir, étant bien entendu que toute initiative n'a d'intérêt que dans sa concrétisation à court, moyen et long terme. » Ville de Mulhouse, « COM'88: livre blanc ». op.cit.,p.3.

<sup>530</sup> Les présidents respectifs de ces ateliers sont : Philippe Lesage (président du Comité de Suivi et président de l'Atelier Economie), Bruno Lescoeur (déjà mentionné et président de l'Atelier Cadre Urbain), Claudine Hebrard (présidente de l'Atelier Culture), et Laurent Horter (président de l'Atelier Sport et Jeunesse)

souligne le maire Jean-Marie Bockel<sup>531</sup> : devenir un pôle français de développement transfrontalier<sup>532</sup>, améliorer l'image de la ville<sup>533</sup>, et mettre en œuvre l'impératif du partenariat intercommunal<sup>534</sup>. Autant la mise en place d'une structure administrative de l'agglomération est un point commun avec l'aventure de la prospective mulhousienne des années 1960, autant l'attachement aux valeurs du progrès diminue amplement. Émergent aussi pour la première fois les problématiques transfrontalières et l'envie d'améliorer l'image et la perception de la ville qui étaient absentes lors de l'aventure de la prospective. Ces trois enjeux sont considérés comme des sujets vitaux d'avenir. Les acteurs locaux mulhousiens ne sont cependant pas les seuls à recourir à la prospective dans la région. La Communauté Urbaine de Strasbourg lance dès 1989, sous la présidence de Catherine Trautmann, une démarche de prospective pour élaborer un Projet d'agglomération, adopté en décembre 1990 et intitulé « pour un rayonnement international et une agglomération solidaire<sup>535</sup> ».

Mulhouse reconduit ainsi de cette façon une cohérence de zonage de l'aménagement du territoire vécu par les pionniers mulhousiens de la prospective une trentaine d'années plus tôt. Ces travaux agissent pour compenser l'éparpillement du territoire et la fragmentation de l'économie locale par des

---

<sup>531</sup> Dans son propos d'introduction au livre Blanc, le maire Jean-Marie Bockel écrit : « Il (le rapport) a un mérite essentiel à mes yeux, celui d'une approche intercommunale et transfrontalière des problèmes. C'est là une dimension pertinente de l'espace mulhousien pour relever les défis du futur. » Ville de Mulhouse, « COM'88: livre blanc » (Mulhouse: Ville de Mulhouse, juin 1989), Bibliothèque Nationale et Universitaires Strasbourg, M079307. op.cit.,p.1.

<sup>532</sup> Dans ce rapport, Mulhouse ambitionne d'être la composante française d'un pôle de développement transfrontalier équilibrant les grandes métropoles qui s'imposent dans la REGIO. Elle souhaite ainsi jouer un rôle pionnier dans la construction européenne. Ville de Mulhouse et al., « COM'88 Mulhouse, une ville d'avance ». op.cit.,p.53.

<sup>533</sup> L'amélioration de l'image de la ville est considérée comme une nécessité pour l'avenir, autant sur l'urbanisme que sur l'architecture en matière d'innovation et de qualité pour être porteur d'un message de dynamisme et de modernité. « COM'88 Mulhouse, une ville d'avance », Ibid.,p.55.

<sup>534</sup> La coopération intercommunale est vue comme un impératif vital pour le futur de l'agglomération pour répartir équitablement entre les communes les charges et les bénéfices des aménagements dans un processus de recherche de complémentarité, de synergies et de solidarités. « COM'88 Mulhouse, une ville d'avance », Ibid.,p.57.

<sup>535</sup> Ghislaine Soulet « Le pari de la communauté urbaine de Strasbourg : un exercice de prospective collective » in Édith Heurgon et Josée Landrieu (coord.), éd., *Prospective pour une gouvernance démocratique*, L'Aube territoire (La Tour d'Aigues: Aube, 2000). pp.251-258. Les démarches de prospective pour l'Alsace se multiplieront quelques années plus tard, notamment avec la contribution de l'Etat sur *Les questions et les enjeux de la planification territoriale stratégie en Alsace* (Livre Blanc 1996) et *Le réseau de villes Rhin-Sud* (1992-1994).

orientations<sup>536</sup> considérées comme simples et efficaces pour un « nouveau développement de Mulhouse<sup>537</sup> ». Cette première expérience pour remanier et renouveler une nouvelle pensée des futurs de Mulhouse signale ainsi un renouvellement de la prospective : elle agit comme force de propositions stratégiques. En effet, plusieurs actions stratégiques sont proposées aussi bien dans le domaine de l'urbanisme, de l'économie, de la culture que dans le sport et la jeunesse<sup>538</sup>. Ce nouvel élan de préconisations relatives à une stratégie de développement perdure en 1990 avec la publication de deux rapports : Le rapport de Georges Peninou<sup>539</sup> sur le caractère de la ville, et celui de Jean-Louis Monzat de Saint-Julien. Ce dernier rapport est le plus abouti et propose une stratégie à moyen et long terme pour la requalification industrielle de Mulhouse, l'accroissement de

---

<sup>536</sup> Cinq grandes orientations sont mentionnées pour l'avenir de Mulhouse afin d'être à la fois « plus compétitive » dans l'espace européen, « plus attractive » vis-à-vis de l'extérieur, et plus « agréable » à vivre quotidiennement. Ces orientations sont considérées comme simples et efficaces : 1/ Déterminer une politique cohérente de développement qui puisse prendre en compte l'interdépendance des activités avec des stratégies homogènes 2/ Engager des politiques d'agglomération 3/ Promouvoir un pôle de développement transfrontalier et se positionner à l'échelle de l'Europe 4/ Valoriser l'existant pour construire une image de marque 5/ Cette orientation reprend les valeurs historiques de Mulhouse à travers le sens du progrès économique, technique, scientifique au service de l'Homme, de son épanouissement et de son bien-être : « Répondre, enfin, aux besoins nouveaux et favoriser le développement de l'Homme », Ville de Mulhouse, « COM'88: livre blanc » (Mulhouse: Ville de Mulhouse, juin 1989), Bibliothèque Nationale et Universitaires Strasbourg, M079307. op.cit.,p.10.

<sup>537</sup> C'est le titre du chapitre 2 du rapport : « orientations pour un nouveau développement de Mulhouse » in « COM'88: livre blanc ». Ibid.,p.10.

<sup>538</sup> Huit actions stratégiques sont proposées dans le cadre de l'urbanisme: affirmer une image contemporaine, mieux mettre en valeur le patrimoine architectural, sauvegarder les espaces naturels de l'agglomération, instaurer une ambiance urbaine, développer un plan bleu, aménager une ville réseau (pour faire fonctionner le centre-ville), concevoir des réseaux de concertation et de partenariat, accroître et diversifier l'offre de logements. Six actions sont retenues pour la partie économie: dynamiser l'économie (projet intercommunal pour les zones d'activité économique), technopôle vivant, faire un pari sur les créations d'entreprises et développer les entreprises existantes, renforcer l'effort de formation, animer davantage la ville sur le plan commercial et touristique (réflexe tourisme, la langue allemande, canal couvert, faire de Mulhouse une ville "automobile"), communiquer une image de marque. Il n'y a que deux propositions pour la culture: valoriser l'existant (écomusée urbain, bibliothèque en médiathèque, archives, culture régionale, musique) et répondre aux besoins nouveaux. Le sport et la jeunesse compte quatre propositions stratégiques: agir tous azimuts, sur les équipements, sur l'animation et sur l'information. « COM'88: livre blanc ». Ibid.,pp.11-28.

<sup>539</sup> Georges Peninou met en exergue l'identité de la ville de Mulhouse autour de la mémoire, de la médiation, du mouvement, et du modèle. Ils considèrent que ces quatre concepts comme essentiels pour le futur de la ville. Selon lui, Mulhouse doit être la synthèse de ces dépassements et de ces intégrations. Georges Peninou, « Identité et image de la ville de Mulhouse. La mémoire et l'espérance » (Mulhouse: Intelligences, juillet 1990).

l'attractivité de la ville, et la perspective d'une coopération intercommunale<sup>540</sup>. Les recommandations évoquées sont prises au sérieux, car le rapport est systématiquement cité jusqu'à la fin des années 1990 lors des temps prospectifs de la ville<sup>541</sup>. Entre renouvellement du « modèle mulhousien » de l'enseignement supérieur, développement du quartier d'affaires du nouveau bassin et d'un urbanisme capable de structurer la ville, création d'un système de télécommunications Euroteleport, mise en place d'une industrie textile alliant technologie, qualité, et créativité, mise en œuvre de processus d'aide pour la recherche, et prolongement des efforts pour la poursuite du développement de la technopole Haute-Alsace et du tissu de PME. Au final, les huit actions stratégiques<sup>542</sup> proposées semblent davantage se rapprocher de l'idée du progrès portée par l'élite locale dans les années 1960 que répondre aux enjeux réels de la ville de Mulhouse au tournant des années 1990<sup>543</sup>.

Mulhouse, ville en crise, doit dorénavant conquérir une nouvelle légitimité en établissant des moyens stratégiques pour retrouver une autorité perdue. La ville utilise donc l'exercice de la prospective pour refonder son statut de ville dominante. Ainsi, émerge à la fin de l'année 1990 lors du premier mandat de Jean-Marie Bockel, l'idée d'un Projet de ville, au titre évocateur et pour le moins guerrier, « Mulhouse, la

---

<sup>540</sup> Jean-Louis Monzat de Saint-Julien et Eric Duboscq, « Mulhouse, une ville modèle: Une stratégie de développement économique pour Mulhouse » (Mulhouse: TSD, juillet 1990), documentation à l'agence d'urbanisme de la région mulhousienne, 589-Mul-26. pp.1-3.

<sup>541</sup> Ce rapport est systématiquement cité dans les autres opérations de prospective : « Mulhouse : la reconquête » en 1991, « le Projet Urbain mulhousien » en 1993 puis « Mulhouse au Futur » en 1998.

<sup>542</sup> Dans son rapport, Jean-Louis Monzat de Saint-Julien propose huit actions stratégiques à mener. 1/ Retrouver le « modèle mulhousien » dans l'enseignement supérieur par la création de nouvelles écoles d'ingénieurs, par la création d'une école de design industriel, par le développement d'une école de spécialisation à la vente de produits et services industriels, par le développement des formations d'ingénieurs, par la création d'un institut national polytechnique (INPM). 2/ Faire du nouveau bassin le moyen privilégié et le signe d'une stratégie de développement pour Mulhouse autour de trois thèmes majeurs (la requalification de l'industrie, la vocation internationale, la qualité de vie professionnelle). 3/ Créer un système de télécommunication avancées sur l'aide de région : L'eurotéléport. 4/ Tendre vers une industrie textile alliant technologie, qualité et créativité en mettant notamment en place un centre de recherche coopératif. 5/ Créer une procédure d'aide au développement de la recherche par l'aide au financement initial concernant le foncier et l'immobilier et une prime attachée au recrutement des chercheurs. 6/ Poursuivre l'action engagée autour du technopole de Haute-Alsace et favoriser la création d'entreprises avec la création d'une pépinière d'entreprises. 7/ Favoriser le développement d'un tissu de PME dans le domaine de la plasturgie/ sous-traitance automobile. 8/ Développer un urbanisme capable de donner une structure à la ville. Monzat de Saint-Julien et Duboscq, « Mulhouse, une ville modèle: Une stratégie de développement économique pour Mulhouse ». op.cit., pp.13-52

reconquête », dans le but de créer une « charte de tous les acteurs de la réussite mulhousienne » pour les « 10 ans à venir et au-delà en impliquant tous les acteurs de la vie<sup>544</sup> » de la cité. Élaboré et validé par un groupe de travail restreint<sup>545</sup>, présenté dans les grandes lignes le 14 janvier 1991 en séance privée du conseil municipal, expliqué uniquement aux maires des communes de l'agglomération en mars de la même année, puis seulement diffusé publiquement au printemps, ce rapport de prospective qui se targue de « mettre en relief les éléments les plus stratégiques<sup>546</sup> » s'éloigne de la pratique participative de « COM'88 » de Joseph Klifa et de l'aventure de la prospective mulhousienne des années 1960 d'Émile Muller. Le déploiement confidentiel de cette réflexion quant à l'avenir à Mulhouse est étonnante au regard de l'histoire de la prospective dans cette ville.

L'attitude de la pensée-action, bâtie par la confiance mutuelle des décideurs locaux dans les années 1960 lors de l'aventure réussie de la prospective, paraît ainsi absente de ce projet. Pourtant la majorité municipale est l'illustration exemplaire d'une sorte de « consensus permanent », à la manière de l'Entente communale. Un élément d'explication quant à cette méthode radicalement en rupture avec les fonctionnements précédents, peut être trouvé dans le milieu social et culturel dont est issu le nouveau maire. Depuis l'après-guerre, les maires de Mulhouse étaient principalement issus de milieux modestes<sup>547</sup>, et pour la première fois, la ville est dirigée par un maire « aux réflexes très marqués par la bourgeoisie régionale<sup>548</sup> ».

---

<sup>544</sup> La démarche du « projet pour la ville est présentée dans ce premier document de travail : « La présentation des résultats de l'audit de ville commandé par la municipalité début 1990 s'est conclue sur la nécessité de mettre en forme un « projet de ville » qui serait la charte de tous les acteurs de la réussite mulhousienne. Le projet de ville ne se ramène pas au seul programme d'action municipale, ni à l'horizon du mandat municipal en cours. Il doit décrire le projet de Mulhouse pour les 10 ans à venir et au-delà et impliquer tous les acteurs de la vie de notre cité », Ville de Mulhouse, « Mulhouse, la reconquête. Un projet pour la ville », document de travail à l'attention des hommes et des femmes d'action de Mulhouse (Mulhouse: Ville de Mulhouse, janvier 1991), BSIM, BR 2770. p.6.

<sup>545</sup> Plusieurs contributeurs locaux extra-municipaux ont participé à ce projet comme Philippe Lesage, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie au nom des chefs d'entreprise, et Gérard Binder, président de l'université.

<sup>546</sup> « Le rôle des groupes de personnes associées à l'élaboration du projet a été de mettre en relief les éléments les plus stratégiques qu'il convenait de souligner dans la rédaction », Ville de Mulhouse, « Mulhouse, la reconquête. Un projet pour la ville ». op.cit.,p.7.

<sup>547</sup> Auguste Wicky vient d'une modeste famille d'ouvriers paysans et a commencé sa carrière comme manœuvre dans une fabrique d'articles de tissage, Jean Wagner était syndicaliste et membre de la section SFIO de Mulhouse, Emile Muller était d'abord ouvrier typographe, et Joseph Klifa a passé les dix-neuf premières années de sa vie en Algérie.

<sup>548</sup> Hans Herth, ancien directeur de la communication de la ville de Mulhouse, dresse le bilan de la municipalité: "Un agglomérat de socialistes et de centristes de tous bords est gouverné avec adresse par un maire socialiste aux réflexes très marqués par la bourgeoisie régionale dont il est issu" dans



Jean-Marie Bockel doit aussi tenir compte des moyens et des outils dont il dispose : la ville reconnaît son incapacité à mettre en place des études de prospective car elle ne dispose pas d'assez de « moyens intellectuels et techniques pour ce genre d'anticipation<sup>549</sup> ». Toutefois, ce travail de l'ombre montre l'absolue nécessité d'engager collectivement une démarche pour faire passer la ville à un autre stade de développement tout en dotant Mulhouse d'une image positive. Même les universitaires, qui sont généralement plus en retrait de la vie politique de la cité, sont sollicités par Jean-Marie Bockel. Dans une lettre qui leur a été adressée le 21 juin 1991 pour s'excuser de l'annulation d'une réunion de présentation de ce rapport suite à la visite à Mulhouse de Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, Jean-Marie Bockel met en exergue la considération qu'il apporte à cette étude : « En effet, nous allons améliorer ce projet avant sa diffusion plus large, pour qu'il soit vraiment la synthèse de toutes les ambitions des acteurs du dynamisme mulhousien, dont vous êtes (les universitaires)<sup>550</sup> ». A contrario, l'interaction avec le public est considérée comme « la dernière phase du dialogue<sup>551</sup> » par le Conseil municipal qui a exposé ce projet pour la ville entre le 4 novembre et le 8 décembre 1991 place des Tonneliers. Un peu plus de 23 000 personnes ont visité l'exposition selon le journal *L'Alsace*, et seulement 500 habitants ont laissé des remarques écrites dans des bulletins mis à disposition par la mairie<sup>552</sup>. Les trois thèmes les plus couramment abordés par les visiteurs sont dans l'ordre : « la sécurité routière, la propreté de la ville et l'urbanisme<sup>553</sup> », tandis que la devise de la conclusion écrite en majuscule

---

son article "Le consensus permanent" in, *Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1997). op.cit.,p.97.

<sup>549</sup> « Cependant, Mulhouse n'a pas les moyens originaux et propres de faire la prospective des facteurs technologiques et sociaux qui régiront notre mode de vie d'ici la fin de la prochaine décennie. Quand nous aurons notre Agence d'urbanisme d'agglomération, nous disposerons de plus de moyens intellectuels et techniques pour ce genre d'anticipation », Ville de Mulhouse, « Mulhouse, la reconquête. Un projet pour la ville ». Ibid., p.37.

<sup>550</sup> Jean-Marie Bockel, « Lettre de Jean-Marie Bockel à l'ensemble des universitaires, chercheurs et administratifs de l'Université de Haut-Alsace », 21 juin 1991, BSIM, LK/ MRB BR2770.

<sup>551</sup> Extrait des délibérations du conseil municipal de Mulhouse, 9 décembre 1991 : « Depuis sa première diffusion en janvier 1991, « Mulhouse, la Reconquête » a fait l'objet d'une trentaine de réunions de concertation avec des responsables et acteurs mulhousiens, comme avec des partenaires extérieurs. La dernière phase de dialogue autour de ce document a pris la forme de l'exposition « À Mulhouse, toute la ville expose » du 4 novembre au 8 décembre, place des Tonneliers. » Ville de Mulhouse, « Mulhouse, la reconquête: un projet pour la ville » (Mulhouse: Ville de Mulhouse, 1992), BSIM, BR2842.p.103

<sup>552</sup> Selon la presse locale (*L'Alsace* 12.1.92) in Ville de Mulhouse. op.cit.,p.102.

<sup>553</sup> « Mulhouse, la reconquête: un projet pour la ville », Ibid.,p.102.



dans plusieurs rapports municipaux de ce projet est la suivante : « Mulhouse réussira si elle voit loin, si elle décide juste, si elle agit fort<sup>554</sup> ».

En reprenant partiellement les principes de prospective laissés par Gaston Berger<sup>555</sup>, la devise de conclusion paraît quelque peu en décalage par rapport aux propos tenus par les habitants de la ville. Mais les risques de déclin définitif sont tellement forts qu'il ne s'agit plus de collecter massivement les attentes et les besoins des Mulhousiens, mais de colmater au plus vite les brèches en créant une vision stratégique partagée pour que la ville puisse prendre toute sa place dans l'aménagement du territoire et pour s'affirmer comme un pôle de développement économique dans le cadre d'un réseau urbain. Et pour cela, rien de mieux que de fédérer le territoire en communiquant à la fois sur une image « forte, valorisante, attractive de Mulhouse<sup>556</sup> », et sur la mise en œuvre de cinquante actions phares capables d'éclairer stratégiquement et de mobiliser les acteurs de la vie mulhousienne pour rendre « visibles des horizons qui, forcément, se modifieront à mesure qu'on s'en rapprochera<sup>557</sup> ». D'une part, ces actions sont rigoureusement articulées en thématiques en fonction des objectifs à atteindre, de l'horizon (généralement 5 ou 10 ans), et des organisations responsables et de programmes à réaliser. Elles agissent aussi bien pour le développement et l'aménagement, le social, l'urbain, la solidarité et pour l'animation de la ville et la mobilisation des

---

<sup>554</sup> Dans la conclusion, le document montre que Mulhouse est une ville gouvernée car la municipalité à un style de gouvernement qui « motive les efforts, rassemble les volontés, coordonne les énergies, libère les facultés d'agir » et anticipe l'avenir : « anticiper l'avenir suppose des méthodes souples de prospective et d'adaptation aux données nouvelles. L'anticipation implique l'inscription de l'action dans la durée et la volonté d'imprimer sa marque au futur, avec attention face aux contraintes et ouvertures aux nouveautés. Le projet par la ville, comme tout projet, est un processus plus qu'une finalité. Le nôtre sera donc actualisé périodiquement et élargi à chaque opportunité. Mulhouse réussira si elle voit loin, si elle décide juste si elle agit fort. » Ville de Mulhouse, « Mulhouse, la reconquête. Un projet pour la ville ». op.cit.,p.59.

<sup>555</sup> Les cinq principes formulés en 1959 par Gaston Berger dans leur démarche : voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques et penser à l'homme (voir chapitre 1).

<sup>556</sup> L'unification par l'image est considérée comme essentielle : « Communiquer une image forte, valorisante, attractive de Mulhouse et de sa région susceptible de rendre aux Mulhousiens leur fierté et d'attirer à Mulhouse des visiteurs, des investisseurs, des ressources humaines de compétence. Faire de chaque Mulhousien un ambassadeur de sa ville. Au total, susciter et renforcer une dynamique nouvelle dont on attend qu'elle génère des richesses nouvelles permettant d'abonder les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. », Ville de Mulhouse, « Mulhouse, la reconquête. Un projet pour la ville ». op.cit.,p.5.

<sup>557</sup> Les cinquante actions n'ont pas de « valeur de planification impérative des décisions des acteurs mulhousiens ! Elles rendent visible des horizons qui, forcément, se modifieront à mesure qu'on s'en rapprochera. Personne ne peut prédire l'avenir, ni ce que les Mulhousiens seront capables de réaliser en 10 ou 20 ans. Mais sans essai de prévision, il est sûr que rien de ce qui est aujourd'hui souhaité ne se réalisera », Ville de Mulhouse, « Mulhouse, la reconquête: un projet pour la ville ». op.cit.,p.71.

ressources<sup>558</sup>. Elles permettent d'ordonner les grandes orientations pour Mulhouse afin d'éclairer « une vision à plus long terme qu'un mandat municipal » en imaginant ainsi « le mode de vie des Mulhousiens dans 15 ans et au-delà<sup>559</sup> ». D'autre part, la ville tente d'unifier le territoire autour d'une vision galvanisante et univoque à caractère historique et géographique<sup>560</sup>.

---

<sup>558</sup> Les actions stratégiques pour le développement et l'aménagement regroupent à elles seules la moitié des missions et sont réparties en cinq thématiques : La mise à niveau de l'équipement et de l'offre urbaine et économique (zones d'activité nouvelle : Nouveau Bassin, Croissant ouest, SACM, Mertzau ; Habitat social et privé : mise à niveau ; le cœur de ville : mise en valeur et attractivité ; la signalétique narrative ; l'équipements culturels : grand dimensionnement nouvel espace culturel ; le congrès et les foires : mise à niveau de l'activité), l'élargissement des bases d'un nouveau développement (Euroairport, Gare TGV, Eurotéléport, Canal Rhin-Saône, plan de déplacements urbains), les atouts mondiaux de Mulhouse (télécommunications : pôle d'excellence ; pôle textile international ; musées sans frontières), les retombées des orientations précédentes à anticiper (Institut national polytechnique : école d'ingénieurs actuelles et nouvelles écoles ; pépinière d'entreprise ; « usine du futur » : programme international ; Université de Haute-Alsace ; projet urbain ; plan vert et trame bleue), et des outils d'action performants (image et promotion ; réseaux d'alliances urbaines ; agence intercommunale d'urbanisme : un plan de charge concerté ; Bureau d'études d'aménagement urbain ; instances d'animation du développement mulhousien). Le développement social, urbain et solidaire comporte 10 actions : le développement des quartiers ; les projets de quartiers ; la sécurité et le bien-être ; la démocratie locale ; les personnes âgées ; l'accueil et l'insertion. L'animation de la ville et la qualité des services à la population comporte aussi dix actions stratégiques : Maison des sports ; nouvel espace culturel ; autres lieux culturels ; équipements culturels et sociaux : rénovation, extension, modernisation ; « renouer les racines » ; manifestations et commémorations : créer des événements ; les enfants ; la jeunesse : animation-vacances, conseil municipal des jeunes ; plan de stationnement ; qualité de l'eau ; traitement des déchets. Enfin, les dernières actions sont orientées vers la mobilisation des ressources : signature de contrats fédérateurs avec l'État ; programmation pluriannuelle des investissements et mise à jour annuelle ; projet d'entreprise de la Ville et contrats d'objectifs par service ; et construction d'une nouvelle mairie et regroupement des ateliers municipaux. Ville de Mulhouse. op.cit.,pp.71-94.

<sup>559</sup> « L'enjeu est aussi de préciser des choix éclairés par une vision à plus long terme qu'un mandat municipal. Pour que la méthode soit tout à fait bonne, il faudrait pouvoir imaginer quel pourrait être le mode de vie des Mulhousiens dans 15 ans et au-delà. » Ville de Mulhouse, « Mulhouse, la reconquête. Un projet pour la ville ». op.cit.,p.37.

<sup>560</sup> Cette opération de prospective charge les décideurs locaux à partager une vision exaltante autour de sept images de la ville : « *Une ville singulière* », « *une ville d'histoire* », « *une ville majeure* », « *une ville d'un destin industriel* », « *une ville sensible* », « *une ville d'alliances* », et « *une ville d'action* ». Par « *ville singulière* », le rapport souligne la conscience identitaire de la cité autour d'une histoire « glorieuse quand elle eut à cœur de faire jaillir de ses manufactures l'une des plus belles épopées du talent et de l'effort dont puisse s'enorgueillir une cité ». Grâce à cette histoire, les décideurs locaux sont prévenus : « ce Mulhouse là n'est pas derrière nous. Il est en nous ; il est devant nous. Nous, les mulhousiens, allons au-devant de la ville ». La « *ville d'histoire* » est envisagée comme un moyen de se réapproprier la mémoire de la ville grâce à une visibilité urbaine de l'histoire et d'une politique muséographique. « *Ville majeure* » montre à quel point la construction de la considération de la ville est importante : ils veulent alimenter l'« amour propre » et satisfaire le « sentiment de fierté » des Mulhousiens en implantant « plus de modernité, plus d'esthétique, plus d'opérationnalité » dans une ville qui a « peu de grâce, peu de goût, peu de style ». Pour y parvenir, ils évoquent le réveil du « *destin industriel de Mulhouse* » pour le « rendre à nouveau exceptionnelle, c'est-à-dire capable d'un rayonnement se jouant à l'échelle mondiale, sur des axes forts (textile, télécommunication et le câble, et la muséographie) ». Mulhouse se veut aussi « *ville sensible* » pour garantir son intégrité en luttant contre le climat « d'insécurité et d'ostracisme » qui contrarie son harmonie. Cela pose d'emblée « le problème de la position de la ville à l'égard des immigrés » et de « poser clairement le problème de l'islam à Mulhouse » qui nécessite un dialogue pour faire respecter

Ainsi, si cette expérience mulhousienne de prospective met en exergue les fortes tensions économiques, sociales et politiques de la ville à cette époque, elle souligne surtout le manque de confiance de l'élite locale dans l'avenir. L'impératif d'organisation interne de Mulhouse est engagé, mais il est déjà questionné comme le révèle le numéro spécial de la Revue *Saisons d'Alsace* consacré à la prospective régionale « Où va l'Alsace ? » de l'hiver 1990/1991. Celui-ci expose des réflexions régionales quelque peu éloignées des inquiétudes mulhousiennes. En effet, le propos principal ici est l'enjeu de la coopération transfrontalière, sous-estimé par les Mulhousiens, qui n'est plus considéré comme une simple gestion des conflits de voisinage, mais comme un pari de co-développement dans le cadre d'une « euro-région » du Rhin Supérieur : « La dimension rhénane devient une perspective incontournable<sup>561</sup> ». Or, confrontée à des multiples défis, Mulhouse doit d'abord se réorganiser avant d'envisager une ouverture rhénane. Tout le mérite du « Projet pour la ville » est justement d'avoir pu amorcer au début des années 1990 une restructuration de la gouvernance locale grâce à cet exercice restreint de la prospective pour « la reconquête » de la ville : ainsi, une « remise à plat<sup>562</sup> » a été effectuée permettant, pourquoi pas, de revenir à terme sur le devant de la scène avec ce projet rhénan envisagé pour le reste de la région. C'est sur ces bases solides que la prospective décolle définitivement à Mulhouse avec le projet urbain de 1993.

---

les « lois de la république ». Mulhouse, « *ville d'alliances* », entend développe différents cercles de contacts : « la conurbation », « les collaborations interurbaines de proximité », « la Regio », « le jumelage ». Enfin, la dernière image que Mulhouse souhaite laisser est celle d'une « *ville d'action* ». Ville de Mulhouse. Ibid., pp.8-37.

<sup>561</sup> Le numéro spécial « Où va l'Alsace ? » de la Revue *Saisons d'Alsace* apporte son soutien non seulement en termes de logique de développement, mais surtout de position géographique avec la perspective des frontières qui s'effacent, de la relance de l'intégration européenne et de l'achèvement du marché intérieur. Vincent Claustre identifie les années 1989-2000 comme le « pari rhénan » et écrit ainsi : « La dimension rhénane devient une perspective incontournable ». Vincent Claustre et Léa Stéphane, « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004), op.cit.,p.219.

<sup>562</sup> Dans la conclusion, Jean-Marie Bockel écrit : « L'évolution de la région urbaine de Mulhouse (230 000 habitants), est jalonnée, de décennie en décennie, de circonstances – voulues ou commandées par les événements – de « remise à plat » de ses atout : depuis 1954 et le premier comité d'expansion de France, jusqu'à 1991 et l'élaboration d'un projet de ville ambitieux pour la « reconquête » de Mulhouse », Ville de Mulhouse, « Révélation d'une ville singulière ». op.cit.,p.29.

La SIM entend prolonger le mouvement initié par la mairie en éditant un dossier sur les perspectives d'avenir de Mulhouse à travers le Projet urbain<sup>563</sup> de 1993. Trente-quatre ans après l'expérience réussie de la journée de l'urbanisme de 1959, la SIM veut participer à ce renouvellement de la prospective territoriale en fixant de nouveaux objectifs pour organiser et aménager le territoire de la ville. C'est aussi un moyen pour elle de redorer son image et de donner un nouveau souffle à sa participation aux projets d'avenir initiés lors de l'aventure de la prospective mulhousienne au tournant des années 1960. En effet, ce qu'il reste de l'élite locale se mobilise pour ce projet avec la participation des services municipaux de la ville et du département<sup>564</sup>. À la différence de la journée de l'urbanisme de 1959, il n'y a pas d'intervention de ministre ou de préfet dans ce projet, ce qui limite l'élan voulu par les décideurs locaux. Toutefois, Jean-Baptiste Donnet, alors président de la SIM, voit le Projet urbain comme « une stratégie et une façon de concevoir les transformations de la ville<sup>565</sup> ». Contrairement au Projet de ville, qui est une démarche d'engagements collectifs pour faire passer la ville à un autre niveau de développement, le Projet urbain apporte une dimension d'organisation spatiale,

---

<sup>563</sup> Dans une note de bas de page, les trois auteurs du projet urbain mulhousien du bulletin de la SIM (Loïc Chambaud, adjoint au maire de Mulhouse et délégué à l'Urbanisme et à l'Aménagement Urbain, Pierre Vidal, directeur du service d'urbanisme de la ville de Mulhouse, et François Berger, architecte chargé d'études au service d'urbanisme) rappellent rapidement la construction de la rédaction de ce rapport. Ce projet a été rédigé par la municipalité au début et au long de l'avancement de la démarche, par un groupe de travail durant deux ans associant plus de 60 personnes issues d'horizons divers de la vie locale, par une douzaine de bureaux d'études sur des lieux à projets, par des avis recueillis de Mulhousiens consultés sur les premiers résultats de travail, et par des consultants de la ville de Mulhouse comme Philippe Revault, architecte urbaniste, et René Tabouret, consultant et ingénieur de l'Ecole centrale de Paris.

<sup>564</sup> La composition socioprofessionnelle des participants du Projet urbain est assez proche de celle des journées mulhousiennes. Bien évidemment la SIM est représentée par son président Jean-Baptiste Donnet, la ville de Mulhouse par Laurent Kammerer (secrétaire général adjoint et directeur du développement et de l'aménagement) et Loïc Chambaud (adjoint au maire de Mulhouse et délégué à l'urbanisme et à l'aménagement urbain), tandis qu'on retrouve aussi les services municipaux : Ariella Masbounji (chargé de mission auprès du directeur de l'architecture et de l'urbanisme), René Tabouret (consultant de la ville), Pierre Vidal (directeur du service d'urbanisme de la ville de Mulhouse), François Berger (architecte chargé d'études au Service urbanisme), Georges Maurios (architecte conseil de la DDE et de la ville), Robert Pellissier (directeur de la Société d'Equipement de la Région Mulhousienne). Il y a également la présence d'associations comme avec Frédéric Guthmann (président de l'association – connaissance du Patrimoine Mulhousien-) ou encore des services du département avec Jean-Pierre Vignal (adjoint au directeur départemental de l'équipement).

<sup>565</sup> Jean-Baptiste Donnet, président de la SIM, écrit dans l'édito du Projet urbain : « Enfin le Projet urbain de 1993 est avant tout une stratégie et une façon de concevoir désormais les transformations de la ville. Bien sûr, il comporte des opérations à lancer prochainement, ou qui le sont déjà, mais l'important est d'abord la formulation d'un ensemble d'objectifs et d'orientations pour le long terme (au moins 20 ans) comme pour l'immédiat, auquel se référer en fonction des priorités et des moyens disponibles », Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Projet urbain* (Mulhouse: BSIM, 1993).

architecturale et volumétrique de ce développement<sup>566</sup>. Pour reprendre la métaphore de Laurent Kammerer, alors secrétaire général adjoint et directeur du développement et de l'aménagement à la ville de Mulhouse, le Projet urbain de 1993 met en forme le contenu<sup>567</sup> du Projet de ville « Mulhouse : la reconquête » de 1991. Ainsi, le Projet urbain n'est pas seulement une réflexion et un discours sur le devenir de la ville, c'est aussi un ensemble de décisions et d'actions concrètes sur l'aménagement de la ville<sup>568</sup>, synthétisé autour de quatre thèmes, que le géographe Daniel Chassignet analysera plus tard : la « ville réconciliée », la « ville dynamique », « la ville et sa mémoire », « la ville réorientée »<sup>569</sup>.

Outre les projets d'avenir du Projet urbain de 1993 composés par l'élite locale, la comparaison avec ceux du Projet urbain 1959 éclaire de façon significative les changements intervenus dans la façon de penser le futur de la ville. Autant l'esthétique et la recherche de qualité sous toutes ses formes (habitat, architecture, espaces publics, environnement, paysages) n'étaient pas l'apanage de la pensée-action de l'élite dans les années 1960, autant ce nouveau Projet s'appuie

---

<sup>566</sup> Le Projet urbain s'articule, pour chaque partie de ville, autour d'un objectif majeur, d'une idée force qui donne sens et cohérence aux actions à mener autour d'un périmètre d'intervention intermédiaire entre la partie de la ville et le lieu à projet. Ainsi cette notion d'espace de projet permet d'articuler les diverses interventions à court, moyen et long terme, de façon coordonnée et complémentaire. Il y a donc 15 espaces de projet repris par des cartes : le centre de Bourzwiller, le parc de la Mertzau, le faubourg de Colmar, les quartiers de la Cité, le boulevard des musées, le chemin des usines, l'entrée des bassins, les berges du canal, le cœur de ville, les nouveaux quartiers ouest, la gare TGV, les promenades du Rebberg, le boulevard de Dornach, le parc des Coteaux, et le parc des Collines. Il y a également des cartes sur les déplacements (transport collectifs, réseau hiérarchisé de voies principales, itinéraires deux roues), sur le paysage urbain (trame verte, les espaces publics, les évolutions du bâti, le patrimoine architectural et urbain), et sur les fonctions urbaines (l'habitat, les activités et les grands équipements, l'université). *Projet urbain* (Mulhouse: BSIM, 1993). Ibid., pp.47-74.

<sup>567</sup> Le « projet de ville » c'est, en quelque sorte, ce qui caractérise dans son dynamisme « l'être » de la ville. Mais un être n'existe pas sans forme, et il était prévu dans le projet de ville lui-même que serait élaboré un projet urbain inscrivant le projet de ville dans l'espace et dans le volume propres à une grande ville au sein d'une agglomération importante. » Laurent Kammerer, « *Du projet de ville au projet urbain* » in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Projet urbain*. op.cit.,p.10.

<sup>568</sup> Treize actions concrètes majeures sont mis en exergue dans le document : 1/ L'aménagement du parc d'activités de la mer rouge pour 53 millions de francs. 2/ Le parc d'activités des collines intercommunal initié par Mulhouse, Didenheim et Morschwiller. 3/ L'aménagement du nouveau bassin pour 226 millions de francs. 4/ L'aménagement du quartier de la fonderie pour 50 millions de francs. 5/ La zone d'aménagement concerté (ZAC) de la porte du miroir. 6/ La tranche future du parc des expositions de la Mertzau. 7/ L'achèvement du campus universitaires. 8/ Des opérations programmées d'amélioration de l'habitat. 9/ Requalification des grands ensembles (le quartier des Coteaux, Drouot, Brossolette, Wolf-Wagner-Vauban-Neppert). 10/ Les campagnes de ravalement de façades. 11/ des projets à l'étude comme les friches militaires, le canal de l'III, et le canal du Rhône au Rhin. 12/ Les grands projets à étudier. 13/ révision du plan d'occupation des sols. Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. Ibid., pp.74-92.

<sup>569</sup> Daniel Chassignet, « Mulhouse : centralité et polarités », *Revue Géographique de l'Est* 34, n° 2 (1994): op.cit.,pp.102-105.



complètement sur ces aspects, non pas par mode ou préoccupation superflue, mais pour « réconcilier Mulhouse avec l'esthétique <sup>570</sup> », et surtout parce que le cadre de vie est dorénavant un choix de plus en plus décisif pour les entreprises et les ménages qui disposent d'un large choix d'implantation. La ville veut maintenant disposer d'un cadre de vie attractif pour faire face à la compétition interterritoriale afin d'attirer des ressources exogènes comme les actifs, les capitaux et les revenus dans un contexte où Fribourg et Bâle sont déjà reconnues pour offrir une belle qualité de vie. En reprenant l'idée développée par le géographe Philippe Estèbe, Mulhouse reconnaît désormais par ce nouvel engagement que ce sont les « ménages qui aménagent en déménageant » et qu'ils participent au « grand remuement territorial<sup>571</sup> ». Rien de bien étonnant à ce que Mulhouse, par la promotion renouvelée de la prospective territoriale, s'empresse d'affirmer une maîtrise de son territoire qu'elle entend entretenir en matière d'aménagement du territoire. Les problématiques sociales et environnementales, qui étaient ignorées et peu perceptibles lors de l'aventure de la prospective, malgré quelques alertes comme nous l'avons souligné dans le chapitre 1, refont un retour en force quelques décennies plus tard et marquent ainsi un autre changement historique dans la perception du futur à Mulhouse. Cela confirme, en tout cas localement, la théorie du cygne noir de Nassim Taleb citée dans le chapitre 2, qui veut qu'un événement imprévisible et qui a une faible probabilité de se dérouler se réalise avec des conséquences d'une portée considérable et exceptionnelle. En ayant sous-estimé ces préoccupations d'avenir, l'élite locale de l'époque ne laisse pas d'autres choix aux décideurs mulhousiens que d'envisager une prospective sociale par

---

<sup>570</sup> Loïc Chambaud met notamment en exergue l'impératif nécessité d'opérer une démarche essentiellement tournée vers le physique, la forme, le visage de la ville : « Mulhouse doit se réconcilier avec l'esthétique », Loïc Chambaud, « *Le Projet urbain : une certaine idée de Mulhouse* » in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Projet urbain*. op.cit.,p.19.

<sup>571</sup> « La transformation des territoires est continue, sous l'effet conjugué de l'évolution des modes de vie (taille des ménages ; augmentation du nombre de personnes âgées ; dissociation croissante entre les lieux de résidence, de consommation, de loisir et de production) ; de la mobilité quotidienne et résidentielle ; des transformations économiques (à la fois concentration des activités productives et dissémination des services à la personne). Cette transformation continue contribue à rendre inopérantes les grilles classiques de lecture du territoire (contre vs périphérie, rural vs urbain, métropoles vs villes moyennes, etc.). Il faut donc repenser les catégories avec lesquelles nous appréhendons les conséquences spatiales des phénomènes sociaux et économiques. » Philippe Estèbe, « Des ménages qui aménagent le territoire... en déménageant », in FREMONT Armand, ALLEMANT Sylvain, HEURGON Edith (dir.), *Aménagement du territoire, changement de temps, changement d'espace*, op.cit., pp.181-182.



l'engagement dans des actions répondant aux défis majeurs de la solidarité et de la cohésion sociale<sup>572</sup>. Dernier point de rupture dans la vision d'avenir des élites locales, le territoire est désormais vu comme un ensemble plus cohérent et plus unifié avec des réflexions à l'échelle des quartiers et des flux physiques et humains. Pour finir, le point commun entre ces deux périodes reste la faculté à adopter une posture à long terme avec une attention particulière à l'histoire.

Le « Projet de ville » (1991) et le « Projet urbain » (1993) offrent aux Mulhousiens une expérience unique dans la pratique de la prospective, car ces deux épisodes apportent à la fois une dimension stratégique pour Mulhouse et servent aussi d'exemple pour le reste de la région.

D'une part, les questionnements d'avenir et le souci de cohérence et de conduite des projets, font que ce Projet urbain agit comme une prospective stratégique « fournissant le cadre de référence, souligne Pierre Vidal, indispensable pour inscrire dans la durée et la continuité les interventions de chaque acteur, définissant non seulement des perspectives d'organisation du territoire, mais aussi des processus pour penser le devenir de la ville<sup>573</sup> ».

D'autre part, ces travaux illustrent parfaitement certains des principaux enseignements de la prospective des territoires et de la ville au courant des années 1990. En effet, par ce rebond prospectif, Mulhouse se place à l'avant-garde sur plusieurs phénomènes observés quelques années plus tard dans des études du département ou de la Région comme la poursuite de la métropolisation du territoire régional, le développement de la périphérie des grandes villes, la reconquête urbaine et sociale, et le problème de l'intercommunalité. Comme nous l'avons souligné, la situation est certes critique à Mulhouse, mais la ville redécouvre au moins sa tradition participative locale pour mettre en œuvre des projets d'avenir. En

---

<sup>572</sup> Pierre Freyburger « *Les quartiers dans le Projet urbain* » in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Projet urbain*. Ibid., pp.137-139. Pour aller plus loin sur les enjeux sociaux et de cohésion sociale de Mulhouse, voir l'ouvrage de Frédérique Meichler, Sylvie Birot, et Pierre Freyburger, *Mulhouse d'ailleurs: enquête sur l'immigration dans la ville* (Mulhouse: Editions du Rhin : Editions L'Alsace, 1998).

<sup>573</sup> Loïc Chambaud, adjoint au maire de Mulhouse et délégué à l'Urbanisme et à l'Aménagement Urbain, Pierre Vidal, directeur du service d'urbanisme de la ville de Mulhouse, et François Berger, architecte chargé d'études au service d'urbanisme, mettent en exergue tout le projet urbain, « *Le projet urbain mulhousien* » in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Projet urbain*. Ibid., p.27.

s'appuyant sur cette histoire, le Projet de ville et le Projet urbain ne peuvent qu'apporter de nouvelles expériences solides, en partie oubliées depuis la dernière aventure de la prospective, aux élus, à la SIM, et aux techniciens de l'administration mulhousienne. Ainsi, ils ont pu acquérir ou rafraîchir un savoir-faire et un savoir-être tombés en désuétude pendant de longues années (chap.2.3). Ces connaissances sont pourtant nécessaires pour enrichir les analyses sur la mutation des villes en Alsace, leurs problèmes de développement, et l'évolution de leur rôle en matière d'aménagement du territoire<sup>574</sup>. De fait, il n'est pas étonnant de retrouver les concepteurs du Projet urbain dans une autre démarche lancée par le Conseil Général du Haut-Rhin<sup>575</sup> « États généraux pour l'aménagement de l'espace et des paysages haut-rhinois (1990-1994) », et dans le réseau de Villes Rhin-Sud (1992-1994)<sup>576</sup>. Ce savoir-faire de la prospective locale mulhousienne va même rebondir au Conseil Régional qui se lance à son tour en janvier 1991 dans une démarche de prospective qui aboutira en 1994 au « Projet Alsace 2005 ». La Région Alsace n'a pas attendu une légitimation institutionnelle de la prospective régionale pour démarrer sa propre démarche<sup>577</sup> et elle est d'ailleurs l'une des premières à s'engager dans ce processus en France<sup>578</sup>. Première originalité, le montage de cette

---

<sup>574</sup> Jean-Marc Biry, architecte urbaniste et membre de la cellule prospective Alsace, met en perspective dans son texte la nouvelle dimension prospective de Mulhouse dans le contexte régional. « Villes & prospective régionale : l'exemple mulhousien » in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. op.cit.,p.153-156.

<sup>575</sup> Laurent Kammerer, « Du projet de ville au projet urbain » in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. Ibid.,p.10.

<sup>576</sup> Mulhouse cherche à renforcer certaines fonctions et services majeurs qu'elle n'a pas su développer seule en s'association avec les villes françaises voisines de Belfort, Colmar, Héricourt, Montbéliard, et Saint-Louis. Cette coopération s'est limitée à quelques grands dossiers comme l'amélioration des dispositifs de transports (liaisons inter-villes et desserte Euroairport), développement du tourisme d'affaires, projet d'extension de la foire de Bâle, et promotion de l'enseignement supérieur et de la recherche. Raymons Woessner raconte la suite historique de ce réseau : « En 1995, le Conseil de la Regio TriRhena a proposé d'étendre le réseau vers Fribourg-en-Brisgau et vers les autres villes du Nord Franche Comté. En 1998, le Réseau a créé l'association ASTRID dont on a vu l'importance. Mais il a usé ses directeurs successifs de plus en plus rapidement et ses projets sont restés lettre morte. Une intuition essentielle a toutefois pu être partagée, celle de la nécessité de la coopération entre les villes. Le Réseau a permis à différents acteurs de se découvrir mutuellement, d'entrer dans l'apprentissage du dialogue politique et institutionnel », Raymond Woessner, « L'éternel retour du Corridor Rhin-Rhône », *Annales de géographie* 647, n° 1 (2006): p.17.

<sup>577</sup> Marcel Rudloff, président du Conseil Régional d'Alsace, rappelle dans son éditorial du projet Alsace 2005 le scepticisme affiché par certains pour l'exercice de prospective lancée au début de l'année 1991. Région Alsace, *Le projet Alsace 2005*. op.cit.,p.5.

<sup>578</sup> La Région Limousin est en fait la première région de France à se lancer dans une démarche de prospective en 1987 dans un exercice intitulé « Limousin 2007 », puis la Région Rhône-Alpes en 1992 avec le projet intitulé « Rhône-Alpes demain, réinventons la proximité ».

opération s'est d'abord appuyé sur le savoir-faire de l'Association de Prospective Rhénane<sup>579</sup> (APR) chargée de fournir un cadre méthodologique<sup>580</sup>. Deuxième originalité, et pas des moindres, la démarche se singularise par sa large ouverture participative. Entre débats, ateliers, enquêtes, consultations d'experts, questionnaires et sondages<sup>581</sup>, cette prospective a mobilisé pas moins de 5000 personnes pour construire à la fois un référentiel commun<sup>582</sup> pour les acteurs régionaux bénéficiant depuis peu de la décentralisation, et pour créer une image partagée et univoque d'une région ouverte et tournée vers l'avenir. La large ouverture participative de ce projet Alsace 2005 n'a pu qu'être influencée par l'expérience historique de la prospective telle qu'elle était pratiquée à Mulhouse depuis la fin des années 1950 avant son rebond. La pratique mulhousienne de la prospective s'est pour ainsi dire « exportée » au travers de ce projet, considéré depuis comme une référence régionale. Les analyses et les propositions de celui-ci n'ont pourtant pas épargné Mulhouse, mais il en faut davantage à Mulhouse pour capituler. Par son opération « COM' 88 », par son Projet de ville et son Projet urbain, par sa participation aux travaux de prospective régionale, et par sa mise en réseau de villes du Rhin-Sud, Mulhouse retrouve ainsi un dispositif de gouvernance efficace pour développer les voies d'une maîtrise de son avenir. Et justement, elle va pousser l'expérience de la prospective encore plus loin.

---

<sup>579</sup> Association de Prospective Rhénane, *Etude préalable au Plan de référence Alsace 2005*, août 1990

<sup>580</sup> Vincent Claustre et Léa Stéphane, « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004): op.cit.,p.217.

<sup>581</sup> Quelques chiffres sont cités dans le rapport pour montrer toute l'étendue de la participation : 30 mois d'écoute, d'observations, d'analyse, d'échanges, de synthèses intermédiaires pour élaborer le projet, 5000 Alsaciens – particuliers, maires, chefs d'entreprise, présidents d'association ont apporté leur contribution à l'Alsace 2005 en répondant aux questionnaires spécifiques qui leur avaient été adressés, un sondage auprès de 1000 personnes a été réalisé sur leur manière d'envisager la vie en 2005, et enfin la tenue de 70 réunions d'ateliers associant plus de 500 personnes (représentants des collectivités et administrations, socio-professionnels, universitaires, experts, chefs d'entreprise, syndicalistes, et responsables d'associations), Région Alsace, *Le projet Alsace 2005*. Ibid.,p.8.

<sup>582</sup> Hubert Haenel, premier vice-président du Conseil Régional d'Alsace et rapporteur d'Alsace 2005, montre que ce référentiel commun est un projet « qui met l'homme au cœur d'un modèle de développement durable. » Ce projet Alsace 2005 est charpenté autour de la croissance qu'il convient de maintenir en orientant tous les choix au regard de quatre grands objectifs : 1/ Une performance économique qui repose avant tout sur la compétence des femmes et des hommes. 2/ La préservation des ressources naturelles et de l'environnement, notamment de l'eau. 3/ Un équilibre dans l'organisation de l'espace régional. 4/ Une cohésion sociale qui privilégie l'insertion des jeunes et la solidarité entre générations. Région Alsace. Ibid.,p.7.

### 3.2 La dernière « messe » prospective : une histoire de gouvernance urbaine

Connu à ce jour comme la dernière démarche de prospective, et profitant des festivités du bicentenaire, la cité du Bollwerk lance « *Mulhouse au futur* » en novembre 1998, durant lesquelles Mulhouse a ausculté son passé, et accueilli un colloque pour envisager son avenir. En ouvrant ces réflexions prospectives au Parc-Expo de Mulhouse devant plusieurs centaines de personnes, le député-maire Jean-Marie Bockel montre comment la ville compte apprivoiser l'avenir : « il s'agit, dans une réflexion prospective, de susciter une mobilisation au service de la ville et de l'agglomération, de disposer d'une boussole et de fixer un cap, de nourrir les projets<sup>583</sup> ». Dans l'avant-propos du volumineux rapport de ces deux journées, Olivier Favre, président de la SIM, et Jean-Marie Bockel donnent la tonalité de cet événement dès l'introduction : « Quel sera le visage de notre ville demain ? Quels changements modifieront notre vie quotidienne ? Quelles sont les mutations de l'agglomération mulhousienne ?<sup>584</sup> ». Certes ces problématiques ont déjà été posées lors des démarches de prospective à Mulhouse au début des années 1990. Bernard Fischbach et Daniel Carrot, journalistes aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*, émettent justement des doutes quant à la pertinence de ce colloque. L'un interroge l'échec relatif du colloque similaire tenu en 1988 « COM'88 » qui « force est de constater qu'à quelques exceptions près, ce fameux livre blanc est resté lettre morte<sup>585</sup> », l'autre évoque les risques d'« une grande messe nombriliste<sup>586</sup> ». Michel Leclerc, alors conseiller municipal délégué à la vie des quartiers, et intervenant dans l'atelier « mieux vivre ensemble » du colloque, rappelle directement au maire les limites potentielles de ces journées : « ne fabriquons pas un super projet entre super gens qui pensent être super géniaux, mais partons de l'aspiration très impressionnante

<sup>583</sup> Dominique Mercier, « Apprivoiser l'avenir », 21 novembre 1998, L'Alsace édition.

<sup>584</sup> Avant-propos d'Olivier Favre, président de la SIM, et de Jean-Marie Bockel, député-maire de Mulhouse. Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*, Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse, numéro 837 (Mulhouse: Ville de Mulhouse, 1999). p.1.

<sup>585</sup> Bernard Fischbach, « Réfléchir sur le devenir d'une ville. Mulhouse au futur », 3 novembre 1998, Les Dernières Nouvelles d'Alsace édition.

<sup>586</sup> « On avait évoqué une grande messe nombriliste, mais le colloque « Mulhouse au futur » tenait plus à la fois d'une séance d'introspection citoyenne et d'un bel exercice d'exorcisme à l'aube d'un nouveau millénaire », Daniel Carrot, « Colloque: Mulhouse au futur », 22 novembre 1998, Les Dernières Nouvelles d'Alsace édition.

que donne l'ensemble des habitants<sup>587</sup> ». Sa remarque rappelle la présence de très nombreux citoyens mulhousiens à la fois lors de l'élaboration de l'étude, mais aussi lors du déroulement des deux journées. Un bon millier de personnes a participé sur six mois aux travaux préparatoires autour de quatre ateliers présentés lors de la première journée du 20 novembre et ayant pour thèmes l'avenir économique de Mulhouse (atelier 1)<sup>588</sup>, l'adaptation de la formation aux métiers de demain (atelier 2)<sup>589</sup>, le « mieux vivre ensemble » (atelier 3), les déplacements et le cadre de vie (atelier 4)<sup>590</sup>. Pour la première fois de l'histoire, Mulhouse s'aventure dans l'élaboration de scénarios pour mettre en récit les avenir possibles économiques de

---

<sup>587</sup> Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. op.cit., p.96.

<sup>588</sup> L'atelier « l'avenir économique de Mulhouse » reçoit le consultant François Saget comme grand témoin pour le colloque. Le rapporteur est Olivier Favre, président de la SIM alors que les intervenants lors de cette journée sont Jacques Droy, directeur général de la CCISAM (Chambre de Commerce et d'Industrie Sud Alsace Mulhouse), Eric de Valence (président du Directoire de Clemessy S.A.), Pierre Levy (consultant en nouvelles technologies de l'information et de la communication – NTIC -), et Annick Waller (responsable de la communication chez EDF Energie Est). Le comité de pilotage est composé de la SIM, du CAHR et de la CCISAM. Il est appuyé par l'association patronale interprofessionnelle de Mulhouse (APIM), le centre des jeunes dirigeants (CJD) et la chambre des métiers d'Alsace (CMA). Cet atelier a permis d'identifier les forces, les faiblesses, les atouts et les handicaps de Mulhouse et des entreprises locales par rapport aux activités porteuses d'avenir. 80 entretiens d'un panel considéré comme représentatif du tissu économique mulhousien ont été menés pour réaliser ensuite une synthèse. Celle-ci a permis de réaliser des scénarios pour la première fois dans l'histoire de la prospective à Mulhouse. Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse. op.cit., pp.17-48.

<sup>589</sup> Gérard Binder, président de l'UHA, est le rapporteur de l'atelier « l'adaptation de la formation aux métiers de demain » appuyé par un grand témoin qu'est Marc Debene, recteur de l'Académie de Strasbourg. Plusieurs intervenants ont également contribué au débat : Jean-Pierre Fouassier (directeur de l'ENSCmu), Alain Brillard (vice-président de l'UHA), Julien Gressier (professeur d'Université), Guy Michel (directeur IUT de Colmar), Marc Bannwarth (proviseur du Lycée Albert Schweitzer et président du GRETA), Arnaud Haeringer (Directeur du SERFA), Daniel Chassignet (géographe), Guy Schultz (directeur du CNAM), et Philippe Maitreau (professeur agrégé). Au total, c'est une quarantaine de personnes issues de divers établissements de formation de Mulhouse et d'entreprises locales qui se sont réunies à l'UHA pour les formations aux métiers de demain. Les propositions s'articulent autour de la liaison économie/recherche/formation, des nouveaux outils de communication dans la pédagogie et la recherche, de la formation permanente, et de la dimension transfrontalière et de l'insertion économique des jeunes non qualifiés de 16-25 ans. *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. Ibid., pp.49-72. et pp.216-217.

<sup>590</sup> L'atelier « le cadre de vie, les déplacements, l'environnement » est piloté par Jean-Pierre Reduron, directeur de la mission interservices pour le respect de l'environnement à la ville de Mulhouse. Le grand témoin est Christian Garnier, professeur à l'Ecole d'Architecture de Paris-la-Villette. Les intervenants sont François Berger (chargé d'études au service d'urbanisme de la ville de Mulhouse – qui n'a pas de lien de parenté avec Gaston Berger) Gérard Marbach (directeur du développement économique à la ville de Mulhouse), Jean-Roch Klethi (directeur de l'agence d'urbanisme de la région mulhousienne –AURM-), François Capber (directeur général adjoint de la Banque Populaire du Haut-Rhin), et Eugène Riedweg (Premier adjoint au maire de Mulhouse). Au total, une quarantaine de personnes ont contribué à mettre en évidence vers quel cadre de vie la ville doit s'orienter. Il a été proposé de partir de trois scénarios de base pour exprimer les tendances du développement et de l'aménagement urbain. *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. Ibid., pp.103-133. et pp.244-252.



la ville. Malgré l'existence d'outils de prospective déjà robustes à cette époque, le groupe de pilotage n'a cependant pas jugé utile de les utiliser et s'est exclusivement appuyé sur l'utilisation des entretiens qualitatifs menés pour élaborer quatre tendances<sup>591</sup>. Elles sont d'ailleurs assez conservatrices et ne prennent pas en compte les ruptures possibles à venir. Par exemple, sont totalement occultées les problématiques environnementales et climatiques comme si elles se dissociaient du tout, alors qu'elles étaient pourtant citées dans les autres ateliers du jour, dans les travaux de « COM 88' », et dans le Projet urbain de 1993. Ce comportement illustre parfaitement toute la difficulté des acteurs économiques locaux de dissocier les futurs qu'ils désirent voir se réaliser, et ceux qui risquent d'advenir malgré leur envie. C'est comme s'il n'y avait jamais eu d'alerte à ce sujet. L'utilisation rigoureuse d'une méthode de prospective aurait justement permis de passer ce cap et d'apporter une pensée plus systémique à la hauteur de l'événement. Cette observation historique servira pour la partie II de cette thèse. Avec l'atelier sur la formation aux métiers de demain, l'idée d'une prospective d'éducation revient en force à Mulhouse alors qu'elle avait été mise en partie de côté depuis les journées scientifiques de 1958. Comme nous l'avons déjà souligné, cette thématique est la pierre angulaire de la prospective chez Gaston Berger puisqu'elle permet de former des esprits à l'avant-garde. L'atelier de 1998 a permis de garantir une unité de vue inscrite « dans la

---

<sup>591</sup> Il n'y avait aucune méthode particulière de prospective pour élaborer les quatre scénarios si ce n'est l'utilisation des entretiens qualitatifs pour les créer. 1/ *Mulhouse, plate-forme logistique* : ce scénario est ressenti comme parfaitement réaliste, réalisable, majeur et incontournable parce qu'inscrit dans la logique du développement économique de Mulhouse. À travers la communication, les infrastructures et la formation, ce scénario devrait favoriser l'implantation d'entreprises en développant les voies de communications et d'échanges. 2/ *Mulhouse, ville de réseaux au service des entreprises* : ce scénario est vu comme un état d'esprit à insuffler au sein de chaque action économique et il est pressenti pour se greffer sur un autre. Pour d'autres, ce scénario est un axe majeur car Mulhouse peut être gagnante en étant capable de fédérer et d'organiser les acteurs économiques. Ce scénario s'articule autour de trois maîtres-mots : informer, organiser, et échanger et une agence économique de l'agglomération peut selon eux jouer ce rôle et en être la colonne vertébrale. 3/ *Mulhouse, ville branchée sur l'Europe* : la philosophie de ce scénario est d'adjoindre la notion d'Europe avec celle des NTIC comme un état d'esprit en concertation avec les Suisses et les Allemands afin de faire naître un esprit européen autour de plusieurs axes comme l'organisation d'un événement européen fort, fédérateur et répétitif qui aurait lieu à Mulhouse, aussi bien dans la culture, le sport ou l'économie. 4/ *Mulhouse, ville de négoce* : Ce scénario est vu comme un moyen de passer de l'image d'une ville industrielle en déclin à celle d'une ville de négoce internationale tournée vers l'avenir. Il est estimé comme tout à fait réalisable si Mulhouse s'engage à redynamiser son centre-ville, à utiliser à profit sa situation géographique, et si elle développe de nouvelles formes de négoce. *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. Ibid., pp.202-215.



complexité des réseaux, et non pas dans des filières pyramidales de formation<sup>592</sup> ». L'Atelier sur le cadre de vie et l'environnement est doublement instructif sur l'évolution de la pensée des futurs à Mulhouse. D'une part il insiste sur la prise en compte des enjeux écologiques dans l'action politique et dans l'organisation sociale de la ville (voir chap.3.3), d'autre part, l'approche de la prospective territoriale frappe par son ambiguïté. Il y a pour la première fois des scénarios envisagés pour montrer l'évolution possible de trois « points cardinaux » comme la Porte Jeune, la gare et l'entrée du musée de l'auto<sup>593</sup>. Et contrairement aux habitudes de la prospective mulhousienne, il n'y a pas d'ambition de réalisation concrète de projet urbain imaginé par les acteurs locaux, mais uniquement une expérience de pensée par l'élaboration de scénario en termes de développement et d'aménagement urbain. Il ne s'agit en aucun cas de s'engager pour des réalisations, mais de montrer uniquement des évolutions possibles. Et pourtant, il y a bien un projet d'envergure qui émerge par ailleurs, c'est celui du Tram-Train qui n'est pas le fruit d'une réflexion prospective collective puisqu'il n'y a presque pas de trace dans les ateliers, mais qui émane de Jean-Marie Bockel. Le Maire n'a cessé de rapprocher ce projet des réflexions d'avenir portées tout au long de ses interventions. Finalement, ce colloque a été pour lui l'occasion d'introduire politiquement et médiatiquement dans le débat public mulhousien la mise en place du Tram-Train, exercice acrobatique au pays de l'automobile<sup>594</sup>. La présence de personnalités locales<sup>595</sup> comme intervenants lors de la table ronde « Les retombées du tram-train pour le bassin de Mulhouse » organisée par « Le moniteur des Travaux Publics et du bâtiment » atteste de

---

<sup>592</sup> Richard Kleinschmager conclut le débat de l'atelier ainsi : « D'évidence, le monde de demain s'inscrit dans la complexité des réseaux, et non pas dans des filières pyramidales de formation. » *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. Ibid., pp.202-215

<sup>593</sup> Le journaliste reprend dans cet article les trois lieux stratégiques imaginés pour les prochains projets phares urbains de la décennie 2000 : la Porte Jeune, le secteur de la gare, et le secteur du Musée de l'auto. St.S, « Les trois points cardinaux », 8 décembre 1998, L'Alsace édition.

<sup>594</sup> Françoise Dieterich, « Le devenir des anciennes villes industrielles : l'exemple de Mulhouse », *Population & Avenir* 720, n° 5 (2014), pp.15-17.

<sup>595</sup> La table ronde est introduite par Rémi Cambau, rédacteur en chef adjoint chargé des « régions » au Moniteur et animé par le journaliste Laurent Miguet qui a la lourde tâche de mener les débats parmi ces personnalités locales : Jean-Pierre Baeumler (député du Haut-Rhin, maire de Thann), Jean-Paul Balensi (chef de projet Systra), Jean-Marie Bockel, Jean-Claude Degand (directeur adjoint de la direction déléguée au périurbain et au bassin parisien, SNCF), Constant Goerg (président du Conseil général du Haut-Rhin), Hubert Haenel (premier vice-président du Conseil Régional et sénateur du Haut-Rhin), Jean-Christophe Hugonnard (directeur France Systra), Jean-Roch Klethi (directeur de l'AURM), Eugène Riedweg (Premier adjoint au député-maire de Mulhouse, président des TRAM), et Robert Thomann (secrétaire général du Syndicat intercommunal des Transports de l'Agglomération mulhousienne –SITRAM-).

l'importance politique accordée à ce projet par Jean-Marie Bockel. Ce colloque devient ainsi une « arène métropolitaine », observation faite<sup>596</sup> pour le projet mulhousien en 2007 par le géographe Gilles Debizet, qui y identifie un « espace de co-élaboration des actions ferroviaires localisées de la Région avec les autres autorités publiques opérant dans le même bassin de vie<sup>597</sup> ». Au final, si les trois scénarios urbains imaginés par l'atelier « cadre de vie, déplacement et environnement » paraissent originaux dans leur approche mais sans concrétisation réelle, contrairement au Projet urbain de 1959 ou encore dans une moindre mesure de celui de 1993, la tradition de la prospective territoriale revient sur le devant de la scène avec les pratiques de Jean-Marie Bockel qui rappelle celles d'Émile Muller lors de l'aventure de la prospective par l'élite locale. Ainsi, il y a d'une part les Mulhousiens qui imaginent des avenir possibles, et d'autre part une élite politique qui se projette sur un tout autre projet. Ces réflexions d'avenir surprennent par leur manque de transversalité, et ce cloisonnement est remarqué par Michel Leclerc<sup>598</sup>, tandis que deux solutions étaient envisagées lors du Projet de ville de 1991 pour atténuer ces lacunes : il était recommandé de mettre en place un « Comité des

---

<sup>596</sup> Le géographe Gilles Debizet identifie le projet du tram-train mulhousienne comme une arène métropolitaine dans un contexte français : « La notion d'arène métropolitaine peut aussi éclairer sur les différences entre les deux projets de tram-train alsacien. Celui de Strasbourg a été monté rapidement par la Région en réaction au projet mulhousien sous la pression des échéances du CPER, il est passé ultérieurement à la moulinette de l'arène métropolitaine lorsque cette arène a pris de la consistance à l'occasion de la concertation du SCOT entre 2002 et 2006. Celui de Mulhouse résulte d'un accord entre deux hommes forts du Sud Alsace à la fin des années 90 qui avaient une pratique d'animation de projets intercommunaux et disposaient de relais gouvernementaux à même de discuter avec la Région des priorités du CPER. », Gilles Debizet « Chapitre 4 – Les projets ferroviaires des régions dans les aires métropolitaines. Des histoires d'arènes » in Marianne Olivier-Trigallo et INRETS (Institute: France), *Six régions à l'épreuve des politiques de transport: décentralisation, régionalisation ferroviaire et différenciation territoriale* (Arcueil, France: INRETS, 2007). p.57.

<sup>597</sup> Gilles Debizet donne cette définition : « Ce présent texte vise à mettre en évidence la notion d'arène métropolitaine comme espace de co-élaboration des actions ferroviaires localisées de la Région avec les autres autorités publiques opérant dans le même bassin de vie » Gilles Debizet « Chapitre 4 – Les projets ferroviaires des régions dans les aires métropolitaines. Des histoires d'arènes », Ibid., p.47.

<sup>598</sup> Michel Leclerc est interrogé, à la suite de l'analyse de Muriel Maffesoli, Observatoire régional de l'intégration et de la ville, par Brigitte Gollner, chef de la mission Contrat de ville à la Ville de Mulhouse, : il met en exergue un cloisonnement qui est à son « maximum » dans la ville : « Les autres choses qui rendent difficile ce projet qui tomberait du ciel comme cela, d'un seul coup, c'est que nous avons beaucoup de mal à faire des diagnostics partagés, c'est-à-dire que nous avons l'habitude de travailler, entre économistes, entre spécialistes de la formation, entre responsables de milieux associatifs. Mais nous avons beaucoup de mal à travailler vraiment ensemble sur les choses transversales, comme on dit ». Michel Leclerc, Atelier 3 « mieux vivre ensemble » in Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. p.95.

Sages » chargé de proposer des solutions aux problèmes d'aménagement et de fiscalité, et de créer un répertoire pour la coordination économique composé d'une cellule de prospection rassemblant la Ville de Mulhouse, le CAHR, la CCI, l'Association pour le Technopôle, et le département du Haut-Rhin. Ce colloque n'est pas non plus marqué par des effets d'annonces ou de projets spectaculaires à promouvoir ni pour faciliter une élection à venir ni pour frapper le grand public qui ne s'est guère déplacé au Parc expo. Cette ambition mesurée est assumée à la fin de ces journées par Jean-Marie Bockel : « Ce colloque n'a pas donné lieu à des effets d'annonces. Nous sommes restés modestes, conformément à l'esprit du modèle mulhousien tel que nous voulons le vivre aujourd'hui<sup>599</sup> ». Malgré sa réserve affichée sur le bilan de ces journées, Jean-Marie Bockel vante une année plus tard les mérites d'une « grande ville avec de grandes ambitions<sup>600</sup> », et promeut par ailleurs la tradition au progrès de Mulhouse qui devient jour après jour une ville « parmi les métropoles économiques européennes ». Encore une fois, Jean-Marie Bockel incarne une rupture dans le discours prospectif de la ville. L'aventure de la prospective des années 1960 était ambitieuse et portait des projets d'avenir à réaliser de façon pragmatique. Ici, on est davantage dans la communication de la mairie que dans des réalisations de projets d'avenir. Jamais dans ce colloque les problèmes de la cité n'ont pourtant été cachés, au contraire, les participants ne pouvaient s'empêcher de proposer des solutions pour les résoudre. Cette immobilité est peut-être au final le résultat d'un processus décrit en 1997 par l'historienne Marie-Claire Vitoux : « les blocages ne peuvent venir que d'un déficit de pouvoir ou d'un déficit de vouloir, les deux d'ailleurs pouvant se combiner<sup>601</sup> ». Le déficit de pouvoir est à privilégier puisque Jean-Marie Bockel s'avère actif sur deux points : il anime en coulisse la mise en place du Tram-Train comme nous l'avons souligné, et

---

<sup>599</sup> Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse. Ibid., p.200.

<sup>600</sup> « Jour après jour Mulhouse affirme sa place parmi les métropoles économiques européennes ; porte du Sud de l'Alsace elle revendique le statut de pôle actif et dynamique grâce à ses atouts indiscutables. Une situation géographique et des communications exceptionnelles favorisent liaisons et échanges, au cœur de l'Europe actuelle à 20 minutes de la Suisse et de l'Allemagne. [...] » et Jean-Marie Bockel de terminer ainsi : « Soucieuse de son environnement et de son bien être, Mulhouse, une grande ville avec de grandes ambitions, prépare son avenir... », Jean-Marie Bockel « Ambitions, progrès et pertinence » in Ville de Mulhouse, « Le Sud Alsace par la grande porte » (Mulhouse: Ville de Mulhouse, 1999), BSIM, BR3527. p.10.

<sup>601</sup> Marie-Claire Vitoux "Mulhouse ville bloquée ?" in *Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1997). op.cit., p.85.

œuvre pour remédier au manque d'une communauté d'agglomération. Ce dernier point est souligné par Patrice Magnier, Préfet de Région et Préfet du Bas-Rhin, lors de la table ronde organisée la deuxième journée pour synthétiser les travaux de la veille et pour faire réagir les partenaires<sup>602</sup> de la ville autour d'un scénario de base que nous verrons plus loin : « J'ai entendu beaucoup prononcer un mot, qui m'a frappé : "agglomération". Je dois vous dire que comparativement à Strasbourg, le fait qu'il n'y ait pas une organisation forte de l'agglomération est, pour Mulhouse, actuellement un élément de faiblesse<sup>603</sup>. Et justement la réalisation du Tram-Train est considérée par les élus locaux, notamment par Charles Buttner, maire de Riedisheim, comme l'enjeu essentiel qui « pourra être le noyau dur d'une coopération intercommunale locale<sup>604</sup> ». Presque quarante ans après les premières réflexions menées lors des journées de l'urbanisme de 1959 sur le complexe intercommunal, la création de la communauté d'agglomération semble enfin prendre la bonne la voie avec cette concertation des décideurs de la région lors de la démarche prospective de 1998.

Les acteurs présents comme la SIM, les élus de la ville de Mulhouse, les services municipaux, les universitaires, le recteur de l'Académie de Strasbourg, le préfet de Région et du Haut-Rhin, et les élus du Conseil général et de la chambre de

---

<sup>602</sup> Les acteurs présents lors de cette table ronde sont les partenaires institutionnels, économiques, sociaux, culturels et politiques de la ville. Le rapporteur est Pierre Vidal, directeur du service d'urbanisme de la ville de Mulhouse, et l'animateur de ces débats est Éric Fouché, directeur du service information et relations publiques (SIRP) de la ville de Mulhouse. La liste des intervenants est la suivante : Jean Ambrogiani (sous-préfet de l'arrondissement de Mulhouse), Jean-Pierre Ayrault (directeur régional de la Caisse des Dépôts et Consignations), Gérard Binder (président de l'UHA et directeur général du CAHR), Charles Buttner (conseiller général du Haut-Rhin et maire de Riedisheim), Christophe Crimes (directeur de la filature), Marcel Czaja (membre du Conseil économique et social d'Alsace), Denis Duchesne (directeur du centre de production Peugeot Mulhouse), Daniel Eckenspieller (sénateur-Maire d'Illzach et président du SIVOM), André Fritz (directeur des Hôpitaux civils de Mulhouse), Constant Goerg (président du Conseil général du Haut-Rhin), André Klein (directeur de l'Agence pour le développement de l'Alsace), Jean-Paul Marbacher (président du Conseil général du Haut-Rhin), Guy Omeyer (secrétaire général de l'Union locale de la CFTC de Mulhouse), Robert Pellissier (directeur de la Société d'équipement de la région mulhousienne), Rémy Pflimlin (directeur du Journal l'Alsace), Denis Prieur (préfet du Haut-Rhin), Albert Schwartzentruber (président de la Chambre des métiers d'Alsace section Mulhouse), Joseph Spiegel (Conseiller général du Haut-Rhin, Maire de Kingersheim, président de la communauté de communes du bassin potassique), Bernard Stoessel (Vice-président du Conseil régional), Gérard Stumbe (président de la Caisse d'allocations familiales du Haut-Rhin), Robert Thillier (directeur général de Rhodia Alsachimie), Éric de Valence (Président du directoire Clemessy S.A.), et Patrice Magnier (préfet de région et du Bas-Rhin).

<sup>603</sup> Texte extrait du discours tenu par le préfet lors de la table ronde avec les partenaires institutionnels, économiques, sociaux, culturels et politiques. Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. op.cit., p.193.

<sup>604</sup> St.S, « Intercommunalité. Ensemble...mais comment ? », 28 novembre 1998, L'Alsace édition.

commerce et d'industrie : tous ces participants représentent les mêmes institutions que dans les années 1960. Il manque néanmoins des ministres ou des directeurs d'administration parisiens incarnant le « voyage d'État » en province comme ce fut alors le cas à l'époque d'Émile Muller.

Ainsi, la promesse d'une nouvelle aventure de la prospective paraît alors possible avec la réunion la plus large possible des acteurs du territoire, ce que Richard Kleinschmager, géographe et animateur des ateliers de la première journée, met en exergue : « Il est évident que ce débat est porteur de ce qu'une ville, comme un individu, cherche sans arrêt : c'est le sens de son futur, de son lendemain. De la part d'une ville, c'est quand même une opération "gonflée", parce qu'avoir le projet de fédérer, de mettre ensemble, dans la discussion, autant d'aspects très divers, c'est une démarche quand même relativement rare <sup>605</sup> ». C'est d'autant plus remarquable que, si l'on suit la thèse de Chloé Vidal, l'initiative participative, encore marginale en France, commence seulement dans les années 1990 à se transformer en un nouveau modèle de pratiques prospectives, notamment avec les travaux du Livre blanc du Bassin parisien de 1993. À partir de ce moment « la fonction première de la prospective territoriale, doit dorénavant être celle de l'ouverture d'un débat public convoquant toutes les forces vives de la nation organisées en territoires ou non <sup>606</sup> ». En 1994, le sociologue politique Jacques Donzelot explique que ce nouvel épanouissement de la prospective est en fait un développement d'une animation locale de la vie économique et sociale <sup>607</sup>. En somme, Richard Kleinschmager montre une singularité de la pratique mulhousienne de la prospective, dans un contexte national qui commence à s'y prêter, alors qu'il s'agit en fait d'un dispositif historique qui avait alors un peu plus de trente ans d'avance sur son temps.

---

<sup>605</sup> Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. op.cit., p.15.

<sup>606</sup> Vidal, « La prospective territoriale dans tous ses états: Rationalités, savoirs, et pratiques de la prospective (1957-2014) ». op.cit., p.240.

<sup>607</sup> Jacques Donzelot met en exergue ce caractère participatif de la prospective : « le récent tissu d'animation de la vie socio-économique est né de l'échec du mode de régulation centralisé qui s'était imposé jusqu'à la fin des années soixante » : « Il vaut donc mieux organiser le plus localement possible la confrontation des forces sociales puisque c'est là, au plan local, qu'elles se comportent le plus facilement en partenaires obligés et non plus en adversaires obstinés. [...] On a vu se mettre en place depuis quelque quinze ans une multiplicité de procédures d'implication des partenaires sociaux et locaux dans la gestion de la vie économique et sociale. L'aménagement du territoire, le premier a réorienté son action selon cette idée d'une animation locale de la vie économique et sociale et non plus de la prétention planificatrice du centre. » Jacques Donzelot, *L'invention du social: essai sur le déclin des passions politiques* (Paris: Seuil, 1994). p.229 et pp.232-233.



Mulhouse était sûrement un cas unique en France à cette époque dans sa capacité à rassembler les parties prenantes du territoire autour d'un projet d'avenir avant d'être rattrapée nationalement quelques décennies plus tard, comme le précisent les travaux de Chloé Vidal et de Jacques Donzelot. Mais la ville va une nouvelle fois jouer les trublions dans ce cheminement, et pour reprendre l'expression de l'historien Benoît Bruant, ancien conservateur du musée historique de Mulhouse, Mulhouse va pousser l'expérience encore plus loin en montrant qu'elle est « quelque part celle de tous les possibles<sup>608</sup> ». Pourtant, ce n'est pas par les idées développées ou encore par les projets concrets qu'elle va surprendre, mais c'est au travers de la participation directe des citoyens dans les réflexions d'avenir qui avait été jusque-là au mieux considérée comme la « dernière phase du dialogue » en 1993 (voir chap.3.1.) ou, au pire, tout simplement écarté comme lors de l'aventure de la prospective dans les années 1960. En effet, c'est au travers de l'atelier « mieux vivre ensemble<sup>609</sup> » que réside l'évolution profonde de l'évolution de la prospective à Mulhouse. La rapporteur Brigitte Gollner met en avant un gros travail de fond mené sur le terrain à partir de trois idées : mobiliser largement pour répondre à la question suivante « Comment voyez-vous Mulhouse dans vingt ans ? », décloisonner les actions pour pouvoir valoriser les choses qui se font, et, entendre et restituer très fidèlement la parole recueillie<sup>610</sup>. La synthèse des constats et propositions montre justement toute l'étendue de l'ampleur participative, fruit d'une concertation large qui a impliqué environ 500 personnes à travers différents modes de consultation<sup>611</sup>. Il s'agit là d'une première historique à Mulhouse qui

---

<sup>608</sup> L'historien Benoît Bruant, ancien conservateur du musée historique de Mulhouse, montre dans son article que : « La ville est quelque part celle de tous les possibles », Benoît Bruant « *Méditations d'un promeneur* » in *Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1997). op.cit., p.142.

<sup>609</sup> Le rapporteur de l'atelier « mieux vivre ensemble » est Brigitte Gollner, urbaniste, chef de la mission contrat de ville, tandis que les deux intervenants sont Muriel Maffessoli, Observatoire régional de l'intégration et de la ville, et Michel Leclerc, conseiller municipal délégué à la vie des quartiers. Outre les membres du Comité de pilotage, ont aussi apporté leur soutien à la conception et à l'animation du dispositif : Odile Fournier, Marie-Claire Vitoux, Daniel Blot, Pierre Freyburger, Dominique Caprili, Myriam Champeau, Paul Beranger, Marie-Claire Lutringer, Eric Fouche, Claude Sauve, Thérèse Macel, François Berger, Danielle Gicquel, Christine Bourg, Geneviève Lieby, Thierry Kegler, Henri Amadio, et Blandine Marchand-Elbaz. Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. op.cit., pp.254-255.

<sup>610</sup> Brigitte Gollner explique le processus de cet atelier. Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. Ibid., p.75.

<sup>611</sup> D'après la note de bas de page, les différents modes de consultations sont les suivants : réflexion au sein du Comité de Pilotage, questionnaires, réunions auprès de professionnels et d'associations,



débouche sur une prospective à 20 ans qui apparait difficile, voire impossible pour une grande part de la population rencontrée. Au regard de la crise socioéconomique de la ville, il n'est pas étonnant de constater que les préoccupations des habitants les plus en difficulté sont très concrètes et immédiates, et pour d'autres, il parait impossible de se projeter à 20 ans, car ils peuvent au mieux le faire sur un an. La tonalité de cette prospective de la population mulhousienne est radicalement différente de celle pratiquée par l'élite locale depuis la fin des années 1950 jusqu'à nos jours. Il n'y a ni passé, ni futur, ni modèle mulhousien, ni projection d'avenir, mais un présent très intense. Richard Kleinschmager résume ainsi la situation : « Ce qui me frappe aussi, c'est que cet atelier n'est pas le problème de la ville. C'est une entité assez difficile à percevoir. C'est encore moins le problème de l'intercommunalité, qui a été si souvent abordé ici. C'est le problème du quartier. On retrouve une notion de proximité du vécu des populations qu'on n'avait pas jusqu'ici<sup>612</sup> ».

Revient ainsi l'hypothèse de la prospective comme un dispositif d'une gouvernance locale efficace, mais la recherche de légitimité stratégique que Mulhouse entend affirmer à l'aube du nouveau millénaire appelle à une nouvelle façon d'envisager la prospective : la concertation avec la population mulhousienne et la négociation avec les acteurs traditionnels. Elles agissent comme des manières d'exercer des actions efficaces pouvant ainsi créer un « ordre territorial » à travers la pratique interterritoriale. Selon les géographes Daniel Béhar, Philippe Estèbe et Martin Vanier, cette pratique permet une consolidation de la collectivité en conférant ainsi une pleine efficacité à l'action publique territoriale<sup>613</sup>. La prospective à Mulhouse est

---

réunions auprès de groupes thématiques et réunions auprès de groupes d'habitants et des propositions émanant de Conseils de Quartier. Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. Ibid., p.218.

<sup>612</sup> Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. Ibid., p.102.

<sup>613</sup> « Alors que les territoires institutionnels sont traversés par des flux de personnes, de marchandises et d'informations, il devient toujours plus illusoire de prétendre restaurer en permanence un ordre territorial, redonnant lisibilité et simplicité au système en séparant les territoires et distinguant les responsabilités. Le système territorial est durablement complexe. L'ordre territorial, fondé sur la prétendue « pertinence » des périmètres et l'étanchéité des « blocs » de compétences, aboutit à des blocages, des concurrences et, au total, à une certaine inefficacité. Seule la pratique interterritoriale, consistant à laisser les collectivités et les acteurs locaux produire les agencements pertinents face à l'extrême diversité des questions que soulève le local, permet à la fois de consolider les collectivités et de conférer sa pleine efficacité à l'action publique territoriale. », Daniel Behar, Philippe Estèbe, et Martin Vanier, « Meccano territorial: de l'ordre territorial à l'efficacité

donc appelée à devenir une « prospective participative » avec un travail concomitant sur des propositions d'actions, renouvelant ainsi le temps prospectif des pionniers mulhousiens, et un travail sur le présent, c'est-à-dire sur les crises en cours. L'ouverture du débat public convoquant toutes les forces vives de Mulhouse transforme la prospective qui passe d'un mode de régulation politique d'un système d'élite mulhousien, rappelant la logique étatocentrique, à celui de l'action publique. Dans son ouvrage, le sociologue Patrice Duran rappelle que toute action publique ne représente pas forcément une politique, pas plus qu'elle ne s'inscrit nécessairement dans une politique ou un programme d'action. La prospective devient une action publique puisque cette démarche a donné « la capacité à définir des buts collectifs, à mobiliser les ressources nécessaires à leur poursuite, à prendre des décisions qu'impose leur obtention et à assumer les conséquences qui en découlent<sup>614</sup> ». La toute dernière démarche de prospective à Mulhouse rompt de trois manières avec le modèle classique mulhousien : les décisions sont moins rationnelles, la prospective s'inscrit dorénavant dans le présent ; et face à une prospective assurée jusqu'à maintenant par les élites locales, elle entend désormais rassembler tous les acteurs du territoire, y compris la population, pour se transformer en une prospective participative. Face à la fragmentation des acteurs régionaux qui ont gagné en influence depuis la décentralisation et qui posent problème dans la création de la communauté d'agglomération, et face à l'incohérence de certains acteurs, les décisions stratégiques publiques, alors réalisées uniquement par l'élite locale lors de l'aventure de la prospective, se réalisent maintenant à la fois de manière verticale, comme ce fut le cas historiquement, et de manière horizontale avec la participation de la population. Du « haut vers le bas » et du « bas vers le haut, ce processus n'est pas sans rappeler le concept de « double hélice de la gouvernance<sup>615</sup> » développé par l'économiste Elinor Ostrom, première femme récipiendaire du « prix Nobel d'économie ». L'engouement de la prospective à Mulhouse s'inscrit dorénavant dans une

---

interterritoriale. », *Pouvoirs Locaux : les cahiers de la décentralisation / Institut de la décentralisation, Institut de la décentralisation* 4, n° 83 (décembre 2009). p.79.

<sup>614</sup> Il s'agit de la définition donnée par le sociologue Patrice Duran in Duran, *Penser l'action publique*. op.cit., p.35.

<sup>615</sup> Jean-Louis Le Moigne, « La double hélice de la gouvernance des 'communs' », *Revue de l'organisation responsable* 7, n° 2 (2012). pp.93-97.

« gouvernance urbaine » selon la définition qu'en donne le sociologue Patrick Le Galès<sup>616</sup>. En somme, l'émergence de la gouvernance urbaine à Mulhouse signifie le passage d'un référentiel d'un ordre politique historique à un référentiel libéral explicité par la polycentricité et la polytemporalité de la décision publique. La prospective progresse comme une « prospective de l'action publique » défaisant la scène institutionnelle classique en un espace de concertation et de négociation. La gouvernance urbaine nous éclaire encore sur un point : la participation des Mulhousiens aux côtés de celle de l'élite traditionnelle locale se présente comme une prospective de « représentations<sup>617</sup> » en scrutant tous les acteurs du territoire. Le politologue Loïc Blondiaux estime que « faire une place à la délibération et à la concertation avec les habitants dans la politique locale oblige enfin à concevoir sur un nouveau mode l'action publique<sup>618</sup> ». Cet exercice de « démocratie participative<sup>619</sup> » déployé lors de cette démarche de prospective met en jeu la relation que les citoyens entretiennent avec l'action politique. Loïc Blondiaux rappelle que cette pratique nécessite de redoubler d'exigence dans sa mise en œuvre par rapport aux éventuels effets pervers<sup>620</sup>. Toutefois, ce renouvellement de

---

<sup>616</sup> Selon le sociologue Patrick Le Gales, directeur de recherche au CNRS, la gouvernance urbaine se définit comme : « Le terme de gouvernance urbaine suppose une plus grande diversité dans la manière d'organiser les services, une plus grande flexibilité, une variété des acteurs, voire une transformation des formes que peut prendre la démocratie locale, la prise en compte du citoyen et du consommateur, la complexité des nouvelles formes de citoyenneté » et il rajoute plus loin « Le concept de gouvernance urbaine permet de reconnaître la fragmentation, l'incohérence et suggère de mettre l'accent sur les formes de coordination verticale et horizontale de l'action publique »

Patrick Le Gales, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de science politique* 45, n° 1 (1995), p.60.

<sup>617</sup> Le géographe Bernard Debarbieux définit la représentation : « C'est donc aussi, et peut-être surtout, par la représentation que l'on peut s'interroger sur nos territorialités de demain, sur nos idéaux à venir, à commencer par l'idéal d'habiter, sur le devenir de ce qui nous attache collectivement à l'espace, le « pays », et de ce qui nous en extrait, le « dépaysement ». ». Bernard Debarbieux et al., *Ces territorialités qui se dessinent* (La Tour d'Aigues]; Datar: Paris] : éditions de l'Aube ;, 2002). p.18.

<sup>618</sup> Loïc Blondiaux, « Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège », *Mouvements* 18, n° 5 (2001): p.50.

<sup>619</sup> Le politologue Loïc Londiaux définit ainsi la démocratie participative : « c'est à ce double mouvement, à ce tournant délibératif de la pensée politique contemporaine et à la montée de cet impératif participatif dans l'action publique qu'il convient, nous semble-t-il, de réserver la notion de démocratie participative » Loïc Blondiaux, « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout: Un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique », *Mouvements* 50, n° 2 (2007): p.122.

<sup>620</sup> Loïc Blondiaux donne cinq raisons de se méfier, à juste titre, de la démocratie participative : 1/ l'argument du consensus : la démocratie participative comme machine à éradiquer le conflit. 2/ L'argument de l'asymétrie : la démocratie participative comme instrument de renforcement des inégalités sociales. 3/ L'argument de l'apolitisme : la démocratie participative contre les groupes organisés. 4/ L'argument de l'artificialité : la démocratie participative comme manipulation. 5/

la pratique de prospective engage de facto une nouvelle manière d'envisager l'action politique aussi bien en termes de citoyenneté, d'intérêt général que de biens publics. Finalement, les géographes Nathalie Blanc et Philippe Estèbe mettent en exergue les limites de cette pratique mulhousienne : « Prendre en compte l'habitant ne revient pas simplement à intégrer l'individu. Plus largement, c'est aussi se demander à quel point l'habiter participe (ou peut participer) d'une relation à l'intérêt général<sup>621</sup> ». Malgré cet exercice nouveau de la prospective, la représentation politique ne paraît pas encore mûre pour renouveler en profondeur les pratiques à Mulhouse.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la dernière démarche de la prospective à Mulhouse développant ainsi une animation locale de la vie économique et sociale. Par cet exercice, Mulhouse, en quête de légitimité, entend reconstituer une identité territoriale autour d'un consensus local et affermit son autorité dans l'« arène métropolitaine ». La prospective s'est adaptée à ce contexte politique et social pour devenir une prospective d'unité qui s'établit comme une « petite patrie<sup>622</sup> », rappelant ainsi l'épopée de la République de Mulhouse<sup>623</sup>. Et à l'heure des festivités du bicentenaire du rattachement de la République de Mulhouse à la France, la reproduction de ce modèle dévoile que la culture historique mulhousienne de la République ne s'est pas totalement effacée eu égard à son histoire tourmentée.

Entre les démarches de prospective de « COM 88' », « Mulhouse, la Reconquête » de 1991, le Projet urbain de 1993 et « Mulhouse au futur » de 1998, Mulhouse s'est activée au cours des dix dernières années du siècle pour instituer un territoire unitaire à l'heure des crises économiques et sociales en utilisant l'outil de la diffusion

---

L'argument du simulacre : la démocratie participative comme trompe-œil.. Loïc Blondiaux, « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout: Un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique », *Mouvements* 50, n° 2 (2007). Ibid., pp.123-126.

<sup>621</sup> Nathalie Blanc et Philippe Estèbe, « Géographie et politique : le face a face », *Ecologie & politique* N°27, n° 1 (2003). p.86.

<sup>622</sup> Cette expression « petite patrie » a été reprise par les analyses du linguiste et sociologue Manuel Meune faite pour expliquer la communauté linguistique des cantons de Fribourg et du Valais. Ces derniers étaient d'ailleurs des alliés de la République de Mulhouse. Leurs blasons sont encore présents sur la façade avant de l'hôtel de ville de Mulhouse. Manuel Meune, « Du patois à l'« harpetan », entre (petite) patrie et nation imaginée: le discours sur le francoprovençal dans le Journal de Genève (1826–1998) », *International Journal of the Sociology of Language* 2018, n° 249 (20 décembre 2017).

<sup>623</sup> A ce propos voir l'ouvrage de Livet et Oberlé, *Histoire de Mulhouse des origines à nos jours*.

de la connaissance<sup>624</sup> et de la communication. La prospective a ainsi permis la mise en place d'une gouvernance urbaine pour faciliter la reconnaissance de Mulhouse dont les projets peuvent désormais se co-construire avec l'ensemble des acteurs du territoire. Quoi qu'on dise sur la lenteur ou l'inertie mulhousienne, le Tram-Train<sup>625</sup> et la communauté d'agglomération<sup>626</sup> verront le jour dans la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle grâce à l'amorçage initié par les démarches prospectives successives.

---

<sup>624</sup> Il était impossible d'ignorer les problématiques mulhousiennes au regard des très nombreuses cartes et statistiques présentes dans les différents documents.

<sup>625</sup> D'abord opposé au projet, Jean-Marie Bockel annonce publiquement l'idée du Tram-Train en 1995 et une étude de faisabilité est lancée en avril 1997 (Laurent Miguet, « Mulhouse Tram-train : une rentrée sur les chapeaux de roues », 31 août 2001, Le Moniteur édition). Un avis favorable sans réserve a clôt l'enquête publique en mai 2002 sur le projet de tramway urbain de l'agglomération mulhousienne (Thierry Devige-Stewart, « Tram-train de Mulhouse : feu vert pour le réseau urbain », 3 juin 2002, Le Moniteur édition). Le chantier de construction des lignes 1 et 2 a lieu entre 2004 et 2006 et le premier rail est posé le 18 février 2004 sur le boulevard Stoessel ( Adrien Pouthier et Laurent Miguet, « Le tram-train de Mulhouse achève 15 ans de marathon », 9 décembre 2010, Le Moniteur édition). Les essais débutent en février 2005, et une première inauguration dite festive a lieu le 13 mai 2006, suivie le 20 mai par l'inauguration officielle par le président de la République Jacques Chirac qui estime qu' « avec ce tramway, les Mulhousiennes et les Mulhousiens vont vivre un vrai changement » (Jacques Chirac, « Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le nouveau tramway de Mulhouse, le TGV Est et sur la politique des transports » (Inauguration du Tramway de Mulhouse (Haut-Rhin), 20 mai 2006), <http://discours.vie-publique.fr/notices/067001855.html>.) Plus tard, Mulhouse met en service le 12 décembre 2010, le 1<sup>er</sup> tram-train capable de rouler indifféremment sur les voies du réseau ferré régional et national, (TER et TGV). Le véhicule emprunte successivement les rails du tramway mulhousien et la ligne de chemin de fer classique. Il dessert ainsi toutes les stations et halles ferroviaires de Mulhouse Gare Centrale à Thann sans changement sur 22 km. Voir le site de Soléa pour l'histoire du transport public mulhousien.

<sup>626</sup> Bien que sa nécessité a été soulignée à plusieurs reprises, la coopération intercommunale a pris beaucoup de temps à se réaliser. Dès 1997, la ville constitue une communauté de communes devenue en 2001 communauté d'agglomération (Mulhouse Sud-Alsace, dite CAMSA). La CAMSA était composée initialement de 5 membres (Didenheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse et Zillisheim) et 11 nouvelles communes du Nord-ouest vont l'intégrer en 2004. Raymond Woessner, « Enfin une agglomération », *Administrer une ville*, Annuaire Historique de Mulhouse, n° 15 (2004), op.cit., p.162.

Un arrêté préfectoral du 16 décembre 2009 fusionne la Communauté d'agglomération Mulhouse Sud-Alsace avec la Communauté de communes de l'Île Napoléon et la Communauté de communes des Collines, avec rattachement des communes d'Illzach, Galfingue, Pfstatt et Heimsbrunn pour donner naissance à Mulhouse Alsace Agglomération (M2A). Les seules collectivités de la Région mulhousienne qui ne faisaient pas partie de la communauté d'agglomération de la Région Mulhouse Alsace en 2010 sont la communauté de communes Porte de France Rhin Sud et la commune de Wittelsheim. Cette dernière a choisi de ne pas rejoindre la CAMSA en 2004 suite à la dissolution de la communauté de communes du Bassin Potassique et la M2A en 2010. C'est finalement des allers-retours entre le préfet, le tribunal administratif de Strasbourg et Wittelsheim qui scellera le sort de la ville. Un arrêté préfectoral du 23 mai 2013 rattache la ville à la M2A pour l'intégrer officiellement le 1<sup>er</sup> janvier 2014. À la suite de l'application de la loi NOTRe, un arrêté préfectoral fusionne les communes de la Communauté de communes Porte de France Rhin Sud (Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Niffer, Ottmarsheim et Petit-Landau) à la M2A au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Le Préfet Pascal Lelarge, « Arrêté portant sur le schéma départemental de coopération intercommunale du Haut-Rhin » (Colmar: Préfecture du Haut-Rhin, 4 mars 2016). p.4.



Lors d'une discussion finale animée par Vincent Claustre, sur le « retour de la prospective » des actes de la quatrième table ronde Rhin-Sud en 2004, les participants identifient l'importance d'une telle démarche : « La prospective devient par conséquent un élément essentiel du mode de gouvernance d'un territoire, qui se définit de plus en plus fréquemment par sa capacité à se mettre en projet<sup>627</sup> ». Cette attitude permet la définition d'un intérêt mulhousien autour d'enjeux locaux qui dépasse le cadre strict de ses limites administratives. Mulhouse a fondé un référentiel de normes communes du territoire mulhousien avec le rebond intense de sa pratique prospective au cours des années 1990. Ce renouveau<sup>628</sup> s'inscrit dans un contexte de regain de la prospective observé au même moment à différentes échelles, par exemple celle portée par des ouvrages de personnalités<sup>629</sup>, par l'école

---

<sup>627</sup> Conclusion, *Actes de la 4e table ronde Rhin-sud: Le retour de la prospective*, 28 mai 2004. op.cit., p.90.

<sup>628</sup> Pierre F Gonod et Jean-Luc Gurtler, « Evolution de la prospective », *Oléagineux, corps gras, lipides*, 9, n° 5 (octobre 2012), pp. 317-328.

<sup>629</sup> Il y a d'abord eu un retour historique de travaux de prospective dans les années 1970 qui a en quelque sorte légitimé cette démarche à l'échelle internationale, puis des personnalités ont relancé la prospective en publiant des ouvrages au courant des années 1990. Parmi les travaux des années 1970 confirmés plus tard par leur justesse, il est intéressant de constater qu'il s'agit pour la plupart du temps d'historiens de formation considérés comme marginaux à leur époque. Pourtant, le temps a depuis démontré toute la pertinence de leurs recherches. Par exemple, l'historien et écrivain russe Andreï Amalrik publie clandestinement en 1970 un véritable travail de prospective : « *L'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ?* » Il défend ses hypothèses à l'aide d'une analyse sociohistorique dénuée de toute idéologie en mêlant le passé et le futur proche de 1952 à 1985, mais son travail choque profondément la nomenklatura russe croyant fermement à la survie de l'URSS. Sa thèse d'histoire sur les origines de l'État Russe est retirée de l'Université avant que les services secrets de l'Union soviétique l'expulsent du pays en 1976. (John Keep, « *Andrei Amalrik and "1984"* », *Russian Review* 30, no 4 (octobre 1971), p.335). L'historien et démographe français Emmanuel Todd publie en 1976 « *la chute finale* » de l'URSS en s'aidant d'outils conceptuels comme l'anthropologie, la démographie, la sociologie et l'art. Il prévoit avec une grande justesse l'éclatement de l'Union soviétique à cause de la forte conscience politique d'une classe éduquée de la partie européenne de l'URSS. Il nourrit son raisonnement en analysant la dissimulation des chiffres officiels, le taux de suicide, les structures techniques et industrielles, la science-fiction et la littérature populaire. Encore un autre exemple, l'historienne et femme politique française Hélène Carrère d'Encausse publie en 1978 « *L'empire éclaté* ». Elle prévoit également la fin de l'URSS, mais pour des raisons différentes d'Amalrik et de Todd. En plus de ces cas historiques, des ouvrages plus ou moins sérieux sur les études du futur vont marquer les années 1990 avec des échelles de temps assez longues. Il y a ainsi des ouvrages qui fournissent une analyse à l'horizon 3000 : Joseph Coates, « *Thinking about Humanity in the Year 3000* » *Futures Research Quarterly* (Winter 1999), pp.37-49. ; « *Foundation for the Future. Humanity 3000* » Seminar No. 2 Proceedings. Bellevue, Foundation for the Future, 1999 ; Jerry Glenn, « *Millennium Project's draft scenarios for the next 1000 years* », *Futures* Vol. 32, No. 6, 2000, pp.603-612. ; Michael Hart, « *The Year 3000* », Poseiden Press, 1999. Beaucoup d'anglophones se sont prêtés à cet exercice, mais le géographe français Jean-Christophe Victor s'est aussi illustré en mettant en scène une rétrospective des mille dernières années le 1er avril 3000 dans son émission *les Dessous des Cartes* diffusée le 29 mars 2000. Mais l'ouvrage le plus célèbre reste celui publié en 1999 par Graham Molitor « *The next 1000 years* » (les 1000 prochaines années). Il prévoit cinq phases d'évolution de la société : les plaisirs et les loisirs au début de ce siècle, les biotechnologies, la génétique et le clonage d'ici la fin du XXIe siècle, des mégamatériaux issus des



française de la prospective<sup>630</sup>, par des acteurs institutionnels majeurs comme l'ONU<sup>631</sup> et l'Union européenne<sup>632</sup>, ou encore par une autre ouverture conceptuelle

---

nanotechnologies pour la période 2200-2300, 2100-2500 serait le nouvel âge d'or de l'énergie illimitée par la fusion thermonucléaire et celle de l'hydrogène et enfin la colonisation spatiale entre 2500 et 3000. Graham Molitor s'inscrit dans une démarche de l'idéologie américaine de la technologique des futurs. Sous la direction du polytechnicien Thierry Gaudin, personnage emblématique de la prospective française, l'ouvrage publié en 1993 « *2100, récit du prochain siècle* » est la référence française de la décennie. Les analyses envisagent l'itinéraire technologique et philosophique du XXI<sup>e</sup> siècle avec méthode. Ces travaux apparaissent encore d'actualité aujourd'hui, à tel point que l'Université Catholique de Lille a organisé un colloque scientifique en 2017 pour en faire une relecture (sous le haut patronage de la Région Hauts de France, « 2100 : Big-data, intelligence artificielle, transhumanisme – Prospective et éthique aux frontières de l'inconnu, 13 et 14 mars 217 »). D'autres ouvrages à l'horizon 2100 sont publiés à la même époque : Michio Kaku, « *Visions: How Science Will Revolutionize the 21st Century and Beyond* » Oxford, Oxford University Press, 1998 ; Graham Molitor, « *Emerging economic sectors in the third millennium: introduction and overview of the 'big five'* », Foresight Vol. 2, No. 3, Juin 2000, pp.323-330. ; Graham Molitor, « *Emerging economic sectors in the third millennium: life sciences to dominated US economy in 2100* » Foresight Vol. 2, No. 5, Octobre, 2000), pp.507-514. Mais l'ouvrage de Thierry Gaudin se distingue comme étant un mélange entre la philosophie et la technologie, ce qui le démarque de l'approche des auteurs américains. Il déroule le XXI<sup>e</sup> siècle en trois périodes : 1980-2020 comme celle du désarroi de la société du spectacle (Thierry Gaudin, éd., *2100: récit du prochain siècle*, Grande bibliothèque Payot (Paris: Payot, 1993). pp.17-33), 2020-2060 comme la période de la société d'enseignements (Gaudin. pp.34-39.), puis la dernière période, celle de la société de libération 2060-2100 (Gaudin. pp.40-49.). Peter Schwartz, Peter Leyden, et Joel Hyatt publient un autre ouvrage de référence en 1999 à l'horizon 2050 « *The longboom, a vision for the coming age of prosperity* ». Une nouvelle fois, la prospective américaine cherche une vision épanouissante du futur pour atteindre une nouvelle prospérité. Ils font valoir que l'innovation se déroule rapidement, en particulier dans le domaine du calcul, de la communication, de la biotechnologie, et même des processus contrôlés par la nanotechnologie atomique. La prospective américaine n'a pas pris en considération ses erreurs et innove très peu, car la technologie continue de dominer sa pensée : cette propagande néolibérale est considérée par le philosophe Noam Chomsky comme le pont d'or de la fabrication du consentement idéologique post Union soviétique (Noam Chomsky et al., *La fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie*, Marseille : Agone, 2009., p.93.).

<sup>630</sup> Le renouveau de l'école française de la prospective au courant des années 1990 passe par plusieurs étapes. Ce sont des hommes comme Thierry Gaudin et Michel Godet qui vont reprendre le relais après le déclin de la prospective des années 1970 et 1980. Michel Godet semble le plus actif à cette époque. Il publie trois éditions du « *Manuel de prospective et de stratégie* » entre 1991 et 2001 en apportant la rigueur nécessaire et des méthodes précises. Il insuffle un dynamisme national puisqu'il est titulaire de l'unique chaire de prospective stratégique française au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM). Cet établissement d'enseignement supérieur et de recherche est l'un des seuls à proposer des formations depuis une vingtaine d'années sur la prospective. Mais les méthodes de « prospective stratégique » utilisées rappellent le cartésianisme français du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est aussi ce qui caractérise les travaux de Thierry Gaudin dans son ouvrage phare de 1993. Cette école française se dresse à priori face à l'empirisme des Anglo-saxons, qui frôle parfois le divertissement (Fabrice Roubelat, « *La prospective aux États-Unis : de la rigueur au divertissement* » Paris : CNAM — Chaire de Prospective stratégique, juin 1994. p.3.) En France, contrairement aux modèles américains, la rigueur méthodologique est suivie dans les démarches de prospective comme une revanche du cartésianisme contre « l'entertainment » américain (Philippe Moati, « *Esquisse d'une méthodologie pour la prospective des secteurs* », Cahier de recherche, Paris : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, octobre 2003. p.19.). Toutefois, l'école française ne prend pas assez en considération l'imagination et se focalise essentiellement sur la méthodologie. En effet, Michel Godet publie dès 1977 un ouvrage sur les différentes méthodes qui évoluent peu entre les années 1970 et 1990 en France (Michel Godet, *Crise de la prévision, essor de la prospective : Exemples et méthodes*, Presses universitaires de France, Paris, 1977. pp.84-105).

---

Pierre Gonod explique les raisons de cette inertie de l'école française par un déficit systémique, car elle est trop cartésienne et compliquée (Pierre F Gonod, *Dynamique des systèmes et méthodes prospectives, futuribles international*, Travaux et recherches de prospective 2, Paris, 1996.p.17.). Elle pâtit également d'un déficit de renouvellement philosophique marqué par des carences de transfert entre la prospective et les sciences sociales (Ibid., p.18.) Par rapport aux Américains, la prospective française est en déclin. Le déclin du nombre de rapports publiés en est un exemple frappant. Un article (Michael Marien, « 70 superboks », The Futurist, juin 2001.) nomme les 70 meilleurs ouvrages sur la période 1996-2000 parmi les 3000 titres américains disponibles. La Datar, le Commissariat général au Plan, et Futuribles participent bien évidemment à la production littéraire, mais sur cette même période aucun ouvrage majeur français ni livres de synthèse de prospective n'a été publié selon Pierre F. GONOD (« *Richesse et misère de la prospective* » conférence de Pierre F. GONOD le 26 octobre 2001 à la Délégation à l'Agriculture, au Développement et à la Prospective de l'INRA, dans le cadre des travaux effectués pour celle-ci, Paris, 26 octobre 2001). Le déficit systémique, l'absence d'une théorie générale, l'absence de la notion du temps, l'omission des tendances du passé, la disparation de l'imagination et de la créativité, et la prévalence de la « pensée unique » peuvent expliquer les difficultés du rebond de la prospective française. Edgar Morin illustre parfaitement ce qui s'est passé pour la prospective française : « C'est dans les certitudes doctrinaires, dogmatiques et intolérantes que se trouvent les pires illusions [...] Une fois de plus, répétons-le, la connaissance est une navigation dans un océan d'incertitudes à travers des archipels de certitudes » (Edgar Morin, *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, 2015., éditions du seuil, 2015, pp.102-103.). En fait, ce sont des facteurs exogènes à la prospective française qui vont apporter un souffle majeur à cette discipline. Nous pouvons citer l'historien et journaliste français Alexandre Adler, grand spécialiste des relations internationales, qui analyse la culture historique et politique du passé pour anticiper les possibles tendances du futur. On peut également citer les rapports prospectifs « *Ramses* » sous la direction de Philippe Moreau Defarges et Thierry de Montbrial de l'Institut français des relations internationales. La renaissance de la méthodologie prospective provient étonnamment des disciplines extérieures à la prospective. Le croisement des influences intellectuelles commence à faire émerger un nouveau concept. Le système de la prospective française est en proie à un changement de logique interne et de modèles renvoyant aux oubliettes les forces normalisatrices et idéologiques dominantes. Le temps n'est plus en effet à une prospective fondée sur l'extrapolation de tendances en amont de la décision mais à une « prospective du présent » soutenue dès 1998 par le Rapport Bailly — présenté au Conseil économique et social sous le titre « Prospective, débat et décision publique ». La « prospective du présent » invite à penser un nouveau modèle de la relation entre prospective et décision publique en suggérant que la prise en compte des problèmes de demain permet de mieux faire face aux problèmes d'aujourd'hui. Cela revient à inverser l'approche chronologique classique puisqu'on part d'une interrogation sur l'avenir pour élucider les problèmes du présent. Il ne s'agit plus ici de dessiner seulement les futurs possibles et souhaitables, il faut également combler l'écart entre les réalités et la représentation que s'en font les institutions, voire les citoyens eux-mêmes : « le rôle de la prospective n'est pas seulement de susciter le débat public, mais aussi d'en infléchir le déroulement, le contenu et l'étendue pour en limiter les crispations et les effets "spasmogènes" sur la décision publique. La prospective doit dès lors féconder et accompagner la dynamique collective qui permet d'imaginer, de décider et de réaliser des projets partagés. Elle devient un élément fondamental d'une démarche planificatrice rénovée. » (BAILLY Jean-Paul, *Demain est déjà là*. Prospective, débat, décision publique, Paris, éd. de l'Aube, 1999, p.84.).

<sup>631</sup> Le projet « *Millennium Project* » est sans doute la plus grande réalisation de prospective au courant des années 1990 (<http://millennium-project.org>). Fondé en 1996 après une étude de faisabilité avec l'Université des Nations Unies, l'Institution Smithsonian et le Futures Group International, le projet rassemble et évalue le travail de plus de 2 500 prospectivistes, chercheurs, décideurs et planificateurs d'entreprises de plus de 50 pays. Les études sont publiées dans la série annuelle « *État du futur* », « *Futuration Research Methodology* » et dans des revues spécialisées. Aujourd'hui, le projet accomplit son mandat en reliant les individus et les institutions du monde entier pour collaborer et faire face à d'importants défis mondiaux. Ils ont mis en place 200 objectifs globaux à atteindre d'ici 2050 concernant 15 thématiques publiées en 2002 : Le développement durable, l'eau, la population et les ressources, la démocratie, les politiques et les perspectives globales à long terme, la globalisation de la technologie de l'information, la réduction de l'écart entre les riches et les pauvres, la lutte contre les maladies nouvelles et réémergentes, l'amélioration de la capacité

---

décisionnelle, les valeurs partagées et la réduction des conflits, l'amélioration de la condition féminine, la lutte contre la criminalité transnationale, la satisfaction des besoins énergétiques et environnementaux, et l'amélioration du progrès scientifique. Leur vision globale est portée par une conviction des problèmes sociétaux et par une démarche de recherche et développement dans le domaine de la méthodologie de la prospective.

<sup>632</sup> La recomposition de la géopolitique mondiale et les problèmes structurels internes de l'Union européenne poussent l'organisation à s'investir dans des démarches de prospective à la fin des années 1990 pour dégager des stratégies convenables. Dès 1999, l'UE réalise trois types de travaux : des scénarios européens, le projet « Futures » et le projet « Visions ». La cellule prospective de la Commission européenne publie en 1999 un ouvrage traitant de la place de l'UE dans le monde à l'horizon 2010. C'est finalement un temps assez court, mais suffisamment long pour une Union européenne en « mal d'avenir ». Il est le fruit d'un travail collectif qui se répartit en cinq scénarios. (Gilles Bertrand, Anna Michalski, et Lucio R Pench, *Scénarios Europe 2010 : cinq avenir possibles pour l'Europe* (Rennes ; Luxembourg : Apogée ; Office des publications officielles des Communautés européennes, 1999. p.9.). 1/ Scénario « Le triomphe des marchés » est le triomphe du libéralisme et du libre échange au détriment des politiques sociales et de l'intervention de l'État. L'Europe, quelles que soient ses frontières, embrasse désormais ce destin universel du monde (Ibid., p.15). 2/ Scénario « les Cents Fleurs » est la réponse des Européens dans ce monde corrompu et paralysé du système public et privé. Il n'y a plus de confiance envers l'élite politique et économique. Les Européens se réfugient dans l'économie ultra locale et officieuse de manière désorganisée. (Ibid., p.23.). 3/ Scénario « Responsabilités partagées » est la transformation du secteur public et administratif en un facilitateur orchestrant la politique sociale et industrielle. (Ibid., p.31.) 4/ Scénario « Les sociétés de création » représente la même philosophie de transformation que le scénario 3 mais sous la bannière de l'humain. Cette fois-ci, c'est l'humain qui est au cœur de l'économie avec de profondes valeurs humanistes rejetant le consumérisme du XXe siècle. C'est l'ère de la renaissance immatérielle mondiale. (Ibid., p.40.) 5/ Scénario « Voisinages turbulents » est la recrudescence des tensions géopolitiques rappelant la guerre froide. L'instabilité politique menace directement l'Union européenne. (Ibid., p.51.). Ici, l'ouverture du système et ses contradictions sont assumées, et les scénarios permettent à la Commission européenne d'envisager des futurs possibles et désirables en comprenant les limites à venir des différents modèles. Guy Baudelle et le laboratoire RESO (UMR CNRS 6590) se sont également aventurés sur ce type de scénarios. Ils ont publié « Cinq scénarios pour l'Europe de 2020 » combinant les modes de gouvernance, la dimension géographique et les degrés d'intégration de l'Union pour ensuite élaborer 5 scénarios : l'Europe pré carré, l'Europe fragmentée, l'Europe projetée, l'Europe des coopérations inégalitaires, l'Europe polycentrique. L'Institut de Prospective Technologique, un des huit instituts de la recherche de la Commission européenne, lance également le projet « Futures » au milieu de l'année 1998. L'objectif est d'étudier les acteurs sociaux, économiques, politiques notamment pour y analyser l'impact de la technologie à l'horizon 2010 (European commission, « The IPTS Futures Project Conferenca Proceedings », Future Report Series 17 (Brussels: Institute for Prospective Technological Studies, 10 février 2000). Philippe Busquin, le commissaire européen à la recherche, reconnaît que « cette initiative est conçue pour surmonter les obstacles dans la recherche européenne et pour mieux travailler ensemble pour développer l'expertise et la créativité dans la recherche. C'est une condition clé pour construire une Société fondée sur la connaissance, engageant chacun à tirer le meilleur parti de la science et du progrès technologique ». (Ibid., introduction Philippe Busquin). De 1998 à 1999, le projet « Futures » monopolise l'activité de l'Institut et réunit près de 200 experts et décideurs, issus de l'industrie, du milieu universitaire et des différents gouvernements participant à une série de débats, de brainstorming, de séminaires et d'ateliers. Une série de 11 rapports est publiée et le moment phare de ce projet est la conférence « Future Project » tenue en février 2000 à Bruxelles qui a réuni 500 participants des organes de la Commission et du parlement européen. La vocation de l'ITPS est celle de la technologie, mais le compte rendu de la conférence montre nettement une affinité pour la prospective sociétale inspirée des « foresights ». Autre exemple important de la prospective de l'UE, la DG XII de la Commission européenne a lancé à partir de 1998 le projet « visions » pour mettre en place le développement durable en Europe. C'est un travail de réveil des consciences avec une application concrète puisque trois régions européennes sont sélectionnées pour démontrer les idées du projet : Le Cœur vert aux Pays-Bas, une région non urbanisée menacée par l'expansion urbaine ; Manchester en Angleterre, une région typique en transformation ; et Venise en Italie, une région

de la prospective<sup>633</sup>. Animée par la ville centre, la dernière messe prospective a permis de restaurer un dispositif de gouvernance, et de « capitaliser » avec un certain nombre d'éléments du système territorial mulhousien comme le capital institutionnel, culturel, symbolique, psychosocial, et cognitif<sup>634</sup>. Ce dispositif de gouvernance urbaine s'apprête à répondre à des enjeux qui ne sont plus seulement socioéconomiques, mais aussi environnementaux.

---

touristique menacée par la dégradation de ressources naturelles. Finalement, l'UE a fortement contribué à la relance de la prospective au courant des années 1990.

<sup>633</sup> La relance de la prospective évolue aussi d'un point de vue conceptuel. La complexité, l'incertitude, et l'ambiguïté nécessitent une approche axée sur l'avenir pour comprendre et capitaliser sur les changements sociétaux. Pour être mieux compris, cet avenir peut être planifié et géré par le processus appelé « foresight » (John S. Ratcliffe, « *Challenges for Corporate Foresight: Towards Strategic Prospective through Scenario Thinking* », *Foresight* 8, no 1 (janvier 2006) : pp.39-54.) L'anglais Richard Slaughter est le premier à utiliser cette expression en 1994 et la définit comme le « processus délibéré d'expansion et de compréhension à travers l'analyse du futur et la clarification des situations émergentes » (Richard Slaughter, *The foresight principle : cultural recovery in the 21st century*, Praeger studies on the 21st century (Westport, CT: Praeger, 1995). XVII) En somme, « *Foresight* » est une nouvelle approche affirmant un futur ouvert et en rupture avec les démarches précédentes selon lesquelles elles seraient le fruit d'une extrapolation des tendances. Ce nouvel élan de prospective porte un caractère systémique expliquant les choix d'avenir en proposant également les modes d'action (Andy Hines et Jeff Gold, « *An Organizational Futurist Role for Integrating Foresight into Corporations* », *Technological Forecasting and Social Change* 101 (décembre 2015): pp.99-111.) Pour Slaughter, les quatre applications « *Foresight* » permettent d'évaluer les conséquences possibles des actions et décisions, d'anticiper les problèmes avant qu'ils ne se produisent, de considérer les implications du présent sur les éventuels événements du futur et d'envisager les aspects souhaités des sociétés futures. C'est-à-dire d'étudier des futurs alternatifs n'étant pas forcément considérés comme le plus probable ou le plus fructueux pour une entreprise (Slaughter. XVII). Cette nouvelle articulation de la prospective a été mise en place pour la première fois dans le cadre d'exercice de « *technology foresight* » de 1993 à 1998 en Grande-Bretagne avant de s'engager dans un programme plus vaste à partir de 1999 (Rémi Barré, « Le "foresight" britannique. Un nouvel instrument de gouvernance ? », *Revue futuribles*, no 249 (janvier 2000).) Cette nouvelle vision de la prospective se démarque avec celle pratiquée avant la chute de l'URSS, pourtant elle se rapproche paradoxalement des origines historiques de la prospective.

<sup>634</sup> Selon les participants du colloque « la prospective met en mouvement un certain nombre d'éléments capitalisés par le système territorial comme : 1/ Le capital institutionnel, qui est la capacité des institutions formelles d'une région à se concentrer sur la résolution des problèmes. Il se mesure par sa capacité d'action, la rapidité de décision, la flexibilité et l'intelligence des organisations, les relations entre les organisations. 2/ Le capital culturel rassemble le patrimoine des traditions, des valeurs et des croyances, des langues, des relations sociales. 3/ Le capital symbolique est le pouvoir de mobiliser les énergies autour de la tâche d'édification de la région, de produire des références propres et de construire des images territoriales pour les entreprises. 4/ Le capital psychosocial concerne la confiance dans la communauté et dans son développement potentiel ainsi que dans la capacité à instaurer un contexte de coopération par la constitution de groupes et d'associations. 5/ Le capital cognitif est le savoir-faire collectif (par opposition au capital humain des individus) dont une grande partie réside dans les universités, les centres de recherche et les entreprises. Conclusion, *Actes de la 4e table ronde Rhin-sud: Le retour de la prospective*, 28 mai 2004. op.cit., p.90.



### 3.3 Le développement durable au service de la prospective mulhousienne : entre défi et déception

Lors de la décennie écoulée, les démarches de prospective à Mulhouse ont pu poser les bases d'une gouvernance urbaine efficace pour mettre en place les projets d'avenir comme nous l'avons souligné. Aussi les différents discours prospectifs indiquent-ils une nouvelle manière de voir le futur du territoire. Émergent ainsi à Mulhouse à la fin des années 1980 les problématiques sur l'environnement qui atteindront leur paroxysme en 1998.

Comme nous l'avons déjà souligné, les inquiétudes sur les questions environnementales ne sont pas nouvelles à Mulhouse. Sans en faire son histoire, nous pouvons retracer rapidement le cheminement de cette pensée à travers les démarches de prospective. Le géographe Étienne Juillard s'inquiétait lors des journées de l'urbanisme en 1959 des risques de la destruction de la forêt de la Hardt avec les aménagements industriels au bord du Rhin<sup>635</sup>, alors que son collègue Paul Meyer souhaitait la « maintenir dans son ensemble <sup>636</sup>» en 1961. Le maire Émile Muller revendiquait dès 1971 dans un discours que « l'homme est menacé de périr sous les déchets de la civilisation de consommation. La préservation de l'environnement est un devoir vital<sup>637</sup> » et il s'interrogeait ainsi sur l'évolution possible des mentalités : « comment les mœurs et le mode de vie s'adapteront-ils à cette évolution ? La question est posée... <sup>638</sup>» Encore isolé dans ce constat à Mulhouse,

---

<sup>635</sup> Etienne Juillard, op.cit.,p.4

<sup>636</sup> « Enfin, cet inestimable écran de verdure que constitue la Hardt, qu'on s'efforcera de maintenir dans son intégralité. » Paul Meyer, « Un nouveau plan d'aménagement de Mulhouse; ville et zone urbaine », *Cahiers de géographie jurassienne et rhénane*, Regio Basiliensis, II/1 (13 décembre 1961): op.cit.,p.65.

<sup>637</sup> « L'inquiétant problème de la pollution, sous toutes ses formes, troisième secteur de préoccupation, appelle lui aussi des solutions radicales. L'homme est menacé de périr sous les déchets de la civilisation de consommation. La préservation de l'environnement est un devoir vital. Pour éviter que l'eau, source de vie, devienne poison mortel, la protection des nappes phréatiques s'impose d'urgence. [...] il s'agira aussi de conserver, entre les zones d'habitation, des espaces verts indispensables à l'équilibre de la vie. » Discours d'Emile Muller, Mairie de Mulhouse, « Mulhouse 1956-1970: 15 années d'activités municipales ». op.cit.,p.4.

<sup>638</sup> « L'évolution de la société de demain sera peut-être différente de ce que nous en attendons. C'est même probable. L'accélération est fantastique dans tous les domaines. La science et la technique ouvrent des possibilités dépassant l'imagination, mais influant pourtant directement sur le comportement quotidien. Comment les mœurs et le mode de vie s'adapteront-ils à cette évolution ? La question est posée ... » Discours d'Emile Muller, op.cit.,p.5.

le comité des sciences de nature de la SIM rappelait dans leur conclusion d'un bulletin de la SIM en 1976 les conséquences de la destruction de l'environnement par l'homme : « l'homme vainqueur créé un paysage artificiel, un environnement dur, monotone et laid<sup>639</sup> ». Le groupe invitait alors à adopter à l'égard du monde, une « attitude plus sage, et vis-à-vis de notre avenir plus de lucidité et d'optimisme<sup>640</sup> ». Mais c'est à partir du rebond de la prospective à la fin des années 1980 que les problématiques environnementales prennent une dimension jusque-là inégalée à Mulhouse. L'exigence de la qualité en matière d'environnement et de cadre de vie revient tout au long de l'opération « COM 88' » et se retrouve même parmi les trois idées forces proposées pour l'agglomération lors de cette opération, car « il s'agit désormais d'être conscient qu'investir dans la qualité urbaine constitue un investissement rentable<sup>641</sup> ». Le projet de Ville de 1991 entend « réconcilier l'économie et l'écologie dans l'affection des espaces et des fonctions urbaines<sup>642</sup> ». La montée en puissance de la conscience environnementale à Mulhouse, qui n'est pas non plus si originale au regard des pratiques nationales, apporte une diversification structurante dans la manière d'envisager l'avenir du territoire, la ville se considère presque comme à l'avant-garde de l'environnement : « Mulhouse, on sait combien vive est la conscience écologique, a acquis une certaine avance dans le développement de la lutte contre les nuisances de toutes sortes qui détériorent notre environnement ou agressent notre vie quotidienne<sup>643</sup> ». Mulhouse est alors dans des conditions favorables pour définir et mettre en œuvre une ambition politique de l'environnement : « Mulhouse a mené au cours des dernières années une série d'actions non négligeables dans le domaine de l'environnement<sup>644</sup> ». Et ce n'est pas le classement de l'hebdomadaire « Le Point »

---

<sup>639</sup> « La machine, la chimie, la science nous ont affranchis des contraintes. Avec le béton, on parvient à construire pratiquement n'importe quoi n'importe où. A l'aide de bulldozers, de drains et de pompes pour irriguer, de pesticides et d'engrais, on réalise une monoculture de plantes exotiques, de maïs, de Douglas ou d'Epicéas sur n'importe quelle portion du territoire. Il n'existe plus de contraintes, plus de compromis entre forces opposées. L'homme vainqueur créé un paysage artificiel, un environnement dur, monotone et laid » Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *La forêt en Alsace*, p.241.

<sup>640</sup> Bulletin de la société industrielle de Mulhouse. Ibid., pp.241-242.

<sup>641</sup> Deuxième idée force : transformer l'image et l'environnement par l'exigence de qualité. Ville de Mulhouse et al., « COM'88 Mulhouse, une ville d'avance ». op.cit., p.55.

<sup>642</sup> Ville de Mulhouse, « Mulhouse, la reconquête. Un projet pour la ville ». op.cit., p.22.

<sup>643</sup> Ville de Mulhouse, « Mulhouse, la reconquête. Un projet pour la ville », Ibid., p.32.

<sup>644</sup> Il s'agit là d'une politique des déchets, de la politique de circulation et de transports publics, de la politique verte avec le Plan vert, de la recherche de techniques plus écologiques, du comité



qui va les contredire puisque le périodique a placé Mulhouse en mars 1990 comme la première ville de France dans la lutte contre la pollution, et en décembre de la même année, l'hebdomadaire « L'événement du Jeudi » place la ville en onzième position au palmarès des villes heureuses<sup>645</sup>. Mulhouse entend également se positionner à l'échelle européenne comme « l'une des cités principales pour la réflexion et l'application concrète en matière d'environnement urbain<sup>646</sup>». Cet engouement s'explique puisque Mulhouse se trouve dans une région internationale où les populations sont particulièrement réceptives aux questions de l'environnement avec les villes de Fribourg en Allemagne et Bâle en Suisse comme modèle européen en la matière. En s'appuyant sur sa position géographique, sa culture industrielle et alsacienne, la ville ambitionne même d'ouvrir une maison de la nature et de l'environnement, un institut éco-industriel, et veut mettre en place une série de manifestations de sensibilisation et de réflexion pouvant déboucher sur des méthodes d'actions nouvelles, car « Mulhouse doit devenir le lieu privilégié de réflexion entre développement et environnement. Elle ferait le point avec des politiques, économistes, écologistes, scientifiques, industriels, journalistes connus et reconnus, de l'avancée de la problématique économie-écologie<sup>647</sup>». Ce réveil de l'environnement à Mulhouse peut s'expliquer par le sentiment généralisé et partagé de l'interdépendance et d'une complexité jusque-là inégalée. Par ailleurs, Mulhouse ne pouvait plus rester indéfiniment indifférente face à l'anthropocène<sup>648</sup>, face à la

---

mulhousien de l'environnement (CME) créé en juin 1983, et de l'engagement d'écoconseillers. Ibid., p.32.

<sup>645</sup> Ibid., p.35.

<sup>646</sup> Ibid., p.33.

<sup>647</sup> Il est aussi envisagé de mettre en place un centre de protection de la flore et un jardin technologique, mais aussi un plan vert intercommunal. Ibid., p.33.

<sup>648</sup> Lors d'une conférence, l'historien Christophe Bonneuil (CNRS-EHESS) met en perspective l'introduction des sciences humaines dans l'élaboration scientifique avec les chercheurs en sciences dures pour déterminer une potentielle ère géologique car pour la première fois de l'histoire de la planète l'homme est directement responsable de changements majeurs globaux. Il essaye ainsi de dater l'entrée dans l'anthropocène et illustre toute la difficulté d'identifier une date ou une période exacte. Selon lui, la contribution des recherches historiques à la compréhension et à la mise en perspective de notre condition socio-environnementale est nécessaire. Il identifie ainsi plusieurs périodes : Il y a 5000 ans avec le début de l'agriculture (la faute à l'humanité ?), au XVIIIe siècle avec la révolution industrielle (la faute au charbon et à l'industrialisme ?), et après 1945 (la faute à la guerre froide et au productivisme/ consumérisme globalisé ?). Christophe Bonneuil, « La crise écologique, quelle histoire ? » (Conférence donnée pour le Cycle Pluridisciplinaire d'Études Supérieures (CPES), 6 février 2019).

publication du rapport « Meadows » de 1972<sup>649</sup>, puis face au rapport « Our Common Future » (Notre avenir à tous) – ou « rapport Brundtland » rédigé en 1987 par la Commission mondiale de l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations Unies. Ce rapport popularise pour la fois l'expression de « sustainable development » (traduit par « développement durable ») qui prend « en compte les lacunes des approches précédentes en ce qui concerne l'environnement, les ressources naturelles et la dimension sociale du développement<sup>650</sup> ». L'idée d'une relation écologique mondiale prend une dimension territoriale à Mulhouse avec l'introduction du concept de développement durable à la suite de l'approbation du Plan Municipal d'Environnement (PME) par le Conseil Municipal le 9 décembre 1991 en réponse au lancement de ce dispositif par le Ministère de l'Environnement<sup>651</sup>. Mulhouse a jugé utile de réunir une demi-dizaine de textes de la politique mulhousienne en matière d'environnement<sup>652</sup> dans la brochure « L'environnement, c'est notre avenir à tous » qui s'achève par « un texte prospectif qui confirme la volonté de Mulhouse de s'inscrire comme ville industrielle-pilote pour le développement durable<sup>653</sup> ». En mai de la même année, la ville de Mulhouse se dote d'une Mission interservices pour le Respect de l'Environnement (MIRE) en prise directe avec le maire et le secrétariat général, dont la mission principale est de définir la politique municipale en matière d'environnement<sup>654</sup>. Il s'agit d'appréhender le développement durable dans les formes matérielles et symboliques, mais aussi

---

<sup>649</sup> Paradoxalement, le rapport Meadows n'a jamais été cité dans les travaux de prospective à Mulhouse.

<sup>650</sup> Corinne Gendron et Jean-Pierre Revéret, « Le développement durable », *Économie.~ et Sociétés*, Série F, n° 37, n° 91 (septembre 2000): p.111.

<sup>651</sup> Ville de Mulhouse, « A Mulhouse, l'environnement, c'est notre avenir à tous. », Principaux textes de la politique mulhousienne en matière d'environnement (Mulhouse: Ville de Mulhouse, 1992), BSIM, BR3037. p.14.

<sup>652</sup> Tout un dispositif pour l'environnement est mis en place. Le plan municipal environnement (PME) est composé d'élus, d'experts, de services municipaux, d'un cabinet de conseil (SETUDE), et du Bureau d'études et d'aménagement urbain développé en juillet 1991. Le plan de déplacements urbains (PDU) à l'initiative du SITRAM (syndicat intercommunale des transports en commun de l'agglomération mulhousienne) engage une réflexion sur la politique globale de déplacements. Le plan vert adopté en 1986 est un programme fixant les principaux objectifs de développement des espaces verts et il a été réactualisé en 1991. Le plan d'occupation des sols (POS) intègre également de nouveaux espaces boisés. La charte d'Ottawa pour la promotion de la santé est également soulignée. Autre programme sur le traitement des déchets entre la ville de Mulhouse et le SIVOM de l'agglomération. La convention « Energie et respect de l'environnement » (ERE) s'inscrit dans le concept « Cité vie » défini par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME). Ville de Mulhouse. op.cit., pp.109-119.

<sup>653</sup> « A Mulhouse, l'environnement, c'est notre avenir à tous. » Ibid., p.7.

<sup>654</sup> « A Mulhouse, l'environnement, c'est notre avenir à tous. » Ibid., pp.61-63.

d'« encapaciter » le territoire pour favoriser le développement de cette idée grâce à un dispositif d'« ingénierie territoriale<sup>655</sup> » permettant la production de l'action publique. Mulhouse, aidé par la « conscience écologique des habitants et des industries<sup>656</sup> », porte ainsi une responsabilité environnementale vis-à-vis de son territoire, et les dispositifs mis en place sont des leviers d'action pour y parvenir. La surenchère dans l'assurance de la capacité stratégique de Mulhouse de mener à bien ces actions va pousser la ville à redoubler d'énergie. À cet effet, la ville envoie un signal fort en étant la première ville de France à signer avec l'État en octobre 1992 une charte de l'écologie urbaine et de la qualité de vie<sup>657</sup>. Comme ancien secrétaire d'État chargé du commerce puis comme ministre du Commerce de l'artisanat et du Tourisme par intérim sous le gouvernement de Laurent Fabius, Jean-Marie Bockel a pu tisser des liens particuliers avec le Parti Socialiste au pouvoir ce qui a favorisé, à n'en pas douter, la signature à Mulhouse de cette charte avec la présence de Ségolène Royal<sup>658</sup>, ministre de l'Environnement et collègue de Jean-Marie Bockel. Lors du Projet urbain de 1993, l'ingénieur René Tabouret fait remarquer la nécessité de prendre en charge toute la situation mulhousienne dans sa complexité et penser sa transformation autrement que par l'extension : « En situation de crise, la limitation des ressources, les dysfonctionnements économiques et sociaux, l'incertitude sur le futur ramène au premier plan la responsabilité politique

---

<sup>655</sup> Le géographe Pierre-Antoine Landel identifie « l'ingénierie territoriale » lorsque les acteurs dépassent les relations de compétition, pour résulter de processus de capitalisation et permettre la production de l'action publique. Pierre-Antoine Landel « Entre politique publique et action publique » in Alain Faure et Emmanuel Négrier (Dir), éd., *Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale: critiques de la territorialisation*, Questions contemporaines (Paris: Harmattan, 2007). pp.117-122.

<sup>656</sup> « La conscience écologique des habitants et des industries a permis à Mulhouse de devenir ville-pilote dans la gestion des déchets », Ville de Mulhouse, « Révélation d'une ville singulière ». op.cit.,p.11.

<sup>657</sup> Loïc Chambaud, adjoint au maire de Mulhouse et délégué à l'urbanisme et à l'aménagement urbain, ne manque de souligner l'exemplarité de Mulhouse : « Les activités humaines et la fonctionnalité de la ville ne doivent pas être en contradictoires avec l'environnement. Ainsi Mulhouse a été, le 30 octobre 1992, la première ville de France à signer avec l'Etat une charte de l'écologie urbaine et de la qualité de la vie, s'appuyant sur trois principes : l'égalité devant l'environnement, la solidarité écologique, la transparence et la démocratie, la charte propose 52 actions à court terme (3 ans). » Loïc Chambaud, « *Le projet urbain : une certaine idée de Mulhouse* » in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Projet urbain*. op.cit.,p.20.

<sup>658</sup> La charte a été signée par le préfet du Haut-Rhin, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, l'agence de l'eau Rhin-Meuse, l'institut français de l'environnement, la ville de Mulhouse, le syndicat intercommunale à vocation multiple de l'agglomération mulhousienne, le syndicat intercommunal des transports de l'agglomération mulhousienne, et par la ministre de l'environnement, Ségolène Royal. Ville de Mulhouse, « La charte de l'écologie urbaine et de la qualité de la vie » (Mulhouse: Ville de Mulhouse, 30 octobre 1992), BSIM, BR 2965. p.1.

qui consiste à s'interroger sur les fins en même temps que sur les moyens<sup>659</sup> ». Et justement, le développement durable permet à la ville de Mulhouse d'envisager cette transformation. La ville n'est certes pas la seule en France à s'y aventurer, car « le développement durable envahit le territoire à partir de 1995...<sup>660</sup> » remarque le géographe Yves Jean. Le philosophe Dominique Bourg démontre d'abord une exception française<sup>661</sup> de l'écologie, car « les organisations porteuses de l'écologie politique apparaissent au début des années 1970<sup>662</sup> », puis ensuite une normalisation. Cette idée atteint alors son paroxysme en 1998 dans le scénario de base du « futur de Mulhouse » élaboré autour du développement durable et discuté lors de la table ronde avec les partenaires institutionnels de la ville pendant le colloque « Mulhouse, au futur » : « Et à la fin de ce siècle, Mulhouse doit se positionner en pointe sur le respect de l'environnement. N'en-a-t-elle pas déjà bien entamé la démarche avec son embellissement dû au Plan vert, à la rénovation des quartiers, aux murs peintes, à son dispositif moderne en matière de déchets, ses efforts pour la protection de l'eau, sa mission spécifique sur l'environnement, sa charte d'Écologie urbaine ? Le futur de Mulhouse est déjà commencé. Il s'inscrit dans le concept-clé du développement durable dans lequel le développement économique ne s'autolimité pas en refusant de porter son attention aux questions sociales, un développement solidaire du futur qui ne livre pas à ceux qui suivront des espaces pollués, des sites urbains désagréables, rébarbatifs, une nature réduite et dégradée, des paysages sans qualité. Le chemin de la région mulhousienne est celui du développement durable pour lequel elle a toutes les chances devant elle. Mais pour réussir il faut aussi que cette région mulhousienne trouve son identité, sa cohésion, ses équilibres, sa solidarité. C'est peut-être la condition première de l'avenir : réussir ensemble, n'est-ce pas la meilleure image que l'on puisse offrir ?<sup>663</sup> » De manière un peu réductrice, nous pouvons dire que toute la pensée

---

<sup>659</sup> René Tabouret « L'esprit du projet urbain » in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Projet urbain*. op.cit.,p.95.

<sup>660</sup> Jean Yves, « De l'État aménageur aux nouveaux territoires de l'action publiques », in Yves Jean et Martin Vanier (dir), *La France: aménager les territoires* (Paris: A. Colin, 2009). p.44.

<sup>661</sup> Dominique Bourg et Alain Papaux, « Écologie, 1980-2010: de l'exception française à la normalisation », *Le Débat* 160, n° 3 (2010): pp.94-114.

<sup>662</sup> Dominique Bourg, « Le nouvel âge de l'écologie », *Le Débat* 113, n° 1 (2001): p.92.

<sup>663</sup> Extrait du scénario de base de « Futur de Mulhouse » discuté lors de la table avec les partenaires institutionnels économiques, sociaux, culturels et politiques de Mulhouse. Société Industrielle de

du développement durable constituée à Mulhouse au cours des années 1990 est là dans ce scénario souhaitable, et conceptualisée en 2004 par la géographe Nathalie Blanc : « Ainsi, la nouveauté était double pour les études urbaines. D'une part, le primat accordé à l'individu dans la ville, à son logement, de manière plus générale à son quotidien ; d'autre part, l'importance accordée à l'environnement ou à la nature dans la ville et à la qualité de vie<sup>664</sup> ». Ce scénario fait honneur à la manière historique d'envisager l'avenir du territoire depuis la première aventure de la prospective, et démontre une fois encore comment Mulhouse s'affirme comme régulateur dans le cadre de ce mouvement de l'action publique. Le discours prospectif se rapproche ainsi d'une « écologie urbaine<sup>665</sup> », et ce récit d'avenir, qui rappelle l'imagination des pionniers de la prospective à Mulhouse au courant des années 1960 (chap.1.3), peut raisonnablement faire penser que cette thématique va transformer sérieusement la ville au XXI<sup>e</sup> siècle, d'autant plus qu'une consultation des Mulhousiens, organisée par la ville en juin et juillet 2006 sur l'avenir de la ville et les caps à donner pour les quinze prochaines années, montre que « l'urbanisme et le cadre de vie » est la première priorité des habitants<sup>666</sup>.

Et pourtant, vingt ans après ce scénario souhaitable du colloque « Mulhouse au futur », Mulhouse est encore très loin d'être considérée comme une ville majeure en France pour le développement durable. Autant Strasbourg se retrouve presque systématiquement dans le top 10 des classements « des villes les plus vertes de

---

Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. op.cit., p.158.

<sup>664</sup> Nathalie Blanc, « De l'écologie dans la ville », *Ethnologie française* 34, n° 4, 2004.p.602.

<sup>665</sup> Nathalie Blanc, géographe et directeur au CNRS, donne en 1998 cette définition de l'écologie urbaine : « Nombreux sont aujourd'hui les textes et discours qui se réfèrent à l'écologie urbaine. Il ne s'agit plus seulement de réflexions et de colloques mais de programmes d'actions, de chartes et de nouveaux services dans les collectivités territoriales. » Nathalie Blanc, « 1925-1990: l'écologie urbaine et le rapport ville-nature », *L'Espace géographique* 27, n° 4 (1998). p.289.

<sup>666</sup> Brice Teinturier, directeur général adjoint de TNS Sofres met en exergue les résultats obtenus suite aux 4594 questionnaires retournés : « Les Mulhousiens ont largement exprimé, au fil du questionnaire, leurs priorités. L'urbanisme et le cadre de vie arrivent en tête (21%), suivis de la sécurité (20%), puis à égalité des transports et des déplacements (15%) et du développement économique et de l'emploi (15%). Concernant l'urbanisme et le cadre de vie, les Mulhousiens formulent des attentes fortes sur les actions destinées à améliorer l'habitat et l'espace public, à renforcer la propreté de la ville et à développer encore les espaces verts. », Brice Teinturier « *Une prise de parole importante pour préparer l'avenir de Mulhouse* » in Ville de Mulhouse, « L'écho mulhousien "Mulhousiens, vous avez la parole": tous les résultats », supplément à l'écho mulhousien numéro 283 (Mulhouse, octobre 2006), BSIM. p.23.

France » ou du « développement durable »<sup>667</sup>, autant Mulhouse brille par son absence<sup>668</sup>. Des études approfondies mériteraient d'analyser cet échec du récit prospectif de l'écologie urbaine à Mulhouse, mais quelques pistes émergent. Michel Wiederkehr, secrétaire général de l'association Mulhouse j'y crois, estime que « l'ère de Jean-Marie Bockel n'a en rien suivi ces recommandations. Tout le monde regardait Fribourg comme des hippies soixante-huitards. Ils ne comprenaient rien de ce qui émergeait là-bas dans cette ville universitaire, de voyageurs et d'intellectuels, alors qu'ici nous sommes dans une ville d'ouvriers et de patronat conservateur confit dans son passé et son orgueil de classe<sup>669</sup> ». Dit autrement, le mathématicien Jacques Theys et la géographe Cyria Emelianoff soulignent que l'idée du développement durable est « confuse et il n'est pas étonnant qu'elle puisse donner lieu à des interprétations ou des appropriations locales totalement divergentes<sup>670</sup> ». Dans sa quête de légitimité, le projet du récit prospectif de l'écologie urbaine n'est plus une aventure, il est une conduite de réassurance. S'éloigne alors l'idée du projet voulu par l'ingénieur René Tabouret lors du Projet Urbain de 1993 : « résultant des comportements et des actions d'aujourd'hui, global et inconnu, le futur doit être l'objet d'un projet, moins au sens d'une invention que d'une stratégie de contrôle de processus réel, celui de la ville-en-transformation<sup>671</sup> ». Ce scénario du développement durable est-il finalement un leurre où « la politique est désormais le

---

<sup>667</sup> Classement « Quelles sont les villes les plus vertes de France ? » Le Monde, mars 2014 (10<sup>e</sup> position) ; classement du journal indépendant Terra éco de 2014 (11<sup>e</sup> position) ; classement de l'observatoire des villes vertes 2017 (3<sup>e</sup> position) ; classement du blog « bio à la une » « quelles sont les 5 villes les plus vertes de France ? » juin 2017 (5<sup>e</sup> position).

<sup>668</sup> Il n'a pas été possible de retrouver un classement favorable à Mulhouse. Pire encore, Mulhouse n'arrive même pas à performer dans l'une des sous-sections du dernier classement de l'Observatoire des villes Vertes réalisé en 2017 parmi les 50 plus grandes villes de France appuyé par un traitement extensif de plus de 1500 données. L'Observatoire des villes vertes a pour objectif de développer la réflexion sur les perspectives de la ville verte en France et propose des cartographies dynamiques qui recensent les projets remarquables en matière d'aménagements paysagers urbains, des focus sur les tendances de demain, ainsi qu'un « laboratoire » où se mêlent divers sondages et études sur le thème du végétal. Observatoire des villes vertes, « Les villes les plus vertes de France palmarès 2017 », Dossier de presse, pp.26-25.

<sup>669</sup> Propos recueillis suite à des échanges sur le retard constaté de Mulhouse en matière de développement durable. Michel Wiederkehr, Discussion autour des problématiques à Mulhouse - Assemblée générale de l'association Mulhouse j'y crois, 23 janvier 2019.

<sup>670</sup> Jacques Theys et Cyria Emelianoff, « Les contradictions de la ville durable », *Le Débat* 113, n° 1 (2001): p.122.

<sup>671</sup> René Tabouret « L'esprit du projet urbain » in Bulletin de la société industrielle de Mulhouse, *Projet urbain*. op.cit.,p.95.



lieu, précise Daniel Innerarity, dans lequel on gère l'impossibilité du changement en la masquant par l'impression d'une mobilité maximale<sup>672</sup> » ?

En construisant la prospective de Mulhouse de manière participative en 1998, l'espérance de cette démarche prospective était bien d'intégrer la nécessité du développement durable reconnue tout au long des années 1990 à Mulhouse. Au même moment, la région, jeune collectivité de plein droit, développe dès 1991 dans le Livre blanc de la recherche en région Alsace l'idée d'un puissant bassin d'innovation à l'échelle du Rhin supérieur. À l'image d'une réalité géopolitique présente au Moyen Âge<sup>673</sup>, un cluster trinational est alors échafaudé pour réunir les régions frontalières du Rhin supérieur autour des biotechnologies. Le concept de « biovalley » voit ainsi le jour en 1996<sup>674</sup> et le réseau Biovalley associe « depuis 1998 des établissements universitaires, des entreprises innovantes et des institutions économiques des collectivités territoriales françaises, allemandes et suisses<sup>675</sup> ». Ce projet aboutit en 2001 à l'adoption d'un « Cadre d'organisation pour l'aménagement du territoire de la Conférence du Rhin supérieur<sup>676</sup> ». Ainsi, face à cette « biovalley » en devenir, Mulhouse entend affirmer son identité en s'engageant dans la mise en œuvre du développement durable appliquée à son territoire pour se démarquer de la région, à l'image, encore une fois, de l'indépendance de la République de Mulhouse.

---

<sup>672</sup> Dominic Desroches, *Penser le temps politique: entretiens philosophiques à contretemps avec Daniel Innerarity* (Québec: Presses de l'Université Laval, 2011). p.126.

<sup>673</sup> L'historienne médiéviste Odile Kammerer montre dans son ouvrage la complexité politique des réseaux et des ligues urbaines pratiquée dans le Rhin supérieur : « L'étude des pouvoirs politiques enracinés dans les riches terroirs de l'Oberrhein entre 1250 et 1350 a fait apparaître une mosaïque de forces s'équilibrant ou se contrecarrant, sans processus de territorialisation comme dans d'autres régions. [...] Dans le cadre de la cohabitation des forces politiques de la région, une première approche a permis de saisir, en arrêt sur image, les villes comme monades, dans leur développement singulier au sein d'une même famille urbaine. » Odile Kammerer, *Entre Vosges et Forêt-Noire: pouvoirs, terroirs et villes de l'Oberrhein ; 1250 - 1350*, Publications de la Sorbonne Histoire ancienne et médiévale 64 (Paris: Publications de la Sorbonne, 2001). p.239.

<sup>674</sup> Délégation régionale à la recherche et à la technologie, Livre Blanc de la recherche en région alsace, juin 2001, contribution introductive de l'APR (Association de prospective Rhénane) (1991), *L'avenir de l'Alsace dans le nouveau contexte européen*. pp.1-11. Le concept « Biovalley » a été également repris par l'APR au 4<sup>e</sup> congrès tripartite « La Région économique du Rhin supérieur, un modèle pour l'Europe », tenu en décembre 1992 à Karlsruhe : « deux scénarii pour le Rhin supérieur », Cahiers de l'APR numéro 8, Strasbourg, Janvier 1993, 45 p.

<sup>675</sup> Nicolas Stoskopf et Pierre Vonau, « La grande mutation industrielle », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004): op.cit.,p.185. Voir aussi le site internet : <https://www.biovalley-france.com/fr/>

<sup>676</sup> Conférence du Rhin supérieur, *Cadre d'organisation pour l'aménagement du territoire de la Conférence du Rhin supérieur*, décembre 2001, 57 p.

Le but du colloque « Mulhouse au Futur » était de territorialiser les problématiques et les stratégies d'action pour mener une politique locale de développement durable. Au regard de la différence entre ce qui était alors souhaité, et ce qui s'est réellement réalisé depuis, il est nécessaire de souligner toute la difficulté de traduire conceptuellement et opérationnellement le développement durable à l'échelle mulhousienne. Néanmoins, le développement durable a été un formidable prétexte car il est d'abord « l'expression d'un problème – l'intrication de crises économiques, sociales et environnementales – et de la difficulté à y faire face <sup>677</sup> ». Le récit prospectif mulhousien était de travailler à l'acclimatation de cette conscience du développement durable pour en faire un marqueur identitaire et un instrument d'action publique. En somme, il s'agissait d'en faire une norme de l'action publique mulhousienne comme un système de valeurs spécifiques partagées par l'ensemble des acteurs du territoire à l'image des normes et valeurs épousées par l'élite locale lors de la première aventure de prospective à Mulhouse (voir chap.1.). Par cette démarche du développement durable, Mulhouse tente alors de renouveler sa pratique historique de la prospective comme dispositif d'une gouvernance efficace locale. Mais les sociologues Muriel Tapie-Grime et Cécile Blatrix et le politologue Patrick Moquay admettent des limites de la gouvernance à cet égard, car « il est douteux que la seule incantation du développement durable fasse apparaître spontanément une coalition vertueuse d'acteurs fermement décidés à modifier en profondeur leurs pratiques <sup>678</sup> ». S'il a été possible de réunir les acteurs du territoire lors du colloque « Mulhouse au Futur » pour participer à l'élaboration collective de cette stratégie de développement durable, la démarche prospective a aussi pu consolider et officialiser de nouveaux rapports de forces. Tel qu'il est défini par ce

---

<sup>677</sup> « Plus qu'une solution, le développement durable est d'abord, et avant tout, l'expression d'un problème – l'intrication de crises économiques, sociales et environnementales – et de la difficulté à y faire face. » Catherine Aubertin et Franck-Dominique Vivien, « Le développement durable : décrypter les enjeux politiques », Catherine Aubertin et Franck-Dominique Vivien, in *Le développement durable : enjeux politiques, économiques et sociaux*, La Documentation Française (Paris, 2006). Etudes n°5226, p.14.

<sup>678</sup> « La gouvernance, en assurant – dans le meilleur des cas – l'implication la plus large possible des acteurs locaux, peut parer les stratégies de développement durable d'une forme de légitimité démocratique qui semble leur faire actuellement défaut. [...] Mais il est douteux que la seule incantation du développement durable fasse apparaître spontanément une coalition vertueuse d'acteurs fermement décidés à modifier en profondeur leurs pratiques. » Muriel Tapie-Grime (dir) et al., *Développement durable et démocratie participative: la dynamique performative locale* (La Défense: Plan urbanisme construction architecture, 2007). p.32.

colloque<sup>679</sup>, le défi prospectif du développement durable est utile à Mulhouse pour clarifier les multiples participations. Face aux milliers de témoignages recueillis auprès de la population mulhousienne, et les centaines de contributions des différents experts, le développement durable s'exerce comme une « fonction de triage » en permettant de faciliter l'écriture d'un unique scénario souhaitable pour l'avenir de la ville. Le récit territorial alors imaginé peut prendre toute sa place dans cette complexité des jeux d'acteurs du territoire en cristallisant l'appropriation, et par la suite, Mulhouse devient légitime pour mener à bien ce « récit de politiques publiques<sup>680</sup> ». Mulhouse a bien compris l'importance de la prospective qui, en plus d'être un dispositif efficace de gouvernance, permet aussi d'affirmer une identité dans le nouveau paysage institutionnel en affirmant ainsi son positionnement, son récit politique, et son marketing territorial. Mais comme nous l'avons précédemment souligné, cette vision n'a pas pu s'inscrire durablement sur le territoire au point de faire de Mulhouse une ville référence comme ce qui était alors imaginé. Cependant, face à cette désillusion, de nouvelles promesses de participation, notamment avec la population, ont pu voir le jour à Mulhouse : « en prenant, précise Chloé Vidal, le risque d'expérimenter de nouveaux dispositifs prospectifs participatifs, et presque malgré elle, l'institution a pu finalement contribuer à raviver le désir de démocratie<sup>681</sup> ». En reprenant l'expression de l'ancien président de la Région Adrien Zeller, Mulhouse tente alors de mettre en œuvre une « excellence territoriale<sup>682</sup> »

---

<sup>679</sup> Au final, la définition donnée au développement durable à Mulhouse est celle qu'on retrouve ailleurs. Les quatre dimensions sont reprises : la problématique environnementale, la dimension sociale, la dimension économique, et la dimension éthique et culturelle. Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. op.cit.,p.110.

<sup>680</sup> « Les récits de politiques publiques représentent une forme que revêtent les éléments cognitifs attachés à une politique publique. Ils peuvent être une composante d'un discours plus vaste. Les récits de politiques publiques peuvent aussi donner de la substance, fournir des normes de comportement, dramatiser un contexte ou soulever des émotions à l'intérieur d'un référentiel » Radaelli Claudio M, « Récits (Policy narrative) » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot, et Pauline Ravinet, éd., *Dictionnaire des politiques publiques*, 3e éd. actualisée et augm, Domaine Gouvernances (Paris: Presses de Sciences Po, 2010). p.548.

<sup>681</sup> Vidal, « La prospective territoriale dans tous ses états: Rationalités, savoirs, et pratiques de la prospective (1957-2014) ». op.cit.,p.401.

<sup>682</sup> Adrien Zeller souligne : « Chaque territoire dans sa singularité devra s'efforcer de faire converger les objectifs, les stratégies, et les intérêts des acteurs publics et privés présents, au bénéfice d'une meilleure gouvernance territoriale. C'est encore l'excellence territoriale qui sera recherchée, processus permanent d'amélioration dont le but est de satisfaire les attentes d'une « communauté » territoriale et de valoriser ses réalisations, au-delà de toute frontière institutionnelle et en association étroite avec la société civile. » Adrien Zeller et Pierre Stussi, *La France enfin forte de ses régions: glossaire engagé de la décentralisation*, Collection Fidécitea (Paris: Gualino, 2002).p.180.

par ses propres actions de prospectives menées au courant des années 1990 pour lutter contre une compétition interterritoriale toujours plus forte. Mais déjà, Mulhouse doit faire face à de nouvelles crises au tournant des années 2000. Vincent Claustre montre que la « situation économique et sociale de l'Alsace, comme celles des régions voisines laisse entrevoir depuis peu un avenir bien incertain<sup>683</sup>», et Henri Nonn souligne quant à lui que « l'Alsace est aux prises avec des inquiétudes sur son développement<sup>684</sup> ». Pire encore, face aux changements économiques en cours, Nicolas Stoskopf identifie en réalité : « une crainte plus fondamentale, celle d'une remise en cause de la grande mutation opérée par l'économie alsacienne au cours du dernier demi-siècle<sup>685</sup> ». Et l'Alsace a subi de plein fouet la crise financière internationale de 2008 et ses conséquences<sup>686</sup>. Dans l'avant-propos du Projet Y de la SIM publié en 2014, le maire de Mulhouse Jean Rottner met en exergue l'étendue de la crise en cours : « Nous sommes toujours au cœur d'une crise économique. Parce qu'on ne reviendra pas en arrière, nous devons changer de logiciel économique : il n'y aura pas de retour à l'ancienne croissance mais, on peut l'appeler de nos vœux, l'émergence d'une autre forme de développement, plus économe en énergie, en eau, en ressources naturelles, plus respectueuses de l'Homme et de son environnement<sup>687</sup> ». Paradoxalement, Mulhouse n'a cessé de faire face aux crises depuis l'après-guerre, et ce n'est pas le déficit de démarche collective de prospective depuis 1998, ni même l'enchevêtrement des compétences ou encore la complexité des dispositifs qui vont aider Mulhouse à établir des enjeux et des choix pertinents au cours de la décennie des années 2000. Malgré tout,

---

<sup>683</sup> Vincent Claustre et Léa Stéphane, « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004). op.cit.,p.401.

<sup>684</sup> « Quoi qu'il en soit, l'Alsace est aux prises avec des inquiétudes sur son développement, qu'il soit mesuré à l'aune de l'attractivité de sa métropole (comparée à ses semblables dans l'Hexagone) ou marqué par un ralentissement actuel de sa capacité à produire des richesses (évolution du PIB). Nonn, *L'Alsace actuelle*. op.cit.,p.161.

<sup>685</sup> « L'inquiétude qui se manifeste aujourd'hui devant les menaces de délocalisation et les risques de désindustrialisation traduit en réalité une crainte plus fondamentale, celle d'une remise en cause de la grande mutation opérée par l'économie alsacienne au cours du dernier demi-siècle. Celle-ci frappe par son ampleur : l'économie ancienne, héritée du passé, a été détruite, dans une proportion qu'il est difficile de préciser, comme après un grand tremblement de terre. » Nicolas Stoskopf et Pierre Vonau, « La grande mutation industrielle », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004). op.cit.,p.192.

<sup>686</sup> Jacqueline Finel, « La région fragilisée par la crise économique », Chiffres pour l'Alsace- Dossier (Strasbourg: INSEE-Alsace, 30 juin 2010).

<sup>687</sup> Société Industrielle de Mulhouse, « Projet Y édition spéciale » (Mulhouse: Société Industrielle de Mulhouse, 2014).

l'essai de prospective du Projet Y élaboré en 2014 par des membres de la SIM<sup>688</sup>, dernier bulletin de la SIM à ce jour, tente d'apporter un éclaircissement dans ce brouillard de crises en proposant « un projet culturel fort » et en donnant « du sens et du contenu<sup>689</sup> ». Il ne s'agit plus ici de démarche participative et pas non plus de développement durable, mais d'un « méta-projet<sup>690</sup> » qui vise à une relecture du territoire par rapport au futur souhaité par des membres de la SIM en apportant une touche numérique à la ville, ce qui a d'ailleurs été totalement passé sous silence<sup>691</sup> par les acteurs locaux lors du colloque « Mulhouse au Futur » de 1998. Ce travail, en plus de renouer en partie au discours du progrès, montre à quel point comment l'élite locale<sup>692</sup> s'attache encore à l'histoire industrielle de Mulhouse et comment elle n'arrive pas à en faire son deuil, processus jugé comme nécessaire par Marie-Claire Vitoux en 1997, et souligné autrement plus tard lors d'une conclusion aux actes de la quatrième table ronde Rhin Sud par l'économiste Gérald Cohen : « Nous pouvons

---

<sup>688</sup> Le nom « Projet Y » a été annoncé la première fois le 17 septembre 2013 à la SIM à l'occasion de la présentation d'ImageAlsace, en présence de Philippe Richert. Les auteurs sont Pascal Bangratz, Guillaume Delemazure, Béatrice Fauroux, Luc Gaillet (le président de la SIM), Frédéric Guthmann, Dominique Huard, Jean-Marc Lesage, Michel Lévy et Stephan Muzika. Société Industrielle de Mulhouse. op.cit.,p.39.

<sup>689</sup> « Le Projet Y sera la réponse du Sud Alsace à la nécessité pour l'Alsace de renforcer son identité par un projet culturel fort. L'importance de cet enjeu a été maintes fois soulignée par Joël Gayet, maître d'œuvre des réflexions préalables au lancement de la marque Alsace. Il s'agit maintenant de donner du sens et du contenu à ce projet, qui viendra, aussi bien que le projet Campus Industrie 4.0, s'intégrer dans la dynamique globale de la « Fabrique de projets » lancée par la SIM le 23 décembre 2013 », « Projet Y édition spéciale », Ibid., p.6.

<sup>690</sup> Luc Gaillet, président de la SIM : « Le Projet Y n'est pas à proprement parler un projet. C'est un « méta-projet ». « Projet Y édition spéciale », Ibid., p.3.

<sup>691</sup> Le numérique et Internet n'ont pas été pris en compte par les acteurs locaux dans la démarche de prospective « Mulhouse au Futur ». Pourtant, François Denieul, politologue et économiste fut bien le seul à mettre en avant l'importance d'internet : « Je crois qu'il est important d'insister là-dessus (l'exploitation audacieuse et en profondeur des nouvelles technologies de l'information). Il ne suffit pas simplement d'avoir des ordinateurs et d'être branchées. D'ailleurs, vous avez de point de vue-là, un atout considérable parce que Mulhouse est câblée et que vous allez aussi pouvoir avoir Internet sur le câble. Pas seulement de savoir techniquement utiliser les logiciels, internet, etc., mais beaucoup plus comment savoir créer du commerce électronique parce que, si vous voulez, compte tenu de ce que je vous disais rapidement sur la loi de Metcalfe, plus vous avez d'informations, plus vous pouvez générer des flux qui eux-mêmes génèrent des flux d'affaires.» Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. op.cit., p.13.

<sup>692</sup> Plus récemment, en mars 2018, M2A épaulée par la Chambre de commerce et d'industrie, mais aussi par près de 60 partenaires ont tenté de s'unifier pour donner « l'envie de venir à Mulhouse ». Malgré le marketing et la publicité, ce projet n'a pas duré car ils n'ont pas réussi à partager une vision commune de l'avenir. FZ, « Mulhouse Alsace Attractiv' ou comment « donner l'envie » », 18 mars 2018, L'Alsace édition.

conclure la matinée par cette métaphore : la survalorisation du passé, c'est une difficulté pour concevoir l'avenir<sup>693</sup>».

Les démarches de prospective à Mulhouse s'avancent comme une philosophie de l'action collective en conjuguant les temps passé, présent et futur. Par ces pratiques prospectives, Mulhouse tente d'offrir une traduction homogène et partagée de l'avenir. Au regard des pratiques historiques de prospective pratiquées par la région Alsace, Vincent Claustre, l'identifie comme pionnière pour penser son avenir, et il constate au tournant des années 2000 que la prospective est dorénavant « devenue l'instrument indispensable d'une bonne gouvernance territoriale<sup>694</sup>». Mieux encore, au travers de l'histoire de la prospective à Mulhouse, de ses évolutions et de ses conséquences, nous pouvons affirmer que la prospective pratiquée à Mulhouse se démarque encore une fois du reste de la région, et même de la France, car elle n'a cessé d'agir comme un dispositif de gouvernance efficace locale depuis les années 1950 et 1960.

En conclusion, la prospective avortée du développement durable à Mulhouse peut participer à une refondation de l'être et l'agir collectif. Il s'agit en quelque sorte de s'appuyer sur ces expériences historiques pour créer une nouvelle manière de pratiquer la prospective à Mulhouse pour « nous permettre de comprendre, précise Chloé Vidal, comment se produisent les territoires du collectif et de quelles façons ils interviennent dans l'organisation des pratiques des hommes ordinaires, afin de pouvoir construire collectivement un projet d'habitabilité soutenable<sup>695</sup> ».

---

<sup>693</sup> Gérald Cohen, Actes de la 4e table ronde Rhin-sud: Le retour de la prospective, 28 mai 2004. op.cit., p.49.

<sup>694</sup> Vincent Claustre et Léa Stéphane, « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace », *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004). op.cit., p.222.

<sup>695</sup> Vidal, « La prospective territoriale dans tous ses état: Rationalités, savoirs, et pratiques de la prospective (1957-2014) ». op.cit., p.257.



## Partie II – Des « regards » au service d'un renouvellement de la prospective sur le Sud Alsace

Faire l'histoire de la prospective à Mulhouse revient à adopter par analogie la formule créée en 1973 par le professeur de droit public Lucien Nizard à propos de la planification : sa prise en considération permet « (d') étudier autre chose que la *prospective* : ce donné qu'elle révèle en prétendant l'organiser<sup>696</sup> ». Nous avons en effet précédemment mis en exergue que le processus de prospective, son ambition intentionnelle, se révèle dans la régulation des rapports entre les parties prenantes du territoire. En tant que dispositif de régulation politique du Sud Alsace, elle s'emploie tout à la fois à la pratique d'une gouvernance efficace, aux renouvellements et aux modifications des actions sur un mode libéral et municipaliste. La prospective à Mulhouse a été depuis la fin des années 1950 un dispositif de régulation sociale et politique au service de la ville, en s'attachant d'abord à prendre en compte la complexité du territoire et à enraciner la réflexion collective sur l'aménagement du territoire conjointement à une réflexion sur les valeurs. Par son application, Mulhouse entend mettre en ordre l'espace, le social et sa gouvernance auprès d'acteurs qui se déploient au fur et à mesure des évolutions institutionnelles et économiques. Lors de l'aventure de la prospective à Mulhouse dans les années 1950 et 1960, puis lors de son rebond à la fin des années 1980, sa mise en oeuvre a surtout mis en avant le caractère inflexible des crises en cours. Or, comme nous l'avons souligné, il n'y a pas eu de démarche prospective collective depuis la dernière « grande messe » en 1998, d'autant plus que les crises n'ont pas cessé de s'accélérer et de s'amplifier depuis le début du nouveau millénaire. Mulhouse a en quelque sorte rompu avec sa propre tradition participative de prospective, alors qu'elle avait été à plusieurs reprises à l'avant-garde de cette pratique à la fois dans la région et en France.

Par cette absence, l'histoire de la prospective à Mulhouse n'invite pas seulement à de nouveaux « regards » dans le temps linéaire, elle nous amène également à nous poser la question de son « renouvellement » dans le spectre complexe de l'évolution des modes de régulation politique. Mais assurer la reprise

---

<sup>696</sup> Lucien Nizard, « Administration et société : planification et régulations bureaucratiques », *Revue française de science politique* 23e année, n° n°2 (1973): p.203.

ou la transformation de la prospective nécessite d'apporter des « regards » renouvelés, comme un processus à cheval entre sa propre histoire, l'application de méthodes rigoureuses et la subtile conjugaison des enjeux locaux et globaux.

Dans cette optique, la prospective contribue d'abord à nuancer les états des lieux élaborés lors des démarches de prospective précédentes, qui considéraient l'espace du Sud Alsace comme un simple objet à appréhender de façon complexe en cultivant un « *regard systémique* » avec l'entrée en turbulence dans l'ère de l'anthropocène. En plus de souligner les forces et les faiblesses, les menaces et les opportunités pour pouvoir se poser les bonnes questions, l'état des lieux du territoire est un moyen d'identifier les signaux faibles et les points de rupture<sup>697</sup>, mais aussi d'entrevoir des trajectoires multiples rendues possibles par la part d'indéterminé que Raymond Woessner décrit comme des « bifurcations » via l'introduction d'innovations ou encore des phénomènes d'« émergence », qu'il définit comme des « ruptures dans les trajectoires territoriales<sup>698</sup> » pouvant ainsi créer un nouveau « modèle » du territoire. Les futurs possibles du Sud Alsace dépendent des racines historiques, de l'environnement proche et lointain, mais aussi de ressources locales limitées en quantité et en temps (ressources humaines, technologiques, financières, énergétiques, organisationnelles). Les prochaines décennies peuvent être diverses et variées, mais le Sud Alsace restera dans un champ des possibles, que le diagnostic peut déjà prendre en compte dans un contexte aux flux mondialisants<sup>699</sup> afin d'identifier les injonctions probables sur le long terme, détecter des marges de manœuvre et repérer des potentiels. Cependant, si l'approche systémique bute sur des limites pour l'élaboration du diagnostic, ce travail reste nécessaire avant toute tentative de prospective (chap 4).

---

<sup>697</sup> Delatour, Richard et Laclémence, « Sécurité globale, anticipation, initiative : le rôle des signaux faibles », Université de Technologie de Troyes, 11 juillet 2017.

<sup>698</sup> « Le territoire est confronté à une série d'opportunités et de menaces qui, à un moment ou à un autre, guident ses choix de développement, convoquent le capital social et l'intelligence collective des acteurs. Pourra-t-on déceler des « moments » qui témoignent de ruptures dans les trajectoires territoriales et qui font ainsi apparaître des phénomènes inscrits et préparés dans le temps long ? » Raymond Woessner, « La territorialisation : proposition pour la compréhension du phénomène par une entrée systémique », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* octobre, n° 4 (2010): p.670.

<sup>699</sup> Dearing, J. A et al., « Complex land systems: the need for long time perspectives to assess their future », *Ecology and Society*, 15, n° 4 (2010).

Ce diagnostic systémique du Sud Alsace, qui ne prétend pas à être exhaustif, offre une autre vision que celles établies lors des démarches de prospective à Mulhouse. Si le Sud Alsace paraît vigoureux et dynamique, paradoxalement, ce territoire connaît une croissance de sa vulnérabilité et devient plus sensible et moins robuste face à des perturbations endogènes et exogènes. En effet, de petites perturbations peuvent facilement faire vaciller toutes ces configurations humaines et physiques, puisque leur niveau d'interdépendance est élevé, ce qui peut provoquer des effets de cascade disproportionnés. Néanmoins, s'il existe un potentiel de dérèglements majeurs dans le Sud Alsace (complexes, internes et externes), il est aussi possible qu'aucun d'entre eux ne survienne dans l'immédiat. Pourtant, s'il est difficile de les anticiper, les entrées par lesquelles ces événements peuvent s'immiscer dans le Sud Alsace sont décelables et repérables : il devient possible d'éclairer de façon rigoureuse les futurs possibles à partir de cette base préexistante. En plus de pouvoir renouer avec la tradition participative des démarches de prospective à Mulhouse, la tentative de prospective voulue dans cette thèse peut aussi s'inscrire dans le renouvellement général des pratiques de la prospective. Selon l'hypothèse défendue par Chloé Vidal dans sa thèse, la prospective territoriale serait amenée à se modifier en profondeur en produisant un « regard diplomatique<sup>700</sup>» qui n'existe pas encore, qui remet en question les catégories politiques de la légitimité démocratique, et qui ne cherche pas à combiner les récits des acteurs du territoire avec celui de l'institution ou du territoire. Cette « prospective diplomatique » marque un pas de côté et ouvre réellement la reconfiguration du récit officiel. Ce processus paraît nécessaire au regard du dérèglement climatique, des risques locaux de rupture, du diagnostic systémique du Sud Alsace et de l'élan avorté du développement durable lors de la seconde vague de la prospective à Mulhouse (chapitre.3.3). Une réflexion conjointe et collective, sur ce qui se construit sur le territoire et ce qui advient par « la surprise des choses », pour reprendre la citation de Pierre Massé, doit dorénavant être déployée pour penser collectivement à l'intégration des vulnérabilités internes et externes dans le territoire, car « il serait en effet illusoire de mener des “politiques climatiques” visant uniquement à maintenir la durabilité interne du territoire, si celles-ci ne se soucient

---

<sup>700</sup> Vidal, « La prospective territoriale dans tous ses état : Rationalités, savoirs, et pratiques de la prospective (1957-2014) ». op.cit.,p.262.

pas simultanément de maintenir également leur durabilité externe. L'intégration de cette dimension extraterritoriale dans les politiques locales (qui doivent se préoccuper de la viabilité de leur territoire tout en ne compromettant pas la viabilité des autres territoires) implique une profonde redéfinition des priorités et des représentations du territoire et de l'action publique<sup>701</sup> ». En quelque sorte, François Bertrand et Laurence Rocher, spécialistes des politiques locales d'environnement, appellent à la refondation du « récit de politiques publiques » qui avait été permis lors de la deuxième vague de la prospective à Mulhouse dans les années 1990. Repenser les risques et les vulnérabilités à l'échelle du Sud Alsace par la « prospective diplomatique » peut permettre de mener une réflexion territoriale sur le devenir catastrophique de nos sociétés, rappelé par le géographe Michel Lussault : « Jadis, on a pu connaître des conditions où un monde pouvait disparaître et disparaissait bel et bien ; aujourd'hui, les conditions sont peut-être réunies pour que le Monde puisse envisager sa fin – pas la fin de l'humanisation de la Terre, mais de cette forme particulière et historique d'habitation que le Monde représente<sup>702</sup> ». Parce que « *regard prospectif* », la prospective d'anticipation, en complément de la prospective exploratrice, peut devenir, avec la participation des acteurs locaux, une réflexion sur « l'immunité » du Sud Alsace et de sa capacité à produire du changement, comme ce fut historiquement le cas lors des démarches de prospective à Mulhouse. Un renouvellement méthodologique est également nécessaire avec l'utilisation de la méthode morphologique, qui peut tenir compte de la complexité du Sud Alsace, des exigences historiques de la prospective à Mulhouse et des enjeux du renouveau de la prospective. Si le « *regard prospectif* » exercé dans notre étude, une première à Mulhouse, n'est qu'une ébauche de cette « prospective diplomatique », il a au moins le mérite d'éclairer une partie du « flou »,

---

<sup>701</sup> François Bertrand, Laurence Rocher et Patrice Melé, « Le changement climatique, révélateur des vulnérabilités territoriales ? Action publique locale et perceptions des inégalités écologiques », Rapport final (CNRS - Université François Rabelais, décembre 2007). pp.9-10.

<sup>702</sup> « Nous entrons donc dans une ère marquée par la prégnance du principe de vulnérabilité globalisée. Il résulte bel et bien de la mondialisation, de ses caractéristiques fondamentales, du jeu de ses forces imaginantes et instituantes – en particulier l'urbanisation. Mais il s'avère aussi une de ses forces, stimule la mondialité (par les défis qu'il pose). Et, enfin, il est une possible menace pour l'entière et l'intégrité de ce Monde dont il procède. Jadis, on a pu connaître des conditions où un monde pouvait disparaître et disparaissait bel et bien ; aujourd'hui, les conditions sont peut-être réunies pour que le Monde puisse envisager sa fin – pas la fin de l'humanisation de la Terre, mais de cette forme particulière et historique d'habitation que le Monde représente. » Michel Lussault, *L'avènement du monde: essai sur l'habitation humaine de la Terre*, La couleur des idées (Paris : Éditions du Seuil, 2013). p.251.

de permettre de formuler de nouvelles questions et de se donner les moyens d'apporter des réponses. La prospective aura alors la capacité de développer dans le Sud Alsace une culture de l'hésitation et de la consultation, afin de relever collectivement les défis complexes du territoire (chap 5).

En plus d'être vulnérable, le Sud Alsace n'est pas estimé comme stable et figé. Face au diagnostic systémique du Sud Alsace (chap.4) et face aux résultats des deux méthodes de prospective (chap.5), il devient nécessaire de proposer des pistes de réflexion pour prendre en charge la grande vulnérabilité du territoire, qui pourrait potentiellement provoquer son effondrement. « Qu'est-ce que je peux voir et qu'est-ce que je peux dire aujourd'hui ? » : la question réflexive est sans âge. Gaston Berger aurait aussitôt ajouté avec un esprit de conquête et armé d'une éthique humaniste, « et qu'est-ce que je peux faire ? ». Ainsi, en miroir de cette vulnérabilité croissante du Sud Alsace se trouve la notion de résilience. Nommée « buzzword » en janvier 2013 par le magazine *Time*<sup>703</sup>, la résilience devient le mot référence pour un grand nombre d'institutions. Selon la définition donnée par le philosophe Dominique Bourg dans le dictionnaire de la pensée écologique, un système est résilient « s'il perdure malgré les chocs et perturbations en provenance du milieu interne et/ou de l'environnement externe<sup>704</sup> ». Les géographes Géraldine Djament-Tran et Magali Reghezza-Zitt complètent la définition : « La résilience désigne plus largement l'aptitude d'un système à poursuivre son existence, à maintenir sa structure tout en intégrant des transformations, voire à susciter les mutations qui lui permettront de continuer à exister<sup>705</sup> ». Notre immersion depuis plusieurs années dans le Sud Alsace a été l'occasion d'une première observation, de premiers questionnements sur les traces d'une activité de la résilience : découvrir « ce que font les gens », de quelle manière ce « *regard empirique de la résilience* » se « fait », et quels sont les effets propres et les effets politiques de ces dispositifs mis en place au titre d'une prospective. Un vaste chantier s'ouvre aujourd'hui pour mieux comprendre une application « *empirique* » de la résilience à l'échelle du Sud

---

<sup>703</sup> Bryan Walsh, « Adapt or Die: Why the Environmental Buzzword of 2013 Will Be Resilience », 8 janvier 2013, TIME édition, sect. Ecocentric.

<sup>704</sup> Dominique Bourg et Alain Papaux, éd., *Dictionnaire de la pensée écologique*, 1re éd, Quadrige (Paris: Presses universitaires de France, 2015). p.867.

<sup>705</sup> Géraldine Djament-Tran et Magali Reghezza-Zitt, éd., *Résilience urbaines : les villes face aux catastrophes*, Fronts pionniers (Paris: Éditions Le Manuscrit, 2012). p.33.

Alsace et pour identifier le rôle qu'elle peut activement jouer dans l'action publique territoriale. Mais élaborer des stratégies de résilience demande au préalable de faire des choix stratégiques et psychologiques : qu'est-ce que le Sud Alsace peut faire ? Puis, que va-t-il faire ? La mise en place de la résilience en étant encore à ses débuts, tout reste encore à penser, créer et œuvrer. Le « *regard systémique* » et le « *regard prospectif* » incitent à apporter des pistes de réflexion « *empirique* » dépassant un cadre limité, afin de propulser la résilience à une plus grande échelle, à une autre envergure. Mais cette bascule demande de mettre en place des stratégies à la juste échelle en fonction du territoire, de ses caractéristiques, de son histoire et des parties prenantes. L'échelle communale serait la plus pertinente pour la mise en place de la résilience, car il s'agit d'un espace public qui peut être plus facilement activé et occupé. S'il a été nécessaire de reconnaître les forces, mais aussi les écueils du concept protéiforme de la résilience, il est toutefois envisageable d'axer sa réflexion à l'échelle des communes du Sud Alsace, grâce à une nouvelle démarche participative et à des méthodes rigoureuses. Une mise en perspective globale permet d'envisager un faisceau de choix possibles dans le cadre d'une action publique territoriale. Pourtant, et c'est le grand paradoxe de la prospective, le temps risque de manquer pour la mise en place de la résilience dans le Sud Alsace (chap 6).

Aujourd'hui, le discours prospectif du Sud Alsace peut rendre compte de la concomitance de ces trois « regards » qui témoignent, en quelque sorte, d'un renouvellement de la prospective et de l'affirmation progressive de la résilience comme action publique territoriale. Nous faisons l'hypothèse que la prospective sera amenée à se transformer en profondeur en développant un regard résilient vis-à-vis de l'action publique territoriale, qui n'existe pas encore en Sud Alsace. Cette prospective pourrait réinterroger l'action publique et politique du Sud Alsace au regard des résultats et des potentiels face à ces nouvelles perspectives.

Examinons alors l'un après l'autre ces trois « regards » que la prospective cultive, ces trois démarches du territoire qui coïncident aujourd'hui pour renouveler le discours prospectif sur le Sud Alsace.



## Chapitre IV – Un regard systémique sur le Sud Alsace

S'il y a bien une habitude remarquable dans l'histoire de la prospective à Mulhouse, c'est celle de l'élaboration d'un bilan de la situation, d'un état des lieux, d'un diagnostic. Que ce soit lors de l'aventure de la prospective au tournant des années 1950 et 1960, ou encore lors de son rebond dans les années 1990, le diagnostic du territoire a toujours été réalisé avec pragmatisme et mesure. Ces diagnostics nous ont d'ailleurs permis d'identifier les intérêts historiques de l'élite locale au cours de la seconde moitié du XXe siècle à Mulhouse. Sa diffusion et son partage collectif ont été une condition sine qua non à la mise en place de la prospective comme un dispositif efficace de gouvernance locale.

Cette histoire mulhousienne nous encourage à renouveler cette expérience du diagnostic. Aujourd'hui, les enjeux de l'anthropocène ne peuvent plus être ignorés, alors qu'ils étaient absents lors des démarches de prospective à Mulhouse. Il convient d'imbriquer ces éléments exogènes à ceux qui sont propres au territoire. Concilier ces deux approches n'est pas sans difficulté et sans risque, puisqu'il existe plusieurs temporalités et plusieurs spatialités. Toutefois, même si des études supplémentaires devraient approfondir ce diagnostic, une première analyse systémique paraît nécessaire pour aborder sous un nouvel angle les problématiques du Sud Alsace, et pourquoi pas, pour apporter d'autres pistes de réflexion systémique (4.1).

Quel que soit le territoire pris en compte, les phénomènes englobants comme le climat et l'énergie pèsent un poids considérable, constituant à la fois un champ d'opportunités et de menaces pour le jeu spécifique d'acteurs et les risques : cette observation vaut aussi pour le Sud Alsace. Néanmoins, ces enjeux sont à considérer dans la dimension systémique du Sud Alsace, en veillant aux « allers-et-retours » entre l'analyse globale et locale. Il s'agit d'éclairer le diagnostic sur le Sud Alsace par une tentative systémique du couple climat-énergie (4.2.).

Les analyses socio-économiques ont toujours été réalisées avec brio lors des démarches antérieures de prospective. Il ne s'agit pas de faire mieux, mais de faire autrement en portant un regard sur ces aspects susceptibles de connaître des

changements face à l'augmentation de la vulnérabilité du territoire. C'est ainsi qu'émergera un diagnostic systémique du Sud Alsace sur lequel il sera possible de se baser pour la réalisation des différentes études de prospective (4.3.).

#### 4.1 La nécessaire analyse systémique

L'histoire des cités, voire des civilisations, est remplie de cas de crises, voire d'effondrement, causées par des menaces extérieures au système malgré le peu de pression dont elles ont besoin pour s'imposer sur une zone plus restreinte<sup>706</sup>. À Mulhouse, les diagnostics historiques lors des démarches de prospective se sont rarement aventurés sur les signes avant-coureurs ou encore sur des possibles « ruptures », mais ont été au contraire concentrés sur les forces et faiblesses sans concilier pour autant les analyses exogènes et endogènes au territoire. Cette tendance historique à mener un diagnostic « autocentré » sans élargir pour autant les analyses peut être considérée comme un repli sur soi<sup>707</sup>. L'idée du développement durable développée à Mulhouse lors du rebond de la prospective semblerait marquer une rupture dans la prise en compte des éléments exogènes, mais comme nous l'avons vu (chap.3.3), ce récit prospectif de l'écologie urbaine a surtout permis à la ville de mener une conduite de réassurance pour gagner en légitimité face à la complexité des jeux d'acteurs en affirmant ainsi son positionnement, son récit politique, et son marketing territorial. Ces diagnostics historiques ont été réalisés de manière statique et non dynamique. Or le Sud Alsace, comme tout territoire, est « composé, précise le géographe Alexandre Moine, de sous-systèmes, d'éléments, et surtout de relations multiples, notamment des boucles de rétroaction positive ou négative, qui évoluent dans le temps. En effet, une boucle de rétroaction domine, liant deux sous-systèmes essentiels : celui de

---

<sup>706</sup> Les historiens sont bien placés pour mettre en perspective l'histoire des civilisations, anciennes et glorieuses, aujourd'hui éteintes comme ce fut le cas pour les sumériens, les mayas, les indiens Anasazis, l'île de Pacques, les Vikings, la Grèce mycénienne, la Crète minoenne ou encore l'Empire khmer d'Ankorvat. Une analyse historique de type archéologique, écologique et biogéographe de l'effondrement de ces anciennes civilisations est effectuée par le biologiste américain Jared Diamond, dans son ouvrage. Jared Diamond, Agnès Botz, et Jean-Luc Fidel, *Effondrement: comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* (Paris: Le Grand livre du mois, 2006). 880 p.

<sup>707</sup> Benjamin Steck, « L'exclusion ou le territoire du repli progressif », *L'information géographique* 62, n° 2 (1998): pp.66-71.

l'espace géographique et celui du système social (acteurs qui maintiennent le système territoire en équilibre)<sup>708</sup>». Cette approche territoriale s'approche de l'idée d'une géoprospective née de la convergence entre la géographie, la modélisation et la prospective. Les géographes Thomas Houet et Françoise Gourmelon estiment que la géoprospective : « a pour objectif d'appréhender le territoire dans toute sa complexité, c'est-à-dire d'identifier et de modéliser les interactions spatiales entre les dynamiques naturelles et les dynamiques socio-économiques que la prospective seule ne permet pas<sup>709</sup> ». Néanmoins, il faut non seulement accorder du crédit au système endogène mais aussi au système exogène car celui-ci peut tout aussi bien perturber ou modifier le territoire<sup>710</sup>. L'état des lieux devient ainsi une base nécessaire, mais pas suffisante, pour déterminer les futurs possibles dans un monde ouvert. Entre nécessité d'un modèle dynamique et prise en compte des éléments exogènes, le diagnostic à élaborer doit aussi s'inscrire dans la continuité des études réalisées à ce jour en Sud Alsace. Les travaux les plus pertinents et complets sont d'après Didier Taverne, directeur des études socioéconomie à l'AURM, ceux réalisés par la Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne (MEF) qui propose, depuis 2010 avec ses partenaires (l'AURM), des diagnostics territoriaux articulés autour de l'attractivité, de l'emploi, de la formation, des infrastructures, des transports, des activités, des services, et des rapports transfrontaliers<sup>711</sup>. Ces diagnostics représentent une base solide à partir de laquelle

---

<sup>708</sup> Alexandre Moine, « Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie », *Espace géographique* 35, n° 2 (2006) : p.120.

<sup>709</sup> Thomas Houet et Françoise Gourmelon, « La géoprospective – Apport de la dimension spatiale aux démarches prospectives », *Cybergeo: : Revue européenne de géographie / European journal of geography*, 8 février 2014. p.2.

<sup>710</sup> Dumont Gérard-François, *Diagnostic et gouvernance des territoires: concepts, méthode, application* (Paris: Armand Colin, 2013). Voir chap.1 & chap.2.

<sup>711</sup> Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « Quels enjeux pour les territoires du "Sud Alsace" ? », Diagnostic territorial partagé (Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, mars 2015.) ; Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « Gros plans pour mieux comprendre l'économie du Sud Alsace », Diagnostic territorial partagé (Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, octobre 2015). ; Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne et AURM, « Compétitivité et attractivité du territoire », Diagnostic territorial partagé (Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, juin 2016). ; Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « diagnostic territorial partagé 2013 », Diagnostic territorial partagé (Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, avril 2013). ; Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « diagnostic territorial partagé », Diagnostic territorial partagé (Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, mai 2012). ; Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « Portrait de territoire »,

il est possible d'appréhender les analyses socio-économiques face aux enjeux du moment. Néanmoins, des variables exogènes sont encore ignorées dans ces analyses. S'il est difficile d'établir un diagnostic exhaustif, ne pas prendre en considération le dérèglement climatique ou encore la dépendance aux énergies fossiles, exigera à terme, qu'on le veuille ou non, la mise en place dans l'urgence de réponses peut-être inadaptées, puisque les problèmes n'auront a priori pas été suffisamment anticipés.

Paradoxalement, le premier « plan climat territorial » a été engagé dès 2006<sup>712</sup> dans l'agglomération pour accroître et faciliter la transition du territoire, alors que se dessine même en 2012 un « Mulhouse post-carbone<sup>713</sup> » en réponse à l'application concrète et technocrate du projet de recherche des villes post-carbone du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable, et de l'Aménagement du territoire (MEEDDAT) et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise d'énergie (ADEME)<sup>714</sup>. S'il est difficile d'évaluer l'impact du dérèglement climatique sur l'ensemble des systèmes du Sud Alsace, il est fort à parier qu'il y aura des conséquences et des répercussions sur les thématiques abordées par les diagnostics de la MEF et de l'AURM. Le diagnostic se doit de reprendre en considération les travaux antérieurs mais aussi la dynamique du territoire et les éléments exogènes pour apporter un autre éclairage du Sud Alsace. L'objectif du diagnostic n'est pas de faire mieux que ces études, mais de faire autrement, de mettre en place une grille de lecture en soulignant ce qui peut paraître imperceptibles pour pouvoir poser de nouvelles questions, car « trouver des

---

Diagnostic territorial partagé (Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, juillet 2011). ; Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « Diagnostic territorial », Diagnostic territorial partagé (Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, mai 2010).

<sup>712</sup> D'après le rapport sur les résultats de ce premier plan climat, le territoire de la M2A a diminué de 13% en 5 ans ces émissions de gaz à effet de serre. Mulhouse Alsace Agglomération, « Le bilan 2006-2011 du plan climat de Mulhouse Alsace Agglomération » (Mulhouse: M2A, juin 2012). p.16.

<sup>713</sup> Cécile Lehr-Coquet et Didier Taverne, « Le climat change, changeons la ville! Pour la région mulhousienne, le scénario est prêt » (Mulhouse: AURM, 1 janvier 2012). pp.3-4.

<sup>714</sup> MEEDDAT et ADEME, « Projet de recherche « Repenser les villes dans une société Post-Carbone » Application au Pays de la région Mulhousienne », rapport final (île saint-denis, août 2011). 183 p.

solutions à des problèmes, précise le président de la SIM Luc Gaillet, demande de savoir poser les bonnes questions<sup>715</sup>».

Or l'histoire de la prospective à Mulhouse a montré que ces démarches s'inscrivaient dans un contexte de crise. Aujourd'hui, les médias relayent ces difficultés en soulignant leurs poids importants<sup>716</sup>. La crise est le coupable idéal pour dénoncer le chômage, les inégalités, les dettes, les épidémies. Elle permet de mettre le doigt sur le « mal » pour éradiquer les problèmes. Logiquement, cette dénonciation autorise l'espoir d'un retour à la normale et au point d'avant crise, aspiration soulignée par le philosophe Michel Serres, lors d'une conférence à Mulhouse : il estime que les temps modernes sont plus faciles qu'à l'époque et que « tout va bien aujourd'hui<sup>717</sup> ». Certes, il n'y a plus de guerre ouverte interétatique sur le territoire français, mais la société actuelle n'est-elle pas plus complexe que son approche par la paix ? N'y a-t-il pas justement d'autres éléments invisibles qui nourrissent justement les crises ? Nous ne reviendrons ni à la croissance des « Trente Glorieuses », ni à la disparition définitive d'espèces, ni à la stabilité climatique depuis la fin de la dernière glaciation. Michel Serres a certainement sous-estimé des risques qui peuvent s'amplifier et s'aggraver comme jamais dans l'histoire de l'humanité. Le philosophe Michaël Foessel a même osé une comparaison géopolitique et médiatique de notre époque à celle de 1938 lors d'une conférence consacrée à la publication de son dernier ouvrage<sup>718</sup>. Un nouveau cycle se dessine : celui de la multiplicité, de l'imprévisibilité et de l'irréversibilité des événements. Lors d'une conférence à Grenoble, le chercheur Emmanuel Prados de l'INRIA pense même que nous convergions vers une « terra incognita<sup>719</sup> » marquée

---

<sup>715</sup> Il s'agit d'une citation de Luc Gaillet, président de la SIM, retenue lors d'une entrevue pendant un stammtisch à la SIM en hiver 2018.

<sup>716</sup> Enric Pol et al., « Communication, crise et « durabilité ». Instabilité et incertitude des messages », *Bulletin de psychologie* Numéro 548, n° 2 (2017): p.87.

<sup>717</sup> Michel Serres, « C'était mieux avant ! Soirée-rencontre philo avec Michel Serres » (8 septembre 2017, Mulhouse, Temple Saint-Etienne). Voir son ouvrage Michel Serres, *C'était mieux avant!*, 2017 96 p.

<sup>718</sup> Mickael Foessel, « Récidive. 1938'. » (3 mai 2018, Librairie 47 degrés Nord, Mulhouse). Rappelons que M. Foessel a vécu une partie de sa vie à Mulhouse.

<sup>719</sup> Emmanuel Prados dirige l'équipe de recherche STEEP (soutenabilité, territoires, environnement, économie et politique) qui se consacre à la modélisation et la simulation des interactions entre les facteurs environnementaux, économiques et sociaux dans le contexte de la transition à la durabilité aux échelles locales. Emmanuel Prados, Pablo Servigne, et Julie Bonnet, « Quelles transitions dans un contexte d'effondrement ? » (13 mars 2019, Grenoble, Palais des Sports).

par le dérèglement climatique, la fin des ressources, l'extinction massive de la biodiversité, et l'explosion des inégalités. Le géochimiste Paul Crutzen appelle ainsi cette époque « l'Anthropocène ». Selon ce chercheur, les pays développés ont fait basculer la terre dans un nouveau système-Terre par leurs actions, au même titre que les périodes de glaciations et d'éruptions volcaniques. La vision d'une croissance illimitée dans un monde fini ouvre une ère de défi pour la civilisation humaine<sup>720</sup>, tandis que des changements majeurs en matière environnementale, énergétique, climatique, géopolitique, sociale et économique sont en train de se réaliser<sup>721</sup>. À l'instar de plusieurs chercheurs, le sociologue Ulrich Beck souligne ces menaces comme susceptibles de passer de l'échelle nationale à l'échelle mondiale<sup>722</sup> : « La généralisation des risques (variations climatiques, crise financière, terrorisme) instaure un état d'urgence illimité, qui transcende la sphère nationale pour devenir universel<sup>723</sup> ». Le général français François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA), a mis en avant la combinaison des menaces historiques de la France avec les nouvelles caractéristiques mondiales « sur fond de risque climatique, d'épuisement des ressources et d'inégalités de développement », ce qui fait « surtout réapparaître la crainte de menaces existentielles, à même de saper les fondements de notre Nation<sup>724</sup> ». L'ancien Premier ministre Michel Rocard, et les philosophes Dominique Bourg et Floran Augagneur mettent ainsi en exergue les difficultés à venir des démocraties face à l'altération des conditions de vie puisqu'elles « risquent de basculer dans l'état d'exception et de céder aux dérives totalitaristes<sup>725</sup> ». Ces nouveaux cycles biochimiques du système-Terre amenant

---

<sup>720</sup> Clive Hamilton et Jacques Grinevald, « Was the Anthropocene Anticipated? », *The Anthropocene Review* 2, n° 1 (avril 2015): pp.59-72.

<sup>721</sup> Plusieurs chercheurs ou scientifiques français portent maintenant ce type d'analyses transdisciplinaires auprès des institutions publiques, politiques, administratives et universitaires : Gaël Giraud, Dominique Bourg, Christophe Bonneuil, Jean-Marc Jancovici, Pablo Servigne, Emmanuel Prados, Yves Cochet et Agnès Sinaï. Il existe également un certain nombre de références dans la littérature (voir annexe 4.1.1.)

<sup>722</sup> Ulrich Beck, « La société du risque globalisé revue sous l'angle de la menace terroriste », *Cahiers internationaux de sociologie* 114, n° 1 (2003): pp.27-33.

<sup>723</sup> Ulrich Beck, « Penser la société du risque global », 23 octobre 2008, Le Monde édition.

<sup>724</sup> Laurent Lagneau, « Général Lecointre : « Il faut être prêt à s'engager pour un conflit de survie », *Zone militaire opex360.com* (blog), 26 juillet 2019.

<sup>725</sup> « La démocratie sera la première victime de l'altération des conditions universelles d'existence que nous sommes en train de programmer. Les catastrophes écologiques qui se préparent à l'échelle mondiale dans un contexte de croissance démographique, les inégalités dues à la rareté locale de l'eau, la fin de l'énergie bon marché, la raréfaction de nombre de minéraux, la dégradation de la biodiversité, l'érosion et la dégradation des sols, les événements climatiques extrêmes... produiront



ainsi de profonds changements imprévisibles ont été résumés par le prince Charles, représentant royal d'une des plus grandes puissances internationales, en expliquant que nous sommes en train de commettre un « acte de suicide à grande échelle<sup>726</sup> ». Ces alertes successives à propos de l'état du système-Terre, que certains appellent l'ère de l'anthropocène, même si elle n'est pas encore considérée unanimement par les géologues comme une ère à part entière<sup>727</sup>, engendrent différents « méta-récits » pour trouver des « solutions<sup>728</sup> ». Quoi qu'il en soit, ignorer ces enjeux mondiaux pour élaborer un diagnostic du Sud Alsace ne paraît plus envisageable. Ce type d'étude transversale nécessite une démarche interdisciplinaire<sup>729</sup>, qui intègre des approches, des méthodes et des outils développés dans les domaines des sciences exactes et des sciences humaines<sup>730</sup> pour analyser et récolter des données exhaustives et mobiles avec le temps dans un environnement en mutation. Élaborer des diagnostics a toujours intéressé un nombre considérable d'entreprises,

---

les pires inégalités entre ceux qui auront les moyens de s'en protéger, pour un temps, et ceux qui les subiront. Elles ébranleront les équilibres géopolitiques et seront sources de conflits. Parce que nos démocraties n'auront pas été capables de se prémunir de leurs propres excès, elles risquent de basculer dans l'état d'exception et de céder aux dérives totalitaristes » Michel Rocard, Dominique Bourg, et Florian Augagneur, « Le genre humain, menacé », 2 avril 2011, Le Monde édition, sect. Idées.

<sup>726</sup> Jonathan Brown, « Mankind must go green or die, says Prince Charles », 23 novembre 2012, Independent édition.

<sup>727</sup> Clive Hamilton, Christophe Bonneuil, et François Gemenne, éd., *The Anthropocene and the Global Environmental Crisis: Rethinking Modernity in a New Epoch*, 1<sup>re</sup> éd. (Routledge, 2015), pp.1-14. Voir aussi Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement anthropocène: la Terre, l'histoire et nous*, 2016.

<sup>728</sup> « On voit comment le sublime de l'Anthropocène pourrait désarmer toute velléité de changement radical des modes de production, de vie et de consommation. Pour sortir de la complaisance fataliste et postdémocratique, il s'agit de « repeupler les imaginaires » (Stengers), de nous approprier politiquement l'Anthropocène. Un pas en ce sens est de décoder les récits dominants, et de multiplier les récits alternatifs et féconds. Face à cette situation radicalement nouvelle dans l'histoire de la terre et l'histoire humaine que représente l'Anthropocène, il existe au moins quatre visions du monde, quatre méta-récits de ce qui nous arrive à nous et à notre Terre nourricière, quatre trames idéologiques invoquant l'Anthropocène en autant de discours et de « solutions » divergents. Les expliciter, les comparer, les critiquer, c'est déjà ré-ouvrir le champ du politique. » Christophe Bonneuil met donc en avant quatre méta-récits : L'Anthropocène naturaliste et technocratique des institutions internationales, le « bon Anthropocène » piloté des post-environmentalistes technophiles, l'Anthropocène comme effondrement et politique de décroissance, et l'Anthropocène de l'éco-marxisme comme échange écologique inégal. Christophe Bonneuil, « L'Anthropocène et ses lectures politiques » (Paris: Institut Momentum, mai 2014). pp.3-6.

<sup>729</sup> « La territorialisation est donc à analyser en tant que processus spécifique où le primat du structurel et du fonctionnel tend à composer avec la nécessité de l'adaptabilité, de la résilience, et induit, parfois, une certaine vulnérabilité systémique. Les dernières années ont ainsi vu émerger des recherches qui questionnent la durabilité des territoires et leur « mutabilité » », Bernard Pecqueur et Véronique Peyrache-Gadeau, « Fondements interdisciplinaires et systémiques de l'approche territoriale Introduction », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* octobre, n° 4 (2010) p.621.

<sup>730</sup> Sylvie Lardon, Vincent Piveteau, et Laurent Lelli, « Le diagnostic des territoires », *Géocarrefour*, 80, n° 2 (s. d.): pp.71-74.

de chercheurs ou de militaires. Il en existe un large panel dans la littérature actuelle<sup>731</sup> (domaine d'activité stratégique, BCG, McKinsey, SWOT) mais ces méthodes sont parfois utilisées de manière mécanique.

L'analyse systémique semble l'approche la plus pertinente pour intégrer les nombreux éléments et relations du Sud Alsace sans pour autant « renoncer à la compréhension générale d'un territoire, précise Raymond Woessner, parce que trop d'éléments s'y enchevêtreraient au sein de relations multiples et parce que les emboîtements multiscalaires viendraient encore compliquer la donne<sup>732</sup>». L'analyse systémique doit aussi faire face au paradigme de complexité<sup>733</sup> que le philosophe Edgar Morin détermine comme une constante dans tous les processus cognitifs, car un paradigme est « constitué par un certain type de relation logique extrêmement forte entre des notions maîtresses, des notions clés, des principes clés<sup>734</sup>» et il rajoute que cette pensée n'a même jamais été maîtrisée depuis la préhistoire puisque l'esprit humain est « encore soumis à des modes mutilants et disjonctifs de pensée et il est encore très difficile de penser de façon complexe<sup>735</sup>». Ce défi de l'analyse systémique s'avance comme un moyen d'amener des pistes de réflexion<sup>736</sup> pour y repérer des injonctions stratégiques à venir, comme pour l'intelligence économique<sup>737</sup>, pouvant perturber ou non le Sud Alsace, que le physicien Erwin Schrödinger identifiait déjà à son époque : « D'un côté, c'est le théâtre où l'ensemble du processus mondial prend place, d'un autre, c'est un accessoire insignifiant qui

---

<sup>731</sup> Parmi les outils utilisés actuellement, il existe l'analyse du domaine d'activité stratégique (Alain Desreumaux, Xavier Lecocq, et Vanessa Warnier, *Stratégie* (Paris: Pearson Education, 2009. pp.40-47.; et Gerry Johnson et al., *Stratégique*, 2017.pp.259-263.), les célèbres analyses BCG et (McKinsey Laurence Lehmann-Ortega, *Strategor: toute la stratégie d'entreprise*, 2013. pp.414-418.) mais aussi l'analyse SWOT (Gilles Bressy et Christian Konkuyt, « Management et économie des entreprises » (Paris: Sirey : Dalloz, 2014), Chapitre 9.)

<sup>732</sup> Raymond Woessner, « La territorialisation : proposition pour la compréhension du phénomène par une entrée systémique », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* octobre, n° 4 (2010): op.cit., p.671.

<sup>733</sup> Josiane Boulad-Ayoub, « Culture, signes, critiques », *Presses de l'Université du Québec*, Cahiers Recherches et théories, n° S-16 (1988): pp.65-87.

<sup>734</sup> Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, 2014. p.79.

<sup>735</sup> Edgar Morin, *Ibid.*, p.157.

<sup>736</sup> Alain-Charles Martinet, « Stratégie et pensée complexe », éd. par Jérôme Barthélemy et Jean-Philippe Denis, *Revue Française de Gestion* 41, n° 253 (novembre 2015): op.cit., pp.41-53.

<sup>737</sup> « Dans un contexte économique, politique et social actuel difficile, l'intelligence économique y apparaît non pas comme une solution évidente à tous les problèmes, mais comme un mode de gouvernance incontournable et salvateur pour une économie en crise. » Romain Clerc, « Intelligence économique », *Sécurité et stratégie* 14, n° 3 (2013): p. 77.

peut être absent sans affecter en rien l'ensemble<sup>738</sup>». L'analyse systémique est « considérée aussi bien comme une manière générale de voir les choses ou les systèmes que comme une méthode de traitement de la complexité<sup>739</sup>». Elle s'articule autour de quatre concepts fondamentaux : l'interaction, la globalité, l'organisation, et la complexité<sup>740</sup>. Née avec von Bertalanffy d'une réflexion sur la biologie dans les années 1950, la théorie systémique inspire la pensée de la complexité de Morin qui rappelle les mérites d'une théorie des systèmes : « La vertu systémique est : a) d'avoir mis au centre de la théorie, avec la notion de système, non une unité élémentaire discrète, mais une unité complexe, un « tout » qui ne se réduit pas à la « somme » de ses parties constitutives ; b) d'avoir conçu la notion de système, ni comme une notion « réelle », ni comme une notion purement formelle, mais comme une notion ambiguë ou fantôme ; c) de se situer à un niveau transdisciplinaire, qui permet à la fois de concevoir l'unité de la science et la différenciation des sciences, non seulement la nature matérielle de leur objet, mais aussi, selon les types et les complexités des phénomènes d'association/organisation<sup>741</sup>».

En plus d'utiliser les variables exogènes et endogènes au territoire, de renouer avec l'histoire des diagnostics lors des démarches de prospective à Mulhouse et d'y apporter un autre regard, l'analyse systémique permet aussi de mettre en exergue les risques du Sud Alsace dans le contexte de l'anthropocène. Face à ces risques globaux et systémiques, la vulnérabilité existante du territoire met en relief les incertitudes qui peuvent peser sur lui selon la géographe Magali Reghezza-Zitt<sup>742</sup>. Mais il y a aussi des limites dans cette approche que la géographe Valérie

---

<sup>738</sup> Erwin Schrödinger, *Mind and matter* (Cambridge : University Press, 1959). p.64.

<sup>739</sup> Daniel Durand, *La systémique*, 2017. p.50.

<sup>740</sup> L'interaction permet de se détacher de la simple action causale et une de ses formes particulières est la rétroaction. La globalité met en exergue « l'apparition de qualités émergentes que ne possédaient pas les parties ». L'organisation implique un état et un processus des composants du système et de leur agencement. Enfin, la complexité met en avant les caractéristiques de éléments qui composent le système, mais aussi leurs incertitudes, et les « rapports ambigus entre déterminisme et hasard, ordre et désordre ». Durand. Ibid., pp.10-13.

<sup>741</sup> Morin, *Introduction à la pensée complexe*. op.cit., p.29.

<sup>742</sup> « Dans tous les cas, envisager les dimensions scalaires des vulnérabilités pose davantage de questions qu'il n'apporte de réponses. Cette approche ouvre néanmoins de multiples pistes pour mieux comprendre la globalisation des risques et des crises et de mieux faire face aux incertitudes qui en résultent », Magali Reghezza-Zitt, « Penser la vulnérabilité dans un contexte de globalisation des risques grâce aux échelles spatiales et temporelles », *Espace populations sociétés*, n° 2016/3 (31 janvier 2017). p.12.

November souligne : « il y a plusieurs spatialités et plusieurs temporalités à l'œuvre dans chaque situation de risque<sup>743</sup> » puisqu'il « traverse des échelles géographiques<sup>744</sup> » d'une part, et que les « temporalités ont changé<sup>745</sup> » d'autre part. Pire encore, la multiplicité des spatialités pose problème car il n'est pas possible de se contenter d'élargir le périmètre de l'espace à risque du Sud Alsace pour appréhender toutes ses vulnérabilités. De plus, des temporalités multiples doivent aussi être envisagées à cause du déphasage dans les dynamiques de risque : « chaque composante des milieux, des espaces ou des territoires considérés évolue à des vitesses et des rythmes variés, avec des accélérations ou au contraire des ralentissements, des temps de latence plus ou moins longs, de sorte qu'on observe de multiples décalages temporels et des effets de « désynchronisation »<sup>746</sup> ». C'est toute la difficulté de conjuguer l'approche globale/locale. Néanmoins, l'application d'une analyse des risques globaux sur le Sud Alsace offre une représentation à un niveau inférieur de compréhension des processus possibles à celui de l'échelle globale. Cette mise en perspective accorde une réalité plus tangible et concrète que celle encore trop éloignée de l'échelle globale, et elle contracte également la distance psychologique, cognitive et émotionnelle pour la réduire à une distance de proximité immédiate, relationnelle, humaine. Il est donc impératif d'analyser les risques locaux au regard des risques globaux, et cette épreuve des « allers-et-retours » entre le Sud Alsace et le global permet de se saisir de cette dimension systémique : cette opération intellectuelle n'est pas sans danger cependant puisqu'il faut aussi à veiller à ne pas se désorienter dans les dimensions scalaires.

Il est ainsi nécessaire de traduire le contexte de l'anthropocène à l'échelle du Sud Alsace en tentant, par nos « propres moyens », une ébauche systémique des risques qui mérite des approfondissements ultérieurs par les autres disciplines. Cette tentative de renouvellement les pratiques historiques des diagnostics

---

<sup>743</sup> Valérie November , *La spatialité des risques dans une société et après*, in Dominique Bourg, Pierre-Benoît Joly, et Alain Kaufmann (Dir), éd., *Du risque à la menace: penser la catastrophe: colloque de Cerisy*, 1re édition, L'écologie en questions (Paris: Presses universitaires de France, 2013). p.280.

<sup>744</sup> Valérie November , *La spatialité des risques dans une société et après*, Ibid., p.281.

<sup>745</sup> Valérie November , *La spatialité des risques dans une société et après*, Ibid., p.289.

<sup>746</sup> Magali Reghezza-Zitt, « Penser la vulnérabilité dans un contexte de globalisation des risques grâce aux échelles spatiales et temporelles », *Espace populations sociétés*, n° 2016/3 (31 janvier 2017). op.cit., p.10.

échafaudés lors des démarches de prospective à Mulhouse est un pari laborieux, imparfait mais essentiel pour mener à terme les deux méthodes de prospective (chap.5.). À la manière de l'écrivain et voyageur français, Sylvain Tesson, lorsqu'il a traversé la Sibérie jusqu'au golfe du Bengale, ce diagnostic systémique est mené « by fair means<sup>747</sup> » (« par des moyens justes »).

## 4.2 Le couple climat-énergie au service d'une analyse systémique

Le climat est selon certains experts un facteur à lui seul de déstabilisation globale, massive et brutale. Lors d'une conférence donnée à la Cité des Sciences à Paris en novembre 2017, Jean-Marc Jancovici, polytechnicien et membre du Haut Conseil pour le climat, a souligné les différences entre le climat européen de la dernière période glaciaire avec celui d'aujourd'hui. Entre 22 000 et 14 000 av. J.-C., les océans se trouvaient 120 mètres plus bas, la glace recouvrait une bonne partie de l'Europe du Nord sur une épaisseur de trois kilomètres tandis que le reste de l'Europe était recouvert de toundra et de steppe comme dans la Sibérie d'aujourd'hui. De nos jours, le climat est propice à la vie en Europe. La différence entre ces deux états radicalement différents est une augmentation +5 °C étalée sur presque un millénaire<sup>748</sup>. Deux chercheurs de Carnegie Institution for Science à Stanford en Californie ont publié en décembre 2017 un rapport sur les modèles de prévision du climat annonçant une forte hausse du réchauffement climatique. Pour le scientifique Ken Caldeira, cette « étude indique que si les émissions suivent un scénario communément utilisé de maintien de la routine, il y a 93 % de chances que le réchauffement climatique dépasse 4 degrés Celsius à la fin de ce siècle. Des

---

<sup>747</sup> « Je délaisse la ligne de train. Trop pénible de trébucher à chaque pas. Je cherche ma route dans un labyrinthe de chemins agrestes serpentant entre des villages charmants pleins d'Indiens affairés à ne rien faire. Sans déroger à mon principe de voyage *by fair means*, je m'offre une dizaine de kilomètres, allongé sur la plate-forme de bois d'un tricycle à pédales qu'un pauvre hère fait avancer avec beaucoup de peine. » Sylvain Tesson, *L'axe du loup: de la Sibérie à l'Inde, sur les pas des évadés du Goulag* (Paris: Pocket, 2017). p.262.

<sup>748</sup> Jean-Marc Jancovici, « A quand la rupture énergétique » (21 novembre 2017, Cité des Siences, Paris).

études précédentes évaluaient cette probabilité à 62 %<sup>749</sup>». Cela représente un réchauffement plus important de 15 % que ce qu'annonçaient les modèles les plus pessimistes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'Organisation des Nations unies (ONU). D'ailleurs, les projections initiales du GIEC confirment que les prédictions les plus alarmantes des anciens rapports deviennent des réalités<sup>750</sup>. Si la comparaison de ces deux périodes climatiques en Europe montre des conditions de vie radicalement différente à + 5 °C sur plus de mille ans, que se passera-t-il en Europe avec une hausse à + 4 °C considérée à 93 % comme probable d'ici la fin du siècle dans le cas d'un maintien de la routine<sup>751</sup> ?

Dans un de ces ouvrages parus en 2007, l'agroéconomiste américain Lester Russel Brown, montre que ces changements vont indéniablement provoquer de terribles crises<sup>752</sup>. Le dérèglement climatique engendre déjà une augmentation dans la fréquence des événements extrêmes : les tempêtes, ouragans, inondations, sécheresses ont causé davantage de dégâts depuis le début du XXIe siècle<sup>753</sup>. Il existe déjà des pénuries d'eau dans des zones sensibles et fortement peuplées<sup>754</sup>, et cela engendre de lourdes pertes économiques et des troubles sociaux amenant une grande instabilité politique<sup>755</sup>. L'homme n'est pas la seule victime : une sixième

---

<sup>749</sup> Patrick T. Brown et Ken Caldeira, « Greater future global warming inferred from Earth's recent energy budget », *Nature* 552, n° 7683 (6 décembre 2017): pp.45-50.

<sup>750</sup> Stefan Rahmstorf, Grant Foster, et Anny Cazenave, « Comparing climate projections to observations up to 2011 », *Environmental Research Letters* 7, n° 4 (1 décembre 2012): 044035.

<sup>751</sup> Après avoir été créé par le décret du 14 avril 2019 par le Président de la République, le premier rapport du Haut Conseil pour le climat a non seulement souligné l'insuffisance politique et les incohérences législatives de la France face à la lutte contre le dérèglement climatique, mais il a aussi démontré que le calcul de base des émissions gaz à effet de serre était biaisé car la France ne prend pas en compte les émissions liées aux transports aériens et maritimes internationaux et aux importations de produits manufacturés à l'étranger et consommés par les français sur le territoire national. Haut Conseil pour le Climat, « Agir en cohérence avec les ambitions », Rapport annuel Neutralité Carbone (Paris, juin 2019). p.21.

<sup>752</sup> Le bilan des analyses de Lester Russell Brown peut se résumer par l'émergence d'une géopolitique de la pénurie alimentaire, par un nombre croissant d'Etats défaits et par un flot grandissant de réfugiés Lester Russell Brown, *Le plan B: pour un pacte écologique mondial* (Paris]; [Saint-Ismier, France: Calmann-Lévy; Souffle Court éditions, 2007).

<sup>753</sup> Dim Coumou et Stefan Rahmstorf, « A decade of weather extremes », *Nature Climate Change*, 25 mars 2012, pp.491-496.

<sup>754</sup> Kirstin Dow et Thomas E. Downing, *The atlas of climate change: mapping the world's greatest challenge*, 3rd ed (Berkeley: University of California Press, 2011). 128.p.

<sup>755</sup> John D Steinbruner, Paul Stern, et Jo Husbands, *Climate and Social Stress: Implications for Security Analysis* (Washington, D.C.: National Academies Press, 2013). 252.p.



extinction massive d'espèce se dessine progressivement<sup>756</sup>, tandis que les ravageurs et les nuisibles prolifèrent<sup>757</sup>. À ce rythme, c'est la destruction quasi irréversible de la plupart des écosystèmes<sup>758</sup>, la disparition des glaces polaires et des glaciers<sup>759</sup> et la chute des rendements agricoles. Le climat a d'ailleurs toujours été l'une des principales causes majeures, selon l'historien Laurent Testot<sup>760</sup>, des crises économiques, politiques et démographiques dans l'histoire des civilisations humaines<sup>761</sup>. Le scientifique britannique, James Lovelock, met en lumière l'ensemble de ces risques : « La Terre s'est déjà remise de tels accès de fièvre [...] En revanche, si nous poursuivons nos activités, notre espèce ne connaîtra plus jamais le monde verdoyant qui était le nôtre il y a tout juste un siècle<sup>762</sup> ». L'adaptation rapide de l'Homme au dérèglement climatique ne devrait pas se faire sans difficulté<sup>763</sup> puisque plusieurs limites ont été atteintes concernant les capacités physiques et de performances<sup>764</sup>.

Le Sud Alsace n'est pas épargné par ce dérèglement climatique. Bien au contraire, les impacts environnementaux sont déjà présents à l'échelle régionale et influent sur les divers modes d'existence des collectifs territoriaux<sup>765</sup>. La dernière compilation générale des données alsaciennes date du rapport du « Schéma Régional du

---

<sup>756</sup> Extinction de plus de 26 000 espèces par an : 100 à 1000 fois plus que la moyenne des centaines de milliers d'années antérieures. Anthony D. Barnosky et al., « Has the Earth's Sixth Mass Extinction Already Arrived? », *Nature* 471, n° 7336 (mars 2011): pp.51-57.

<sup>757</sup> W. A. Kurz et al., « Mountain Pine Beetle and Forest Carbon Feedback to Climate Change », *Nature* 452, n° 7190 (avril 2008): pp.987-990.

<sup>758</sup> Brendan Choat et al., « Global convergence in the vulnerability of forests to drought », *Nature*, 21 novembre 2012, pp.752-755.

<sup>759</sup> A. Shepherd et al., « A Reconciled Estimate of Ice-Sheet Mass Balance », *Science* 338, n° 6111 (30 novembre 2012): pp.1183-1189.

<sup>760</sup> Laurent Testot, *Cataclysmes: une histoire environnementale de l'humanité*, 2017. pp.179-.205.

<sup>761</sup> D. D. Zhang et al., « The Causality Analysis of Climate Change and Large-Scale Human Crisis », *Proceedings of the National Academy of Sciences* 108, n° 42 (18 octobre 2011): pp.17296-17301.

<sup>762</sup> « La Terre s'est déjà remise de tels accès de fièvre [...] en revanche, si nous poursuivons nos activités, notre espèce ne connaîtra plus jamais le monde verdoyant qui était le nôtre il y a tout juste un siècle. C'est la civilisation qui court le plus grand danger ; les humains sont assez résistants pour que des couples aptes à se reproduire survivent, et [...] malgré la chaleur, il y aura encore sur Terre des endroits qui répondent à nos critères ; les plantes et animaux rescapés de l'Eocène le confirment. [...] Quoi qu'il en soit, si de tels bouleversements se produisent, peu d'habitants, parmi les milliards que compte la planète, devraient survivre » James Lovelock, *La revanche de Gaïa: pourquoi la terre riposte-t-elle et comment pouvons-nous encore sauver l'humanité* (Paris: Flammarion, 2007). p.53.

<sup>763</sup> Anthony J McMichael, « Population Health in the Anthropocene: Gains, Losses and Emerging Trends », *The Anthropocene Review* 1, n° 1 (avril 2014): pp.44-56.

<sup>764</sup> Adrien Marck et al., « Are We Reaching the Limits of Homo sapiens? », *Frontiers in Physiology* 8 (24 octobre 2017), p.812.

<sup>765</sup> Voir la thèse de sociologie d'Amandine Amat, « Le changement climatique de la simulation aux modes d'existence : étude de trajectoires climatiques de villes et d'entreprises en Alsace » (Sociologie, Université de Strasbourg, 2016).

Climat, de l’Air et de l’Énergie » (SRCAE) approuvé par le Conseil Régional et arrêté par le Préfet de région le 29 juin 2012 comme le prévoit la loi Grenelle 2<sup>766</sup>. Dans le Sud Alsace, mais aussi dans le reste de la région, la hausse du nombre de jours annuels où la température dépasse 25 °C est très nette depuis 1948, tandis que le nombre de jours de gel est en net recul<sup>767</sup>. À titre de comparaison, la température moyenne sur 10 ans à Strasbourg au début du XXI<sup>e</sup> siècle se situe à un niveau comparable à celle de Lyon au milieu du XX<sup>e</sup> siècle<sup>768</sup>, alors que les relevés de mesure de la température du Rhin confirment un réchauffement de 3 degrés entre 1954 et 2009<sup>769</sup>. La canicule meurtrière de 2003<sup>770</sup> a conduit à un taux de surmortalité supérieur à 51 % à Strasbourg par rapport à la moyenne à cause de la pollution à l’ozone<sup>771</sup>. Cet événement va se répéter, voire devenir la norme à partir de 2050 selon le géographe Brice Martin lors d’une conférence au Conseil départemental du Haut-Rhin en octobre 2018<sup>772</sup>. Elle a provoqué des restrictions d’eau sévères jusqu’à fragiliser les activités industrielles et la production électrique de la Centrale Nucléaire de Fessenheim. D’après le rapport du Sénat sur l’adaptation de la France face aux dérèglements climatiques, les sénateurs Ronan Dantec et Jean-Yves Roux démontrent que le pays n’est pas préparé à faire face à ces enjeux<sup>773</sup>. Brice Martin relève également lors d’une conférence à Mulhouse en

---

<sup>766</sup> Application du décret n°2011-678 du 16 juin 2011 relatif aux schémas régionaux du climat, de l’air et de l’énergie pris pour application de la loi n° 2011-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l’environnement.

<sup>767</sup> En 60 ans, le nombre de jours annuels dépassant 25 °C a augmenté de 15 à 20 jours, tandis que le nombre de jours de gel, aujourd’hui compris entre 80 et 100 jours, pourrait diminuer de 20 à 45 %. Région Alsace, Direction Régionale de l’Environnement, et de l’Aménagement et du Logement, « Schéma régional Climat Air Energie de l’Alsace », Schéma régional Document intégral (Strasbourg, 29 juin 2012). pp.59-60.

<sup>768</sup> Région Alsace, « Schéma régional Climat Air Energie de l’Alsace », Ibid., pp.59-60

<sup>769</sup> Le graphique de l’évolution de la température du Rhin depuis 1954 est reporté en annexe 4.2.1.

<sup>770</sup> Laurent Wahl et al., « Les canicules de l’été 2003 : un événement météorologique exceptionnel dans le quart nord-est de la France », Revue Géographique de l’Est, 45, n° 2 (2005): pp.66-77.

<sup>771</sup> Institut de veille sanitaire, « Impact sanitaire de la vague de chaleur d’août 2003 : premiers résultats et travaux à mener: Numéro spécial (N° 45-46) » (Institut de veille sanitaire - Ministère de la santé de la famille et des personnes handicapées, 25 novembre 2003).

<sup>772</sup> Brice Martin et Amandine Amat, « Les perspectives climatiques pour l’Alsace et les conséquences pour l’entreprise » (ça turbine dans le Haut-Rhin, Conseil départemental du Haut-Rhin, 17 octobre 2018).

<sup>773</sup> Ronan Dantec et Jean-Yves Roux, « Rapport d’information fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective sur l’adaptation de la France aux dérèglements climatiques à l’horizon 2050. » (Paris: Sénat, 16 mai 2019). 190.p.

mai 2019 que la région n'est pas forcément mieux armée pour y faire face<sup>774</sup>. La climatologue Sophie Roy soulignait en juin 2019 lors de sa présentation pour l'ouverture du conseil participatif climat de la M2A à Mulhouse qu'« on pourrait dépasser par endroits les 50 °C de température maximale quotidienne à la fin du XXIe siècle. L'est de la France est le plus concerné par les vagues de chaleur estivales, avec un fort impact sur les températures nocturnes, et donc sur la santé humaine<sup>775</sup>». La température<sup>776</sup> a ainsi augmenté de +1,5 °C à Mulhouse depuis trente ans selon Sophie Roy alors que les sapins sont à l'agonie dans les Vosges à cause du manque d'eau<sup>777</sup> provoquant une augmentation des risques de feu de forêt<sup>778</sup>. En stabilisant les concentrations de gaz à effet de serre d'ici 2100 (scénario COP21), les vagues de chaleur pourraient devenir deux à trois fois plus nombreuses d'ici le milieu du XXIe siècle, voire quatre fois plus nombreuses à la fin du siècle. Si rien n'est entrepris, les vagues de chaleur pourraient devenir deux à trois fois plus nombreuses d'ici le milieu du XXIe siècle puis cinq à sept fois plus nombreuses à la fin du siècle. Elles deviendraient même possibles de mai à octobre. Brice Martin souligne également les risques sur les précipitations qui jouent un rôle important<sup>779</sup> : en plus de l'augmentation des orages torrentiels et des pluies extrêmes, les précipitations vont augmenter de 20 % en Alsace avec une répartition totalement différente. La hausse des précipitations en hiver se traduira notamment par une intensité accrue des épisodes pluvieux, qui pourront être fortement localisés, tandis que la sécheresse sera également de plus en plus fréquente. Le

---

<sup>774</sup> Brice Martin, « Prospectives énergétiques en Alsace » (conférence Pint of Science, 20 mai 2019, Mulhouse).

<sup>775</sup> Sophie Roy, « Conseil participatif Climat M2A: Le plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) » (19 juin 2019, Centre sportif régional Mulhouse).

<sup>776</sup> La carte des températures projetées à l'horizon 2030, 2050 et 2080 est reportée en annexe 4.2.2.

<sup>777</sup> « Ces arbres meurent de soif, victimes de la sécheresse de 2018. La canicule précoce et le déficit hydrique de ce début d'été "accélèrent le mécanisme" et augurent du pire pour le printemps 2020, explique Cédric Ficht, directeur de l'agence de Mulhouse de l'Office national des forêts (ONF).» AFP, « Dans les Vosges, l'agonie rougeoyante des sapins mourant de soif », 15 juillet 2019, sect. Société.

<sup>778</sup> Le feu de forêt représente un incendie lorsque plus d'un hectare est brûlé. Les forêts alsaciennes ne représentent que 2 % de l'aire forestière française, mais leur volume national est estimé à 3,4 %. C'est une ressource naturelle qui participe pleinement à l'économie territoriale et à l'histoire industrielle, comme le démontre Éric Tisserand dans sa thèse (Eric Tisserand, « La filière bois dans le département des Vosges (1790-1914) » (Université de Haute Alsace, 2015)). Les feux de forêt ne représentent pas pour l'instant un risque majeur pour le Sud Alsace, même si ce phénomène est amplifié depuis la tempête du 26 décembre 1999 et risque d'évoluer avec le dérèglement climatique (François Dedieu, *Une catastrophe ordinaire: la tempête du 27 décembre 1999*, Cas de figure 30 (Paris: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2013) 232.p).

<sup>779</sup> La carte des précipitations annuelles projetées à l'horizon 2080 est reportée en annexe 4.2.3.

Rhin, ses affluents, la navigation fluviale et la production hydroélectrique subiront de réelles répercussions. Néanmoins, compte tenu du caractère imprévisible de ces événements, il est encore difficile, voire impossible, de prévoir leur fréquence ainsi que leurs effets sur le débit des cours d'eau même si des événements majeurs comme les crues historiques<sup>780</sup> rappellent l'ampleur des dégâts possibles<sup>781</sup>. Mais l'amplitude des températures, avec des extrêmes en été, l'augmentation de la moyenne annuelle des précipitations, les pluies extrêmes, les hivers plus doux et courts, les fortes sécheresses et les épisodes de fortes chaleurs permettent d'envisager une augmentation des risques dans un contexte d'étalement urbain et de forte densité sur la plaine d'Alsace. La vulnérabilité de la population est croissante. Pourtant les habitants vivent quotidiennement avec ces risques, habitués par la représentation qu'en font les médias<sup>782</sup>. La chercheuse Florence Rudolf de l'INSA Strasbourg estime que l'un des enjeux est la montée en compétences territoriales pour accompagner la capacité des entreprises à relayer ce genre de cause. Cette adaptation nécessaire « peut s'avérer un vecteur de développement dans la mesure où elle permet un ressaisissement par l'entremise de collectifs et de territoires<sup>783</sup> ». Si ces enjeux peuvent représenter un potentiel pour amorcer une dynamique, il n'en demeure pas moins important de souligner la vulnérabilité du Sud Alsace face aux risques pour aborder au mieux l'analyse systémique<sup>784</sup>. Les inondations<sup>785</sup> sont les risques naturels les plus présents dans le Sud Alsace<sup>786</sup>.

---

<sup>780</sup> Brice Martin et al., « Les événements extrêmes dans le fossé rhénan entre 1480 et 2012. Quels apports pour la prévention des inondations ? », *La Houille Blanche*, n° 2 (avril 2015): pp.82-93.

<sup>781</sup> Brice Martin et al., « Géohistoire critique de la crue de janvier 1910 dans le Fossé Rhénan (Alsace / Pays de Bade) », *La Houille Blanche*, n° 1 (2011): pp.62-68.

<sup>782</sup> Helene Joffe et Brigitta Orfali, « De la perception à la représentation du risque: le rôle des médias », *Hermès, La Revue*, 1 (2005). pp.121-129.

<sup>783</sup> Florence Rudolf, « Les enjeux de la territorialisation des changements climatiques : les épreuves de la montée en compétence des entreprises à travers l'exemple alsacien », *Pollution atmosphérique*, n° N°225 (juin 2015). p.21.

<sup>784</sup> Le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) du Haut-Rhin répertorie les risques : les risques naturels identifiés sont les inondations, les mouvements de terrain, les coulées d'eaux boueuses et les séismes. Les risques technologiques sont représentés par les accidents industriels, les ruptures de barrage, le transport de matières dangereuses et l'accident nucléaire. Préfet du Haut-Rhin, « Dossier Départemental des Risques Majeurs du Haut-Rhin » (Colmar, 2012).

<sup>785</sup> La carte des risques d'inondations en Alsace est reportée en annexe 4.2.4.

<sup>786</sup> Il y a trois types d'inondations en Sud Alsace : les crues de plaine à cinétique lente dues à de longues périodes de pluie intense, les crues dites vosgiennes, à cinétique rapide, voire torrentielle, à cause d'une forte pluviométrie sur la montagne, le plus souvent associée à un redoux faisant fondre la neige, et les inondations dues à la nappe phréatique, le plus souvent aggravées par l'arrêt des pompes industrielles en réponse à la fin de l'exploitation des mines du bassin potassique. Il s'agit d'un phénomène naturel qui peut provoquer de lourdes conséquences sur la société, comme des

Mulhouse est à deux tiers en zone inondable tandis que les pouvoirs publics<sup>787</sup> ont mis en place des systèmes légaux mais pas opérationnels pour prévenir et gérer ces risques qui vont s'accroître avec le dérèglement climatique<sup>788</sup>. Dans le Sud Alsace, l'étalement urbain pour répondre à la croissance démographique<sup>789</sup> a très souvent ignoré les écosystèmes notamment dans les zones humides engendrant une réduction de la perméabilité du sol, tandis que les monocultures et la suppression de taillis et de haies l'a appauvri en matières organiques. Les principales conséquences sont une augmentation du ruissellement avec la disparition des zones tampons ce qui aggrave l'érosion des sols alors durement fragilisés en mai et juin lorsque surviennent des orages avec une forte intensité pluviométrique. C'est à partir de

---

décès humains, des déplacements de populations ou des dérèglements d'activités économiques. La société peut être temporairement ou totalement paralysée en fonction du degré d'importance de l'inondation (Michel Lang et al., « *Les inondations remarquables en France : premiers éléments issus de l'enquête EPRI 2011* », La Houille Blanche, no 5 (octobre 2013): pp.37-47.) De plus, l'accumulation de dépôt de produits indésirables peut accentuer la gravité de l'événement en créant des barrages artificiels susceptibles de se rompre à tout moment. (Richard Laganier, *Territoires, inondation et figures du risque: la prévention au prisme de l'évaluation* (Paris; Budapest; Kinshasa: L'Harmattan, 2006). 254.p.; Helga-Jane Scarwell et Richard Laganier, *Risque d'inondation et aménagement durable des territoires* (Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du septentrion, 2004). 240.p.) A titre de comparaison, les enjeux sont particulièrement significatifs puisque 60 % des communes alsaciennes sont exposées à ce risque et 220 000 habitants vivent en zone inondable. La très forte densité alsacienne en plaine et l'implantation d'activités économiques augmentent considérablement les enjeux humains, industriels et environnementaux.

<sup>787</sup> Des plans de prévention du risque inondation (PPRI) ont été créés pour faire face à ces risques d'inondation. Fin d'année 2016, il existe 14 PPRI dont 10 approuvés : 6 dans le Haut-Rhin (Amont, Doller, Fecht, Thur, Lague et Lauch) et 4 dans le Bas-Rhin (Sélestat-Ebersheim, Sarre, Mossig et Zorn).

<sup>788</sup> D'après le Schéma régional Climat Air Énergie Alsace, il existe des opportunités et des faiblesses. Le débit hivernal du Rhin en hausse permettra de produire autant, voire davantage d'énergie hydroélectrique pendant la même période si de nouveaux équipements venaient exploiter cette possibilité. Les épisodes de crue hivernaux et printaniers, s'ils sont anticipés, peuvent se faire au profit des zones humides et permettent ainsi de restaurer les écosystèmes des espaces inondables. Les précipitations hivernales, à la hausse, seront nécessaires pour remplir les réservoirs afin de subvenir aux besoins en été. Mais une augmentation de la fréquence des crues-éclairés surtout sur les petits bassins versants tels que les affluents de l'Ille, accentuée par la fonte plus précoce et plus intense du manteau neigeux, aggravera le risque d'inondation dans les zones sensibles. L'évolution des débits vers une accentuation des extrêmes entraînera des impacts sur les unités de production hydroélectrique. Le trafic fluvial sur le Rhin risque d'être affecté par des problèmes de navigabilité en aval de Lauterbourg dans la seconde moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. Le déficit hydrique sera un problème notamment dans le massif vosgien. La probabilité d'avoir des périodes de sécheresse plus prononcées accroît le risque de dégradation des zones humides et notamment des tourbières. L'augmentation du débit hivernal des cours d'eau favorisera le risque d'inondation. Région Alsace, Direction Régionale de l'Environnement, et de l'Aménagement et du Logement, « Schéma régional Climat Air Energie de l'Alsace ». op.cit.,pp.60-69 et pp.88-90.

<sup>789</sup> INSEE Alsace, « Maintien d'une croissance démographique à l'horizon 2040 », Chiffres pour l'Alsace (Strasbourg: INSEE, décembre 2010). p.4.



l'érosion que se forment les coulées d'eaux boueuses<sup>790</sup>. Les zones viticoles et agricoles arables<sup>791</sup> sont de plus en plus touchées dans le Sud Alsace<sup>792</sup> malgré les solutions envisagées par les autorités<sup>793</sup>. Un autre risque omniprésent est le risque sismique<sup>794</sup>. D'après Antoine Schlupp<sup>795</sup>, responsable du bureau sismologique français, la probabilité d'un fort séisme en Sud Alsace est grande, et parmi les plus fortes de France. La partie entre Mulhouse et Bâle est le secteur le plus exposé<sup>796</sup>. Dans l'histoire, la ville de Bâle a été détruite par un tremblement de terre<sup>797</sup> en 1356, causant la destruction d'une grande partie de la région<sup>798</sup>. C'est à ce jour

---

<sup>790</sup> Une coulée de boue est constituée d'au moins 30 % d'eau, 50 % de limons, vases et autres matériaux argileux. C'est une matière très dense qui peut se propager à la vitesse de 80 km/h. Cet évènement se retrouve le plus souvent sur des versants et sa puissance destructrice est parfois assimilée à une avalanche. La carte des fréquences de coulées de boue est reportée en annexe 4.2.5.

<sup>791</sup> Au printemps 2016, lors d'un gros épisode orageux, les communes de Flaxlanden, Zillisheim, Brunstatt, Hochstatt, Steinbrunn-le-Bas, Steinbrunn-le-Haut et Didenheim ont été touchées par des coulées d'eau boueuse. Aucune victime n'est à déplorer, mais de nombreux dégâts sont constatés. Journal l'Alsace, « Fortes pluies et coulées de boue en Alsace », 12 mai 2016, L'Alsace édition.

<sup>792</sup> Le risque de coulées d'eau boueuse concerne 44 % des communes alsaciennes, notamment le Sundgau dans le Haut-Rhin.

<sup>793</sup> Depuis janvier 2000, le département du Haut-Rhin propose la réalisation, à l'échelle intercommunale, de plans de gestion de l'espace rural et périurbain (GERPLAN). Ce plan vise à développer l'assolement agricole ainsi que l'aménagement des bassins versants pour prévenir l'érosion et limiter le transfert des ruissellements vers l'aval, créer des bassins de rétention pour contenir les eaux des orages violents, car ceux qui sont existants ne suffisent plus, informer les populations à risque, et maîtriser l'urbanisation pour diminuer la vulnérabilité. Les communes de Blotzheim et Héisingue particulièrement touchées par ce phénomène ont mis en place un PPR multirisques « inondation et coulées d'eaux boueuses ». Conseil départemental du Haut-Rhin, « Plan de gestion de l'espace rural et périurbain - GERPLAN 2015 » (Colmar, 2015).

<sup>794</sup> Le risque sismique est la combinaison entre l'aléa sismique, les biens et les populations qui y sont soumises, et leur vulnérabilité face à cet aléa. Sa prédiction n'est pas possible : ni son intensité, ni sa localisation, ni sa profondeur, ni son occurrence ne peuvent être prévues avec certitude. Par contre, il est possible d'envisager les conséquences. La carte des zones sismiques est reportée en annexe 4.2.6.

<sup>795</sup> Alsace20, « L'Alsace est elle menacée par des séismes? Entretien avec Antoine Schlupp, responsable du Bureau Sismologique Français », 18 mars 2011, [https://www.youtube.com/watch?v=8LQgo1G\\_67A](https://www.youtube.com/watch?v=8LQgo1G_67A).

<sup>796</sup> L'Alsace est l'une des régions de France les plus concernées par les séismes avec les Alpes et les Pyrénées. Toutes les communes sont concernées par le risque sismique. Il s'agit du niveau le plus fort en France métropolitaine : 79 % des communes alsaciennes sont en risque modéré, 15 % en risque moyen, 6% en risque faible et aucune n'est exposée au risque fort.

<sup>797</sup> Étant donné l'époque, aucun outil n'a pu mesurer la force du séisme. Néanmoins, sur la base des dommages reportés dans les documents anciens des châteaux de la région, une estimation de la magnitude a pu être élaborée par les experts. L'estimation de la magnitude sur l'échelle de Richter est de 6,2 pour les experts français et entre 6,7 et 6.9 pour les experts suisses et allemands. La différence de 0,6 entre les deux analyses correspond à une libération d'énergie près de huit fois plus importante. Ce fut le pire séisme des annales helvétiques. M. Meghraoui, « Active Normal Faulting in the Upper Rhine Graben and Paleoseismic Identification of the 1356 Basel Earthquake », *Science* 293, n° 5537 (14 septembre 2001). pp.2070-2073.

<sup>798</sup> La question est de savoir si ce tremblement de terre va se reproduire. En moyenne, il peut se répéter tous les 1500 ans environ et à un niveau comparable à celui qui a détruit la ville de Bâle en 1356. Si l'évènement venait à se reproduire, il y aurait plusieurs milliers de morts et des dizaines de



l'évènement sismologique le plus important d'Europe centrale<sup>799</sup> et il est considéré comme comparable à celui qui a frappé Kobe au Japon en janvier 1995. Pour lutter contre ce risque, certaines communes se préparent et anticipent les tremblements de terre<sup>800</sup>. Aux risques d'inondations, de coulées d'eaux boueuses, et de séismes, le Sud Alsace est aussi particulièrement touché par les mouvements de terrain<sup>801</sup> provoquant parfois des dégâts considérables<sup>802</sup> très souvent d'origine anthropique<sup>803</sup> notamment à cause des ouvrages militaires vieillissants des deux guerres mondiales<sup>804</sup>. Ils peuvent aussi provoquer des ruptures<sup>805</sup> de digues ou de

---

milliers de personnes gravement ou légèrement blessées. Les dégâts matériels seraient de l'ordre de 50 à 100 milliards de Francs suisses. (Le PIB de la Suisse fin 2013 est estimé à 600 milliards CHF). De ce montant, 5 à 10 milliards de CHF proviendraient des dommages causés aux systèmes des infrastructures, et les interruptions d'exploitation se traduiraient par des coûts estimés à 15 milliards de CHF. Un tremblement de terre de cette force serait ressenti dans toute la Suisse et causerait des dommages à des distances supérieures à 100 kilomètres. Fäh et al., « Earthquake scenarios for the city of Basel », in *Soil Dynamics and Earthquake Engineering*, vol. 21, Issue 5, 2011, pp.405-413. ; Dina D'Ayala et al., « Earthquake Loss Estimation for Europe's Historic Town Centres », *Earthquake Spectra* 13, no 4 (novembre 1997): pp.773-793.

<sup>799</sup> K.-P. Bonjer, « Seismicity Pattern and Style of Seismic Faulting at the Eastern Borderfault of the Southern Rhine Graben », *Tectonophysics* 275, n° 1-3 (juillet 1997) pp.41-69.

<sup>800</sup> Par exemple, les entraînements par la simulation sont extrêmement utiles pour tester les équipes et pallier les faiblesses techniques et d'organisation. Dans le sud Alsace, l'exercice Richter 2010 a permis de simuler une gestion de crise : Ces manœuvres ont été pilotées par la préfecture du Haut-Rhin dans les environs de Thann. Il s'agissait d'un scénario basé sur un séisme de magnitude 6,2 similaire à celui qui a détruit la ville de Bâle en 1356.

<sup>801</sup> Un mouvement de terrain est « un déplacement, du sol ou du sous-sol, plus ou moins brutal, sous l'effet d'influences naturelles (fortes précipitations, alternance gel et dégel, érosion, etc.) ou anthropiques (exploitation de matériaux, déboisement, terrassement, etc.) ». Ils sont le résultat de la déformation, de la rupture et du déplacement du sol selon des facteurs géologiques, hydrogéologiques et topographiques accentués en fonction des conditions météorologiques et de l'activité humaine. 200 événements de ce type ont été relevés dans le Haut-Rhin entre 2004 et 2006. Mermey et Perrin, « Inventaire départemental des mouvements de terrain du Haut-Rhin » (Lingolsheim: BRGM, décembre 2005).

<sup>802</sup> Cet évènement est plutôt lent et cause peu de victimes. Par contre, les dégâts sont souvent considérables avec des effets parfois irréversibles. Un déplacement de quelques centimètres peut provoquer d'immenses dégâts sur une structure immobilière, car les nouvelles tensions créées ne pourront plus garantir la sécurité des occupants, il faudra donc détruire le bâtiment et le reconstruire avec de nouvelles normes de sécurité.

<sup>803</sup> BGRM, « REGION ALSACE, Synthèse de l'activité 2014 » (Strasbourg: Bureau de Recherches Géologiques et Minières, 2015). p.1.

<sup>804</sup> Les mouvements de terrain dans le Haut-Rhin représentent un risque de plus en plus élevé. Les chutes de blocs : les secteurs concernés sont situés dans les Vosges, le Jura Alsacien et les collines sous-vosgiennes. Il existe des cas à Ferrette et Bitschwiller-les-Thann. Les glissements de terrain : les secteurs concernés se situent dans les Vosges, le Sundgau et les collines sous-vosgiennes, mais également en arrière des maisons construites à flanc de versant. Des cas sont connus à Thann, Zellenberg, Altkirch ou Muhlbach-sur-Munster. Les affaissements et effondrements : les secteurs concernés se situent le long du Rhin, dans les crêtes du Sundgau, la trouée de Belfort et les crêtes des Vosges encore meurtries par les champs de bataille des première et seconde guerres mondiales. Les cavités naturelles ne représentent que 4 % des affaissements ou des effondrements alors que 91 % de ces phénomènes sont liés aux ouvrages militaires. Mermey et Perrin, « Inventaire départemental des mouvements de terrain du Haut-Rhin ».

barrages<sup>806</sup>. Un peu plus de 40 000 tonnes de déchets toxiques, stockés sur le site de Stocamine<sup>807</sup> à Wittelsheim, accentuent les risques graves de pollution<sup>808</sup> sur la plus grande nappe phréatique d'Europe, ce qui est même considéré comme une « bombe à retardement<sup>809</sup> » par la presse nationale. Tous ces risques se manifestent sous différentes formes et engendrent de nombreux dégâts matériels et économiques sur le Sud Alsace. Tandis que les aléas vont croître avec le dérèglement climatique, les enjeux humains vont aussi augmenter. De manière générale, le Sud Alsace est plus touché par ces évolutions que le reste de la région.

Une autre approche pour l'analyse systémique du Sud Alsace est l'énergie. Un chasseur-cueilleur subsistait seulement avec 5000 calories par jours il y a 10 000

---

<sup>805</sup> Il existe 4 barrages de classe A uniquement basés dans le Haut-Rhin situés sur le versant des Vosges, 13 barrages de classe B principalement le long du Rhin, 13 barrages de classe C et une centaine de classe D. Les barrages sont tous en remblai sauf les aménagements hydroélectriques sur le Rhin. Par ailleurs, 400 km de digues linéaires sont recensés ; dont 150 km le long de l'III et des vallées vosgiennes, et 170 km de digues de canalisation le long du Rhin. La rupture peut être instantanée, comme dans les ouvrages maçonnés, ou progressive pour les ouvrages en remblai. Un glissement de terrain dans la retenue du barrage peut provoquer une onde de submersion qui peut déclencher un débordement dans la vallée ou bien créer une rupture totale ou partielle du barrage. Un tel évènement aurait des répercussions dramatiques sur les personnes, les biens et l'environnement (Ministère de l'écologie et du développement durable, « Les Ruptures de barrages » (direction de la prévention des pollutions et des risques, Sous-direction de la prévention des risques majeurs, Cellule retour d'expérience, 2004) 20.p.) Une rupture de barrage ou de digue peut être causée par un ou plusieurs de ces facteurs. Le risque majeur « grand barrage » concerne 99 communes en Alsace.

<sup>806</sup> Des exemples historiques régionaux et nationaux de rupture de barrage rappellent que ce phénomène existe bien et pourrait même prendre une autre ampleur avec le risque terroriste. La rupture du barrage de Malpasset est considérée comme l'une des plus grandes catastrophes civiles françaises du XXe siècle. Cette rupture a causé la mort de 423 personnes en décembre 1959 dans le Var (Ministère de l'Agriculture, « Commission d'enquête du barrage de Malpasset », Rapport définitif (Ministère de l'Agriculture, 1960).). Plusieurs accidents sans victime ont été recensés plus récemment (Chaumeçon en 1996 et Tuillières en 2006). La catastrophe du 27 avril 1985 de Bouzey dans les Vosges rappelle les dangers d'une rupture de barrage. La digue rompit sur 200 mètres de long en provoquant le déversement de 7 millions de mètres cubes d'eau causant la mort d'une centaine de personnes. Des problèmes de capitaux financiers, de fondation et de terrain seraient à l'origine de ce drame. La carte des principaux barrages et digues est reportée en annexe 4.2.7.

<sup>807</sup> StocaMine est le nom d'un Groupement d'intérêt public (GIP) créé et géré à parité par StocaMine et la mairie de Wittelsheim. Il s'agit d'une filiale de la société des Mines de potasse d'Alsace.

<sup>808</sup> Milko Haddad, « Stockage souterrain StocaMine sollicite les techniques et les compétences pour progresser », *Mines et carrières*, n° 250 (2017): pp.148-158. ; Milko Haddad, « Stockage souterrain de déchets industriels StocaMine passe à la mise en oeuvre contestée des confinements », *Mines et carrières*, n° 261 (2018): pp.162-164.

<sup>809</sup> Stéphane Foucart, « Stocamine, « une bombe à retardement » en Alsace », 8 septembre 2018, *Le Monde* édition, sect. Planète. ; Louise Claereboudt, « Stocamine, une calamité environnementale à durée indéterminée », 6 juin 2019, *Libération* édition.

ans, tandis qu'un New-Yorkais ou un Londonien en consomme aujourd'hui globalement 300 000 par jour. C'est-à-dire qu'un habitant de ces villes a une demande soixante fois supérieure à celle des aïeux<sup>810</sup>. La demande énergétique des habitants du Sud Alsace doit être plus proche des citoyens de ces grandes villes que des chasseurs-cueilleurs. Cet exemple résume la dépendance à l'énergie qui a d'ailleurs marqué le cours de l'histoire des différentes révolutions industrielles<sup>811</sup> à Mulhouse<sup>812</sup>. Gaël Giraud, directeur de recherche au CNRS et chef économiste à l'agence française de développement, démontre dans ses travaux le lien très étroit entre le pétrole, l'énergie, les ressources, la croissance économique et le dérèglement climatique. Selon lui, le PIB est lié à la quantité d'énergie disponible du système et non l'inverse<sup>813</sup>. Le dérèglement climatique est amorcé par la production et la consommation de cette énergie<sup>814</sup> qui semble être la base de l'économie. La disponibilité de l'énergie fossile a considérablement changé notre société et notre manière de vie<sup>815</sup>. Lors d'une leçon inaugurale de Jean-Marc Jancovici à Sciences po Paris le 29 août 2019, ce dernier a posé la question délicate du découplage impossible entre le PIB et le CO2. Ceci étant dit, Dominique Bourg nuance ces propos : « la solution est de chercher à disjoindre la création de valeur, notamment monétaire, des flux de matière et d'énergie qui la sous-tendent généralement. Il existe peut-être deux voies complémentaires d'ores et déjà expérimentées, mais de façon marginale : l'économie circulaire et l'économie de fonctionnalité<sup>816</sup> ». Toutefois, l'histoire du carbone et de son couplage avec le complexe techno-industriel est

---

<sup>810</sup> John Thackara, « The ecozoic city », 21 mars 2013, <http://www.resilience.org/>.

<sup>811</sup> Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf (dir), éd., *La transition énergétique: un concept historique?*, Environnement et société (Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion, 2018). 320 p.

<sup>812</sup> Nicolas Stoskopf, « Industrialisation et désindustrialisation à Mulhouse, une trajectoire singulière (XVIIIe-XXe siècles) », *Annuaire historique de Mulhouse*, n° 18 (2007). op.cit., pp.73-79.

<sup>813</sup> Gaël Giraud et Zeynep Kahraman, « How Dependent is Growth from Primary Energy? The Dependency ratio of Energy in 33 Countries (1970-2011) » (Documents de travail du Centre d'Économie de la Sorbonne, 2014). pp.2-4 ; Gaël Giraud et Institut Veblen, éd., *Produire plus, polluer moins: l'impossible découplage* (Paris: Petits matins : Institut Veblen, 2014). 80.p ; Gaël Giraud et Jean-Luc Dubois, « L'économie d'« acteurs capables » », *Projet* n° 306, n° 5 (2008) pp.4-11.

<sup>814</sup> Jean-Marc Jancovici, *Dormez tranquilles jusqu'en 2100: et autres malentendus sur le climat et l'énergie*. (Paris: Eyrolles, 2015). pp.47-51

<sup>815</sup> Julia K. Steinberger, Johan van Niel, et Dominique Bourg, « Profiting from Negawatts: Reducing Absolute Consumption and Emissions through a Performance-Based Energy Economy », *Energy Policy* 37, n° 1 (janvier 2009): pp.361-370.

<sup>816</sup> Dominique Bourg, Alain Grandjean, et Thierry Libaert, *Environnement et entreprises: en finir avec les discours* (Paris: Village mondial, 2006). p.138.

certainement l'un des plus grands verouillages<sup>817</sup> selon les historiens du CNRS Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz : « Les “conditions initiales”, l'abondance de charbon ou de pétrole, mais aussi des décisions politiques encourageant une source d'énergie plutôt qu'une autre [ont déterminé] les trajectoires technologiques sur une très longue durée<sup>818</sup> ».

En reprenant la notion d'esclave énergétique d'Oscar Wilde dans « The soul of Man under Socialism », Jean-Marc Jancovici constate que chaque Français consomme quotidiennement l'équivalent de 600 esclaves énergétiques par jour, tandis qu'une centaine ne serait toujours pas soutenable pour la planète<sup>819</sup>. Cela représenterait l'équivalent de 159 940 800 esclaves énergétiques pour maintenir le rythme de vie des 265 678 habitants de l'agglomération mulhousienne (chiffre de la M2A en 2014), il faudrait alors 2,4 fois la population française pour fournir quotidiennement l'énergie nécessaire pour l'ensemble de M2A. L'énergie est la « courroie de distribution » de notre société. D'ailleurs, lorsqu'une crise énergétique émerge, une crise économique s'en suit<sup>820</sup>, et il n'en faut pas davantage pour déstabiliser le fragile équilibre du système financier international<sup>821</sup>. Lors de sa présentation au plan participatif climat de juin 2019, le directeur délégué Emmanuel Rivière d'ATMO Grand Est soulignait la très forte dépendance du Sud Alsace aux énergies fossiles pour son développement<sup>822</sup>. Or cette énergie est de plus en plus rare<sup>823</sup> et difficile à

---

<sup>817</sup> Pablo Servigne et Raphaël Stevens, « Alors, ça vient? Pourquoi la transition se fait attendre », *Barricade*, 2014. pp.3-7.

<sup>818</sup> Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L' événement anthropocène: la Terre, l'histoire et nous* (Paris: Éd. du Seuil, 2013). p.129.

<sup>819</sup> La France consomme aujourd'hui 500 milliards de kWh par an, c'est-à-dire à peine moins que les 600 milliards de kWh consommés en 1945 par les 2 milliards d'habitants. La consommation moyenne mondiale d'énergie par habitant équivaut aujourd'hui à 20 000 kWh, c'est-à-dire l'équivalent énergétique de 200 esclaves énergétiques par personne, tandis que les occidentaux sont plutôt à 50 000 kWh, c'est-à-dire 600 esclaves énergétiques. Jean-Marc Jancovici, « Combien suis-je un esclavagiste ? », *jancovici.com* (blog), 1 mai 2005. ; Jancovici sur les données primaires Schilling et al., 1977, BP Statistical Review, 2012, UN, 2012.

<sup>820</sup> James Hamilton, « Causes and Consequences of the Oil Shock of 2007-08 » (Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research, mai 2009), 71 p. ; Charles A. S Hall et Kent A Klitgaard, *Energy and the Wealth of Nations: Understanding the Biophysical Economy* (New York, NY: Springer, 2012), 407 p.

<sup>821</sup> Dominique Lacoue-Labarthe, Hubert Bonin, et Jean Marc Figuet, éd., *Crises et regulation bancaires: les cheminements de l'instabilité et de la stabilité bancaires*, Publications d'histoire économique et sociale internationale, no 34 (Geneve: Librairie Droz, 2016). 632 p.

<sup>822</sup> Emmanuel Rivière, « Ou en sommes-nous ? (Bilan m2A et perspectives régionale) Les émissions et consommations entre 2005 et 2017, Production d'Energies Renouvelables (EnR), qualité de l'air et séquestration carbone sur le territoire de m2A. » (Ouverture du plan participatif climat, 19 juin 2019, Mulhouse).

extraire<sup>824</sup>. L'agence internationale de l'énergie, connue pour être assez conservatrice sur les données, estime que le pic de pétrole conventionnel a été franchi en 2006<sup>825</sup>, maintenant le rythme sur un plateau<sup>826</sup>, tandis que la consommation énergétique ne cesse de croître pour soutenir le système économique. Si ces liens de forte dépendance ne semblent pas encore susciter un intérêt chez les élus du Sud Alsace, le gouvernement britannique<sup>827</sup>, les armées américaine<sup>828</sup> et allemande<sup>829</sup> partagent déjà ces inquiétudes ainsi qu'un grand nombre de chefs d'entreprise<sup>830</sup>. Néanmoins, plusieurs filières régionales<sup>831</sup> représentent un potentiel pour l'avenir énergétique face à ces enjeux énergétiques. Dominique Bourg estime qu'il « faudra faire décroître nos flux de matière et d'énergie, ce qui signifiera au bout du compte non seulement consommer mieux, mais également consommer moins<sup>832</sup> ». La région mulhousienne offre également des opportunités pour les énergies alternatives : 97 % de l'énergie produite sur ce territoire est d'origine « renouvelable ». Le Grand canal d'Alsace permet de produire de l'électricité grâce à la centrale hydraulique de Ottmarsheim et aux vis

<sup>823</sup> Le TRE (taux de retour énergétique), c'est-à-dire l'énergie dépensée pour en extraire, est le ratio de référence. Il était de 1 pour 100 au début du XXe siècle, puis 1 pour 35 en 1990 et il se rapproche actuellement de 1 pour 13/15. S'il fallait un baril de pétrole pour en extraire une centaine au début du siècle dernier, il n'est possible d'en extraire qu'une bonne dizaine aujourd'hui.

<sup>824</sup> C Cleveland, « Net Energy from the Extraction of Oil and Gas in the United States », *Energy* 30, n° 5 (avril 2005) pp.769-782.

<sup>825</sup> Matthieu Auzanneau, « Tout va bien – le Peak Oil est atteint, dit l'Agence internationale de l'énergie », *petrole.blog.lemonde.fr* (blog), 18 novembre 2010.

<sup>826</sup> R. G. Miller et S. R. Sorrell, « The Future of Oil Supply », *Philosophical Transactions of the Royal Society A: Mathematical, Physical and Engineering Sciences* 372, n° 2006 (2 décembre 2013).

<sup>827</sup> Brandt et al., « An assessment of the evidence for a near-term peak in global oil production » (UK ENERGY RESEARCH CENTRE, 2009).

<sup>828</sup> United States Joint Forces Command, « The joint Operating Environment 2010 ».

<sup>829</sup> Bundeswehr, « Peak Oil; Sicherheitspolitische Implikationen knapper Ressourcen » (Planungsamt der Bundeswehr, 2010).

<sup>830</sup> Simon Roberts et UK Industry Taskforce on Peak Oil & Energy Security, *The Oil Crunch: A Wake-up Call for the UK Economy: Second Report of the UK Industry Taskforce on Peak Oil & Energy Security (ITPOES)* (London: Ove Arup & Partners Ltd., 2010). 55 p.

<sup>831</sup> En 2012, la situation de l'Alsace est meilleure que la moyenne nationale grâce à l'exploitation de longue date de centrales hydroélectriques sur le Rhin et grâce à la présence importante de forêts exploitées. Ces deux filières constituent à elles seules plus de 90 % de la production alsacienne d'énergie renouvelable (ENR) (70 % au niveau national). Les autres ENR représentent encore une part marginale de la production mais affichent des potentiels de développement encore inexploités. Les filières sont les suivantes : hydroélectricité, biomasse bois, biomasse déchets, biomasse agricole, agrocarburants, géothermie, solaire thermique, solaire photovoltaïque et biogaz. Région Alsace, Direction Régionale de l'Environnement, et de l'Aménagement et du Logement, « Schéma régional Climat Air Energie de l'Alsace ». op.cit., pp.129-186.

<sup>832</sup> Dominique Bourg et Gérald Hess, « La géo-ingénierie : réduction, adaptation et scénario du désespoir », *Natures Sciences Sociétés* 18, Dossier Adaptation aux changements climatiques (mars 2010). p.302.



d'Archimède de Battenheim et Niffer. La biomasse est également valorisée, alors que la rénovation de la centrale thermique de l'Illberg, en 2012, a permis de renforcer le réseau de chaleur urbain. La combustion des déchets du site de Sausheim offre également des possibilités de récupérer de l'énergie. Enfin des centrales solaires thermiques et photovoltaïques produisent de l'énergie dans m2A (fermes photovoltaïques à Feldkirch, Hombourg, les toits des particuliers, etc.)<sup>833</sup>. Le journaliste américain Richard Heinberg démontre que la plupart des autres ressources, notamment minières, empruntent le même chemin que le pétrole : c'est ce qu'il appelle le « peak everything<sup>834</sup> » (« le pic de tout »), analyse justifiée par une autre étude sur la pénurie permanente de 88 ressources non-renouvelables avant 2030<sup>835</sup>. C'est notamment l'agriculture conventionnelle, extrêmement dépendante du phosphore<sup>836</sup>, dont le pic se rapproche, du potassium et de l'azote qui représente la grande crainte du système alimentaire mondial dans un contexte de dérèglement climatique selon plusieurs organisations de l'ONU<sup>837</sup>. La sécurité alimentaire est une question de sécurité nationale d'après l'ouvrage de Stéphane Linou, spécialiste des problématiques de ressources et du continuum sécurité-défense<sup>838</sup>, suscitant même une question d'actualité au gouvernement de la part de la sénatrice Françoise Laborde au ministre de l'Intérieur Christophe Castaner le 17 mai 2019<sup>839</sup>. La réponse lacunaire du ministre montre que ce risque majeur n'est pas encore

---

<sup>833</sup> AURM et Luc Carpentier, « Evolution et production d'énergies renouvelables en région mulhousienne » (Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 1 juillet 2019). p.2.

<sup>834</sup> Richard Heinberg, *Peak Everything: Waking up to the Century of Decline in Earth's Resources* (Forest Row: Clairview, 2007). 213 p.

<sup>835</sup> Chris Clugston, « increasing global non renewable natural resource scarcity—an analysis », *resilience.org* (blog), 6 avril 2010.

<sup>836</sup> « Mais comme pour le pétrole, alors que la consommation tend à s'accélérer, la qualité des minerais tend à diminuer. La production d'un des plus importants producteurs de phosphore minéral, les États-Unis, voit sa production chuter depuis 20 ans, présageant d'une prochaine envolée des prix lorsque seul le Maroc détiendra des réserves importantes. En 2007-2008, par exemple, son prix a augmenté de 500 à 700% dans une période de 14 mois, et il semble très probable que le pic de phosphore ait lieu dans les 20 prochaines années. L'Europe est quant à elle entièrement dépendante des importations de phosphore, ce qui pose un grave problème de sécurité alimentaire, dont les institutions européennes sont d'ailleurs déjà conscientes » Pablo Servigne, « Nourrir l'Europe en temps de crise : Vers des systèmes alimentaires résilients » (Bruxelles: Groupe des Verts/ALE au Parlement européen, 2013). p.13.

<sup>837</sup> Food and agriculture organization of the united nations et al., « The State of Food Security and Nutrition in the World 2017. Building resilience for peace and food security » (Rome: FAO, 2017). 132 p.

<sup>838</sup> Stéphane Linou, *Résilience alimentaire et sécurité nationale*, 2019. 145 p.

<sup>839</sup> Françoise Laborde, « Résilience alimentaire et sécurité nationale. 15e législature ». Question d'actualité au gouvernement n° 0787G de Mme Françoise Laborde (Haute-Garonne-RDSE).Publiée dans le JO Sénat du 17/05/2019 - page 6535.



considéré en France. Aujourd'hui, même la campagne du Sud Alsace<sup>840</sup> n'est plus autonome en matière d'alimentation et Mulhouse n'est plus capable de faire face à une pénurie malgré un « boom du bio » d'après Raymond Woessner<sup>841</sup>. Tout dépend des transports puisque les enseignes d'alimentation privées n'ont que trois jours de stock. Le renforcement de l'agriculture vivrière est un des objectifs du Projet Alimentaire Territorial (PAT) du territoire m2A — Sud Alsace<sup>842</sup> et devrait contribuer à diminuer les risques de pénurie alimentaire dans un contexte de limite de ressources et de dérèglement climatique<sup>843</sup>. Par ailleurs, une meilleure connaissance du foncier agricole et de son usage devient indispensable : un recensement des parcelles agricoles « publiques » a déjà repéré le foncier<sup>844</sup> sur lequel l'agglomération mulhousienne a, ou aura, les moyens d'agir en faveur d'une mutation vers une agriculture de proximité<sup>845</sup>. Cette représentation du couplage énergie/dérèglement climatique permet de mettre en lumière la dimension systémique du Sud Alsace sous un angle nouveau.

De manière plus traditionnelle, la population, la production industrielle, la production de services, les ressources non-renouvelables, le niveau de pollution et la production agricole auraient pu être pris en compte pour le Sud Alsace mais ces éléments ont déjà fait l'objet d'une étude à l'échelle mondiale : le rapport du Club de Rome « The Limits of Growth », (« Halte à la croissance ») paru en 1972 dirigé par le professeur émérite Dennis Meadows de l'université du Massachusetts Institute of Technology (MIT) a justement développé un modèle numérique (World 3) grâce à

---

<sup>840</sup> Philippe Wendling, « L'agriculture s'échauffe pour l'avenir », *Une histoire du climat*, Saisons d'Alsace, n° 80 (juillet 2019): pp.74-79.

<sup>841</sup> Woessner, *Atlas de l'Alsace*. op.cit., pp.258-267.

<sup>842</sup> Depuis le printemps 2017, différents acteurs du territoire et m2A ont construit une démarche collective et organisée de Projet Alimentaire Territorial (PAT). Le but est d'offrir aux habitants de l'agglomération un meilleur accès à une alimentation saine, locale et issue d'une agriculture respectueuse de l'environnement et équitable. Ce Projet Alimentaire Territorial a été labellisé en 2018 par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. La démarche est ouverte vers les territoires voisins du Sud Alsace, confortée par la Candidature PIA TIGA « Champs du possible, Villes du futur » pour devenir un territoire innovant, durable, inclusif et résilient en l'espace de 10 ans. Ville de Mulhouse, « Les enjeux de l'alimentation à Mulhouse et son agglomération », Dossier de presse (Mulhouse: Ville de Mulhouse, 26 novembre 2017). 16 p.

<sup>843</sup> Région Alsace et INSEE, « L'essentiel sur l'agriculture en Alsace » (Région Alsace, octobre 2005). pp.1-4.

<sup>844</sup> AURM et Catherine Horodyski, « Où développer une agriculture de proximité en région mulhousienne? Inventaire initial et fiches communales » (Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 1 juillet 2019). p.3.

<sup>845</sup> Woessner, *Atlas de l'Alsace*. op.cit., pp.268-270.

l'informatique pour les modéliser<sup>846</sup>. Depuis sa publication, des études sont menées pour vérifier l'exactitude du modèle, ce qui nous invite à revenir dans quelques décennies sur les travaux de prospective réalisés dans cette thèse. Vingt ans après sa publication, une première mise à jour du rapport a montré un rapprochement de certaines limites<sup>847</sup> ; une deuxième mise à jour pour les trente ans<sup>848</sup> a montré que rien n'a été fait pour éviter le scénario « business as usual ». Enfin, le scientifique australien Graham Turner a comparé en 2008 les données réelles des 40 dernières années avec ceux du modèle de 1972<sup>849</sup>. Le constat est sans appel : l'histoire corrobore les hypothèses. Il y a certes une part d'incertitude que le sociologue Alain Gras souligne : « l'histoire est une suite de bifurcations qui, loin d'être des adaptations, sont au contraire des voies ouvertes à la liberté humaine et à sa créativité, comme au pouvoir des Dieux... au hasard, à l'inattendu par excellence<sup>850</sup> ». Quoiqu'il en soit, s'il y a bien des incertitudes qui pèsent assez lourdement sur le Sud Alsace, c'est bien celui des risques industriels<sup>851</sup>, de transport de matières dangereuses<sup>852</sup>, et nucléaires<sup>853</sup>, qui ne sont pas sans rappeler la

---

<sup>846</sup> Dennis Meadows a introduit les données réelles dans son modèle pour simuler le système-Terre pour les 150 années à venir à partir de 1972 en s'appuyant sur ces six paramètres : la population, la production industrielle, la production de services, les ressources non-renouvelables, le niveau de pollution et la production agricole. Il a mis en évidence la fragilité du système dans le cas du « business as usual » appelé « standard run ». Le développement de nouvelles technologies, la découverte de nouvelles ressources, la stabilisation de la population, l'augmentation des rendements agricoles ou le contrôle de pollution n'arrange non seulement pas la situation mais l'aggrave. Denis Meadow a démontré la durabilité du système si des mesures avaient été prises simultanément dès les années 1980.

<sup>847</sup> Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, et Jørgen Randers, *Beyond the Limits: Global Collapse or a Sustainable Future* (London: Earthscan Publications, 1992). 300 p.

<sup>848</sup> Meadows, Randers, et Meadows, *The limits to growth*. 338 p.

<sup>849</sup> Les critiques développées à la genèse du projet n'ont pas résisté au temps puisque les données récoltées les 40 dernières années corroborent ce modèle. Si les chiffres avancés ne sont pas d'une grande précision, il faut néanmoins retenir l'extrême fragilité et la grande sensibilité du système-Terre ainsi que l'interconnexion de ces sous-systèmes. G Turner, « A Comparison of The Limits to Growth with 30 Years of Reality », *Global Environmental Change* 18, no 3 (août 2008) pp.397-411.

<sup>850</sup> Alain Gras, « Le sens de l'histoire en question: Critique des notions d'adaptation et d'évolution orientée », *Communications* 95, n° 2 (2014): pp.38-39.

<sup>851</sup> Le risque industriel est lié à l'utilisation, au stockage, ou à la fabrication de substances dangereuses. Ces peuvent se manifester de différentes manières : le risque toxique par inhalation, ingestion, contact de produits dangereux dû à la propagation dans l'eau, l'air et le sol, le risque d'incendie causé par l'inflammation d'un produit au contact d'un autre, d'une flamme ou d'un point chaud, et le risque d'explosion par le mélange ou l'explosion de certains produits. Ils peuvent provoquer des phénomènes dangereux et causer des dommages importants, ils contribuent fortement aux enjeux humains, économiques, financiers et plus largement sociétaux. Ministère de l'écologie et du développement durable, « Le risque industriel - Dossier d'information » (Paris: Direction de la Prévention des pollutions et des risques, septembre 2007). 28 p.

<sup>852</sup> Le risque de transport de matières dangereuses est réel et peut provoquer des situations critiques, notamment par combinaison de l'accident et des effets du produit transporté dans un environnement

tendance irrémédiable d'une société à se complexifier, concept développé par Joseph Tainter<sup>854</sup>, anthropologue et historien américain qu'il appelle « le syndrome de complexité »<sup>855</sup>. À l'exception de l'entreprise Constellium à côté de Colmar, tous les sites industriels SEVESO à seuil haut et à seuil bas du Haut-Rhin se situent dans le Sud Alsace<sup>856</sup>, plus particulièrement autour de Mulhouse et le long du Rhin, notamment pour des raisons historiques<sup>857</sup>, rendant le territoire particulièrement exposé à ces risques<sup>858</sup>. Le couple dérèglement climatique et énergie rajoute une pression supplémentaire sur ces risques que les entreprises commencent à prendre en considération<sup>859</sup>. Le Sud Alsace bénéficie d'une position stratégique dans le

---

particulier puisque ces matières peuvent transiter par plusieurs canaux différents : la route, les voies fluviale et aérienne, les lignes de chemin fer ou les canalisations souterraines. Emmanuel Garbolino et al., « Vulnerability and resilience of the territory concerning risk of dangerous goods transportation (dgt): proposal of a spatial model », *Chemical Engineering Transactions*, mai 2013, pp.91–96.

<sup>853</sup> Le risque nucléaire fait suite à la survenance éventuelle d'accidents, conduisant à un rejet d'éléments radioactifs à l'extérieur des conteneurs et enceintes prévus pour les contenir. Les différentes sources d'accidents nucléaires pouvant survenir sont multiples. Mairie de Fessenheim, « Les risques majeurs à Fessenheim », DICRIM, Dossier d'information communal sur les risques majeurs (Fessenheim: Mairie de Fessenheim, novembre 2012). 72 p.

<sup>854</sup> Comme première contribution à cette complexité, Joseph Tainter a montré l'existence d'une fonction économique avec des coûts et des bénéfices évoluant dans le temps. Ce ratio coûts-bénéfices diminue dans le temps avec l'augmentation de la complexité. Sa deuxième contribution montre le lien entre la complexité et l'énergie. Selon lui, plus le niveau de complexité augmente, plus la consommation d'énergie croît jusqu'à atteindre un maximum pour atteindre un équilibre. Au-delà, la situation devient intenable et provoque de facto des crises lorsque les coûts énergétiques deviennent insupportables pour gérer la complexité de la société. Mais pour remédier à ces problèmes, la société aura tendance à créer de nouvelles solutions rajoutant ainsi des niveaux supplémentaires de complexité nourrissant par ailleurs un besoin croissant d'énergie par la création d'une bureaucratie et d'infrastructures supplémentaires (Timothy F.H. Allen et al., « Mapping Degrees of Complexity, Complicatedness, and Emergent Complexity », *Ecological Complexity*, juin 2017.). Il a démontré la validité de son modèle en étudiant 14 exemples de sociétés ayant connu cette bascule du système énergie / complexité. Joseph A. Tainter, « 14 Collapse and Sustainability: Rome, the Maya, and the Modern World: Rome, the Maya, and the Modern World », *Archeological Papers of the American Anthropological Association* 24, no 1 (mars 2014): pp.201-214.

<sup>855</sup> Joseph A. Tainter et Temis G. Taylor, « Complexity, Problem-Solving, Sustainability and Resilience », *Building Research & Information* 42, n° 2 (4 mars 2014): pp.168-81.

<sup>856</sup> La carte des sites SEVESO à seuil haut et à seuil bas est reportée en annexe 4.2.8.

<sup>857</sup> L'aventure de la prospective à Mulhouse à la fin des années 1950 a très fortement contribué à la mise en place et au développement de la zone industrielle le long du Rhin. Voir partie 1.

<sup>858</sup> Ces événements sont de faible occurrence et se manifestent par différents types d'accidents. Il existe 8274 établissements industriels référencés en Alsace par les services de l'État en 2014. La base ARIA (Analyse, Recherche et Information sur les Accidents) recense les incidents ou accidents qui ont, ou auraient, pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publiques, l'agriculture, la nature et l'environnement. Cette base a identifié 756 accidents relatifs aux installations classées dans le Haut-Rhin depuis 1989. Commissariat général au développement durable, « Les activités industrielles en région Alsace », Portraits régionaux de l'environnement (Commissariat général au développement durable, juillet 2015). p.5.

<sup>859</sup> Les aléas augmentent et exercent une pression encore plus forte sur les enjeux déjà importants du territoire : le risque majeur va donc croître. Le Sud Alsace est exposé à une croissance des risques industriels. De plus, une action humaine malveillante ou involontaire peut tout à fait déclencher un grave accident ayant des conséquences parfois irréversibles sur l'environnement. Grégoire Allix,

transport de matières en Europe et ses capacités de logistiques sont des atouts pour les activités de transport. Les données montrent une spécificité régionale, car le transport est structuré de manière plurimodale avec un recours important au Rhin et une utilisation calibrée selon le volume, le produit et l'aire de chalandise<sup>860</sup>. La forte demande locale pour les produits d'usage comme le gaz domestique, les engrais et les hydrocarbures représentent à eux seuls 60 % des transports de matières dangereuses qui a peu de connexions par route avec le reste de la France, ce qui est moins le cas pour le réseau ferré et les voies fluviales. Si 46 % des communes du Haut-Rhin sont exposées par ces risques<sup>861</sup>, Mulhouse se trouve à l'intersection des flux de transport de matières dangereuses formant un « y » renversé entre les trois branches vers le Nord, le coin des Trois frontières et le Territoire de Belfort. Paradoxalement, le Sud Alsace est situé à la croisée de deux axes de dimension européenne sans en être véritablement le carrefour : légèrement à la marge de l'axe rhénan et sur un axe Rhin-Rhône peu mis en valeur. Le trafic et les externalités représentent selon Raymond Woessner un « risque d'effet tunnel ou de marginalisation<sup>862</sup> » dans le contexte européen.

Par ailleurs, le risque nucléaire est particulièrement présent en Sud Alsace avec la centrale nucléaire de production d'électricité (CNPE) de Fessenheim située à 26 kilomètres au nord-est de Mulhouse, avec les transports de matières radioactives et avec le nucléaire de « proximité » utilisé dans la médecine, la biologie, la recherche et l'industrie<sup>863</sup>. Lors de l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima, le gouvernement japonais a défini une zone d'exclusion absolue de 20 km<sup>864</sup> et le

---

« Les entreprises mondiales intègrent le risque du changement climatique », 24 janvier 2013, *Le Monde* édition ; Isabelle Spiegel, « Entreprise : le changement climatique, un risque ou une chance ? », 17 mars 2016, *Les Echos* édition.

<sup>860</sup> La carte des flux de produits par les différents modes de transport est reportée en annexe 4.2.9.

<sup>861</sup> 10 % des flux de matières dangereuses sont réalisés par le mode fluvial contre 3 % en France ; 9 % par le réseau ferré contre 7 % dans l'Hexagone et 80 % par la route. Par exemple, 15 millions de tonnes de matières dangereuses traversent l'Alsace sur le Rhin, sans arrêt ou en connexion internationale avec les ports de Mulhouse-Rhin et Strasbourg. Département Aménagement Transport, « Transport de matières premières dangereuses en Alsace » (CETE de l'Est, Aout 2004). pp.5-20. ; Service de la régulation et de l'économie, « Les transports de matières dangereuses en Alsace » (Strasbourg: Direction régionale de l'équipement Alsace, septembre 2009). pp.1-3.

<sup>862</sup> Cohen, Woessner, et Reitel, « Prospective d'aménagement du territoire Haut-Rhinois ». *op.cit.*,p.98.

<sup>863</sup> Autorité de sureté nucléaire, « Rapport de l'ASN sur l'état de la sécurité nucléaire et de la radioprotection en France en 2015 » (Montrouge: ASN, 2015). 536 p.

<sup>864</sup> Chisa Fujioka, « Tokyo va élargir la zone d'exclusion autour de Fukushima », 11 avril 2011, *Reuters France* édition.

gouvernement américain a conseillé à ses ressortissants d'évacuer la zone dans un périmètre de 80 km. Selon ce critère, Mulhouse se trouverait dans la zone d'évacuation de la centrale nucléaire de Fessenheim, et des centrales nucléaires suisses de Leibstadt, Beznau I & II, Gosgen et Muhleberg<sup>865</sup>. Dans le périmètre de la zone d'exclusion de Tchernobyl (30 kms) vivent 930 000 personnes autour de Fessenheim<sup>866</sup>. Si la fermeture de la centrale de Fessenheim est aujourd'hui actée, un accident français ou suisse<sup>867</sup>, grave ou majeur, peut toujours survenir et aurait des conséquences dramatiques sur le Sud Alsace<sup>868</sup>. Les difficultés rencontrées dans la production électrique par la centrale de Fessenheim lors de la canicule de 2003 ont montré des limites de cette « très grosse usine<sup>869</sup> », et cet événement n'est pas sans rappeler la vulnérabilité de ce système face à cette occurrence, qui est

---

<sup>865</sup> La carte de ces deux zones d'exclusion en fonction des centrales nucléaires françaises et suisses est reportée en annexe 4.2.10.

<sup>866</sup> 7,3 millions de personnes vivent dans un périmètre de 100 kms autour de la CNPE, et 50 millions de personnes à 300 kms. Yves Miserey, « Des centrales atomiques au milieu des populations », 28 avril 2011, Le Figaro édition, sect. Environnement.

<sup>867</sup> Les Suisses ont approuvé le 21 mai 2017 à 58,2% la sortie progressive du nucléaire. Aucune date précise n'est fixée pour la fermeture des quatre centrales nucléaires du pays, mais aucune nouvelle centrale ne sera construite : La « Stratégie énergétique 2050 » devrait permettre à la Suisse de se tourner vers les « énergies renouvelables ».

<sup>868</sup> Une étude de l'IRSN a évalué les coûts économiques sur le territoire national d'un accident nucléaire. La simulation a été faite à partir d'un réacteur typique du parc français d'une puissance de 900 MWe, similaire à la puissance de la centrale nucléaire de Fessenheim. Deux scénarios ont été simulés pour l'évaluation : un accident grave avec des rejets radioactifs importants, mais différés et partiellement filtrés, et un accident majeur avec des rejets massifs non filtrés. Les rejets peuvent être plus ou moins forts. Les conditions climatiques plus ou moins favorables et les coûts différents en fonction de la région et de la géographie du site. : 1/ Pour le scénario d'un accident grave en France, l'IRSN évalue les coûts globaux à 120 milliards d'euros (fourchette allant de 50 à 240 milliards d'euros), soit 6 % du PIB annuel. À titre de comparaison, ces chiffres sont supérieurs à ceux de l'explosion de l'usine AZF en 2011 à Toulouse ou de l'incendie de la plateforme de forage de BP en 2011 dans le golf du Mexique. 2/ Pour le scénario d'un accident majeur en France, les coûts liés aux seules conséquences radiologiques seraient supérieurs à l'accident grave pour un montant chiffré à plus de 160 milliards d'euros. Le montant pourrait se chiffrer en englobant les coûts directs et indirects à 430 milliards d'euros. C'est-à-dire à peu près 20 % du PIB annuel de la France. Le pays devrait alors faire face à des conséquences radiologiques sévères sur une partie du territoire et à de lourdes pertes économiques nationales et internationales. Les conséquences seraient aussi dramatiques pour l'Union européenne. De nombreuses études ont été menées sur l'impact économique de l'accident de Fukushima. Le coût total de cet accident est estimé à 170 milliards d'euros selon les autorités japonaises (Le Monde et Reuters, « Le Japon double l'estimation de la facture de Fukushima », 28 novembre 2016, Le Monde édition.). Une étude française de l'institut technico-économie des systèmes énergétiques de l'Université de Paris-Saclay considère que ces chiffres sont sous-évalués par rapport aux impacts économiques de l'accident de Fukushima (Université Paris-Saclay, « Impacts économiques de l'accident nucléaire de Fukushima » (Paris-Saclay: Institut de technico-économie des systèmes énergétiques, Ete 2012. p.4).

<sup>869</sup> Le géographe Teva Meyer travaille sur la manière d'accompagner le territoire, notamment à travers la culture et l'art. Lors de sa conférence, il a défini la centrale nucléaire comme étant « une très grosse usine avant tout ». Teva Meyer, « Les relations entre le nucléaire et les territoires » (ça turbine dans le Haut-Rhin, 17 octobre 2018, Colmar).



amenée à se répéter avec le dérèglement climatique, augmentant selon toute probabilité les entraves de fonctionnement et les aléas des risques nucléaires<sup>870</sup>.

Le climat et l'énergie permettent de compléter les diagnostics élaborés lors des démarches de prospective à Mulhouse en posant un regard plus systémique. S'il n'est pas possible de démêler les enchainements entre l'échelle globale et locale, le Sud Alsace tend néanmoins vers un système plus complexe, plus énergivore, plus vulnérable, et plus risqué.

### 4.3 Un diagnostic systémique du Sud Alsace

---

<sup>870</sup> Le risque majeur devrait augmenter avec les entraves au fonctionnement et l'augmentation des aléas suite au dérèglement climatique. Le processus de protection contre les aléas climatiques s'organise selon deux axes : 1/ anticipation et action préventive définies en amont dans le projet « Grands chauds ». 2/ surveillance opérationnelle des conditions météorologiques et hydrologiques. Sur le plan international, les effets du changement climatique sur le parc nucléaire commencent à devenir une préoccupation majeure (Michelle T. H. van Vliet et al., « Vulnerability of US and European electricity supply to climate change », *Nature Climate Change* 2, no 9 (3 juin 2012): pp.676-681. ; U.S. Department of Energy, « U.S. Energy Sector Vulnerabilities to climate change and extreme weather » (U.S. Department of Energy, juillet 2013) p.84.). L'élévation de la température de l'eau des fleuves (pour les centrales situées au bord de cours d'eau) peut conduire à arrêter les réacteurs car la température de rejet de l'eau réchauffée par son passage en centrale dépasserait les limites autorisées. De plus, la baisse du débit des cours d'eau est un second événement pouvant conduire à l'arrêt des réacteurs, en raison de l'insuffisance de l'approvisionnement en eau de refroidissement, tandis que la montée de la température ambiante pourrait se traduire par des surchauffes à l'intérieur de bâtiments abritant des équipements essentiels tels que des pompes. Une forte chaleur peut aussi, dans certaines conditions, susciter la prolifération d'organismes qui peuvent boucher les prises d'eau, comme cela s'est produit durant l'été 2011 à la centrale de Golfech du fait de renouilles aquatiques, plantes exogènes, voire des méduses. (Greenpeace, « The impacts of climate change on nuclear power stations sites a review of four proposed new-build sites on the UK coastline » (London: Greenpeace, mars 2007). ; Alain Vicaud et Éric Jouen, « Adapter les centrales nucléaires au changement climatique : le retour d'expérience des canicules de 2003 et 2006 », *Revue Générale Nucléaire*, no 3 (mai 2015): pp.39-44.)



Lors du rebond de la prospective à Mulhouse à la fin des années 1980, les diagnostics socio-économiques ont toujours été menés pour tenter de repérer les points de faiblesses et d'opportunités du territoire. Dans ce domaine, l'opération « COM 88' » et « Mulhouse au futur » de 1998 constituent les diagnostics historiques les plus aboutis<sup>871</sup>. Si ce territoire est amené à s'intégrer, d'une manière ou d'une autre à des ensembles territoriaux qui le dépassent, il n'en reste pas moins important de mettre en lumière des aspects socio-économiques susceptibles d'évoluer en fonction de leur propre inertie (endogène), mais aussi en fonction de facteurs impactants comme le climat et les ressources (exogène). Nous tenterons alors d'apporter une grille de lecture socio-économique au regard de cette dualité à prendre aujourd'hui en compte. Si le Sud Alsace est un territoire particulièrement exposé aux risques naturels et industriels, il l'est aussi d'un point de vue socio-économique.

La croissance démographique du Sud Alsace a été supérieure à la moyenne Française depuis 1990 en raison d'une progression du solde migratoire. Aujourd'hui la population de l'agglomération mulhousienne, densément peuplée<sup>872</sup>, s'accroît malgré un taux migratoire négatif<sup>873</sup>. Les zones du Sud Alsace qui profitent le plus de cette croissance démographique sont les territoires proches de l'Allemagne et la Suisse en raison de l'effet frontière. Mais la population est vieillissante, peu diplômée par rapport à la moyenne nationale et moins qualifiée<sup>874</sup>. Malgré tout, le Sud Alsace a accentué son attractivité économique<sup>875</sup> sur les autres régions

---

<sup>871</sup> Plus récemment, un diagnostic complet a été porté pour un exercice de prospective à l'échelle du Haut-Rhin sur les transports, le patrimoine, l'équité sociale, la structuration économique, et le système de peuplement. Cohen, Woessner, et Reitel, « Prospective d'aménagement du territoire Haut-Rhinois ». Op.cit., p.101.

<sup>872</sup> Le Haut-Rhin est le seul département de la région Grand Est comprenant deux pôles ayant des communes densément peuplées (Colmar et Mulhouse) Lionel Cacheux et Anh Van Lu, « Une accessibilité inégale aux services entre les différents espaces périurbains de l'ACAL » numéro 1, (INSEE, janvier 2016). p.3.

<sup>873</sup> Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, il y a plus de personnes qui quittent le Sud Alsace que de personnes qui s'y installent. Malgré ces conditions, la croissance de la population devrait se poursuivre jusqu'en 2040. Selon les mêmes tendances, le vieillissement de la population peut inquiéter puisqu'il y aura une personne sur trois âgée de plus de 60 ans et une personne sur cinq de moins de 20 ans en 2040. La population vieillit plus rapidement que le reste de la France. 14,5 % de la population sera plus âgée de 75 ans ou plus en 2040 contre 7,3 % en 2007. INSEE Alsace, « Maintien d'une croissance démographique à l'horizon 2040 ». 4 p.

<sup>874</sup> Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « Gros plans pour mieux comprendre l'économie du Sud Alsace ». pp.23-24, et pp.29-34.

<sup>875</sup> Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « Gros plans pour mieux comprendre l'économie du Sud Alsace ». Ibid., pp.47-71.

industrielles du nord et de l'est de la France, mais elle se voit contrariée par les pôles urbains de Bâle et Fribourg qui exercent une forte influence. Ce phénomène a engendré une périurbanisation croissante depuis les années 1990<sup>876</sup>, amorcée dès les années 1970 à l'échelle régionale, remettant en cause une organisation urbaine de type rhénan. Actuellement, c'est une image de ville éclatée sur la globalité du Sud Alsace avec des zones très densément peuplées et séparées par des interstices de zones cultivées, d'espaces verts et de zones naturelles. Cette urbanisation permet de dynamiser certaines communes non sans poser la question délicate de ces conséquences sur les finances communales. Malgré tout, les désavantages semblent l'emporter, car cet étalement urbain est consommateur d'espace, demande des ressources foncières, qui restent limitées dans le fossé rhénan, et des réseaux routiers pour son accessibilité<sup>877</sup>. La faible distance séparant les pôles urbains peut provoquer des conflits d'usage en raison de la forte densité. Cette périurbanisation doit faire face aux problématiques d'espace restant tout en répondant aux questions sociales face aux enjeux environnementaux. Pour autant, en terme d'économie générale<sup>878</sup>, le Sud Alsace est un territoire qualifié de « riche » au regard du produit intérieur brut par habitant<sup>879</sup> et par emploi<sup>880</sup>, mais la création d'emplois du tertiaire, à faible valeur ajoutée<sup>881</sup>, peine à combler la disparition des emplois du secteur industriel<sup>882</sup>. Il y a peu de dynamique de connexité pouvant générer des pôles de développement endogène<sup>883</sup>, et la désindustrialisation du

---

<sup>876</sup> AURM et ADEUS, « 30 ans d'urbanisation en Alsace : mieux maîtriser l'étalement urbain, une tendance encore à confirmer » (Strasbourg: Région Alsace, novembre 2007). pp.1-4.

<sup>877</sup> DREAL Grand Est, « Rapport d'activité 2016 » (Metz: Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement GRAND EST, 12 juillet 2017). pp.8-11.

<sup>878</sup> Voir l'analyse de la crise sur le territoire de la région mulhousienne : « modèle alsacien » en crise (rupture des années 2000, tissu économique mulhousien durement impacté au cours de la décennie 2000 et plus que le reste de l'Alsace), et crise qui n'est pas que industrielle (aucun secteur industriel n'est épargné et le secteur tertiaire ne va guère mieux) Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « diagnostic territorial partagé 2013 ». pp.7-11.

<sup>879</sup> INSEE, « PIB par habitant » (INSEE, 2012).

<sup>880</sup> C'est notamment la partie frontalière du Sud Alsace qui est la moins concernée par le chômage. Direccte Grand Est, « Taux de chômage localisé par département et par zone d'emploi » (Direccte Grand Est, service études statistiques et évaluation, 3eme trimestre 2018). p.3.

<sup>881</sup> Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « Quels enjeux pour les territoires du "Sud Alsace" ? » pp.51-57.

<sup>882</sup> INSEE, « Un panorama de l'industrie en Alsace », numéro 9, Chiffres pour l'Alsace (Strasbourg: INSEE, avril 2010). p.5.

<sup>883</sup> « Dans la zone de Mulhouse, cette dynamique endogène est trop faible, les effets locaux sont même négatifs comme l'a montré l'analyse structurelle-résiduelle. Il serait sans doute souhaitable de refonder, en co-production réelle avec les chefs d'entreprise locaux, une stratégie pour redynamiser

territoire<sup>884</sup> est même une de ses caractéristiques<sup>885</sup>. Il ne reste plus que quelques reliques industrielles à Mulhouse<sup>886</sup>. Si l'ancienne friche industrielle de La Manurhin au nord de Mulhouse a été transformée pour en faire de grands lofts, la partie restante fabriquant les dernières lignes de cartoucherie a été reprise par un groupe industriel émirati<sup>887</sup> après un long fiasco financier. Un autre centre industriel, non loin du centre-ville, connaît aujourd'hui une transformation remarquable : si Mitsubishi perdure sur le site de la SACM pour la maintenance de moteurs diesel, c'est bien la réhabilitation de l'ancien site industriel qui marque les esprits par la mise en place d'une cité numérique appelée « kilomètre zéro <sup>888</sup>» (KM0, nom donné en hommage à la première locomotive sortie de ces usines), et par le détachement d'un campus universitaire de l'UHA au cœur de la « fonderie », lieu mythique de la SACM, d'où se trouve également le laboratoire du CRESAT. Plus éloigné du centre-ville, le site DMC est le plus grand site industriel en transformation du Sud Alsace. L'entreprise phare de l'histoire de Mulhouse, réduit à une PME autour de la fabrication de fil à broder sous emprise d'un fond d'investissement britannique<sup>889</sup>, connaît actuellement un profond réaménagement du quartier, notamment avec l'exemple réussi de

---

l'économie locale ». Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne et AURM, « Compétitivité et attractivité du territoire ». p.66.

<sup>884</sup> « Une majorité de zones d'emploi très industrielles de Lorraine (sauf Sarreguemines), de Champagne-Ardenne, et celle de Mulhouse ont subi de fortes réductions d'effectifs dans les fonctions de fabrication industrielle ou de production agricole. L'emploi s'y est ainsi contracté. Ces territoires ont ressenti plus durement les effets de la mondialisation de l'économie renforcée par la crise économique de 2008-2009. » Préfet de la région Alsace, Préfet de la région champagne-ardenne, et Préfet de la région Lorraine, « Diagnostic de la région Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine (ACAL) », Document élaboré par les services d'études des SGAR Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine, juillet 2015. p.24.

<sup>885</sup> Le secteur tertiaire représente plus de 70% des emplois en Alsace. La région tient même la 7e place des régions européennes dynamiques en termes d'emploi ou de croissance dans le secteur des services de haute technologie. ADIRA, « Le secteur tertiaire en Alsace » (Strasbourg: Agence de développement économique du Bas-Rhin, août 2012). p.2.

<sup>886</sup> Le déclin des activités industrielles est fortement marqué avec un recul de 19 % de l'emploi industriel en Alsace entre 1990 et 2007, c'est-à-dire une perte de 34 700 postes pendant cette période, soit une baisse moyenne de 1,3 % par an. En plus de la menace permanente de perdre ces emplois, la région (comme le Sud Alsace) est aussi confrontée à une part importante d'ouvriers non qualifiés (six salariés sur 10 sont ouvriers).

<sup>887</sup> Michel Cabirol, « Si, si le groupe émirien EDIC s'offre la PME centenaire française Manurhin », 2 août 2018, La Tribune édition, sect. Aéronautique & Défense.

<sup>888</sup> « KMØ est un écosystème dédié à la transformation numérique de l'industrie. Il favorise les collaborations et dope l'attractivité du territoire. Il regroupe : des entreprises industrielles, des prestataires dans le numérique, des formations, des startups, un laboratoire d'expérimentation, des réseaux d'entreprises. » <https://www.km0.info/>

<sup>889</sup> Juliette Garnier, « Les fils à broder DMC vendus au fonds d'investissement Lion Capital », 13 février 2019, Le Monde édition, sect. Entreprises.

MOTOCO (more to come<sup>890</sup>) lancé il y a 5 ans et qui ne cesse d'évoluer comme un laboratoire géant pour le design post-industriel, dans le prolongement du rôle toujours plus important du secteur de la culture<sup>891</sup>. L'entreprise Clemessy, fondée au début du siècle dernier, a depuis été filialisée par EDF, puis Veolia et enfin Eiffage en 2008. Autre exemple marquant, l'imprimerie du journal *L'Alsace* a fermé en 2018 au profit du groupe DNA à Strasbourg<sup>892</sup>. Dernier bastion industriel autour de Mulhouse, l'usine PSA n'emploie plus que la moitié des effectifs par rapport à l'époque de la 205 et de la 206 pour produire aujourd'hui les voitures haut de gamme de la collection. Toutes ces réhabilitations étonnantes et encore inattendues au début de la décennie mettent en lumière la capacité de créer et d'innover de la ville et de la région<sup>893</sup> en sortant des sentiers battus et en étant là où on ne l'attendait pas. Un quartier d'affaires émerge même autour de la gare de Mulhouse<sup>894</sup>. C'est finalement une résurgence historique de la capacité de la ville à se transformer au fur et à mesure des conditions existantes pour créer des « lieux d'affirmation<sup>895</sup> ».

La société urbaine et de loisirs du Sud Alsace, à la recherche d'authenticité<sup>896</sup> et de milieux naturels<sup>897</sup>, offre une attractivité pour les bâtiments chargés d'histoire alors

---

<sup>890</sup> « motoco (MOre TO COme) c'est 8500m2 de brique chaude et mate, une ruche avec des artistes et artisans d'art qui y bossent et parfois piquent, sept actionnaires sérieux-mais-pas-que, deux passionnés qui dirigent en équilibristes ubiquistes, des collectivités locales qui protègent, beaucoup d'amour, des torgnoles, de la force brute et surtout une mégatonne d'énergies et de talents rassemblés. » <https://www.motoco.fr/>

<sup>891</sup> Corinne Challand et Yves Frydel, « L'Alsace, 7e région pour l'importance de son secteur de la culture », INSEE Analyses (Strasbourg: INSEE, juillet 2015). p.1.

<sup>892</sup> Laurent Bodin, « L'arrêt définitif des rotatives de « L'Alsace » », 24 juin 2018, L'Alsace édition, sect. Presse.

<sup>893</sup> « Avec 3 autres pôles de compétitivité (Véhicule du Futur, Fibre/Energie Vie, Hydreos), l'Alsace est aussi fortement présente dans des thématiques telles que le bâtiment à énergie positive, fibre, l'industrie automobile et l'eau. Elle compte par ailleurs 9 grappes/initiatives clusters sur d'autres sujets (TIC avec Alsace Digitale et Rhenatic...). » BPI France, « Alsace : l'innovation inscrite dans les gènes ! », 21 janvier 2015.

<sup>894</sup> Colette Sabarly, « Mulhouse construit un quartier d'affaires », 19 septembre 2015, Le Monde édition, sect. Economie.

<sup>895</sup> Conseil de Développement de la Région Mulhousienne, « Une ville-centre attractive au sein d'une agglomération équilibrée », Avis contributif relatif à la révision du plan local d'urbanisme de Mulhouse (Mulhouse, octobre 2016). p.15.

<sup>896</sup> Pier Maël Anezo et Catherine Horodyski, « Mulhouse, où la nature se (re)découvre », Récits mulhousiens n°2 (Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 1 avril 2019). pp.2-6.

<sup>897</sup> Le Sud Alsace est relativement épargné par le déséquilibre faune-flore qui est considérée comme « très préoccupante » sur tout le massif vosgien et le Nord de l'Alsace. Office national des forêts et al., « Le Livre Blanc pour un équilibre Faune Flore en Alsace » (Strasbourg: ONF, septembre 2015). p.18. Certains enjeux environnementaux comme la préservation des espèces menacées sont encore perfectibles. En effet sur les 8519 espèces différentes qui ont été recensées sur le territoire Alsacien,

que paradoxalement certaines parties du territoire ne font pas l'objet d'une attention particulière de la collectivité. La protection et la valorisation du patrimoine industriel ne sont pas assez mises en avant pour éviter la perte d'identité et de mémoire du territoire tandis que la ville éprouve encore des difficultés à faire son deuil de sa période manufacturière. Néanmoins, il lui reste un patrimoine muséal d'exception : La Cité de l'automobile, la Cité du train, le musée électropolis, le musée des beaux arts, le musée historique, le musée de l'impression sur étoffes, le musée du papier peint, le parc zoologique et botanique, l'écomusée d'Alsace à Ungersheim. Malgré cette richesse, Mulhouse a connu une nette baisse de sa fréquentation touristique durant l'été 2018<sup>898</sup> alors que la région est considérée dans le top « 10 » des « incontournables<sup>899</sup> ». Ce passé industriel explique en partie la présence à Mulhouse de 136 nationalités, soit à peine moins que New York et son siège de l'ONU pour une population presque 200 fois supérieure à la cité du Bollwerk. En proportion, Mulhouse doit certainement être l'une des villes les plus cosmopolites et multiculturelles d'Europe par rapport à sa superficie et à sa population.

L'émergence de nouveaux modes de vie vient remettre en question les offres proposées par la collectivité : la croissance de mobilité, les recompositions familiales, le chômage<sup>900</sup>, le déclassement social, l'augmentation des inégalités exercent une pression croissante sur le Sud Alsace. Les difficultés sociales à Mulhouse se sont aussi transformées. Des phénomènes d'exclusion et de précarité se concentrent très fortement dans des quartiers urbains, mais certains apparaissent aussi dans la « campagne ». De façon générale, les populations aux revenus modestes se voient de plus en plus marginalisées en raison des coûts plus élevés de l'immobilier que dans le reste de la France. Mulhouse quant à elle est l'une des rares villes de France où le prix de l'immobilier n'excède pas celui de la périphérie.

---

17 % d'entre elles sont menacées d'extinction. 90 espèces sont déjà considérées comme éteintes. Le loup, le lynx et l'ours sont des animaux emblématiques ayant disparu de la région. D'autres espèces comme le grand hamster, le butor étoilé et la grue cendrée sont menacées d'extinction.

<sup>898</sup> A Mulhouse, la fréquentation hôtelière était en recul de -6% sur les 2 mois juillet-août 2018. ORTA, « Le bilan estival 2018 de l'activité touristique de la destination Alsace » (Strasbourg: 'Observatoire Régional du Tourisme d'Alsace, octobre 2018). p.9.

<sup>899</sup> Le Monde, « L'Alsace dans le top 10 des "régions incontournables" », 15 janvier 2010, Le Monde édition, sect. Planète.

<sup>900</sup> Avec un taux de chômage à 5 % en 2001 puis à 9,5 % en 2013, l'Alsace a connu la plus forte augmentation des régions françaises. Sur la même période, elle a perdu 8,8 % de l'emploi salarié alors que la baisse nationale était de 0,2 %. Pour la première fois de son histoire, le nombre de chômeurs a dépassé les 100 000 personnes en janvier 2016. Adrien Dentz, « 307 000 chômeurs dans le Grand Est », 28 janvier 2016, L'Alsace édition, sect. Emploi.



Avec un revenu fiscal médian de 15 400 euros par an, Mulhouse fait partie des villes moyennes les plus pauvres de France, alors que sa couronne périurbaine rassemble des communes parmi les plus aisées du pays<sup>901</sup>. Le centre de l'agglomération combine à la fois les populations les plus frappées par la pauvreté et le chômage<sup>902</sup> (souvent d'origine maghrébine ou turque), et la ville rassemble la moitié des bénéficiaires du RSA du département. 33 % habitants de Mulhouse vivent sous le seuil de pauvreté<sup>903</sup>, c'est-à-dire 7 fois plus que sa périphérie, tandis que les plus aisés fuient la ville (white flight<sup>904</sup>) pour habiter dans un cadre périurbain plus esthétique, plus attractif fiscalement et socialement. Il s'agit de l'exil des classes moyennes dans des périphéries résidentielles pour ne plus côtoyer les populations immigrées qui dépassent parfois 35 % dans certains quartiers à Mulhouse. Ce chiffre est similaire à ceux des communes les plus populaires de Seine-Saint-Denis (93). En conclusion de son intervention aux actes de la table ronde Rhin-Sud, Marie-Claire Vitoux montrait en 2007 qu'« il n'y a plus une seule classe pauvre, la classe ouvrière, il n'y a que des pauvres<sup>905</sup>. » Il ne suffit que d'une dizaine de minutes à vélo pour passer de certains quartiers les plus pauvres du département à des

---

<sup>902</sup> Même si le niveau de vie médian alsacien en 2012 est le deuxième derrière l'île de France, ce niveau de vie élevé fait face à des emplois précaires en augmentation. Par exemple, la pauvreté est plus présente dans les grands pôles urbains, les familles monoparentales sont durement touchées par la précarité monétaire et les jeunes sont plus pauvres qu'avant. Concernant la précarité, la ville de Mulhouse est un cas spécifique dans le paysage français et alsacien avec un taux record de pauvreté en ville par rapport à sa banlieue. 33% des mulhousiens vivent sous le seuil de pauvreté, c'est 7 fois plus que sa périphérie. Cet îlot de pauvreté représente une menace sur l'équilibre du territoire et son organisation. En 2011, le revenu mensuel médian de Mulhouse était de 1120 € contre 1550 € dans son agglomération et 1720 € dans la région. Sébastien Dassonville, « Pauvreté, inégalités sociales et territoriales. Quelles réponses politiques locales ? » (Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, mai 2015). p.5.

<sup>903</sup> INSEE Alsace, « Une pauvreté plus présente dans l'espace des grands pôles urbains alsaciens », INSEE Analyse (Strasbourg: INSEE, juin 2015). p.2.

<sup>904</sup> L'expression « White flight » est empruntée au sociologue Eric Charmes qui est selon lui « un exil des classes moyennes (souvent blanches) dans des périphéries résidentielles, abandonnant les centres aux ménages les plus modestes ». Eric Charmes, « La revanche des villages », *laviedesidees.fr en partenariat avec le Collège de France* (blog), 24 octobre 2017, <https://laviedesidees.fr/La-revanche-des-villages.html>. p.2.

<sup>905</sup> « Pour l'historien, dont la prise de recul par rapport à l'actualité est la base de son « métier », l'actuel émiettement des catégories sociales à problèmes est un étonnement. De fait, il n'y a plus UNE seule classe pauvre, la classe ouvrière, il n'y a que DES pauvres. On assiste actuellement à une prolifération, dans les discours et dans les revendications et autres « luttes sociales », de situations qui ne font pas classe : les sdf, les jeunes des « banlieues », les jeunes qui ne peuvent pas s'installer faute de salaires suffisants (la génération à mille euros), les temps partiels imposés, les « sans » (papiers, qualification, travail, logement,...), les stagiaires non rémunérés, les retraités en voie de paupérisation, etc. » Marie-Claire Vitoux, « Les territoires de la misère: nommer, délimiter, agir aux XIXème et XXème siècles », in *Les territoires de la cohésion sociale numéro 7* (Actes de la table ronde Rhin-Sud sous la direction de Raymond Woessner, Mulhouse, 2007). p.26.



secteurs parmi les plus riches de France. Les classes moyennes et aisées ne partent pas tous vers ces zones périphériques, car il y a des quartiers résidentiels à Mulhouse où se trouvent des maisons bourgeoises susceptibles d'attirer ceux qui sont encore culturellement et historiquement attachés à la ville centre.

Tout cela représente un cas extrême en raison de la proximité de la Suisse. Il existe une véritable violence sociale très prononcée sur le territoire. Le processus de ghettoïsation prend forme à Mulhouse avec d'un côté des communautés ethnico-religieuses vivant dans des quartiers urbains, et de l'autre côté les gagnants de la mondialisation vivant principalement dans la première couronne Sud de la ville ou dans des communes résidentielles, qui se prétendent rurales alors qu'elles sont bien éloignées de cette réalité. Les uns fréquentent l'école publique, les autres les institutions privées. Rares sont les occasions où ces publics se mélangent et où ils se parlent : ni à Motoco, ni à KMO, mais chacun dans « sa tranche horaire » au centre-ville et au marché de Mulhouse. Il y a comme une ségrégation fiscale, économique, religieuse, ethnique et spatiale dans le Sud Alsace<sup>906</sup>. Et ce n'est pas la domination du modèle de développement urbain basé sur l'habitat individuel, le règne de la voiture, et les multiples centres commerciaux dans la périphérie mulhousienne qui vont arranger la situation. Et pourtant, le Sud Alsace est toujours dans une situation de paix apparente, de stabilité sociale, et l'État de droit exerce encore ses prérogatives. Cette situation peut conforter l'idée d'un apaisement. L'ambiance générale est effectivement en décalage avec tous ces signaux. Mais alors, comment tout cela est-il possible ? Comment se fait-il que ce territoire tienne encore en équilibre et maintienne un statu quo ? Combien de temps cet équilibre fragile et précaire pourra-t-il encore résister face à de futures perturbations, par exemple le dérèglement climatique ou/et la limite des ressources ?

Si les aides sociales peuvent expliquer en partie cette apparente stabilité, ce sont aussi les structures officieuses qui maintiennent cette frange croissante d'une population marginalisée. Il ne faut pas négliger l'importance de l'économie parallèle dans le Sud Alsace qui passe sous les radars officiels des organisations publiques.

---

<sup>906</sup> Le sociologue Eric Charmes souligne un cas extrême : « A moins de six kilomètres du centre de Mulhouse en direction de Bâle, se trouve Zimmersheim, une commune d'un peu plus de 1000 habitants où le revenu fiscal médian dépasse 32 000 euros par an (ce qui place la commune dans le dernier centile à l'échelle nationale) ». C'est plus du double du revenu fiscal médian de Mulhouse (15 400 euros). Charmes, « La revanche des villages ». op.cit., p.7.

À défaut de pouvoir trouver des emplois transfrontaliers<sup>907</sup> ou dans les usines restantes du Sud Alsace, cette population se tourne vers sa propre sécurité sociale : l'entraide communautaire, qu'elle soit ethnique ou religieuse. Cette forme d'entraide ne peut être ni comptabilisée ni évaluée, mais elle existe bel et bien malgré son apparente invisibilité. Et ce n'est pas le cadre urbain sans prestige et sans esthétisme qui va rattraper la donne de l'une des seules plus grandes villes d'un département à ne pas être une préfecture. En sus d'un secteur industriel à l'agonie, les fonctions tertiaires supérieures restent très pauvres par rapport à Strasbourg. L'UHA est à taille humaine et compte un peu moins de 10 000 étudiants<sup>908</sup> pour presque un quart d'étudiants boursiers alors qu'ils ne sont qu'une faible minorité dans les grandes écoles. Autre point noir, les quelques Mulhousiens qui intègrent les grandes écoles, après leurs années en classe préparatoire à Mulhouse ou à Strasbourg, ne reviennent que très rarement vivre et travailler dans le Sud Alsace. La fuite des jeunes cerveaux au profit de territoires plus attractifs est une difficulté pour la régénération de la ville. Pire encore, Mulhouse n'est qu'un tremplin ou une étape pour les universitaires et pour une large partie des cadres des entreprises, alors que la plupart des directeurs de l'administration de l'agglomération et de la ville n'y habitent même pas<sup>909</sup>.

Le numérique prend une place significative à Mulhouse<sup>910</sup> par rapport à la région<sup>911</sup> : Cité du numérique, E-nov campus<sup>912</sup>, le pôle Rhénatic, école de drone, école de

---

<sup>907</sup> La non maîtrise de l'allemand est un facteur aggravant mais ce concerne pas uniquement les populations déclassées. « Si on ne fait rien pour améliorer l'enseignement de l'allemand, 50 000 emplois sont menacés dans les dix prochaines années en Alsace », assure Alexis Lehmann, responsable de la Fondation Entente franco-allemande (Fefa) ». Charles Gautier, « Le déclin de l'allemand en Alsace menacerait l'emploi », 18 novembre 2011, Le Figaro édition, sect. Economie.

<sup>908</sup> SGARE Alsace, « L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation de l'Alsace dans le contexte rhénan » (Préfecture de la région Alsace, décembre 2012). p.3. René Brialmont souligne quant à lui la difficulté de l'enseignement de l'allemand à Mulhouse et la « tiédeur » pour maintenir les programmes scolaire bilingue. René Brialmont, « Le bilinguisme en Alsace » (Alsace: Bureau Européen des Langues Moins Répandues, 10 novembre 2002). p.18.

<sup>909</sup> Selon certaines rumeurs, la maire actuelle de Mulhouse (Michèle Lutz) n'habite pas à Mulhouse mais à Lutterbach. Si cela s'avère fallacieux, il faut quand même retenir ce soupçon comme un point de faiblesse de l'attractivité de la ville.

<sup>910</sup> Mulhouse était en 2011 l'une des seules villes d'Alsace à disposer de la fibre optique arrivant en pied de l'immeuble. IDATE Consulting, « Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de l'Alsace » (Région Alsace, Département du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, rapport final, février 2012). p.27.

<sup>911</sup> Voir le faible volet numérique Région Alsace et L'Etat, « Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 » (Strasbourg, 2015). pp.25-27.

<sup>912</sup> Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne et AURM, « Compétitivité et attractivité du territoire ». p.55.

gaming/e-sport, laboratoire développant la voiture autonome, tablette pour les écoles primaires publiques, plancha connectée, WiFi libre au centre-ville, application « compte de mobilité » sur smartphone pour les transports collectifs, etc. Ce développement politique du numérique voulu par Jean Rottner à Mulhouse, présenté notamment dans le « Projet Y<sup>913</sup> », a été à l'évidence un atout pour se faire élire à la tête de la région Grand Est ; à partir duquel un plan « intelligence artificielle » (IA) a été adopté en séance plénière le 20 juin 2019 pour un objectif d'investissement de 350 millions d'euros sur 5 ans. Mais cette stratégie du numérique demande des compétences particulières et un haut niveau d'étude absent du profil moyen des habitants du Sud Alsace. S'il est néanmoins possible de former des techniciens et des ingénieurs locaux, il est encore nécessaire d'en attirer. À supposer qu'il soit possible de les fixer à Mulhouse malgré les salaires largement plus attractifs pratiqués à 20 minutes de train dans un cadre urbain plus plaisant<sup>914</sup> ; cette priorité au numérique, dans le droit fil de l'idéal mulhousien du progrès technique, soulève de nouvelles questions et mérite d'être discutée. Selon le philosophe Éric Sadin, cette technologie revêt pour la première fois dans l'histoire de l'humanité un pouvoir « injonctif<sup>915</sup> » entraînant l'affaiblissement progressive des principes juridico-politiques qui fondent la société. C'est le libre exercice de la faculté de jugement et d'action qui est ici en jeu. Au-delà de ces frontières morales et philosophiques de cette technologie, les effets sont désormais connus selon Éric Sadin : cet outil est redoutable pour provoquer une accélération croissante des pertes de responsabilité des individus, et permet la marchandisation de la vie grâce aux données laissées

---

<sup>913</sup> Société Industrielle de Mulhouse, « Projet Y édition spéciale ».op.cit., pp.28-34.

<sup>914</sup> Un rapport de l'AURM souligne ce problème d'attractivité: « comment attirer des personnes qualifiées dans des activités tertiaires avec un niveau de salaire aussi bas ? Et comment attirer des entreprises industrielles si les salaires sont localement plus élevés ? » Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne et AURM, « Compétitivité et attractivité du territoire ». Ibid. p.34.

<sup>915</sup> Le philosophe Eric Sadin, spécialiste du numérique, souligne les risques de la technologie du numérique et de l'intelligence artificielle : « Dorénavant, une technologie revêt un « pouvoir injonctif », le libre exercice de notre faculté de jugement et d'action se trouve substitué par des protocoles destinés à infléchir chacun de nos actes ou chaque impulsion du réel en vue de leur insuffler, presque de leur « souffler », la bonne trajectoire à suivre. L'humanité se dote à grands pas d'un organe de dessaisissement d'elle-même, de son droit à décider, en conscience et en responsabilité, des choix qui la regardent. Un statut anthropologique et ontologique inédit prend forme qui voit la figure humaine se soumettre aux équations de ses propres artefacts, dans l'objectif prioritaire de répondre à des intérêts privés et d'instaurer une organisation de la société en fonction de critères principalement utilitaristes. » Éric Sadin, *L'intelligence artificielle, ou, L'enjeu du siècle: anatomie d'un antihumanisme radical*, Collection Pour en finir avec (Paris: L'Échappée, 2018). p.16.

volontairement par les utilisateurs dont les programmeurs ne se privent plus pour les utiliser à des fins purement lucratives<sup>916</sup>. En plus d'offrir une capacité de surveillance indiscriminée menée à l'échelle globale par les agences de renseignements<sup>917</sup>, cette technologie très consommatrice en énergie et en matériaux<sup>918</sup>, incompatible avec les limites terrestres et surtout avec les accords internationaux en matière de réduction drastique des gaz à effet de serre, n'a pas encore l'intention d'aider à lutter contre le dérèglement climatique à l'échelle mulhousienne. Cette place que prend le numérique à Mulhouse renvoie aussi à la question de la technique que le philosophe Dominique Bourg met en exergue : « la croyance en la toute-puissance des techniques relève d'une pensée magique<sup>919</sup> ». Il n'a pas été possible de trouver une trace allant dans le sens de la lutte contre le dérèglement climatique au travers des textes, des discours et des documents, mais elle est au contraire utilisée comme une promesse pour « booster la compétitivité des entreprises<sup>920</sup> ». Par son action, cette stratégie du numérique à Mulhouse pourrait nourrir malgré elle la fragmentation sociale, économique et culturelle du territoire.

Mulhouse, ville bigarrée, est un « patchwork » à ciel ouvert de paradoxes et de génie local entre le mélange du modèle rhénan historique et le multiculturalisme mondialisant. À 900 mètres à pied de la rue Franklin, secteur à très forte concentration d'immigrés dans les faubourgs du centre historique, se trouve une rue qui connaît un véritable processus de « boboïsation », autrement dit de gentrification : la rue des Trois-Rois accueille des bars branchés avec terrasse, des restaurants conceptuels de Mulhousiens de retour après plusieurs années en Chine et en Australie, une galerie de street art, des fresques d'art, et même un boulanger en reconversion professionnelle après des années dans l'industrie chimique. Dans le prolongement de cette gentrification d'une partie du centre-ville se trouve la Maison

---

<sup>916</sup> Eric Sadin démontre que cette nouvelle capacité octroyée par cette technologie, permet à ceux qui la maîtrisent de devenir des « super-héros » du système capitaliste. Eric Sadin, *La silicolonisation du monde: l'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, Collection Pour en finir avec (Paris: Éditions L'Échappée, 2016). pp.178-187.

<sup>917</sup> Claude Castelluccia et Daniel Le Métayer, « Renseignement : le traitement massif de données est aussi dangereux qu'inefficace », *Pour la Science*, n° 543 (juillet 2015).

<sup>918</sup> Hugues Ferreboeuf, Agence française de développement, et Caisse des dépôts, « - Lean ICT - Pour une sobriété numérique », le nouveau rapport du Shift sur l'impact environnemental du numérique (Paris: Shift Project, octobre 2018). 88 p.

<sup>919</sup> Dominique Bourg et Kerry H. Whiteside, *Vers une démocratie écologique: le citoyen, le savant et le politique*, La république des idées (Paris: Seuil, 2010). p.37.

<sup>920</sup> Région Grand Est, « Plan IA Grand Est. L'intelligence collective au coeur de l'Europe. » (Strasbourg: Région Grand Est, juin 2019). p.6.

Engelmann devenue le centre névralgique de la culture « bobo » à quelques pas du nouveau conservatoire de Mulhouse. Celui-ci regroupe sur un même lieu la musique, la danse et l'art dramatique. Le triangle est complété par un centre commercial à l'architecture qui fait débat en plein cœur du centre-ville, en perdition et à moitié vide, repris par de jeunes entrepreneurs dans l'espoir de jours meilleurs<sup>921</sup>. Il est situé au pied de la Tour d'Europe, édifice emblématique du Sud Alsace mais vieillissant aux charges de copropriétés qui explosent. La mairie a même préempté son restaurant<sup>922</sup>. Toutefois, Mulhouse connaît même un rebond inédit de son centre-ville qui reste paradoxalement l'un des seuls en France à connaître plus d'ouvertures que de fermetures de magasins. La presse nationale et internationale<sup>923</sup> a même salué ce cas unique d'une ville moyenne marginalisée qui maintient malgré tout un réseau dense de commerce de particuliers et de franchises. Par ailleurs, le tissu associatif actuel reflète l'histoire de Mulhouse. Un très grand nombre d'associations existent aussi bien dans le domaine de l'art, de l'insertion sociale, du développement durable, du lobby du vélo ou du climat, de la technologie ou tout simplement pour promouvoir la ville face à l'image négative qu'elle peut encore renvoyer. Malgré ces phénomènes positifs émergents, leur composition socioprofessionnelle reste globalement peu variée et se mélange involontairement assez peu avec d'autres catégories sociales. La fragmentation et le cloisonnement sont bien réels malgré un réel potentiel créatif. Les accointances entre le milieu politique, économique, associatif et créatif provoquent un sentiment de « village » qui engendre par ailleurs une impression d'étouffement et « d'entre-soi » propice à créer un réseau communautaire replié sur ses propres valeurs et sa propre culture assez proche du « techno-libéralisme » dans le fil conducteur de l'histoire industrielle de la ville.

La morphologie du développement urbain et des réseaux semblent faire défaut face aux enjeux climatiques et de limite des énergies fossiles, et paraissent même incompatibles au regard des accords internationaux en matière de réduction des gaz

---

<sup>921</sup> Laurent Gentilhomme, « Le centre Porte Jeune a été revendu ! », 6 février 2019, L'Alsace édition, sect. Commerces mulhousiens.

<sup>922</sup> L'Alsace, « Tour de l'Europe : la Ville veut sauver le restaurant », 15 mars 2019, L'Alsace édition.

<sup>923</sup> Angélique Chrisafis, « From bleak to bustling: how one French town solved its high street crisis », 20 mai 2019, The Guardian édition, sect. Cities.

à effet de serre. Ce « white flight » vers la couronne périurbaine impose chaque jour davantage de mobilité automobile. Ces périurbains sont en général très réservés face aux projets de développement des transports collectifs ou aux aménagements cyclables. Ce poids périurbain pèse lourd dans les choix politiques<sup>924</sup>, car les réseaux de transports collectifs font défaut ou ne sont pas coordonnés, et connaissent une fréquentation limitée dans un territoire à très forte densité de population. Par exemple, le tramway lancé en 2006, parmi les plus petits réseaux de France et complété par le tram-train vers Thann en 2011<sup>925</sup>, n'est toujours pas coordonné avec l'arrivée des derniers trains de Strasbourg le dimanche soir, souvent chargés d'étudiants. Par contre, il y a une réelle efficacité du réseau routier dans le Sud Alsace dans le sens des Trois frontières, de Belfort et de Colmar<sup>926</sup>. Cette politique volontariste du transport routier n'est pas sans rappeler la forte culture de l'automobile à Mulhouse. D'ailleurs, l'ensemble du réseau routier est gratuit dans la région, y compris les autoroutes. L'autoroute A36 a été élargie à trois voies dans la traversée de l'agglomération mulhousienne non sans générer davantage de flux, de pollutions<sup>927</sup> et de bruits<sup>928</sup> provoquant inexorablement de nouveaux départs vers les couronnes périurbaines. C'est un véritable cercle vicieux. L'intermodalité n'est favorisée qu'entre le réseau routier et les autres modes de transport – fer, fluvial<sup>929</sup>, aérien<sup>930</sup> —. Il a fallu attendre 2011 pour la mise en place

---

<sup>924</sup> Ces flux ne sont pas sans conséquences sur les habitants de l'agglomération puisque le coût estimé pour le budget voiture des habitants de m2A est de 320 millions d'euros, c'est-à-dire 7 fois plus que le coût de fonctionnement du réseau Soléa. L'ensemble des coûts consacrés à la voiture est de 364 millions d'euros, c'est 82% des dépenses de déplacement alors que le vélo ne représente même pas 1%. AURM, « Le coût réel des déplacements dans m2A. Voiture, marche, vélo et transports collectifs » (Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, décembre 2017). p.8 et p.16.

<sup>925</sup> Le Figaro, « Le 1er tram-train inauguré à Mulhouse », 11 décembre 2010.

<sup>926</sup> CESER, « Optimiser le transport des marchandises en Alsace: concilier compétitivité et développement durable », Avis (Strasbourg: Conseil économique, social, et environnemental régional, 29 novembre 2011). pp.9-10.

<sup>927</sup> Le Sud Alsace est déjà particulièrement touchée par la pollution de l'air ambiant, de l'air intérieur, et par la pollution pollinique. ATMO, « Programme de Surveillance de la Qualité de l'air 2010-2015. Région Alsace. », 9 décembre 2010, ASPA – 10071604-ID. pp.22-25.

<sup>928</sup> La DREAL a souligné la surexposition de la population mulhousienne aux nuisances sonores. DREAL, « Schéma régional de cohérence écologique de l'Alsace », rapport environnemental (Strasbourg: Région Alsace, 19 mars 2014). p.57.

<sup>929</sup> Les ports de Mulhouse Rhin (Ottmarsheim, île napoléon, Huningue) sont des points nodaux des chaînes logistiques et sont engagés dans une alliance avec les ports de Weil am Rhein et de Bâle sous l'appellation « Rhein ports ». Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, « Gros plans pour mieux comprendre l'économie du Sud Alsace ». Op.cit., pp.45-46.

<sup>930</sup> ORTAL, « Les chiffres clés du transport en Alsace » (Strasbourg: Observatoire régional des transports et de la logistique en Alsace, 2015). pp.7-9.



du TGV Rhin-Rhône à Mulhouse alors qu'elle a été la première ville au monde à ouvrir une ligne internationale de train entre Strasbourg<sup>931</sup> et Bâle et que les premiers essais du TGV ont eu lieu entre Mulhouse et Strasbourg en 1972. Le canal porté à grand gabarit entre Niffer et le port de Mulhouse en 1992 n'a pas pu continuer son ouverture jusqu'en Bourgogne puisque le projet a été définitivement arrêté en 1997<sup>932</sup>. Considéré comme une réussite par les milieux économiques, ou comme une nuisance par le voisinage, l'aéroport de Mulhouse-Bâle, unique aéroport binational au monde<sup>933</sup>, approche les 9 millions de passagers par an<sup>934</sup>. Il s'agit de la septième plate-forme aéroportuaire de France<sup>935</sup> et la troisième de Suisse. Avec Houston aux États-Unis, l'EuroAirport de Mulhouse-Bâle est l'un des deux plus grands sites aéroportuaires mondiaux de maintenance aéronautique et privée<sup>936</sup>.

Ces difficultés propres générées par les choix mulhousiens de développement s'ajoutent aux autres défis partagés par les autres territoires français : chômage de masse, délabrement des classes moyennes, précarité croissante des situations, partis populistes ou d'extrême droite, replis identitaires, risques terroristes, cyberattaques, ou encore les formes contemporaines d'aliénations du travail.

Le pari est ici de proposer une vision prospective de l'organisation du Sud Alsace et de son fonctionnement futur en fonction de l'existant, car il n'est plus possible de revenir en arrière. Une perspective stratégique pour conjuguer tous ces enjeux mondiaux et locaux en fonction des dynamiques en cours renouvelle la question

---

<sup>931</sup> La LGV entre Strasbourg et Paris n'a ouvert qu'en 2016. AFP, « La LGV Est-Européenne entre Paris et Strasbourg sera mise en service le 3 juillet », 20 janvier 2016, l'express éditionl.

<sup>932</sup> Guy Picard, président de l'association Saône-Rhin Voie d'Eau 2010 soulignait en 2006 que ce projet aurait pu créer entre 13 000 et 27 000 emplois pour un montant de 3 milliards d'euros, c'est-à-dire « 4 mois de tabac et seulement 0,3% de la dette ». Guy Picard, « La liaison fluviale Saône-Rhin », in *Territoires et défis logistiques* (Actes de la table ronde Rhin-Sud numéro 6 sous la direction de Raymond Woessner, Mulhouse, 2006). pp.98-100.

<sup>933</sup> Cette co-gouvernance peut parfois provoquer des crispations avec Paris notamment sur les questions fiscales. Romandie, « Fin du conflit fiscal autour de l'aéroport de Bâle-Mulhouse », 23 janvier 2016, Romandie édition.

<sup>934</sup> En 2017, l'aéroport a atteint 7,9 millions de passagers. En 2018, la direction de l'EuroAirport prévoyait de terminer l'année avec 8,5 millions de passagers. Jean-François Ott, « Huit millions de passagers : record de fréquentation battu à l'EuroAirport », 4 décembre 2018, L'Alsace édition, sect. Transports.

<sup>935</sup> Amandine Munier, « Mulhouse : l'EuroAirport dans le top 10 du trafic aérien français en 2015 », *France 3 Alsace* (blog), Février 2016.

<sup>936</sup> « Avec Houston, l'EuroAirport est l'un des deux principaux sites de maintenance aéronautique d'avions privés au monde. Il est également compétent pour l'aménagement intérieur des appareils. La présence des sociétés Jet Aviation, AMAC Aerospace et Air Service Basel en témoigne. » AURM, « Portrait de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse EuroAirport Basel-Mulhouse-Freiburg » (Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, février 2015). p.9.

essentielle de la gouvernance. Rappelons que l'histoire de la prospective à Mulhouse a permis de démontrer qu'elle a été un dispositif de gouvernance locale efficace en Sud Alsace. Il convient de placer la gouvernance au cœur du diagnostic systémique.

L'ancienneté de la dernière démarche de prospective locale à Mulhouse, à l'occasion du bicentenaire de la réunion à la France, explique aujourd'hui le déficit de gouvernance locale accentué par les tensions avec les très nombreuses communes périurbaines qui représentent un pouvoir politique loin d'être négligeable. Leur poids démographique et économique peut rivaliser avec la ville centre. Si Jean-Marie Bockel présidait le conseil de la communauté d'agglomération de Mulhouse jusqu'en 2017, les péripéties de sa succession illustrent les rapports de force en place. L'agglomération est passée de 16 communes à 33 en 2009 puis 39 communes en 2017, dans une aire urbaine qui en compte 65. Sa présidence est aujourd'hui aux mains d'un maire d'un village (Berwiller) situé à 20 km de la place de la Réunion dont le revenu fiscal médian des 1200 habitants est 60 % plus élevé qu'à Mulhouse et où la part de la population immigrée excède difficilement les 1 %. Mulhouse, comme ville centre, est l'une des seules villes de France à ne pas présider son agglomération. Matérialisé par l'étalement urbain, le « white flight » prend maintenant une tournure politique d'importance : les tensions humaines et politiques qui marquent les relations entre la ville-centre et l'agglomération affaiblissent la possibilité du consensus nécessaire pour un bon gouvernement du territoire communautaire. Lors de la passation de pouvoir, le maire Jean Rottner de Mulhouse a publiquement souligné l'une des significations du conflit: « La vérité, c'est que des représentants de communes riches ne souhaitent plus payer pour les pauvres<sup>937</sup> ». Bien que non dit parce qu'indicible, le rejet d'une population mulhousienne largement issue de l'immigration maghrébine explique aussi la division. Les très bons résultats du FN dans ces communes périurbaines lors des élections présidentielles et législatives de 2017 mettent en lumière ces non-dits. Des

---

<sup>937</sup> « « Complot », « trahison », « absence de loyauté », « mépris à l'égard de la ville-centre » : les mots prononcés par le maire de Mulhouse lors du conseil d'agglomération du 9 décembre sont aussi graves qu'inattendus. « La vérité, c'est que des représentants de communes riches ne souhaitent plus payer pour les pauvres », insiste encore Jean Rottner. » Emmanuel Delahaye, « M2A : les dessous d'une crise », 18 décembre 2016, L'Alsace édition.

conflits politiques et administratifs éclatent depuis entre les élus<sup>938</sup> et les fonctionnaires de la ville centre et ceux des autres communes, que les services de communication respectifs essayent de dissimuler à grand renfort de propagande locale. Cet effritement actuel de la gouvernance, qui n'est pas sans rappeler les difficultés de « l'émergence tardive de l'agglomération<sup>939</sup> » mulhousienne, s'éloigne complètement du municipalisme mulhousien qui a été une des clés principales de réussite des grandes réalisations lors de l'aventure de la prospective (voir Partie 1. Chap 2.2). En l'état, ces verrouillages ne peuvent pas permettre l'élaboration d'une vision prospective et stratégique du Sud Alsace face aux enjeux systémiques. Les choix effectués par Mulhouse depuis les années 80 face aux difficultés tant en matière résidentielle que de transports exposent maintenant à la ville aux multiples défis posés par les enjeux climatiques et énergétiques. Les élections municipales de mars 2020 vont-elles changer la donne et opérer un virage décisif ?

Tableau 1 : synthèse du diagnostic structure économique.

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
--------	------------	--------------	---------

<sup>938</sup> Emmanuel Delahaye, « Fabian Jordan se dit meurtri, Michèle Lutz claque la porte », 6 novembre 2018, L'Alsace édition.

<sup>939</sup> « Malgré son appartenance à la dorsale européenne, le Haut-Rhin souffre d'une vision traditionnelle qui intègre mal les composantes de la modernité. Or, les territoires sont aujourd'hui en recomposition très rapide, autant dans leur structure économique que dans leurs réalités institutionnelles. [...]L'absence de métropole conduit à une dilution du Haut-Rhin sur des micro-territoires de marge : apparemment autonomes (les bassins de vie), ils sont en fait très dépendants de l'extérieur. L'émergence tardive des communautés d'agglomération de Mulhouse et de Colmar souligne les difficultés des principales villes pour structurer le Haut-Rhin. Ses perspectives peuvent se décliner de deux manières : • Dans un scénario au fil de l'eau, le Haut-Rhin reste et deviendra de plus en plus un espace que les métropoles voisines vont considérer comme une périphérie plus ou moins utile (comme réservoir de main-d'œuvre ou encore comme espace récréatif). Le risque est alors de devenir un angle mort. • En élaborant une stratégie volontaire d'intégration, le territoire peut se reconstruire autour de ses pôles urbains et susciter un développement endogène. Ses villes elles-mêmes devront se structurer en réseau dans un cadre interrégional (Alsace et Franche-Comté) et transfrontalier (Suisse et Allemagne). Cette démarche comporte une part d'incertitude et prendra du temps. Elle nécessite d'inscrire une politique continue dans le long terme. » Gérald Cohen, Bernard Reital, et Raymond Woessner, « Nouvelles perspectives dans le Haut-Rhin : positionnement et stratégie d'un territoire situé en bordure d'espaces métropolitains », Revue géographique de l'Est, 44, n° 3-4 (2004): p.155.

<p>Tissu économique dominé par les services</p> <p>Différentes filières de formation adaptées au tissu industriel</p> <p>Présence de locomotives économiques de premier plan (Bâle, Sud du Pays De Bade)</p> <p>Prix de l'immobilier le plus faible de toute la vallée du Rhin</p> <p>Technologies de l'information et de la communication (TIC) et sous-secteur des TIC aidé par les connexions numériques performantes</p> <p>Concentration spatiale des emplois pour Mulhouse</p> <p>Bon tissu d'entrepreneurs locaux</p> <p>Pôles de compétences et de compétitivité : intensification entre les entreprises et la recherche</p> <p>Mulhouse : aire d'influence majeure</p>	<p>Dynamique endogène très faible à Mulhouse</p> <p>Difficulté de trouver un repreneur pour les activités libérales</p> <p>Taux de création d'entreprises plus faible que la moyenne régionale</p> <p>Défaillances d'entreprises nettement plus nombreuses que dans le reste de la région et de la France</p> <p>Industrie fortement touchée par la diminution de ses effectifs</p> <p>Dépendance frontalière</p> <p>Métiers en tension pour de nombreux secteurs</p> <p>Région mulhousienne : un degré de dépendance fort par rapport aux vingt principaux donneurs d'ordre</p> <p>Secteur de l'hôtellerie insuffisant</p> <p>Baisse des activités de production de textiles traditionnels</p> <p>Effritement de la chimie</p> <p>Secteur de la finance peu développé</p> <p>Recherche publique très modeste</p> <p>Positionnement problématique</p>	<p>Tertiarisation accrue des emplois mais la concurrence se fait plus rude et les techniques évoluent</p> <p>Dynamisme de l'artisanat</p> <p>Dispositifs particuliers d'accompagnement vers l'emploi</p> <p>Défi de la rénovation de logements en basse consommation</p> <p>Regain d'activité dans le sud et le sud-est</p> <p>Fort taux de création d'établissements dopé par l'autoentrepreneuriat</p> <p>Dépôts de brevets en nombre croissant</p> <p>Nombre croissant d'entreprises « innovantes »</p> <p>L'économie sociale et solidaire, l'économie culturelle : très grande marge de progression potentielle</p> <p>Zone d'emploi de Mulhouse capable de se redéployer vers des secteurs porteurs</p>	<p>Hyperspécialisation de l'économie locale qui demande une diversification urgente</p> <p>Perte d'influence des activités traditionnelles (Textile, mécanique, chimie)</p> <p>Des créations d'emploi inférieures aux pertes d'emploi dans l'industrie</p> <p>Le manque d'infrastructures et de plateaux compétences (tous niveaux) disponibles est une menace directe pour la délocalisation d'équipementiers/sous-traitants</p> <p>Risque de perdre des opportunités de spécialités et de garder des postes « tournevis »</p> <p>Les évolutions du « hard discount » menacent le commerce de grande distribution plus qu'ailleurs</p> <p>Emplois frontaliers menacés à cause du manque de qualifications demandées et de la non maîtrise de l'allemand</p>
---	---	--	--

du département entretenant de fortes relations avec les acteurs voisins	entre le high tech et le low tech  Croissance moindre du PIB par emploi		
Potentiel d'accompagnement des entreprises			

Tableau 2 : synthèse du diagnostic système de peuplement.

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
<p>Accroissement de la population malgré un taux migratoire négatif pour M2A</p> <p>Poids important de la jeunesse</p>	<p>Tendance au vieillissement de la population active et de la population en général</p> <p>Répartition socio-spatiale de la population très inégale</p> <p>Forte consommation d'espace</p> <p>Faible urbanité (mono-fonctionnalité)</p> <p>Faible attractivité du centre urbain</p>	<p>Mulhouse : un excellent site d'implantation d'entreprises par rapport à sa situation aux trois frontières, au cœur de l'Europe, à proximité de la Suisse et de l'Allemagne</p> <p>Densités élevées de population (modèle rhénan)</p> <p>Proximité de métropoles</p>	<p>Périurbanisation continue, augmentation des coûts du foncier</p> <p>Forte migration intercommunale de Mulhouse vers les autres territoires</p> <p>Fort appauvrissement du territoire et de Mulhouse en particulier, modèle sud-alsacien en crise</p> <p>Islam radical très présent dans certains quartiers, salafisme religieux aussi</p> <p>Moins de foyers fiscaux imposables et accroissement des inégalités entre les communes</p> <p>Tensions ethno-religieuses à Mulhouse, avec fragmentation de la population et ségrégation spatiale</p> <p>Résurgence d'une volonté affirmée de se différencier à partir de la religion</p> <p>Par sa situation géographique, porte d'entrée des migrations de l'est (Kosovo, Albanie) et du Sud. Tête de pont de filières mafieuses d'immigration</p>

Tableau 3 : synthèse de diagnostic de la gouvernance.

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
<p>Région métropolitaine de poids</p>	<p>Intercommunalité et M2a : structures récentes et encore fragiles, donc grande méfiance entre les communes rurales et périphériques et la ville centre</p> <p>Désaffection massive des institutions politiques. Méfiance et désintérêt marqué d'une partie précarisée et/ou d'origine étrangère de la population</p> <p>Concurrence autour du taux de la fiscalité des entreprises entre Mulhouse et M2A</p> <p>Sous préfecture : plus grande ville du département mais faiblesse de la présence de l'Etat comparativement aux autres villes de même importance.</p> <p>Manque de prospective dans les documents publics</p> <p>Niveau de formation (enseignement supérieur) des élus plus faible que dans d'autres villes similaires</p> <p>Faiblesse voire inexistence de la dimension prospective dans les documents produits par les services administratifs de la ville-centre</p> <p>Faible soutien aux initiatives privées par l'administration de M2A et de Mulhouse</p>	<p>Mise en place d'un municipalisme comme lors de l'aventure de la prospective à Mulhouse</p>	<p>Manque d'anticipation, de prospective</p> <p>Attractivité très différenciée selon les communes</p> <p>Faible coopération entre les intercommunalités, voire franche concurrence</p> <p>Pas de politique cohérente pour gérer les zones d'activités, aucune politique d'animation économique du territoire de nature à renforcer l'adhésion des chefs d'entreprise</p> <p>Accélération de l'éclatement politique du territoire</p> <p>Exercice des compétences par défaut de la collectivité</p>



Tableau 4 : synthèse du diagnostic équité sociale et formation.

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Revenus moyens élevés de la population	Inadaptation de l'offre et de la demande de compétences	Opportunités pour la formation des jeunes	Taux d'activité très inégal entre les hommes et les femmes
Niveau élevé de services et d'équipements	Difficultés de recrutement extrêmement diverses	Convergence d'emplois à plus forte valeur ajoutée	Crise systémique et le chômage qui continue de progresser
Structures intercommunales très développées	Déficits absolus ou relatifs de compétences pour des fonctions clés et des secteurs locaux clés	Fonctions et services rares déjà présents à Mulhouse à maintenir et à renforcer	Accroissement des situations potentielles d'exclusions professionnelles irréversibles (marginalisation des populations à revenus modestes)
Tissu associatif puissant et structuré	Déficit global de valeur ajoutée pour les compétences	Expérimentation de nouvelles réalisations de qualité	Concentration du chômage et du faible niveau de formation à Mulhouse plus qu'ailleurs
Concentration de l'offre médicale à Mulhouse	Liens distendus entre les écoles d'ingénieurs et les laboratoires de recherche publics avec les secteurs les plus dynamiques de l'industrie locale		Faible niveau de formation initiale de la population et surprésentation des CAP et BEP
Formation continue et VAE	Densité médicale en ville plus faible qu'ailleurs		Trop d'ouvriers sans qualification
Université et laboratoires bien évalués avec un bon niveau de coopération avec le Rhin Supérieur	Précarisation des ouvriers peu qualifiés et des employés du commerce et des services		Votation suisse contre « l'immigration de masse » et le changement de qualification demandée menacent très fortement l'emploi frontalier
Cadres des fonctions métropolitaines du commerce inter-entreprises : un domaine d'excellence	Faible capacité à retenir sa population, perte de talents		Niveau de salaire moyen faible à Mulhouse
	Faible offre de services périscolaires pour les parents à Mulhouse		Baisse de qualité dans l'habitat et impact paysager (banalisation)
	Polarisation entre populations d'origine européenne et population d'origine extra européenne à Mulhouse		
	Dérive ségrégationniste entre les écoles, collèges et lycées publics et les établissements privés		
	Inégalité croissante de la		

	répartition de la richesse  Cadres et professions intermédiaires de la fonction publique et les cadres des fonctions métropolitaines sous-représentés à Mulhouse  Perte progressive de la capacité d'innover et de rompre avec les schémas habituels		
--	--	--	--

Tableau 5 : synthèse du diagnostic transports.

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Connectivité remarquable avec des réseaux denses comme les routes et l'accessibilité ferroviaire  Infrastructures binationales de transport avec l'EuroAirport et collaboration tri nationale des ports de Mulhouse Rhin	Polarisation des déplacements domicile /travail  Dispersion et enchevêtrement de flux de circulation  Faible intermodalité  Lacunes dans l'offre de logements et de transports collectifs	Secteur du transport routier / logistique dynamique  Le canal du Rhône au Rhin pour l'instant au gabarit Frayssinet : grandes opportunités pour le territoire  Mise en valeur de la connexité  Proximité d'axes de transports européens	Effet-tunnel (contournement)  Transit et nuisances sans valorisation  Saturation des principaux axes

Tableau 6 : synthèse du diagnostic patrimoine et ressources.

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
--------	------------	--------------	---------

<p>Diversité (chaumes, biotopes forestiers..)</p> <p>Nombreux espaces protégés</p> <p>Rhénanité</p> <p>Offre muséographique unique en Europe</p>	<p>Image de la ville de Mulhouse inexistante au plan national et fortement dévalorisée au plan régional et local</p> <p>Forte pression sur les milieux (climat et hommes)</p> <p>Accroissement des risques technologiques et naturels</p> <p>Augmentation du conflit d'usage de l'eau</p> <p>Image évoquant peu l'avenir et la modernité</p>	<p>Image historique du textile : un atout à valoriser</p> <p>Développement économique industriel adossé à une gestion territoriale des ressources humaines qui suit une logique de spatialisation des activités cognitives, logistiques et périphériques</p> <p>Transition écologique, la production locale d'énergie, l'éco-conception des produits, l'économie circulaire</p> <p>Reconversions des friches industrielles mulhousiennes (sites de la SACM et de DMC) en plus de renforcer la mixité fonctionnelle au sein des quartiers existants, mais aussi le développement de l'agriculture urbaine</p> <p>Mise en valeur du panorama éclectique de l'architecture mulhousienne</p> <p>Offre culturelle montante</p> <p>Nombreux événements festifs</p>	<p>Risque climatique</p> <p>Fort déficit de qualité urbaine à Mulhouse et augmentation des signes de fragilisation et des phénomènes de ghettoïsation</p> <p>Diverses pollutions</p> <p>Disparition du patrimoine industriel</p> <p>Tendance à s'enfermer sur le folklore et le cloisonnement culturel</p>
--	--	--	--

La tentative systémique du Sud Alsace par le couple climat-énergie en plus de cette analyse socio-économique permet de dégager un regard systémique sur le Sud Alsace. Le territoire a certes gagné en efficacité et en qualité de vie depuis l'époque de la première aventure de la prospective à Mulhouse, mais il a perdu en robustesse et a fait naître des risques qui le menacent. Le Sud Alsace semble à l'avant-garde malgré lui quant à l'augmentation de sa vulnérabilité socio-économique et des risques naturels et technologiques. De plus, les liens entre les éléments exogènes et endogènes soulignés préalablement ne sont pas homogènes dans le temps et dans l'espace. Le physicien David Korowicz démontre qu'il existe en théorie trois formes

d'enchainements : des liens systémiques, linéaires, et oscillants<sup>940</sup>. Les deux derniers liens ont été éliminés pour le Sud Alsace par le physicien et prospectiviste Marc Halévy lors de sa conférence organisée le 14 décembre 2017 par le Conseil de développement de la région mulhousienne en partenariat (CDD) avec la SIM<sup>941</sup>. Dans tous les cas, des basculements invisibles s'opèrent en plus des petites perturbations successives et cumulatives qui peuvent provoquer des changements considérables en Sud Alsace, qu'il est encore aujourd'hui impossible à décrire et à anticiper étant donné que « les relations de causalité sont non-linéaires, car le système est entremêlé de nombreuses boucles de rétroaction<sup>942</sup>. » Autrement dit, le Sud Alsace peut tendre vers des dépassements de seuils inaperçus dans un premier temps, avant d'en subir les effets qui seront non seulement combinés, mais aussi non-linéaires et parfois brutaux<sup>943</sup>.

---

<sup>940</sup> David Korowicz, « Tipping Point: Near-Term Systemic Implications of a Peak in Global Oil Production An Outline Review » (Dublin: Feasta & The Risk/Resilience Network, 15 mai 2010) 56 p.

<sup>941</sup> Seul les liens systémiques semblent pertinents au regard des bifurcations structurelle majeure de l'histoire selon Marc Halévy. Lors de son intervention, il a mis en exergue les changements structurels contemporains selon cinq points de rupture amorcés dès 1914, expliquant en grande partie les crises, les frictions et les zones de turbulence actuelles. 1/ Une rupture écologique : passage d'une logique d'abondance à une logique de pénurie. 2/ Une rupture technologique : passage des technologies mécaniques aux technologies numériques. 3/ Une rupture organique : passage des modèles hiérarchiques aux modèles complexes. 4/ Une rupture économique : passage d'une économie de masse et de prix à une économie d'intelligence et de valeur. 5/ Une rupture philosophique : passage de l'« Extériorité – Réussir DANS la vie » à « Intériorité – Réussir MA vie ». Marc Halévy, « Qu'est ce qui nous arrive ? » (14 décembre 2017, SIM, Mulhouse).

<sup>942</sup> « Les relations de causalité sont non-linéaires, car le système est entremêlé de nombreuses boucles de rétroaction. La conséquence de ce type de dynamique est qu'il est intellectuellement – et sans doute matériellement – difficile d'envisager une contraction progressive et contrôlée du système économique global tout en maintenant le niveau de vie nécessaire pour le contrôler. » Pablo Servigne, Raphaël Stevens, et Yves Cochet, *Comment tout peut s'effondrer: petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* (Paris: Éditions du Seuil, 2015). p.194.

<sup>943</sup> Il est également possible d'observer ces enchaînements grâce au cadre théorique développé par l'ingénieur Dmitry Orlov. En analysant l'effondrement de l'URSS, son pays natal, Orlov décrit 5 étapes successives de rupture : financier, économique, politique, social et culturel (Dmitry Orlov, *Reinventing collapse: the Soviet experience and American prospects*, Rev. and updated (Gabriola Island, BC: New Society Publishers, 2011). 208 p. ; Dmitry Orlov, *The five stages of collapse: a survivor's toolkit* (Gabriola, BC: New Society Publishers, 2013). 288 p.). La chute de l'URSS a par exemple selon lui atteint la troisième étape : une rupture financière, économique puis politique mais pas sociale ni culturelle. Cette échelle d'Orlov est peut être un indicateur à suivre pour l'évolution d'une société au même titre que l'échelle de Richter pour les tremblements de terre. Une rupture financière, comme en Argentine en 2001, se caractérise lorsque les avoirs financiers ne sont plus garantis, que les banques ferment et que le gouvernement met en place des mesures d'urgence pour éviter au maximum les émeutes (nationalisations, assouplissements monétaires, assistance sociale). Une rupture économique est déclenchée lorsqu'il y a des ruptures d'approvisionnement et que les pénuries de biens essentiels deviennent la norme. Cuba est un exemple avec une perte de 35% du PIB entre 1990 et 1993 à cause de la chute de l'URSS et de l'embargo américain. (Paulo A Paranagua, « Cuba n'a pas retrouvé le niveau de 1989 », 21 août 2006, Le Monde édition, sect. Amériques.). La rupture politique se manifeste par une perte totale de confiance envers le gouvernement qui se caractérise par une

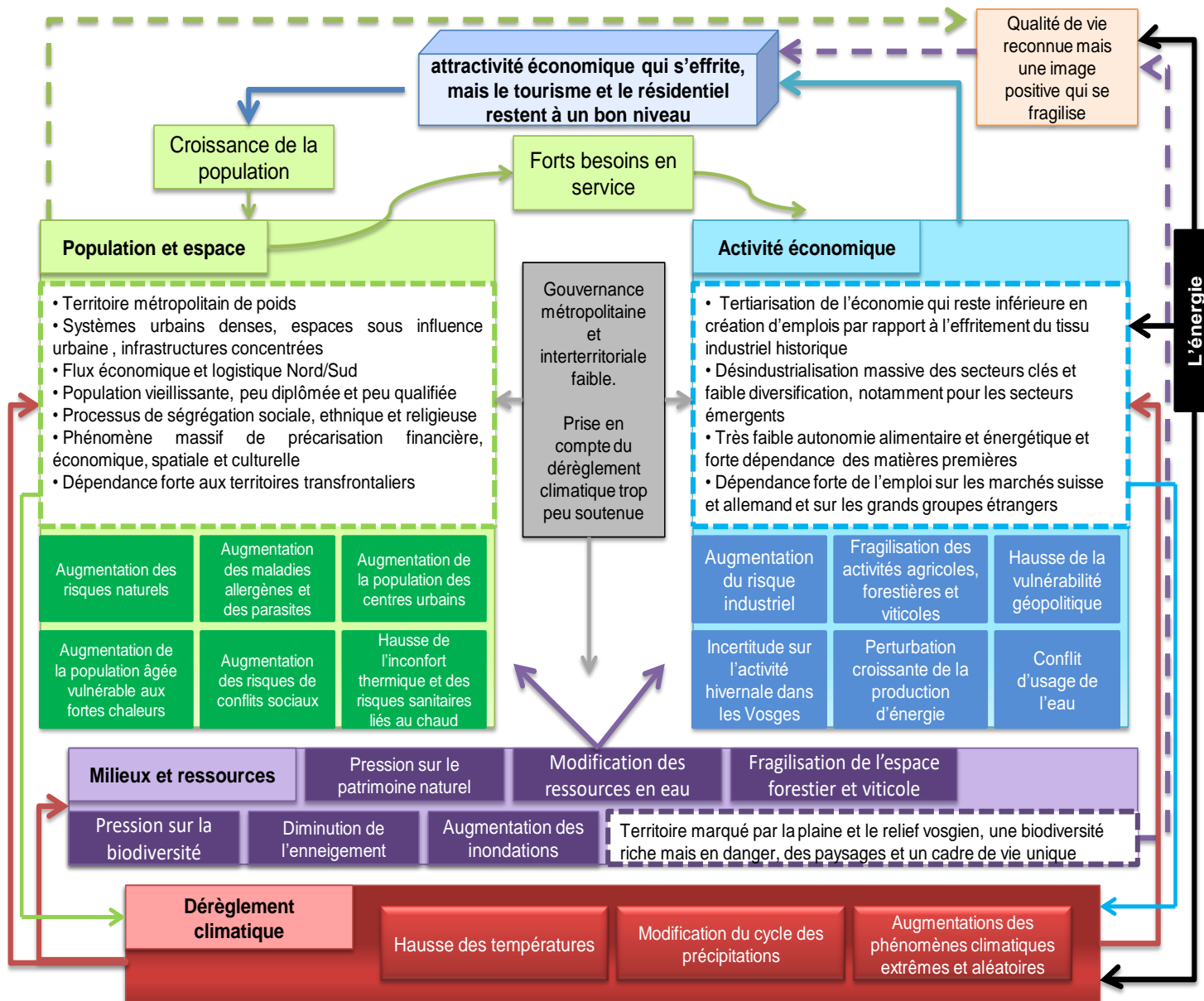


Figure 4 : une synthèse systémique du Sud Alsace.

Ce diagnostic systémique du Sud Alsace, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, permet une autre vision que celles établies lors des démarches de prospective à Mulhouse. Ici, l'enjeu est de prendre en considération la perspective de l'anthropocène car

déstructuration des services publics et une montée en puissance de la mafia. La rupture sociale se produit lorsqu'on rentre dans un processus de guerre civile ou de « chacun pour soi ». Enfin, la dernière étape est la fracture culturelle lorsque le groupe en question disparaît. Dernièrement, Orlov a rajouté une étape supplémentaire qui est l'effondrement écologique qui se caractérise par l'incapacité de redémarrer une société dans un environnement épuisé. (Dmitry Orlov, « The Sixth Stage of Collapse », *cluborlov* (blog), 22 octobre 2013, <http://cluborlov.blogspot.fr/2013/10/the-sixth-stage-of-collapse.html>.)

comme le précise Dominique Bourg : « l'une des affirmations de l'idéologie économique est la neutralité économique de la nature, ce qui est absurde<sup>944</sup> ». Si le Sud Alsace paraît vigoureux et dynamique, paradoxalement ce territoire connaît une croissance de sa vulnérabilité et il devient plus sensible et moins robuste à des perturbations endogènes et exogènes. En effet, de petites perturbations peuvent facilement faire vaciller toutes ces configurations humaines et physiques puisque leur niveau d'interdépendance est élevé, ce qui peut provoquer des effets de cascade disproportionnés. L'utilisation massive des énergies fossiles abondantes et bon marché dans le Sud Alsace le rend très vulnérable aux variations exogènes et aux conflits géopolitiques. Le système économique du Sud Alsace est adossé et dépendante de l'énergie fossile et importée. Il y a des risques de graves crises. Ce diagnostic systémique met en perspective des points de rupture possibles à l'échelle du Sud Alsace. Joseph Taiter souligne que s'ils sont atteints, la complexité du système fait que la bascule est rapide, et que le système se met en recherche d'un nouvel équilibre qu'il est difficile d'identifier à l'avance. Néanmoins, s'il existe un potentiel de dérèglements majeurs dans le Sud Alsace (complexes, internes et externes), il est aussi possible qu'aucun d'entre eux ne surviendra dans l'immédiat. Toutefois, s'il est difficile de les anticiper, les entrées par lesquelles ces événements peuvent s'immiscer dans le Sud Alsace sont décelables et repérables. Ce diagnostic systémique est donc une étape fondamentale de la prospective. Il devient possible d'éclairer de façon rigoureuse les futurs possibles à partir de cette base préexistante.

---

<sup>944</sup> Dominique Bourg, *Les scénarios de l'écologie (Questions de société)*, Hachette Littératures, 1996. p.19.



## Chapitre V – Un regard prospectif du Sud Alsace

Regarder et prendre en considération ce territoire suppose de le voir autrement, sans unité ni autorité présupposée, et il convient de lui reconnaître une capacité historique à créer sa propre narration. La prospective peut ainsi révéler des dysfonctionnements à venir à partir de ce diagnostic systémique et être également le lieu de nouvelles expérimentations.

Ainsi, deux approches vont être abordées dans ce chapitre : la prospective exploratoire, de type tendanciel, et la prospective d'anticipation, qui part du futur pour arriver au présent. Il convient de s'appuyer sur l'histoire de la prospective à Mulhouse pour choisir rigoureusement les méthodes disponibles, afin de respecter au mieux la complexité du Sud Alsace, les traditions des démarches collectives de prospective à Mulhouse, et pour relever, pourquoi pas, le défi d'une nouvelle pratique de prospective (5.1).

La prospective exploratoire prend forme à partir du diagnostic systémique du Sud Alsace et explore plusieurs horizons réalistes, crédibles et possibles. Le scénario du remède technologique, le scénario des crises larvées et le scénario de la sobriété & de la coopération sont une extrapolation susceptible d'advenir, conjointement ou non, dans les prochaines années. Ce travail est néanmoins marqué par plusieurs limites (5.2).

La prospective d'anticipation, fruit d'une démarche collective, encourage en quelque sorte le renouveau de la prospective à Mulhouse, grâce à la participation d'acteurs locaux aux profils socioéconomiques variés avec la présence de plusieurs institutions historiques de la prospective mulhousienne. Grâce à des méthodes rigoureuses et innovantes, une analyse structurelle des possibles et une analyse morphologique, nous avons pu mettre en exergue six scénarios pour le Sud Alsace. Leur décryptage va permettre de mettre en perspective les résultats obtenus avec ceux de la prospective exploratoire (5.3).

### 5.1 Méthodes et indicateurs de l'essai de prospective

La dernière démarche collective de la prospective à Mulhouse date de 1998 lors du colloque « Mulhouse au futur » comme nous l'avons déjà souligné (chap.3.2). Entreprendre une nouvelle étude de prospective pour relancer en quelque sorte cette démarche à Mulhouse doit faire appel à des outils disponibles. Et c'est son histoire à Mulhouse qui va nous permettre de sélectionner au mieux les méthodes. Toutefois, comme il existe deux types de prospective (exploratoire et d'anticipation), nous allons les aborder dans l'ordre chronologique pour compléter aux mieux les analyses.

La prospective exploratoire (tendancielle et d'encadrement) décrit les tendances d'une situation présente et met en évidence les enchaînements d'événements allant d'une façon logique vers un futur possible. Plusieurs futurs possibles alternatifs peuvent être atteints à partir des hypothèses de travail du schéma systémique du Sud Alsace développé dans le chapitre 4, qui place, rappelons-le, la gouvernance au cœur du dispositif. En variant les hypothèses, des scénarios peuvent émerger selon l'inertie propre du système et de ses tendances. C'est le type de prospective entrepris dans la revue *Saisons d'Alsace* en 1962 dans « Où va l'Alsace ? » et en 1997 dans « Où va Mulhouse ? Entre crises et espoirs, une ville se cherche ». En renouvelant cette tradition en juin 2016, nous avons fait le pari d'élaborer trois scénarios du Sud Alsace à l'horizon 2040 écrits au présent<sup>945</sup> selon les tendances lourdes du système et les signaux faibles observés. Cette modélisation témoigne d'un travail sur les représentations qui autorise à imaginer l'hétérogénéité et les antagonismes possibles, et à proposer une lecture crédible et contrastée de la complexité territoriale du Sud Alsace en évitant au maximum de penser les futurs possibles avec les figures obligées d'aujourd'hui. En reprenant les cinq valeurs<sup>946</sup> de la prospective développées par Gaston Berger, qui furent abondamment utilisées lors de l'aventure de la prospective à Mulhouse, nous essayerons d'user d'imagination et

---

<sup>945</sup> Ces scénarios sont écrits au présent selon l'horizon temporel visé, c'est-à-dire qu'ils sont écrits comme si le lecteur était placé aux alentours des années 2040. Les géographes Étienne Juillard et Paul Meyer alternaient en 1962 l'usage du présent et du conditionnel dans leurs analyses du territoire à l'horizon 1972 dans la revue *Saisons d'Alsace* « Où va l'Alsace ». Initialement rédigés au conditionnel, les trois scénarios ont été repris au présent pour alléger les lourdeurs constatées et pour faciliter les capacités à se projeter et à mettre en avant plus facilement les tendances et les évolutions du système.

<sup>946</sup> Nous rappelons les cinq valeurs de la prospective selon Gaston Berger : voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques et penser à l'homme

de créativité pour cet exercice. L'intuition est aussi importante pour déterminer les limites du système, car il n'est pas possible de savoir à l'avance où elles seront situées. C'est finalement un exercice pour « dégrossir » les futurs possibles au regard de l'analyse systémique du Sud Alsace. Mais cette tentative est surtout marquée par des limites, que le géographe Martin Vanier observe ainsi : « la prospective exploratoire en quête d'hétérogénéité, si elle veut être rigoureuse, doit renoncer à être assagie. Raison pour laquelle on se détachera résolument de la méthode usuelle d'élaboration des scénarios prospectifs qui consiste de manière parfois trop systématique à repérer des tendances lourdes, à les croiser avec des variables de contexte, et à perturber les résultats par des hypothèses de rupture ou des signaux faibles de bifurcation. Si tous ces intrants (tendances lourdes, variables de contexte, signaux faibles) étaient si bien avérés, classés et étiquetés, comment pourrions-nous encore nous laisser surprendre à l'avenir ?<sup>947</sup> ». Malgré ces limites, nous proposons une lecture de la prospective exploratoire du Sud Alsace dans la section suivante (chap. 5.2.).

La seconde approche est celle de la prospective d'anticipation, plus prospective par nature, elle nécessite des outils pour normer et contracter les futurs possibles. Le point de départ n'est plus la situation présente, mais l'image d'un futur possible et souhaitable. Elle montre aussi comment certains objectifs peuvent être concrétisés, ainsi que les possibilités pour y parvenir. Quatre méthodes reviennent le plus souvent depuis plusieurs décennies pour élaborer ce type de prospective mais elles sont plus complexes à mettre en place que l'approche exploratoire : la méthode Delphi, la méthode de l'abaque de Régnier, la méthode d'analyse croisée d'impact « the cross-impact analysis », et la méthode morphologique. Le défi est d'autant plus grand qu'aucune d'entre elles n'a encore été utilisée lors d'une démarche de prospective à Mulhouse. Et c'est justement l'histoire de la prospective à Mulhouse qui nous a permis de déterminer la meilleure méthode à employer.

La méthode Delphi, l'une des plus anciennes, a été développée par le prospectiviste Olaf Helmer à la RAND corporation dans les années 1960 aux États-Unis afin de concilier différentes opinions d'experts sur un sujet particulier avec l'aide de

---

<sup>947</sup> Martin Vanier « Le choix d'une prospective », in DATAR, « Territoires 2040. Aménager le changement », *La Documentation française*, n° Revue d'études et de prospective n°1 (2nd semestre 2010). pp.29-29.

questionnaires successifs. En règle générale, cette méthode est utilisée dans le domaine des technologies et de l'économie, mais elle fonctionne également dans le domaine des sciences sociales, ce qui correspond à la thématique de cette thèse. Elle est surtout appliquée pour apporter de la clarté à une décision obscurcie par une certaine incertitude<sup>948</sup>, en s'articulant en trois phases<sup>949</sup>. L'un des avantages de cette méthode est la garantie d'obtenir un avis consensuel parmi les experts après cette série de questionnaires<sup>950</sup>. Elle aurait été un bel outil pour simplifier le processus de « reconquête » de Mulhouse lors du « Projet de ville » de 1991, car les informations recueillies au cours de ces enquêtes concernent les événements futurs, les tendances et les points de rupture potentiels. Elles sont généralement riches en contenu et contribuent grandement au processus de prospective. Par contre, les deux inconvénients principaux de cette méthode sont d'après la thèse de Frédéric Oble, sur la méthode Delphi, sa durée et son coût<sup>951</sup>, ce qu'une ville comme Mulhouse peut plus facilement supporter. De plus, le consensus des experts n'est pas forcément synonyme de qualité puisque les opinions divergentes sont aussi intéressantes que celles qui se situent dans la moyenne. Lors du colloque « Mulhouse au futur », Pierre Vidal rappelle ainsi la culture du consensus à Mulhouse « Le travail [...] n'a pas fait apparaître de grands hiatus, de grandes divergences de vues ou d'opinions<sup>952</sup> ». En plus d'écarter les hypothèses possibles<sup>953</sup>, la méthode atteint les limites du consensus comme le résume Frédéric Oble qui cite Michel Godet pour illustrer les limites du consensus pour la

---

<sup>948</sup> Norman Dalkey et Olaf Helmer, « An Experimental Application of the DELPHI Method to the Use of Experts », *Management Science* 9, n° 3 (avril 1963): pp.458-467.

<sup>949</sup> La première phase consiste à développer un questionnaire précis et quantifiable avant de l'envoyer à des experts, puis, suite aux résultats du premier tour, ces mêmes experts sont tenus de fournir de nouvelles réponses ; plusieurs envois et réponses ont lieu, et la dernière étape consiste à donner une réponse définitive, à partir de laquelle une médiane peut être obtenue. Ducos, « Delphi et analyses d'interaction », *Futuribles*, n° 71 (novembre 1983).

<sup>950</sup> Harold Linstone et Murray Turoff, *The Delphi Method: Techniques and Applications* (Addison-Wesley Publishing Company, 1977).

<sup>951</sup> Voir la thèse de doctorat de Frédéric Oble, notamment la section 1.3.3 Les limites de la méthode Delphi Frédéric OBLE, « Intérêts et limites de l'analyse structurelle et de la méthode delphi appliquées à l'étude de l'évolution des marchés alimentaires » (Institut National Polytechnique de Lorraine, 1992). p.73.

<sup>952</sup> Pierre Vidal souligne cette culture du consensus à Mulhouse : « Le travail n'a pas toujours été fait ensemble, mais il n'a pas fait apparaître de grands hiatus, de grandes divergences de vues ou d'opinions », Société Industrielle de Mulhouse et Ville de Mulhouse, *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. op.cit.,p.159.

<sup>953</sup> Jean-Pierre Booto Ekionea, Prosper Bernard, et Michel Plaisent, « Consensus par la méthode Delphi sur les concepts clés des capacités organisationnelles spécifiques de la gestion des connaissances », *Recherches qualitatives*, 29, n° 3 (2011): pp.168-192.

prospective : « convergence ne signifie pas cohérence<sup>954</sup> ». Cette méthode ne correspond pas non plus à la culture participative de tous les acteurs du territoire lors des démarches de prospective à Mulhouse depuis sa première manifestation à la fin des années 1950. Pire encore, elle semble s'éloigner de la prospective élaborée par les habitants de Mulhouse en 1998.

La méthode de l'abaque de Régnier est une approche relativement novatrice de consultation d'experts, conçue par le docteur en médecine François Régnier pendant les années 1970 pour interroger des experts en temps réel ou par courrier<sup>955</sup>. Définir la problématique de l'étude est toujours une phase importante et cette technique donne la possibilité à chaque expert<sup>956</sup> de répondre individuellement aux questions posées via l'échelle colorée de Régnier<sup>957</sup>. Cette méthode permet donc de réduire l'incertitude, de comparer les points de vue au sein d'un groupe et de considérer un grand nombre d'opinions. De plus, l'avantage réside dans son efficacité, puisqu'elle est facile et rapide à mettre en place en recueillant un grand nombre d'avis. C'est un bon outil de communication et, contrairement à la méthode Delphi précédemment décrite, ce n'est pas le consensus qui est recherché, mais plutôt les échanges entre les experts. Cela correspond davantage aux démarches de prospective à Mulhouse. Néanmoins, cette méthode est surtout appliquée lorsque des choix stratégiques ne sont pas en jeu<sup>958</sup>. Or, comme nous l'avons

---

<sup>954</sup> Frédéric OBLE, « Intérêts et limites de l'analyse structurelle et de la méthode delphi appliquées à l'étude de l'évolution des marchés alimentaires ».Ibid., p.74.

<sup>955</sup> Juliette Herry et al., « Building site based scenarios: Tools and approaches for the implementation in the VALMER project », VALMER project, Scenario technical guidelines, janvier 2014.p.27.

<sup>956</sup> Dans son introduction, François Régnier estime sa technique comme « une nouvelle approche de la communication interactive qui utilise une échelle de couleur pour créer des tableaux et des graphiques. L'abaque de Régnier est particulièrement utile pour comprendre les opinions, et leurs évolutions chez un groupe ou un individu. Reconnaître les zones de consensus et/ou de désaccord devient juste facile et rapide » François Régnier, « Du Principe de la Pratique de l'Abaque de Régnier » (Nancy: Institut de Métrologie qualitative, 1987).

<sup>957</sup> L'abaque de Régnier exploite essentiellement trois couleurs (vert, orange, rouge) pour nuancer les différentes opinions. Le problème se situe dans sur une ligne tandis que l'avis de l'expert correspond à une colonne. La nouvelle matrice formée donne un panorama de données qualitatives et montre clairement l'avis de chaque expert sur le problème posé. Khosro Maleki, *Méthodes quantitatives de consultation d'experts: Delphi, Delphi public, Abaque de Régnier et impacts croisés* (Paris: Publibook, 2009).p.69.

<sup>958</sup> Jean-Claude Corbel, *Management de projet: fondamentaux, méthodes, outils* (Paris: Eyrolles, 2012). pp.142-144.

démontré dans la première partie, les démarches de prospective à Mulhouse ont été réalisées pour répondre aux enjeux dans un contexte de crise.

La méthode d'analyse croisée d'impact (« the cross-impact analysis ») est une technique développée par Theodore Gordon à la fin des années 1960 comme extension à la méthode Delphi en permettant cette fois-ci de considérer les événements futurs et leurs probabilités<sup>959</sup>. Il s'agit de déterminer les conditions simples et conditionnelles des hypothèses ou d'événements pour en connaître leur probabilité<sup>960</sup>. L'objectif est d'élaborer les scénarios les plus probables et d'examiner les combinaisons possibles parmi les hypothèses que l'on aurait a priori exclues<sup>961</sup>. L'analyse des interactions possibles entre les événements est un avantage pour une prospective territoriale, tandis que les résultats obtenus sont facilement et rapidement interprétables. Par contre, son utilisation appelle à la vigilance, puisque les probabilités obtenues par les experts sont subjectives et ne proviennent pas de données spécifiques, mais plutôt d'une moyenne d'opinions<sup>962</sup>. Cette technique aurait pu probabiliser les quatre scénarios de l'atelier économique de « Mulhouse au futur », et elle peut tout à fait concevoir les probabilités des scénarios de cette thèse, mais son caractère d'« expert » s'éloigne encore une fois de la culture participative de la prospective à Mulhouse.

D'abord créée aux États-Unis à la fin des années 1940 par l'astrophysicien Fritz Zwicky<sup>963</sup> à la suite des travaux de l'homme d'État allemand Johann Wolfgang von

---

<sup>959</sup> T.J. Gordon et H. Hayward, « Initial Experiments with the Cross Impact Matrix Method of Forecasting », *Futures* 1, n° 2 (décembre 1968): pp.100-116.

<sup>960</sup> C'est la suite de techniques de probabilité qui va permettre d'identifier la réalisation d'un ou plusieurs événements en fonction d'un référentiel choisi. Kenneth Chao, « A New Look at the Cross-Impact Matrix and its Application in Futures Studies », *Journal of Futures Studies*, mai 2008, pp.45-52.

<sup>961</sup> Ce sont les experts qui déterminent la probabilité de l'événement en la justifiant de peu à très probable. Ensuite, en prenant la moyenne des probabilités, il est possible de déterminer un classement des hypothèses étudiées et par conséquent le scénario le plus probable. La dernière étape est le cheminement du présent jusqu'à la version finale du scénario. Voir l'ensemble de la démarche dans son ouvrage : T.J. Gordon, « Cross-impact method », American Council for the United Nations University, 1994.

<sup>962</sup> Wolfgang Weimer-Jehle, « Cross-Impact Balances: A System-Theoretical Approach to Cross-Impact Analysis », *Technological Forecasting and Social Change* 73, n° 4 (mai 2006): pp.334-361.

<sup>963</sup> Fritz Zwicky a notamment utilisé l'analyse morphologique pour ses travaux d'astrophysique, de systèmes d'alimentation à propulsion pour les fusées et dans les aspects juridiques du voyage dans l'espace. Fritz Zwicky, *Discovery, Invention, Research through the morphological approach* (Macmillan, 1969).



Goethe (1749-1832)<sup>964</sup>, l'analyse morphologique a ensuite été oubliée pendant plusieurs décennies avant d'être réétudiée dans les années 1970 lors d'exercices de prospective technologique, puis redécouverte en 1988 à l'occasion d'un exercice de prospective par le ministère de la Défense. Cette méthode vise à explorer les recombinaisons possibles des hypothèses parmi un système donné<sup>965</sup>. C'est sa complexité des combinaisons possibles qui a justement provoqué son oubli selon le prospectiviste Michel Godet<sup>966</sup>. Malgré tout, l'analyse morphologique revient en force dans les années 1990 par les analystes et chercheurs aux États-Unis et en Europe dans les domaines de l'analyse des politiques et des études de prospective à la suite du développement de l'ordinateur et des interfaces graphiques<sup>967</sup>. En permettant de modéliser un système complexe et de le développer tout en ayant conscience des limites méthodologiques existantes<sup>968</sup>, la méthode peut prendre en compte des facteurs non quantifiables à fortes dimensions sociales, politiques, culturelles, morales, philosophiques, économiques, spirituelles et éthiques. Les rapports de complexité entre ces éléments, bien présents sur un territoire, ne sont pas en principe réductibles, et les incertitudes ne peuvent pas être entièrement décrites ou délimitées de manière linéaire. De plus, ces facteurs font face aux incertitudes des acteurs du territoire et aux incertitudes concernant les futures découvertes scientifiques et technologiques pouvant le bouleverser. À ce stade, l'analyse morphologique peut être utilisée comme méthode de prospective en Sud Alsace. Si la prospective n'est pas forcément synonyme de scénario<sup>969</sup>, cette méthode permet aussi de conjuguer les deux par la mise en récit des futurs

---

<sup>964</sup> De culture rhénane, Johann Goethe a d'abord utilisé cette technique pour ses travaux de formation et de transformation des corps organiques, en se concentrant sur la forme et la qualité, plutôt que sur la fonction et la quantité. Ensuite, Fritz Zwicky a repris la méthode pour étudier et analyser les relations contenues dans les ensembles complexes multidimensionnels. Tom Ritchey, « Futures Studies using Morphological Analysis », Adapted from an article for the UN University Millennium Project: Futures Research Methodology Series, 2009, p.16.

<sup>965</sup> Cette méthode est associée à un certain nombre de disciplines scientifiques dans le monde entier : elle permet l'étude de la forme des organismes en biologie, l'étude de la formation des mots en linguistique, l'analyse des caractéristiques ou configurations de l'évolution des roches et des reliefs en géologie.

<sup>966</sup> Michel Godet, « La prospective en quête de rigueur. Portée et limites des méthodes formalisées », *Revue futuribles*, n° 249 (janvier 2000): pp.56-64.

<sup>967</sup> Tom Ritchey, « General morphological analysis », *Swedish Morphological Society*, 1998.

<sup>968</sup> Tom Ritchey, « Modeling Alternative Futures with General Morphological Analysis », *World Futures Review* 3, n° 1 (février 2011): pp.83-94.

<sup>969</sup> Pierre-André Julien, Pierre Lamonde, et Daniel Latouche, « La méthode des scénarios en prospective », *L'Actualité économique* 51, n° 2 (1975): p.253.

possibles<sup>970</sup>. Par contre, la principale limite de cette méthode est sa possibilité restreinte de suivi scientifique sur les résultats, puisqu'ils ne sont pas reproductibles dans leur totalité étant donné le caractère laborieux par lequel est traité ce système complexe. Même s'il est possible de retracer le cheminement des scénarios à travers les hypothèses qui les constituent, il reste néanmoins difficile de suivre une piste de vérification adéquate décrivant leur formulation<sup>971</sup>. Toutefois, l'analyse morphologique, du fait de ses atouts indéniables dans la structuration complexe et l'analyse multidimensionnelle du système étudié, peut couvrir un horizon large de différents facteurs exogènes et endogènes comme des éléments techniques, économiques, culturels, sociaux, politiques et environnementaux. Ainsi, l'analyse morphologique semble être la meilleure méthode pour mener une prospective d'anticipation à l'échelle du Sud Alsace, et complète à la fois la « prospective stratégique »<sup>972</sup> de Michel Godet, qui y voit une manière de « stimuler l'imagination et réduire les incohérences mais ne pas se substituer à la réflexion ni brider la liberté des choix<sup>973</sup> », et elle peut aussi à la fois augmenter les capacités de la « prospective du présent » de Jean-Paul Bailly<sup>974</sup> en permettant la participation<sup>975</sup> des acteurs du territoire. Par ailleurs, en plus de pouvoir renouer avec la tradition participative des démarches de prospective à Mulhouse, cette méthode peut aussi s'inscrire dans le renouvellement des pratiques de la prospective selon l'hypothèse défendue par Chloé Vidal dans sa thèse : la prospective territoriale serait amenée à se modifier en profondeur en produisant un « regard diplomatique<sup>976</sup> », une prospective « diplomatique » qui n'existe pas encore, qui remet en question les catégories politiques de la légitimité démocratique, et qui ne cherche pas à combiner les récits des acteurs du territoire à celui de l'institution ou du territoire. Cette « prospective diplomatique » marque un pas de côté et ouvre réellement la

<sup>970</sup> Laurent Mermet, *Etudier des écologies futures: un chantier ouvert pour les recherches prospectives environnementales* (Bruxelles: PIE-Peter Lang, 2005). Chapitre V Des récits pour raisonner l'avenir Quels fondements théoriques pour les méthodes de scénarios?

<sup>971</sup> Russell Rhyne, « Field Anomaly Relaxation », *Futures* 27, n° 6 (juillet 1995): pp.657-674.

<sup>972</sup> Michel Godet, « How to Be Rigorous with Scenario Planning », *Foresight* 2, n° 1 (2000): pp.5-9.

<sup>973</sup> Michel Godet, « Prospective et stratégie: approches intégrées », *Futuribles*, n° 137 (novembre 1989). p.8.

<sup>974</sup> Voir la référence au chapitre 3.2 sur l'évolution de la prospective en France au cours des années 1990.

<sup>975</sup> Tom Ritchey, « Analysis and Synthesis: On Scientific Method - Based on a Study by Bernhard Riemann », *Systems Research* 8, n° 4 (décembre 1991): pp.21-41.

<sup>976</sup> Vidal, « La prospective territoriale dans tous ses états: Rationalités, savoirs, et pratiques de la prospective (1957-2014) ». op.cit.,p.262.

reconfiguration du récit officiel. Ce processus paraît nécessaire au regard du dérèglement climatique, des risques locaux de rupture, du diagnostic systémique du Sud Alsace, et de l'élan avorté du développement durable lors de la seconde vague de la prospective à Mulhouse (chapitre.3.3). Une réflexion conjointe, de ce qui se construit sur le territoire et de ce qui advient par « la surprise des choses » pour reprendre la citation de Pierre Massé, doit dorénavant être déployée pour penser collectivement à l'intégration des vulnérabilités internes et externes du territoire. Repenser les risques et les vulnérabilités à l'échelle du Sud Alsace par la « prospective diplomatique » peut mener une réflexion territoriale sur le devenir catastrophique de nos sociétés. Par ces différents regards, la prospective d'anticipation, en complément de la prospective exploratrice, peut devenir, avec la participation des acteurs locaux, une réflexion sur « l'immunité » du Sud Alsace pour produire du changement comme ce fut historiquement le cas lors des démarches de prospective. Finalement, la méthode morphologique paraît correspondre à la complexité du Sud Alsace, aux exigences historiques de la prospective à Mulhouse, et aux enjeux du renouveau de la prospective. Si ce processus envisagé dans cette thèse n'est qu'une ébauche de cette « prospective diplomatique », il a au moins le mérite d'éclairer une partie du « flou » pour reformuler de nouvelles questions et pour se donner les moyens d'apporter des réponses.

Pour porter un regard critique supplémentaire aux démarches de prospective exploratoire et d'anticipation, il est encore nécessaire d'inclure des indicateurs pour se donner les moyens d'évaluer et de borner<sup>977</sup> leur pertinence au regard de l'histoire de la prospective à Mulhouse.

D'abord, le premier indicateur d'évaluation, fortement inspiré des deux temps forts de la prospective à Mulhouse, pourrait être comparable à ceux conçus par les agences de notation<sup>978</sup> : le AAA — l'anticipation (réflexion prospective), l'appropriation (motivation et mobilisation collective), et l'action (volonté

---

<sup>977</sup> Marilynne Peyrefitte, « L'évaluation de processus d'une politique publique territoriale », *Politiques et management public* 16, n° 2 (1998): pp.71-94.

<sup>978</sup> Le triple AAA semble être le Graal pour de nombreuses institutions publiques et privées, puisqu'il garantit aux yeux de tout le monde une très grande confiance, signe de prospérité. Daniel Karyotis, « La notation financière : quand une information devient un instrument de décision », *Revue d'économie financière* 41, no 3 (1997): pp.57-68.

stratégique)<sup>979</sup>. Par anticipation, il s'agit de repérer au moins les tendances de fond, afin de montrer les incertitudes majeures et les ruptures probables concernant les futurs possibles. Le diagnostic du territoire permet de collecter les informations afin de garantir la meilleure représentation passée, présente et future du territoire<sup>980</sup>. L'analyse « rétro-prospective<sup>981</sup> » de Mulhouse a montré que ce type de diagnostic a toujours été réalisé pendant les démarches de prospective dans les années 1950 et 1960, puis lors de la seconde vague dans les années 1990, tandis que l'appropriation des projets imaginés a toujours été le point cardinal de l'élite locale à Mulhouse<sup>982</sup>. Enfin, le dernier élément est l'action : il s'agit, comme nous l'avons démontré, de la mise en œuvre concrète des projets<sup>983</sup>.

L'histoire de la prospective à Mulhouse a montré des pratiques humaines et des processus de transformation territoriaux qui doivent inspirer le deuxième indicateur d'évaluation. L'approche typologique<sup>984</sup> de Jean-Philippe Bootz et Régine Monti semble être un outil pertinent pour mieux considérer le processus organisationnel en fonction du degré d'impact stratégique et du degré de participation des acteurs

---

<sup>979</sup> Voir le schéma de cette indicateur dans l'annexe 5.1.

<sup>980</sup> L'ouvrage d'Olivier Meier et de Michel Bisac montre comment le diagnostic peut devenir stratégique en distinguant les opportunités, les menaces, les forces et les faiblesses du territoire pour repérer les points de ruptures potentielles. Il s'agit ainsi d'analyser les tendances lourdes et de sentir les signaux faibles. Voir Olivier Meier et Michel Bisac, *Diagnostic stratégique: évaluer la compétitivité de l'entreprise* (Paris: Dunod, 2015).

<sup>981</sup> L'expression « rétro-prospective » a été empruntée à l'article de Thierry Fusalba colonel de réserve et directeur de la communication auprès des hautes autorités de la Défense, Thierry Fusalba, « La rétro-prospective : concept novateur ou spéculation ? », Magazine de la Communication de crise et sensible (Paris: Observatoire International des Crises, février 2015). La « rétro-prospective » est aussi un autre moyen d'anticiper car la relecture historique a pu mettre en exergue pourquoi certains changements n'ont pas été anticipés, sentir les inerties, comprendre les jeux d'acteurs qui ont parfois bloqué des décisions stratégiques pour l'avenir du territoire.

<sup>982</sup> L'appropriation est une phase primordiale pour l'acceptation des projets, mais des recherches anthropologiques, sociologiques et psychologiques montrent que ce processus d'engagement psychoculturel, comme les révolutions politiques sociales et scientifiques, rencontre régulièrement trois épisodes distincts : le refus, la résistance et l'acceptation. Kathy Hall, Patricia Murphy, et Janet Soler, éd., *Pedagogy and practice: culture and identities* (Los Angeles: SAGE, 2008). pp.58-74. Et c'est la reconnaissance entre les des décideurs locaux mulhousiens qui a facilité le processus d'appropriation.

<sup>983</sup> Ces actions répondent à des objectifs clairement identifiés menées par les décideurs locaux afin d'appliquer concrètement les projets d'avenir souhaités. Dans son ouvrage sur l'histoire des futurs, le fonctionnaire et essayiste Bernard Cazes montre que toutes les énergies peuvent être déployées pour penser collectivement aux futurs souhaitables et au développement de la stratégie ; mais s'il n'y a pas d'action concrète ferme, alors l'avenir souhaité reste vain. Cazes, *Histoire des futurs*.

<sup>984</sup> Jean-Philippe Bootz et Régine Monti, « Proposition d'une typologie des démarches de prospective participative pour les entreprises. Trois cas illustratifs : EDF R&D, AXA France et BASF Agro », *Management & Avenir* 19, n° 5 (2008): pp.114-131.

locaux. Ils proposent quatre typologies d'approche prospective<sup>985</sup> : « l'orientation stratégique<sup>986</sup> », « l'aide à la décision<sup>987</sup> », « la mobilisation<sup>988</sup> » et « la conduite de changement<sup>989</sup> ». L'aventure de la prospective à Mulhouse de la fin des années 1950 peut être qualifiée de « conduite de changement », tandis que la deuxième vague des années 1990 se situerait entre « la mobilisation » et « la conduite du changement ».

---

<sup>985</sup> Voir la matrice typologique dans l'annexe 5.1.

<sup>986</sup> L'orientation stratégique représente les études de prospective qui aident à la prise de décision. Le degré stratégique est élevé, mais la participation des acteurs locaux est assez faible. Ce qui explique la faible participation est la nature hautement stratégique de l'information. En effet, l'information sensible et confidentielle élaborée doit parfois être protégée, en vue ensuite de la dérouler tactiquement avec les acteurs stratégiques. Il est essentiel de maintenir un haut niveau de sécurité de l'information pour ne pas compromettre la capacité des acteurs stratégiques à mettre en place les stratégies. Par exemple, le projet de Ville de 1991 et le projet Urbain de 1993 semblent rentrer dans cette catégorie.

<sup>987</sup> L'aide à la décision représente les études de prospective « confidentielles », qui ne font que très rarement appel aux acteurs locaux et dont l'impact stratégique est assez faible. En règle générale, ces études portent sur un sujet spécialisé et à portée limitée. Elles sont quand même utiles, puisqu'elles peuvent provoquer une réflexion stratégique en amont, encourageant ainsi les acteurs locaux à aborder un sujet précis avec de nouvelles perspectives, sans forcément aboutir à des actions stratégiques. C'est une rampe de lancement confidentielle par nature et pour laquelle la participation des acteurs locaux n'est pas requise ou demandée. La revue spéciale de Saisons d'Alsace « Où va l'Alsace ? » de 1962 ou encore « Où va Mulhouse ? » de 1997 rentre dans cette classification.

<sup>988</sup> La mobilisation représente les études de prospective avec un faible impact stratégique, mais un haut niveau de participation des acteurs locaux. Le but affiché est de préparer les esprits aux changements possibles et souhaitables en s'appropriant les mouvements de fond du système étudié. Ce type d'initiative est utile pour réveiller les consciences avant d'engager des actions stratégiques. L'opération « COM'88 » et le colloque « Mulhouse au futur » de 1998 se rapprochent du modèle de mobilisation. À une autre échelle, le « Projet Alsace 2005 » de la Région Alsace rentre également dans cette catégorie.

<sup>989</sup> La conduite du changement elle est la forme la plus aboutie des démarches de prospective selon Jean-Philippe Bootz et Régine Monti. L'impact stratégique est fort et le degré de participation des acteurs locaux est élevé. C'est une phase de « proactivité » dans la mesure où les changements redoutés sont anticipés et où les futurs désirés sont provoqués. Ce sont les acteurs locaux eux-mêmes qui vont créer, préparer et partager les connaissances pour élaborer ces actions. Dans ce cas, les personnes concernées utilisent non seulement les connaissances déjà présentes, mais vont également réviser leurs habitudes de travail. L'élaboration collective devient fructifiante, les habitudes de travail changent et évoluent en fonction des retours d'expérience et des hypothèses émises. C'est une double stimulation, le collectif agit sur la connaissance et la connaissance agit sur le collectif. Cet apprentissage en « double boucle » est un moyen pertinent de produire des effets sur une structure à long terme d'après le penseur et pédagogue américain, Donald Schön, spécialiste des stratégies d'apprentissage réflexives par la pratique. Donald A. Schön, *Educating the Reflective Practitioner: Toward a New Design for Teaching and Learning in the Professions*, 1. ed, The Jossey-Bass Higher Education Series (San Francisco, Calif.: Jossey-Bass, 1987). 355 p. Les journées mulhousiennes du tournant des années 1950 et 1960 se situent dans cette catégorie. C'est d'ailleurs à ce jour la seule fois où une démarche de prospective a atteint le niveau de « conduite du changement ».



Ainsi, ces deux indicateurs vont pouvoir borner la prospective exploratoire et la prospective d'anticipation par la méthode d'analyse morphologique.

## 5.2 Prospective exploratoire : sur les traces historiques

La démarche tendancielle et d'encadrement, appelée « prospective exploratoire<sup>990</sup> », permet de décrire les tendances d'une situation présente en poursuivant une suite d'événements qui vont d'une façon logique vers un futur possible en variant des hypothèses du diagnostic systémique du Sud Alsace. Si aucune approche mathématique<sup>991</sup> n'est utilisée pour cette prospective exploratoire, les sciences sociales peuvent, selon Thierry Gaudin<sup>992</sup>, apporter un équilibre rationnel, crédible, réaliste pour l'écriture au présent de ces trois scénarios : le scénario du remède technologique, le scénario des crises larvées, et le scénario de la sobriété et de la coopération.

*Le scénario du remède technologique* : Une centaine d'années après la Seconde Guerre mondiale, la croissance économique dite « immatérielle » a atteint des niveaux jusque-là inégalés. Poussés par ce renouveau économique et par la forte demande induite, les coûts énergétiques ont considérablement décollé. L'UE et la France restent des leaders mondiaux et servent d'exemple en matière de développement économique et social. Le remède technologique a permis à des millions d'Européens d'atteindre un niveau de prospérité jamais égalé. C'est l'ère de l'explosion du progrès technologique : la révolution technologique 4.0 supplante les

<sup>990</sup> Hughes De Jouvenel, « Sur la démarche prospective », *Futuribles*, n° 179 (septembre 1993). p.62.

<sup>991</sup> Les mathématiciens John von Neumann et Oskar Morgenstern dans leur célèbre ouvrage « *Theory of Games and Economic Behavior* » publié en 1944 à Princeton, ont développé la base de la théorisation des scénarios. Voir John Von Neumann et Oskar Morgenstern, *Theory of games and economic behavior*, 60th anniversary ed, Princeton classic editions (Princeton, N.J. ; Woodstock: Princeton University Press, 2007). Durant ces mêmes années, le mathématicien Andreï Nikolaïevitch Kolmogorov développe pour la première fois la théorie des probabilités par les scénarios. Voir Andrey Nikolaevich Kolmogorov, « The local structure of turbulence in incompressible viscous fluid for very large Reynolds numbers », *Dokl. Akad. Nauk SSSR*, 30, n° 4 (1941). Ces théories demandent des notions mathématiques poussées et risquent aussi d'ignorer des éléments non quantifiables.

<sup>992</sup> Dans sa thèse de doctorat, Thierry Gaudin, polytechnicien du Corps des mines, met en exergue l'importance des sciences humaines pour l'équilibre rationnel des scénarios: « [...] c'est la construction d'un discours rationnel sur l'avenir. Le mot "rationnel" signifie seulement : "qui n'est pas en contradiction avec les lois de la nature et les constats scientifiques, y compris ceux des sciences sociales" [...]». Gaudin, *Innovation et prospective, la pensée anticipatrice*. p.119.



anciens modèles économiques. Pourtant, c'est ce même progrès qui a provoqué un dérèglement climatique majeur que bien des citoyens souhaitent voir pris en compte, mais la doxa économique néoclassique continue d'aveugler les décideurs sur ces risques que les autres disciplines ne cessent de pointer du doigt. L'objectif des politiques publiques et européennes est de pérenniser ce dynamisme économique et de maintenir les coûts énergétiques, qui s'accroissent fortement depuis plusieurs années. Certains économistes appellent cette période les « Nouvelles Trente glorieuses ». La région France est l'une des locomotives internationales, et elle pousse les villes et les pays à coopérer entre eux.

Face au dérèglement climatique, des réponses technologiques voient le jour. Elles consistent à réduire les coûts d'accès aux énergies « renouvelables » pour accompagner la croissance économique, à isoler thermiquement les bâtiments, et à améliorer l'efficacité des outils technologiques sans se soucier des effets rebonds. L'intelligence artificielle, par ailleurs fort débattue, s'avère toujours inefficace pour lutter contre le dérèglement climatique. Au contraire, en plus d'être une pompe à énergie, sa philosophie intrinsèque correspond à celle de l'ultralibéralisme qui est incompatible avec les limites terrestres et les accords internationaux en matière de réduction de gaz à effet de serre (GES). Aveuglée par la croyance au progrès et au gain économique, la population fait dorénavant face à un pouvoir « injonctif » provoqué par cette technologie et qui commence à ronger les principes juridico-politiques de la société.

Les mutations démographiques à l'œuvre durant les vingt dernières années sont caractérisées par la croissance démographique, le vieillissement et l'urbanisation. Depuis 2020, 180 000 logements ont été construits en Alsace à la suite du solde migratoire et démographique positif. Ce vif mouvement démographique accélère l'urbanisation et l'étalement urbain s'est opéré au détriment des espaces naturels et agricoles pour pouvoir soutenir la croissance économique et démographique. Les élus ne veulent pas remettre en cause la croissance démographique et l'étalement spatial, et font leur maximum pour la soutenir. Cette priorisation limite les efforts en matière de préservation des espaces naturels.

Puisque les espaces naturels et agricoles ont diminué pour faire place aux nouveaux territoires habités et d'activités, la vulnérabilité de la population s'est amplifiée et les

épisodes de catastrophes naturelles sont beaucoup plus fréquents que prévu. Les inondations, les coulées d'eau boueuse et les mouvements de terrain sont de plus en plus courants et violents, et ces épisodes exercent une forte pression sur les activités économiques en Sud Alsace. La forte artificialisation des sols, conséquence de l'urbanisation galopante, allonge les périodes de sécheresse dans le Sud Alsace. Même si la nappe phréatique rhénane est soumise aux risques technologiques, elle reste l'une des plus importantes réserves en eau souterraine d'Europe, et son utilisation est devenue un sujet de discorde, car l'accès à l'eau devient difficile. En effet, de nombreuses communes et zones agricoles proches de la nappe n'ont plus d'accès privilégié à cette réserve d'eau pourtant vitale. Des élus concernés revendiquent de nouvelles politiques territoriales pour mieux gérer les conséquences de la crise de l'or bleu.

Ces enchainements ouvrent de nouveaux débats sur la santé publique des citoyens : non seulement la population vieillit, mais elle fait face à de nouvelles maladies et de nouveaux maux sociétaux qui sont sensiblement différents de ceux du début du siècle. Fort heureusement, l'accès aux soins est facilité dans les villes et moins onéreux qu'à la campagne.

Économiquement, le Sud Alsace réagit bien à cette nouvelle révolution industrielle. Le territoire met tout en œuvre pour garder le cap de l'innovation technologique dans l'unique but de rester attractive. Mais, l'augmentation des épisodes de pollution, de catastrophes naturelles, et de sécheresses entache l'image de ce territoire.

Mulhouse devient de plus en plus dépendante de Strasbourg et commence à être considérée comme sa ville satellite. L'une des conséquences de l'étalement urbain est l'explosion de l'utilisation systématique et individuelle de l'automobile pour se rendre sur le lieu de travail, ce qui rallonge la durée des trajets en voiture et provoque la congestion permanente des infrastructures routières. Par conséquent, la qualité de vie se dégrade. Les coûts d'usage du transport individuel deviennent une préoccupation majeure pour les foyers, soucieux de leur pouvoir d'achat. Mais la ville reste au cœur du maillage logistique entre l'axe européen nord/sud et ouest/est, et elle est même soutenue par l'État pour développer et entretenir les infrastructures autoroutières et ferroviaires historiques. Les réseaux d'infrastructures logistiques et de transports se sont développés, agrandis et sont poussés à leur niveau d'activité

maximum. Les contraintes d'expansion sont extrêmement fortes et de plus en plus coûteuses. Les systèmes technologiques pour fluidifier le trafic routier sont par exemple aussi étoffés. Pourtant, le développement de Mulhouse est contrarié par la volonté étatique de privilégier la métropole strasbourgeoise au détriment du reste de l'Alsace.

Les zones agricoles restantes aux environs de Mulhouse sont fortement menacées : la récurrence des périodes de sécheresse a considérablement fragilisé financièrement les agriculteurs, qui pratiquent encore massivement une culture de prédation. Un certain nombre d'entre eux vendent leurs terrains à des promoteurs immobiliers pour s'offrir une retraite prématurée. Pour les autres, ils doivent se réinventer et trouver de nouveaux moyens de produire, malgré la diminution de l'accès à l'eau. Des sommes conséquentes sont dépensées par les pouvoirs publics pour maintenir une haute qualité de distribution de l'eau et ces coûts représentent une part de plus en plus importante du budget public. Par ailleurs, à cause du dérèglement climatique, la baisse du niveau du Rhin limite la navigabilité de plus en plus fréquemment, ce qui freine l'activité portuaire et l'acheminement des matières premières et du combustible. Les tensions s'accroissent entre l'État et les collectivités locales, mais aussi entre les agriculteurs et les industriels. La production hydroélectrique, censée compenser en partie l'énergie nucléaire depuis l'annonce de la fermeture de Fessenheim, est également perturbée et ne tient pas toutes ses promesses. Les mesures prises sur les questions énergétiques sont purement technologiques et ne touchent pas encore le mode de vie en Sud Alsace.

L'étalement urbain a eu raison des zones viticoles dans la partie du Sud Alsace, alors que la saison touristique est plus longue à cause du dérèglement climatique et les touristes encore plus nombreux. Lors des épisodes de sécheresse, l'accès à l'eau et à l'énergie devient délicat. La partie ouest du Sud Alsace, celle des vallées vosgiennes, subit une pression grandissante sur la biodiversité et sur les zones protégées tandis que l'augmentation des risques naturels y est plus marquée. Les infrastructures pour remédier à ces contraintes sont de plus en plus coûteuses pour les communes concernées. Si ces zones perdent en attractivité économique, elles conquièrent de nouveaux habitants désireux de s'éloigner des villes pour gagner en autonomie. Se posent alors les questions de gouvernance en Sud Alsace pour

apprendre à gérer des crises et des conflits de plus en plus fréquents, mais le référendum pour la fusion des agglomérations de Guebwiller-Cernay-Mulhouse-Saint-Louis a échoué, emportant avec lui le projet métropolitain du Sud Alsace.

Par ailleurs, Mulhouse est particulièrement marquée par des ruptures sociales et les inégalités profondes : la pauvreté et le chômage restent élevés dans cette ancienne république. La pauvreté et le chômage restent élevés dans cette ancienne république. L'accueil des réfugiés climatiques est un défi très lourd à relever dans ces conditions. La forte concentration urbaine à Mulhouse rend plus vulnérable la ville face aux épisodes de fortes chaleurs qui sont de plus en plus fréquents l'été depuis les années 2020. La pollution aérienne liée aux chaleurs provoque des problèmes massifs de santé. Les personnes âgées et les enfants sont particulièrement touchés par les canicules, qui se répètent très fréquemment. Se déplacer à vélo lors de ces pics de pollution se révèle être extrêmement dangereux pour la santé des cyclistes. La circulation automobile est fortement limitée par les autorités lors des pics, ce qui dégrade l'activité économique. Les coûts sanitaires augmentent au centre-ville et dans la couronne. De ce fait, la santé publique constitue un nouveau critère pour les habitants. Ces enjeux, jusque-là ignorés, commencent à ralentir la croissance démographique et à compromettre durablement l'attractivité économique de Mulhouse.

En conclusion, le remède technologique encourage la croissance économique du Sud Alsace et renforce l'attractivité économique appréciée par des milliers de citoyens. Mais la nature même de cette « solution » confronte le Sud Alsace à de nouveaux enjeux. Les mesures écologiques en matière d'isolation de l'habitat, de production d'énergie « verte » ou de limitation de la pollution ne permettent pas la maîtrise effective des coûts liés au maintien des infrastructures publiques et ne permettent pas de réduire la consommation énergétique. Le dérèglement climatique n'a pas suffisamment anticipé par les pouvoirs publics et la baisse de qualité de vie en Sud Alsace provoque les premiers départs. La prospérité économique ne suffit plus pour attirer les populations. Dorénavant, ils cherchent aussi un cadre de vie optimal. La rupture de l'équilibre déjà fragile paraît de plus en plus probable.

*Le scénario des crises larvées* : Lors de la quatrième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, la croissance économique est terne et morose en Europe. En plus de ce marasme économique, qui perdure depuis le début du siècle, les coûts énergétiques poursuivent une croissance supérieure à l'inflation. L'UE et la France ne sont plus des leaders mondiaux et servent uniquement d'exemple historique en matière de développement économique et social pour les associations politico-économiques de premier rang. Le tempo est donné par ces nouvelles zones d'influence. De ce fait, les coûts d'accès à l'énergie et aux matières premières augmentent considérablement. Les risques de rupture d'approvisionnement restent incroyablement élevés en métropole par rapport à d'autres pays et la France prend à peine les premières mesures pour retrouver une certaine autonomie. Malgré ce marasme général, le dérèglement climatique n'est toujours pas considéré comme une priorité par les pouvoirs publics.

La faible croissance démographique concerne toute la France, et plus particulièrement les régions vieillissantes comme le Grand est. La fusion de plusieurs régions au milieu des années 2010 n'a pas permis de consolider les forces et la coopération territoriale autant que prévu. Au contraire, l'enlisement de cette politique territoriale et les nouvelles régions constituées n'arrivent pas à surmonter le défi stratégique du développement des anciennes régions. Le repli sur soi devient l'unique réponse possible et se généralise. L'ancienne région Alsace, dans la région Grand Est, se montre particulièrement en pointe pour développer sa propre stratégie territoriale en marge des autres structures, ce qui provoque aussi une très forte concurrence intrarégionale. Les villes alsaciennes s'organisent dans « l'entre soi » et se méfient les unes des autres. Si le parlement européen n'a plus d'importance majeure à cause de la crise économique et du faible leadership de l'UE dans le monde, sa présence institutionnelle permet de maintenir les activités économiques de Strasbourg. La région préfère ainsi investir massivement dans les biens et les équipements publics de la capitale alsacienne pour maintenir les emplois et les activités économiques. Elle est la motrice régionale, au détriment du Sud Alsace qui paye chèrement le manque de cohérence territoriale où chaque ville a mis en place sa propre stratégie pour attirer les entreprises et les populations. L'affrontement est féroce, voire impitoyable. L'étiollement critique des politiques publiques met en

danger la cohérence territoriale alors que la crise financière a épuisé les dernières réserves et privé de ressources toute politique de relance.

En Sud Alsace, le repli sur soi a pour conséquence d'augmenter les déséquilibres territoriaux accentués par l'insuffisance des moyens financiers dus à la crise économique et à la faible dotation de l'État à la Région. Le manque de vision stratégique collective affaiblit ostensiblement l'ensemble de cet espace géographique. L'affaiblissement de la gouvernance territoriale se nourrit d'elle-même et de la crise économique, écologique et démographique. Les quelques poches économiques attractives et encore bien desservies se démarquent fortement des autres et attirent les citoyens, au détriment des zones pauvres en infrastructures et en opportunités d'emplois. Les infrastructures publiques subissent une très forte détérioration depuis plusieurs décennies. Le sous-investissement public engendre une nette perte d'efficacité du réseau de chemins de fer et un alourdissement significatif des charges d'entretien des grands équipements publics. À titre d'exemple, le projet Sud Alsace à caractère transfrontalier des transports collectifs a échoué avant les premières concertations publiques faute de financements et de subventions. La connexion TGV avec l'aéroport de Bâle-Mulhouse, projet vital pour cette partie du territoire, a été retardée de 15 ans par rapport à la date de lancement initiale. Les réseaux d'infrastructures logistiques et de transports sont à peine entretenus : la détérioration est valable également pour les autoroutes de l'axe rhénan, les nationales et les départementales. Malgré la crise démographique, l'urbanisation s'accroît sérieusement dans les agglomérations de Mulhouse et de Saint-Louis au détriment des espaces naturels et agricoles, sans logique et sans concertation. Les villes respectent très souvent leurs propres plans, mais rarement ceux de la région ou des voisins transfrontaliers. L'étalement urbain tous azimuts a une part de responsabilité non négligeable sur l'allongement des périodes de sécheresse et sur les épisodes de catastrophes naturelles. L'accès à une eau propre devient difficile, et la nappe phréatique rhénane est un sujet de discorde et de conflit, car de nombreuses communes et zones agricoles proches de la nappe n'ont plus d'accès privilégié à cette réserve d'eau pourtant vitale. De plus, si ce n'est pas l'eau qui manque, ce sont les infrastructures publiques qui périclitent par manque d'entretien. Les élus concernés par ces territoires dénoncent les conséquences de la



crise de l'or bleu. Les citoyens s'organisent conjointement pour lutter contre cette défaillance institutionnelle. Le système de distribution de l'eau devient archaïque dans de nombreux villages, ce qui nuit gravement à leur attractivité. Malgré une démographie en baisse, l'étalement urbain continue sa dynamique et empiète frénétiquement sur les espaces naturels et agricoles, banalisant les paysages. L'une des conséquences est la recrudescence de l'utilisation de l'automobile et le rallongement du temps de transport individuel pour se rendre sur son lieu de travail. Ces circonstances augmentent considérablement les coûts de transport, réduisent encore plus le maigre pouvoir d'achat des ménages et détériorent passablement la qualité de vie. En plus, cela engendre une très forte augmentation de la pollution atmosphérique à Mulhouse, alors que les mouvements pendulaires vers les poches économiques dynamiques allemandes et suisses ouvrent de nouveaux débats sur la santé publique des citoyens. Non seulement la population vieillit, mais elle fait face à de nouvelles maladies et de nouveaux maux sociétaux alors que le système de soin est détérioré : fermeture de certains hôpitaux et maternités, diminution de l'offre et de la qualité des soins, accessibilité de plus en plus contraignante aux soins dans les villes. Cette situation est particulièrement préoccupante dans les zones délaissées économiquement. Certains n'hésitent plus à parler d'« apartheid » sanitaire : les plus fortunés partent vers les grandes villes, et les autres se paupérisent. La cohérence du Sud Alsace s'effrite à l'excès car les élus ne veulent pas remettre en cause la très faible croissance, par peur de la perdre définitivement. Quoi qu'il leur en coûte, ils font leur maximum pour la soutenir. La priorité donnée au soutien de la croissance explique le peu d'investissement pour la préservation de la biodiversité et des espaces naturels qui ont déjà diminué. Il n'y a plus de programme unique dans le Sud Alsace pour maintenir la biodiversité et pour entretenir les parcs nationaux à cheval entre plusieurs territoires administratifs. Les dégâts sont déjà irréversibles pour l'environnement.

La population préfère vivre dans les grands centres urbains du Sud Alsace, mais la forte concentration urbaine les rend très vulnérables aux épisodes de chaleur et de pollution de plus en plus fréquents l'été. Le manque d'infrastructures publiques mutualisées et l'absence d'anticipation des collectivités territoriales sur les

conséquences du dérèglement climatique ont pour effet d'augmenter les disparités territoriales.

De plus, la sécurité énergétique n'est plus assurée en Sud Alsace. Par manque d'énergies « renouvelables », à cause d'un sous-investissement dans ce domaine, les mesures prises s'avèrent obsolètes par rapport aux enjeux. Les tensions s'accumulent entre l'État et les collectivités locales, mais aussi entre les agriculteurs et les industriels, tandis que les infrastructures électriques ne sont plus à la hauteur face au risque sismique grandissant, que des sismologues commencent à identifier comme séisme majeur semblable à celui qui a détruit Bâle en 1356. D'autre part, les fluctuations importantes du niveau du Rhin limitent fréquemment la navigabilité et la production hydroélectrique.

La partie vosgienne du Sud Alsace arrive à maintenir ses activités économiques, qui ne sont plus industrielles, mais touristiques. Comme il n'y a plus assez de manteaux neigeux en hiver pour maintenir les traditionnelles stations de ski, les opérateurs ont diversifié leurs offres estivales en profitant des températures plus fraîches et moins polluées en altitude.

Mulhouse, ville dortoir de travailleurs désargentés de Strasbourg, Freiburg et Bâle, a perdu toute attractivité, et ce de façon définitive. La cité du Bollwerk est l'exemple type d'ancienne ville ouvrière et industrielle délaissée par les pouvoirs publics et les jeunes talents. Elle n'a pas su se réinventer et s'affranchir des stratégies territoriales concurrentielles du Sud Alsace. Elle est un angle mort. Les plus fortunés ont délaissé depuis plusieurs années cette ancienne république indépendante pour vivre sur des zones plus attractives. Les réfugiés climatiques ne font qu'une halte à Mulhouse avant de partir vers d'autres villes où les conséquences du repli sur soi et du dérèglement climatique n'ont pas été aussi fatales. Mulhouse doit gérer de lourds problèmes malgré ses faibles capacités pour y répondre. Elle doit faire face à la pollution urbaine, aux épisodes caniculaires, aux conflits d'usage liés à l'eau, à la dépendance à l'automobile, à la détérioration des biens et des équipements publics, à la forte concurrence économique, aux risques technologiques et naturels accentués par le dérèglement climatique, et aux conflits armés ethnico-religieux. La ségrégation socio-spatiale a provoqué l'éclatement définitif de la coopération intercommunale, et l'effondrement de la ville centre. Mulhouse est devenue la

version française du déclassement de la ville américaine de Détroit dans les années 2000.

En somme, la crise socioéconomique, démographique et de gouvernance touche pleinement le Sud Alsace. Les risques naturels augmentent à cause du dérèglement climatique et engendrent des coûts supplémentaires, tandis que la prévention des risques majeurs n'est pas encore traitée correctement au regard de la situation critique. La sécurité énergétique, alimentaire, et donc de paix publique, est difficilement tenable. La dégradation de la qualité de vie en Sud Alsace incite les populations à partir vers de nouveaux horizons plus accueillants pour les familles. La moindre perturbation de ce système fragile va engendrer des conséquences irréparables pour les villes du Sud Alsace qui font face à des risques de rupture radicale et de crises systémiques.

*Le scénario de la sobriété et de la coopération* : Les émissions de gaz à effet de serre, les énergies non fossiles, la biodiversité restante, et l'espace disponible (naturel et urbain) remplacent progressivement l'indicateur de croissance économique (le PIB), qui est dépassé et devenu officiellement obsolète par les nouveaux enjeux mondiaux. Ces indicateurs incarnent l'idée du progrès que se fait la société depuis plusieurs années. C'est l'heure de l'économie sobre et responsable. Poussées par ce changement, l'UE, qui redevient forte, et la France ont développé une politique ambitieuse pour soutenir sans limites l'économie de la sobriété. L'objectif des politiques publiques et européennes est de renforcer ce dynamisme et de stabiliser les coûts énergétiques, qui se sont fortement accrus depuis plusieurs décennies, et de gérer au mieux les pénuries de matières premières. La France est l'une des locomotives internationales et met en place nationalement de nouvelles politiques publiques pour encourager les collectivités à s'organiser et se structurer entre elles. Avec leurs nouvelles compétences, les collectivités territoriales encadrent durement l'urbanisation et favorisent pleinement les options douces de production et de consommation à l'échelle locale, beaucoup plus sobres que l'ancien modèle économique.

En Alsace, comme dans le reste de la France, le vieillissement général de la population est une tendance de fond. La société a une meilleure conscience de son

environnement et des effets du dérèglement climatique. Les politiques territoriales œuvrent dans ce sens et luttent localement, et à leur échelle, pour permettre aux Alsaciens de maintenir un certain confort de vie malgré l'augmentation désastreuse des épisodes climatiques, et des ruptures énergétiques et alimentaires.

En Sud Alsace, bien que fortement impactés par l'étalement urbain du siècle dernier, les espaces naturels et agricoles restants ont été préservés par les pouvoirs publics qui privilégient dorénavant la densification urbaine pour préserver ces espaces fragiles. La maîtrise foncière a orienté l'habitat dans les centres-villes, les agglomérations et les espaces habités existants, et elle a protégé les zones agricoles et naturelles : les inondations, les coulées d'eau boueuse et les mouvements de terrain sont certes plus fréquents, mais moins nombreux que prévu. Cette politique en Sud Alsace a permis de diminuer la vulnérabilité des habitants face aux risques naturels meurtriers. L'inconvénient de cette densification est l'augmentation graduelle de l'inconfort thermique en ville, notamment pendant les périodes de canicule qui se répètent de plus en plus. Des jardins, des fermes urbaines, des zones vertes ont pourtant été intégrés dans les villes du Sud Alsace pour permettre au plus grand nombre de respirer et d'échapper à un sentiment d'étouffement. En plus de l'inconfort thermique, les risques sanitaires ont fortement évolué depuis plusieurs décennies : les nouvelles maladies liées au dérèglement climatique. L'accès aux soins dans les villes est facilité par les infrastructures de santé municipale pour maintenir à un seuil respectable tous ces nouveaux risques.

La politique de l'eau est devenue un enjeu majeur suite aux conflits liés à son usage. Des investissements de qualité dans les infrastructures ont pu maintenir l'accès à l'eau potable pour le plus grand nombre, même si elle reste périodiquement indisponible pour certains lors des très grandes sécheresses. La pression sur son utilisation diminue grâce aux nouveaux modes de production agricole moins consommateurs d'énergie et d'eaux. En effet, les espaces agricoles préservés servent majoritairement pour la production alimentaire locale et non plus pour l'industrie. Par des systèmes de permaculture, l'utilisation de pétrole, de pesticide, d'engrais et d'eaux a considérablement baissé. L'objectif d'atteindre l'autonomie alimentaire a non seulement diminué la pression sur la ressource en eau, mais il a

aussi permis une meilleure coopération entre les producteurs, les pouvoirs publics et les populations du Sud Alsace.

Pourtant, les prix élevés du transport automobile posent encore problème pour l'acheminement de ces denrées alimentaires, mais la forte densification des centres urbains a permis de repenser et retravailler le modèle des réseaux d'infrastructures logistiques et de transports avec les territoires transfrontaliers. Le but ultime est de diminuer au maximum l'empreinte carbone, la saturation des transports et la pollution de l'air. Cette politique de transport dense, efficace et multimodal de l'espace rhénan supérieur régule en partie la dépendance aux combustibles fossiles. Il y a un bouleversement du modèle dans la manière de se déplacer.

Malgré l'héritage du site industriel laissé par le centre national de production nucléaire de Fessenheim, l'énergie consommée en Sud Alsace, en baisse drastique par rapport au début du siècle, ce qui n'est pas sans conséquence sur les activités économiques provient en grande partie des énergies « renouvelables ». La société civile, mobilisée intelligemment par les pouvoirs publics, a adhéré à cette nouvelle logique permettant au territoire de dessiner une nouvelle trajectoire énergétique pour lutter contre le dérèglement climatique.

Des communes du Sud Alsace poursuivent une politique de gouvernance transfrontalière en incluant des villes allemandes et suisses dans la gestion des ressources pour la réduction au maximum de l'empreinte écologique, et elles organisent une coopération entre les villes pour mettre en place un véritable réseau de compétences basées sur le savoir-faire local. Cette politique territoriale a permis d'éviter l'étalement urbain, mais la légère croissance démographique et la décohabitation rajoutent une pression supplémentaire sur l'immobilier. L'augmentation de demande de logements dans un contexte de densification urbaine conduit à changer en profondeur les habitudes. De plus, la pression immobilière devient de plus en plus forte, malgré les efforts des collectivités. Les prix sont haussiers et la tendance ne semble pas s'inverser. C'est un facteur pénalisant pour le Sud Alsace qui va devoir régler ce problème pour les prochaines années. Les quartiers autrefois délaissés dans les villes du Sud Alsace reprennent vie grâce à une politique favorisant le réaménagement des bâtiments en matière d'énergie, la production alimentaire via des fermes urbaines, l'installation d'infrastructures

publiques, et les transports alternatifs. Les communes du Sud Alsace ont fortement développé l'économie circulaire grâce à une politique incitative aux traitements et à la valorisation des déchets. Ces investissements sont importants et permettent de limiter la pollution atmosphérique, mais les canicules à répétition engendrent des effets négatifs dans ces nouveaux espaces densément peuplés : la présence d'îlots de chaleur augmente les risques pour les populations déjà fragiles. Des structures mobiles et de petits établissements de quartiers financés entièrement par les taxes sur les énergies fossiles permettent de soigner localement les personnes vulnérables.

Les vallées vosgiennes du Sud Alsace continuent de préserver rigoureusement le territoire depuis le début du siècle. Cependant, la biodiversité et les ressources sont sous pression croissante à cause du dérèglement climatique. Les circuits courts sont favorisés par les élus pour préserver l'activité économique locale. L'urbanisation est contenue dans les vallées existantes pour éviter l'étalement urbain et les constructions en dehors de ces zones sont interdites. Ainsi, les espaces naturels d'exception sur ces territoires restent très bien conservés. Les anciens opérateurs des stations de ski et les élus ont décidé de mettre en œuvre une stratégie territoriale du tourisme médical de luxe, puisque les touristes viennent de toute la France pour profiter d'un air plus frais et moins pollué. Cependant, cette recrudescence du tourisme a pour conséquence de fragiliser le territoire qui n'est pas encore prêt à accueillir autant de personnes.

Mulhouse, qui reste encore marginalisée, agit en réseau ouvert et multifonctionnel pour mutualiser les impacts financiers des équipements urbains conformes aux nouvelles pratiques environnementales. Cette ville moyenne cosmopolite offre un cadre de vie plus appréciable : des espaces verts à foison et des formations d'excellence dans l'environnement. Son réseau de transports alternatifs impressionne, et elle est connectée avec toute l'Alsace, Bâle et Freiburg. La ville est également devenue un pôle important pour l'art grâce aux nombreux artistes, parmi lesquels des réfugiés climatiques, qui y trouvent une nouvelle énergie créatrice. La ville est le fer de lance d'un schéma de cohérence environnementale trinationale pour lutter drastiquement contre le dérèglement climatique, pour gérer dans le bassin du Rhin supérieur la ressource en eau, et pour installer des corridors



biologiques et de biodiversité entre les trois frontières. La politique territoriale est dorénavant pensée en fonction des conséquences de leur politique sur l'environnement et non plus en termes de frontières. À cet effet, la cohérence territoriale entre les trois pays a permis de développer une stratégie inédite de prévention des risques. Par exemple, la mise en réseau des centres de santé et des centres hospitaliers entre les villes françaises, allemandes et suisses a permis de compléter l'offre médicale. Elle a considérablement augmenté et facilité l'accès aux soins pour les personnes vulnérables. Ce réseau permet également de lutter plus efficacement contre les risques naturels et technologiques par la mutualisation des données, des services de secours et des installations municipales.

En somme, avec une politique territoriale ambitieuse et courageuse, le Sud Alsace a mobilisé une nouvelle fois sa compétence d'innovation et s'est adapté intelligemment aux nouveaux enjeux socioéconomiques pour faire face au dérèglement climatique par la sobriété et la coopération.

En conclusion de cette prospective exploratoire, trois scénarios distinguent des tendances et des transformations à venir pour les prochaines années en Sud Alsace. Ces scénarios donnent l'avantage de voir loin, de voir autrement, de voir au-delà du possible, mais en s'intéressant au présent. C'est un travail perfectible et qui mérite encore d'être approfondi. Il est encore marqué par de nombreuses incertitudes et imprécisions. Mais son intérêt premier est d'apporter un éclairage sur les risques multifactoriels du territoire dont l'amplitude et la fréquence dépendront des décisions prises à l'échelle locale. Ces scénarios montrent que le Sud Alsace est un territoire fragile et sur la sellette, dont le champ des possibles reste encore ouvert aujourd'hui. Cette étude peut être bornée par les deux indicateurs précédemment établis pour apporter un regard critique supplémentaire : l'indicateur AAA et l'approche typologique. Ni action ni appropriation, cette prospective exploratoire a au moins atteint le début d'une anticipation, alors que l'approche typologique tend à catégoriser ces scénarios comme une « aide à la décision » puisqu'elle ne fait pas appel aux acteurs locaux et que son impact stratégique est faible, voire nul.

Néanmoins, ces scénarios peuvent provoquer une nouvelle réflexion en encourageant les acteurs locaux<sup>993</sup> à aborder ce sujet avec de nouvelles perspectives comme une rampe de lancement. La lecture de ces scénarios peut aussi amorcer une prise de conscience des enjeux et des risques, car les projets politiques futurs auront irrémédiablement un poids important dans l'occurrence de ces scénarios sur le long terme. Cependant, son utilisation à des fins gestionnaires doit faire l'objet d'une certaine précaution par rapport aux hypothèses retenues. En effet, des études supplémentaires à l'échelle territoriale doivent être menées pour corroborer scientifiquement les tendances émises dans les scénarios.

Si ce travail a pris en considération plusieurs variables exogènes et endogènes au Sud Alsace, il convient de rester prudent sur son application. Ces scénarios peuvent prendre trois directions qui ne sont pas exclusives, il est même vraisemblable qu'ils se réaliseront simultanément même si les enjeux, les particularités et les risques peuvent différer en intensité spatiale et temporelle.

Une perspective intéressante pour élargir les champs d'investigation serait de considérer davantage les paramètres financiers, et de s'interroger sur la probabilité et la souhaitabilité des scénarios.

---

<sup>993</sup> Ce travail pourrait, à terme, servir de support d'analyse pour différents services administratifs du Sud Alsace, de manière à tenir compte des interactions du réchauffement climatique avec les risques naturels et technologiques du territoire, avec la population et ses activités plurielles.

### 5.3 Prospective d'anticipation : « un regard diplomatique »

La prospective d'anticipation voulue dans cette thèse tente de renouer avec la tradition participative des démarches de prospective à Mulhouse délaissées depuis 1998 lors de la dernière grande messe « Mulhouse au futur » (voir chapitre.3.3). En voulant questionner les catégories politiques de la légitimité démocratique locale, il a été nécessaire de marquer un pas avec les acteurs traditionnels de la prospective mulhousienne, car les récits qu'ils se font de l'avenir peuvent probablement bloquer la réflexion sur l'ouverture possible du Sud Alsace voulue dans cette démarche de prospective d'anticipation. De fait, il a été impératif de mener une réflexion conjointe avec une association, qui n'avait jusque-là jamais participé à la moindre démarche de prospective à Mulhouse, pour redéfinir les représentations du territoire dans l'indépendance complète vis-à-vis des acteurs traditionnels. C'est avec elle que nous avons ensuite inclus les acteurs traditionnels mulhousiens et les citoyens, à l'image de la prospective participative de 1998, pour mener à terme l'étude sans influence institutionnelle ou universitaire, en étant le plus neutre possible par rapport aux différents intérêts défendus, officiellement ou non, par les groupes présents. L'alliance entre l'association *Sud Alsace Transition*<sup>994</sup>, emmené par Guillaume Reffay et l'expertise technique de son stagiaire, Jean-Marie Maléfant, et mon regard de doctorant a permis de mener à terme cette étude. Au regard de la complexité du Sud Alsace, des exigences historiques de la prospective à Mulhouse, et face aux enjeux du renouveau de la prospective, il n'aurait pas été possible de se passer de cette coopération pour proposer une nouvelle prospective à Mulhouse.

Entreprendre cette démarche collective demande des outils d'organisation appropriés et disponibles. S'ils ne constituent pas une fin en soi, ces outils doivent être appliqués, comme toute méthode, en fonction des caractéristiques du terrain d'étude<sup>995</sup>. Lors d'une conférence à Strasbourg en 2018, le philosophe Edgar Morin

---

<sup>994</sup> L'association Sud Alsace Transition (SAT) est un mouvement non politique initié par des citoyens aux valeurs communes et qui poursuit un but non lucratif. La mission qu'elle se donne est de co-construire, par des actions concrètes et de terrain, la transition vers un futur pérenne et désirable. Sud Alsace Transition souhaite accompagner les initiatives qui vont dans ce sens, sur Mulhouse et sa région, en sensibilisant la population et les élus.

<sup>995</sup> Les outils mis en place dans cette démarche ont été pensés et adaptés en fonction des besoins de l'organisation, des problèmes rencontrés, des contraintes de temps, mais aussi en fonction des capacités financières, techniques, humaines, environnementales et morales.

ne nous disait-il pas qu'il fallait « veiller à la complexité sans en découdre<sup>996</sup> » ? De cette façon, la valeur des résultats de notre recherche est garantie par la mise au point d'outils d'analyse innovants<sup>997</sup>, couplés à une compilation quasi exhaustive des outils disponibles les plus pertinents au regard de l'histoire de la prospective à Mulhouse dans une démarche scientifique la plus rigoureuse possible, et sans financement universitaire ou institutionnel. En se voulant le plus participative possible, la construction de la prospective d'anticipation s'est appuyée sur une cinquantaine d'acteurs du territoire provenant d'un large horizon socioéconomique et géographique garantissant ainsi une forme de pluralité lors d'un séminaire consacré à cet effet en juin 2017. En prospective, les sessions et les réunions de travail en groupe n'ont rien de révolutionnaire et se pratiquent couramment<sup>998</sup>. Par contre, les techniques d'animation peuvent varier selon le contexte, les animateurs et les moyens disponibles en fonction des pratiques culturelles du territoire (ou des entreprises)<sup>999</sup>. Si le dialogue semble parfois vagabonder dans Eupalinos, le Socrate désabusé de Paul Valéry, le lyrisme abstrait de Phèdre s'exercerait quant à lui dans la description de l'étude, car « *de tous les actes, le plus complet est celui de construire* ». Ainsi la construction de cette démarche de prospective étant tout aussi importante que les résultats, nous allons dérouler successivement l'analyse structurelle, l'analyse des possibles, l'analyse morphologique avant de décrypter les six scénarios construits suite à ce processus puis comparer les résultats avec ceux de la prospective exploratoire.

La Matrice d'Impacts Croisés — Multiplication Appliquée à un Classement (MICMAC<sup>1000</sup>) a permis de mettre en place l'analyse structurelle qui est fondamentale dans la construction de la prospective. Elle permet de représenter au mieux l'état du système étudié afin de définir précisément les dynamiques et les évolutions du Sud Alsace dont les éléments structurants sont interdépendants les

---

<sup>996</sup> Edgar Morin, « Le temps est venu de changer de civilisation » (13 janvier 2018, Librairie Kleber, Strasbourg).

<sup>997</sup> Valoriser au mieux la créativité en équipe a été un point central pour la mise en œuvre des outils.

<sup>998</sup> Richard P. Mann et Dirk Helbing, « Optimal Incentives for Collective Intelligence », *Proceedings of the National Academy of Sciences* 114, n° 20 (16 mai 2017): pp. 5077-5582.

<sup>999</sup> David Autissier, Kevin J Johnson, et Jean-Michel Moutot, *L'innovation managériale*, 2018. p.68.

<sup>1000</sup> L'analyse structurelle a été décrite une première fois par Michel Godet en 1974. Michel Godet (dir) et Jean-Claude Duperrin, « Prospective des systèmes et construction de scénarios à partir d'une nouvelle méthode d'impacts croisés: SMIC 74 », *Metra* 13, n° 4 (1974). pp.513-523.

uns des autres selon une intensité rétroactive différente et connectée à d'autres dynamiques spatiales<sup>1001</sup>. C'est lors du séminaire du 3 juin 2017, qui a regroupé une cinquantaine de personnes, que l'analyse structurelle a été élaborée dans les locaux de la Maison de la Citoyenneté à Kingersheim, prêté gracieusement à cet effet par le maire Jo Spiegel (voir les photos en annexe). La démarche collective<sup>1002</sup> a permis de représenter et décrire au mieux la dynamique actuelle du Sud Alsace grâce à des outils d'intelligence collective. Cette étape se compose en trois phases : la création d'un inventaire de variables, les relations entre les variables, puis l'identification des variables clés.

Les variables peuvent être des aspects, des facteurs, des paramètres politiques, économiques, diplomatiques, sociétaux, technologiques, culturels, religieux, sécuritaires, militaires, éducationnels etc. L'inventaire, qui doit être le plus exhaustif possible, permet de répertorier les éléments structurants le Sud Alsace, à la fois dans son environnement intérieur et extérieur. Ces variables concernent le plus souvent des éléments que les acteurs du territoire ne maîtrisent pas ou partiellement, et sur lequel il existe une forme d'incertitude quasi certaine. Cette étape peut prendre une journée entière ou plusieurs semaines selon le dispositif en place, mais étant donné les moyens humains et techniques disponibles, il n'était pas possible de l'étirer dans la durée. La matinée du séminaire de prospective a été de ce fait structurée pour collecter, sélectionner, et déterminer le plus efficacement possibles les variables clés du Sud Alsace qui ont été distribuées selon les six thèmes suivant : l'économie, l'environnement, la gouvernance, l'espace et la culture, l'identité et la cohésion sociale<sup>1003</sup>. Les variables clés ont été ultérieurement

---

<sup>1001</sup> Voir l'imbrication des échelles d'analyse du Haut-Rhin dans le rapport de prospective d'aménagement du territoire haut-rhinois. Les auteurs montrent que le Haut-Rhin dépend aussi des dynamiques spatiales de l'Alsace, du Rhin Supérieur, de la France, de l'Europe, et du Monde. Cohen, Woessner, et Reitel, « Prospective d'aménagement du territoire Haut-Rhinois ». op.cit., p.13.


<sup>1002</sup> 39 participants, 2 pilotes et 6 animateurs méthode, de 23 à 79 ans, d'une moyenne d'âge de 46 ans ont participé à l'analyse structurelle. Les participants provenaient essentiellement de l'agglomération mulhousienne, mais aussi de Colmar, de Saint-Louis, du Sundgau, de Montbéliard, de la vallée de Thann, de Bâle, et de Fribourg-en-Brigau. Il y avait le directeur d'une grande école d'ingénieur, des enseignants, des journalistes, l'ancien président de l'IUT, l'ancien président du Technopole, des personnes du monde associatif et du spectacle, un pharmacien, des représentants de l'industrie de la chimie, des ingénieurs, des chercheurs, des chômeurs, un sociologue, un interprète, des élus, des membres du conseil de développement de l'agglomération de Mulhouse, le secrétaire général de la Filature, des commerciaux, des fonctionnaires, des retraités, des artistes, des étudiants, et des chefs d'entreprise, entrepreneurs et artisans.

<sup>1003</sup> L'ensemble du processus est expliqué dans l'annexe 5.3.1

réanalysées pour révéler celles qui jouent réellement un rôle dominant dans la dynamique du Sud Alsace, et celles qui ne sont pas intuitivement considérées comme importantes selon leur niveau d'influence et d'indépendance<sup>1004</sup>.

Les variables clés ont été traduites sous forme de questions clés ouvertes pour établir les hypothèses auxquelles il n'est pas possible de répondre seulement par « oui » ou par « non », puis elles ont été hiérarchisées de la plus générale à la plus étroite pour les classer en fonction des conséquences qu'elles peuvent engendrer les unes sur les autres<sup>1005</sup>.

Les tableaux ci-dessous représentent la version définitive des variables traduites en questions clés, de la plus importante à la moins influente selon la dynamique du Sud Alsace.

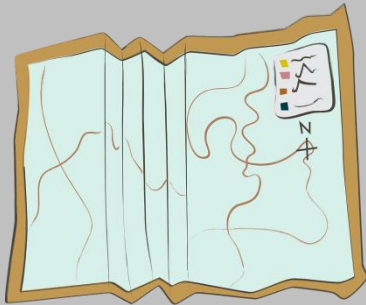
<p style="text-align: center;"><b>THÈME :</b> <b>L'ENVIRONNEMENT</b> <b>DU SUD ALSACE</b></p> 	Quel sera l'état climatique du Sud Alsace ?
	Quels seront les risques naturels auxquels le Sud Alsace sera le plus exposé ?
	Quelles seront les répercussions de notre activité économique ?
	Quel sera l'état de la ressource en eau ?
	Quelle sera la qualité du vin d'Alsace ?

<sup>1004</sup> La matrice est disponible dans l'annexe 5.3.2

<sup>1005</sup> Cette étape de classification a été réalisée ultérieurement car il n'est pas nécessaire de convoquer une quarantaine de participants pour les articuler en fonction de leur degré d'impact sur les autres.



**THÈME :  
L'ESPACE SUD ALSACIEN**



- Quelle sera l'organisation administrative du Sud Alsace ?
- Quel sera le devenir de la réforme territoriale ?
- Comment s'organisera le territoire ?
- Quelle sera la gouvernance des rapports transfrontaliers ?
- Quelle sera l'ouverture sur le monde germanophone ?
- Quelle sera la répartition de la population et de l'habitat sur le territoire ?
- Quel sera le positionnement de Mulhouse au sein de la concurrence entre grandes métropoles européennes ?
- Quelle sera l'offre de transports (technologies, réseaux, prestataires, organisations,...) sur le territoire ?
- Quels seront les principaux moyens de transport ?
- Quels seront les flux de population entre le Sud Alsace et les territoires avoisinants ?
- Quel sera l'impact des évolutions spatiales sur les droits des habitants ?

**THÈME :  
LA GOUVERNANCE  
DU SUD ALSACE**



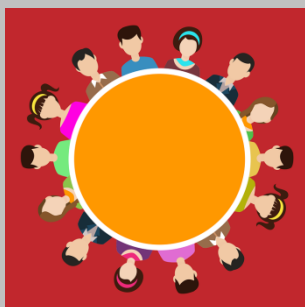
- Quelle sera l'emprise des politiques européennes sur les politiques locales ?
- Qui seront les décideurs ?
- Quelle sera la place de la liberté d'expression dans le Sud Alsace ?
- Quel sera le niveau de transparence ?
- Quelle sera la fiabilité de l'information ?
- Quels seront les vecteurs d'information ?
- Quelles seront les principales sources d'information ?
- Quelle sera la légitimité des décideurs ?
- Quels seront les lieux de débat public ?
- Comment seront prises les décisions ?
- Quelle sera la réponse des autorités publiques aux crises ?
- Quels seront les outils de coopération politico-administratifs ?
- Quelle place sera accordée à l'expérimentation sociale et économique ?

**THÈME :  
LES STRUCTURES  
ÉCONOMIQUES  
DU SUD ALSACE**



Quel sera l'impact local de la finance internationale ?
Quel sera l'impact de la politique monétaire européenne ?
Quelle sera la composition du tissu économique ?
Quel sera l'impact de notre mode de vie sur les ressources naturelles du territoire ?
Quel sera le mix énergétique ? (énergie = électricité et carburants)
Quelle sera la satisfaction des besoins énergétiques ?
Quel sera l'impact des prix de l'énergie en Sud Alsace ?
Quels seront les modèles d'organisation des circuits de financement ?
Quels seront les circuits de décision économique ?
Quelles seront les formes d'organisation pour les activités économiques ? / Quels seront les modèles de développement ?
Quelle sera la réputation du Sud Alsace ?
Quels facteurs technologiques auront un impact sur la mobilité des individus et l'information ?
Quelle sera l'organisation du travail en entreprise ?
Quelle sera la maîtrise du français et de l'allemand et son rôle dans l'accès aux emplois locaux ?
Quelle sera la transformation du travail ?
Quelle sera l'offre agro-alimentaire sur notre territoire (production, transformations, distribution...) ?
Quelle sera le tourisme en Sud Alsace et l'image de marque du territoire ?
Comment seront utilisés les logements anciens ?
Quelle sera la forme de la monnaie ?

**THÈME :  
IDENTITÉ ET  
COHÉSION SOCIALE  
DU SUD ALSACE**



En quoi les tensions géopolitiques impacteront-elles le territoire ?
Quelles seront les causes des conflits civils ?
Quel sera l'impact des ruptures technologiques sur les modes d'organisation et la vie ?
Quel sera l'état des services publics ?
Quel sera l'accès aux soins curatifs et préventifs ?
Quelle sera la distribution des revenus ?
Quel sera le sentiment d'appartenance des citoyens au Sud Alsace ?
Quel sera l'état du vivre ensemble dans le Sud Alsace ?
Quelle sera la place de l'identité alsacienne ?
Quelles seront les synergies et les complémentarités entre les diverses parties du territoire sud alsacien ?
Quelle sera la spécialisation/la ségrégation dans les quartiers ?
Quels seront les modes de relations entre les quartiers ?
Quelle sera la part des femmes dans le Sud Alsace ?
Quelle sera la place des femmes en Sud Alsace ?
Quelle sera la cohérence entre le territoire physique et numérique ?
Quelle sera la place du bien-être dans les entreprises ?

**THÈME :  
CULTURE  
ET ÉDUCATION  
EN SUD ALSACE**



Quelle sera la formation dispensée à l'école ?
Quel sera l'accès à la culture et au savoir ?
Quel sera le rôle de l'université ?
Quel sera l'impact des technologies de l'information sur la culture ?
Quel sera le maillage culturel dans le Sud Alsace ?
Quelle sera la gestion de la culture ?
Quelle sera la place de la culture rhénane et humaniste ?
Quelle sera la place de l'éducation religieuse (et agnostique) ?
Comment les questions de différences de culture seront-elles traitées ?
Quelle sera la diversification de l'offre culturelle ?
Quel sera le développement artistique ?

	Quelle sera la place de la culture alsacienne ?
	Quelle sera la place de l'alsacien ?
	Quelle sera la place de la culture au quotidien ?
	Quelles seront les voies de transmission de la culture culinaire alsacienne ?
	Quel sera l'impact économique de la culture ?

Le processus définitif de l'analyse structurelle permet d'identifier 79 variables formulées sous forme de questions clés. Elles ne sont pas à prendre pour argent comptant, mais plutôt comme un moyen de mener une réflexion approfondie sur notre périmètre d'étude. Il n'existe pas d'analyse officielle des variables, mais elles sont un moyen de représenter les dynamiques du Sud Alsace, de manière abstraite et subjective. De ce fait, les limites de l'analyse structurelle concernent principalement la nature subjective des variables, mais les méthodes utilisées, la nature participative de leur élaboration et de leur détermination finale a pu limiter les biais pour atteindre un modèle de réalité le plus crédible possible, et de loin préférable à ceux qui auraient été créés par un seul individu ou un groupe restreint.

À ce stade, la prospective d'anticipation n'est qu'à l'état embryonnaire. L'objectif de phase suivante, l'analyse des possibles, est de répondre aux questions clés formulées en élaborant collectivement des hypothèses. Cette phase d'élaboration a été organisée l'après-midi du séminaire, en deux temps. D'abord, une séance collective d'introspection<sup>1006</sup> des futurs a été mise en place<sup>1007</sup>, puis ensuite des ateliers pour formuler des hypothèses. Cette phase d'élaboration d'hypothèses est très importante, car elle fait appel à l'imagination et ouvre le champ des possibles. Une hypothèse peut être un concept, une idée, un mot ou groupe de mots en réponse à une question clé pour décrire en pratique une situation, des états de fait,

<sup>1006</sup> Le premier temps consacré à la méditation des futurs est appelé l'introspection. Au regard des travaux de certains neuroscientifiques et psychologues, il a semblé nécessaire de préparer les participants à une conscience faite d'une multiplicité de représentations simultanées des futurs et du passé, tout en montrant que le temps n'est pas une simple succession d'instantanés isolés, mais est plutôt un continuum, de sorte que « le tout juste passé soit encore présent » (Jérôme Sackur, « L'introspection en psychologie expérimentale », *Revue d'histoire des sciences* 62, n° 2 (2009): 349, <https://doi.org/10.3917/rhs.622.0349>). Cette expérience psychologique expérimentale avait pour but de préparer mentalement les participants à une réflexion sur leur futur : L'intérêt de les plonger dans un passé lointain, avant de les ramener au temps présent permet de susciter et réveiller au mieux les capacités cognitives du public sur les futurs possibles.

<sup>1007</sup> Les explications de l'ensemble de la séance d'introspection sont renvoyées dans l'annexe 5.3.3

et qui pourrait se produire ou s’imaginer à l’horizon temporel retenu, soit à l’horizon 20 ans pour le Sud Alsace. Ces hypothèses doivent être « possibles », compte tenu de l’horizon temporel retenu. A contrario, il ne faut pas juger à ce stade de leur probabilité et de leur souhaitabilité. Les hypothèses probables, mais peu souhaitables, doivent aussi être envisagées, au même titre que celles souhaitables, mais peu probables. Celles qui semblent dérangementantes ou étranges doivent aussi être retenues si elles restent possibles et crédibles, et elles doivent être très contrastées les unes des autres pour ne pas tendre vers la même idée<sup>1008</sup>. De plus, l’hypothèse doit faire un état des lieux de la situation dans 20 ans et ne pas décrire une évolution<sup>1009</sup>. Les réponses tendancielles, c’est-à-dire les plus probables par rapport à la situation présente, sont les plus faciles à trouver, car elles sont les plus cohérentes. Ensuite, il faut explorer les alternatives pour tenter de balayer les hypothèses des plus positives aux plus négatives afin de recouvrir toutes les possibilités possibles, réalistes et crédibles<sup>1010</sup>. Un grand nombre de données a été récolté lors du séminaire de prospective : une bonne centaine de variables, une centaine de questions clés et plusieurs centaines d’hypothèses. Ainsi, ce séminaire<sup>1011</sup> a permis de renouer en quelque sorte avec la tradition participative des démarches de prospective à Mulhouse en modélisant le système du Sud Alsace pour amorcer une nouvelle perspective depuis la dernière grande messe prospective de 1998. Ensuite un temps de retranscription<sup>1012</sup> a été nécessaire pour structurer définitivement l’ensemble des données collectées avant de lancer l’étape suivante :

---

<sup>1008</sup> Par exemple, à la question « quelle sera la composition de la population dans le Sud Alsace ? », si la réponse est « une population assez jeune » comme première hypothèse, et « une population très jeune » comme deuxième hypothèse, alors il s’agit en fait de la même hypothèse : « une population jeune », avec des degrés différents. Il faut ainsi développer des hypothèses bien différentes les unes des autres.

<sup>1009</sup> Pour la même question « quelle sera la composition de la population dans le Sud Alsace ? », « une population qui rajeunit » n’est pas une bonne hypothèse. En effet, une population qui rajeunit peut aussi bien décrire une moyenne d’âge qui passe de 30 à 20 ans que de 60 à 50 ans.

<sup>1010</sup> Les détails plus techniques de l’élaboration des hypothèses dans les différents ateliers sont renvoyés dans l’annexe 5.3.4.

<sup>1011</sup> Voir le retour d’expérience humain, technique et méthodologique du séminaire dans l’annexe 5.3.5

<sup>1012</sup> Ce temps de retranscription a permis de formuler les hypothèses en format numérique car elles avaient été conçues en format papier pour faciliter leur conception. Ce temps a aussi permis de relire l’ensemble des données, d’avoir une vue globale des résultats, et de corriger les fautes et de demander aux animateurs de préciser le sens exact de certaines hypothèses élaborées dans leur sous-groupe en cas d’interrogation. Ce temps de latence, qui pourrait sembler anodin, a permis de structurer définitivement l’ensemble des données collectées et de poser des bases solides pour la suite de la démarche de prospective.

6 thèmes, 79 variables, et 474 hypothèses de travail. La complexité du processus et les milliers de configurations possibles à travers les hypothèses retenues au sein même des thèmes exigent une méthodologie précise et rigoureuse pour gérer ces données non quantifiables : l'analyse morphologique<sup>1013</sup>. L'intervention d'un support informatique (scenaring tools) permet de mettre en place la méthode pour articuler le plus logiquement possible toutes les hypothèses. De fait, l'analyse morphologique se déploie d'abord pour chaque thème (scénario thématique), qui regroupe entre 5 et 19 variables clés, avant de les interconnecter pour faciliter le processus d'analyse (scénario global). Toutes ces combinaisons possibles représentent l'ensemble du champ des possibles, appelé « espace morphologique<sup>1014</sup> » qu'il convient de réduire au maximum<sup>1015</sup> pour délimiter les scénarios qui en découlent. Si l'intelligence artificielle semble être un nouveau moyen pour répondre à certains enjeux économiques<sup>1016</sup>, sa puissance algorithmique ne nous convainc pas pour traiter ces données non quantifiables. En classant les thèmes et les questions clés par ordre d'importance, les variables clés ont été fixées dans l'espace morphologique pour rendre les combinaisons d'hypothèses soit incompatibles, soit non cohérentes<sup>1017</sup>. Cette technique des blocs a réduit l'espace morphologique<sup>1018</sup> et a été réalisée lors d'un atelier consacré à l'élaboration des scénarios thématiques le 9 juin 2017 avec une quinzaine de participants<sup>1019</sup>, car il n'est pas nécessaire de rassembler

---

<sup>1013</sup> Ritchey, « General Morphological Analysis - A general method for non-quantified modelling - » (Swedish Morphological Society, 2013).

<sup>1014</sup> Byungun Yoon et Yongtae Park, « A Systematic Approach for Identifying Technology Opportunities: Keyword-Based Morphology Analysis », *Technological Forecasting and Social Change* 72, no 2 (février 2005): pp.145-160.

<sup>1015</sup> Chaque scénario thématique peut prendre plusieurs configurations différentes puisqu'il dépend entièrement des hypothèses qui la constituent. Plus il y a de combinaisons possibles d'hypothèses, plus il existe de scénarios thématiques possibles. Le scénario thématique « l'environnement » est représenté par 5 variables clés constituées chacune de 6 hypothèses, on a donc 7776 combinaisons possibles ( $6^5$ ). 362 797 056 combinaisons possibles ( $6^{11}$ ) pour le scénario thématique « l'espace », 13 060 694 016 combinaisons possibles ( $6^{19}$ ) pour le scénario thématique « la gouvernance », 609 359 740 000 000 combinaisons possibles pour scénario thématique « les structures économiques », puis 282 110 990 000 000 ( $6^{16}$ ) pour les scénarios thématiques « l'identité et la cohésion sociale » et « la culture et l'éducation ».

<sup>1016</sup> Campus Industrie 4.0, « Comment l'Intelligence artificielle va-t-elle bouleverser votre entreprise ? » (13 février 2018, UHA, Mulhouse).

<sup>1017</sup> La construction des scénarios thématiques s'effectue en combinant les hypothèses de variable clé la plus forte à celles se situant juste en dessous et lui correspondant le mieux, jusqu'à atteindre tout simplement la fin de la liste.

<sup>1018</sup> Pour des raisons pratiques, le thème de « l'environnement » est l'unique schéma d'explication pour expliquer la technique des blocs. Voir annexe 5.3.6.

<sup>1019</sup> L'atelier consacré à l'élaboration des scénarios thématiques a eu lieu le vendredi 9 juin 2017 de 14 h à 18 h dans les locaux de MOTOCO à Mulhouse, sur le site de DMC. L'analyse a regroupé 15



davantage de participants pour cette étape. Chaque scénario thématique, renvoyé en annexe pour faciliter leur lecture<sup>1020</sup>, se voit attribuer un nom qui représente son idée générale<sup>1021</sup>. C'est seulement après leur construction<sup>1022</sup> que les scénarios globaux sont élaborés en utilisant une dernière fois l'analyse morphologique<sup>1023</sup>. Ainsi, ils sont finalement constitués de 6 scénarios thématiques regroupant 79 hypothèses<sup>1024</sup>. Il est strictement impossible sur le plan méthodologique qu'ils surviennent en même temps, car leurs logiques distinctes ne s'articulent pas nécessairement les unes avec les autres. Les six scénarios décrivent une logique d'enchaînement des événements, pouvant survenir selon un horizon plus court ou plus long que les 20 ans de référence de l'étude. Il n'est pas exclu qu'un enchaînement advienne beaucoup plus tôt que cet horizon. En suivant l'actualité<sup>1025</sup>, il est ainsi possible d'observer la réalisation des hypothèses retenues de chaque scénario et de relever le passage d'un scénario à un autre au cours du temps. D'une autre manière, des travaux ultérieurs pourront revenir sur cette étude pour corroborer ou non sa pertinence, à l'image de ce qui se pratique depuis la

---

participants, 2 pilotes, de 23 à 65 ans, avec une moyenne d'âge de 42 ans provenant principalement de l'agglomération de Mulhouse mais aussi de Strasbourg, du Sundgau, de la vallée de Thann, et de Fribourg-en-Brisgau avec des profils socio-économiques variés : des enseignants, le directeur de la logistique de l'aéroport de Bâle- Mulhouse, une journaliste, l'ancien président du Technopole, des ingénieurs, des chercheurs, des chômeurs, un sociologue, un interprète, des étudiants, des retraités, des artistes et des entrepreneurs.

<sup>1020</sup> Les tableaux des scénarios thématiques sont les résultats définitifs, mais ne constituent pas encore les scénarios globaux à l'issue de cette étape. Voir annexe 5.3.7.

<sup>1021</sup> Par exemple, le nom « un environnement fragilisé » a été donné pour l'un des scénarios thématiques sur l'environnement, car il paraissait le plus propice et le plus logique par rapport aux 5 hypothèses retenues dans l'espace morphologique définitif.

<sup>1022</sup> Pour rappel, les six thématiques sont « l'environnement sud alsacien », « l'espace sud alsacien », « la gouvernance du Sud Alsace », « les structures économiques du Sud Alsace », « l'identité et la cohésion sociale du Sud Alsace », et « la culture et l'éducation en Sud Alsace ».

<sup>1023</sup> Pendant l'atelier du 9 juin 2017, la technique des blocs a été une nouvelle fois utilisée pour réduire considérablement l'espace morphologique des scénarios thématiques afin de constituer les scénarios globaux. Ils ont été repris ultérieurement pour vérifier la cohérence des scénarios. A titre indicatif, le cheminement de l'analyse morphologique par la technique des blocs à partir des six sous-systèmes pour former l'ensemble des scénarios est renvoyé dans l'annexe 5.3.8.

<sup>1024</sup> Un nom à chaque scénario global a été donné. Il permet aussi de traduire le nouvel espace morphologique par un concept ou un groupement de mots, représentant l'idée générale de chaque scénario global. Par exemple, le nom du scénario global « La toute-puissance du numérique » a été donné car il paraît le plus propice et le plus logique au regard des 6 scénarios thématiques retenus et des 79 hypothèses de travail.

<sup>1025</sup> Depuis la conception des scénarios en juin 2017, nous remarquons des convergences marquées et évidentes sur l'avènement du scénario « la toute-puissance du numérique » puisque des événements à l'échelle locale coïncident dorénavant avec les hypothèses.

publication en 1970 du rapport « Halte à la croissance » (« The Limits to Growth ») connu sous le nom du rapport « Meadows ».







Si ces scénarios ne décrivent pas l'avenir tel qu'il pourrait être précisément dans 20 ans, ils représentent au moins le champ des possibles pouvant survenir dans les prochaines années. Il est pourtant nécessaire d'apporter une grille de lecture claire, réelle et succincte des six scénarios. Un tableau suivi d'une description narrative permet de s'y projeter plus facilement, mais leur écriture reste subjective, et d'autres interprétations peuvent naturellement être faites, du moment qu'elles respectent totalement la cohérence des hypothèses retenues.

Le tableau ci-dessous récapitule les six scénarios globaux de l'espace morphologique du Sud Alsace.

L'environnement sud alsacien	Un environnement fragilisé	Un climat nord américain	Un environnement équilibré	Un environnement pollué	Le climat instable	Une terre desséchée
L'espace sud alsacien	Le Sud Alsace sous tension	Les confins du "Grand Est"	Le bassin de vie des 3 frontières	Le sud Alsace désagrégé	La vive région du "Rhin supérieur"	L'Alsace, État souverain
La gouvernance du Sud Alsace	Les GAFA sont Big Brother !	État Jacobin	La Gouvernance citoyenne	Joyeuse anarchie	Une Gouvernance à étage	Dérive despotique
Les structures économiques du Sud Alsace	Cybercroissance exogène	Une planification motrice par l'État	Une économie de la Transition	Une économie du chaos	Revitalisation endogène	La razzia financière
L'identité et la cohésion sociale du Sud Alsace	Une société matriarcale privée d'emploi	Le corps social pris en étau	Une société écartelée	Explosion en micro groupes	Une société paisible	Déchirure identitaire
Culture et éducation en Sud Alsace	Une culture diluée dans le numérique	Le privilège des élites	Une culture école-citoyenne	Le tout-venant culturel	La culture, épice de la société	Des résidus culturels politisés et instrumentalisés
<b>Les scénarios globaux</b>	<b>La toute-puissance du numérique</b>	<b>L'État à la rescousse</b>	<b>Le sursaut citoyen</b>	<b>L'effondrement du Sud Alsace</b>	<b>Un nouveau souffle rhénan</b>	<b>L'État alsacien au bord du gouffre</b>

Figure 5 : les scénarios globaux du Sud Alsace après l'analyse morphologique du Sud Alsace.

## L'État, à la rescousse... ?

THÈMES	HYPOTHÈSES							SCÉNARIOS THÉMATIQUES
<b>L'ENVIRONNEMENT DU SUD ALSACE</b> 	Refroidissement climatique (par arrêt du courant du golfe [gulfstream])	Risque de coulées de boue	Catastrophe technologique majeure (Seveso, nucléaire,...)	Eau en abondance mais polluée	Vin de mauvaise qualité			<b>Un climat nord américain</b>
<b>L'ESPACE SUD ALSACIEN</b> 	Recentralisation jacobine	Pérennité de la région Grand Est	Conflit larvé entre les 3 frontières, organisation du territoire selon une logique défensive	Contrôles et sécurité renforcés aux frontières	Fermeture des frontières	Concentration de la population dans les zones urbaines	Mulhouse, centre d'un essor économique régional (réindustrialisation, Silicon Valley, plein emploi...)	<b>Les confins du "Grand Est"</b>
	Offre de transport collaborative (covoiturage,...)	Transports aériens (avions, drones, ballons, ULM, voitures volantes,...)	Peu de flux de population entre le Sud Alsace et les territoires avoisinants	Suppression totale du concordat, le droit français s'applique				
<b>LA GOUVERNANCE DU SUD ALSACE</b> 	Le Sud Alsace applique strictement règlements et directives	Régime technocratique, les technocrates prennent leurs décisions à partir des algorithmes	État censeur qui décide des niveaux de liberté, (codification selon l'âge, le genre, le profil social, le lieu de vie, etc.)	Transparence censitaire (achetable)	Information contrôlée par l'État	Peu d'entreprises gèrent les médias	Big Data (objets connectés et bases de données généralisées) collectées et filtrées par de grands médias	<b>État Jacobin</b>
	Décideurs choisis après débat	Débats à Paris, à l'Assemblée Nationale	Décisions prises après débat préalable d'instances consultatives (conseil de quartier, assemblées locales,...)	Bonne prévention des crises (locale et trinationale)	Conseil transnational (ou métropolitain) pour une coopération institutionnelle	Les citoyens, (via des pétitions et un rapport de force), imposent l'expérimentation aux pouvoirs publics		
<b>LES STRUCTURES ÉCONOMIQUES SUD ALSACIENNES</b> 	La finance internationale capte l'épargne locale dans des bulles spéculatives	Attractivité renforcée de l'euro (par sa stabilité économique et politique...)	Nationalisations d'entreprises	Valorisation des sols (dépollution et revitalisation par apports d'engrais ou autres)	Mix énergétique avec nucléaire dominant	Production d'énergie suffisante, satisfaction des besoins	Gains économiques liés aux exportations d'énergie	<b>Une planification motrice par l'État</b>
	Nationalisation totale des circuits de financement	État Providence	Développement économique par profiling, (l'offre qui s'adapte au plus près de la demande)	Le Sud Alsace réputé pour être une puissance politico-administrative (administrations, centres de décision, etc.)	Numérisation généralisée des services publics	Organisation hiérarchique classique du travail en entreprise	Bilinguisme obligatoire	
	Fin des métiers pénibles	Production agricole intensive pour l'exportation, spécialisation	Valorisation des trésors du Sud Alsace (patrimoine naturel et historique)	Destruction-reconstruction des logements anciens	Pérennité des formes physiques de la monnaie (pièces, billets...)			
<b>IDENTITÉ ET COHÉSION SOCIALE DU SUD ALSACE</b> 	Importation des conflits (terrorisme, ...)	Conflits civils provoqués par des politiques autoritaires et arbitraires (quelle que soit l'idéologie : communiste, fasciste, ultralibérale...)	Ruptures technologiques à l'origine de friches d'infrastructures	Services publics partiels car spécialisés sur certains domaines (abandon des autres)	Pénurie de professionnels de la santé, inégalités géographiques de l'accès aux soins	Explosion du travail au noir (trafics)	Les sud Alsaciens, Français avant tout	<b>Le corps social pris en étau</b>
	Vivre ensemble imposé, effacement des individualités au profit du collectif (fascisme...)	Culture rhénane	Développement collaboratif des territoires	Quartiers monofonctionnels (1 quartier par besoin, pas de concurrence...)	Quartiers-dortoirs contre quartiers centraux	Autant d'hommes que de femmes dans la société	Parité homme-femme respectée	
	Forte complémentarité entre les liens physiques et le numérique, (le numérique comme appui aux liens physiques)	Le bien être en entreprises comme moyen curatif (rustine ?) pour lutter contre le mal-être au travail						
<b>CULTURE ET ÉDUCATION EN SUD ALSACE</b> 	Formation à l'école limitée aux socles de connaissances	Accès à la culture et au savoir verrouillé (contrôle marchand)	L'université pour réveiller l'humanisme rhénan	TIC utilisées pour contrôler l'accès à la culture (exemple : barrière financière, linguistique, intellectuelle...)	Couverture partielle de l'accès à la culture, ségrégation spatiale (seules les zones riches)	Métropolisation de la culture (Strasbourg)	Culture rhénane et humaniste élitiste	<b>Le privilège des élites</b>
	Transmission familiale de la religion	Éducation artistique et culturelle aux différences de cultures	Offre culturelle internationalisée	Remise au goût du jour de courants artistiques et culturels passés	Culture alsacienne muséifiée	Langue alsacienne résiduelle	Culture au quotidien morcelée	
	Voies de transmission de la culture culinaire alsacienne nulles	La culture, facteur d'attractivité économique						

Dans ce scénario « L'État, à la rescousse... ? », le Sud Alsace – comme le reste de la France – subit une série de crises exogènes au territoire : l'environnement du Sud Alsace change en profondeur sous l'action du dérèglement climatique mondial, la finance internationale capte l'épargne locale dans des bulles spéculatives et la société endure les conséquences (terrorisme) de l'engagement militaire de la France à l'étranger. Par ailleurs, au niveau local, une catastrophe technologique majeure (accident d'un site nucléaire ou SEVESO) déstabilise davantage le territoire, entraînant une crise sociale d'une ampleur inédite.







Face à ces urgences, l'État prend le contrôle des opérations, à travers notamment une recentralisation jacobine, la suppression du concordat et une fermeture des frontières. Toutes les décisions concernant le Sud Alsace sont désormais prises par des technocrates parisiens, utilisant des algorithmes et le Big Data.

Par ailleurs, le gouvernement nationalise des entreprises et les circuits de financement pour secourir un environnement économique en péril. Il tente en outre de restaurer l'État-Providence, mais faute de moyens humains et financiers, il se spécialise dans certains services publics, abandonnant les autres. Ainsi, le Sud Alsace bénéficie de ces mesures protectionnistes, notamment Mulhouse qui devient le centre d'un essor économique régional et une puissance politico-administrative, malgré des tensions avec les pays voisins.

Néanmoins, l'omniprésence de l'État central pose de nouveaux problèmes. La population supporte mal ces politiques jugées autoritaires et arbitraires, d'autant plus que le vivre ensemble est imposé par les pouvoirs publics au nom de la nécessité de faire face aux crises (le « front républicain »). Cette colère est exacerbée au niveau local à cause des fortes inégalités géographiques pour l'accès aux soins et à la culture, ou encore de la muséification de l'identité alsacienne, qui donnent l'impression que la culture et le savoir restent le privilège des élites. Il en résulte une hausse des conflits civils et des rapports de force (pétitions, manifestations, émeutes, ZAD...) entre autorités publiques et citoyens. Ces derniers finissent par obtenir un droit à l'expérimentation sociale et économique au niveau local, qui reste limité et dépendant du bon vouloir de l'État.



## Un nouveau souffle rhénan

THÈMES	HYPOTHÈSES							SCÉNARIOS THÉMATIQUES
<b>L'ENVIRONNEMENT DU SUD ALSACE</b> 	Multiplication des événements climatiques extrêmes	Risque d'inondations	Pollution progressive de l'environnement à cause de notre activité économique	Ressource en eau hétérogène en qualité comme en quantité	Production de vin inexistante en Sud Alsace			<b>Le climat instable</b>
<b>L'ESPACE SUD ALSACIEN</b> 	Une région transfrontalière du "Rhin Supérieur" (délégation de compétences nationales des 3 pays au territoire)	Clivage entre Mulhouse/les 3 frontières et Strasbourg/ l'eurométropole	Constitution d'une Mégalopole transnationale, intégration de facto des 3 frontières	Floutage des frontières fiscales, et économie numérique	Intégration culturelle, économique et politique à l'Allemagne et/ou la Suisse	Mouvement de la population vers le péri-urbain	Mulhouse, pôle génétique et biotechnique de 1er ordre, cofinancé par les industries suisses de la santé	<b>La vive région du "Rhin supérieur"</b>
<b>LA GOUVERNANCE DU SUD ALSACE</b> 	La politique européenne renforce le pouvoir du Sud Alsace (fédéralisme, transfert de compétences)	Démocratie représentative (approche hybride avec élus, société civile et citoyens)	État censeur qui décide des niveaux de liberté, (codification selon l'âge, le genre, le profil social, le lieu de vie, etc.)	Transparence absolue	Information infalsifiable	Information stockée dans des clouds centralisés, internationaux et incontrôlables	Les big data sont accessibles à tous	<b>Une Gouvernance à étage</b>
<b>LES STRUCTURES ÉCONOMIQUES SUD ALSACIENNES</b> 	Pas d'impact significatif de la finance internationale sur l'économie locale	Abandon progressif de l'usage de l'euro	Économie collaborative (consommateurs et producteurs en même temps, ex : Blablacar)	Territoire globalement inchangé (pas/peu d'impact de notre mode de vie sur les ressources naturelles du territoire)	Mix énergétique diversifié et équilibré	Production d'énergie suffisante, satisfaction des besoins	Gains économiques liés aux exportations d'énergie	<b>Revitalisation endogène</b>
<b>IDENTITÉ ET COHÉSION SOCIALE DU SUD ALSACE</b> 	Aucun impact significatif des tensions géopolitiques sur le territoire	Pas de cause de conflit civil, harmonie sociale	Ruptures technologiques à l'origine de l'explosion des loisirs	Services publics omnipotents	Prévention généralisée et systématique pour la santé, méthodes innovantes (accès homogène aux soins grâce aux méthodes, incitation implications locales,...)	Égalité des revenus et diminution des inégalités	Les sud Alsaciens, plus Européens qu'Alsaciens	<b>Une société paisible</b>
<b>CULTURE ET ÉDUCATION EN SUD ALSACE</b> 	Apprentissage tout au long de la vie (formation continue, stages, etc.)	Libre accès à la culture et au savoir (accès à tout)	L'université comme moteur de la transition énergétique	Accès facilité à la culture grâce aux TIC	Couverture globale du territoire pour l'accès à la culture	Réseau trinational d'équipements culturels	Culture rhénane et humaniste généralisée	<b>La culture, épicerie de la société</b>
	Éducation religieuse intégrée au programme scolaire	Inclusion et ouverture d'esprit sur les différences culturelles portées par des politiques publiques	Offre culturelle uniquement institutionnelle	Leader sur certaines niches artistiques (spécialisation du Sud Alsace)	Culture alsacienne dominante	L'Alsacien, vecteur d'échanges transfrontaliers, conforté par la proximité avec la Suisse	Culture au quotidien omniprésente	<b>La culture, épicerie de la société</b>
	Culture culinaire alsacienne industrialisée	La culture, moteur économique						<b>La culture, épicerie de la société</b>









Dans ce scénario « Un nouveau souffle rhénan », le Sud Alsace subit de plus en plus d'événements climatiques extrêmes (inondations, coulées de boue, sécheresses, températures extrêmes et très variables), ce qui compromet notamment la viticulture et la production locale de vin. De plus, la *Regio* est fortement concurrencée par la puissance de l'eurométropole strasbourgeoise. Les États-Unis d'Europe nouvellement créés permettent alors au Sud Alsace, au sud du pays de Bade et aux cantons Bâlois d'unir leurs forces et de fusionner pour constituer la « Région du Rhin Supérieur ». Cette région reçoit de nombreuses compétences des trois pays et des EUE, et ses habitants bénéficient tous désormais des mêmes droits civiques.

Le Sud Alsace se retrouve ainsi pleinement intégré au monde germanophone sur un plan culturel, politique, et économique. Mulhouse devient un pôle génétique et bioéthique de premier ordre grâce aux investissements des industries suisses et allemandes. L'économie locale connaît une période de prospérité importante du fait de l'exportation de l'énergie excédentaire et d'une organisation trinationale des crédits bancaires et interentreprises. Elle n'en connaît pas moins certaines mutations importantes. D'une part, l'économie collaborative (consommateurs et producteurs en même temps) devient la norme, et la microentreprise remplace progressivement le salariat. D'autre part, pour faciliter les échanges, une langue commune et universelle (du même style que l'Espéranto) est créée ex nihilo, et l'Euro laisse au fur et à mesure la place à la « monnaie temps » (une heure de travail vaut la même chose, quel que soit le métier concerné), ce qui réduit drastiquement les inégalités de revenus.

Les services publics quasiment omnipotents, l'excellent système de soins et l'explosion des loisirs provoquée par les ruptures technologiques font de cette mégalopole du Rhin supérieur une société paisible qui se sent avant tout européenne. Par ailleurs, les pouvoirs publics expérimentent une démocratie participative semi-directe (élus politiques choisis selon un panel statistique strictement représentatif de la population, participation citoyenne directe) et instituent la culture comme épicerie de la société (couverture globale du territoire, réseau d'équipement culturel trinational). La prospérité sociale en est ainsi renforcée.







## L'effondrement du Sud Alsace

THÈMES	HYPOTHÈSES							SCÉNARIOS THÉMATIQUES
<b>L'ENVIRONNEMENT DU SUD ALSACE</b> 	Réchauffement global significatif (sécheresses...)	Risque sismique	Catastrophe technologique majeure (Seveso, nucléaire,...)	Ressource en eau hétérogène en qualité comme en quantité	Orientation du vin vers la qualité des lois "standards"			<b>Un environnement pollué</b>
<b>L'ESPACE SUD ALSACIEN</b> 	Suppression, disparition des communes (remplacées par une instance supérieure centralisatrice [canton, département...] ou laissées à une libre organisation par ses habitants)	Autonomie du Sud Alsace (révolution)	Territoire morcelé, repli des villes sur leur arrière pays et sur elles-mêmes	Rapports transfrontaliers faibles et peu significatifs	Indifférence vis-à-vis du monde germanophone	Départ du territoire (le Sud Alsace, terre d'émigration)	Fermeture des entreprises, désindustrialisation de Mulhouse	<b>Le sud Alsace désagrégé</b>
	Offre de transport de plus en plus individuelle (pas d'offre)	Transports musculaires (à pied, vélo, charettes, calèches...)	Flux de population du Sud Alsace vers les Vosges	Un droit censitaire (ploutocratie)				
<b>LA GOUVERNANCE DU SUD ALSACE</b> 	Il n'y a plus de politiques européennes (UE exposée)	Autogestion locale, plus de vision ou décision politique	Tout est permis (tout le monde dit tout et n'importe quoi)	Complexification de la transparence par la multiplication des lieux de gouvernance et de décision	Délation dans l'information (utilisation malveillante des données)	Plus de médias (aucun intermédiaire avec la donnée brute)	Sources physiques (Colporteurs, bouche à oreille, assemblées locales...)	<b>Joyeuse anarchie</b>
	Aucun critère (tirage au sort des décideurs)	Débats dans les espaces publics (rues, parcs, etc.)	Décisions prises au tirage au sort ou au pifomètre	Déficience de l'intervention de gestion de crises faute de moyens financiers, humains, etc.	Conseils thématiques (regroupant des acteurs "compétents") dans une logique horizontale et transversale	Les citoyens expérimentent en se passant du politique		
<b>LES STRUCTURES ÉCONOMIQUES SUD ALSACIENNES</b> 	Crise financière majeure, plus de capitaux pour l'économie locale	Des monnaies territoriales exclusives (création monétaire par les villes)	Économie souterraine	Valorisation des sols (dépollution et revitalisation par apports d'engrais ou autres)	Mix énergétique diversifié et équilibré	Disparités spatiales dans l'approvisionnement en énergies	Perte du pouvoir d'achat et d'investissements liée à la dépendance énergétique	<b>Une économie du chaos</b>
	Organisation mafieuse et informelle des circuits de financements	Décisions économiques prises par les notables et les personnes influentes du territoire	Fin de la standardisation dans le développement économique	Le Sud Alsace répulsif	Retrait du numérique	Plus d'organisation temporelle universelle du travail en entreprises	Barrière linguistique persistante	
	Travail sous forme de missions transdisciplinaires et polyvalentes (monde du multi)	Production alimentaire individuelle de survie	Entre soi, pas de tourisme	Réhabilitation / reconversion (changement d'usage) des logements anciens	La monnaie = donner de sa personne (organes, sang, prostitution...)			
<b>IDENTITÉ ET COHÉSION SOCIALE DU SUD ALSACE</b> 	Renforcement des migrations (réfugiés...)	Conflits civils pour l'accès à l'eau et à un environnement préservé	Incapacité de la société à s'adapter au progrès technologique	Disparition du service public	Faillite du système de santé, déremboursement des soins	Explosion du travail au noir (traffics)	Aucun sentiment d'appartenance au Sud Alsace mais microrégions (Sundgau, Mulhouse, Vallée...)	<b>Explosion en micro groupes</b>
	Déconnexion du monde physique modérée, le vivre ensemble globalement préservé	Culture alsacienne enrichie par l'extérieur	Développement non concerté des territoires	Ghettoisation, cloisonnement, séparation	Tolérance mais méfiance	Moins de femmes que d'hommes	Société tiraillée (statut de la femme très différent selon les minorités et tranches de la société)	
	Disparition du numérique sans remplacement par des liens physiques	Aucune place pour le bien être au travail (productivité à fond, esclavage moderne)						
<b>CULTURE ET ÉDUCATION EN SUD ALSACE</b> 	Fin de l'éducation obligatoire, école de la vie (plus d'école)	Libre accès à la culture et au savoir (accès à tout)	L'université facteur d'émancipation vers l'éducation populaire	Tout est culture avec les TIC ! Baisse de l'exigence quant à la qualité des productions artistiques et culturelles	Couverture des grandes villes seulement pour l'accès à la culture	Gestion de la culture équilibrée	Culture rhénane et humaniste ultra-minoritaire	<b>Le tout-venant culturel</b>
	Éducation religieuse portée par la société civile (associations, entreprises, sectes...)	Fusions et métissages culturels	Offre culturelle importante	L'art en constante expansion	Culture alsacienne minoritaire - revendicative	Évolution linguistique de l'Alsacien	Culture au quotidien individualisée (en phase avec chacun)	
	Culture culinaire alsacienne mondialisée	Impact nul de la culture sur l'économie						

Dans ce scénario « L'effondrement du Sud Alsace », l'Union européenne connaît une série de graves crises (internes et/ou externes) et finit par implorer à l'issue d'un enchaînement de circonstances. Avec la disparition de la monnaie unique, certains États comme la France n'obtiennent plus de capitaux à des conditions acceptables sur les marchés financiers. Ainsi, les États s'effondrent à cause de la crise financière qui en résulte : les services publics – dont l'école – disparaissent, le système de santé fait faillite et les soins ne sont plus remboursés, les communes comme toutes les administrations et collectivités, se désagrègent et les rapports transfrontaliers deviennent faibles et peu significatifs. Ainsi, les habitants du Sud Alsace se retrouvent totalement livrés à eux-mêmes et tentent de s'organiser au niveau local. Toutefois, les débuts d'autogestion laissent rapidement la place à l'anarchie : tout est permis et il n'y a plus de responsables clairement identifiables pour mettre un semblant d'ordre. Au demeurant, les décisions sont prises au « pifomètre » et sur la base d'informations partielles et le plus souvent erronées. Cette crise politique débouche très vite sur un chaos économique : les approvisionnements en énergie sont interrompus, ce qui oblige les individus à se déplacer à pied ou à l'aide de transports à énergie musculaire (charrettes, vélos) ; les technologies numériques disparaissent et les entreprises font faillite en masse, faute de matières premières et de débouchés. Enfin, les individus sont contraints de produire leur nourriture et de se débrouiller par eux-mêmes pour survivre, devant parfois donner de leur personne (prostitution, don de sang, d'organes) pour obtenir des biens de première nécessité. De nombreux conflits éclatent alors, avec pour enjeu l'accès aux ressources (eau potable, vivres, abris, médicaments, environnement non pollué), ce qui pousse les habitants du Sud Alsace à se regrouper par clans ou par communautés (ethnique, religieuse, linguistique) pour assurer leur sécurité et leur survie, mais cela les préserve à peine d'une forte mortalité causée par les maladies et le manque de ressources, ainsi que par les catastrophes naturelles et industrielles (accidents SEVESO ou/et nucléaires, faute d'ingénieurs pour arrêter les centrales). Quelque temps après l'effondrement, dans le Sud Alsace morcelé, les villes repliées sur leur arrière-pays, émettent désormais leur propre monnaie, l'économie souterraine devient la norme et passe sous le contrôle de notables ou de personnes influentes localement (milices, p'tit chef,

clans, collectifs citoyens, mafia). Cette société ressemble désormais davantage au Moyen Âge féodal qu'à la société du début du XXIe siècle.

## Le sursaut citoyen

THÈMES	HYPOTHÈSES							SCÉNARIOS THÉMATIQUES
<b>L'ENVIRONNEMENT DU SUD ALSACE</b> 	Retour à un climat continental avec des saisons marquées	Risque de sécheresse	L'activité économique bénéficie globalement à l'environnement (pas d'externalités négatives voire externalités positives)	Eau abondante et de qualité	Orientation du vin vers du bio premium			<b>Un environnement équilibré</b>
<b>L'ESPACE SUD ALSACIEN</b> 	Existence d'un pôle métropolitain sud alsacien	Autonomie du Sud Alsace (révolution)	Coopération trinationale des politiques d'aménagement de l'environnement et des réseaux de communication	Europe des régions (coopération avec les pays de Bade et Bâle)	Ouverture sur le monde germanophone forte grâce à la com' et aux transports	Installation de la population en zone rurale	Mulhouse, ville exemplaire de l'interculturalité et de la diversité	<b>Le bassin de vie des 3 frontières</b>
<b>LA GOUVERNANCE DU SUD ALSACE</b> 	L'application des directives européennes est facultative pour le Sud Alsace	Démocratie directe	L'expression citoyenne est spécifique à chaque territoire	Chaque citoyen reçoit un relevé des décisions prises sur son territoire	Information contrôlée par les citoyens	Médias nombreux, multiples, ouverts et indépendants	Information volontairement donnée	<b>La Gouvernance citoyenne</b>
<b>LES STRUCTURES ÉCONOMIQUES SUD ALSACIENNES</b> 	Finance internationale prédatrice, pillant l'économie locale	Émergence des MLC (Monnaies Locales Complémentaires)	Explosion du nombre de micro-entreprises	Préservation de notre environnement, Territoire réorganisé en développement durable, hausse de son attractivité	Mix énergétique avec renouvelable dominant	Disparités saisonnières dans l'approvisionnement en énergies	Productions d'énergie autonomes et citoyennes	<b>Une économie de la Transition</b>
<b>IDENTITÉ ET COHÉSION SOCIALE DU SUD ALSACE</b> 	Impact d'un conflit sur l'approvisionnement en produits pétroliers	Conflits civils dus aux écarts sociaux	Reconnaissance sociale par la technologie supérieure à la satisfaction des besoins élémentaires	Services publics performants et efficaces	Système de soin mixte (privé - public), inégalités sociales pour l'accès aux soins	Fortes disparités des revenus (inégalités sociales)	Les sud Alsaciens, "Grand Est avant tout"	<b>Une société écartelée</b>
<b>CULTURE ET ÉDUCATION EN SUD ALSACE</b> 	Pédagogie ouverte liée à la Nature	Accès à la culture et au savoir régulé par le secteur marchand ou l'État	L'université, moteur de la Transition	Les artistes se réapproprient les TIC et elles entraînent alors une hausse de la créativité	Maillage culturel calqué sur les flux transfrontaliers	Réseau trinationnel d'équipements culturels	Culture rhénane et humaniste absorbée	<b>Une culture éco-citoyenne</b>
	Éducation religieuse absente de la société	Fête de la diversité, la société civile célèbre la diversité culturelle en l'absence de politique publique	Offre culturelle partant des citoyens	Tous artistes !	Culture alsacienne inexistante	L'Alsacien, vecteur d'échanges transfrontaliers, conforté par la proximité avec la Suisse	Culture au quotidien individualisée (en phase avec chacun)	<b>Une culture éco-citoyenne</b>
	Transmission de la culture culinaire alsacienne par tradition familiale	La culture, source d'emplois						<b>Une culture éco-citoyenne</b>









Dans ce scénario « Le sursaut citoyen », la finance internationale pille sans scrupule l'économie du Sud Alsace. Le territoire subit également de très fortes perturbations dans son approvisionnement en produits pétroliers. Mais c'est l'accroissement important des inégalités de revenus et de la concurrence entre quartiers, avec la relance de zones franches, qui est la « goutte de trop » à l'origine de conflits civils. Face à cette crise, les citoyens décident collectivement de se protéger de la finance internationale pour redynamiser le territoire et s'émanciper du « système ». Ils créent de nouveaux outils pour se réapproprier et revitaliser l'économie locale, comme un système financier local (une monnaie locale, la fédération des circuits de financement en circuits courts), ou une production d'énergie locale (renouvelable, décentralisée, citoyenne, avec amélioration de la performance énergétique des habitations), ou encore une production alimentaire locale (agriculture urbaine et semi-urbaine, circuits courts, agriculture biologique, permaculture). Organisées en autogestion, ces nouvelles pratiques permettent à l'économie collaborative (économie de plateformes, *fablabs*, services de proximité, troc, échange de biens) de supplanter le capitalisme international tout en respectant, voire en restaurant, l'environnement.

Cet état d'esprit d'entraide (pédagogie liée à la nature, université moteur de la Transition) nourrit la construction d'une nouvelle gouvernance citoyenne, permettant la mise en place d'un pôle métropolitain sud alsacien, articulé autour des principes d'expérimentation, comme la démocratie participative directe, une agora dématérialisée (*Demodyne.org*) et des conseils de citoyens pour prendre les décisions économiques.

Devant cette implication massive des citoyens et les bons résultats qu'ils obtiennent, l'État consent à accorder une plus grande autonomie au Sud Alsace. Ce dernier coopère désormais avec les pays de Bâle et de Bade (Europe des régions) dans de nombreux domaines, créant des synergies transfrontalières (réseau trinational d'équipements culturels, langue alsacienne comme vecteur d'échanges transfrontaliers, aménagement commun de l'environnement, des réseaux de transport et de communication). Le territoire du Sud Alsace jouit dorénavant d'une belle réputation en matière de cadre de vie et de préservation de l'environnement, sur un territoire au climat continental marqué.

## L'État alsacien au bord du gouffre

THÈMES	HYPOTHÈSES							SCÉNARIOS THÉMATIQUES
<b>L'ENVIRONNEMENT DU SUD ALSACE</b> 	Réchauffement global significatif (sécheresses...)	Risque de feu de forêt	Épuisement des ressources à cause de notre activité économique	Pénurie d'eau (suite par exemple à l'assèchement de la nappe phréatique)	Excellente réputation du vin Alsacien			<b>Une terre desséchée</b>
<b>L'ESPACE SUD ALSACIEN</b> 	L'Alsace, État souverain	Sécession de l'Alsace vis-à-vis du reste de la France	Co-gestion et co-développement trinational des villages frontaliers	Frontières culturelles et linguistiques renforcées	Ouverture sur le monde germanophone forte grâce à la com' et aux transports	Concentration de la population sur la frontière et autour des axes de transport	Mulhouse, pôle numérique de 1er plan	<b>L'Alsace, État souverain</b>
	Infrastructures de transport adaptées aux déplacements à vélo	Transport naval	Amplitude importante des flux de population entre villes et campagnes (les jeunes vont vers les campagnes au fur et à mesure qu'ils vieillissent)	Existence d'un droit local spécifique et transnational				
<b>LA GOUVERNANCE DU SUD ALSACE</b> 	Le Sud Alsace refuse d'appliquer les directives européennes (conflit)	Il y a un baron local	Suppression de liberté d'expression, tout est verrouillé	Opacité totale, aucune transparence	Manipulation de l'information, intox	Information unique, accessible via les canaux de communication étatiques	Big Data exploitées et filtrées par l'État	<b>Dérive despotique</b>
	Décideurs illégitimes, imposés, impossibles à virer	Débats dans des "Tiers lieux" (Salle de fêtes, bistros,...)	Décisions unilatérales	Pas d'intervention pour gérer les crises, abandon volontaire	Maintien des structures actuelles (plusieurs échelons de décisions), coopération à géométrie variable	Recentralisation, pas de place pour l'expérimentation		
<b>LES STRUCTURES ÉCONOMIQUES SUD ALSACIENNES</b> 	Investissements internationaux massifs dans les secteurs rentables uniquement	Usage unique d'une devise étrangère	Économie souterraine	Pollution et destruction de notre environnement (externalités négatives de notre modèle économique), Environnement très dégradé	Mix énergétique avec fossile dominant	Pénurie d'énergies	Instabilité des prix de l'énergie, beaucoup de fluctuation, chaos	<b>La razzia financière</b>
	Déréglementation financière, titrisation	Pilotage de l'économie par la réputation	Développement économique par des activités à durée déterminée (éphémères, tirages uniques)	Le Sud Alsace, réputé pour être une niche fiscale	Développement du télé-travail	Dématérialisation du travail en entreprise (télé-travail,...)	Aucun emploi peu qualifié ne nécessite l'apprentissage d'une langue étrangère	
	Fordisme moderne (voire toyotisme)	Accroissement de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur (importations) pour la satisfaction des besoins alimentaires	Tourisme ludique (gamification des villes, parcs d'attraction, stations touristiques,...)	Abandon des logements anciens	Troc, échange de biens (Économie d'échanges)			
<b>IDENTITÉ ET COHÉSION SOCIALE DU SUD ALSACE</b> 	Impact d'un conflit sur l'approvisionnement en produits pétroliers	Conflits civils provoqués par la libération d'actes et de paroles racistes, xénophobes, homophobes...	Ruptures technologiques à l'origine de l'émergence de nouvelles communautés	Services publics partiels car spécialisés sur certains domaines (abandon des autres)	Prise de contrôle de l'offre de soin par des activités privées (GAFA, assurance, labos,...)	Confiscation des revenus (forte imposition, extorsion..)	Appartenance ethnico religieuse (quartier, ghettoisation) des habitants du Sud Alsace	<b>Explosion en micro groupes</b>
	Société segmentée selon une logique communautaire (famille, ethnie, gang, religion,...)	Culture alsacienne xénophobe et exclusive	Développement non concerté des territoires	Résidences privées, quartiers réservés et surveillés	Intolérance (conflits sporadiques)	Autant d'hommes que de femmes dans la société	Seules les femmes blanches ont une place enviable dans la société	
	Forte disparité dans l'accès au numérique	Le bien être au travail est normalisé : moins de stress (management horizontal,...) droit à la déconnexion						
<b>CULTURE ET ÉDUCATION EN SUD ALSACE</b> 	Plus de nécessité de penser à l'école (bourrage de crânes, formatage,...)	Accès à la culture et au savoir censuré, manipulé par le secteur marchand ou l'État	Une fac de 2nde zone	Contrôle de la culture grâce aux TIC (liberté d'expression culturelle et artistique encadrée voire limitée)	Maillage culturel inexistant	Gestions de la culture calquée sur la mobilité des usagers	Culture rhénane et humaniste réinterprétée et instrumentalisée	<b>Des résidus culturels politisés et instrumentalisés</b>
	Religion d'État	Les différences de cultures ne sont pas traitées	Pas de diversité dans l'offre culturelle	Pas de développement artistique	Culture alsacienne instrumentalisée	Langue alsacienne renouvelée par des politiques volontaristes	Culture au quotidien inexistante	
	Transmission de la culture culinaire alsacienne par tradition familiale	Impact négatif de la culture sur l'économie						









Dans ce scénario « L'État Alsacien au bord du gouffre », le Sud Alsace refuse d'appliquer les directives européennes, qu'il considère comme fortement nuisibles à son territoire et contraires à ses intérêts. Face à l'obstination de l'UE et de la France, naît un grand mouvement d'indépendance et de sécession de l'Alsace vis-à-vis d'eux, mouvement qui aboutit après un dur bras de fer à la constitution de l'Alsace comme État souverain. Dès ses débuts, ce dernier se tourne vers ses voisins germanophones avec qui désormais, il cogère les transports transfrontaliers et co-développe les villages frontaliers.

L'État alsacien peine cependant à trouver un modèle économique pour exister dans son nouvel environnement, d'autant plus qu'il n'est plus dans la zone Euro depuis son indépendance, ce qui rend nécessaire l'utilisation d'une devise étrangère (franc suisse, dollar...) et favorise différentes formes de troc et d'échanges. L'Alsace opte alors pour un droit fiscal très avantageux et dérègle les secteurs bancaires et financiers sur son sol. Elle a désormais la réputation d'être une niche fiscale, à l'image d'autres paradis fiscaux (Luxembourg, Monaco, Irlande, etc.). Cette nouvelle politique engendre des investissements internationaux massifs dans les secteurs rentables comme le numérique, dont Mulhouse devient un pôle majeur en Europe, tandis que les autres villes se « gamifient » (villes ludiques et connectées). Les Alsaciens assistent à une dématérialisation du travail en entreprise (essor du télé-travail) et se retrouvent fortement dépendants des importations, notamment alimentaires, en provenance du reste de l'Europe et du monde.

Toutefois, ces activités fortement consommatrices en énergie provoquent rapidement des sécheresses et un épuisement des ressources du territoire, exacerbés par le réchauffement climatique mondial. De ce fait, les pénuries d'eau déséquilibrent sérieusement le transport naval et, avec lui, l'approvisionnement en marchandises et en produits pétroliers. La pénurie d'énergie qui en résulte entraîne une très forte instabilité des prix, bouleversant davantage le Sud Alsace. C'est l'élément déclencheur d'un conflit social majeur et inédit, prenant la forme d'une fracturation de la société en micro-groupes et en communautés (ethniques, religieuses), aggravé par une culture alsacienne xénophobe, exclusive et intolérante, qui jusque-là, ne s'exprimait pas..

Pour sauver les meubles et accusant la France de chercher à le déstabiliser, l'État Alsacien prend des mesures restrictives pour « sauvegarder l'indépendance de l'Alsace » par la voie d'un « baron local » qui manipule et contrôle l'information et la liberté d'expression. Il met en place une religion d'État, fait de la propagande à l'école, instrumentalise la culture pour exalter l'identité alsacienne par des symboles forts et une vision revisitée et mythifiée de l'histoire nationale, et met un terme à toute expérimentation citoyenne. L'économie souterraine se développe rapidement, car les confiscations de revenus (« impôts révolutionnaires ») sont devenues monnaie courante pour financer ce pouvoir despotique bien à l'abri dans des résidences privées et protégées.

## La toute puissance du numérique

THÈMES	HYPOTHÈSES							SCÉNARIOS THÉMATIQUES
<b>L'ENVIRONNEMENT DU SUD ALSACE</b> 	Homogénéisation du climat (plus vraiment de saisons)	Risque d'invasion d'espèces (animales et végétales) étrangères	Urbanisation des terres agricoles	Eau de plus en plus convoitée	Évolution du vin vers de nouveaux produits (nouveaux cépages)			<b>Un environnement fragilisé</b>
<b>L'ESPACE SUD ALSACIEN</b> 	Retour à l'Alsace comme collectivité territoriale	Retour à la région Alsace	Développement selon des logiques propres inégales, sans coopération	Concurrence exacerbée entre les régions frontalières	Ouverture minoritaire et distinctive sur le monde germanophone	Peuplement des montagnes et des zones élevées	Mulhouse isolée, décrochée (pas de pôle d'innovation, plus d'université)	<b>Le Sud Alsace sous tensions</b>
<b>LA GOUVERNANCE DU SUD ALSACE</b> 	Le Sud Alsace applique strictement règlements et directives	La gouvernance est gérée/assistée par des machines	Omniprésence de la surveillance (big brother) par des multinationales ou l'État	Transparence absolue	Information contrôlée par des acteurs privés	Information totalement traitée par Intelligence Artificielle	L'information proviendra des entreprises (exploitation éventuelle des Big Data)	<b>Les GAFA sont Big Brother !</b>
<b>LES STRUCTURES ÉCONOMIQUES SUD ALSACIENNES</b> 	Investissements internationaux massifs dans les secteurs rentables uniquement	Deux monnaies d'usages : l'euro et le Franc suisse	Domination de l'économie par de grandes entreprises écrasantes	Épuisement des sols lié à la surexploitation, baisse de la biodiversité (sélection des espèces tenaces)	Mix énergétique avec une nouvelle énergie (inconnue en 2017)	Excédent d'énergies	Baisse du prix de l'énergie due à une abondance générale	<b>Cybercroissance exogène</b>
<b>IDENTITÉ ET COHÉSION SOCIALE DU SUD ALSACE</b> 	Réimplantation de ManuRhin et hausse de la production d'armements	Conflits civils causés par des migrations et un afflux de réfugiés important	Ruptures technologiques à l'origine de la robotisation massive de la société et la fin du travail	Services publics déficients à cause de carence de moyens (financiers, humains...)	Prise de contrôle de l'offre de soin par des activités privées (GAFA, assurances, labos...)	Explosion de la précarité (multi-jobs)	Les sud Alsaciens, Alsaciens avant tout	<b>Une société matriarcale privée d'emploi</b>
<b>CULTURE ET ÉDUCATION EN SUD ALSACE</b> 	E-learning	Accès à la culture et au savoir imposé (octroi de ressources [tickets de rationnement] conditionné, par un quota horaire d'accès à la culture/au savoir,...)	Université technique technologique	Tout est culture avec les TIC ! Baisse de l'exigence quant à la qualité des productions artistiques et culturelles	Couverture globale du territoire pour l'accès à la culture	Gestion de la culture décentralisée via le milieu associatif	Culture rhénane et humaniste absente	<b>Une culture diluée dans le numérique</b>
	Éducation religieuse portée par la société civile (associations, entreprises, sectes...)	Fusions et métissages culturels	Renouvellement de l'offre culturelle (nouvelles cultures, nouvelles formes d'expression artistique, nouvelles voies de transmission...)	Développement artistique low cost	Culture alsacienne expansionniste (vocation universelle)	L'Alsacien, revendiqué par le monde associatif	Culture au quotidien obligatoire	
	Transmission de la culture culinaire alsacienne décuplée par la technologie (NTIC, Internet,...)	La culture, absente de l'économie						

Dans ce scénario « La toute puissance du numérique », les trois frontières se livrent une concurrence exacerbée pour renforcer au maximum leur attractivité. Se développant selon des logiques inégales, sans aucune coopération entre eux, les différents territoires du Sud Alsace manquent d'avantages compétitifs face à leurs voisins germanophones. Mulhouse, ville centre, se retrouve rapidement isolée et marginalisée.

Les changements climatiques planétaires aggravent les conséquences de ces rivalités territoriales. Le Sud Alsace connaît en effet une homogénéisation de son climat et – malgré une urbanisation des terres agricoles et une diminution de la biodiversité locale suite à l'apparition d'espèces animales et végétales invasives – il dispose d'un environnement relativement favorable au développement des activités humaines. Ces spécificités en font une destination de choix pour les réfugiés climatiques, dont l'arrivée en masse provoque inévitablement d'importants conflits sociaux.

Le gouvernement français recrée la région Alsace dans l'espoir que cette dernière se prenne en main et trouve elle-même une solution de sortie de crise. Les pouvoirs publics locaux mettent alors en œuvre une nouvelle politique libérale, tournée vers l'économie numérique pour relancer la croissance à l'aide d'incitations à destination des grandes firmes multinationales. Ils parviennent rapidement à attirer des filiales et de nombreux investissements étrangers en Sud Alsace. L'apparition et la généralisation d'une nouvelle énergie, inconnue en 2017, consolide l'attractivité économique du territoire.

Cette « cybercroissance » exogène entraîne une mutation économique profonde qui renforce de surcroît le pouvoir des marchés financiers sur l'économie locale. Les habitants du Sud Alsace assistent ainsi à la dématérialisation du travail en entreprise, à l'essor de la robotisation et de l'intelligence artificielle, qui vont de pair avec une forte hausse du chômage et de la précarité de l'emploi, désormais constitué de missions transdisciplinaires et polyvalentes (monde du multi). Simultanément, la monnaie physique disparaît au profit des monnaies numériques (monnaie scripturale, *Bitcoin*). Par ailleurs, un grand nombre d'informations collectées et traitées par intelligence artificielle à l'aide d'algorithmes complexes permettent aux GAFAM (*Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft*) d'observer

avec attention, tel *Big Brother*, l'ensemble de la population tout en lui laissant l'impression de posséder une certaine liberté d'expression citoyenne sur Internet (forums, blogs, réseaux sociaux).

Les conséquences de ces évolutions sociales sont plurielles. Tout d'abord, la gouvernance du Sud Alsace échappe aux élus au profit des firmes multinationales. Ensuite, la structure sociale est mise à mal : les quartiers et territoires se livrent tous une concurrence acharnée (relance de zones franches...) pour bénéficier – en vain – des retombées de la croissance économique, tandis que les services de santé sont dorénavant privatisés (assurances, laboratoires, GAFA). Enfin, les hommes peu ou pas qualifiés quittent le territoire pour trouver du travail et les femmes, qui se retrouvent alors en plus grand nombre, réorganisent les liens sociaux autour de certaines valeurs locales pour pallier la déficience des services publics. Elles connaissent des difficultés du fait de l'individualisation de la société et de la dilution de la culture alsacienne dans le numérique, par le métissage avec une « culture mondiale homogénéisante ».

Le futur du Sud Alsace sera certainement à la croisée de plusieurs de ces six scénarios, qui peuvent étonner<sup>1026</sup>, mais qui balisent les futurs possibles du Sud Alsace à l'horizon 20 ans tels qu'ils ont été élaborés par un travail collectif minutieux, transparent et rigoureux. Ces scénarios peuvent certes déplaire mais ils sont un regard éclairé sur les futurs possibles au regard de la situation d'aujourd'hui pour apporter des pistes de réflexion nécessaires à la prise de décision grâce à une démarche de prospective participative qui renoue en quelque sorte avec la tradition mulhousienne.

Enfin, le décryptage final des six scénarios passe par l'étude de leurs souhaitabilités et de leurs probabilités pour pouvoir proposer par la suite une cartographie des futurs possibles du Sud Alsace. La souhaitabilité évoque ce qui est le plus désiré ou désirable à vivre, même si l'utilité n'est pas à discuter. Tandis que la probabilité est le degré par laquelle on évalue le nombre de chances qu'a le phénomène de se produire. Il n'y a pas non plus une corrélation directe entre la souhaitabilité et la probabilité, puisqu'un évènement peut tout à fait être souhaitable pour un individu, mais totalement improbable. La méthode Smic Prob-Expert doit être utilisée puisque l'analyse morphologique n'est plus pertinente pour repérer les scénarios les plus probables et les risques de rupture<sup>1027</sup>. Encore une fois, le moyen utilisé pour augmenter au mieux la compréhension des liens de causalité<sup>1028</sup> est le processus collectif<sup>1029</sup>, ce qui a nécessité un deuxième atelier le 12 juin 2017 dans les locaux de Motoco à Mulhouse<sup>1030</sup>. L'avis général d'un groupe de quinze personnes ne traduit pas le sentiment de l'ensemble des habitants du Sud Alsace, et il aurait été

---

<sup>1026</sup> Les scénarios peuvent rencontrer des barrières psychologiques et institutionnelles. L'article suivant soutient que les solutions possibles pour surmonter ces contraintes pourraient consister à éloigner les protagonistes de leur pensée en offrant des espaces de discussion libres et ouverts, notamment par des exercices de « déraillement ». Ali Kharrazi et Masahiro Kakuwa, « Scenario Projects in Japanese Government: Strategic Approaches for Overcoming Psychological and Institutional Barriers », *Futures* 86 (février 2017): pp.18-26.

<sup>1027</sup> Michel Godet, « The Art of Scenarios and Strategic Planning », *Technological Forecasting and Social Change* 65, n° 1 (septembre 2000): pp.3-22.

<sup>1028</sup> James Derbyshire et George Wright, « Augmenting the Intuitive Logics Scenario Planning Method for a More Comprehensive Analysis of Causation », *International Journal of Forecasting* 33, n° 1 (janvier 2017): pp.254-266.

<sup>1029</sup> Nicholas J. Rowland et Matthew J. Spaniol, « Social Foundation of Scenario Planning », *Technological Forecasting and Social Change* 124 (novembre 2017): pp.6-15.

<sup>1030</sup> L'atelier a eu lieu le lundi 12 juin 2017 de 14 h à 18 h dans les locaux de MOTOCO à Mulhouse sur le site DMC. Tous les participants de l'atelier étaient soit présents lors du séminaire sur la prospective, soit présents pour l'élaboration des scénarios par l'analyse morphologique, ou même présents lors de ces deux journées. Ils étaient donc tous au fait de la démarche, et de son état d'avancement. La composition socioprofessionnelle était donc la même.



possible de mener une enquête plus approfondie avec des financements supplémentaires pour corroborer ou non les résultats de ce groupe restreint. Mais la méthode utilisée peut difficilement aller au-delà de la capacité d'un groupe restreint<sup>1031</sup>, car elle consiste à comparer un à un les scénarios à l'aide d'une matrice pour déterminer de manière collective et consensuelle s'ils représentent des futurs souhaitables, puis s'ils sont probables dans les prochaines années. Cet exercice dépend de la subjectivité d'un panel de 15 participants aux profils socioprofessionnels similaires au séminaire de prospective et au premier atelier, et l'interprétation des résultats doit prendre en considération les biais du groupe que la méthode<sup>1032</sup> tente de limiter au mieux.

Les résultats de la souhaitabilité donnent un indicateur intéressant sur le désir des participants concernant leur futur. D'emblée on relève leur enthousiasme pour les scénarios « Le sursaut citoyen » et « Un nouveau souffle rhénan ». Ils s'affirment largement comme les futurs les plus souhaitables pour le groupe, suivis par « L'État à la rescousse »<sup>1033</sup>. Enfin, il faut remarquer la place surprenante du scénario « L'effondrement du Sud Alsace », qui arrive quatrième, car les hypothèses suscitent moins de crainte et de peur que ceux des scénarios de « La toute-puissance du numérique » et de « L'État alsacien au bord du gouffre ». La classification de la souhaitabilité des scénarios a permis d'établir un code couleur graduable pour mieux les identifier et analyser.

---

<sup>1031</sup> Matthew J. Spaniol et Nicholas J. Rowland, « The Scenario Planning Paradox », *Futures* 95 (janvier 2018): pp.33-43.

<sup>1032</sup> La méthode consiste à comparer un à un les scénarios pour nous permettre de calculer leurs souhaitabilités et leurs probabilités selon une échelle précise renvoyée dans l'annexe 5.3.9. Les participants ont d'abord donné leur point de vue individuellement avant de décider collectivement, par l'intermédiaire d'un vote à main levée, des points à accorder. Cette méthode est appelée « méthode de pondération » et fonctionne par calcul de coefficient. Ensuite, un calcul de moyenne sur l'ensemble de la procédure a permis d'obtenir des statistiques.

<sup>1033</sup> Ces trois scénarios représentent 72% des désirs des participants.

## La souhaitabilité des scénarios

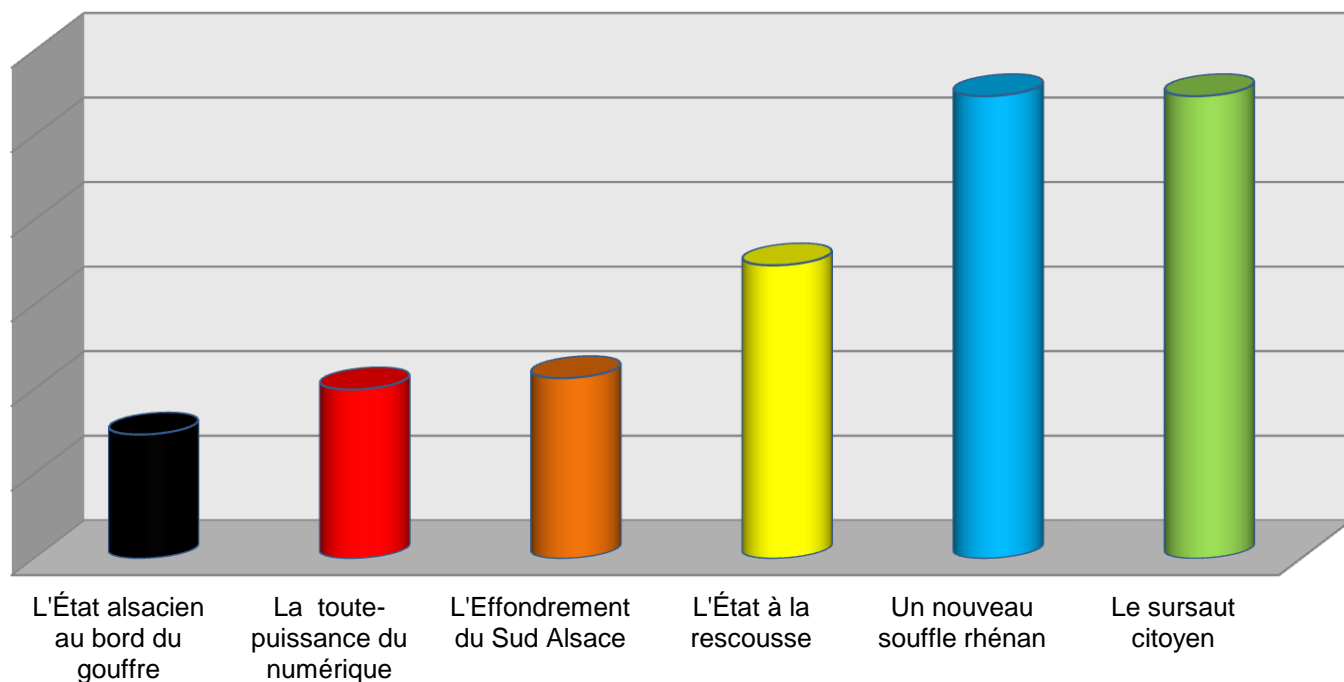


Figure 6 : la souhaitabilité des scénarios en pourcentage par rapport aux participants via la méthode Smic Prob Expert, juin 2017.

## La probabilité des scénarios

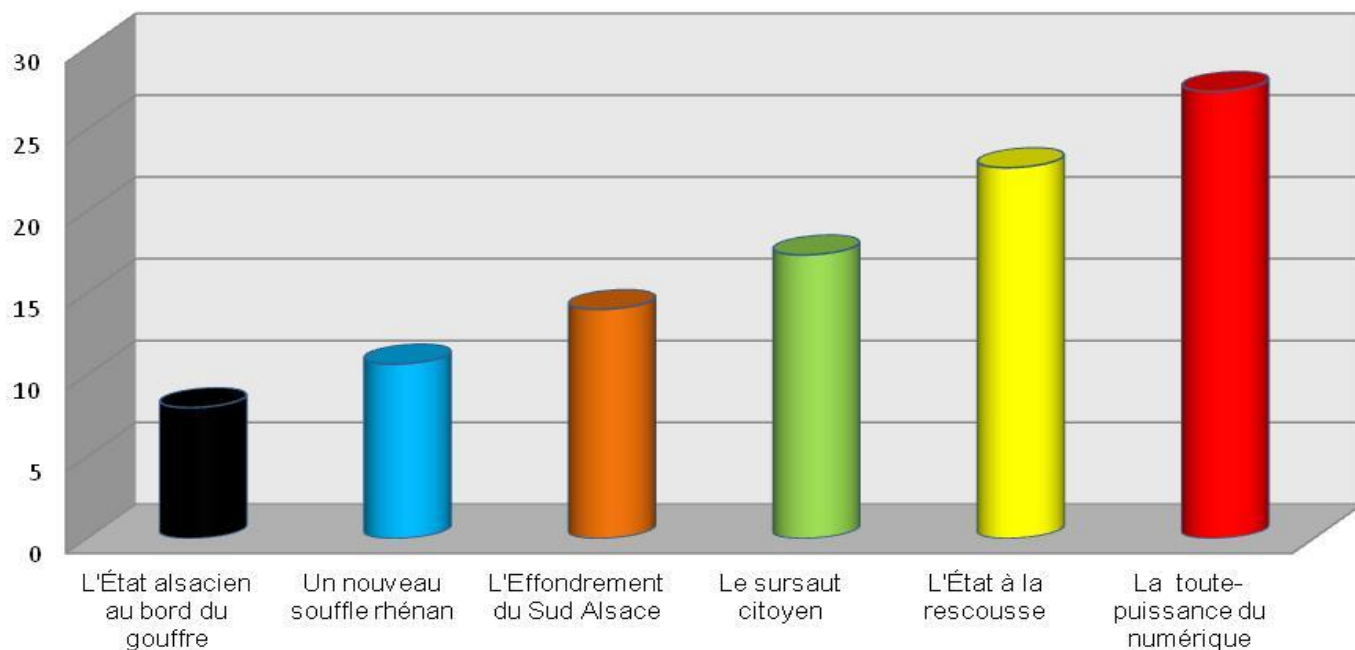


Figure 7 : la probabilité des scénarios à partir de la méthode Smic Prob-Expert, juin 2017.

Les scénarios peuvent aussi être interprétés selon les rapports qu'ils entretiennent les uns avec les autres, c'est-à-dire en fonction de leur probabilité d'occurrence ou de leur réalisation. Le scénario « La toute-puissance du numérique » est considéré comme le plus probable ou le plus vraisemblable, et doit être interprété comme le scénario tendanciel du Sud Alsace. A contrario, les deux scénarios les moins probables sont « L'État alsacien au bord du gouffre » et « Un nouveau souffle rhénan ». « L'effondrement du Sud Alsace » est à peine moins probable que l'avènement du « Sursaut citoyen ».

Enfin, c'est en croisant les deux graphiques qu'il devient possible d'obtenir une première lecture d'ensemble des futurs possibles, des opportunités et des risques qu'ils mettent en lumière.

- Les scénarios « Le sursaut citoyen » et « Le nouveau souffle rhénan » sont considérés comme les deux scénarios les plus souhaitables, pour autant, ils sont respectivement le troisième et l'avant-dernier scénario parmi les plus probables.
- « L'État alsacien au bord du gouffre » et « L'effondrement du Sud Alsace » ne varient pas de place entre la souhaitabilité et la probabilité.
- A contrario, « La toute-puissance du numérique » qui est l'avant-dernier scénario le moins souhaitable est le plus probable.

Pour conclure, les scénarios les plus souhaitables ne sont pas pour autant les plus probables<sup>1034</sup>. Une matrice d'influence mutuelle des scénarios est ensuite utilisée, indépendamment des résultats sur la souhaitabilité et la probabilité, pour analyser si l'un peut valoriser l'apparition d'un autre, ou si les logiques en œuvre au sein du même scénario s'opposent à l'avènement d'un autre, c'est-à-dire s'il existe un passage logique ou non d'un scénario vers l'autre<sup>1035</sup>.

---

<sup>1034</sup> Cependant, plus un scénario est jugé comme souhaitable, plus il incite à agir pour le voir se réaliser. À cet effet, un scénario souhaitable signifie donc l'intentionnalité, la capacité et la volonté d'agir avec un certain succès pour faire bouger les lignes dans le sens désiré. Par contre, le scénario le moins souhaitable nous incite à mobiliser des efforts dans l'optique de réduire l'occurrence de sa réalisation.

<sup>1035</sup> L'explication de la matrice d'influence mutuelle et les résultats sont reportés dans l'annexe 5.3.10.

Le schéma ci-dessous représente la cartographie finale des résultats en fonction de la probabilité, de la souhaitabilité et des articulations les plus fortes<sup>1036</sup>.

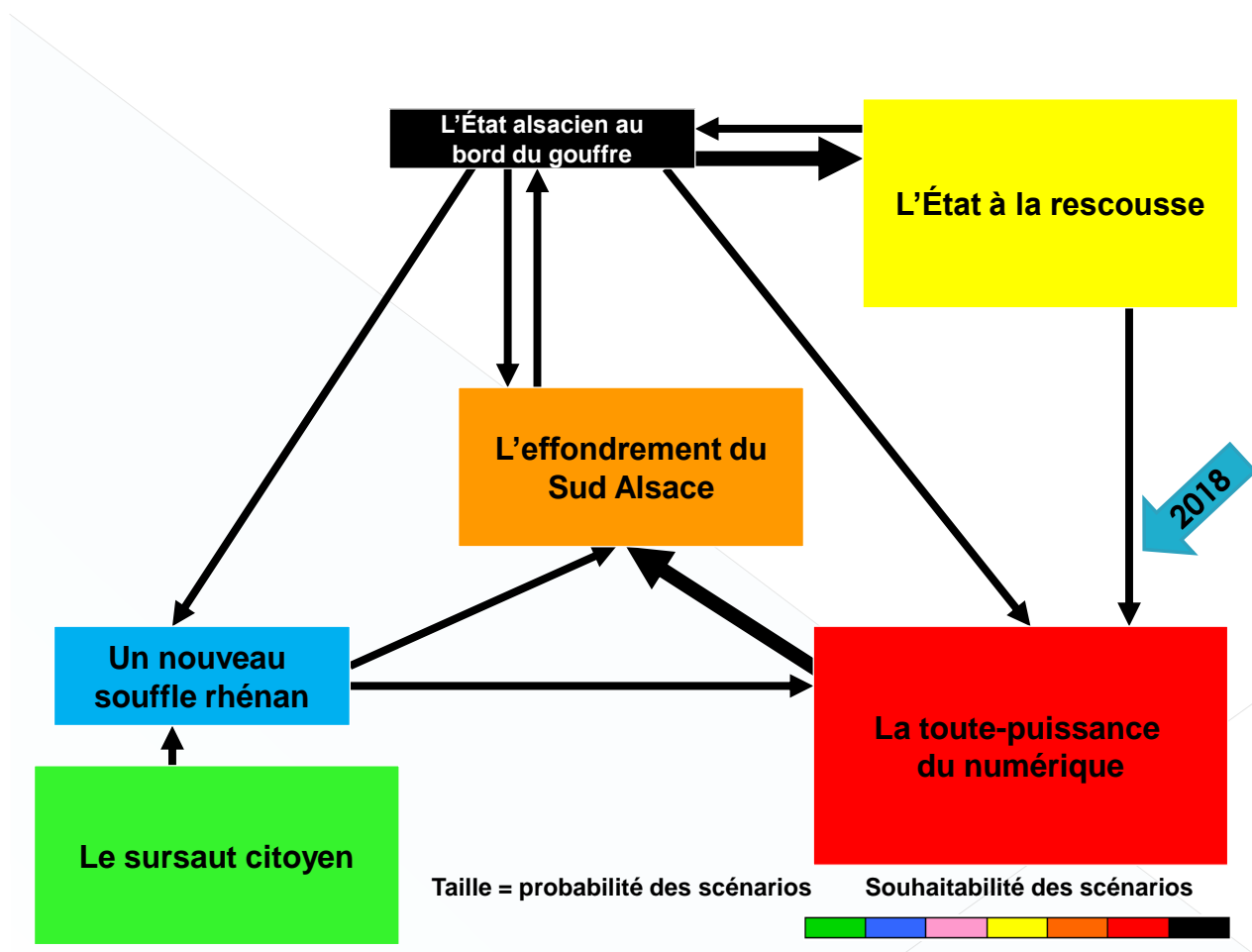


Figure 8 : schéma de synthèse de la prospective du Sud Alsace en fonction de la probabilité (taille), de la souhaitabilité (couleur), et des articulations (épaisseurs des flèches). Chaque scénario a 6 thèmes et 79 hypothèses, juin 2017.

Ce schéma est une grille de lecture complète de l'étude et permet de visualiser le champ des possibles comme un tableau de bord :

- Le scénario « La toute-puissance du numérique » est non seulement le plus probable et l'un des moins souhaitables selon les participants, mais il est incontestablement celui vers lequel le Sud Alsace converge progressivement à l'horizon 2040. Si rien n'est réellement mis en place pour l'éviter, il pourrait même rester stable pendant des années avant de faciliter fortement

<sup>1036</sup> L'épaisseur des flèches illustrent les « très forts » et « forts » liens de « valorisation ». Les liens intermédiaires n'ont pas été retenus pour ne pas saturer le schéma. Voir annexe 5.3.10.

l'avènement du scénario « L'effondrement du Sud Alsace » car il ne peut pas durer dans le temps. Ce scénario peut constituer une impasse au regard de la politique du numérique déployée par la ville de Mulhouse car il n'est pas durable en matière d'économie d'énergie, de production alimentaire et de gouvernance locale.

- « Le sursaut citoyen » est le scénario le plus désirable, mais il n'est accessible qu'à condition que les citoyens réagissent d'eux-mêmes. C'est pour cela qu'aucune flèche ne représente sa valorisation par un autre scénario. De ce fait, il peut advenir n'importe quand et peut s'articuler assez facilement à partir de tous les scénarios, à l'exception de « La toute-puissance du numérique ». De plus, pour éviter un basculement vers « L'effondrement du Sud Alsace », les citoyens deviendraient alors l'épicentre de la solution. Si ces derniers prenaient leurs responsabilités, cela entraînerait plusieurs effets positifs majeurs selon les hypothèses de ce scénario : un renouveau économique par un nouveau système financier, de nouveaux modes de production alimentaire et énergétique locaux, un avènement exponentiel de l'économie collaborative, un renouveau politique avec l'apparition d'une gouvernance citoyenne, et le dernier point serait une décentralisation accrue, amenant doucement la création d'une coopération transfrontalière étroite, favorisant ainsi l'avènement du scénario souhaitable le « Nouveau souffle rhénan ».
- Le scénario de « L'effondrement du Sud Alsace » est au centre des basculements et son avènement est tout à fait possible dans la mesure où la situation de « La toute-puissance du numérique » deviendrait ingérable, et que la divergence des intérêts politiques locaux, européens et internationaux nuirait à toute forme de coopération pour trouver une issue possible. Par ailleurs, il y a un risque très fort de basculer vers ce scénario dans tous les cas. Ce scénario fait ainsi figure de situation ultime qu'il faudrait absolument éviter, mais il paraît être un passage presque obligé.
- La crise qu'annonce ce scénario pourrait ne pas être résolue rapidement, voire même s'aggraver. En effet, le Sud Alsace serait totalement débordé et dans l'incapacité de gérer lui-même les problèmes. Il y aurait des risques de

basculer ainsi vers « L'État alsacien au bord du gouffre », renforçant ainsi les crises.

- L'importance du phénomène entraînerait une intervention de l'État. Le scénario de « L'État à la rescousse » pousserait le Sud Alsace dans un cercle vicieux négatif.
- La seule porte de sortie serait de basculer vers le scénario du « Nouveau souffle rhénan », un des scénarios les plus souhaités, mais aussi l'un des moins probables. En effet, il n'aurait que peu de chance d'advenir spontanément en réponse aux crises. Ces épisodes pourraient ainsi déclencher une réaction vive de la population et amèneraient l'apparition du scénario « Le sursaut citoyen ».
- Les enchaînements impossibles d'un scénario vers l'autre dans le Sud Alsace confirment également le risque élevé d'effondrement du Sud Alsace<sup>1037</sup>.

Cette méthode de prospective d'anticipation, à partir d'une démarche participative, a permis de dégager six scénarios ayant un horizon temporel de 20 ans dans le Sud Alsace, et elle a facilité le déroulement du séminaire et des deux ateliers grâce à sa capacité à libérer l'imagination des participants pour balayer le plus largement possible le champ des possibles. À la lecture de ces scénarios, des transformations profondes du Sud Alsace sont envisagées pour les prochaines années. Pour parvenir à ce constat, un long processus rigoureux, méthodique et empirique a été mené malgré les biais humains que les outils déployés ont essayé de limiter au mieux.

---

<sup>1037</sup> Le schéma des articulations impossibles d'un scénario à l'autre est reporté dans l'annexe 5.3.11.



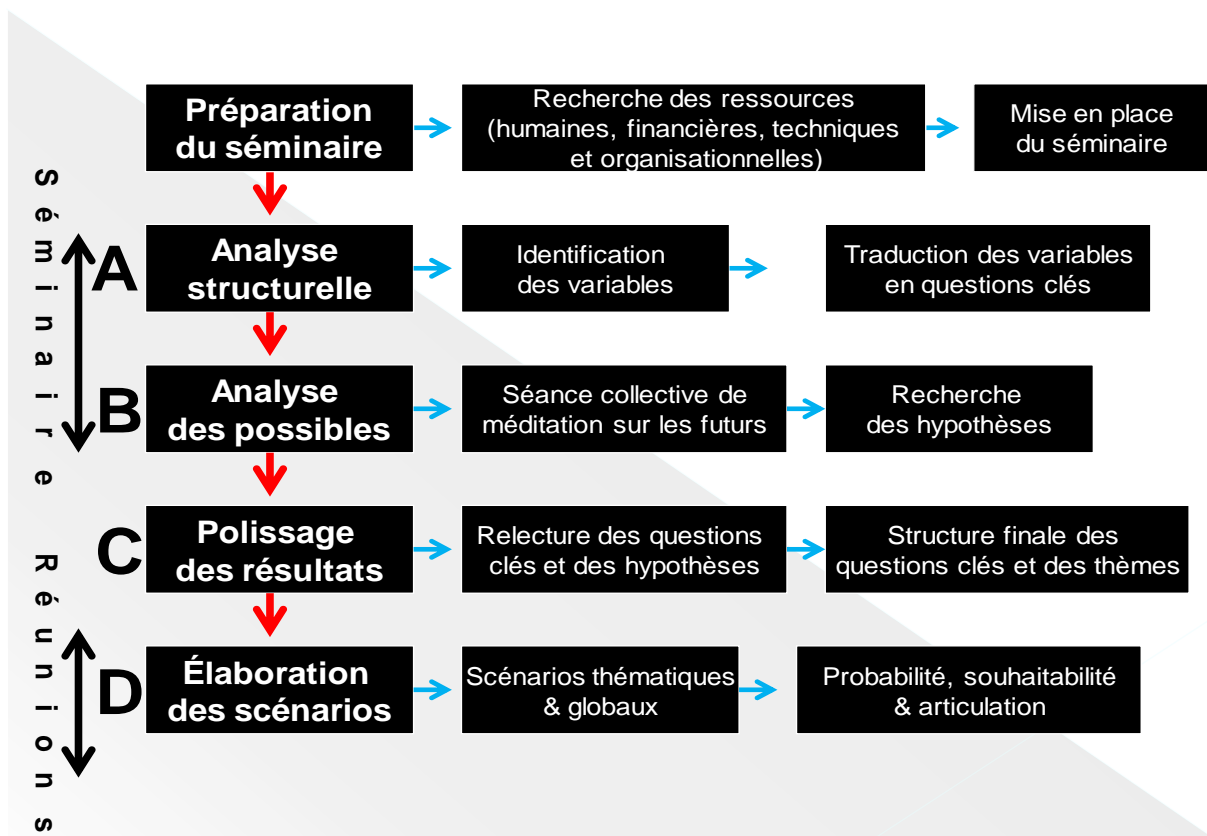


Figure 9 : les différentes étapes de la construction de la prospective d'anticipation du Sud Alsace.

Donner à voir dans l'opacité des futurs possibles et aider chacun à s'en saisir pour les interpréter en fonction de son savoir et de son identité n'est sûrement pas l'opération la plus facile à mettre en place. Ces résultats ont été présentés publiquement pour la première fois devant des acteurs institutionnels le 7 décembre 2017 à la SIM dans le cadre d'une matinale consacrée à la prospective pour les 25 ans de l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne<sup>1038</sup>. L'organisation de cette prospective d'anticipation s'est faite à travers plusieurs sessions de travail entre juin et juillet 2017, demandant la mise en place d'outils, de compétences et de méthodes techniques particulières. L'élaboration des six scénarios a non seulement introduit les problématiques en cours et les enjeux de demain, auxquels les participants seront forcément confrontés, mais elle les a aussi préparés à engager des actions pouvant modifier la trajectoire actuelle, qui converge vers des risques d'effondrement.

<sup>1038</sup> Adrien Biassin, « Le Sud Alsace : quels avenir à 20 ans ? Scenarios pour anticiper les futurs probables » (les matinales de l'Agence d'Urbanisme, 7 décembre 2017, SIM, Mulhouse).

Néanmoins, une première limite provient de l'analyse morphologique, car il y a des risques de restreindre le champ des possibles en oubliant une hypothèse déterminante. Deuxièmement, il est important de ne pas se laisser submerger face au grand nombre de combinaisons possibles offertes par celle-ci. Il faut « naviguer » rigoureusement et méthodologiquement à travers l'espace morphologique. Cette fausse impression de facilité de la méthode n'est pas forcément synonyme d'efficacité, puisqu'il faut à chaque fois épuiser toutes les combinaisons possibles des hypothèses en fonction de leurs pertinences, cohérences, et logiques.

Par ailleurs, les deux indicateurs (chap.5.1.) apportent un regard critique supplémentaire sur cette démarche au regard de la culture historique de la prospective à Mulhouse. Si l'anticipation est réelle dans cette analyse, c'est bien son appropriation par les participants qui marque une évolution par rapport à la prospective exploratoire (chap.5.2). Selon le second indicateur de l'approche typologique de Jean-Philippe Bootz et Régine Monti, cette prospective d'anticipation serait de l'ordre de la « mobilisation » puisqu'elle fait appel à des acteurs locaux et que son impact stratégique est faible. La prospective d'anticipation s'avère plus percutante, plus proche des démarches historiques mulhousiennes, et plus englobante que la prospective exploratoire. Les résultats de cette dernière s'imbriquent d'ailleurs dans ceux de la prospective d'anticipation<sup>1039</sup>. Le schéma ci-dessous reprend les résultats de ces deux types de prospective qui ont été élaborés de manière distincte, indépendante et avec des méthodes différentes. Il permet de rendre compte de toute l'épaisseur du présent et de traduire la complexité pour mieux l'exposer.

Pour la première fois dans cette thèse, nous soulignons des risques d'effondrement dans le Sud Alsace à l'horizon 20 ans, et remarquons l'importance de proposer des stratégies territoriales en Sud Alsace pour y faire face. L'idée est d'apporter une nouvelle pratique de gouvernance selon le sociologue François Ascher pour concevoir des solutions dans une société complexe et incertaine<sup>1040</sup>, corroborant

---

<sup>1039</sup> Une mise en perspective schématique des deux études est reportée dans l'annexe 5.3.12.

<sup>1040</sup> « Et ce sont ces propositions sur les manières de préparer les décisions d'arbitrer, de tenir compte des minorités, d'évaluer les résultats, d'en rendre compte, qui précisément devraient constituer la matière principale des nouveaux programmes électoraux. Jusqu'à présent, les programmes politiques s'efforçaient de proposer surtout des solutions. Dans une société complexe et incertaine, ils devront probablement insister beaucoup plus sur les manières de les élaborer. »

ainsi l'hypothèse de Chloé Vidal sur la nécessité de revoir les pratiques de prospective pour apporter des solutions collectives face à ces enjeux.

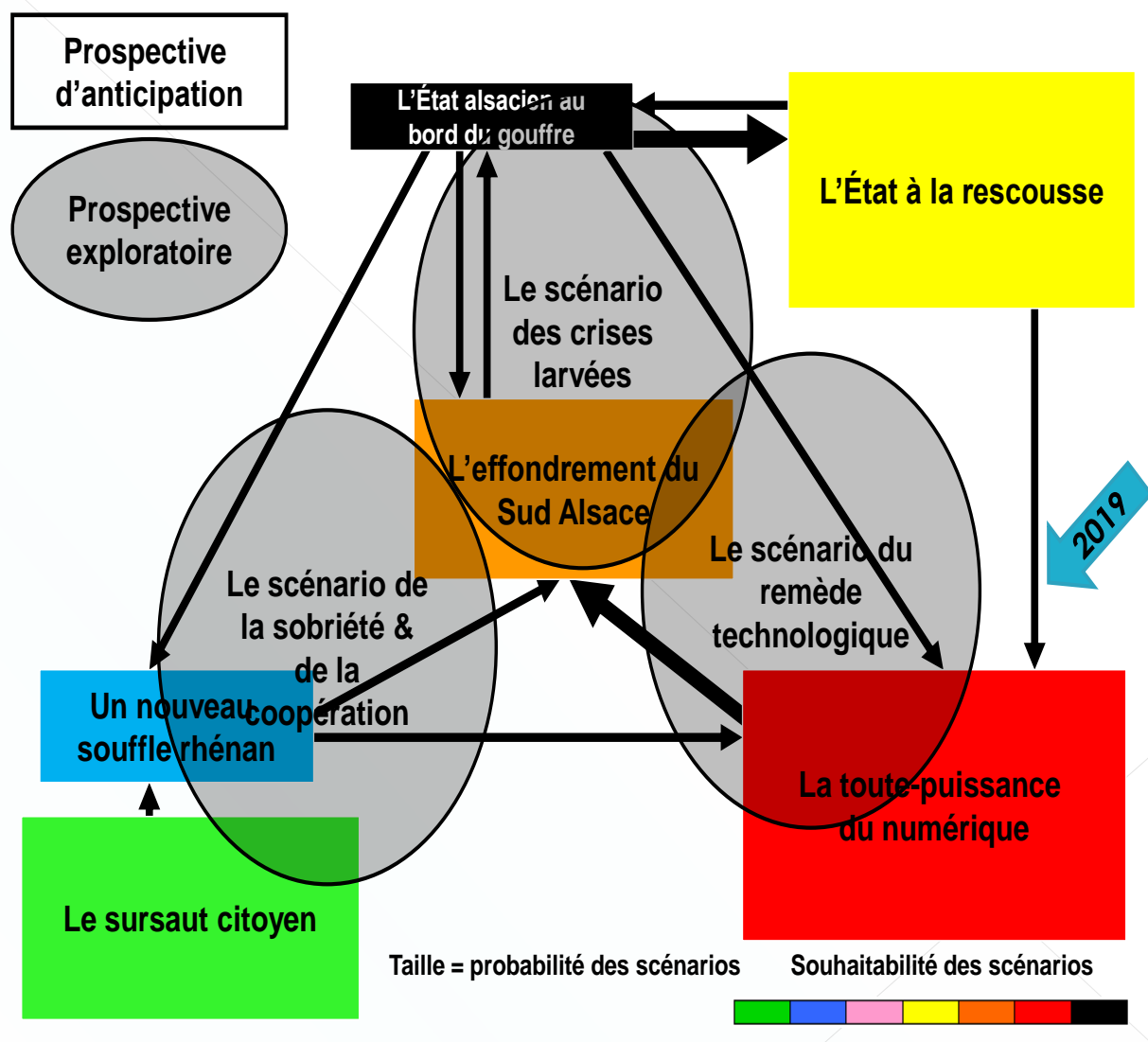


Figure 10 : le champ des possibles en Sud Alsace à l'horizon vingt ans selon les six scénarios de la prospective d'anticipation et les trois de la prospective exploratoire.

François Ascher, *La société hypermoderne, [ou], Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs*, Monde en cours (La Tour d'Aigues: Aube, 2005). p.207.

## Chapitre VI – Un regard empirique de la résilience en Sud Alsace : vers une action publique territoriale ?

Ces résultats interpellent et interrogent : que pouvons-nous faire ? Que devons-nous faire et avec quels acteurs ? Comment s'y prendre et que devons-nous entreprendre en Sud Alsace pour faire face à ces risques systémiques et à cette possibilité d'effondrement ? Autant de nouvelles questions soulevées par ce regard prospectif, qui ne sont pas sans rappeler les inquiétudes et les incertitudes de l'élite locale à Mulhouse lors de l'aventure de la prospective à la fin des années 1950. Ces questionnements historiques, marqués dans le contexte du progrès et de la grande accélération de l'après-guerre, émergent une nouvelle fois dans le Sud Alsace pour répondre à d'autres problématiques, non plus seulement économiques, industrielles et d'aménagement du territoire, mais aussi de risques systémiques, imprédictibles, incertains et kaléidoscopiques. Si la prospective est un dispositif efficace de gouvernance pour mettre en place des projets d'avenir à Mulhouse, il convient alors de s'appuyer sur celle-ci (hypothèse de Chloé Vidal) pour apporter de nouvelles réponses face à ces enjeux.

Le concept flou de la résilience, avec ses limites et ses risques, est une piste à explorer pour répondre à ces enjeux. Après avoir défini et critiqué ce concept, nous démontrerons que l'approche empirique de la résilience dans le Sud Alsace est une option envisageable au regard de la mosaïque existante (6.1.).

Se pose alors la question de l'échelle de décision pour mettre en œuvre la résilience : qui doit la mettre en place et à quel niveau ? C'est l'histoire de la prospective à Mulhouse qui oriente le choix : celui des communes. Nous avons mis en place des stratégies pragmatiques à l'échelle communale en nous appuyant une nouvelle fois sur l'histoire de la prospective à Mulhouse et en utilisant encore une fois la démarche participative et méthodologique de l'étude de prospective d'anticipation. Nous faisons alors l'hypothèse que la prospective peut s'envisager comme un dispositif efficace de gouvernance pour mettre en place la résilience du territoire (6.2.).

Mais son application nous fait entrevoir un faisceau de choix et de potentiels révélant ainsi plusieurs frontières, c'est-à-dire une « zone grise », dont la mise en œuvre de la résilience dépend. Une mise en perspective globale est nécessaire pour

apporter des éclairages sur la capacité d'action publique territoriale à « fabriquer » la résilience en fonction des parties prenantes, des stratégies, des scénarios et des objectifs. L'ingénierie prospective apporte un regard empirique aux frontières de l'application de la résilience. Un vaste chantier s'ouvre pour mieux comprendre le rôle de la prospective qui, par un regard résilient, peut se transformer en profondeur pour devenir une action publique territoriale. (6.3).

### 6.1 Une approche empirique de la résilience en Sud Alsace

La résilience, concept transdisciplinaire<sup>1041</sup>, qualifie les systèmes physiques, biologiques, mais aussi sociaux d'une ville pour prendre en compte les aspects économiques, sociaux, environnementaux et sécuritaires. La résilience « urbaine » utilise ses quatre domaines pour mettre en place des politiques de gestion des risques plus intégrées et donc plus efficaces. Comme le Sud Alsace est en évolution permanente, la résilience n'a pas pour but de résister au changement ni de conserver des structures et fonctionnements existants. Elle est le lien direct avec les évolutions, l'adaptation, et la réorganisation du système. Le scientifique Brian Walker donne une définition similaire d'un système résilient : « La capacité d'un système à absorber un changement perturbant et à se réorganiser en intégrant ce changement, tout en conservant essentiellement la même fonction, la même structure, la même identité et les mêmes capacités de réaction<sup>1042</sup> ». Les géographes Djament-Tran et Reghezza-Zitt montrent que ce concept sert « à décrire un processus, pour acter a posteriori le fait qu'une ville a su se maintenir malgré un choc, et pour désigner une propriété intrinsèque, une capacité qui se manifeste au moment du choc mais qui est déjà présente a priori dans le fonctionnement urbain<sup>1043</sup> ». Il convient donc d'utiliser les caractéristiques du Sud Alsace pour s'appuyer sur celles-ci afin de proposer des pistes de réflexion sur la résilience qui sert avant, pendant, et après un choc, une crise ou une catastrophe. Si la résilience permet un retour à l'état initial du système avec une capacité de transformation,

<sup>1041</sup> André Dauphiné et Damienne Provitolo, « La résilience : un concept pour la gestion des risques », *Annales de géographie* 654, n° 2 (2007) pp.118-120.

<sup>1042</sup> Brian Walker, Holling, et Carpenter, « Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems », 5, *Ecology and Society*, 9, n° 2 (2004).

<sup>1043</sup> Djament-Tran et Reghezza-Zitt, *Résilience urbaines*. Op.cit., p.195.

celui-ci n'en ressort pas forcément en meilleur état ou renforcé comme le veut le principe de l'« antifrabilité<sup>1044</sup> » décrit par le philosophe Nicholas Nassim Taleb.

Or la résilience peut même paraître toxique dans certains cas. Le géographe Samuel Rufat souligne que la forme la plus résiliente de certaines métropoles après des catastrophes majeures est le bidonville, alors que le processus économique le plus résilient est l'économie parallèle, tandis que l'organisation la plus résiliente est la « confiscation du pouvoir par des gangs<sup>1045</sup> ». Dit autrement, « toute la résilience n'est peut-être pas bonne à prendre, dans la mesure où elle n'est pas nécessairement synonyme de réduction des vulnérabilités urbaines<sup>1046</sup> ». Pire encore, Samuel Rufat met en exergue les risques majeurs de la résilience car elle peut potentiellement apparaître comme un instrument d'exercice du pouvoir : « La résilience doit donc d'abord être analysée comme un discours politique qui est facilement instrumentalisé pour imposer des choix qui devraient au moins être publiquement discutés, alors que son usage tend à détourner l'attention de processus politiques et sociaux vers des outils d'économétrie et des solutions techniques<sup>1047</sup> ». Dit autrement, ce concept flou et élastique a été repris par des acteurs aux intérêts contradictoires, de telle manière que ce discours de la résilience est davantage utilisé pour imposer sa vision que pour véritablement ouvrir les discussions. La gestion des risques a souvent été vue par les sciences sociales comme un moyen de justifier une politique sécuritaire ou de « nettoyage », c'est à l'évidence ce qui explique leur méfiance envers ce concept flexible : « Parler de résilience demande a minima d'identifier le système qui subit la crise, d'identifier quelle est la crise, qui l'a nommée ou définie comme telle, quelles en sont les limites spatiales et temporelles, les caractéristiques. Le problème clé de la résilience est de

---

<sup>1044</sup> L'expression « antifrabilité » a été créée par Nassim Taleb pour expliquer le fait que certains systèmes vivants ressortent plus forts des crises, des chocs ou des successions de perturbations. Nassim Nicholas Taleb, *Antifrabilité: les bienfaits du désordre*, 2013.

<sup>1045</sup> Il s'appuie notamment sur les exemples de La Nouvelle Orléans après Katrina, Beyrouth après les bombardements de 2008, Port-au-Prince après le séisme de 2010 ; Samuel Rufat, « Existe-t-il une "mauvaise" résilience? », *HAL Id: hal-00693161*, 8 mai 2012. pp.20-21.

<sup>1046</sup> Géraldine Djament-Tran et Magali Reghezza-Zitt, éd., *Résilience urbaines: les villes face aux catastrophes*. Ibid., p.271.

<sup>1047</sup> Samuel Rufat, « Critique de la résilience pure », *HAL Id: hal-00693162*, 2 mai 2012. p.17.



savoir qui dit la résilience et pourquoi<sup>1048</sup> ». De plus, sa mise en pratique reste actuellement « rarissime<sup>1049</sup> » alors que ce concept est polysémique ce qui rajoute une problématique supplémentaire : cette notion de résilience est largement répandue dans des activités variées comme l'urbanisme, le génie urbain<sup>1050</sup>, la santé publique, le développement, la sécurité alimentaire ou encore l'écologie. Elle est également utilisée chez des professionnels des sciences humaines et sociales : les économistes<sup>1051</sup>, les régulateurs financiers<sup>1052</sup>, les neurologues<sup>1053</sup> et les archéologues<sup>1054</sup>. Paradoxalement, c'est aussi son histoire qui apporte un flou supplémentaire à ce concept. La résilience a connu une croissance exponentielle dans la recherche : étudiée à partir de la Seconde Guerre mondiale, elle a véritablement connu un bond en avant après les années 1990<sup>1055</sup>, passant par exemple de 13 000 articles scientifiques contenant le mot clé « résilience » en 2008 à plus de 28 000 en 2012. Elle est historiquement affiliée à la psychologie dont la figure emblématique est Boris Cyrulnik<sup>1056</sup>. Ensuite, les sciences de l'ingénieur se sont réellement penchées sur la question à partir des années 1960-1970 pour permettre aux matériaux de devenir plus robustes et plus stables sans pour autant faire face à l'imprévisible et à la complexité. Depuis les années 1970, les sciences écologiques ont considéré qu'un écosystème est résilient (concept de résilience

---

<sup>1048</sup> Géraldine Djament-Tran et al., « Ce que la résilience n'est pas, ce qu'on veut lui faire dire », *hal-00679293*, 15 mars 2012. p.23.

<sup>1049</sup> « En attendant de nouveaux développements méthodologiques, la résilience apparaît comme un concept qui contribue à mettre en exergue les problématiques liées à la gestion du risque. Malgré l'attente importante suscitée par le concept, la mise en pratique de la résilience reste actuellement rarissime » Bruno Barroca, Maryline Dinardo, et Irène Mboumoua, « De la vulnérabilité à la résilience : mutation ou bouleversement ? », *EchoGéo*, n° 24 (10 juin 2013), p.12.

<sup>1050</sup> Bruno Barroca, Damien Serre, et Diab Youssef, « Le concept de résilience à l'épreuve du génie urbain », *VertigO*, n° Volume 12 Numéro 2 (12 septembre 2012).

<sup>1051</sup> Bernard Lietaer, Robert Ulanowicz, et Sally Goerner, « Is Our Monetary Structure a Systemic Cause for Financial Instability? Evidence and Remedies from Nature », *Journal of Futures Studies*, 14, n° 3 (avril 2010): pp.89-108.

<sup>1052</sup> Bank for International Settlements, « Basel III: A global regulatory framework for more resilient banks and banking systems » (Basel: Bank for International Settlements, 1 juin 2011). 77 p.

<sup>1053</sup> Adriana Feder, Eric J. Nestler, et Dennis S. Charney, « Psychobiology and Molecular Genetics of Resilience », *Nature Reviews Neuroscience* 10, n° 6 (juin 2009): pp.446-457.

<sup>1054</sup> Charles L. Redman, « Resilience Theory in Archaeology », *American Anthropologist* 107, n° 1 (mars 2005): pp.70-77.

<sup>1055</sup> Frédéric Vanwindekens, « Les pratiques dans la gestion des systèmes socio-écologiques : développements méthodologiques & application à la gestion des prairies en région herbagère belge » (Université catholique de Louvain, 2014). chap 10

<sup>1056</sup> Boris Cyrulnik a montré la capacité psychique de rebondir, car la résilience est « un processus biologique, psychoaffectif, social et culturel qui permet un nouveau développement après un traumatisme psychique », Boris Cyrulnik, *Autobiographie d'un épouvantail* (Paris: Odile Jacob, 2008). p.12.

socio-écologique<sup>1057</sup>) s'il est capable d'absorber les perturbations internes et externes sans franchir des seuils critiques qui pourraient changer radicalement ses fonctions s'il parvenait à le faire. La cindynique, c'est-à-dire l'étude des risques, a énormément travaillé sur la résilience à partir des années 1980. Plus un système reste dans une situation précaire, plus il a de difficulté à s'en remettre. La cindynique permet de voir la résilience sous le format d'une gestion des crises par les forces intérieures et par l'incapacité à faire face aux crises extérieures. Enfin, depuis les années 2000, la fusion entre les recherches en psychologie, en ingénierie, en écologie et en gestion des risques a permis de faire émerger la résilience locale : elle est par nature un domaine transdisciplinaire. Comme un mot passe-partout, elle est devenue victime de son succès au contour flou et indéfini « au point que la résilience se résume trop souvent à la promesse d'un horizon radieux<sup>1058</sup> ».

Cependant, ce qui attire toutes ces disciplines vers la résilience est sa capacité à cumuler plusieurs avantages significatifs. Elle permet de se remettre des chocs ou perturbations, de redonner espoir en l'avenir, et de mettre en œuvre de nouvelles actions face à la vulnérabilité existante. Si la résilience donne davantage de responsabilités aux échelons locaux et individuels, elle peut conduire à une « stigmatisation de ceux qui échouent à se reconstruire ou à s'adapter<sup>1059</sup> » pouvant provoquer des risques éthiques et politiques. L'État n'est plus le seul acteur responsable, car avec la « résilience, la « charge » des risques et des menaces ne peut être uniquement portée par les autorités publiques. Cette « prise en charge » tend désormais à devenir la « responsabilité » de l'ensemble de la société qui, dans ses diverses structures, est invitée à faire preuve de résilience<sup>1060</sup> ». Cette diffusion

---

<sup>1057</sup> Fikret Berkes et Carl Folke, éd., *Linking Social and Ecological Systems: Management Practices and Social Mechanisms for Building Resilience*, Transferred to digital printing (Cambridge: Cambridge Univ. Press, 2002).

<sup>1058</sup> Djament-Tran et Reghezza-Zitt, *Résilience urbaines*. Op.cit., p.195.

<sup>1059</sup> « Loin de relancer la prévention collective des risques au niveau international ou national que suppose la mise en exergue des vulnérabilités, la résilience plaide pour une responsabilisation des échelons locaux et individuels, qui peut conduire parfois à une stigmatisation de ceux qui échouent à se reconstruire ou à s'adapter » Béatrice Quenault, « Retour critique sur la mobilisation du concept de résilience en lien avec l'adaptation des systèmes urbains au changement climatique », *EchoGéo*, n° 24 (10 juin 2013), p.16.

<sup>1060</sup> « Dès qu'il est question de résilience, la « charge » des risques et des menaces ne peut être uniquement portée par les autorités publiques, l'État. Cette « prise en charge » tend désormais à devenir la « responsabilité » de l'ensemble de la société qui, dans ses diverses structures, est invitée à faire preuve de résilience. Si les administrations centrales, les organismes publics intervenant au plan national doivent être résilients, c'est également le cas des collectivités locales (notamment des métropoles et des grands ensembles urbains), des structures propres à la société civile, qu'il s'agisse

inclut désormais les collectivités territoriales, la société civile, les entreprises, les associations et d'une manière générale les citoyens, mais la résilience accorde trois opportunités loin d'être négligeable pour un territoire. Premièrement, le point de vue heuristique de la résilience permet de penser à la polytemporalité du territoire avant et après la crise en combinant le temps cyclique et linéaire. Elle donne également l'avantage de conjuguer les échelles temporelles et spatiales tout en comparant les discours et les réactions de la société face aux catastrophes. Il aurait été possible d'en faire son histoire dans le Sud Alsace. Deuxièmement, d'un point de vue opérationnel la résilience ouvre le champ des possibles en donnant l'espoir que de nouvelles solutions peuvent émerger malgré des situations bloquées ou des processus qui perdurent. Troisièmement, d'un point de vue politique, la résilience permet de dépasser la logique du « risque zéro » dans les discours en ouvrant à de nouvelles pratiques et représentations par la reformulation des analyses ou d'idées anciennes qui ont été marginalisées ou mises en retrait<sup>1061</sup>. À cet égard, la résilience offre une opportunité pour revenir à la tradition du développement durable développée à Mulhouse lors du rebond de la prospective dans les années 1990 (chap 3.3), d'autant plus que « l'amélioration de la résilience pourrait être le moyen de rétablir l'équilibre entre les trois piliers du développement durable lorsque des perturbations remettent en question le fonctionnement social, économique ou environnemental du système urbain qui doit alors s'adapter<sup>1062</sup> ». Pablo Servigne reprend ainsi les propos de Denis Meadows : « si vous demandez à des gens comment rendre quelque chose durable, cela donne lieu à une discussion éminemment ambiguë. En revanche si vous demandez comment rendre quelque chose résilient, chacun peut d'emblée discuter d'actions précises<sup>1063</sup> ».

La résilience, par sa vision systémique et par son articulation des compétences de tous les acteurs du territoire, peut prolonger la démarche de prospective de cette thèse (chap 5.), et peut renouer de manière pragmatique avec l'idée du

---

des entreprises (notamment les plus grandes d'entre elles en charge de réseaux et d'activités vitaux), des associations, des organismes de diverses natures et, de façon plus large encore, de l'ensemble des « citoyens » », Claude Gilbert, « De l'affrontement Des Risques à La Résilience. Une Approche Politique de La Prévention », *Communication & Langages* 2013, n° 176 (juin 2013): p.14.

<sup>1061</sup> Djament-Tran et al., « Ce que la résilience n'est pas, ce qu'on veut lui faire dire ». Op.cit., p.25.

<sup>1062</sup> Marie Toubin et al., « La Résilience urbaine: un nouveau concept opérationnel vecteur de durabilité urbaine ? », *Développement durable et territoires*, n° Vol. 3, n° 1 (13 juin 2012) p.13.

<sup>1063</sup> Pablo Servigne, « Imaginer l'avenir des villes » (Liège: Barricade culture d'alternatives, 2017). p.36.

développement durable élaboré lors du rebond de la prospective à Mulhouse (chap 3.3.). Face aux risques systémiques du Sud Alsace, la résilience peut même devenir une véritable opportunité stratégique. Denis Meadows alertait déjà sur la nécessité de se « préparer dès maintenant à construire dans l'urgence de petits systèmes résilients<sup>1064</sup> » tandis que le scientifique Emmanuel Prados, chercheur à l'INRIA Grenoble, a rappelé lors d'une conférence en février 2017 à Grenoble que la résilience vise à « minimiser la violence des chocs et à ne pas descendre trop bas dans les stades d'effondrement<sup>1065</sup> ». Mais la stratégie de résilience qui peut s'appliquer en Sud Alsace, à l'échelle territoriale, doit s'appuyer sur ses propres particularités pour être efficacement mise en place. Par exemple, le système alimentaire du Sud Alsace, qui dépend très fortement des importations, pourrait devenir plus résilient en ayant une production locale, diversifiée, décentralisée, cyclique et transparente. Cela pourrait aussi permettre au territoire de relancer une cohésion sociale articulée autour de projets locaux. Cela n'est pas une utopie car les crises financières et économiques de 2008 ont provoqué des réactions de ce genre en Grèce, Portugal et Espagne<sup>1066</sup>. D'ailleurs, lors d'une présentation le 27 février 2019 pour une soirée de réflexion à Mulhouse, l'économiste Gérald Cohen invitait à retrouver une autonomie énergétique, agricole et mobile à l'échelle du bassin de vie et de la ville, car « c'est le seul système qui nous protégera des fluctuations des marchés et des agissements des financiers à l'échelle mondiale...<sup>1067</sup> ». Gérald Cohen souligne à juste titre les risques systémiques alimentaires et énergétiques du Sud Alsace face au bon vouloir de celui qui va « s'amuser à faire s'évaporer des milliards ou de celui qui va retirer ses porte-avions du Golfe » : « nous n'avons pas d'autonomie aujourd'hui dans le secteur agricole. La ressource alimentaire de notre bassin de vie de 275 000 habitants dépend du bon vouloir des grands distributeurs et de leur capacité à faire venir des produits du monde entier avec des coûts de

---

<sup>1064</sup> Agnès Sinäi, éd., *Penser la décroissance: politiques de l'anthropocène*, Collection Nouveaux débats 31 (Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013). Chapitre « Il est trop tard pour le développement durable » de Denis Meadows

<sup>1065</sup> Emmanuel Prados, « Comprendre les phénomènes d'effondrement de sociétés. Quel avenir pour la nôtre ? » (9 février 2017).

<sup>1066</sup> Alice Canabate, « La cohésion sociale en temps de récession prolongée: initiatives alternatives et formes des résistances » (Groupe des Verts/ALE au Parlement Européen, février 2014).

<sup>1067</sup> Présentation de Gérald Cohen, Mulhouse j'y crois, « (Im)pertinences », Compte-rendu d'une soirée de réflexion « Mulhouse j'y crois » à libre disposition de tous ceux qui veulent faire rayonner Mulhouse (L'Entrepôt à Mulhouse: Mulhouse j'y crois, 27 février 2019). p.23.

transports hallucinants et issus de productions peu respectueuses de la planète<sup>1068</sup> », et il ajoute : « aujourd’hui nous n’avons aucune maîtrise du coût de nos énergies. Si les États-Unis décident de multiplier par 3,4 ou 10 le tarif du pétrole, on ne peut que subir...<sup>1069</sup> ». La résilience d’une ville ne s’applique pas seulement à ces domaines stratégiques mais touche à une immense variété de domaines comme le montre le tableau ci-dessous développé par le chercheur Rob Hopkins<sup>1070</sup>, figure emblématique du mouvement des villes en transition.

<b>Ne contribue pas à la résilience</b>	<b>Contribue à la résilience</b>
Recyclage centralisé	Compostage local
Plantation d’arbres décoratifs	Plantation d’arbres productifs
Approvisionnement international en aliments biologiques	Procédures d’achat local exigeant de la production locale qui encourage les industries émergentes et nouvelles
Importation de matériaux de construction « verts »	Spécification de matériaux de constructions locaux (maïs, chanvre, etc.)
Bâtiments à faible consommation d’énergie	Maison passive
Transactions de crédits carbone	Méthodes d’investissement communautaire local
Investissement éthique	Monnaies locales
Achat de musique chorale sur CD	Chanter dans un chœur local
Sports aériens	Jouer au football
Consommation	Réciprocité

Tableau 7 : les pratiques considérées comme résiliente par Rob Hopkins<sup>1071</sup>.

<sup>1068</sup> Présentation de Gérald Cohen, Mulhouse j’y crois, « (Im)pertinences », Ibid., p.23.

<sup>1069</sup> Présentation de Gérald Cohen, Mulhouse j’y crois, « (Im)pertinences », Ibid., p.24.

<sup>1070</sup> Initiateur en 2005 du mouvement international des villes en transition, Rob Hopkins enseigne la permaculture et continue d’animer ce mouvement. Il a d’ailleurs été invité à Ungersheim à plusieurs reprises. En 2009, il a été nommé Ashoka fellow, titre prestigieux pour souligner sa contribution au changement social.

<sup>1071</sup> Rob Hopkins, *Manuel de transition: de la dépendance au pétrole à la résilience locale* (Montréal: Écosociété, 2010). p.68.

Malgré les limites de la notion de résilience, ce concept permet néanmoins de créer un nouvel horizon d'après l'institut Momentum: « ni business as usual, ni fin du monde, juste un monde à inventer, ensemble, ici et maintenant <sup>1072</sup>». Ce concept peut s'appliquer sur tous les territoires en fonction de leurs caractéristiques, mais un territoire résilient a pour avantage de savoir gérer l'imprévu en absorbant au mieux les chocs et les changements face à ses propres vulnérabilités. Il n'y a pas de résilience s'il n'y a pas de vulnérabilité. La démarche transdisciplinaire de la résilience permet d'éviter les écueils des pensées cloisonnées en développant sur le terrain des qualités de robustesse, d'adaptabilité, de récupération, d'auto-organisation, de transformation, et de persistance<sup>1073</sup>. Plus ces qualités sont présentes, plus le système est considéré comme résilient. Elle se nourrit de tous ces attributs, même si certains éléments sont à la fois complémentaires (pour être persistant, il faut récupérer) et antagonistes (être trop robuste, c'est empêcher la transformation).

Si le monde change, il reste au fil du temps des invariants et des similitudes dans la nature même des problèmes auxquels le Sud Alsace est confronté. Il s'agit d'enrichir la connaissance du territoire pour mieux vivre avec les risques « connus et acceptés » à partir desquels les acteurs locaux pourront répondre aux crises de façon autonome pour en minimiser les conséquences. Les altérations économiques successives à Mulhouse ont mis à mal sa propre résilience puisqu'elle n'a pas économiquement retrouvé un état similaire à celui d'avant les crises. Les événements historiques ont rompu très nettement un système qui paraissait, a priori, robuste, adapté, réactif, transformable et persistant comme c'était encore le cas lors de l'époque glorieuse de l'industrie dans la Cité du Bollwerk. Pour autant, harmoniser la résilience sur une échelle temporelle et spatiale ne signifie pas l'évaluer ou la contrôler. Cette logique cartésienne, peut être non seulement très

---

<sup>1072</sup> Agnès Sinaï et al., *Petit traité de résilience locale*, Charles Léopold Mayer (Paris, 2015). p.18.

<sup>1073</sup> L'institut Momentum reprend six symboles bio-inspirés pour mieux présenter ces qualités de résilience. La robustesse et la souplesse est caractérisée par la toile d'araignée qui est robuste, mais pas solide, souple, mais pas fragile. Ensuite, le caméléon est l'exemple de l'adaptabilité puisqu'il fait face à une grande diversité de situations très exigeantes. Le roseau est la capacité de récupération qui plie sans jamais casser face à la force du vent. Puis, la mise en place d'une auto-organisation de la colonie de fourmis met en exergue l'intelligence collective sans l'aide de chef pour résoudre des problèmes complexes. La capacité de transformation de la chenille qui abandonne un environnement familier (le cocon) pour se lancer dans une nouvelle aventure (le papillon). Et enfin, la persistance du coelacanth, poisson vivant sur Terre depuis plus de 400 millions d'années. Il représente à lui seul le symbole de la soutenabilité. Sinaï et al. Ibid., pp.22-25.



couteuse à mettre en place, comme ça l'est souvent, mais elle peut surtout se montrer contre-productive<sup>1074</sup>. En effet, l'évaluer ou la contrôler reviendrait à créer des grilles d'évaluation, et donc à mettre « les choses dans des cases » réduisant ainsi l'impact de la résilience. La résilience est une pratique plus subtile et ne devrait pas faire l'objet d'une évaluation cartésienne, où la division, l'analyse et le contrôle prennent le dessus. Elle est au contraire une manière de penser le territoire (« resilience thinking <sup>1075</sup>») portée par une dimension systémique et complexe pour relier ses concepts<sup>1076</sup> tout en s'appuyant concrètement sur les acteurs du territoire. Au regard des risques systémiques et des risques d'effondrement du Sud Alsace, la construction<sup>1077</sup> de stratégies de résilience semble correspondre aux enjeux locaux pour répondre aux problématiques de crises<sup>1078</sup>. En reprenant l'expression de préactivité et proactivité de Hasan Ozbekhan, dont la réunion est d'après Michel Godet<sup>1079</sup> « l'exacte définition du contenu de la prospective<sup>1080</sup> », il convient de proposer des stratégies de résilience afin de ne pas agir dans l'urgence, ce qui est souvent le fruit d'un manque d'anticipation. Par ailleurs, des ressources diverses et variées seraient alors épuisées pour les régler, limitant par la suite la probabilité de mener à terme d'autres projets. Élaborer des stratégies demande au préalable de faire des choix stratégiques et psychologiques : qu'est ce que le Sud Alsace peut faire ? Puis, que va-t-il faire ?

D'une part, l'histoire de la prospective sur ce territoire a montré comment les acteurs locaux ont mis en place un dispositif de gouvernance efficace grâce à la prospective

---

<sup>1074</sup> « Deuxièmement, il n'est selon nous pas possible de créer des indices de résilience opérationnels pour tenter de gouverner un système complexe dans cette période de bouleversement et d'incertitude qu'est l'Anthropocène. La création de tels indices serait l'aveu d'un renoncement à considérer nos sociétés comme des systèmes complexes, ce que nous considérons comme risqué et contre-productif. » Hugo Carton, Raphaël Stevens, et Pablo Servigne, « Faut-il sauver le concept de résilience ? », Séminaire (Paris: Institut Momentum, 20 septembre 2013). p.6.

<sup>1075</sup> B. H. Walker et David Salt, *Resilience thinking: sustaining ecosystems and people in a changing world* (Washington, DC: Island Press, 2006).

<sup>1076</sup> Brian Walker et Lance Gunderson, « A handful of heuristics and some propositions for understanding resilience in social-ecological systems », *Ecology and Society*, 11, n° 1 (2006).

<sup>1077</sup> Voir B. H. Walker et David Salt, *Resilience practice: building capacity to absorb disturbance and maintain function* (Washington: Island Press, 2012). 248 p.

<sup>1078</sup> W. N. Adger, « Social-Ecological Resilience to Coastal Disasters », *Science* 309, n° 5737 (12 août 2005): pp.1036-1039.

<sup>1079</sup> Michel Godet estime que face à l'avenir, les hommes ont le choix entre quatre attitudes : soit ils acceptent le changement sans l'affronter, soit ils agissent dans l'urgence, soit ils se préparent aux changements ou bien ils provoquent ceux souhaités. Michel Godet, « De la rigueur pour une indiscipline intellectuelle », *Les docs d'Aleph*, 21 janvier 2004. p.6.

<sup>1080</sup> Michel Godet, « De la rigueur pour une indiscipline intellectuelle », *Ibid.*, p.6.

en période de crise pour créer des projets d'avenir. Il convient d'apporter collectivement des réponses en utilisant des méthodes aussi rigoureuses que possible pour que les stratégies de résilience ne soient pas tout simplement rejetées, car considérées comme partisans ou arbitraires. De plus, il faut veiller au consensus car les stratégies de résilience sont rarement consensuelles, et doivent au contraire être suffisamment courageuses pour repenser notre compréhension du risque, de la crise, et de la catastrophe en intégrant l'incertitude et les déroulements possibles des scénarios de prospective (chap 5.2 et chap 5.3), qui peuvent se réaliser en même temps. Si l'anticipation éclaire l'action, la prospective menée dans cette thèse permet aussi d'apporter des réflexions sur l'élaboration des stratégies de résilience possibles dans le Sud Alsace avec des méthodes particulières et une participation citoyenne (voir chap 6.2).

D'autre part, l'aspect psychologique des risques systémiques et d'effondrement en Sud Alsace est également à prendre en compte puisqu'elle représente à elle seule l'une des principales barrières. Si le diagnostic systémique du Sud Alsace peut être complété par d'autres approches, ou si les conclusions des démarches de prospective s'avèrent inexactes malgré des méthodes rigoureuses, la part d'incertitude existe toujours, mais le raisonnement resterait tout de même le même<sup>1081</sup>, ce qui peut provoquer diverses réactions psychologiques rencontrées sur le terrain. Cette partie est souvent un angle mort des études de résilience, mais la confrontation avec le terrain a permis de repérer un large éventail de réactions naturelles loin d'être neutre<sup>1082</sup>, ainsi que plusieurs types de barrières psychologiques. Il convient de les aborder rapidement car elles peuvent faire l'objet

---

<sup>1081</sup> Le raisonnement des risques systémiques peut évoluer à la marge mais sa cohérence interne est forte. Comme l'a précisé Gerald Cohen, si la finance internationale devenait raisonnable, cela changerait-il les fréquences de plus en plus récurrentes des tempêtes, ouragans, sécheresses ? Cela changerait-il les pics du prix des matières premières et la fin des énergies fossiles abondantes et facilement accessibles ? Cela changerait-il l'extinction massive des espèces et la destruction de la biodiversité sur Terre ? Et si une nouvelle forme d'énergie émergeait, cela résoudrait-il pour autant les conflits géopolitiques liés aux sécheresses, à la raréfaction de l'eau potable, à la perturbation des chaînes alimentaires ? Cela réglerait-il l'afflux croissant des réfugiés climatiques qui vont se compter par plusieurs centaines de millions dans les prochaines années ? Et si la démographie mondiale se régule, cela changerait-il la ségrégation fiscale, économique, religieuse, ethnique, spatiale du Sud Alsace ?

<sup>1082</sup> Les réactions ont été nombreuses : l'indignation, le rejet, le dégoût, l'acceptation, le déni, le refus, la colère, l'incompréhension, la confirmation, la peur, le choc, le désespoir, la fuite ou le détachement. Ces remarques sont récurrentes : « je ne veux pas devenir ni neurasthénique ni dépressif », « je ne veux pas y penser à cause de mes enfants », « je vais rester dans mon coin pour profiter de la vie ».

d'étude ultérieure pour l'évolution de leurs perceptions dans le Sud Alsace<sup>1083</sup>. Premièrement, l'Homme n'est pas équipé pour se représenter les dangers systémiques et les menaces à long terme d'après le scientifique Sébastien Bohler<sup>1084</sup>, alors qu'il performe au contraire pour faire face aux dangers immédiats, visibles et concrets<sup>1085</sup>. C'est ce qui lui a permis de survivre jusqu'à aujourd'hui<sup>1086</sup>. Le professeur de psychologie de l'Université d'Harvard, Daniel Gilbert, ironise justement sur la situation en expliquant que « de nombreux écologistes disent que le changement climatique est trop rapide. En fait, il est trop lent. Il n'arrive pas assez vite pour obtenir notre attention<sup>1087</sup> ». Le philosophe Clive Hamilton montre que « nous ressentons de la peur dans des contextes que nous savons (aujourd'hui) sans danger, comme lorsque nous voyons une tarentule dans une boîte en verre ou que nous grimpons sur la terrasse d'un gratte-ciel, alors que nous n'éprouvons aucune peur en présence d'objets réellement dangereux comme des armes à feu ou des voitures<sup>1088</sup> ». Le président de la République française, Jacques Chirac, a prononcé une célèbre phrase allant dans ce sens lors du discours d'ouverture qu'il fit devant l'assemblée plénière du IV<sup>e</sup> Sommet de la terre en septembre 2002 à Johannesburg : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs<sup>1089</sup> ». Une deuxième barrière psychologique observée sur le terrain est constituée par les mythes et les représentations faites à partir de la culture locale qui ne manquent pas de croyances anciennes<sup>1090</sup>. Il est difficilement possible de les remettre en cause<sup>1091</sup>. Le déni<sup>1092</sup>

---

<sup>1083</sup> Clive Hamilton, professeur d'éthique publique, traite en grande partie de ces problématiques dans son ouvrage. Clive Hamilton, Jacques Treiner, et Françoise Gicquel, *Requiem pour l'espèce humaine faire face à la réalité du changement climatique* (Paris: Presses de Sciences Po, 2013). 265 p.

<sup>1084</sup> Sébastien Bohler, *Le bug humain: pourquoi notre cerveau nous pousse à détruire la planète et comment l'en empêcher* (S.l.: R. Laffont, 2019). 270 p.

<sup>1085</sup> Jane Robbins, « Too Smart for Our Own Good: The Ecological Predicament of Mankind - By Craig Dilworth: Reviews », *Area* 43, n° 3 (septembre 2011): p.374.

<sup>1086</sup> Pascal Picq, « Homo : le seul singe migrateur », in *Archéologie des migrations*, par Dominique Garcia et Hervé Le Bras (dir) (La Découverte, 2017), pp.39-64.

<sup>1087</sup> Daniel Gilbert, « Your brain on climate change: why the threat produces apathy, not action », 10 novembre 2004, *Guardian sustainable business édition*.

<sup>1088</sup> Hamilton, Treiner, et Gicquel, *Requiem pour l'espèce humaine faire face à la réalité du changement climatique*. Ibid., p.139.

<sup>1089</sup> Cette phrase a été écrite pour le président Chirac par Jean-Paul Deléage, physicien et géopolitologue français « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer, et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La Terre et l'humanité sont en péril, et nous en sommes tous responsables. »

<sup>1090</sup> Michel Feltin-Palas, « L'Alsace, terre de mythes et légendes », 24 juillet 2015, L'Express édition, sect. Evasion.

est le troisième frein psychologique très régulièrement rencontré dans le Sud Alsace car « nous tenons la catastrophe pour impossible dans le même temps où les données dont nous disposons nous la font tenir pour vraisemblable et même certain ou quasi certaine. [...] Ce n'est pas l'incertitude, scientifique ou non, qui est l'obstacle, c'est l'impossibilité de croire que le pire va arriver <sup>1093</sup> ». Enfin, la dernière barrière est le rejet systématique des arguments ou des raisonnements par l'approche personnelle ou le dénigrement des arguments scientifiques : « Mais tu es trop pessimiste », « mais tu exagères », « mais tu n'as pas un autre scénario moins pessimiste pour le Sud Alsace ? ». Toutes ces barrières psychologiques rencontrées pendant notre travail montrent encore une fois la difficile acceptation des risques systémiques et d'effondrement du Sud Alsace <sup>1094</sup>, et permettent de mettre en exergue six « types » de profils <sup>1095</sup>. Pablo Servigne, Raphaël Stevens et Gauthier

---

<sup>1091</sup> A ce titre, Denis Meadows interroge le mythe de la croissance illimitée dans un monde limité : « si vous croyez que le marché est conduit par la "main invisible", si vous pensez que la technologie a la capacité magique de résoudre tous les problèmes de pénurie physique ou si vous imaginez une présence divine va descendre sur terre pour nous sauver tous de notre folie, vous demeurez totalement indifférents à la question des limites physiques ». Sinai, *Penser la décroissance*. Conclusion de Denis Meadows.

<sup>1092</sup> Le déni est une dissonance cognitive car l'Homme veut tout simplement confirmer ses impressions plutôt que de s'ouvrir à de nouvelles perspectives, tandis qu'il veut aussi rester dans sa zone de confort sans jamais souffrir de chocs. C'est ce qu'explique l'ancien trader et philosophe Nassim Nicholas Taleb : sans jamais subir de chocs, on devient fragile donc vulnérable. Le déni serait selon lui une mauvaise manière d'aborder le choc puisqu'on ne se renforce pas. Il appelle cette caractéristique l'antifragilité.

<sup>1093</sup> Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*. op. cit., p.142. Cette limite psychologique peut aussi être utilisée par des institutionnels puissants du monde industriel qui financent allègrement des Think Tank pour distiller le doute. Par exemple, une loi a été votée dans l'État de Caroline du Nord aux États-Unis pour interdire de parler publiquement de la hausse du niveau des mers. C'est en effet l'État le plus exposé à ce risque. Il devient difficile de lutter contre le déni psychologique et contre un appareil industriel fabricant un « climat » d'incertitude. Naomi Oreskes, Erik M Conway, et Jacques Treiner, *Les marchands de doute: ou comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique* (Paris: Éd. le Pommier, 2012). p.26.

<sup>1094</sup> Pour autant, devrions-nous respecter une limite de catastrophisme dans le discours ? Devrions-nous mentir et arranger la situation ? Le résultat de l'anthropocène est-il dû à une approche trop « catastrophiste » ou au contraire à un discours trop arrangeant car « toute vérité n'est pas bonne à dire » ? Pierre-Augustin de Beaumarchais, *Le mariage de Figaro*, Acte IV, scène I « Toute vérité n'est pas bonne à dire, toute vérité n'est pas bonne à croire ».

<sup>1095</sup> Ces profils sont volontairement caricaturés pour exprimer les tendances. D'ailleurs, il est possible de passer d'un type de profil à un autre. 1/ Il y a les personnes qui se mettent en colère, demandant carrément la destruction immédiate de la planète, car « on le mérite ». 2/ Il y a ceux qui veulent absolument profiter de ce qu'ils possèdent afin de jouir au mieux des différents plaisirs de la vie, quitte à surconsommer pour en profiter encore plus. Ils pensent en général que « la technologie va régler nos problèmes ». Ces deux profils sont souvent représentés par des urbains de la classe moyenne ou CSP + de plus quarante ans travaillant dans le secteur tertiaire ou en Suisse. 3/ Il y a les « Mad Max » se préparant de manière militaire à l'effondrement par des systèmes de survie situés généralement sur le territoire des Vosges ou du Sundgau. 4/ Il y a les « transitionneurs » dont

Chapelle soulignent l'importance de passer par le deuil pour enclencher une métamorphose<sup>1096</sup>. Les racines de ces réactions sont sûrement liées à un déficit de spiritualité comme le souligne Dominique Bourg : « La crise écologique dans laquelle nous nous abîmons est d'essence spirituelle<sup>1097</sup> ». Face à ces barrières psychologiques et ces profils rencontrés, il n'est pas envisageable de blâmer cette attitude naturelle de protection psychologique d'autant plus que les obstacles<sup>1098</sup> politiques, institutionnels et juridique à une action à la hauteur des enjeux sont fréquents et que le manque d'alternatives concrètes peut clairement tourmenter l'individu et provoquer un sentiment d'impuissance qui, lui, est cancérigène<sup>1099</sup>. Et en même temps, si le refus est certes une option gagnante à court terme sur le plan personnel, elle s'avère au contraire « perverse » au long terme<sup>1100</sup>. Le deuil est même une option envisagée pour aller de l'avant d'après les travaux de la psychologue Élisabeth Kübler-Ross<sup>1101</sup> afin de donner un sens à la vie<sup>1102</sup>. Il peut s'effectuer individuellement ou collectivement en partageant les émotions. Mais la culture alsacienne se prête assez mal à ce type d'exercice collectif car le partage des émotions en public est peu pratiqué pour des raisons, a priori, culturelles et historiques. Il est également nécessaire de passer par plusieurs étapes de

---

certaines sont des membres de l'association Sud Alsace Transition. Celle-ci œuvre pour une ouverture et une inclusion à l'échelle locale autour de projets collectifs et de réseaux d'entraides et d'initiatives solidaires. La moyenne d'âge est plus élevée que les autres profils et la majorité est plus masculine. Ils ont un niveau de formation supérieur à la moyenne du Sud Alsace mais ils ont tous la particularité d'être instruits et font preuve de savoir-vivre et d'une certaine maturité dans l'analyse systémique du Sud Alsace et du monde. Paradoxalement, il y a un grand nombre d'entrepreneurs du secteur tertiaire. 5/ Les « à quoi bon ? » sont les profils fatalistes qui ont la particularité de basculer rapidement dans l'un des autres profils. 6/ Le dernier profil est celui des experts des risques systémiques, appelés « collapsologues » et ils ne sont pas très nombreux en Sud Alsace.

<sup>1096</sup> Pablo Servigne et al., *Une autre fin du monde est possible: vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)*, Anthropocène (Paris: Éditions du Seuil, 2018). pp.82-87.

<sup>1097</sup> Dominique Bourg « Technologie, environnement et spiritualité » in Dominique Bourg, Philippe Roch (dir), et Université de Lausanne, éd., *Crise écologique, crise des valeurs: défis pour l'anthropologie et la spiritualité* (Genève: Labor et Fides, 2010). p.25.

<sup>1098</sup> Dominique Bourg, « Chapitre 2. Climat, obstacles à l'action et responsabilités », *Journal international de bioéthique et d'éthique des sciences* 30, n° 2 (2019): pp.41-52.

<sup>1099</sup> Voir David Servan-Schreiber et Sylvie Dessert, *Anticancer: les gestes quotidiens pour la santé du corps et de l'esprit* (Paris: Pocket, 2011). 441 p.

<sup>1100</sup> Hamilton, Treiner, et Gicquel, *Requiem pour l'espèce humaine faire face à la réalité du changement climatique*. op.cit., p.11.

<sup>1101</sup> Ses travaux montrent que le cycle d'acceptation psychologique d'une personne peut s'articuler en 5 points : le déni, la colère, le marchandage, la dépression et l'acceptation. Elisabeth Kübler-Ross et David Kessler, *On Grief and Grieving: Finding the Meaning of Grief through the Five Stages of Loss* (New York: Scribner, 2012). 256 p.

<sup>1102</sup> Hamilton, Treiner, et Gicquel, *Requiem pour l'espèce humaine faire face à la réalité du changement climatique*. op.cit., p.7.



changement désagréables comme le désespoir, la colère ou la peur<sup>1103</sup>. Carlo Diclemente, professeur de psychologie, a théorisé à partir des années 1980 le cycle des changements. Prendre du recul et conscientiser le processus en cours<sup>1104</sup>, en ayant une vision à long terme par rapport aux générations passées, présentes et futures<sup>1105</sup> semblent être une clé de réussite pour engager le changement. D'ailleurs, cette attitude est une caractéristique de l'élite locale lors de l'aventure de la prospective à Mulhouse pour mettre en place des projets d'avenir (voir chap 1.1 et 1.2). Le neuropsychiatre français, Boris Cyrulnik, expliquait lors d'une conférence donnée à Mulhouse au Parc des expositions, dans le cadre des 10 ans du « Programme de réussite éducative » de la ville<sup>1106</sup>, que ce qui guérit et permet de rebondir, c'est « le sens que les récits donnent à la blessure <sup>1107</sup> ». Il démontre ainsi qu'« on ne se libère pas du déni et du refoulement en serrant les dents ou en tentant de se comporter en citoyens plus courageux. On ne recouvre pas sa passion pour la vie, sa créativité innée et sauvage, en s'autoflagellant ou en s'endurcissant. Ce modèle de comportement héroïque appartient à la vision du monde qui a abouti à la société de croissance exponentielle<sup>1108</sup> ». Il existe également d'autres moyens pour aller de l'avant comme l'espoir, les liens sociaux<sup>1109</sup> ou encore les rêves. Ce dernier a un rôle important à jouer dans la construction mentale. Gunter Pauli, entrepreneur belge de l'économie verte, a justement rappelé lors de sa visite en mai 2018 à Mulhouse, qu'il est indispensable de « se raconter une belle histoire, et à la rendre vivante<sup>1110</sup> ». Le lendemain de sa visite, dans une interview menée par la chaîne YouTube Thinkerview à Paris, Gunter Pauli a souligné à plusieurs reprises

---

<sup>1103</sup> Carlo C. DiClemente, Debra Schlundt, et Leigh Gemmell, « Readiness and Stages of Change in Addiction Treatment », *American Journal on Addictions* 13, n° 2 (janvier 2004): pp.103-19.

<sup>1104</sup> James O. Prochaska et Carlo C. Diclemente, « Transtheoretical Therapy: Toward a More Integrative Model of Change. », *Psychotherapy: Theory, Research & Practice* 19, n° 3 (1982): pp.276-288.

<sup>1105</sup> James O. Prochaska et Carlo C. Diclemente, « Toward a Comprehensive Model of Change », in *Treating Addictive Behaviors*, éd. par William R. Miller et Nick Heather (Boston, MA: Springer US, 1986), pp.3-27.

<sup>1106</sup> Karine Dautel, « Boris Cyrulnik s'en mêle », 1 décembre 2017, L'Alsace édition, sect. Education.

<sup>1107</sup> Boris Cyrulnik, « Des chemins de la réussite » (Mulhouse, parc des expositions, 28 novembre 2017).

<sup>1108</sup> Joanna Macy et Molly Young Brown, *Écopsychologie pratique et rituels pour la Terre: retrouver un lien vivant avec la nature* (Gap: Éd. le Souffle d'or, 2008). p.48.

<sup>1109</sup> Susanne C. Moser et Lisa Dilling, « Toward the social tipping point: creating a climate for change », in *Creating a Climate for Change*, éd. par Susanne C. Moser et Lisa Dilling (Cambridge: Cambridge University Press, 2007), pp.491-516.

<sup>1110</sup> Emmanuel Delahaye, « « La seule question qui vaille, c'est "Qui m'achètera mon produit ?" » », 27 mai 2018, L'Alsace édition, sect. Rencontre.



l'importance d'y croire malgré les événements imprévus et imprévisibles, citant notamment à plusieurs reprises des exemples locaux du Haut-Rhin<sup>1111</sup>.

Si la résilience peut se penser à l'échelle du Sud Alsace, elle s'est déjà inscrite historiquement à l'échelle internationale et nationale. Deux exemples marquants démontrent sa faisabilité : Cuba, premier pays industrialisé à avoir entamé accidentellement et de manière forcée la transition vers le monde de l'après-pétrole dans les années qui ont suivi l'effondrement de l'URRS<sup>1112</sup>, puis la gestion et la production des systèmes alimentaires par les pays belligérants pendant les deux Guerres mondiales<sup>1113</sup>. Ces illustrations envisagent des possibilités profondes pour

---

<sup>1111</sup> Thinkerview, *Biomimétisme et économie bleue par Gunter Pauli* (Paris, 2018), <https://www.youtube.com/watch?v=OVd8YOFvVtc>.

<sup>1112</sup> Le documentaire « Le pouvoir de la communauté : Comment Cuba a survécu au pic pétrolier » retrace l'histoire étonnante de Cuba dans les années 90. (*The power of community : how Cuba survived peak oil*, 2006, USA par Faith Morgan). Cette expérience est à ce jour l'unique exemple d'une pénurie totale de pétrole. Julia Wright, *Sustainable Agriculture and Food Security in an Era of Oil Scarcity: Lessons from Cuba* (London: Routledge, 2011). p.261. Le gouvernement cubain a pris immédiatement des mesures pour favoriser les actions résilientes. Les changements des habitudes de consommation d'énergie ont été immédiats et radicaux. Les Cubains ont réussi l'exploit de transformer complètement leur agriculture industrielle en une agriculture non conventionnelle en l'espace d'une dizaine d'années à la suite de l'effondrement de l'URSS dont leur pétrole dépendait. Aujourd'hui Cuba est totalement autosuffisante et est un modèle étudié dans le monde entier pour sa biodiversité, ses compétences et son savoir-faire dans l'agriculture post-pétrole. Janice Argailot, « Émergence et impacts de l'agriculture urbaine à Cuba », *Espaces et sociétés* 158, no 3 (2014): pp.101-116.

<sup>1113</sup> L'Europe n'a pas connu de telles pénuries de pétrole par rapport à Cuba. Néanmoins, les deux Guerres mondiales ont fourni des éléments de réponse quant à la capacité d'un État et d'un peuple à s'organiser urgemment autour de la résilience. Lors de la Première Guerre mondiale, les pénuries étaient tellement fortes à Paris en 1915, que la situation sociale est devenue explosive. Pour éviter un conflit intérieur, les autorités ont mis en place un système de rationnement. Thierry Bonzon, « La société, l'État et le Pouvoir local: L'approvisionnement à Paris, 1914-1918 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Presses Universitaires de France, 183 (Paris, 1996), pp.11-28. Ensuite, lors de la seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis sont entrés dans une nouvelle phase d'effort de guerre, ce qui leur a permis de renoncer un moment à la culture de la consommation et du gaspillage. Mike Davis, « Écologie en temps de guerre. Quand les États-Unis luttèrent contre le gaspillage des ressources », *Mouvements* 54, no 2 (2008): pp.93-98. Ils se sont massivement mobilisés (20 millions d'Américains) autour des « Victory gardens » pour produire entre 30 à 40 % des légumes du pays. Le pays a également mis en place le recyclage, le covoiturage et le rationnement. Char Miller, « In the Sweat of Our Brow: Citizenship in American Domestic Practice During WWII-Victory Gardens », *The Journal of American Culture* 26, no 3 (septembre 2003): pp.395-409. La Grande-Bretagne s'est aussi beaucoup adaptée durant cette époque car elle dépendait très fortement de l'importation alimentaire dans l'avant-guerre. Voir Alan F. Wilt, *Food for war: agriculture and rearmament in Britain before the Second World War* (Oxford ; New York: Oxford University Press, 2001). Lorsque la guerre a commencé, le ravitaillement était mis en péril par la menace militaire et la marine allemande. De ce fait, les importations alimentaires ont été diminuées de moitié. Face à ces enjeux alimentaires majeurs, les autorités locales ont mis en place des comités pour promouvoir les compétences pratiques du maraîchage et l'économie de la frugalité. Entre 1939 et 1942, l'utilisation de la voiture a chuté de 95 %, et la production alimentaire a augmenté de 91 % entre 1939 et 1944. Le

s'engager vers des processus résilients. Andrew Simms de la New Economics Foundation souligne cet aspect : « l'histoire récente démontre que des économies complètes peuvent être redéployées très rapidement, ce qui est exactement ce que le réchauffement climatique nous incite à faire. Se pourrait-il que l'expérience de la mobilisation sociale et militaire en temps de guerre puisse apporter une réponse à la plus importante question posée par le réchauffement climatique : sommes-nous capables de changer nos styles de vie et les activités économiques suffisamment et assez vite pour y mettre un terme ? <sup>1114</sup>»

La résilience peut également s'appliquer à l'échelle de grandes villes ou d'un territoire intermédiaire. Si Mulhouse n'a pas encore entrepris des démarches concrètes pour atténuer les coûts potentiels et considérables du dérèglement climatique estimé à plus de 4000 milliards de dollars d'ici 2030 pour seulement 207 villes dans le monde et 35 000 milliards de dollars pour toutes les villes portuaires<sup>1115</sup>, d'autres villes ont déjà lancé des initiatives<sup>1116</sup> pour développer leur résilience face à ces risques systémiques assurant les infrastructures afin de dessiner une résilience à long terme : Londres<sup>1117</sup>, Singapour<sup>1118</sup>, New York<sup>1119</sup>, Sao Paulo<sup>1120</sup>, ou encore le Voralberg<sup>1121</sup> qui pourrait inspirer le Sud Alsace par ses

---

gouvernement britannique a été capable d'organiser l'autosuffisance alimentaire. Voir Juliet Gardiner, *Wartime: Britain 1939 - 1945* (London: Review, 2005).

<sup>1114</sup> Andrew Simms, *Ecological debt: the health of the planet and the wealth of nations* (London ; Ann Arbor, Mich: Pluto, 2005).

<sup>1115</sup> Carbon Disclosure Project et al., « How climate adaptation in cities creates a resilient place for business », juillet 2014. 28 p.

<sup>1116</sup> En 2014, 102 villes dans le monde ont adopté un plan d'adaptation au dérèglement climatique, et 108 ont publié leurs bilans carbone.

<sup>1117</sup> La ville de Londres, en plus de financer un coûteux projet pour se protéger des crues de la Tamise, investit également chaque année 200 000 livres pour financer le conseil en énergie auprès des promoteurs dans le but d'améliorer la résilience des nouvelles constructions en terme de refroidissement passif.

<sup>1118</sup> La cité État de Singapour, d'ores et déjà vulnérable à la montée des eaux, a imposé de nouvelles normes drastiques de construction face à ce risque.

<sup>1119</sup> La ville de New York a payé plus de 11 milliards de dollars suite à l'ouragan Sandy, ce dernier a d'ailleurs détruit tous les systèmes qui semblaient jusque là robustes. De ce fait, le dérèglement climatique est devenu un risque majeur pour les entreprises installées dans la capitale économique américaine. Pour rester attractive, la ville de New York a accordé plus de 293 milliards de dollars aux PME pour améliorer leur résilience. Les moyens technologiques et financiers ne suffisent pas cependant, il faut aussi pouvoir s'occuper des populations les plus fragiles, concentrées dans les zones urbaines. Naomi Klein, Geneviève Boulanger, et Nicolas Calvé, *Tout peut changer: capitalisme et changement climatique* (Arles; [Montréal: Actes Sud ; Lux, 2015). pp.126-127.

<sup>1120</sup> Au Brésil, la ville de Sao Paulo investit plus de 22 milliards de dollars dans les infrastructures, les transports, et le traitement des eaux pour faire face aux crues.

similitudes. Ces quelques exemples locaux<sup>1122</sup> montrent qu'un territoire est capable de s'organiser face au dérèglement climatique et aux problématiques énergétiques<sup>1123</sup> en fonction de ses propres caractéristiques pour mettre en œuvre des actions concrètes, mais leur mise en place est une question éminemment politique selon les chercheurs Christian Jonet et Pablo Servigne<sup>1124</sup>. À ce titre, la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2019, est allée jusqu'à concevoir un poste de « directeur de la résilience des Territoires ».

Il ne s'agit pas de se substituer aux élus locaux, mais de proposer des pistes de réflexion et des ouvertures sur la nécessité et la possibilité de mettre impérativement en place des stratégies de résilience à l'échelle du Sud Alsace. À ce titre, c'est l'une des villes les plus endettées et exposées à de graves risques financiers<sup>1125</sup> du Sud Alsace qui a lancé une démarche pionnière en votant le 13 mars 2019 la création d'une commission résilience<sup>1126</sup> sous la coordination de Joseph Weibel, conseiller municipal de Soultz. Ce cas particulier est pour l'instant unique et relève qu'une telle démarche politique n'est pas encore diffusée à grande échelle sur ce territoire. Une rencontre en juin 2019 avec les élus de cette commune lors d'un audit<sup>1127</sup> a permis d'identifier un facteur déterminant chez ces représentants : ils ont fait le deuil de la

---

<sup>1121</sup> La petite province du Tyrol, le Voralberg, fait partie actuellement des leaders européens en matière de résilience énergétique. Dans le cadre des Journées de l'Architecture en octobre 2016, la Bibliothèque municipale de Mulhouse a accueilli une exposition itinérante et innovante consacrée à l'incroyable inventivité architecturale de ce land autrichien en présence de Madame la Consule générale d'Autriche. Sylvain Freyburger, « Le Voralberg montre l'exemple », 28 octobre 2016, L'Alsace édition, sect. Architecture. Elle a expliqué cette réussite par un mélange subtil de pragmatisme, d'équilibre entre la tradition et la modernité, d'intelligence collective entre toutes les parties prenantes du territoire, de valorisation du savoir-faire local, d'empathie et de pédagogie. Ce sont finalement des valeurs assez proches de celles qu'on peut trouver en Alsace.

<sup>1122</sup> En réalité il en existe des milliers. Le mouvement des initiatives de transition créé au Royaume-Uni référence des milliers d'expériences sur les cinq continents <http://www.entransition.fr/>. Sont recensées des initiatives de coopératives de production d'énergies renouvelables, de systèmes alimentaires et énergétiques locaux, de nouveaux modèles d'économie de proximité. Voir Rob Hopkins, *Ils changent le monde! : 1001 initiatives de transition écologique* (Paris: Seuil, 2014). 208 p. Et Bénédicte Manier, *Un million de révolutions tranquilles: comment les citoyens changent le monde* (Paris: J'ai lu, 2018). 320 p.

<sup>1123</sup> Cécile Lorheyde, « Les élus locaux concilient développement et transition énergétique », 11 juin 2018, Natura-Sciences édition.

<sup>1124</sup> Christian Jonet et Pablo Servigne, « Initiatives de transition : la question politique », *Mouvements* 75, n° 3 (2013): pp.70-76.

<sup>1125</sup> Christophe Roseneau, « Commune de Soultz. Examen de la gestion à compter de l'exercice 2009 », Rapport d'observations définitives (Strasbourg: Chambre régional des comptes d'Alsace, 25 août 2015), mhr/er/n° 2015- 510 /gr. 39 p.

<sup>1126</sup> Joseph Weibel, « Soultz infos » (Soultz: Mairie de Soultz, juillet 2019). pp.14-15.

<sup>1127</sup> Jean-Claude Mensch et Adrien Biassin, Atelier commission résilience de la ville de Soultz, 27 juin 2019.

représentation historique de leur ville et de leur développement. C'est à partir de ce constat partagé qu'ils ont décidé de mener une réflexion pour mettre en place de petits systèmes résilients. Cette démarche originale, même s'il n'est pas encore possible d'en mesurer sa portée, décèle une capacité à jongler entre un héritage lourd à porter et une envie d'aller de l'avant. Ils sont à la fois lucides et pragmatiques, catastrophistes et optimistes. Ce processus observé à Soultz rejoint l'idée de Luc Semal, professeur en science politique, selon laquelle : « cette pensée politique catastrophiste n'est pas de nature apocalyptique : elle ne prétend pas s'inquiéter de la fin du monde, mais plus exactement d'une réorganisation brusque et potentiellement traumatisante des écosystèmes et des sociétés <sup>1128</sup>».

La réponse locale de la résilience est à cheval entre la continuité et la rupture, la vie et la mort d'un système. La mise en place de la résilience en est encore à ses débuts, tout reste encore à penser, créer et œuvrer. Elle permet d'accroître la capacité du territoire à se remettre de perturbations systémiques diverses (alimentation, énergie, trouble public, risques, climat, etc.) et à augmenter son autonomie pour atténuer les risques d'effondrement du Sud Alsace. Il s'agit de redonner une cohérence au local, non pas pour vivre en autarcie, mais tout simplement pour se donner la capacité de surmonter les chocs et les crises à venir en diminuant les relations de dépendances (alimentaires, énergétiques, matérielles, etc.) en tendant « vers une constellation de pratiques authentiquement circulaires et régénératives » que Dominique Bourg nomme « permaculturelles <sup>1129</sup>».

Entre théorie et pratique, les stratégies de résilience en Sud Alsace se situent dans une démarche empirique pour proposer des innovations concrètes renforçant sa résilience, et raffermissant aussi son attractivité car : « investir dans la résilience des réseaux d'eau, d'énergie et de communication peut avoir des répercussions économiques avantageuses pour les villes et les entreprises <sup>1130</sup>». Selon l'économiste David Fleming, un fort taux de résilience a plusieurs bénéfices pour une communauté : le choc ne se répercutera pas si une partie est détruite, la grande

---

<sup>1128</sup> Luc Semal « Politiques locales de décroissance » in Agnès Sinaï (dir), éd., *Penser la décroissance: politiques de l'anthropocène*, Collection Nouveaux débats 31 (Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013). op.cit., p.144.

<sup>1129</sup> Christian Arnsperger et Dominique Bourg, « Vers une économie authentiquement circulaire: Réflexions sur les fondements d'un indicateur de circularité », *Revue de l'OFCE* 145, n° 1 (2016): p.117.

<sup>1130</sup> Sinaï et al., *Petit traité de résilience locale*. op.cit., p.49.

diversité des solutions créatives se fera en fonction des paramètres locaux, les besoins seront satisfaits malgré une réduction importante des déplacements et des transports, et la bureaucratie sera remplacée par des solutions alternatives adaptées aux besoins locaux à un coût largement inférieur<sup>1131</sup>.

Ainsi, mener une réflexion sur cette stratégie paraît en adéquation avec les problématiques du Sud Alsace, mais comment est-il possible de l'atteindre ? Quels peuvent être les objectifs à mettre en œuvre ? Cela pourrait-il se faire avec des initiatives déjà existantes ? Qui devrait la mettre en œuvre ? Autant de questions qui ne sont pas sans rappeler les critiques fondées sur la résilience par Samuel Rufat.

Profitant d'une conférence du physicien et prospectiviste Marc Halévy en décembre 2017, sur les changements de paradigme (voir chap 4.3), organisée par le Conseil de développement de Mulhouse en partenariat avec la SIM, une enquête a été menée pour identifier les ruptures qui interpellent le plus le public. Si l'échantillon (90 questionnaires récupérés sur les 180 personnes présentes) ne paraît pas suffisant pour en tirer des conclusions, il indique toutefois des tendances fortes. À la question « Quelle est la rupture/le bouleversement qui vous interpelle le plus ? », la rupture écologique vient très largement en tête avec 35 % des votes malgré des divergences au sein même des profils du public.

---

<sup>1131</sup> David Fleming et Shaun Chamberlin, *Lean logic: a dictionary for the future and how to survive it* (White River Junction, Vermont: Chelsea Green Publishing, 2016). 672 p.

■ écologique ■ économique ■ technologique ■ organique ■ philosophique

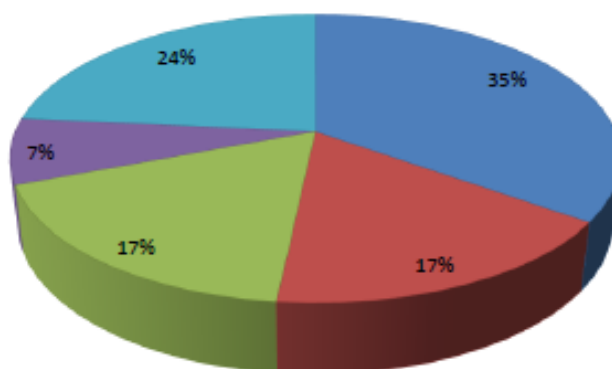


Figure 11 : les résultats à la question suivante : quelle est la rupture/le bouleversement qui vous interpelle le plus ? (86 réponses parmi les 90 questionnaires récoltés, 17 décembre 2017).

Conscient des limites méthodologiques de cette enquête, cette dernière indique une attention particulière du public pour les ruptures écologiques, même si les ruptures économiques prennent un sens plus fort pour les membres de la SIM<sup>1132</sup>, ce qui n'a rien d'étonnant étant donné sa composition socio-économique. Il faudrait mener une étude approfondie et méthodologique sur d'autres publics dans le Sud Alsace et observer les évolutions sur de longues périodes. Néanmoins, des sondages nationaux confirmeraient cette tendance de fond<sup>1133</sup>. Cette attente locale a été appuyée par une série de publications de l'AURM sur ces enjeux entre janvier et juillet de la même année : « Demain, 25 questions pour interroger l'avenir<sup>1134</sup> ». Par

<sup>1132</sup> Le public pouvait venir de plusieurs réseaux différents : ceux de la SIM, du CDD, du bouche-à-oreille ou des réseaux sociaux puisqu'une campagne de communication a été lancée sur Facebook. Les résultats divergent entre ces catégories, mais l'écologie reste systématiquement la première préoccupation. Sur les 24 membres de la SIM, la rupture écologique est à 37% suivie de la rupture économique (24%), philosophique (21%), technologique (9%), et organique (6%). Sur les 13 réponses des membres du CDD, la rupture écologique arrive largement en tête (59%), suivie de la rupture philosophique (18%), technologique (17%), économique (6%).

<sup>1133</sup> 68 % des Français estiment que le dérèglement climatique est une préoccupation majeure Stéphane Benz, « Sondage: pour les moins de 40 ans, l'écologie devient une priorité », *L'Express*, 13 janvier 2018.

<sup>1134</sup> Catherine Horodyski, « Un territoire "éco" ? Des citoyens "colibris" ? », *Demain 25 questions pour interroger l'avenir* (Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 12 février 2017). ; Nathalie Saby, « L'après Big Brother... », *Demain 25 questions pour interroger l'avenir* (Mulhouse: AURM, 26 février 2017). ; Stéphane Dreyer, « Tous (évidemment) utilisateurs des transports collectifs », *Demain 25 questions pour interroger l'avenir* (Mulhouse: AURM, 5 mars 2017). ; Cécile Califano-Walch, ... « ... Et si la nature gagnait nos villes », *Demain 25 questions pour interroger l'avenir* (Mulhouse: AURM, 12 mars 2017). ; Catherine Horodyski, « Etre "réfugiés climatiques" en 2025 ? », *Demain 25 questions pour interroger l'avenir* (Mulhouse: AURM, 16 avril 2017). ; Catherine Horodyski, « Nos villes bienfaitrices et nourricières ? », *Demain 25 questions pour interroger l'avenir* (Mulhouse: AURM, 14 mai 2017). ; Didier Taverne, « Des villes moins peuplées et plus vertes ? »,



ailleurs, des initiatives de résilience en Sud Alsace émergent dans plusieurs domaines. Les deux cartes heuristiques ci-dessous représentent une partie observée des initiatives.

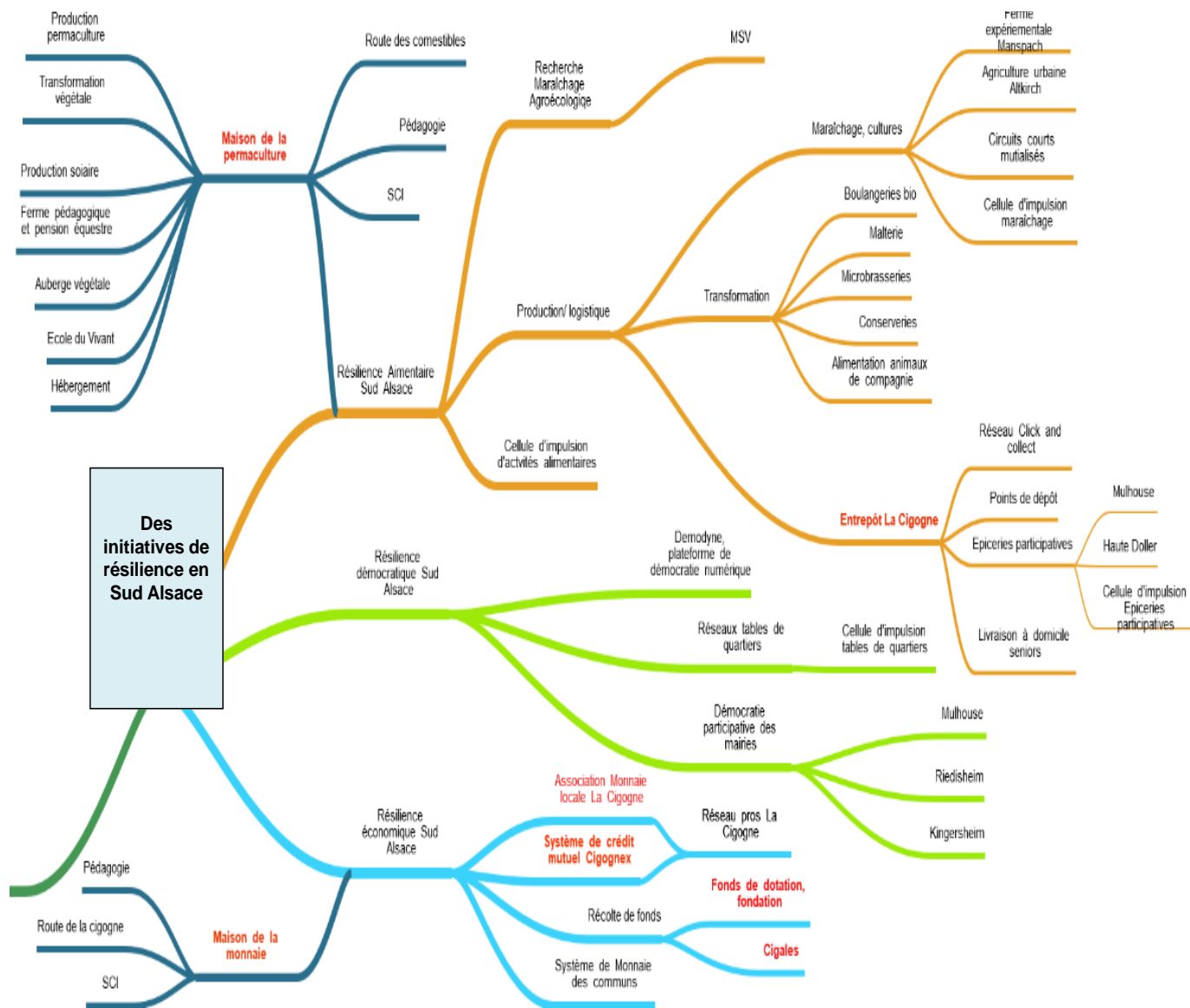


Figure 12 : carte heuristique d'initiatives de résilience en Sud Alsace, partie 1, juin 2018.

Cette première carte représente la résilience économique (Maison de la monnaie, Cigales, système de crédit mutuel, la monnaie locale « La cigogne »), la résilience démocratique (Demodyne, les réseaux tables et quartiers, la démocratie participative de trois mairies), la résilience alimentaire (Maison de la permaculture,

Demain 25 questions pour interroger l'avenir (Mulhouse: AURM, 11 juin 2017). ; Catherine Horodyski, « Nos sols pollués utiles et fertiles ? », Demain 25 questions pour interroger l'avenir (Mulhouse: AURM, 18 juin 2017).

route des possibles, transformation végétale, etc.), et la résilience de production et logistique (épiceries participatives, conserveries, agriculture urbaine, etc.).

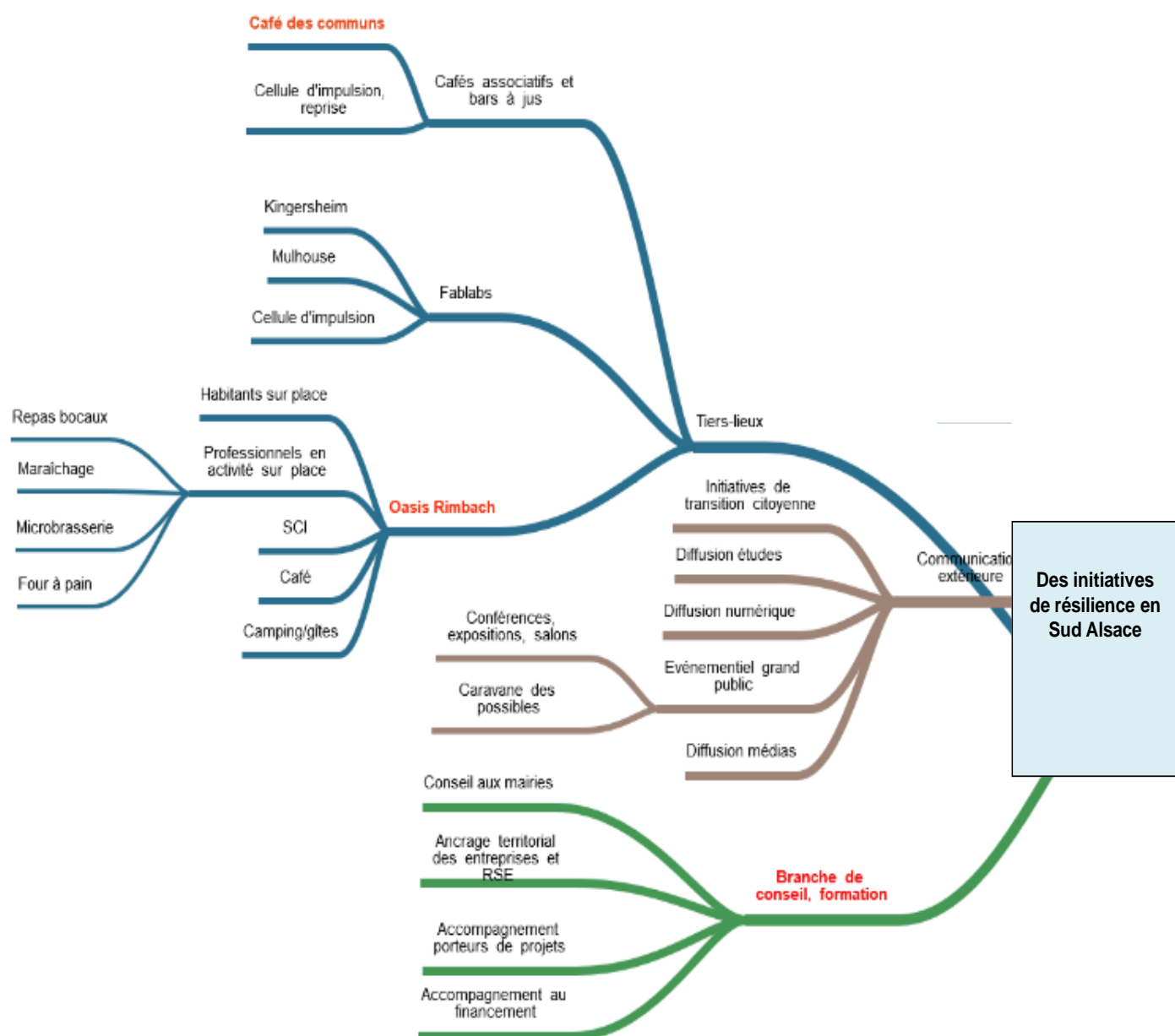


Figure 13 : carte heuristique d'initiatives de résilience en Sud Alsace, partie 2, juin 2018.

Cette deuxième carte rassemble la résilience en matière de communication extérieure (conférences, diffusion numérique, etc.), la résilience en matière de conseil et de formation (accompagnement de porteurs de projets, ancrage territorial des entreprises, conseils aux mairies, etc.), et la résilience en matière de créativité

(Fablabs, tiers lieux, café des communs, etc.). Ces observations faites à partir des initiatives de résilience en Sud Alsace permettent de mettre en lumière deux grandes tendances : les caractéristiques intrinsèques de ces actions et le profil de ceux qui les mettent actuellement en place.

D'une part, les propriétés de ces actions, encore balbutiantes, introduisent sur le territoire les trois ingrédients nécessaires à un système résilient selon Rob Hopkins : la diversité, la modularité et les rétroactions directes<sup>1135</sup>. La multitude des actions engagées représente une certaine forme de diversité qui se place à la fois à l'échelle individuelle, de l'entreprise, et des mairies, mais aussi dans des secteurs clés comme l'alimentation, l'énergie, la biodiversité et l'économie. La connexion entre ces éléments augmente aussi leur fonctionnalité qui enclenche moins de dépendance et plus de diversité locale, permettant de créer les réponses les plus appropriées afin de procéder à un grand nombre de petites interventions plutôt qu'à quelques grandes. L'interaction entre ces actions montre également la mise en place de systèmes plurimodaux, ce qui est utile pour éviter la propagation rapide des crises grâce à la mise en réseau du système à la fois avec les autres territoires, mais aussi avec le Sud Alsace. Enfin, le rapprochement géographique et les connexions humaines permettent des rétroactions directes grâce à une grande capacité à répondre et à s'adapter rapidement en cas de changements majeurs. Il s'agit d'un avantage car « les gouvernements centralisés et la globalisation peuvent affaiblir les rétroactions. Lorsque la boucle de rétroaction s'allonge, la probabilité augmente d'atteindre un seuil sans le détecter à temps<sup>1136</sup> ». L'ensemble de ces actions octroie une plus grande polyvalence au territoire, développe des échanges transversaux en son sein, et décompartmente les relations en créant un système de redondance multidimensionnel<sup>1137</sup>. L'organisation et les flux de ce système organique sont organisés de manière interconnectée et décentralisée pour s'adapter le mieux possible à la plus petite échelle. Toutefois, la résilience du Sud Alsace ne génère

---

<sup>1135</sup> Hopkins, *Manuel de transition*. op.cit., pp.61-63.

<sup>1136</sup> Walker et Salt, *Resilience thinking*. op.cit., p.121.

<sup>1137</sup> Ces fonctions ne sont pas « monotâches », mais elles réalisent plusieurs actions en même temps, à l'image de l'arbre qui capte le Co2, produit des fruits, abrite les animaux et les insectes, filtre l'eau, et absorbe les nutriments. David Holmgren, Agnès El Kaïm, et Yves Cochet, *Permaculture principes et pistes d'action pour un mode de vie soutenable* (Paris: Rue de l'échiquier, 2014). op. cit., p.355.

pas encore assez de fonctions écosystémiques<sup>1138</sup> pour protéger, maintenir, diversifier, et régénérer les activités en gérant localement l'énergie, les déchets, l'alimentation, et l'eau. Elle n'assure pas encore la sécurité publique en produisant sa propre nourriture et sa propre énergie. À quelques exceptions près, ces actions ne sont pas encore créatrices d'emplois, mais elles ouvrent des possibilités de production locale, autonome, indépendante, respectueuse de l'environnement et des espaces habités<sup>1139</sup>. Elles procurent des vertus sociales intra et extra territoriales comme une sorte de « production sociale du territoire <sup>1140</sup>», mais l'analyse des capacités d'action individuelles est difficile à évaluer par rapport à celles des dynamiques collectives<sup>1141</sup>. Émerge également de nouveaux savoir-faire autour de développement d'outils et de technologies : le jardinage biologique intensif, le solaire thermique, le chauffage au bois, les soins de santé, l'impression typographique et technologiques associées réactualisées, la construction passive, et le low-tech. En somme, si les initiatives actuelles ouvrent de nouvelles perspectives et opportunités pour le Sud Alsace, elles ont encore une large marge de progression pour enclencher une dynamique durable et solide de résilience.

D'autre part, ces initiatives sont portées par des Hommes. La structuration de la résilience montre que ce n'est pas n'importe quel profil qui les met en place. Globalement, ces acteurs locaux font une lecture des phénomènes sociaux assez analogues à la pensée marxiste dans la mesure où les analyses sont portées sur les rapports de production et de classes sociales. Le profil politique paraît de « gauche » dans un premier temps. Cependant, on retrouve parfois une vision quelque peu manichéenne, ce qui discrédite occasionnellement leurs actions. En

---

<sup>1138</sup> Philippe Méral, « Le concept de service écosystémique en économie : origine et tendances récentes », *Natures Sciences Sociétés* 20, n° 1 (janvier 2012): pp.3-15.

<sup>1139</sup> L'expérimentation de la permaculture par la ferme du Bec Hellouin en Haute-Normandie pourrait être un indicateur économique pour l'agriculture urbaine dans le Sud Alsace. Une étude sur trois ans a été menée par l'unité SADAPT de l'INRA-AgroParisTech pour comptabiliser les heures de travail mobilisées sur 1000 m<sup>2</sup> de production alimentaire. Il en ressort qu'il est possible de produire pour plus de 50 800 euros avec une charge de travail de 2000 heures, c'est suffisant pour créer un emploi à 1500 euros par mois. Par simple extrapolation, le parc Salvator situé à moins de 10 minutes à pied de la Place de la Réunion pourrait créer une vingtaine d'emplois. Voir Sylva et Ferme biologique du Bec Hellouin, « Maraîchage biologique permaculturel et performance économique » (UMR 1048 SADAPT Sciences pour l'Action et le Développement : Activités, Produits, Territoires, décembre 2014).

<sup>1140</sup> Alberto Magnaghi et Emmanuelle Bonneau, *La biorégion urbaine petit traité sur le territoire bien commun* (Paris: Eterotopia France, 2014). p.144.

<sup>1141</sup> Benoît Lallau, « La résilience, moyen et fin d'un développement durable ? » (Lille: UMR Clersé-CNRS, 2011). pp. 173-174.

effet, il y a d'une part un discours virulent envers le système capitaliste actuel, qui exploiterait les hommes et l'environnement au profit d'une course effrénée à l'argent ; et d'autre part, ils s'estiment comme des « lanceurs d'alerte » pouvant réveiller les consciences en apportant des solutions concrètes. La moyenne d'âge tourne autour de 35/45 ans avec une majorité masculine qui commence à s'équilibrer, et le niveau de formation est supérieur à la moyenne. Ils disposent d'une réelle instruction et d'une compréhension systémique des enjeux très largement supérieure à la moyenne. La diversité ethnique et religieuse représentative de la population mulhousienne y est presque absente. Il n'y a pas de population d'origine magrébine, d'Europe de l'Est ou d'Asie. Même s'ils veulent être inclusifs pour proposer des actions « par le bas », leur idéologie peut être considérée aujourd'hui comme exclusive<sup>1142</sup>. Ce clivage peut aujourd'hui nuire à leurs actions de résilience, mais ils sont en même temps assez peu nombreux et mal structurés malgré l'existence de l'association Sud Alsace Transition qui a pour mission de les réunir. Ils ont notamment la capacité de rassembler un grand nombre de personnes puisqu'ils promeuvent une réappropriation des modes de production « faire soi-même », et qu'ils reconnaissent l'individu comme une source du progrès social. Cette philosophie est plutôt libérale et séduit de plus en plus la population, provoquant un essor croissant de leurs actions, accélérées par la récente médiatisation à large échelle de ces problématiques. Ces acteurs locaux accordent peu de crédit à l'État, car celui-ci est considéré comme nuisible du fait des nombreuses carences en terme de démocratie, des manipulations politico-médiatiques, de l'influence importante des lobbies dans l'élaboration des lois, ainsi que l'absence de toute réforme allant dans leur sens. Pour eux, les individus sont la source du progrès social en exerçant leur liberté, et l'État doit limiter au maximum son intervention supposée liberticide. Ils promeuvent l'horizontalité des décisions plutôt que la verticalité en mettant en œuvre des méthodes d'intelligence collective et de démocratie participative. Les modes d'organisation se rapprocheraient de la sociocratie, de l'adhocratie ou encore de

---

<sup>1142</sup> Pour réellement cerner cette vision tranchante, il suffit de reprendre l'affiche du film « Qu'est-ce qu'on attend ? », documentaire de Marie-Monique Robin issu de l'expérience de la ville d'Ungersheim. D'un côté, il y a des personnages gris et mus par un instinct grégaire consumériste, et d'autre côté on retrouve des personnes colorées, sortant du rang et, a priori, très heureux. S'estimant comme « ouverts sur le monde », on retrouve quand même une certaine forme d'intolérance.

l'holocratie. Internet est aussi utilisé pour organiser les réunions et pour faire le lien entre les différentes parties prenantes, car les projets menés (ceux affichés sur les deux cartes heuristiques) sont dirigés indépendamment de tout pouvoir et la seule réussite dépend de la portée de l'engagement individuel. Leur vision holistique du territoire est maintenant reconnue, car certaines de leurs activités sont suivies et reprises par M2A<sup>1143</sup> à travers le projet TIGA<sup>1144</sup> (Territoire d'Innovation de Grandes Ambition). Leurs engagements associatifs portés par une vision libérale les conduisent à valoriser l'auto-entrepreneuriat plutôt que le salariat. Ils s'activent également dans de nouvelles formes d'économie qu'on appelle les « communs<sup>1145</sup> ». Paradoxalement, ils promeuvent le revenu universel tandis qu'ils ont une certaine tendance à rejeter les aides sociales. Selon eux, « chacun doit faire sa part » en fonction de la capacité des individus puisque les citoyens sont tous égaux, même si cet engagement demandé n'est pas lucratif. Cette égalité se traduit également par un tutoiement spontané entre les membres. En définitive ils veulent œuvrer en étant des citoyens actifs de la cité, au sens grec antique du terme, en s'opposant aux « experts » et aux « professionnels de la politique ». Pour conclure, c'est le maire de Kingersheim, Jo Spiegel, qui a le mieux qualifié lors d'une conférence les acteurs de la résilience du Sud Alsace comme étant « des citoyens professionnels<sup>1146</sup> ». Ces actions portées par ces citoyens ne sont-elles pas aussi issues d'une culture rhénane ? Dans le monde économique, la sociologue Amandine Amat a établi des liens entre « l'entreprise rhénane<sup>1147</sup> » et le développement de stratégie pour faire

---

<sup>1143</sup> Emmanuel Delahaye, « Tiga : le consortium sud-alsacien est lancé », 5 juin 2018, L'Alsace édition, sect. Développement.

<sup>1144</sup> Lauréats du projet national « Territoire d'Innovation de Grande Ambition » (TIGA) et réunis au sein du même consortium, plus d'une trentaine d'acteurs institutionnels, économiques, scientifiques, agricoles, associatifs du Sud Alsace ont élaboré un partenariat global permettant, via vingt projets innovants, de relier les espaces ruraux, urbains et périurbains et de préserver durablement les ressources (sols et eau). Rattaché au Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) et porté par le Secrétariat Général pour l'Investissement et la Caisse de Dépôts, TIGA est un appel à manifestation d'intérêt dont la candidature est coordonnée par Mulhouse Alsace Agglomération (m2A).

<sup>1145</sup> Voir les travaux sur l'économie des communs d'Elinor Ostrom, prix « Nobel d'économie ». Voir aussi Etienne Verhaegen, « La forge conceptuelle. Le "commun" comme réinterprétation de la propriété », *Recherches sociologiques et anthropologiques* 46, n° 2 (1 décembre 2015): pp.111-131.

<sup>1146</sup> Jo Spiegel, « Pour une démocratie de fraternité: le courage de parler vrai et d'agir juste » (Journées participatives, 10 mai 2019).

<sup>1147</sup> Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf rappellent les caractéristiques de l'entreprise rhénane, qui font consensus auprès des auteurs de l'ouvrage *L'entreprise rhénane. Mythe ou réalité ?* : « -Une entreprise « considérée comme légitime socialement, est non pas la chose de l'actionnaire mais une communauté – Gemeinschaft – qui unit patrons et salariés par un lien de responsabilité à son égard. Ainsi les patrons veillent sur plusieurs générations à laisser dans l'entreprise les ressources



face à la crise climatique et énergétique : « Si nous n'affirmons pas que ces entreprises sont uniquement influencées par une culture rhénane, il semblerait pourtant que les principes de ce modèle soient propices à une telle situation, complexe et inédite. En effet, l'innovation, l'ambition, l'audace ainsi que la pérennisation de l'entreprise portée par des valeurs et des attachements au territoire sont des principes qui permettent à ces entrepreneurs de se saisir de la question climatique en tant que défi à relever. Une telle vision permet à ces collectifs de voir l'épreuve du changement climatique non uniquement comme une menace mais aussi comme une opportunité de réaffirmation de principes hérités du passé mais auxquels l'actualité confère une certaine pertinence<sup>1148</sup> ».

Cette « mosaïque<sup>1149</sup> » d'initiatives et ces citoyens engagés montre la présence d'un terrain favorable à la résilience dans le Sud Alsace malgré plusieurs limites. Néanmoins, au regard des risques systémiques et des risques d'effondrement, il convient d'apporter des pistes de réflexion dépassant ce cadre limité afin de propulser la résilience à une plus grande échelle, à une autre envergure. Mais la bascule demande de mettre en place des stratégies à la juste échelle en fonction du territoire, de ses caractéristiques, de son histoire, et des jeux d'acteur. Proposer un axe de réflexion sur la résilience du territoire demande de prendre en compte trois éléments : le scénario idéal, les objectifs, et l'effet majeur à réaliser pour observer au mieux l'action publique territoriale.

---

nécessaires qui permettent un large autofinancement du développement. » (Alain Fabre) – « Un modèle d'entreprise familiale ancrée dans l'histoire et dans l'environnement économique et humain, dont l'horizon stratégique est le long terme. » (Luc Julien-Saint-Amand) – « Une entreprise familiale transgénérationnelle, ancrée dans un territoire, dont l'horizon est le long terme, avec un désir de transmettre l'entreprise aux générations futures qui encourage à une gestion prudente et efficace des capitaux. » (Patrice Charlier) – « La firme rhénane privilégie en particulier la communauté de travail et assure son épanouissement sur le moyen et long terme ; elle tire en échange sa valeur et sa compétitivité d'un facteur travail érigé en actif spécifique parfaitement fidélisé. » (Jean-Alain Héraud et René Kahn) ». Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf « Une clé pour la réindustrialisation des territoires ? » Michel Hau, Pierre Lamard (dir), et Nicolas Stoskopf (dir), éd., *L'entreprise rhénane: mythe ou réalité?: ouvrage publié en hommage à Michel Hau: actes des cinquantièmes Journées d'histoire industrielle de Mulhouse et Belfort, octobre 2012*, Histoire industrielle et société (Paris: ePicard, 2015). op.cit., p.250.

<sup>1148</sup> Amandine Amat, « Stratégies d'acteurs alsaciens en réponse au changement climatique. Une mobilisation rhénane ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* 47, n° 2 (16 décembre 2015): pp.379-380..

<sup>1149</sup> Luc Semal, « Une mosaïque de transitions en catastrophe. Réflexions sur les marges de manœuvre décroissantes de la transition écologique », *La Pensée écologique* N° 1, n° 1 (2017).

Premièrement, le scénario idéal exprime la vision accomplie et parfaite du Sud Alsace. Cette vision préfigure la réussite future des effets stratégiques sur la mise en place de la résilience et représente son aboutissement. Le scénario idéal serait un territoire complètement résilient à terme, à l'horizon 20 ans, en atteignant tous les principes fondateurs de la résilience face aux différents risques systémiques. Le territoire devrait être robuste, capable de s'adapter, de récupérer, d'être réactif, de se transformer et de persister dans le temps. La modularité, la diversité et les rétroactions directes permettront au Sud Alsace de subvenir à ses propres besoins (alimentaire, énergétique, etc.), de ne plus être dépendant d'autres systèmes, de créer des relations fortes avec les voisins suisses et allemands pour garantir au mieux la gestion des crises.

Deuxièmement, l'état final recherché illustre l'objectif primordial de l'action stratégique. Cela consiste à définir les éléments englobants de la vie économique, politique et sociale qui caractérisent une transformation positive de l'état initial. C'est la situation à obtenir à la fin de l'action stratégique, qui correspond précisément à l'atteinte des objectifs. Les 5 objectifs à atteindre pour fixer un axe stratégique à la résilience ne sont qu'un continuum entre l'histoire de la prospective, le diagnostic systémique (chap 4), et les résultats de la prospective (chap 5) : 1/Au regard des difficultés historiques de la mise en place de l'agglomération mulhousienne (voir chap 3) et des affrontements actuelles (voir chap 4.3), il devient important de viser à terme une « *harmonie interterritoriale* » pour faciliter la vision prospective du territoire qui est un élément clé d'une gouvernance efficace selon notre hypothèse (partie 1). Ce premier objectif s'inscrit dans le prolongement du municipalisme mulhousien des années 1960 qui a permis de mettre en œuvre des réalisations stratégiques pour la ville lors de la seconde moitié du XXe siècle (voir chap 2.2). 2 & 3 /Le rebond de la prospective à Mulhouse a souligné l'importance d'« *une économie locale vivable et viable* » et du « *vivre ensemble et la cohésion sociale* ». Ces deux objectifs font partie des principes directeurs du développement durable énoncés alors. La ségrégation socioéconomique en cours à Mulhouse accélère le besoin d'atteindre ces deux objectifs. Par ces deux objectifs, nous visons une économie de la fonctionnalité développée par Dominique Bourg de cette manière :

« la substitution de la vente de l'usage d'un bien à la vente du bien lui-même<sup>1150</sup> » 4/La dernière « messe » de la prospective à Mulhouse en 1998 a démontré qu'il était possible d'œuvrer à un futur commun en établissant « *une démocratie territoriale participative* » quelles que soient les orientations politiques. Ce point est d'autant plus important que Dominique Bourg appelle à une démocratie écologique qui retient les principes de liberté d'expression, de diversité de valeurs et de dialogue car « les futures démocraties devront concilier les droits et devoirs de l'individu et l'impératif de la survie de l'espèce<sup>1151</sup> » 5/Les risques systémiques soulignés lors du diagnostic du Sud Alsace (chap 4) et les risques d'effondrement (chap 5) montrent l'importance de viser une « *prévention territoriale des risques* » efficace et juste.



Figure 14 : l'état final recherché. Les 5 objectifs à atteindre pour tendre vers une résilience du Sud Alsace en fonction de son histoire, du diagnostic systémique et des résultats de la prospective du Sud Alsace.

Troisièmement, pour atteindre les objectifs, il est impératif d'énoncer des principes concrets permettant de border les actions à entreprendre dans le Sud Alsace :

<sup>1150</sup> Dominique Bourg et Nicolas Buclet, « L'économie de fonctionnalité. Changer la consommation dans le sens du développement durable », *Futuribles*, n° 313 (novembre 2005): p.29.

<sup>1151</sup> Bourg et Whiteside, *Vers une démocratie écologique*. op.cit., p.104.

répondre aux besoins fondamentaux (alimentaire, énergétique, production), assurer la paix publique (sécurité, protection, défense), et maintenir les équilibres (identité, cohésion, coopération).

Cet axe de réflexion est une manière d'appréhender la résilience par l'impétueuse nécessité de comprendre les menaces et les catastrophes avant de les accepter comme faisant partie du quotidien des habitants. Il s'agit d'une opportunité pour préparer des stratégies de résilience avec « les lunettes de la complexité du temps long et de la reconnexion au système-Terre<sup>1152</sup> » pour intégrer toute la vulnérabilité et la complexité du Sud Alsace.

Se pose alors la question de l'échelle d'application de cet axe stratégique de la résilience dans le Sud Alsace : l'UE ? L'État ? La région Grand Est ? La collectivité européenne d'Alsace ? Le département du Haut-Rhin ? M2A ? Les communes ? Les associations et les personnes comme c'est déjà le cas ?

Benjamin Barber, professeur de sciences politiques, rattaché au Centre sur la philanthropie et la société civile à l'Université de New York, démontre dans son ouvrage que les villes et les maires ont la charge des grands périls de ce siècle<sup>1153</sup>. Il appelle à une gouvernance locale des crises, car les maires représentent selon lui la plus pertinente des échelons politiques de toutes les autres formes politiques. Le maillage municipal semble le terreau le plus fertile pour enraciner les axes de résilience selon Alexandre Boisson, ancien conseiller au service de sécurité de l'Élysée et fondateur de l'association SOS Maire<sup>1154</sup>. Lors d'un entretien téléphonique, il a insisté sur la nécessité de préparer les maires, car « en cas d'effondrement, le premier élu qui se verra poser des questions d'ordre vital c'est le Maire, les autres sont souvent trop éloignés<sup>1155</sup> ». L'échelle communale serait l'angle le plus stratégique pour la mise en place de la résilience car il s'agit d'un espace qui peut être activé et occupé. Selon lui, la commune est la seule échelle géographique, administrative et humaine efficace pour devancer concrètement les risques

---

<sup>1152</sup> Servigne, « Imaginer l'avenir des villes ». op.cit., p.39.

<sup>1153</sup> Benjamin R Barber, *Et si les maires gouvernaient le monde?*, Rue De L'échiquier, Initial(e)s dd, 2015. 496 p.

<sup>1154</sup> <https://sosmaires.org/>

<sup>1155</sup> Alexandre Boisson, la résilience systémique en mairie, *communication téléphonique*, 22 mai 2018.

systemiques<sup>1156</sup>. Néanmoins, les chercheurs Christian Jonet et Pablo Servigne soulignent à juste titre que « l'unique niveau communal ne résoudra pas tous les problèmes du monde. Mais il ne s'agit pas de délaisser pour autant les autres niveaux<sup>1157</sup> ». Le rôle des maires ne s'arrête pas uniquement à la gestion et au développement de la commune : ils revendiquent une plus grande autonomie politique<sup>1158</sup>, répondent aux besoins de sécurité<sup>1159</sup>, travaillent en réseau<sup>1160</sup>, promeuvent la créativité, l'innovation et la coopération<sup>1161</sup>. Ils ont surtout un rôle important à jouer en cas de crise. Ils peuvent s'appuyer sur la société civile pour protéger les administrés, et cette échelle communale permet de se rassembler et de se mobiliser face aux dangers qui les menacent. Ils ont la possibilité de mettre en place de puissants leviers de créativité à même de donner aux maires un rôle premier, tout à la fois préventif, pionnier, et inspirant pour les autres qui ne divise pas les forces du changement mais les multiplie par une « dynamique expansive de mobilisation citoyenne<sup>1162</sup> » ; à l'image des « journées citoyennes » copiées nationalement par 360 villes et villages<sup>1163</sup> en 2016 et créées à l'initiative de Fabian Jordan à Berwiller (M2A) en 2008. De fait, les maires deviennent la « clé de voûte » du système, car ils peuvent porter la résilience sur l'ensemble du territoire comme gardiens des ressources vitales. Ils endossent également des responsabilités pénales et civiles<sup>1164</sup> car ils disposent de moyens financiers, humains, politiques,

<sup>1156</sup> « Il est donc important que vous soyez prévoyants, individuellement et pour votre famille, mais que les communes soient également prévoyantes pour leur propre fonctionnement, qu'elles doivent pouvoir assurer même en cas d'effondrement systémique, au moins pour un temps raisonnable de quelques mois » Alexandre Boisson, *Face à l'effondrement, si j'étais maire ? Comment citoyens et élus peuvent préparer la résilience* (Yves Michel Eds, 2019). p.105.

<sup>1157</sup> Christian Jonet et Pablo Servigne, « Initiatives de transition : la question politique », *Mouvements* 75, n° 3 (2013): op.cit., p.71.

<sup>1158</sup> Philippe Estèbe, « La décentralisation ? Tous contre ! », *Esprit* Février, n° 2 (2015): pp.74-84.

<sup>1159</sup> Tanguy Le Goff, « L'insécurité « saisie » par les maires. Un enjeu de politiques municipales », *Revue française de science politique* 55, n° 3 (2005): pp.415-444.

<sup>1160</sup> Romain Pasquier, « Une révolution territoriale silencieuse ? Les communes nouvelles entre européenisation et gouvernance territoriale », *Revue française d'administration publique* 162, n° 2 (2017): pp.239-252.

<sup>1161</sup> Ariel Mendez et Delphine Mercier, « Compétences-clés de territoires. le rôle des relations interorganisationnelles », *Revue française de gestion* 32, n° 164 (1 mai 2006): pp.253-276.

<sup>1162</sup> Durand Folco, *À nous la ville! traité de municipalisme*. op.cit., p.141.

<sup>1163</sup> Élise Descamps, « Fabian Jordan, créateur de la « Journée citoyenne » », 15 mars 2016, La Croix édition, sect. France.

<sup>1164</sup> Par exemple, le maire peut être pénalement responsable. Selon l'article L 2123-34 du Code général des collectivités locales, il est précisé que: « Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du Code pénal, le maire ou un élu municipal le suppléant ayant reçu une délégation ne peut être condamné [...] pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses

administratifs et légaux pour développer et sécuriser le territoire, ce qui est un avantage non négligeable pour assurer à terme la résilience de la commune. S'ils bénéficient également d'une étonnante popularité par rapport aux ministres, aux parlementaires, et aux figures traditionnelles politiques<sup>1165</sup>, ils font quand même face à un degré élevé de dépolitisation à l'échelle municipale. La résilience pourrait aussi « repolitiser » la question municipale, et l'interprétation concrète des 5 objectifs susmentionnés rappelle le concept de « planification territoriale ascendante » du géographe Patrick d'Aquino qui « vise spécifiquement l'amorce rapide (deux à trois ans) d'une dynamique réellement autonome pour la réflexion collective sur la gestion

---

compétences, du pouvoir et des moyens dont il disposait ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie.» Lors d'un accident, d'un manquement ou d'une négligence, la responsabilité pénale du maire est bien souvent recherchée, en sa qualité de représentant de la commune (cf. La responsabilité pénale des élus locaux en matière d'infractions non intentionnelles Anem – Cabinet Landot & associé : *Responsabilité pénale des élus locaux : trente ans d'évolution*). D'ailleurs, les collectivités territoriales et leurs groupements ne sont responsables pénalement que des seules infractions commises dans l'exercice d'activités susceptibles de faire l'objet de conventions de délégation de service public (Article 121-2 alinéa 2 du Code pénal).

La responsabilité pénale du maire sera reconnue dans tous les autres cas, sauf parfois ce qu'il ait délégué ses pouvoirs à un adjoint ou à un agent public. Cependant, les victimes cherchent bien souvent un responsable et si possible une personne physique identifiable. Ainsi, la législation a dû évoluer pour pallier l'engagement de plus en plus fréquent de la responsabilité des élus ou des agents publics ayant reçu une délégation de pouvoir (cf. des affaires très médiatisées comme l'incendie du dancing 5-7 en 1970 ou l'effondrement du stade de Furiani en 1992). Dans un rapport intitulé « La Responsabilité pénale des agents publics en cas d'infractions non-intentionnelles » (*La documentation française 1996*), le Conseil d'État précisait en effet que « s'il est clair que leurs fonctions ne sauraient les mettre à l'abri de poursuites pénales, il serait en revanche anormal que les agents, qui peuvent se trouver poursuivis par suite de faits exclusivement accomplis en vue de la réalisation de l'action publique, ne soient pas soutenus par l'administration à laquelle ils ont apporté leur concours ». C'est ainsi que les alinéas 2 et 3 de l'article L 2123-34 du CGCT disposent aujourd'hui que « la commune est tenue d'accorder sa protection au maire, à l' élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions. Lorsque le maire ou un élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation agit en qualité d'agent de l'État, il bénéficie, de la part de l'État, de la protection prévue par l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. » Les situations où la responsabilité pénale du maire peut être engagée sont nombreuses et concernent au premier chef toutes les activités de service public qui lui sont déléguées par l'État mais aussi toutes les activités d'intérêt général qu'assure directement ou indirectement la commune. Les maires se sont régulièrement émus de la situation stressante dans laquelle ils pouvaient se trouver du fait de la multiplicité des situations à risque et de l'impossibilité matérielle de pouvoir tout surveiller. Malheureusement, à la lumière des différentes jurisprudences, il apparaît que la loi du 10 juillet 2000 (dite Loi Fauchon) qui devait permettre de mettre les maires à l'abri de décisions « arbitraires » au regard de leur véritable responsabilité n'a pas forcément eu l'effet escompté. Au total l'application de cette loi semble peiner à freiner le glissement de la responsabilité politique vers la responsabilité pénale (in *La responsabilité pénale des élus locaux en matière d'infractions non intentionnelles* – Anem – Cabinet Landot & associés).

<sup>1165</sup> Christian Le Bart, *Les maires: sociologie d'un rôle*, Espaces politiques (Villeneuve d'Ascq: Presses Univ. du Septentrion, 2003). Introduction



du territoire, par l'émergence endogène de nouveaux espaces politiques, progressivement à toutes les échelles de prises de décision<sup>1166</sup>»

S'il a été nécessaire de reconnaître les forces mais aussi les écueils du concept protéiforme de la résilience, il est toutefois envisageable d'axer la réflexion à l'échelle des communes du Sud Alsace car : « la résilience donne la possibilité de réinscrire la ville dans le temps long, et de penser ainsi des trajectoires urbaines complexes, non linéaires<sup>1167</sup> ». Les méthodes et les outils développés lors de la prospective d'anticipation (chap 3.3) peuvent maintenant servir à élaborer les stratégies de résilience au regard d'une application municipale par leur « spécificité locale<sup>1168</sup> ». Toutefois, cette tentative est difficile voire risquée car elle n'a pas encore été étudiée à l'échelle du Sud Alsace d'autant plus qu'il est « encore rare qu'une telle adaptation urbaine proactive/transformatrice soit planifiée à l'avance et soit mise au service des habitants, notamment les plus vulnérables<sup>1169</sup> ».

## 6.2 Des stratégies pragmatiques à l'échelle des communes

<sup>1166</sup> Patrick d'Aquino, « Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante », *Espace géographique* 31, n° 1 (2002): p.14.

<sup>1167</sup> Djament-Tran et Reghezza-Zitt, *Résilience urbaines*. op.cit., p.352.

<sup>1168</sup> « Des questions restent encore à résoudre, mais le concept semble un bon outil pour les expliciter et proposer des pistes de réflexion. En adoptant une définition simple de la résilience, on propose une approche concrète de l'amélioration de la durabilité urbaine. Elle se fonde sur des indicateurs et des méthodes collaboratives répondant aux enjeux de spécificité locale, de réflexion globale, intégrée et transdisciplinaire, d'adhésion des acteurs mais aussi des populations. La bonne manipulation des concepts et la bonne articulation des outils devraient permettre de concrétiser la ville durable par la ville résiliente » Marie Toubin et al., « La Résilience urbaine : un nouveau concept opérationnel vecteur de durabilité urbaine ? », *Développement durable et territoires*, n° Vol. 3, n° 1 (13 juin 2012), op.cit., p.14.

<sup>1169</sup> « Les tentatives de construction proactive d'un système urbain résilient peuvent conduire à l'élaboration d'une vision globale de son futur en coévolution avec son environnement. Cela peut non seulement amener les acteurs à investir dans une prévention intelligente, mais aussi et surtout à développer une capacité d'adaptation sur le temps long du système urbain, face à des enjeux sociétaux, économiques et écologiques qui eux-mêmes évoluent dans le temps. Étant donné que le monde change en permanence, les conditions que les planificateurs urbains ont à traiter et à envisager changent elles aussi continûment. Par conséquent, les plans (et politiques) doivent être conçus de manière à s'adapter à des conditions changeantes. Malgré les injonctions et les incitations tant institutionnelles que politiques (notamment à l'échelon international et national) dont elle est l'objet et l'existence de villes-pilotes, il est encore rare qu'une telle adaptation urbaine proactive/transformatrice soit planifiée à l'avance et soit mise au service des habitants, notamment les plus vulnérables. » Béatrice Quenault, « De Hyōgo à Sendai, la résilience comme impératif d'adaptation aux risques de catastrophe : nouvelle valeur universelle ou gouvernement par la catastrophe ? », *Développement durable et territoires*, n° Vol. 6, n°3 (18 décembre 2015), p.25.

Comme pour la prospective d'anticipation (chap 5.3), un processus méthodologique participatif et le plus rigoureux possible a été mis en place pour élaborer des stratégies de résilience en Sud Alsace. Des propositions d'actions doivent se combiner pour atteindre l'objectif final : rendre le Sud Alsace le plus résilient possible. Ainsi, quatre domaines d'actions structurent les stratégies et font appel à des leviers qui sont fondamentaux pour construire ensuite des modes d'action à l'échelle de la commune. Les leviers pour chacun des domaines d'action sont les moyens, les méthodes, les outils intellectuels ou physiques, les opportunités utilisables pour atteindre un ou plusieurs objectifs. Ils peuvent aussi être organisationnels, financiers, matériels, technologiques ou programmatiques. Il peut s'agir d'actions physiques ou opérationnelles, d'actions financières ou d'acquisitions, ou la mise en place de structures dédiées et même de programme de recherche. La formation, des personnels comme des équipes, est un levier qui permet de faire évoluer les organisations, les structures et les mentalités ou de mettre en œuvre de nouvelles technologies, de nouveaux modes d'action. La communication et l'information sont aussi des leviers importants. Tout ce qui va permettre de lancer une dynamique est important. Susciter l'adhésion au projet, la mobilisation et la motivation des personnels est un levier stratégique en soi. La gestion des personnels, des ressources humaines entrent aussi en ligne de compte. La composition des équipes, la formation du personnel, leur disponibilité, leurs aptitudes et spécialités, voire les implantations, sont autant d'éléments à prendre en compte pour lancer une dynamique, élaborer et mettre en œuvre des capacités et des moyens d'action. Et le meilleur moyen de les élaborer est de mettre en œuvre un processus collectif qui nécessite la participation d'une multitude de participants externes et internes au territoire.

En nous inspirant encore une fois de la démarche participative de la dernière grande « messe » de prospective à Mulhouse (chap 3.3), nous avons réuni, avec la collaboration de l'association Sud Alsace Transition, une cinquantaine de citoyens représentant une large représentation socioprofessionnelle lors d'un nouveau séminaire le 17 juin 2017 à Riedisheim<sup>1170</sup>. Si le séminaire de prospective était

---

<sup>1170</sup> Comme pour le séminaire de prospective du 3 juin 2017, la démarche participative de ce deuxième séminaire sur la résilience a réuni 47 participants de 23 ans à 79 ans avec une moyenne d'âge de 43 ans. 7 animateurs étaient présents pour permettre le bon déroulement de la journée. Les

orienté vers le futur, celui sur la résilience se focalisait sur le présent. Le but n'est plus d'établir des variables clés pouvant influencer le territoire, puis de les représenter sous différentes hypothèses, comme ce fut le cas pour l'élaboration des scénarios de prospective, mais d'établir des actions concrètes perturbant ainsi le schéma mental des représentations. Il a également fallu ajuster et améliorer les méthodes d'intelligence collective par rapport au séminaire sur la prospective du 7 juin 2017 car la différence conceptuelle est notable entre ces deux moments. L'évènement « start-up de territoire » à Strasbourg du 4 mai 2017<sup>1171</sup> a fortement contribué à l'amélioration des méthodes dynamiques de groupe du séminaire<sup>1172</sup>, et ils ont d'ailleurs été repris trois semaines après le séminaire lors de l'université d'été de la SIM<sup>1173</sup>. Ensuite, des domaines d'action ont été préalablement définis pour structurer par ordre logique et d'importance l'ensemble des champs d'action possibles combinant la mise en œuvre des effets escomptés de différents leviers sur le système.

Le premier domaine d'actions est « *la gouvernance et la cohésion sociale* » car le diagnostic systémique (chap 4.1) et les résultats de la prospective (chap 5) montrent des tensions de gouvernance et des tensions sociales qu'il est impératif de résorber au moins partiellement pour préparer le Sud Alsace à la résilience. Sans ce premier domaine d'action, il n'est pas possible de revenir à une gouvernance efficace grâce au dispositif de prospective. Cela incite à la mise en œuvre de politiques locales de gouvernance le plus rapidement possible, car selon Dominique Bourg, nos

---

participants venaient essentiellement de M2A, de Mulhouse, mais aussi de Strasbourg, de Colmar, du Sundgau, de Montbéliard, de Saint-Louis, de la vallée de Thann, de Bâle, et de Paris. Encore une fois, les profils étaient variés : enseignants, directeur logistique de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, journalistes, architectes, le monde associatif et du spectacle, pharmacien, l'industrie de la chimie, ingénieurs, chercheurs, chômeurs, doctorants, sociologue, élue de Mulhouse, psychothérapeute, créateurs, politiques, techniciens, commerciaux, fonctionnaires territoriaux, fonctionnaire international, retraités, artistes, étudiants, et chefs d'entreprise.

<sup>1171</sup> Olivier Chapelle, « Fédérer les enthousiasmes pour le territoire alsacien », 24 mars 2017, L'Alsace édition, sect. Start-Up.

<sup>1172</sup> La méthode d'intelligence collective « start-up de territoire » est renvoyée en annexe 6.2.1

<sup>1173</sup> Béatrice Fauroux, « Université d'été de la SIM: boîte à idées pour le Sud Alsace », 7 juillet 2017, Le périscope édition. L'Université d'été s'est déroulée le 6 juin 2017 à MOTOCO sur le site de DMC. Environ 80 personnes dont des chefs d'entreprises et des responsables de la ville ont réfléchi à trois problématiques soumises par la SIM pour trouver des idées qui fassent progresser Mulhouse: 1/ La reconversion des bâtiments DMC qui appartiennent à m2A (Mulhouse Alsace Agglomération) 2/ La conception d'un événement pour Mulhouse 3/ Une meilleure dynamique pour les musées industriels de la ville. C'est dans ce cadre que j'ai remporté le prix de créativité 2017.

institutions sont inadéquates dans le monde fini : « si nous ne savons pas démocratiquement faire face aux problèmes écologiques, nos démocraties disparaîtront<sup>1174</sup> ». Le deuxième domaine d'actions est « *l'attractivité économique* ». Si la tendance de fond, celle d'une marginalisation économique, venait à perdurer davantage, les conséquences seraient encore plus néfastes, et les formes « de ségrégation » observées en Sud Alsace ne pourraient pas, à terme, pérenniser une économie viable et vivable. Ce domaine prend en compte l'ensemble des acteurs ayant des intérêts économiques, ainsi que tout ce qui concerne l'économie locale. Cette économie locale concerne des politiques de développement et des stratégies entrepreneuriales possibles pour ce territoire. Le troisième domaine d'actions est celui de « *l'aménagement du territoire* », car l'organisation des différents flux sur le territoire est à prendre en compte pour la résilience. À cet effet, l'aménagement du territoire peut équilibrer les liens de proximité si nécessaire à la résilience. Par ailleurs, les flux immatériels, comme la culture, ou matériels comme l'énergie ou l'économie, doivent être organisés le plus efficacement possible. Il est essentiel de mettre en place dès aujourd'hui des actions pour faire face aux crises et aux chocs à venir : « *la prévention et gestion des crises* » est le dernier domaine d'actions. Ceci est d'autant plus stratégique que les moyens pour y répondre baissent aussi. Cela demande de réfléchir préalablement aux moyens humains, matériels et politiques à mettre en place par des actions de coopération, par la mise en commun des moyens capacitaires, et par des entraînements et des formations avec les territoires transfrontaliers.


<b>Domaines d'action retenus</b>
Gouvernance et cohésion sociale
Attractivité économique
Aménagement du territoire
Prévention et gestion des crises

**Tableau 8 : les quatre domaines d'action structurant les stratégies de résilience pour le Sud Alsace.**

Le séminaire a permis de créer les leviers dans les quatre domaines d'action ainsi que leurs actions respectives. Les participants ont d'abord été invités à s'exercer sur


<sup>1174</sup> Dominique Bourg, « L'éco-scepticisme et le refus des limites », *Études* Tome 413, n° 7 (2010), p.40.

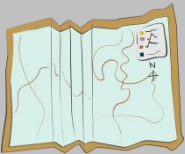
une étude de cas pour bien assimiler les méthodes, l'échelle de la commune, et les exigences de la résilience avec l'aide d'animateurs, présents lors du séminaire de prospective, et formés à la nouvelle méthode d'intelligence collective<sup>1175</sup>. Ensuite ils ont listé les leviers les plus englobants et puissants à partir des quatre domaines d'action sur lesquels les communes peuvent s'appuyer pour atteindre les objectifs de résilience. Les combinaisons judicieuses des différents effets vont permettre de proposer des options stratégiques diverses dans le but de fournir des modes d'action. Ci-dessous les leviers envisagés pour produire un certain nombre d'effets à travers la réalisation des actions qui en découleront.


<p><b>GOUVERNANCE ET COHÉSION SOCIALE</b></p> 	Pérenniser et développer les services publics.
	Inventer et organiser la concertation, la codécision et la gouvernance du territoire du Sud Alsace pour répondre réellement aux besoins.
	Anticiper et mieux prévenir les exclusions et développer le lien social.
	Bien communiquer.

<p><b>ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE</b></p>	Remettre l'humain au centre du développement économique local.
	Soutenir les petites entreprises et initiatives locales.
	Privilégier la durabilité dans toutes les activités.
	Mieux exploiter les potentiels des espaces d'activité disponibles

<sup>1175</sup> La cinquantaine de participants était répartie aléatoirement, par tirage au sort, dans les différents sous-groupes prévus pour le séminaire et animés par une personne dédiée. Le déroulement de la journée a été prévu pour faciliter à la fois la stimulation collective et l'animation. Une fois les participants installés, les animateurs présentaient les 5 objectifs qui fixent l'axe stratégique de la résilience dans le Sud Alsace. L'étude de cas a été utile pour aider le public à changer d'échelle, à ne plus penser à leur niveau, tout en s'appropriant la méthode d'intelligence collective. Chaque sous-groupe avait une étude de cas et les participants devaient jouer le rôle de maire afin de mettre en place un grand plan de protection de l'environnement pour adapter les accords des COP 21 et 22 sur leur commune. Pour y parvenir, ils devaient noter la pire idée possible, l'idée la plus originale et une idée consensuelle. Un exemple d'étude de cas d'une trentaine de minutes : « Cas pratique — Le Sud Alsace passe au vert — [Thann]. Nous sommes en 2018. Suite à la démission du conseil municipal en place, vous vous êtes présenté sur une liste lors des élections municipales pour la ville de Thann et vous avez été élu "maire". Vous voilà confrontés à une première affaire sérieuse : avec les communes du territoire, vous avez décidé de mettre en œuvre un "grand plan de protection de l'environnement" pour traduire les accords de la COP21 de Paris et de la COP22 du Maroc en mesures concrètes à échelle locale. Ce plan ambitieux à plusieurs buts objectifs : effectuer la transition énergétique, préserver la biodiversité, passer à une agriculture durable, etc. Quels moyens sont en votre possession pour atteindre ces objectifs ? ».

	pour les besoins futurs des entreprises.
	Produire une alimentation locale et durable.
	Promouvoir un tourisme respectueux de l'environnement.
	Donner envie de découvrir la région Sud Alsace.

<p><b>AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE</b></p> 	Organiser un territoire équilibré conciliant proximité, efficacité et mutualisation des moyens et services.
	Créer des infrastructures intercommunales et transfrontalières pour la cohésion sociale territoriale.
	Intégrer les enjeux humains, culturels, économiques et énergétiques dans la politique de développement urbain et d'habitat.

<p><b>PRÉVENTION ET GESTION DES CRISES</b></p> 	Identifier et évaluer les risques, prévenir et gérer les crises.
	La communication, sensibilisation, formation et information autour des crises et des risques.
	Travailler en coopération avec les territoires voisins.
	Moyens d'actions pour gérer les divers types de crises.

Une fois les leviers déterminés, la démarche consistait à élaborer leurs actions grâce à la méthode « start-up de territoire ». Les participants ont ainsi produit une grande quantité de données qui ne sont pas encore utilisables à ce stade<sup>1176</sup> : la cinquantaine d'intervenants ont élaboré presque 1200 idées en moins de deux heures. Tout en étant aussi productif, ce deuxième séminaire participatif fut plus rapide et dynamique que celui sur la prospective. D'après le questionnaire de satisfaction envoyé par email pour les remercier, les participants ont apprécié la diversité socio-professionnelle et la stimulation de la journée autour de la résilience,

<sup>1176</sup> En se déplacement librement parmi les agencements organisés pendant la pause déjeuner, les participants étaient entièrement libres de circuler parmi les quatre domaines d'action avec leurs feutres et post-it. Quatre sessions de vingt minutes ont organisé ces flux selon quatre périodes distinctes de la méthode « start-up de territoire » : celle de la pire idée, la plus folle, la plus consensuelle puis les acteurs utiles sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour mettre en place les actions. L'exercice fut tellement intense qu'une pause s'est imposée après la première session. Le travail des animateurs consistait à classer rigoureusement les feuilles et les post-it dans des pochettes transparentes, veillant à ne pas perdre la contribution des participants, et à bien respecter la nomenclature prévue à cet effet. L'élaboration des actions a duré 1 h 30 et le séminaire a pu se finir à 15 h.



mais certains d'entre eux, notamment ceux présents lors des deux séminaires, ont préféré le séminaire sur la prospective, car il n'y a pas eu assez de discussion en groupe lors de l'élaboration des actions. C'est une limite de l'exercice anticipée et assumée dès le départ. Après l'exclusion de données brutes qui ne sont pas considérées comme essentielles, déterminantes ou influentes, ou encore non compatibles avec la résilience, elles ont été fusionnées et agencées pour compléter les actions. Ce processus de « peaufinage » des données brutes a apporté une base solide pour amorcer une nouvelle analyse morphologique. Pour nous permettre de naviguer parmi le grand nombre de combinaisons possibles grâce à cette méthode, nous avons procédé de la même manière que pour la prospective afin de réduire considérablement l'espace morphologique grâce à la technique des blocs : les quatre domaines d'action et les leviers sont classés par ordre d'importance pour fixer le plus astucieusement possible l'espace morphologique afin de réduire considérablement les combinaisons possibles<sup>1177</sup>. Une fois les domaines d'action thématiques élaborés<sup>1178</sup>, les modes d'action ont pu ensuite être construits en utilisant une dernière fois l'analyse morphologique : les six modes d'action sont repris dans le tableau ci-dessous avec un intitulé correspondant au mieux à la philosophie de l'espace morphologique identifié. Ils représentent chacun 18 actions différentes réparties selon les quatre domaines d'action qui les structurent.

---

<sup>1177</sup> Les limites et la méthode sont explicitées dans le chapitre 5.1 et 5.3.






<sup>1178</sup> Les domaines d'action thématiques sont renvoyés en annexe par souci de lisibilité. Annexe 6.2.2.

Gouvernance et cohésion sociale	Une gouvernance associative	Miser sur le vivre ensemble	Une gouvernance de proximité	Une gouvernance au goût du jour	Éveiller au vivre ensemble	Une écoute bienveillante
Attractivité économique	Un protectionnisme vertueux de Transition	S'unir pour investir	Propulser l'entrepreneuriat local	Mettre de l'huile dans les rouages	Renouveau endogène éco-citoyen	Donner du sens à l'activité
Aménagement du territoire	La Nature au centre	Une consciences forte du territoire	Un appel à la création	Bien s'informer pour bien administrer	La cohésion écolo-sportive du territoire	Un territoire collaboratif
Prévention et gestion des crises	L'engagement citoyen	Une prévention rigoureuse et clairvoyante	Rassembler la "matière grise"	La cyberprévention	Une prévention multiniveaux aguerrie	Une prévention d'information
<b>Les modes d'action</b>	Une transition via les relais d'influence	Un développement collectif	Faire émerger le meilleur de l'Homme	La résilience multi-réseaux	Les citoyens, au cœur du Renouveau	La commune, épicerie du changement

Tableau 9 : les six modes d'action après l'analyse morphologique.

Comme pour les scénarios de prospective, il est nécessaire de fournir une grille de lecture claire, réelle et succincte des six modes d'action pour mieux appréhender les actions concrètes à mener en Sud Alsace pour atteindre les cinq objectifs (*l'harmonie interterritoriale, une économie viable et vivable, le vivre ensemble et la cohésion sociale, une démocratie territoriale participative, et la prévention territoriale des risques*). Le mode de lecture est similaire à celui des scénarios de la prospective d'anticipation. Ils sont regroupés dans un tableau suivi d'une narration avec leur titre respectif, les quatre domaines d'action thématiques constitués et leurs actions respectives répondant aux leviers. La description narrative qui suit est une interprétation du tableau, et l'écriture reste un exercice subjectif. Il est possible d'apporter une autre grille de lecture du moment qu'elle respecte la cohérence du mode d'action concerné.

## Une transition via les relais d'influence

Thèmes	Actions envisageables				Options stratégiques
<b>Gouvernance et cohésion sociale</b> 	Créer un poste de "référend associatif apolitique" pour assurer une meilleure coordination entre les associations d'utilité publique et les services publics	Diffuser deux fois par an un "questionnaire individuel d'évaluation du bonheur" pour comprendre les points de frustration et mieux orienter les politiques publiques en conséquence	Soutenir le développement des centres culturels, CIME, agoras de quartier maisons de la Transition, jardins publics et autres tiers lieux pour organiser des fêtes de quartier et des fêtes des voisins	Communiquer par l'événement et la culture (artiste, déguisements, saynètes,...) et afficher les exploits des "héros anonymes" du territoire	<b>Une gouvernance associative</b>
<b>Attractivité économique</b> 	Taxer les robots	Harmoniser la fiscalité intercommunes pour une meilleure équité et un co-développement (Stabilité et simplification fiscale, faire cotiser les robots, ...)	Développer une économie circulaire (renforcer la politique de tri et de recyclage des déchets, etc.)	Assurer le maintien de secteurs d'activité fragiles (agriculture, etc.)	<b>Un protectionnisme vertueux de Transition</b>
<b>Aménagement du territoire</b> 	Favoriser le regroupement et la mise en lien des agriculteurs locaux et bios (AMAP, COOP, ATAPAD, coopératives agricoles, etc.) en associant chaque foyer à une ferme "relais" pour acheter de la nourriture de proximité	Créer un "circuit des alternatives écologiques" (vélo, énergies renouvelables, sites naturels,...) jalonné de gîtes et d'entreprises écoresponsables	Tracer une route des commerçants		<b>La Nature au centre</b>
<b>Prévention et gestion des crises</b> 	Relier toutes les villes avec des pistes cyclables (y compris entre les 3 frontières) et relayer cette action auprès du département	Organiser des formations, des excursions et des camps dans la Nature pour développer la conscience de son environnement	Mettre en place une charte sociale et environnementale dans le PLU plus exigeante que la loi		<b>L'engagement citoyen</b>
<b>Prévention et gestion des crises</b> 	Répertorier les animaux susceptibles d'envoyer des signaux d'alerte avant une crise (cf. tempête de 1999)	Mettre en place un enseignement civique sur les risques à l'école appuyé par des réunions publiques semestrielles	Faire des exercices d'entraînement trinationaux et intercommunaux	Constituer une réserve citoyenne opérationnelle de protection civile pour aider les secours	<b>L'engagement citoyen</b>





Cette stratégie est particulièrement bien adaptée pour les communes de moyenne ou grande taille

Elle propose tout d'abord aux élus, de renforcer la cohésion sociale et d'inscrire les citoyens dans leur territoire. Cela passerait par la création d'un référent associatif apolitique pour assurer une meilleure coordination entre les services publics et les associations d'intérêt général ou par le développement de tiers lieux (centres culturels, CIME, agoras de quartier, jardins publics). Ensuite, la communication se ferait par le biais d'artistes (déguisements, saynètes) et les « exploits des héros anonymes » du territoire seraient affichés. En outre, pour une plus grande écoute des attentes du public, un « questionnaire individuel d'évaluation du bonheur » serait distribué deux fois par an aux habitants.

Pour prévenir et gérer les crises, cette stratégie recommande de former une « réserve citoyenne opérationnelle » d'aide au secours, réserve qui serait aussi mobilisée dans le cadre d'exercices intercommunaux et trinationaux de gestion de crises. Ce système serait complété par une sensibilisation aux risques naturels et technologiques (enseignement civique à l'école et réunions publiques semestrielles). Ces mesures seraient soutenues par plusieurs dispositifs : un répertoire des animaux susceptibles d'envoyer des signaux d'alerte avant une catastrophe, l'adoption d'une charte sociale et environnementale exigeante dans le PLU ou encore l'organisation de formations et excursions dans la Nature.

Enfin, grâce à cette inscription des habitants dans leur territoire, les communes assureraient leur résilience économique en harmonisant la fiscalité entre elles dans un souci d'équité et de co-développement, en taxant les robots et en protégeant les secteurs d'activités fragiles, notamment l'agriculture locale et bio. À cet effet, les collectivités mettraient en place une économie circulaire, adossée à une route des commerçants (similaire à la route des vins), à un bon réseau de pistes cyclables intercommunales et trinationales, et à un « circuit des alternatives écologiques » jalonné de gîtes et d'entreprises éco-responsables. Ces réseaux de transports permettraient de connecter les foyers à des « fermes relais » pour une nourriture de proximité, et de mettre en lien les agriculteurs bios locaux (AMAP, COOP, ATAPAD, etc.).

# Un développement collectif

Thèmes	Actions envisageables				Options stratégiques
<b>Gouvernance et cohésion sociale</b> 	Simplifier les démarches administratives pour les citoyens et créer des guichets uniques	Organiser une veille des pratiques nationales et internationales sur les mécanismes de participation démocratique, de concertation et de codécision	Créer des zones de culte mixtes ou proches les unes des autres et s'appuyer sur les institutions religieuses pour développer un dialogue intercommunautés	Soutenir la création d'une radio locale et d'un journal local intercommunal voire trinational, co-dirigé par les citoyens, créant ainsi un sentiment commun d'appartenance	<b>Miser sur le vivre ensemble</b>
<b>Attractivité économique</b> 	Intégrer la présence de philosophes, éthologues, religieux dans les conseils et les instances de décision des communes et entreprises	Créer une structure intercommunale pour faciliter les relations interentreprises (style "CCI communale")	Créer un fonds d'investissement intercommunal de "développement durable"	Rénover et aménager les friches industrielles en s'associant à des architectes spécialisés	<b>S'unir pour investir</b>
	Aider financièrement la reconversion de l'agriculture traditionnelle vers une agriculture biologique (préemption de terres pour les agriculteurs bio, les permaculteurs, ou les AMAP,...)	Développer entre les 3 frontières un bon réseau de pistes cyclables (cyclotourisme) et de transports en commun sur des circuits touristiques pour limiter l'utilisation de la voiture	Offrir des cadeaux (aux frontières, et offres promotionnelles)		
<b>Aménagement du territoire</b> 	Favoriser la coopération avec le conseil de développement	Organiser un service civique des 3 frontières	Adopter une vision à très long terme (prospective) de la politique d'urbanisme de la ville, prenant en compte l'ensemble des facteurs (environnementaux, sociaux, énergétiques...)		<b>Une conscience forte du territoire</b>
<b>Prévention et gestion des crises</b> 	Réaliser des analyses des risques par des experts indépendants des pouvoirs publics, et mise en place d'un "gestionnaire des risques" neutre	Une communication rationnelle et lucide multicanale, portée par des professionnels crédibles (pompiers, forces de l'ordre,...)	Échanger temporairement et régulièrement les équipes municipales et les agents techniques (échanges trinational et intercommunaux)	Préparer à l'avance l'exécution des plans de gestion crises en fonction des risques (notice synthétique, préparation à l'avance des messages d'alerte, etc.)	<b>Une prévention rigoureuse et clairvoyante</b>

Cette stratégie, particulièrement féconde pour les communes périurbaines ou rurales proches des frontières, se fonde sur la coopération entre trois structures administratives différentes pour atteindre les objectifs de résilience : la commune, l'intercommunalité et les trois pays.

Une première série de mesures vise à renforcer le vivre ensemble : l'adoption d'une vision à très long terme (prospective) des politiques d'urbanisme des villes prenant en compte l'ensemble des facteurs (environnementaux, sociaux, énergétiques, etc.), l'intégration de philosophes, éthologues ou religieux dans les conseils et les instances de décisions des communes et des entreprises, la création de zones de cultes religieux mixtes, ou encore l'organisation d'une veille sur les mécanismes de participation démocratique, de concertation et de co-décision avec les citoyens, en France ou à l'étranger.





Mais c'est au niveau économique que l'intercommunalité déploierait tout son potentiel. Une structure de type « CCI communale » serait créée pour faciliter les relations interentreprises, structure qui serait dotée d'un « fonds d'investissement intercommunal pour le développement durable ». Ce fonds fournirait d'une part, une aide financière aux agriculteurs pour qu'ils se reconvertissent à l'agriculture biologique (ou mieux, à la Permaculture), et servirait d'autre part, à financer la rénovation et l'aménagement des friches industrielles avec des architectes spécialisés. Par ailleurs, serait mis en place, au niveau intercommunal, un « gestionnaire des risques » indépendant des pouvoirs publics, en charge d'une communication multi-canaux et de l'élaboration à l'avance de plans de gestion de crises (messages d'alerte prérédigés, notices synthétiques pour l'exécution des plans, etc.).

Enfin, la coopération entre les trois pays ne serait pas en reste, avec la mise en place d'un bon réseau de pistes cyclables et de transports en commun trinationaux pour limiter l'utilisation de la voiture et améliorer le tourisme, la création d'un « service civique des trois frontières » ou encore l'établissement d'une radio trinationale codirigée par les citoyens des trois pays. Cette coopération intercommunale et transfrontalière serait grandement par l'échange temporaire et régulier des équipes municipales et techniques (entre communes et entre pays), par



la simplification des démarches administratives pour les usagers et par la création de guichets uniques.

## Faire émerger le meilleur de l'Homme

Thèmes	Actions envisageables				Options stratégiques
<b>Gouvernance et cohésion sociale</b> 	Déployer des antennes-relais en dehors de centres villes, dans des zones éloignées (guichets mobiles)	Se renseigner par des enquêtes et sondages réguliers indépendamment des organismes publics	Instaurer un système de correspondants interquartiers et/ou intercommunalités avec échanges de modes de vie réguliers	Créer des relais de proximité distribuant une information locale, intercommunale et trinationale pédagogique et vulgarisant des enjeux complexes	<b>Une gouvernance de proximité</b>
<b>Attractivité économique</b> 	Faciliter la formation locale	Faire connaître les entreprises (portes-ouvertes, concours, communication...)	Organiser des forums pour un territoire plus durable, entre entrepreneurs, consommateurs, salariés, élus, chercheurs...	Adopter une fiscalité municipale progressive pour les porteurs de projets	<b>Propulser l'entrepreneuriat local</b>
	Création de cantines se fournissant en produits bios et locaux	Monter en gamme le tourisme en développant une offre d'écotourisme (accrobranches, sports nature, camps de survivalisme, alimentations etc.)	Opter pour une bonne desserte de transports dans les zones touristiques (Vosges, villages...), notamment par rails		
<b>Aménagement du territoire</b> 	Mettre en place des transports collectifs gratuits, performants et réguliers dans et entre les communes	Lancer des petites fêtes aux arrêts et dans les transports en commun (bus, trams, trains...)	Donner aux citoyens la possibilité de lancer eux-mêmes des projets urbains et énergétiques		<b>Un appel à la création</b>
<b>Prévention et gestion des crises</b> 	Mobiliser l'université par l'organisation de conférences, la vulgarisation des savoirs et le financement d'études stratégiques sur les risques du territoire	Présenter des simulateurs virtuels (jeux informatiques) et exploiter les solutions trouvées par les participants	Créer des groupes de travail thématiques trinationaux et intercommunaux	Proposer des formations à l'école et aux citoyens à la gestion de crise	<b>Rassembler la "matière grise"</b>

Particulièrement adaptée aux moyennes et grandes villes, cette stratégie cherche à fluidifier les flux économiques, de personnes et d'informations sur le territoire, et à favoriser les initiatives des particuliers.





Elle propose tout d'abord de créer un terreau favorable à l'innovation et à l'épanouissement des citoyens grâce à plusieurs initiatives : la création de cantines (scolaires ou en entreprises) se fournissant en produits bios locaux, l'instauration d'un système de correspondants interquartiers et/ou intercommunautés avec échanges de modes de vie réguliers pour renforcer la cohésion sociale, ou encore la montée en gamme du tourisme avec le développement de l'écotourisme (accrobranches, sports nature, camps de survivalisme, alimentations, etc.)

En complément, cette stratégie cherche à favoriser l'accès des citoyens aux services publics, par le déploiement en dehors du centre-ville d'antennes-relais et de « guichets mobiles », ainsi que des relais de proximité pour distribuer une information locale, intercommunale et trinationale qui vulgariserait les grands enjeux de société. Pour mieux répondre aux attentes du public, ces services publics seraient pilotés par des enquêtes et sondages réguliers réalisés par des organismes indépendants des pouvoirs publics. Ce « maillage global » du territoire serait complété par la mise en place de transports collectifs (notamment par rails) gratuits, performants et réguliers dans et entre les communes, ainsi qu'à destination des zones touristiques. Des fêtes seraient organisées aux arrêts de bus/tram et dans les gares.

Enfin, les énergies du territoire seraient mises en valeur par l'action des pouvoirs publics, en facilitant la formation locale, en adoptant une fiscalité municipale progressive pour les porteurs de projets ou en faisant connaître les entreprises via des portes ouvertes, des concours ou encore, l'organisation de forums pour un territoire plus durable, rassemblant entrepreneurs, consommateurs, salariés, élus et chercheurs.

Toutefois, cette valorisation des initiatives privées s'accompagnerait d'une responsabilisation des citoyens concernant les risques de leur territoire, par des formations en gestion de crises à l'école, par la mise à contribution de l'université qui organiserait des conférences, vulgariserait les savoirs et financerait des études stratégiques sur les risques locaux. Enfin, des simulateurs virtuels de gestion de

crise (jeux informatiques) seraient mis en place avec l'exploitation des solutions trouvées par les participants.

La résilience multi-réseaux					
Thèmes	Actions envisageables				Options stratégiques
<b>Gouvernance et cohésion sociale</b> 	Organiser et améliorer les services publics en concertation avec les usagers pour être au plus proche de leurs besoins	Utiliser des outils de démocratie numérique (style Demodyne.org)	Organiser des rencontres culinaires interculturelles, disco-soupes, des pique-niques et auberges espagnoles chaque dimanche, des trocs de plantes, des célébrations des saisons, des cueillettes collectives,... favoriser les bars voire créer des bistrot municipaux	Investir les réseaux sociaux en co-gestion avec les citoyens, notamment les jeunes (facebook, twitter, snapchat, chaîne youtube,...)	<b>Une gouvernance au goût du jour</b>
<b>Attractivité économique</b> 	Inciter les entreprises à adopter une charte de "bien être au travail"	Fournir un appui logistique et matériel aux PME locales (tiers lieux, mutualisations, pépinières...)	Mettre en place un label de qualité sud alsacien (local et socialement / environnementalement responsable)	Densifier les espaces d'activités existants	<b>Mettre de l'huile dans les rouages</b>
<b>Aménagement du territoire</b> 	Organiser une structure de recherche, de collecte et de diffusion des bonnes pratiques à des fins d'optimisation et de mutualisation des moyens intercommunaux	Permuter les enfants d'école et organiser des rencontres/échanges entre écoles sur une base intercommunale et trinationale	Spécifier au mieux les besoins d'aujourd'hui par une cartographie des caractéristiques et carences de son espace (Agence d'urbanisme)		<b>Bien s'informer pour bien administrer</b>
<b>Prévention et gestion des crises</b> 	Mettre en place une base de données publiques et intercommunales pour mutualiser les données et les bonnes pratiques	Lancer une application smartphone intercommunale qui regroupe les différents types d'alertes avec des solutions et consignes	Créer un forum bilingue trinationnel et intercommunal pour échanger les bonnes pratiques et favoriser les rencontres entre acteurs des 3 frontières	Assister la prise de décision par intelligence artificielle	<b>La cyberprévention</b>

Cette stratégie fonctionne avec tous les profils de communes, et sert au lancement rapide d'une dynamique de résilience, articulante quatre sphères d'actions différentes.





La première sphère recourt aux technologies du numérique pour consulter les citoyens (plates-formes de démocratie numérique Demodyne.org), pour communiquer (cogestion des réseaux sociaux de la maire avec les citoyens) et pour prendre des décisions (décideurs assistés de l'intelligence artificielle). Par ailleurs, en matière de prévention et de gestion des crises, elle mutualiserait les données et les bonnes pratiques (base de données à l'échelle intercommunale) et lancerait une application smartphone (informations, solutions et consignes en cas de crise). Cette stratégie « numérique » fournit des outils de politiques publiques rapidement opérationnels, mais elle reste temporaire car peu résiliente à moyen et long terme (dépendance aux énergies, métaux, technologie, forts risques de sécurité...).

La deuxième sphère valoriserait la cohésion sociale par des rencontres culinaires interculturelles (disco soupes, cuisines du monde, bistrot municipaux, cueillettes collectives, célébration des saisons, etc.), par la permutation d'écoliers entre les communes et entre les trois pays, et par l'échange de bonnes pratiques entre territoires lors de forums bilingues trinationaux et intercommunaux.

La troisième sphère améliorerait les services publics par la concertation avec les usagers pour répondre au mieux à leurs besoins, et par une structure de recherche, de collecte et de diffusion des bonnes pratiques, à des fins d'optimisation et de mutualisation des moyens intercommunaux.

Enfin, dans un dernier point, la commune densifierait les espaces d'activités existants et fournirait un appui logistique et matériel aux PME locales (tiers lieux, pépinières, mutualisations). En échange de quoi, elle les inciterait à respecter une charte de « bien-être au travail » et recommanderait qu'elles respectent un label de qualité sud alsacien (« Produit en Sud Alsace », produits locaux écologiques et socialement responsables).

## Les citoyens, au cœur du Renouveau

Thèmes	Actions envisageables				Options stratégiques
<b>Gouvernance et cohésion sociale</b> 	Cogérer des services publics (urbanisme, traitement des déchets, transport, ordre public,...) en partenariat avec les usagers	Tirer au sort des conseils consultatifs (style Parlement Alsacien des Jeunes) selon des critères paritaires (âges, genre, CSP,...) et les faire participer à des séminaires de formation	Mettre en place des ateliers, jeux de rôle, jeux de société et activités intergénérationnelles et intercommunales avec les associations locales pour développer l'empathie	Diffuser les méthodes de communication non-violente et d'intelligence collective à l'école et auprès des citoyens via l'éducation populaire	<b>Éveiller au vivre ensemble</b>
<b>Attractivité économique</b> 	Laisser les citoyens, après débats, décider de l'utilisation d'une partie du budget d'investissement de la commune	Intégrer et promouvoir la MLC (Monnaie Locale Complémentaire) du territoire	Adapter la fiscalité aux efforts consentis par les entreprises et les ménages en terme de préservation de l'environnement	Mutualiser les moyens des entreprises (humains, financiers...) pour réduire les coûts	<b>Renouveau endogène éco-citoyen</b>
<b>Aménagement du territoire</b> 	Former les élus aux méthodes d'intelligence collective et à la communication non-violente	Créer des jeux olympiques alsaciens ouverts aux territoires voisins	Rénover et mieux isoler les bâtiments publics pour qu'ils soient à énergie passive voire positive, et participation financière à la rénovation de l'habitat de particuliers		<b>La cohésion écolo-sportive du territoire</b>
<b>Prévention et gestion des crises</b> 	Lancer des exercices d'entraînement participatifs réguliers et à échelle réelle et effectuer des RETEX (retours d'expériences des bonnes pratiques et des citoyens)	Généraliser et renforcer les mises en situation avec jeux de rôle "réels" intergénérationnels (formations aux 1ers secours, etc.)	Mettre sur pied des forces trinationales et intercommunales (mutualisation des moyens) en cas d'urgence	Mettre en place un réseau de "cellules de crise citoyennes" capables de se mobiliser rapidement et de façon autonome, adossé à des centres locaux de gestion de crise	<b>Une prévention multinationaux aguerrie</b>

Cette stratégie fonctionne avec tous les profils de communes. Elle recommande d'inclure le plus possible les citoyens dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

Leur contribution active se ferait par des conseils consultatifs tirés au sort (sur le modèle du Parlement Alsacien des Jeunes), en co-gérant avec eux les services publics (urbanisme, traitement des déchets, transport, ordre public). Ils décideraient aussi après débat, de l'utilisation d'une partie du budget d'investissement de la commune, et rejoindraient des « cellules de crise citoyennes » (adossées à des « centres locaux de gestion de crise ») capables de se mobiliser rapidement et de façon autonome en cas de catastrophe.





Leur implication nécessite de former les habitants et les élus aux méthodes d'intelligence collective et à la communication non violente (via l'école et via les réseaux d'éducation populaire). Cette formation prendrait la forme d'ateliers, de jeux de rôles et de sociétés intergénérationnelles et intercommunautaires pour développer l'empathie au sein de la population. Par ailleurs, le lancement régulier « d'exercices d'entraînement à la gestion de crise » sous forme de « jeux de rôles réels » avec une force trinationale et des forces intercommunales, multiplierait les retours d'expériences et formerait les participants aux premiers secours.

Enfin, cette stratégie fournit plusieurs pistes pour mettre en place une économie résiliente : un « label environnemental » valoriserait les sites et établissements touristiques respectueux de l'environnement, et irait de pair avec l'intégration de la Monnaie Locale Complémentaire (la Cigogne) aux politiques économiques des communes. De plus, ces dernières aideraient à la mutualisation des moyens (humains, financiers, etc.) des entreprises pour réduire les coûts, adapteraient la fiscalité en fonction des efforts consentis par les entreprises et les ménages en matière de préservation de l'environnement, et rénoveraient les bâtiments publics pour qu'ils soient à énergie passive ou positive. Enfin, les collectivités stimuleraient l'agriculture urbaine et péri-urbaine en fournissant des jardins partagés et en créant des « champs municipaux bios » (ou mieux, en Permaculture).



La création de quelques grandes attractions (« Mulhouse plage »), et l'organisation des « Jeux Olympiques alsaciens durables » ouverts aux territoires voisins, fortifieraient le lien social et le sentiment d'appartenance.

## La commune, épice centre du changement

Thèmes	Actions envisageables				Options stratégiques
<b>Gouvernance et cohésion sociale</b> 	Proposer des avantages aux fonctionnaires municipaux	Organiser des référendums à choix multiples locaux, avec suffrage au jugement majoritaire	Créer un observatoire des exclusions dans chaque commune en lien avec les écoles, les centres de soin, la police... qui évaluerait l'efficacité des dispositifs	Mettre en place un directeur de communication utilisant plusieurs canaux de communication	<b>Une écoute bienveillante</b>
<b>Attractivité économique</b> 	Mettre en œuvre une communication forte pour valoriser "la place de l'Homme dans son territoire"	Ouvrir un co-service civique en partenariat avec les entreprises	Établir des liens entre les entreprises locales et l'apprentissage / les universités	Optimiser et conditionner l'octroi de subventions publiques	<b>Donner du sens à l'activité</b>
<b>Aménagement du territoire</b> 	Instaurer une économie de fonctionnalité (prêt d'équipements, partage des moyens...) dans et entre les communes	Soutenir la création de potagers scolaires, cultures partagées en ville... et les classes vertes à l'école et éducation à la nature	Associer les habitants à la conception et à l'élaboration des projets énergétiques et d'urbanisme (microcentrales hydrauliques, solaires, éoliennes...) ainsi qu'à l'allocation des espaces		<b>Un territoire collaboratif</b>
<b>Prévention et gestion des crises</b> 	Afficher l'historique et les prévisions des risques du territoire dans des endroits clés dans les communes	Déramatiser et calmer la population par une communication réaliste et crédible (conférences, forums,...) et humoristique (troubadours qui déclament dans l'espace public,...)	Créer des structures trinotionales pour la prévention et la gestion de crise	Relayer l'information par une icône qui incarne la résistance du territoire face à la crise (super héros style batman, captain Europe,...) pour communiquer et rassurer les populations (ex : captain Sud Alsace)	<b>Une prévention d'information</b>

Cette stratégie est orientée vers des communes dont les moyens sont limités, ou qui chercheraient à perfectionner des politiques déjà mises en œuvre. Elle s'articule essentiellement sur le dialogue avec les différents acteurs du territoire.

Elle propose ainsi d'être à l'écoute de la société par le biais de « référendums locaux à choix multiples » (avec suffrage au jugement majoritaire), ou par la création d'un observatoire des exclusions dans chaque commune en partenariat avec les écoles, les centres de soin et la police. Par ailleurs, un « directeur de communication » intercommunal mettrait en œuvre une communication professionnelle, utilisant plusieurs canaux d'informations et s'associerait aux citoyens pour valoriser « la place de l'Homme dans son territoire ».

Cet axe fort soutiendrait la résilience économique, qui se ferait par l'établissement d'une économie de fonctionnalité (prêt d'équipements, partage des moyens) au sein de chaque commune et entre elles, par la création d'un service civique en partenariat avec les entreprises, ou par le renforcement des liens entre les entreprises et l'université (stages, apprentissage). La commune épaulerait la création de potagers scolaires et de cultures partagées en ville, mais aussi le lancement de campagnes de sensibilisation sur la production agricole locale avec des événements et des défis à relever (concours du meilleur circuit court, action type « incroyables comestibles », vacances à la ferme, etc.). Par ailleurs, elle associerait les habitants à la conception et à l'élaboration des projets urbains et énergétiques (hydrauliques, solaires, éoliennes) et intégrerait les acteurs locaux de l'environnement (gardes forestiers, agriculteurs, etc.) à l'offre touristique. Une meilleure allocation des subventions publiques favoriserait ces mesures.

Par ailleurs, en terme de gestion des crises, cette stratégie recommande d'afficher dans les espaces publics l'historiographie et les prévisions des risques concernant le territoire, ou d'organiser des forums et des conférences pour rassurer la population et lui exposer les risques avec réalisme. En outre, ces informations seraient relayées par des symboles comme un super héros (Capt'aine Sud Alsace) et par une communication humoristique (troubadours qui déclament dans l'espace public). Enfin, la mise en place de structures trinotionales complèterait au mieux ces actions.

Deux critères apportent une analyse supplémentaire à ces six stratégies de résilience : la façon dont un mode d'action peut être mis en œuvre indépendamment des autres, ce qui revient à mesurer le degré de liberté offert par son application ; puis comment il interagit avec les autres, c'est-à-dire sa capacité propre à se combiner ou à faire agir les autres en commun.

D'une part, chacun de ces modes d'action propose des actions différentes pour viser si possible la résilience du Sud Alsace. Ils décrivent une logique d'intervention spécifique à l'échelle des communes. Comme aucun d'entre eux ne peut être entièrement efficace, il faut nécessairement les combiner selon leurs propres forces<sup>1179</sup>. Plus un mode d'action est indépendant, plus les acteurs concernés ont de liberté pour les adapter ou s'en désengager facilement. À l'inverse, les modes d'action les moins indépendants signifient l'existence de contraintes de tout ordre pour les mettre en œuvre (logistique, économique, morale, technique, philosophique, religieuse, etc.).

### Les stratégies les plus indépendantes (liberté d'action)

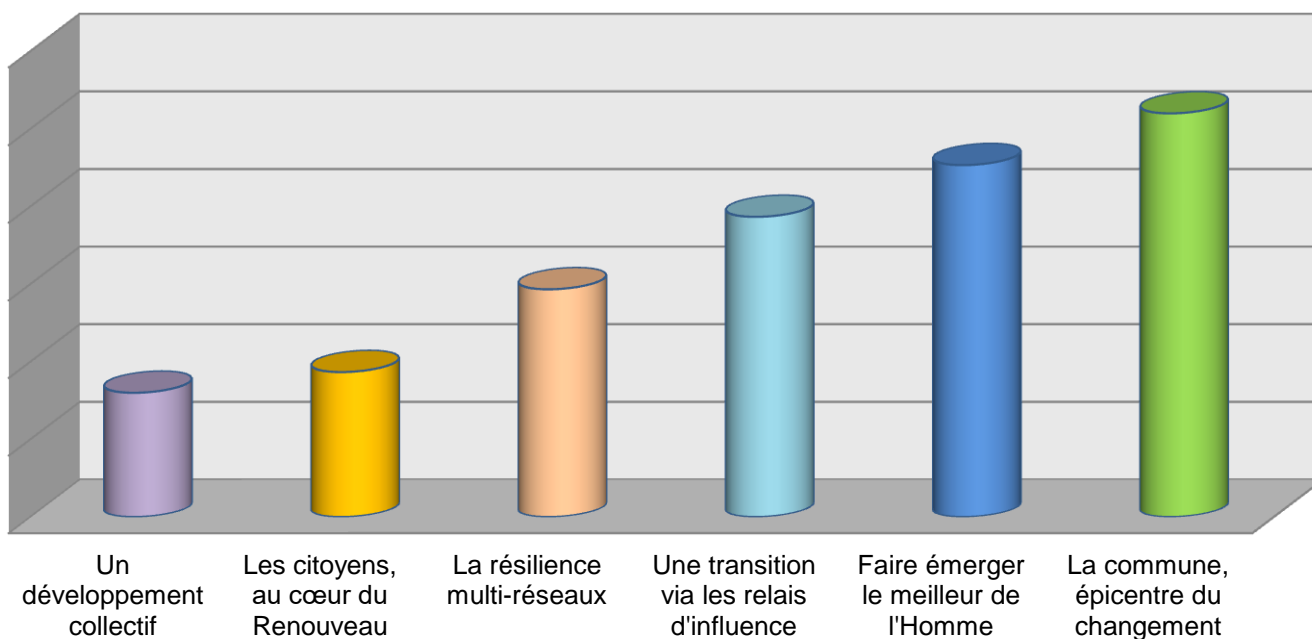


Figure 15 : la liberté d'action qu'offre les modes d'action du moins au plus indépendants.

<sup>1179</sup> Le mode opératoire des comparaisons étant déjà expliqué pour l'articulation des scénarios de la prospective d'anticipation, il n'est pas nécessaire de réexpliquer la méthode (voir chap 5.3.) Les analyses sont reportées en annexe 6.2.3.

Les modes d'action « *La commune, épicentre du changement* » et « *Faire émerger le meilleur de l'Homme* » sont les stratégies qui offrent le plus de liberté d'action, car elles n'envisagent pas d'actions limitant l'adaptation ou le retrait de ces stratégies par les acteurs concernés. En effet, le maire joue un rôle central dans l'exécution de ces deux stratégies, il garde donc une grande liberté d'action. Cela est moins vrai pour les stratégies « *Une transition via les relais d'influence* » et « *La résilience multi-réseaux* », car d'autres acteurs permettent leur mise en place. Enfin, les deux dernières stratégies lient très fortement le maire aux citoyens ou à la coopération transfrontalière ou intercommunale. Le maillage de ces deux stratégies rend le maire plus dépendant des autres parties prenantes dans l'exécution et la gestion de ces modes d'action, de ce fait le degré de liberté est moindre. Finalement, ces résultats montrent qu'il existe une grande disparité de liberté d'action entre les modes d'action. Les modes d'action se différencient également selon leur caractère englobant, c'est-à-dire que son action est ambitieuse, vaste et regroupe d'autres modes d'action.

## Les stratégies les plus englobantes

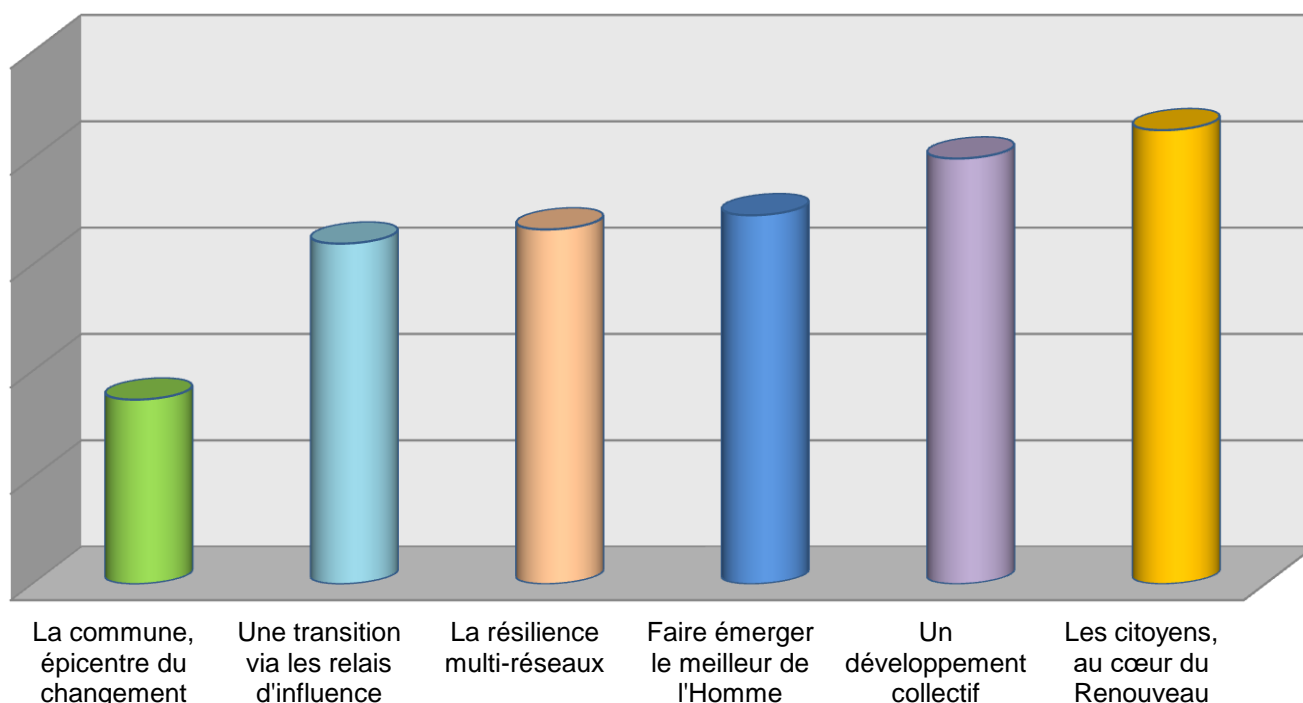


Figure 16 : les stratégies les plus englobantes.

Le caractère englobant est nettement plus fort pour les stratégies « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* » et « *Un développement collectif* » par rapport à « *La commune, épiceutre du changement* ». Cela signifie que les deux premières stratégies sont extrêmement ambitieuses dans la mise en œuvre d'actions de grande ampleur, tandis que la dernière a une ambition plus limitée.

Plus une stratégie est englobante pour le territoire, moins elle offre de liberté d'action. Les stratégies « *Un développement collectif* » et « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* » sont les plus englobantes, ce sont celles qui offrent le moins de liberté d'action ; et « *La commune, épiceutre du changement* » est la stratégie qui offre le plus de liberté d'action, mais c'est la moins englobante. En revanche, les stratégies « *La résilience multi-réseaux* » et « *Faire émerger le meilleur de l'homme* » sont les modes d'action les plus stables, car elles offrent à la fois un certain niveau de liberté d'action et un certain niveau d'ambition.

D'autre part, une fois les modes d'action comparés séparément, il est important de souligner s'ils peuvent se combiner entre eux, ou non, et si les actions proposées sont contradictoires, et s'ils sont susceptibles de faciliter, ou non, l'application d'un autre, c'est-à-dire de créer un cadre favorable à la réalisation des actions. La méthode comme les résultats sont reportés en annexe pour faciliter la lecture<sup>1180</sup>. Dans 80 % des cas, une stratégie peut compléter et valoriser une autre malgré la présence d'antagonismes et d'interactions neutres. Les stratégies « *La commune, épiceutre du changement* » et « *La résilience multi-réseaux* » peuvent parfaitement s'agréger aux autres, c'est-à-dire que les communes pourraient mettre en place toutes les stratégies à partir de celle-ci. Les modes d'action « *Un développement collectif* » et « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* » sont portés par tous les autres. C'est-à-dire, quelle que soit la décision prise, des éléments de ces stratégies seront toujours proposés. Il s'avère donc qu'il n'est pas nécessaire pour le décideur de choisir en priorité ou en exclusivité ces deux stratégies, car dans tous les cas, elles seront plus ou moins mises en œuvre naturellement avec les autres modes d'action. Et comme il s'agit de deux modes d'action qui ont la plus faible liberté d'action, il serait intéressant de mettre en place celle qui en offre le

---

<sup>1180</sup> La matrice des interactions ainsi que la méthode est reportée en annexe 6.2.4.

plus, à savoir « *La commune, épiceutre du changement* », car elle permet à terme de mettre en place sans effort ces deux stratégies qui sont par ailleurs les deux plus englobantes. Les trois stratégies qui offrent le plus de liberté d'action peuvent à terme faire advenir presque naturellement les deux stratégies les plus englobantes.

## Stratégies les plus fédératrices

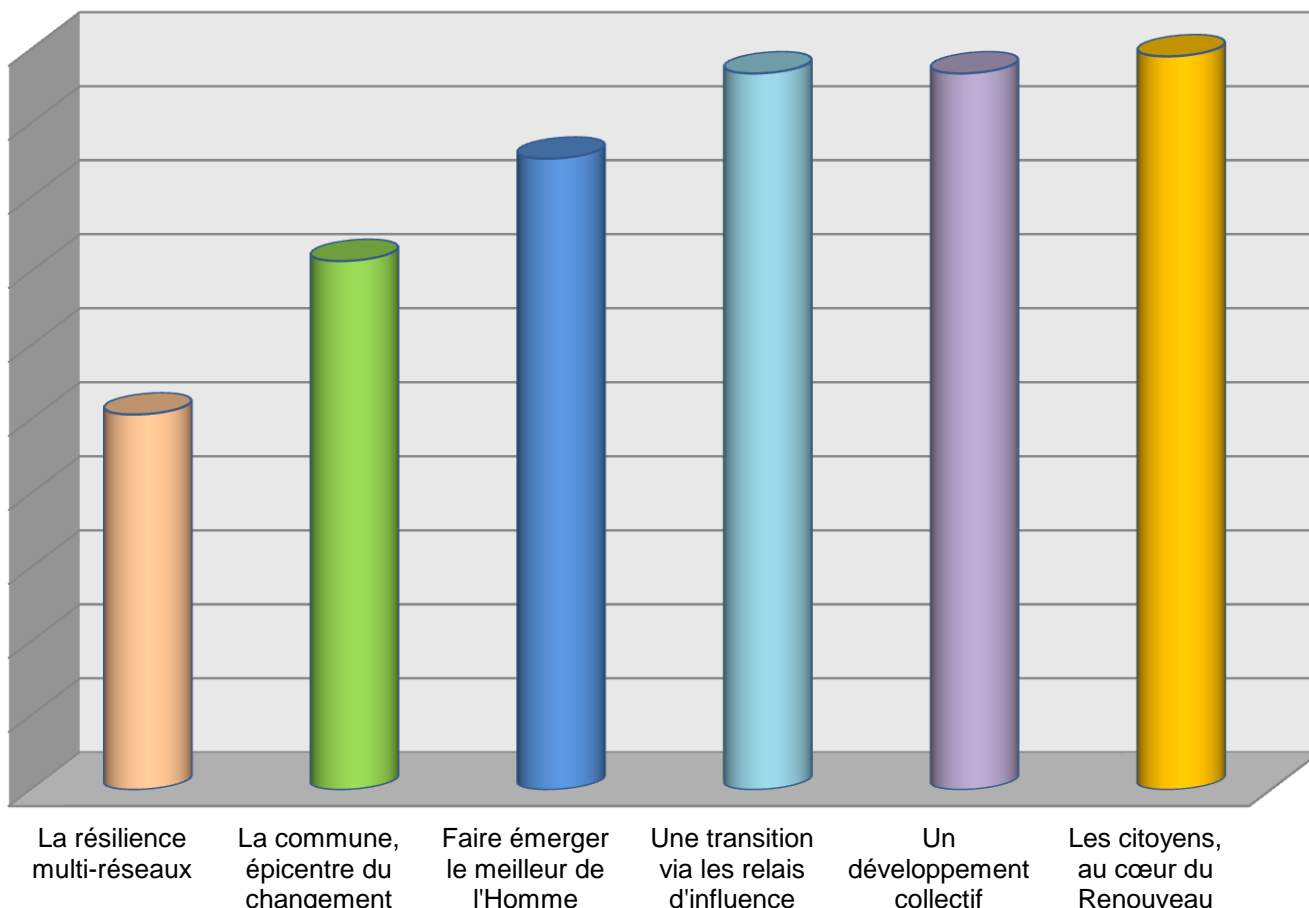


Figure 17 : les modes d'action qui sont les plus fédératrices.

Sans surprise « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* » et « *Un développement collectif* » sont les deux stratégies qui complètent le mieux les autres, tandis que « *La résilience multi-réseaux* » et « *La commune, épiceutre du changement* » sont les modes d'action les moins fédérateurs, et sont les stratégies les moins propices pour compléter ou remplacer d'autres stratégies.



## Stratégies les plus porteuses

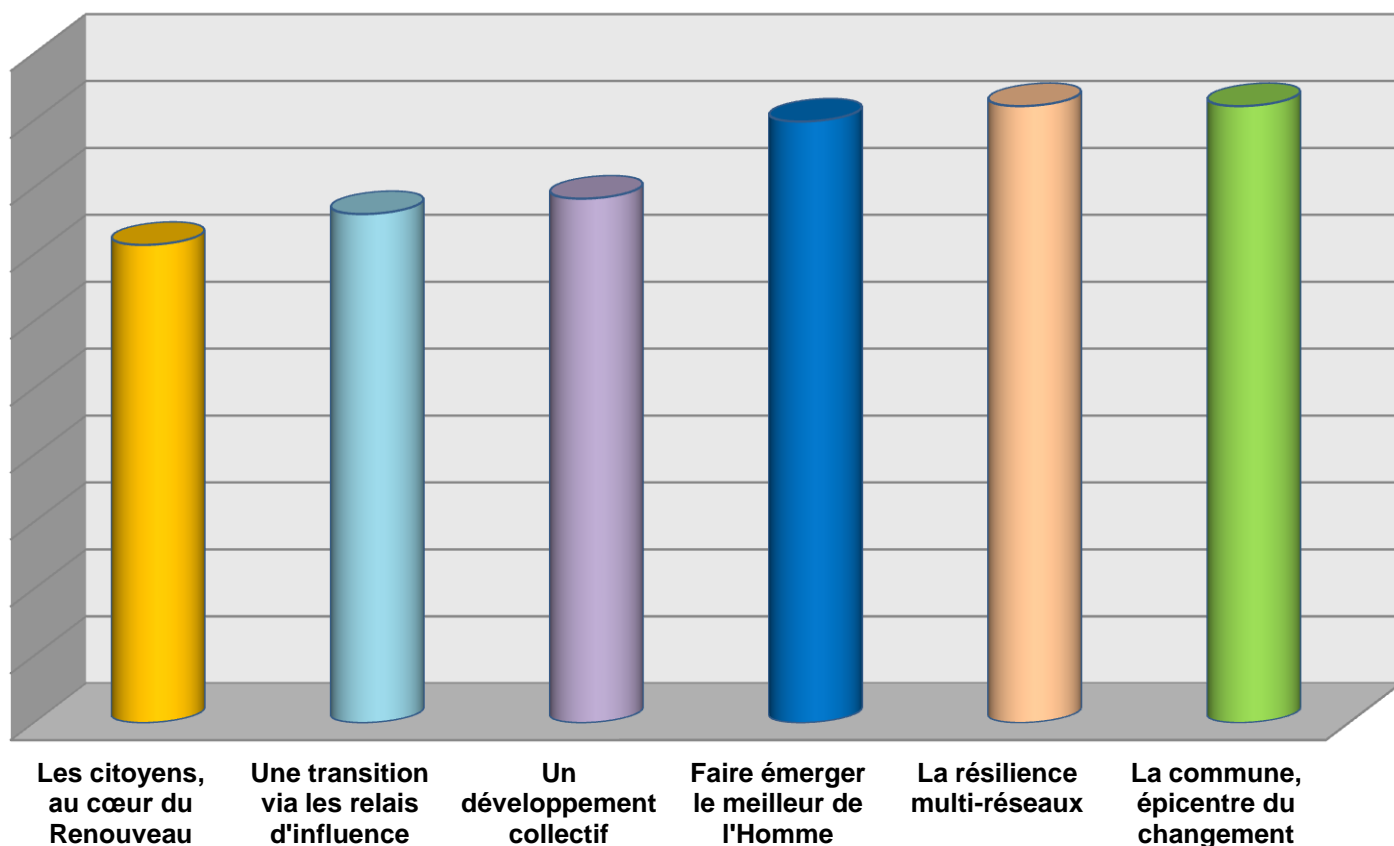


Figure 18 : les modes d'action qui sont les plus porteuses.

Un mode d'action est porteur s'il est choisi comme stratégie principale et qu'il peut être complété ou remplacé par presque n'importe quelle autre stratégie, ce qui décuplera les effets des actions entreprises. C'est-à-dire que plus une stratégie est porteuse, plus elle peut être complétée ou remplacée par une autre : « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* », « *Une transition via les relais d'influence* » et « *Un développement collectif* » sont les stratégies les moins porteuses, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas être efficacement complétés par les autres modes d'action, et qu'il n'y aura pas forcément d'effet d'entraînement dynamique entre la stratégie principale et la nouvelle.

Le schéma ci-dessous récapitule le processus d'élaboration méthodologique et collectif des stratégies pour le Sud Alsace<sup>1181</sup>.

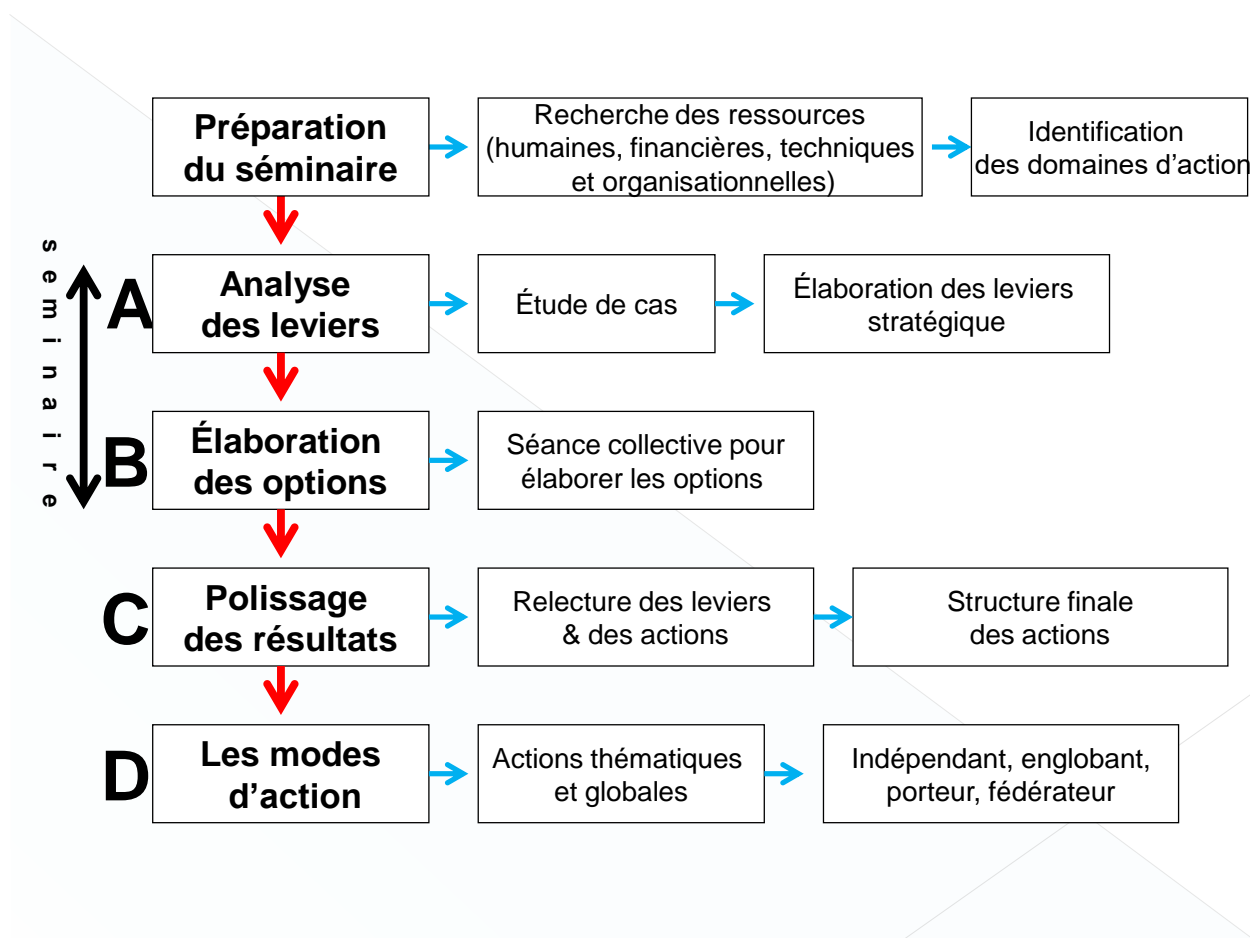


Figure 19 : les différentes étapes de la construction des modes d'action, juin et juillet 2017.

En conclusion, plusieurs angles d'approche se dessinent pour proposer des axes stratégiques à partir de ces stratégies pragmatiques à l'échelle des communes. Pour initier une stratégie de résilience en Sud Alsace, il faudrait adopter une stratégie de lancement parmi les modes d'action suivants : « *Faire émerger le meilleur de l'Homme* », « *La résilience multi-réseaux* » et « *La commune épiceutre du changement* ». Toutes les combinaisons possibles et réalisables entre ces trois stratégies se bonifieront entre elles et auront des synergies dynamiques. Une fois que ces actions auront produit l'essentiel de leurs effets, il sera possible alors de basculer sur « *Une transition via les relais d'influence* », « *Un développement collectif* » et « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* ». Enfin, cette dernière stratégie

<sup>1181</sup> Les photos des différentes étapes lors du séminaire sont reportées en annexe 6.2.5.

semble être une stratégie risquée à ce stade, car il s'agit d'une stratégie « mature » qui ne fonctionnerait pas dès le départ. Il faut attendre que toutes les parties prenantes puissent s'acculturer avant de la mettre en œuvre, d'autant plus qu'elle ne se combine pas parfaitement avec les autres modes d'action.

Ces modes d'action, élaborés à partir d'une démarche participative dans le fil conducteur de l'histoire de la prospective à Mulhouse, basés sur le concept de résilience, et construits autour d'une méthode rigoureuse ne décrivent pas des solutions « toutes faites », mais des manières de faire pour apporter une réflexion stratégique sur la résilience du Sud Alsace dans le but d'une action publique territoriale. Ces modes d'action peuvent accompagner la politique communale d'une mairie ou d'une collectivité, et ne sont pas contradictoires avec l'évolution du Sud Alsace. En effet, quel que soit le futur qui se dessine, ces stratégies peuvent non seulement s'appliquer dès aujourd'hui, mais restent aussi valables dans les prochaines années.

### 6.3 Aux frontières de l'action publique territoriale par l'ingénierie prospective

L'application de ces six stratégies de résilience élaborées à l'échelle des communes du Sud Alsace permet d'envisager un faisceau de choix et de potentiels révélant ainsi plusieurs frontières, c'est-à-dire une « zone grise » dont la mise en œuvre de la résilience dépend. Une mise en perspective globale est nécessaire pour apporter des éclairages sur la capacité d'action à atteindre la résilience en fonction des parties prenantes, des stratégies, des scénarios et des objectifs : c'est ce qui est appelé « l'ingénierie prospective » selon les travaux de l'économiste Jacques Arcade<sup>1182</sup>.

En réalité, les lignes et les interactions socioéconomiques sont poreuses, et si nous ne sommes jamais à l'abri d'une surprise, l'approche systémique permet d'éclairer les frontières d'application malgré les biais humains. En effet, comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, les limites de ce modèle se retrouvent dans la

<sup>1182</sup> Jacques Arcade, *Mettre en scène des futurs inédits: éléments d'ingénierie prospective à l'usage des praticiens* (Paris: Futuribles international : LIPS : DATAR : Commissariat général du plan, 2000). 53 p.

subjectivité des analyses. C'est pour cette raison que toutes les données sont reportées en annexe pour être le plus transparent possible. Ceci étant dit, l'approche systémique efface en partie les biais grâce aux différents recoupements possibles et identifie les frontières d'application potentielles. Ainsi, nous avons fait le choix d'être le plus pragmatique, pluriel et efficace possible dans l'énonciation des résultats.

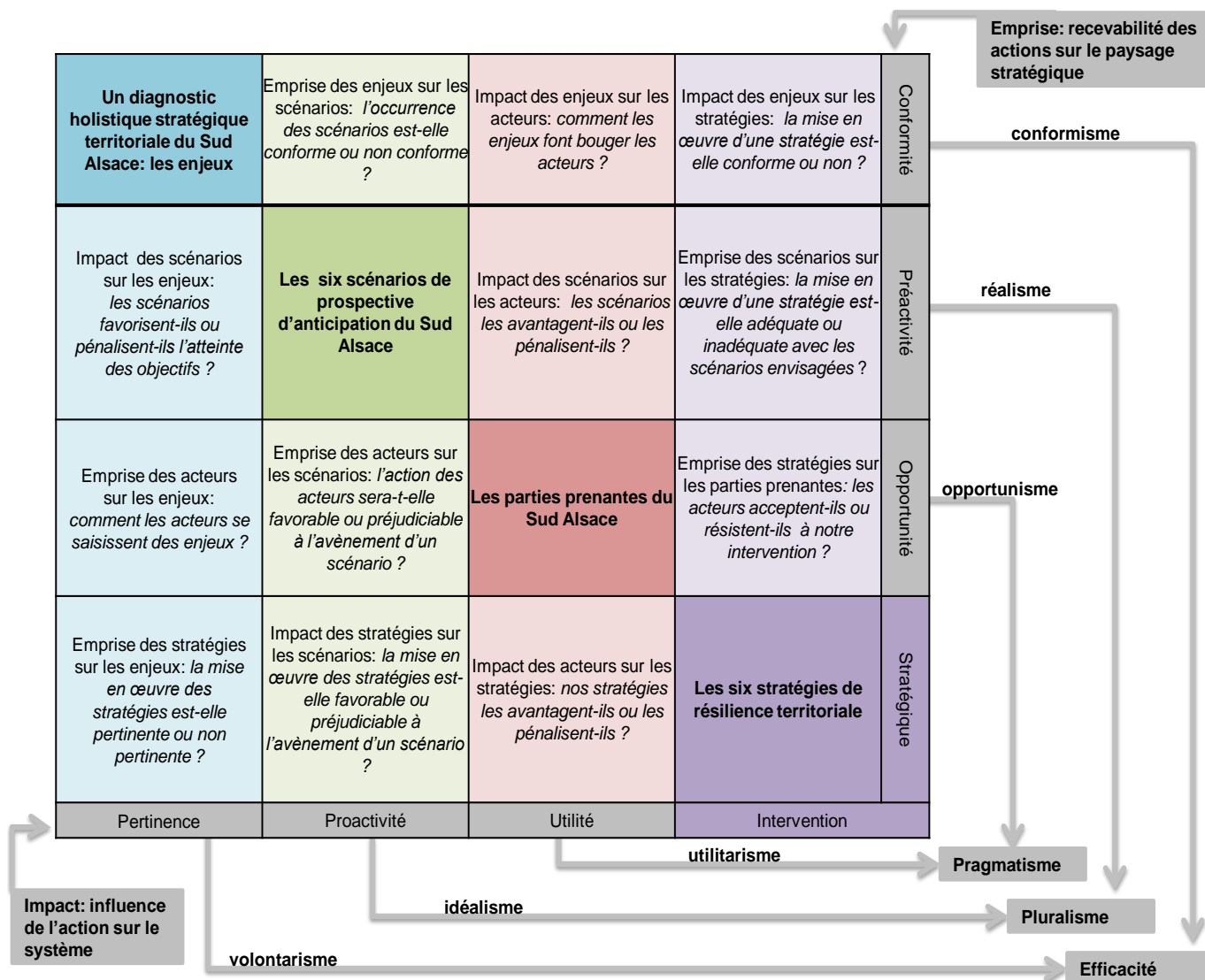


Figure 20 : analyse systémique pour déterminer les frontières d'application.

Le schéma ci-dessus récapitule l'approche systémique inspirée de l'ingénierie stratégique de l'économiste Jacques Arcade pour éclairer au mieux la complexité de la mise en place de la résilience dans le Sud Alsace dans l'action publique territoriale.

L'ensemble de l'analyse contient un peu moins d'un millier d'analyses présentées dans les graphiques et matrices, renvoyés principalement en annexe pour faciliter la lecture. Mettre en exergue les frontières demande de suivre un protocole précis : tout d'abord, nous avons déterminé qualitativement l'ensemble des acteurs du Sud Alsace lors d'un atelier participatif consacré à cet effet (une quinzaine de participants de toutes les catégories professionnelles ont déterminé les acteurs et leurs influences les uns sur les autres).

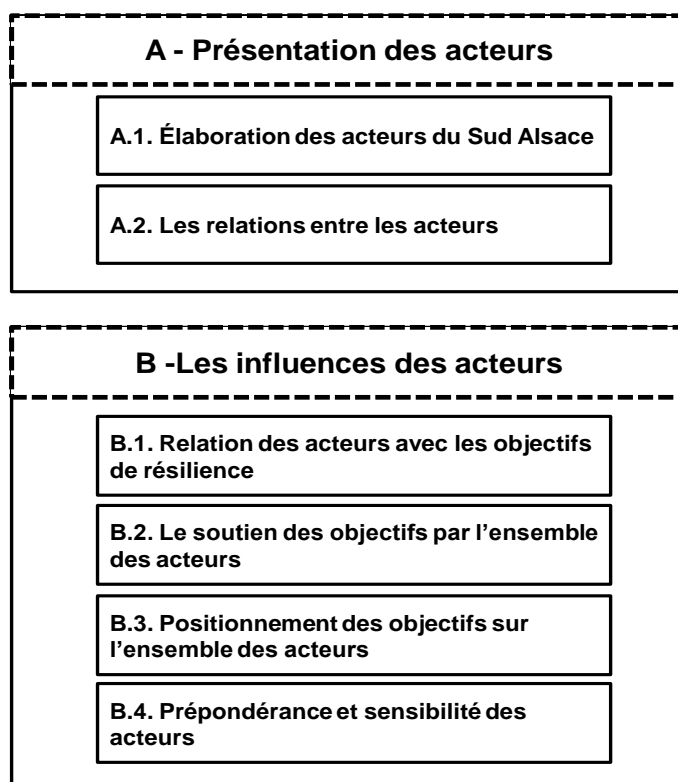


Figure 21 : analyse des parties prenantes du Sud Alsace.

Ensuite, nous avons procédé à un rapprochement en articulant « prospective et stratégie<sup>1183</sup> ». La pensée systémique appliquée à ce système a été particulièrement riche de renseignements pour relever au mieux le défi de la complexité du système étudié.

<sup>1183</sup> Jacques Arcade, « Articuler prospective et stratégie. Parcours du stratège dans la complexité », Travaux et recherches de prospective (Futuribles International / LIPS / DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) / CGP (Commissariat général du Plan), mai 1998). 88 p.

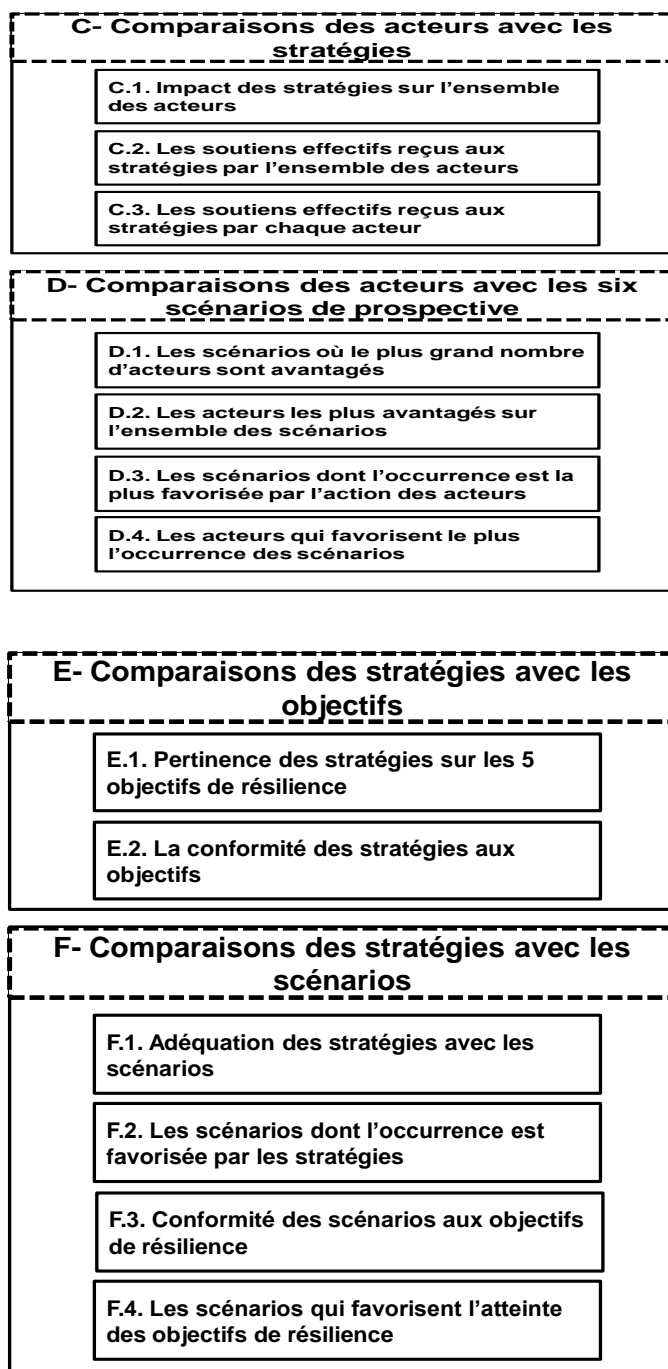


Figure 22 : rapprochement stratégique des éléments du Sud Alsace pour une action publique territoriale.

(A.1.) Comme toutes les stratégies élaborées, elles doivent encore s'inscrire tactiquement sur le terrain en fonction des jeux d'acteurs. Malgré les différences parmi les stratégies, il n'en reste pas néanmoins important d'interroger leur soutien par l'ensemble des parties prenantes du Sud Alsace, car ces derniers ne peuvent



pas tous apprécier leur mise en place au regard de leurs intérêts respectifs. Aussi, il devient important d'analyser l'influence de chacun d'entre eux, et reconnaître les « alliés » et les « récalcitrants » pour identifier ceux sur lesquels il est possible de compter pour la mise en place de ces stratégies.

La méthode MACTOR (méthode d'analyse des parties prenantes), qui diffère de la « théorie des jeux » traditionnelle plutôt restrictive en raison du nombre limité d'entrées, permet d'analyser et de clarifier, selon Michel Godet, certaines dimensions en anticipant les alliances et les conflits potentiels<sup>1184</sup>. Pour élaborer la liste des acteurs du Sud Alsace, la tradition participative de la prospective à Mulhouse a encore une fois inspiré la démarche : après les deux séminaires et les deux ateliers de prospective et de stratégie, nous avons mis en place un troisième atelier participatif. La méthode MACTOR ne nécessite pas un processus participatif aussi lourd que ceux des deux séminaires. La collecte des données brutes s'est effectuée le 12 juillet 2017 sur le site de Motoco à Mulhouse avec la présence de dix personnes actives du Sud Alsace aux profils socioéconomiques variés<sup>1185</sup>. Néanmoins, si la démarche participative permet de balayer le plus largement possible les caractéristiques propres des acteurs du Sud Alsace, plusieurs limites éprouvent la méthode : la collecte de l'information reste un exercice subjectif qui ne peut certainement pas mettre à jour les intentions respectives de tous les acteurs dont certains peuvent être plus énigmatiques que d'autres. De plus, leur représentation suppose qu'ils se comportent de manière rationnelle ce qui est parfois démenti par la réalité. Le flux important des données collectées présente un danger pour l'utilisation de la méthode qui permet malgré tout de limiter au mieux les biais humains.

Les informations collectées sur les acteurs ont permis de dresser une « carte d'identité » des acteurs du Sud Alsace regroupés et identifiés en quinze catégories distinctes. Ci-dessous la liste des acteurs avec des exemples et une définition<sup>1186</sup>.

---

<sup>1184</sup> Michel Godet, « Analyser les stratégies d'acteurs: la méthode Mactor », *Cahiers du LIPS*, n° cahier 3 (1996).

<sup>1185</sup> La moyenne d'âge des dix personnes était de 43 ans, allant de 25 ans à 65 ans, et originaires principalement de M2A, de Mulhouse, mais aussi du Sundgau et de la vallée de Thann. Ces personnes travaillent dans l'enseignement, le journalisme, le monde associatif, la fonction publique, l'entrepreneuriat. Il y avait aussi des étudiants et des retraités.

<sup>1186</sup> Une photo de cette démarche participative est renvoyée en annexe 6.3.1.

<b>L'État</b>	Définition Larousse : « L'Etat est une personne morale territoriale de droit public personnifiant juridiquement la nation, titulaire de la souveraineté interne et internationale et du monopole de la contrainte organisée » <i>Ex : le préfet du Haut-Rhin, les forces de l'ordre, les juges, etc.</i>
<b>Les élus &amp; les collectivités territoriales</b>	Définition Larousse : « Personne désignée par une élection » et « Structure administrative française, dotée de la personnalité morale, qui prend en charge les intérêts de la population d'un territoire déterminé » <i>Ex : les élus de la M2A, les maires, les communautés de communes, le conseil départemental du Haut-Rhin, CDD, CCI, ADEME, chambre des métiers, agence de développement, etc.</i>
<b>Les administrations locales</b>	Définition Larousse : « Ensemble des services de l'État; ensemble des fonctionnaires chargés d'un service public » <i>Ex : les fonctionnaires territoriaux, la mairie, etc.</i>
<b>Les mouvements politiques</b>	Définition Larousse : « Organisation structurée dont les membres mènent une action collective dans la société aux fins de réaliser un programme politique » <i>Ex : partis, syndicats, etc.</i>
<b>Les regroupements non marchands</b>	Définition Larousse : « Se dit du secteur de l'économie qui, visant à satisfaire des besoins d'intérêt général, met à la disposition des consommateurs des biens ou des services en principe collectifs, à titre gratuit ou semi-gratuit » <i>Ex : associations, ONG, fondations, SIM, etc.</i>
<b>Les chercheurs et enseignants</b>	Définition Larousse : « Personne qui effectue des recherches d'ordre scientifique, qui appartient à un organisme de recherche » <i>Ex : université UHA, CNRS, ENSICA, ENSMU, etc.</i>
<b>Les populations</b>	Définition Larousse : « Ensemble des personnes constituant, dans un espace donné, une catégorie particulière » <i>Ex : consommateurs, citoyens, jeunes, chômeurs, migrants, réfugiés, etc.</i>
<b>Les pays voisins</b>	Définition Larousse : « Situé à la frontière d'un pays, d'une région ; qui a des limites communes avec un lieu »

	Ex : Suisse, Allemagne, Regio, etc.
<b>Les acteurs transfrontaliers</b>	Définition Larousse : « Qui concerne le franchissement d'une frontière » <i>Ex : la main-d'œuvre française vers la Suisse et l'Allemagne, etc.</i>
<b>Les communautés de valeurs et de croyance</b>	Définition Larousse : « Ensemble de personnes unies par des liens d'intérêts, des habitudes communes, des opinions ou des caractères communs : Communauté ethnique, linguistiques » <i>Ex : ethnies, religions, régionalistes, nationalistes, dialectophones, etc.</i>
<b>Les acteurs d'influence officieux</b>	Définition Larousse : « Qui remplit une fonction sans avoir une nomination officielle » <i>Ex : les réseaux, franc-maçonnerie, clubs d'entrepreneurs, les consulats, etc.</i>
<b>Les acteurs ruraux</b>	Définition Larousse : « Qui concerne la campagne, les paysans, l'agriculture » <i>Ex : agriculteurs, chasseurs, pêcheurs, etc.</i>
<b>Les médias</b>	Définition Larousse : « Procédé permettant la distribution, la diffusion ou la communication d'œuvres, de documents, ou de messages sonores ou audiovisuels » <i>Ex : L'Alsace, DNA, Périscope, JDS, etc.</i>
<b>Les acteurs économiques</b>	Définition Larousse : « Un acteur économique peut être une TPE, une PME-PMI, un Groupe, une multinationale, une profession libérale, un artisan, un commerçant » <i>Ex : banques, finance, entreprises, transport, aéroport, ect.</i>
<b>Les acteurs illicites</b>	Définition Larousse : « Groupe occulte de personnes qui se soutiennent dans leurs intérêts par toutes sortes de moyens » <i>Ex : mafia, organisation criminelle transnationale, terroristes etc.</i>

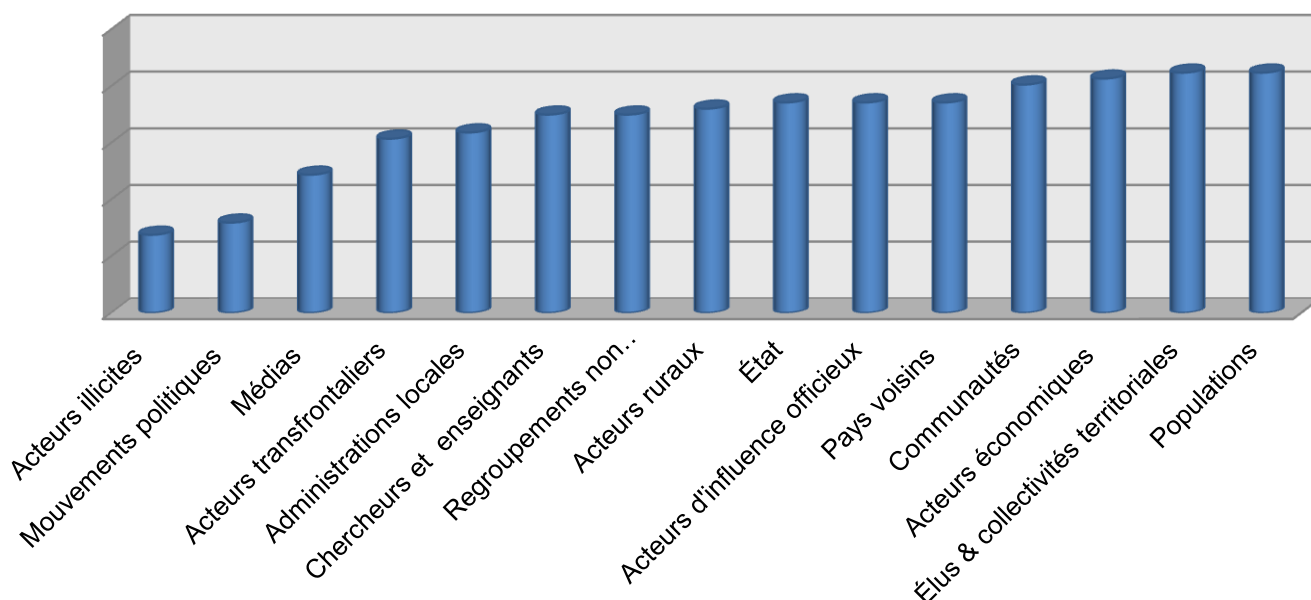
Tableau 10 : les acteurs identifiés en Sud Alsace.

(A.2.) Cette première lecture qualitative des acteurs du Sud Alsace sert de base pour analyser ensuite leurs relations respectives entre tous les acteurs. Elles sont

présentées dans une matrice renvoyée en annexe<sup>1187</sup>. Cette matrice présente l'ensemble des acteurs du Sud Alsace et les relations qu'entretiennent les uns avec les autres. Cette base, loin d'être parfaite, indique à ce stade quelques particularités en soulignant les points forts et les faiblesses des différents acteurs, ainsi que les possibilités de conflits entre eux.

Après cette première lecture qualitative des jeux d'acteurs du Sud Alsace, il convient d'analyser leur influence en examinant successivement les avantages qu'ils retireraient en atteignant les cinq objectifs de résilience, leurs soutiens respectifs, puis les bénéfices qu'ils peuvent escompter tirer en proportion de leurs efforts dans la mise en place. Les résultats sont répertoriés dans des matrices renvoyées en annexe pour faciliter la lecture. Ces confrontations par rapport aux cinq objectifs de résilience relèvent un certain nombre d'enjeux stratégiques permettant d'établir des points de convergence et de divergence parmi les parties prenantes du Sud Alsace.

## Avantages que retirent les acteurs de l'atteinte des objectifs de résilience



**Figure 23 : les acteurs du Sud Alsace du moins au plus avantage par l'atteinte des cinq objectifs de résilience.**

<sup>1187</sup> La matrice qualitative des relations des acteurs est renvoyée en annexe 6.3.2. Pour la lire, il faut observer les relations d'un acteur sur la colonne par rapport à celui sur la ligne. Les cases grises représentent l'intersection du même acteur et décrivent le point de vue de l'acteur en question.

(B.1.) Les résultats révèlent que tous les acteurs n'ont pas intérêt à ce que le territoire puisse bénéficier de la résilience,<sup>1188</sup> car cette perspective pourrait amoindrir leurs avantages. Ici, on remarque un détachement en deux blocs : 1/ceux qui n'auraient pas d'avantage à ce que la résilience se mette en place (*les acteurs illicites, les mouvements politiques et les médias*) puisqu'il n'y aurait plus assez de matière et d'effet d'aubaine pour continuer leurs activités régulières. 2/ceux qui auraient un grand avantage dans l'avènement de la résilience (*les communautés, des acteurs économiques, des élus et collectivités territoriales, et la population*). Être avantagé par l'atteinte des objectifs de résilience ne signifie pas forcément que les acteurs soutiennent cette perspective. Il n'y a pas forcément de corrélation comme le souligne le graphique ci-dessous<sup>1189</sup>.

## Soutiens des acteurs aux objectifs de résilience

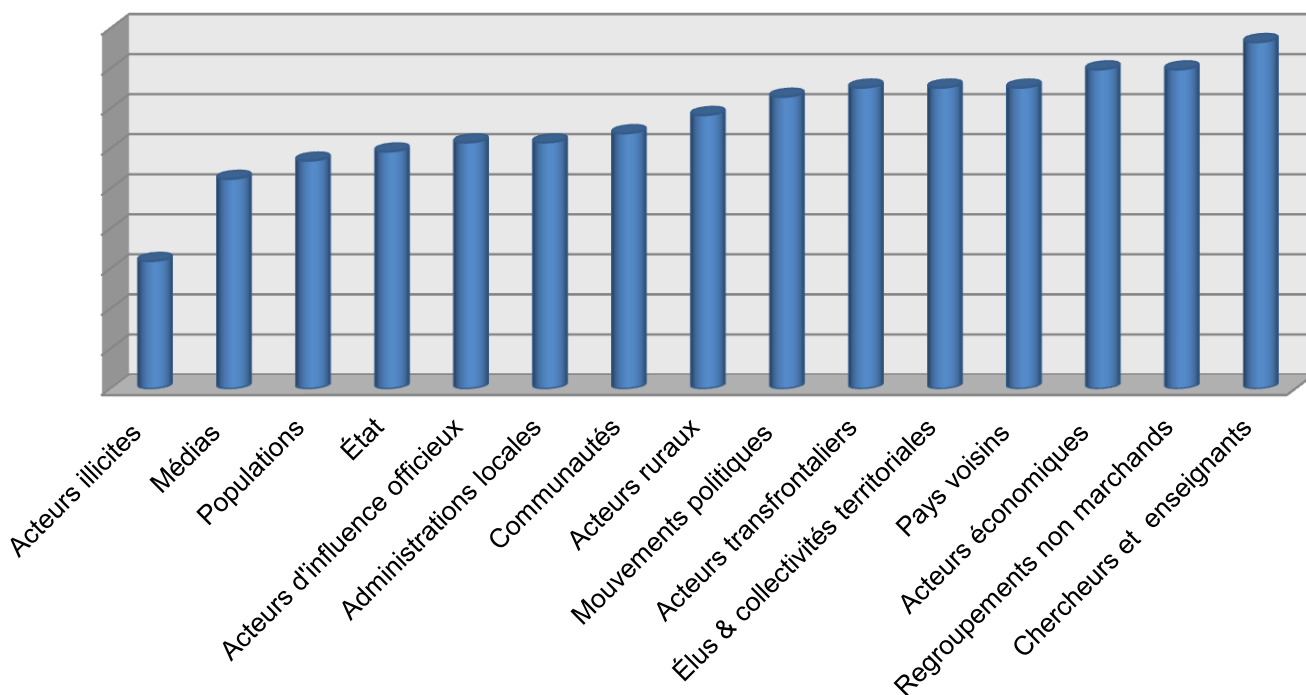


Figure 24 : les acteurs du Sud Alsace qui soutiennent les objectifs de résilience.

(B.2.) Parmi les quatre acteurs qui bénéficieraient le plus de l'atteinte des objectifs de résilience, seulement un les soutiendrait fortement : *les acteurs économiques*. Ils

<sup>1188</sup> La matrice sur l'avantage des acteurs sur chacun des 5 objectifs de résilience est renvoyée en annexe 6.3.3.

<sup>1189</sup> La matrice sur le soutien des acteurs sur l'atteinte des 5 objectifs est renvoyée en annexe 6.3.4.

ont tout intérêt à les mettre en place pour pérenniser leurs activités face aux différentes crises à venir. Paradoxalement, *la population* est l'un des acteurs qui soutiendraient le moins la résilience tandis qu'elle en bénéficierait le plus. En somme, ils ont tout à « gagner », mais ne manifestent pas de soutien particulier face à cette perspective. Cette inversion est légèrement moins marquée pour *les communautés* malgré les freins potentiels, tandis que les *chercheurs et les enseignants* sont les acteurs qui soutiendraient le plus la résilience. A contrario, *les mouvements politiques* accusent le changement inverse : ils soutiendraient la résilience, mais n'en bénéficieraient pas autant. Ils ont tout intérêt à promouvoir la démocratie, le vivre ensemble, ou une économie viable et vivable, mais la résilience risque de leur faire perdre du pouvoir. Il y a également des acteurs qui sont moyennement avantagés et qui soutiendraient les objectifs avec une intensité similaire à leurs avantages. C'est le cas *des acteurs ruraux, des administrations locales* ou *encore des pays voisins*. Il n'y a pas de corrélation entre les soutiens apportés et l'avantage procuré par la résilience. Il existe même des paradoxes saisissants, notamment pour *la population* et *les communautés*. Cela indique qu'il faudrait fournir, à terme, un travail de communication auprès de ces publics pour mieux expliciter les avantages d'une telle perspective.

Le troisième point de l'analyse des acteurs par rapport aux objectifs de résilience met en exergue les efforts qu'ils mettraient dans l'atteinte des objectifs de résilience par rapport à l'avantage qu'ils en bénéficieraient. L'effort est la manière de s'engager activement dans la mise en place des objectifs de résilience, tandis qu'on peut bénéficier des avantages sans forcément s'y atteler. Le graphique ci-dessous indique de grandes disparités entre les efforts que certains acteurs pourraient fournir pour faire advenir la résilience par rapport aux avantages dont ils bénéficieraient.



## Les avantages de la résilience par rapport aux efforts

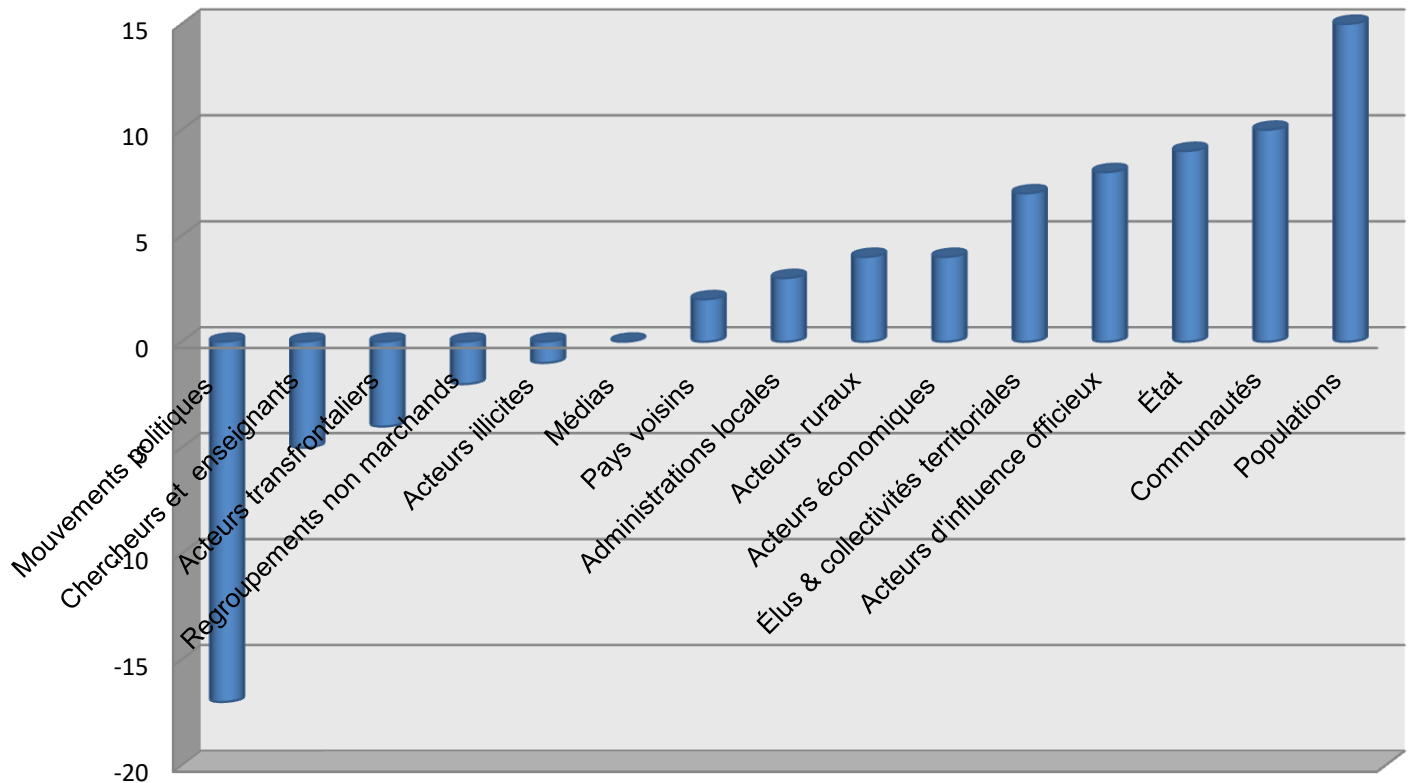


Figure 25 : le ratio avantages/efforts pour les acteurs par rapport aux objectifs de résilience.

Deux blocs se distinguent : 1/le premier est celui des acteurs ayant beaucoup d'avantages face à la résilience par rapport au faible investissement qu'ils y mettraient. Ce sont finalement les « vainqueurs » malgré eux. Même si nous pouvons être pessimistes vis-à-vis de *la population* par rapport à l'atteinte des objectifs, celle-ci récolterait le plus d'avantages par rapport à l'effort fourni. Ce sont les « grands gagnants ». 2/a contrario, *les chercheurs et enseignants*, et *les mouvements politiques* ont un ratio négatif, car ils s'investiraient énormément, mais ne récolteraient pas en proportion des efforts fournis. Le point commun entre les deux est l'excès d'engagement par rapport aux autres, cela induit donc des risques de ne pas recevoir autant qu'espéré.

(B.3.) Les cinq objectifs n'ont pas individuellement les mêmes réponses face à l'ensemble des acteurs qui se positionnent différemment en fonction de ces

objectifs. Plus un objectif a de l'emprise sur l'ensemble des acteurs, plus il exerce d'influence, et plus il a un ascendant fort sur eux. D'après le graphique ci-dessous, l'objectif ayant le plus d'emprise est celui de « *l'harmonie interterritoriale* ». Cet objectif est celui qui avantage tous les acteurs sauf *les acteurs illicites*. « *Le vivre ensemble et la cohésion sociale* » avantage tous les acteurs à l'exception des *mouvements politiques* et des *acteurs illicites* puisque leurs activités risquent de se restreindre. « *L'économie locale vivable et viable* » avantage tous les acteurs sauf *les mouvements politiques, les acteurs transfrontaliers et les acteurs illicites*, tandis que « *la prévention territoriale des risques* » n'avantage pas *les mouvements politiques ni les acteurs illicites*. Enfin, « *la démocratie territoriale participative* » pénalise *l'État, les mouvements politiques, les acteurs d'influence officieux et les médias* car ils perdraient en influence.

## L'emprise des objectifs sur l'ensemble des acteurs

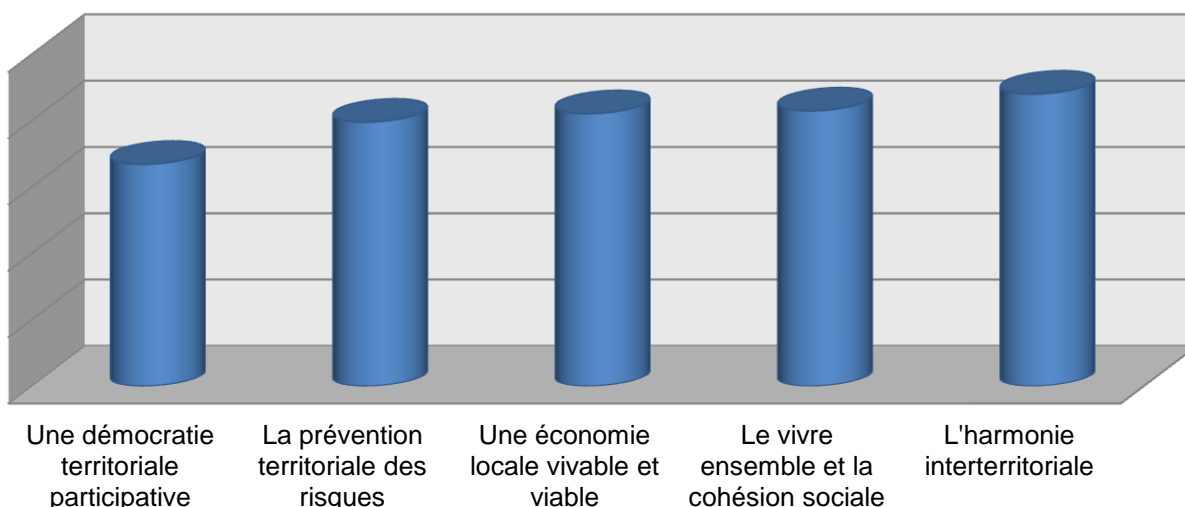


Figure 26 : l'avantage des cinq objectifs sur l'ensemble des acteurs.

Si un objectif soutient positivement des acteurs, ces derniers peuvent même paradoxalement ne pas soutenir son avènement. Encore une fois, il n'y a pas forcément un soutien similaire au regard de l'avantage procuré par l'objectif sur l'acteur. Par exemple, « *l'harmonie interterritoriale* » est l'objectif qui avantage le plus les acteurs, mais il n'est que moyennement soutenu par rapport à d'autres. A contrario, « *la prévention territoriale des risques* » est un des deux objectifs qui

avantagent le moins l'ensemble des acteurs, car il s'agit d'une perspective assez contraignante, mais récolte le plus de soutien. Forcément, les acteurs ne peuvent pas s'afficher contre la prévention des risques puisqu'il y a des vies et des activités économiques à protéger et à maintenir. Les deux objectifs qui avantagent autant qu'ils sont soutenus sont « *la démocratie territoriale participative* », et « *le vivre ensemble et la cohésion sociale* ». Cette dernière avantage effectivement le territoire et permet à la fois la stabilité et la paix publique, ce qui peut être promu sans grande difficulté par l'ensemble des acteurs, tandis que « *la démocratie participative* » pénalise le pouvoir et l'influence de certains acteurs. C'est finalement ce dernier qui pose le plus de problèmes. C'est pourtant un principe clé de la gouvernance pour mettre en place la résilience en Sud Alsace au regard de l'histoire de la prospective à Mulhouse.

## Le soutien des objectifs par l'ensemble des acteurs

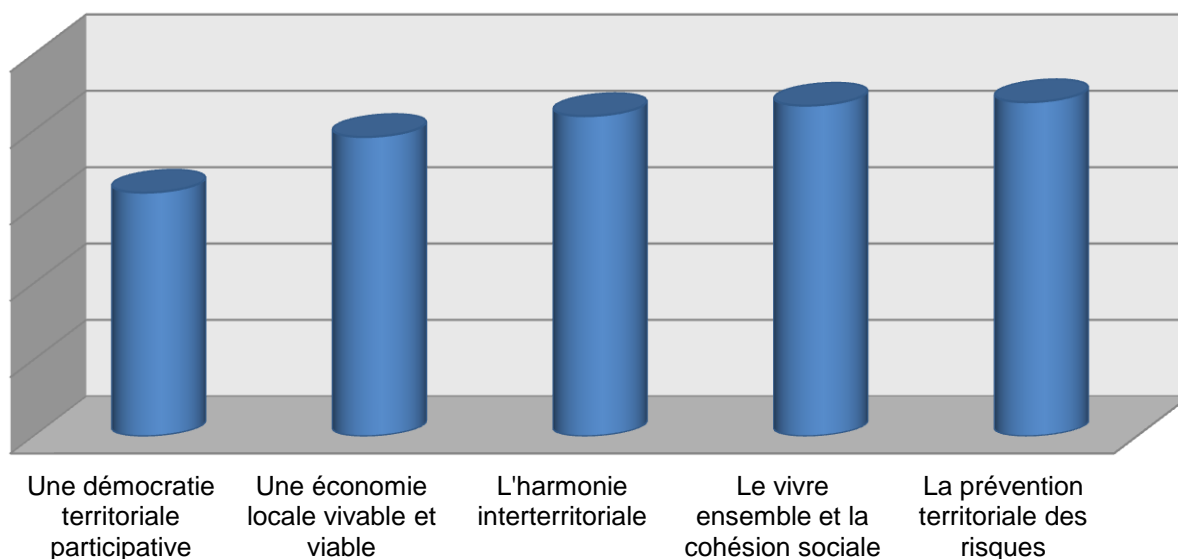


Figure 27 : le soutien des cinq objectifs par l'ensemble des acteurs.

La relation qu'entretiennent les acteurs entre eux a été définie qualitativement. En fonction de leurs intérêts, ils utiliseront leur poids et leurs atouts pour atteindre leurs objectifs propres. De ce fait, intégrer les relations de pouvoir dans l'analyse de convergences et divergences entre les acteurs paraît important. Il semble essentiel d'identifier les acteurs qui ont le plus de pouvoir dans le Sud Alsace. En d'autres

mots, mettre en exergue la puissance des acteurs revient à identifier les alliances et les conflits potentiels par l'analyse de leur prépondérance et de leur sensibilité.

(B.4.) D'une part, la prépondérance des acteurs mesure leur capacité à influencer l'ensemble des autres acteurs. La matrice quantitative des relations entre les acteurs est reportée en annexe<sup>1190</sup>. Le schéma ci-dessous représente les résultats des acteurs qui influencent le plus les autres en Sud Alsace.

### Capacités des acteurs à influencer les autres

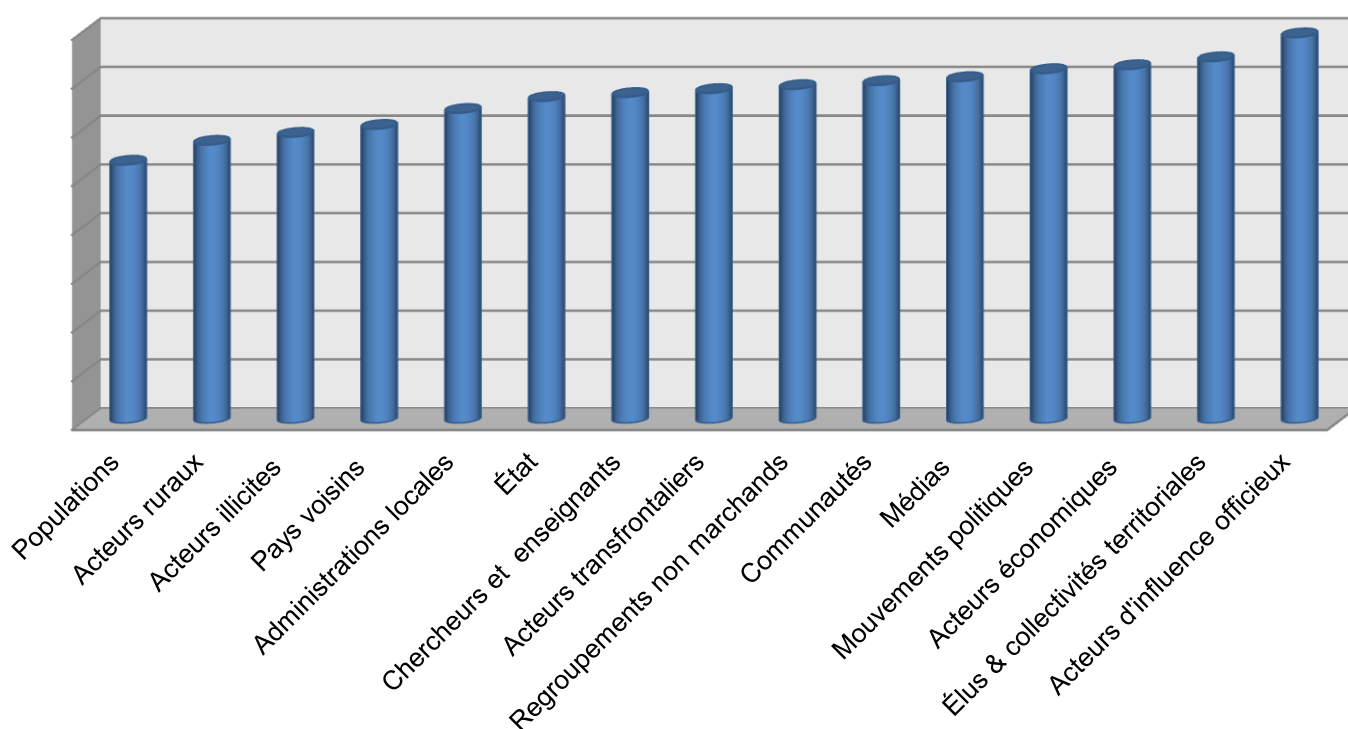


Figure 28 : prépondérance des acteurs à influencer les autres.

En Sud Alsace, ce sont *les acteurs d'influence officieux* qui ont, a priori, la plus forte capacité à influencer les autres, suivis des *élus et les collectivités territoriales*, qui sont parmi les plus avantageés par l'atteinte des objectifs de résilience. Globalement, c'est le trio « média-politique-économie » qui tirerait son épingle du jeu. *L'État* a naturellement une certaine position de force dans la mesure où il impose les règles, mais ce trio exerce tout de même plus d'influence sur les autres acteurs que celui-ci. Une autre tendance est à souligner : plus l'on s'éloigne de ce trio, plus la capacité d'influencer les autres acteurs est faible. Les autorités traditionnelles (à l'exception

<sup>1190</sup> La matrice quantitative des relations entre les acteurs est reportée en annexe 6.3.5.

*des élus et des collectivités territoriales*) et *la population* se retrouvent dépassées par l'information et l'influence des autres acteurs. *La population*, qui aurait le plus d'avantages à la résilience par rapport à l'effort fourni, est clairement l'acteur qui exerce le moins d'influence sur les autres. Elle a néanmoins une influence réelle et forte sur *les regroupements non marchands* et *les communautés*.

D'autre part, la sensibilité des acteurs mesure la propension des acteurs à être influencée par les autres et à attirer l'attention sur eux. C'est une forme indirecte de pouvoir car leurs avis comptent pour les autres. Certains acteurs sont nettement plus sensibles à l'influence et à la détermination des autres : c'est le cas pour *la population*, *les acteurs économiques* et *les regroupements non marchands*. Ces trois acteurs ont la plus forte capacité à attirer l'attention sur eux, cela leur confère un réel pouvoir indirect, tandis que *les acteurs illicites* et *l'État* sont les deux plus « discrets ». L'évolution de *la population* est à ce titre relativement surprenante : c'est la catégorie qui a la plus faible capacité à influencer les autres, mais qui a la plus forte sensibilité pour attirer l'attention sur eux. C'est ce qui leur donne une réelle force de frappe et un vrai pouvoir de décision. A contrario, *les élus et les collectivités territoriales* sont l'une des catégories les plus influentes tandis qu'elle n'a pas du tout les mêmes capacités pour attirer l'attention sur eux. Ces deux exemples illustrent l'équilibre nécessaire entre l'influence qu'un acteur peut exercer et sa capacité à attirer l'attention. Pourtant, cet équilibre est parfois loin d'être respecté en Sud Alsace.

## Capacités des acteurs à attirer l'attention sur eux

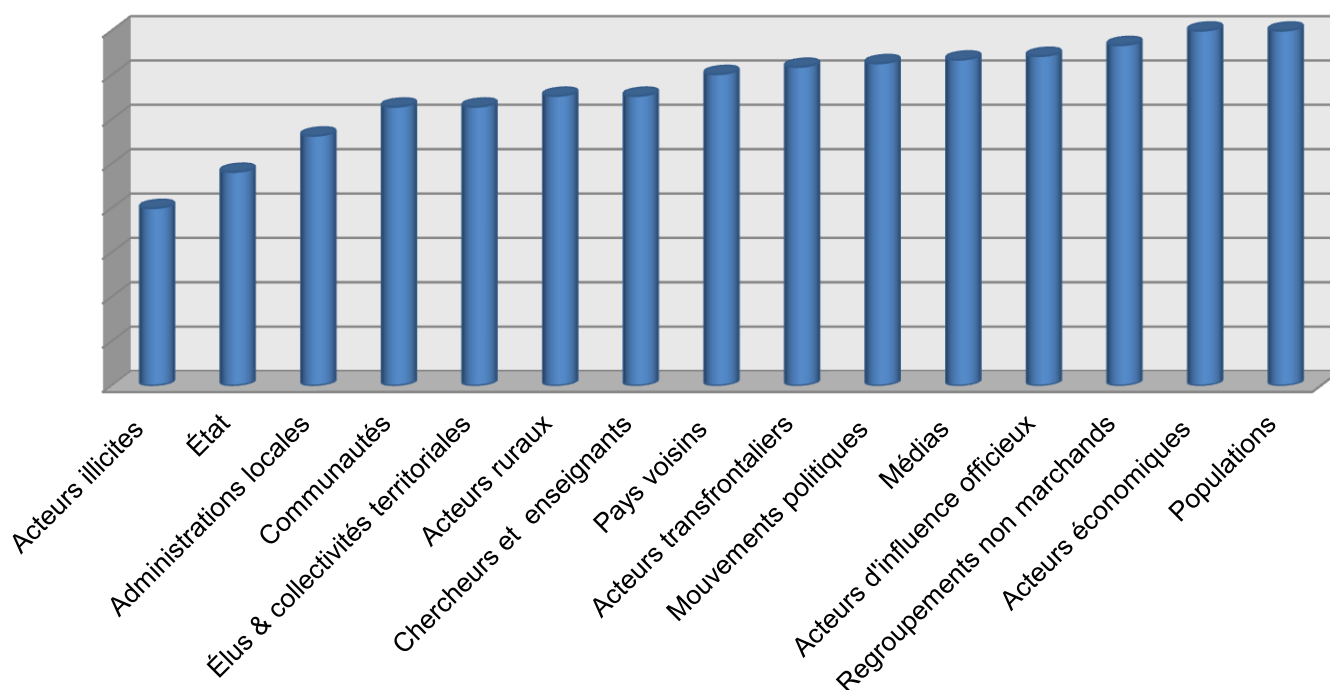


Figure 29 : sensibilité des acteurs à attirer l'attention sur eux.

Pour observer les déséquilibres entre les capacités d'influencer les autres et d'attirer l'attention, l'ensemble des acteurs figure sur une matrice à deux dimensions où les axes représentent à la fois leurs capacités à influencer les autres et à attirer l'attention sur eux. Cette matrice révèle quatre types de positions : *les acteurs dominants* (très influents et qui attirent l'attention), *les acteurs stériles* (peu d'influences, mais qui attirent quand même l'attention), *les acteurs intermédiaires* (influents et qui attirent quand même l'attention), et enfin *les acteurs autonomes* (pas d'influences et qui n'attirent presque pas l'attention).



## L'impact de chaque acteur sur le Sud Alsace

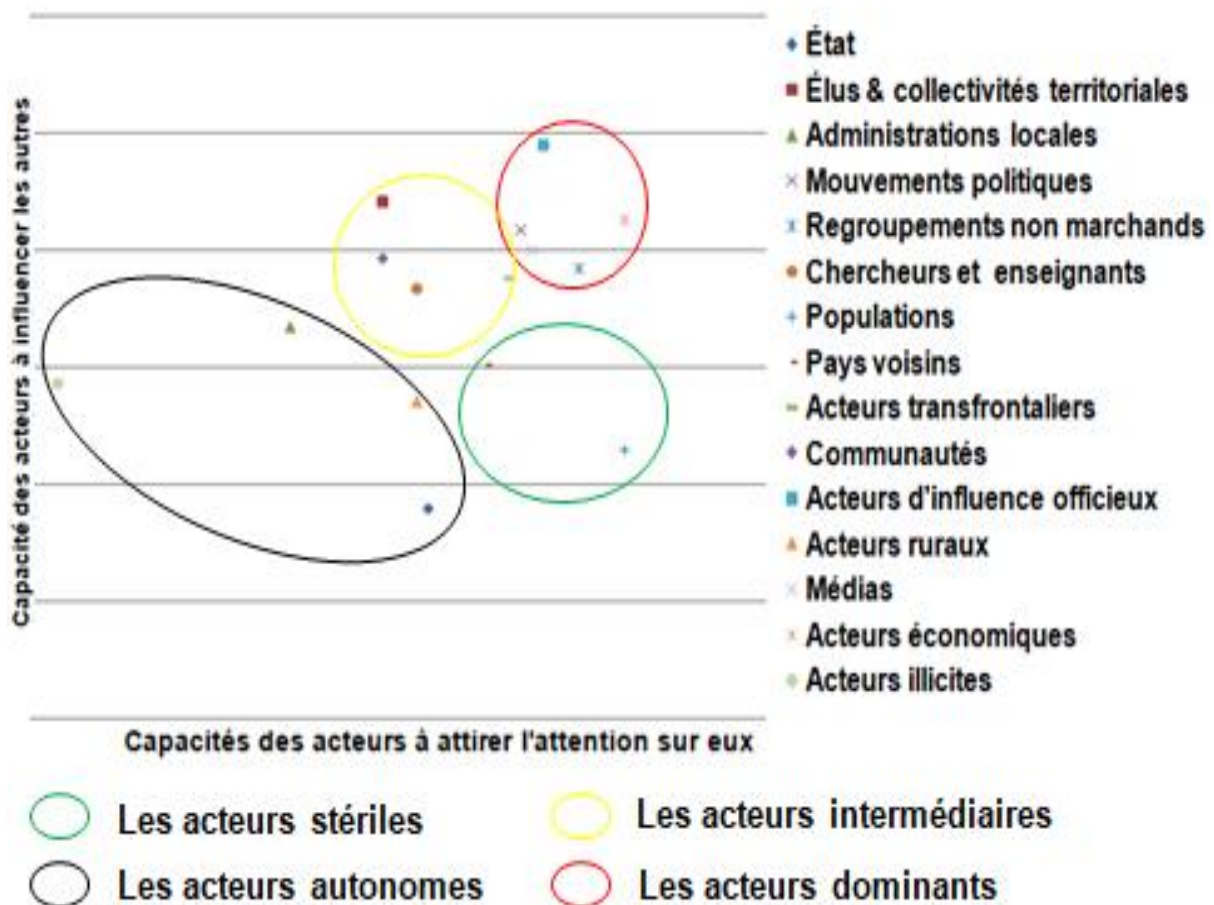


Figure 30 : impact de chaque acteur sur le Sud Alsace en fonction de leurs capacités à influencer les autres et à attirer l'attention sur eux.

Les acteurs d'influence officieux, les acteurs économiques, les médias, les mouvements politiques, les regroupements non marchands ont une forte capacité à attirer l'attention sur eux tandis qu'ils exercent une très forte influence sur les autres. Ce sont les acteurs dominants du Sud Alsace et leur puissance est à surveiller, car ils ont les capacités de mettre en péril la mission d'autres acteurs. Les acteurs transfrontaliers, les chercheurs et enseignants, les communautés, les élus et les collectivités territoriales ont une influence sur les autres et une certaine capacité à attirer l'attention, ce sont les acteurs intermédiaires. Leur impact en Sud Alsace est moins fort que celle des acteurs dominants, mais ils ont quand même de réelles capacités à compromettre le succès des projets d'autres acteurs. Les acteurs stériles (les pays voisins et la population) peuvent difficilement exercer une pression

sur les autres acteurs, à moins de créer des synergies et des alliances stratégiques. De ce fait, ils peuvent quand même perturber (de façon limitée) les opérations et les procédures de gestion d'un autre acteur. Ceci est également valable pour les *acteurs autonomes (l'État, les acteurs ruraux, les administrations locales et les acteurs illicites)*.

Plusieurs limites et paradoxes ont été soulignés grâce à la méthode MACTOR. En conclusion de cette analyse sur les parties prenantes du Sud Alsace, nous avons procédé à une première étape qualitative durant laquelle les acteurs ont pu être déterminés ainsi que leurs relations respectives lors d'un atelier participatif consacré à cet effet. Ensuite, la deuxième étape quantitative a permis de souligner l'influence des acteurs en déterminant d'abord les relations des acteurs avec les objectifs de résilience, puis le positionnement respectif de chacun des objectifs sur l'ensemble des acteurs, pour observer ensuite le soutien des objectifs par l'ensemble des acteurs, puis finalement la prépondérance et la sensibilité des acteurs permettant de mettre en exergue quatre catégories d'acteurs.

Si cette confrontation des acteurs est nécessaire pour éclairer de nouvelles perspectives dans l'atteinte de la résilience dans le Sud Alsace, elle n'est pas encore suffisante. D'autres rapprochements sont encore possibles pour explorer le faisceau de choix et déterminer, si possible, les incertitudes dans l'atteinte des objectifs : le premier est une comparaison entre les parties prenantes avec les stratégies (chap 6.2) et les scénarios d'anticipation (chap 5.3), puis le second confronte les stratégies avec les objectifs et les scénarios. L'ensemble des résultats matriciels est reporté en annexe pour faciliter la lecture.

(C.1.) Quels acteurs vont soutenir quelles stratégies ? N'y en a-t-il pas une qui est finalement plus soutenue qu'une autre ? Quels sont les acteurs qui sont le plus avantagés par les scénarios ? Quelles sont les parties prenantes qui favoriseraient le plus leur occurrence ? La comparaison des acteurs avec les stratégies permet d'identifier celles qui les avantage le plus<sup>1191</sup> : « *La commune, épice centre du changement* » car c'est globalement la stratégie qui permet le plus de liberté d'action, et c'est aussi la moins contraignante à mettre en place. C'est aussi la seule

---

<sup>1191</sup> La matrice de comparaison des acteurs avec les stratégies est renvoyée en annexe 6.3.6.

stratégie qui ne pénalise aucun acteur du Sud Alsace. A contrario, « *un développement collectif* » est la stratégie qui pénalise le plus d'acteurs, notamment *l'État, les administrations locales, les médias et les mouvements politiques*. Des forces d'opposition sont à craindre pour cette stratégie puisque deux acteurs dominants sont pénalisés. En même temps, les trois autres acteurs dominants (*regroupements non marchands, acteurs officieux et acteurs économiques*) seraient très avantagés par cette stratégie. Elle risque de créer de fortes tensions entre eux.

## Impact des stratégies sur l'ensemble des acteurs

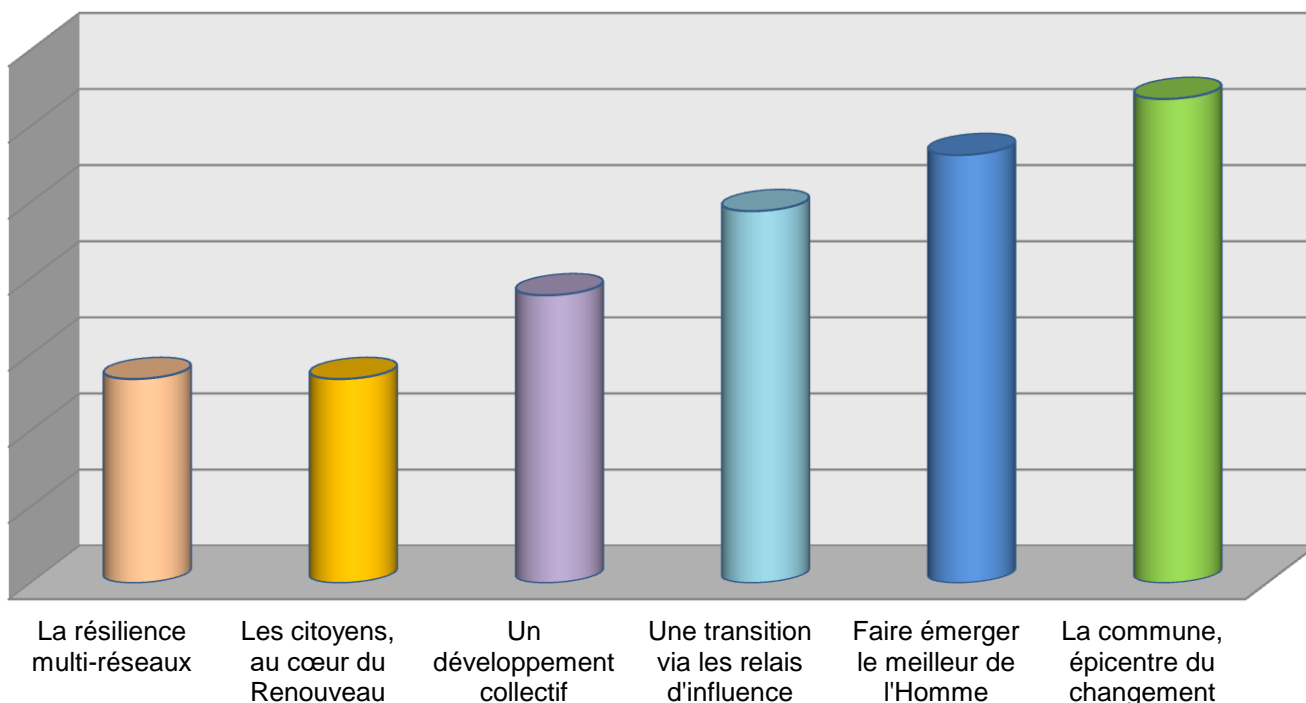


Figure 31 : les stratégies qui avantagent du moins au plus les acteurs du Sud Alsace.

Le caractère décentralisé des stratégies « *La résilience multi-réseaux* » et « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* » n'avantage pas, du très peu, les acteurs du Sud Alsace si ce n'est *la population*. Le paradoxe de cette dernière stratégie est qu'elle n'avantage pas l'ensemble des acteurs alors qu'elle est justement la plus englobante. Cela s'explique par le fait qu'elle est totalement décentralisée, ce qui peut soulever des problématiques au regard du modèle organique actuel.

(C.2.) Si les stratégies avantagent ou pénalisent les acteurs du Sud Alsace, ces derniers peuvent aussi à en retour les soutenir ou y résister<sup>1192</sup>. Y a-t-il forcément un lien entre l'avantage d'une stratégie pour un acteur et le soutien de celui-ci sur cette dernière ? Il peut y avoir de grande différence entre le soutien et l'avantage. Par exemple, une stratégie peut être officiellement soutenue pour promouvoir ou entretenir des relations par un acteur, mais celui peut agir différemment dans la réalité. Certes, globalement, on ne constate pas de grands écarts de soutiens entre ces six stratégies, elles sont défendues de manière homogène par l'ensemble des acteurs du Sud Alsace, mais les frontières résident dans les détails.

### Soutiens effectifs reçus aux stratégies par l'ensemble des acteurs

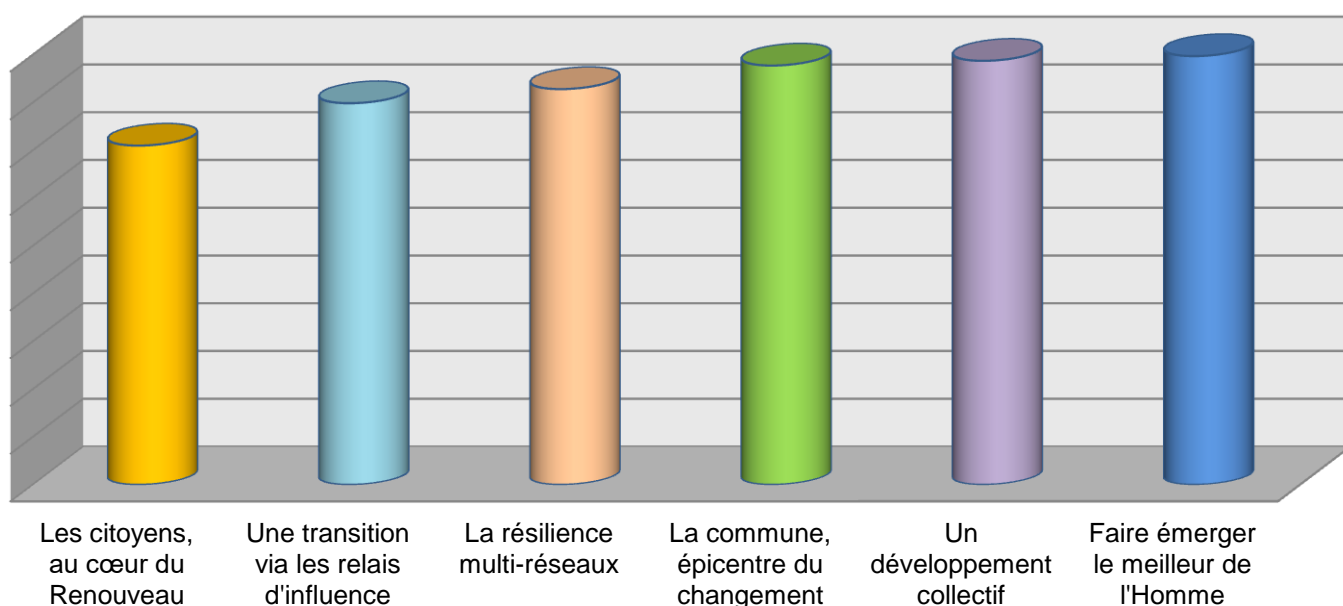


Figure 32 : les stratégies les plus soutenues par l'ensemble des acteurs.

Tout d'abord, il y existe des équilibres où les stratégies sont soutenues de manière proportionnelle à l'avantage qu'elles procurent. Par exemple, la stratégie « *Faire émerger le meilleur de l'Homme* » est l'une des deux stratégies qui avantagent le plus l'ensemble des acteurs, et c'est celle qui est également la plus soutenue. Par ailleurs, elle offre l'une des meilleures libertés d'action pour ceux qui veulent s'engager et est aussi l'une des plus englobantes sur le territoire. C'est idéalement celle qui serait la plus facile à mettre en place puisqu'il n'y aurait pas, a priori, de

<sup>1192</sup> La matrice des soutiens des acteurs aux différentes stratégies est renvoyée en annexe 6.3.7.

forte résistance, si ce n'est de la part de *l'administration locale, des médias et des acteurs illicites*. Elle semble être une première stratégie à mettre en place à l'échelle de la commune, car elle permettrait d'être un excellent relais pour passer ensuite à d'autres stratégies encore plus englobantes.

A contrario, la stratégie « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* » est l'une des deux stratégies qui avantagent le moins l'ensemble des acteurs, et c'est aussi celle qui est la moins soutenue. Elle est à ce stade la plus englobante tandis qu'elle fait perdre la capacité de contrôle pour celui qui la met en place. Elle est soutenue très fortement par un seul acteur du Sud Alsace : *les chercheurs et les enseignants*. Elle pourrait rencontrer de fortes résistances de la part *des élus et des collectivités territoriales, des administrations locales, des mouvements politiques, des acteurs d'influence officieux et des médias*. Parmi les cinq *acteurs dominants* du Sud Alsace, trois seraient frontalement opposés à cette stratégie, tandis que les *acteurs intermédiaires* soutiennent quasiment unanimement cette stratégie. Pour les quatre autres stratégies, il n'y a plus de corrélation entre l'avantage et le soutien : « *La commune, épice du changement* » et « *Une transition via les relais d'influence* » avantagent proportionnellement plus les acteurs qu'elles ne reçoivent leurs soutiens. Et c'est l'inverse pour « *Un développement collectif* » et « *La résilience multi-réseaux* » qui bénéficient proportionnellement de plus de soutiens par rapport à l'avantage qu'elles peuvent procurer aux acteurs. Ces deux stratégies offrent l'opportunité d'économiser de l'énergie dans sa mise en œuvre puisqu'on peut les mettre en place avec une plus grande facilité.

Enfin, « *Un développement collectif* » est l'une des deux stratégies les plus soutenues tandis qu'elle n'avantage que moyennement l'ensemble des acteurs. Il y a réellement une aubaine liée à la quantité d'efforts à fournir. Elle est l'une des plus englobantes, mais aussi l'une qui offre le moins de liberté d'action. Cette stratégie est soutenue par tous les acteurs dominants du Sud Alsace à l'exception *des médias* et par tous les acteurs intermédiaires à l'exception *des communautés*.

(C.3.) Le graphique ci-dessous synthétise globalement les acteurs qui soutiennent le plus les stratégies de résilience et ceux qui s'y opposent.

## Soutiens effectifs reçus aux stratégies par chaque acteurs

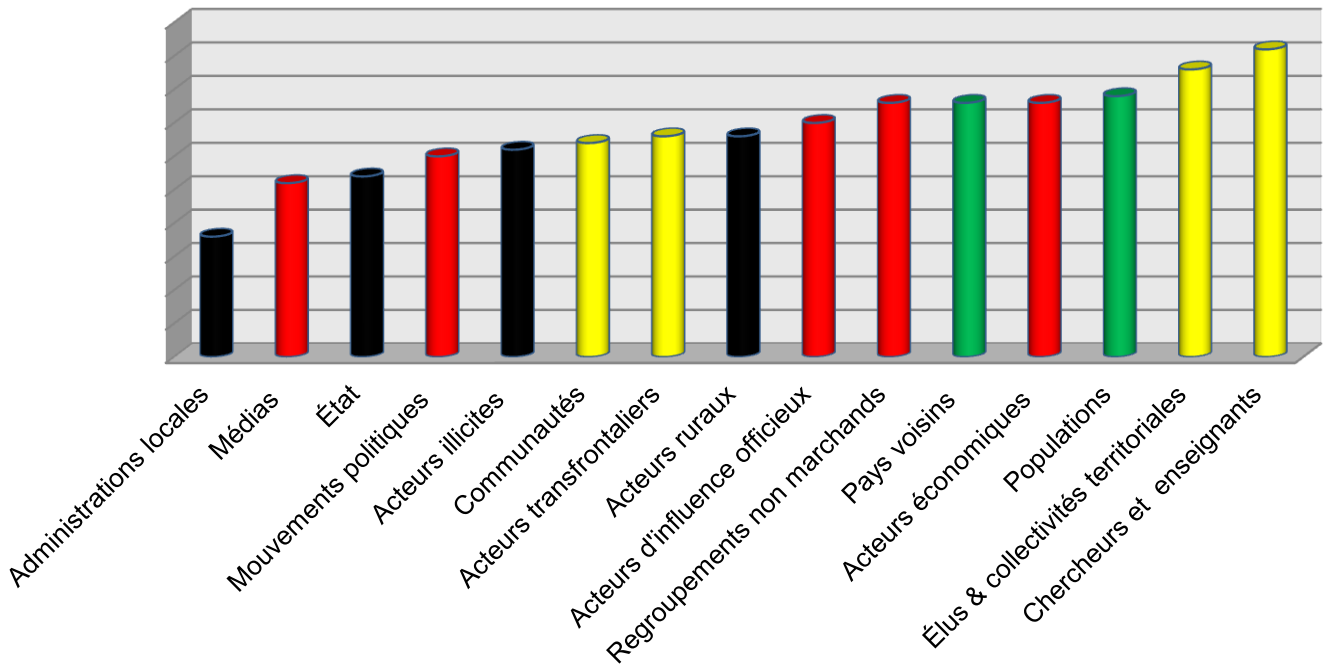


Figure 33 : les acteurs qui soutiennent du moins au plus l'ensemble des six stratégies. (Les acteurs dominants sont en rouge, les intermédiaires en jaune, les stériles en vert, et les autonomes en noir).

Les acteurs autonomes ne soutiennent pas globalement les stratégies de résilience territoriale à l'exception des acteurs ruraux. Il n'est donc pas nécessaire de s'appuyer sur eux pour lancer les stratégies, cela risque probablement d'être une perte d'énergie. Les acteurs stériles soutiennent les stratégies et peuvent promouvoir leur lancement malgré leur limite pour les propager : il convient de limiter l'action sur eux pour ne pas perdre trop d'énergie. Les acteurs intermédiaires soutiendraient les stratégies de résilience. Deux des acteurs qui les soutiennent le plus font partie de cette catégorie. Il s'agit d'une ressource importante sur laquelle il est envisageable de passer du temps et de l'énergie. Ces acteurs de l'ombre peuvent exercer une forte pression aux acteurs dominants dont les soutiens effectifs sont assez contrastés. En effet, 3 acteurs dominants parmi les 5 soutiennent les stratégies. Les acteurs d'influence officieux, les regroupements non marchands et les acteurs économiques sont des partenaires fiables pour la mise en place effective des stratégies de résilience. Il faudra néanmoins prendre quelques précautions avec



eux vis-à-vis des stratégies « *Une transition via les relais d'influence* » et « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* ». Par contre, la prudence est de mise avec *les mouvements politiques* et *les médias* qui peuvent s'y opposer, voire nuire aux actions. À terme, des tensions parmi ces *acteurs dominants* peuvent apparaître à cause des intérêts divergents provoquant probablement des risques de conflits. En somme, pour lancer les stratégies de résilience territoriale de manière efficace, il convient de s'appuyer sur *les acteurs intermédiaires* et sur trois des cinq *acteurs dominants*.

L'avènement d'un ou plusieurs scénarios va probablement pénaliser ou avantager l'ensemble des acteurs du Sud Alsace. Parmi les six scénarios envisagés, lesquels vont le plus avantager l'ensemble des parties prenantes de ce territoire ? La comparaison des acteurs avec les six scénarios de prospective d'anticipation (chap 5.3) est une étape importante pour identifier ceux qui peuvent faire advenir les scénarios par leurs propres actions.

(D.1.) Les trois scénarios qui avantagent le plus les acteurs du Sud Alsace sont également les trois plus souhaitables. Il n'en demeure pas moins important de souligner un phénomène paradoxal à la lecture des résultats<sup>1193</sup> : de manière générale, l'ensemble des scénarios de prospective du Sud Alsace pénalise davantage les acteurs du Sud Alsace qui ne les avantagent. Même « *le sursaut citoyen* » et « *le nouveau souffle rhénan* » qui sont les deux scénarios qui avantagent le plus d'acteurs en pénalisent quand même. Par exemple, le scénario le plus souhaitable « *le sursaut citoyen* » pénalise *l'État, les administrations locales, les mouvements politiques, les acteurs d'influence officieux* et *les médias*. L'avènement de ce scénario risque de pénaliser trois *acteurs dominants* du Sud Alsace. C'est la même chose pour « *le nouveau souffle rhénan* » à l'exception des *mouvements politiques*.

---

<sup>1193</sup> La matrice des scénarios qui avantagent ou non les acteurs est reportée en annexe 6.3.8.

## Les scénarios où le plus grand nombre d'acteurs sont avantagés

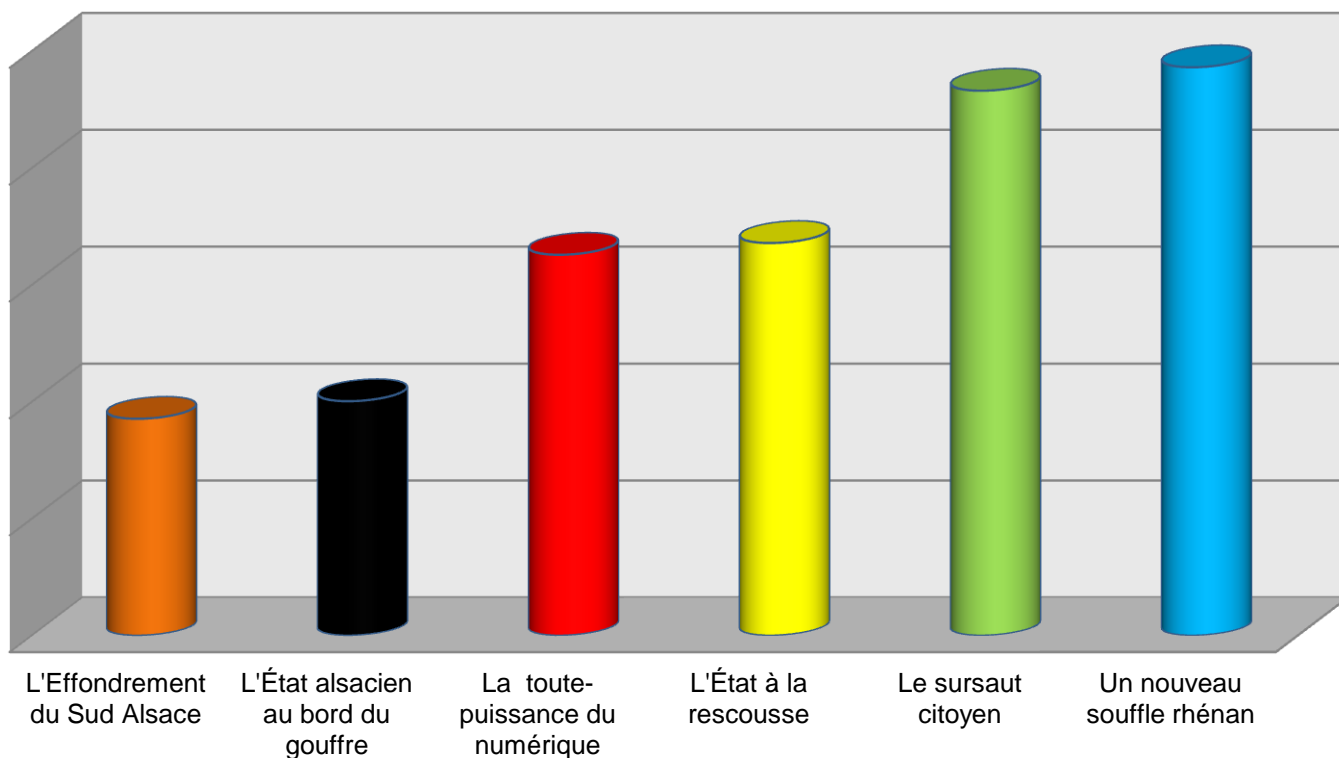


Figure 34 : les scénarios qui avantagent du moins au plus l'ensemble des acteurs du Sud Alsace.

« *L'État à la rescousse* » pénalise toutes les parties prenantes à l'exception des *acteurs d'influence officiels*, les *acteurs ruraux* et les *médias* puisqu'ils peuvent profiter de cette ouverture pour grandir en influence et prospérer. C'est encore pire pour « *L'État alsacien au bord du gouffre* » qui pénalise tous les acteurs sauf les *acteurs illicites*, qui profiteraient de l'agitation et du désordre pour prospérer. « *L'effondrement du Sud Alsace* » qui avantage le moins d'acteurs en Sud Alsace pénalise fortement tous les acteurs sauf *les communautés* et *les acteurs illicites* qui peuvent prospérer en période de crise. C'est par ailleurs le scénario vers lequel le Sud Alsace converge (voir chap 5.3). Les acteurs qui seraient pénalisés par l'avènement des deux scénarios les plus avantageux, et par ailleurs les plus souhaitables, auraient plus à perdre qu'à gagner en s'opposant.

(D.2.) En observant l'avantage que retire un acteur par rapport à un scénario, il devient possible de déterminer quel acteur est le plus avantagé par l'ensemble des

scénarios. Aussi surprenant, ce sont *les acteurs illicites* qui sont le plus avantagés par l'ensemble des scénarios. C'est le seul acteur qui a autant d'avantages et n'est presque pas pénalisé (sauf dans le cas de « *l'État à la rescousse* »). A contrario, *l'État* et *les administrations locales* sont systématiquement pénalisés. À terme, il est à envisager une augmentation des conflits avec eux. *Les acteurs dominants* et *intermédiaires*, sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour lancer les stratégies de résilience, sont globalement plus pénalisés qu'avantagés sur l'ensemble des scénarios. Par contre, *les acteurs intermédiaires* auraient tous unanimement intérêt à œuvrer pour « *le sursaut citoyen* » et le « *nouveau souffle rhénan* », car ils seraient tous avantagés par leur avènement, d'autant plus qu'ils soutiennent massivement les stratégies de résilience territoriale : c'est donc une piste à privilégier. *Les acteurs dominants* seraient aussi plus avantagés dans le cas de ces deux scénarios que dans les autres à l'exception *des médias* et *des mouvements politiques*, ce qui corrobore l'idée qu'ils ne soutiennent que faiblement les stratégies de résilience.

## Les acteurs les plus avantagés sur l'ensemble des scénarios

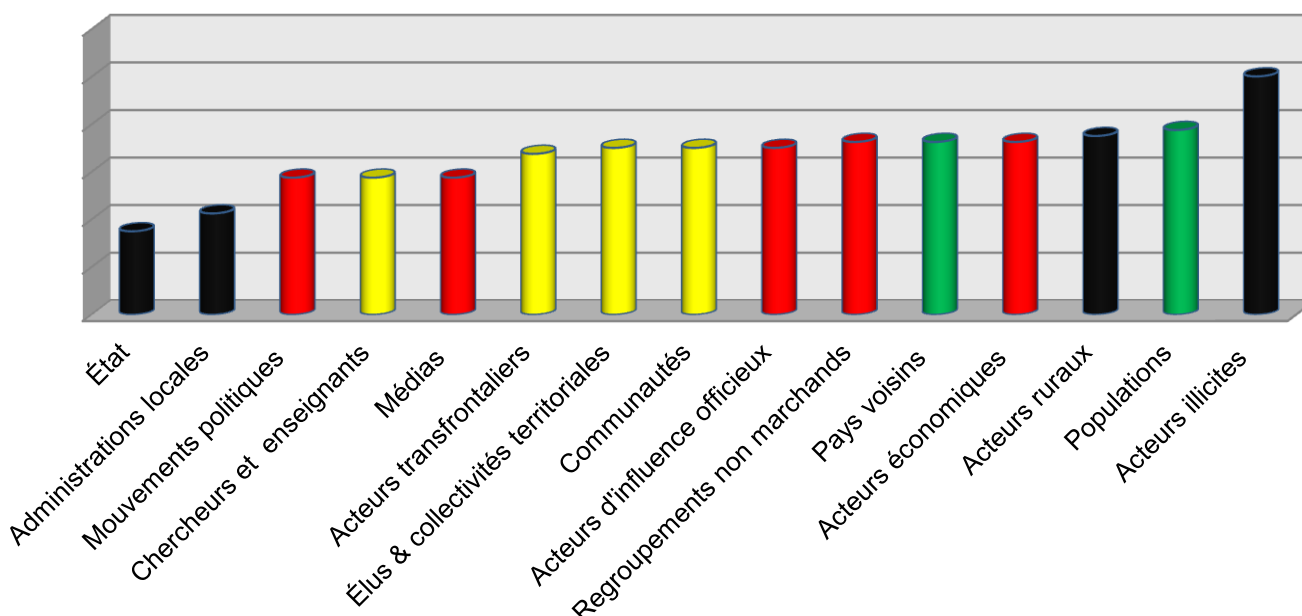


Figure 35 : les acteurs du moins au plus avantagés sur l'ensemble des scénarios du Sud Alsace.

En somme, *les acteurs intermédiaires* seraient plus avantagés par les deux scénarios les plus souhaitables, d'autant plus qu'ils soutiennent massivement les stratégies de résilience. C'est donc un cœur de cible à viser pour l'application à l'échelle des communes. Par contre, *les acteurs dominants* ont plus à perdre qu'à gagner s'ils ne font pas advenir les deux scénarios les plus souhaitables.

(D.3.) Ensuite, il convient d'observer si l'action des acteurs est favorable ou préjudiciable à l'avènement des scénarios, car leurs actions respectives d'aujourd'hui peuvent favoriser ou réduire le basculement d'un scénario à l'autre. S'il n'y aura pas un seul scénario au même moment, mais plusieurs avec des intensités différentes, cela n'empêche pas pour autant d'éclairer la manière dont les acteurs peuvent provoquer leur avènement<sup>1194</sup>. Le graphique ci-dessous permet d'esquisser de nouvelles tendances.

### Les scénarios dont l'occurrence est la plus favorisée par l'action des acteurs

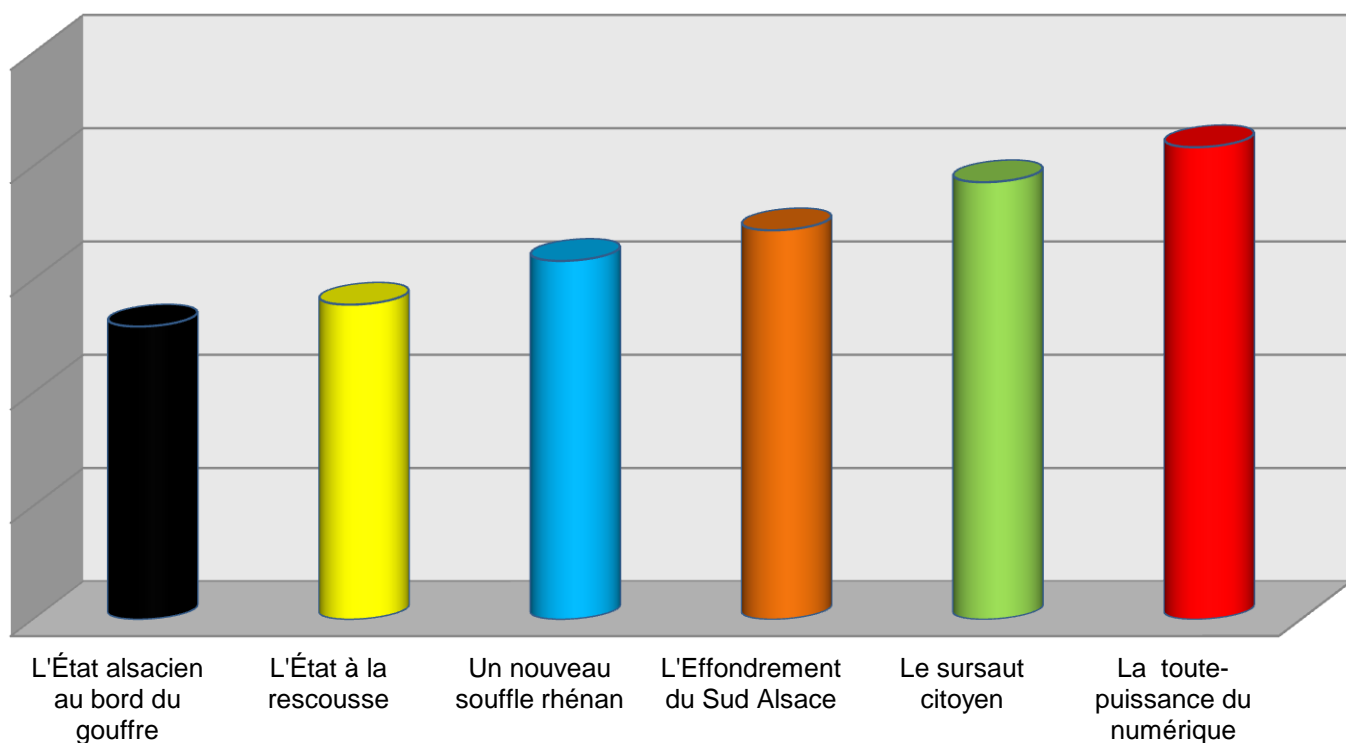


Figure 36 : les scénarios qui sont le plus favorisés par l'action de l'ensemble des acteurs du Sud Alsace.

<sup>1194</sup> La matrice des acteurs qui favorisent ou non l'avènement des scénarios est reportée en annexe 6.3.9.

Le scénario « *La toute-puissance du numérique* » est celui dont l'occurrence est la plus élevée par l'action de l'ensemble des acteurs. Cela signifie que si les acteurs du Sud Alsace continuent leurs actions, ce scénario aurait de fortes chances d'advenir. Par ailleurs, les participants de l'atelier (voir chap 5.3) ont également estimé que ce scénario est le plus probable. L'analyse par les acteurs confirme cette tendance. Tous les acteurs du Sud Alsace favorisent, parfois malgré eux, ce scénario par leurs actions à l'exception *des acteurs ruraux* et *des regroupements non marchands*. Par ailleurs, le scénario « *Le sursaut citoyen* », considéré comme le plus souhaitable, est aussi l'un des scénarios qui est le plus favorisé par tous les acteurs du Sud Alsace sans exception. Cela signifie qu'il existe une probabilité non négligeable de son avènement. Par contre « *L'effondrement du Sud Alsace* » marque une limite frontale : 4 *acteurs dominants* parmi les 5 favorisent son avènement, se rajoutent *les populations, les acteurs ruraux, les communautés* et *les acteurs illicites*. Si rien n'est fait aujourd'hui, l'inertie des acteurs du Sud Alsace provoquerait à terme l'avènement de ces trois scénarios, dont deux sont parmi les moins souhaitables.

(D.4.) Par ailleurs, il est également possible de souligner les acteurs qui favorisent le plus l'occurrence des scénarios. Le graphique ci-dessous indique plusieurs tendances. Tout d'abord, ce sont encore une fois les *acteurs dominants* qui favorisent le plus l'avènement des scénarios à l'exception *des regroupements non marchands*. Ce sont surtout *les médias* et *les acteurs économiques* qui influenceraient le plus l'avènement des futurs du Sud Alsace : ils ont un réel pouvoir qu'il convient d'orienter stratégiquement pour éviter l'avènement des scénarios les moins souhaitables. Le plus surprenant est la place *des acteurs autonomes* : leurs actions peuvent réellement déclencher l'avènement des scénarios tandis que leur inertie ne favoriserait pas l'occurrence des deux scénarios les plus souhaitables, bien au contraire, elle contribuerait à l'avènement des scénarios les moins souhaitables. Les *acteurs intermédiaires*, qui sont une catégorie à privilégier pour mettre en place les stratégies de résilience, montrent encore une fois des limites : s'ils soutiennent les stratégies, leurs actions ne favoriseraient pas autant l'occurrence des scénarios. Par contre, leurs actions favoriseraient l'occurrence des deux scénarios les plus souhaitables, ce qui signifie qu'il est envisageable de

s'appuyer sur eux pour exercer une pression supplémentaire sur les acteurs récalcitrants.

## Les acteurs qui favorisent le plus l'occurrence des scénarios

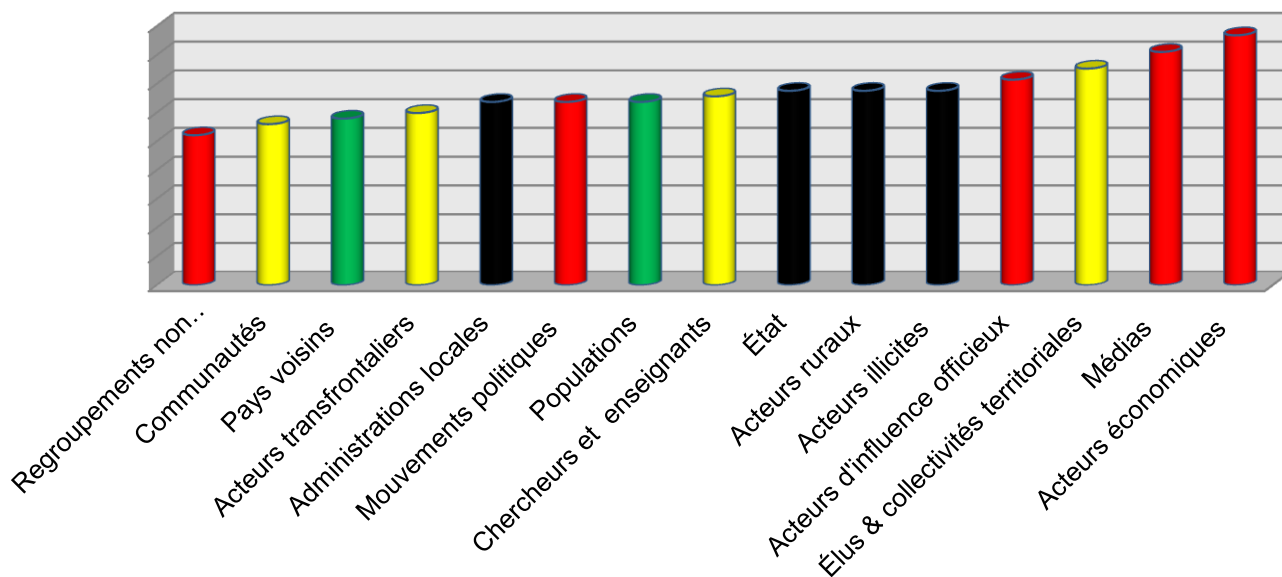


Figure 37 : les acteurs qui favorisent du moins au plus l'occurrence des scénarios.

La comparaison des acteurs avec les stratégies et les scénarios a permis d'identifier un faisceau de choix et de potentiel de proactivité. Tout d'abord, le rapprochement des acteurs avec les stratégies a mis en exergue l'importance des *acteurs intermédiaires* qui présentent un réel potentiel d'influence, de choix, et de soutien aux stratégies et aux objectifs. De plus trois des cinq *acteurs dominants* (*acteurs officiels*, *acteurs économiques*, et les *regroupements non marchands*) sont aussi des parties prenantes sur lesquelles il est nécessaire de s'appuyer. La comparaison des acteurs avec les six scénarios de prospective a relevé des dynamiques positives pour faire advenir des scénarios plus souhaitables. L'analyse des scénarios qui avantagent l'ensemble des acteurs et ceux qui sont le plus avantagés a identifié un point clé : les *acteurs intermédiaires* et les 3 *acteurs dominants* cités seraient avantagés par l'avènement des scénarios « *Le sursaut citoyen* » et « *Un nouveau souffle rhénan* ». Par contre émerge une impasse pour le Sud Alsace : l'analyse des acteurs qui contribuent le plus à l'ensemble des scénarios a relevé un fort risque de favoriser par l'inertie actuelle de l'ensemble des acteurs l'avènement de



« *L'effondrement du Sud Alsace* », de « *La toute-puissance du numérique* » et « *Le sursaut citoyen* ». De plus, les *acteurs intermédiaires* et *dominants*, ceux sur qui il est nécessaire de compter pour faire advenir les stratégies de résilience, favoriseraient tous actuellement l'avènement de « *La toute-puissance du numérique* », un des scénarios les moins souhaitables. Ces deux catégories influentes du Sud Alsace favorisent globalement, par leurs propres actions, l'avènement de deux scénarios qu'ils ne les avantagent pas, et encore moins le reste du territoire. Émerge une situation paradoxale : certes, ils sont en train de faire advenir deux scénarios non souhaitables, mais ils contribuent également à l'avènement « *le sursaut citoyen* », un des scénarios les plus souhaitables.

Et c'est sous ce faisceau paradoxal et ambigu que les stratégies de résilience peuvent engager une réelle dynamique à l'échelle du territoire. Pour cela, il convient de respecter une condition : si les *acteurs intermédiaires* et *dominants* ne modifient pas à terme leur mode opératoire actuel en Sud Alsace, alors ils diminueraient considérablement la probabilité de mettre en place les stratégies de résilience qu'ils soutiennent massivement.

La cinquième étape du protocole consiste à mettre en perspective les stratégies de résilience par rapport aux cinq objectifs fixés. Toutes les stratégies peuvent être mis en place de la meilleure des manières en fonction des acteurs du Sud Alsace, mais si elles s'éloignent trop des objectifs de résilience, alors se pose la question de la pertinence et de la qualité des stratégies élaborées : est-ce que les six stratégies sont finalement conformes aux objectifs à atteindre en Sud Alsace pour rendre le territoire plus résilient ? De plus, est-ce que les stratégies favorisent l'occurrence de certains scénarios ? Ces comparaisons vont permettre d'identifier de nouveaux points sensibles. L'ensemble des résultats est renvoyé en annexe pour faciliter la lecture.

(E.1.) La comparaison des stratégies avec les objectifs permet d'évaluer si elles sont conformes et s'il y a des arbitrages à opérer. C'est d'autant plus crucial que l'application de ces stratégies demande des ressources : choisir le meilleur angle possible pour sélectionner les stratégies est une question d'efficacité. Les résultats

indiquent que les stratégies sont globalement pertinentes ou très pertinentes<sup>1195</sup>. Le caractère intrinsèque de deux stratégies permet d'atteindre pleinement les 5 objectifs : « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* » et « *La résilience multi-réseaux* ». Par contre, « *La commune, épicentre du changement* » et « *Faire émerger le meilleur de l'Homme* » ne sont pas pleinement efficaces, il est indispensable de les combiner. Ces deux stratégies sont néanmoins les meilleures pour initier, « *lancer* », une stratégie de résilience en Sud Alsace avec la stratégie « *Faire émerger le meilleur de l'Homme* ». Si l'ensemble des objectifs de résilience ne peut pas être atteint, les combinaisons possibles entre eux se bonifieront pour produire, à terme, l'essentiel des effets. C'est à partir de ce stade, qu'il sera possible de basculer sur les stratégies « *matures* » : « *Une transition via les relais d'influence* », « *Un développement collectif* » et « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* ». Le graphique ci-dessous résume la pertinence des stratégies.

## Pertinence des stratégies sur les 5 objectifs de résilience

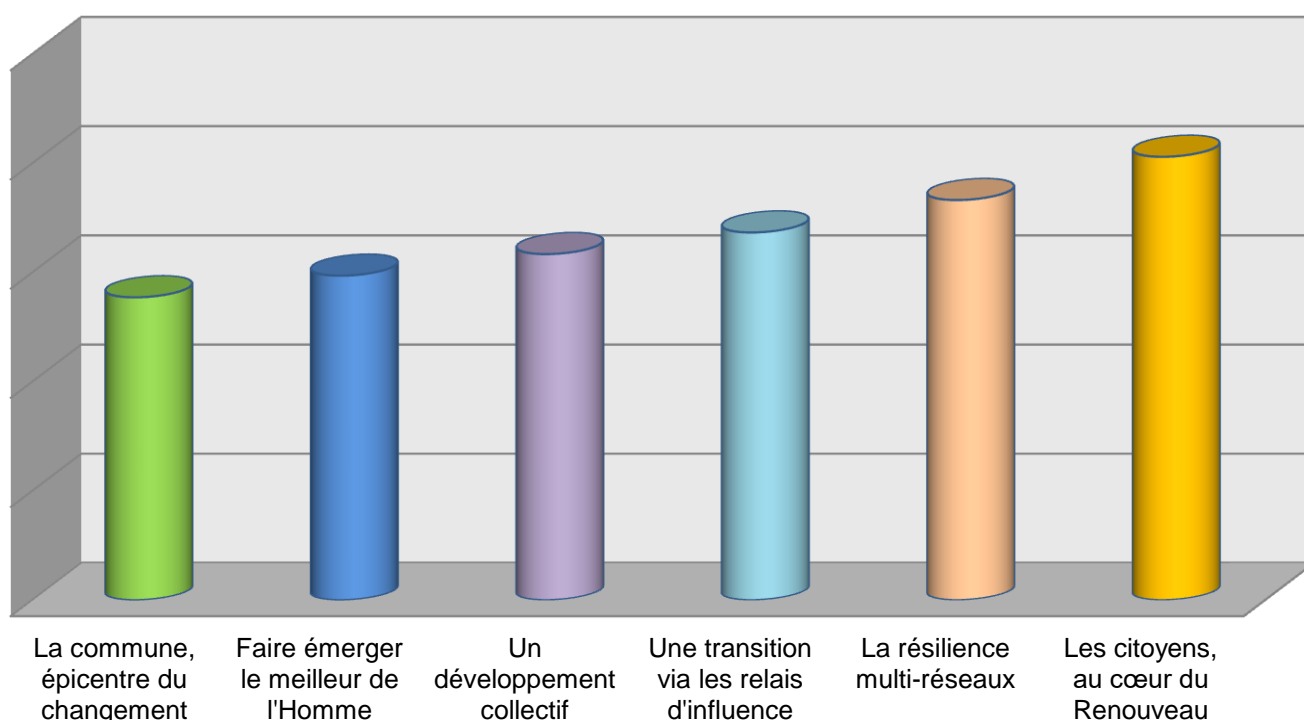


Figure 38 : les stratégies du moins au plus pertinentes pour atteindre les cinq objectifs de résilience.

<sup>1195</sup> La matrice de la pertinence des stratégies pour l'atteinte des 5 objectifs est renvoyée en annexe 6.3.10.

(E.2.) Ces trois stratégies « matures » sont celles qui sont aussi les plus conformes aux objectifs<sup>1196</sup>. Par contre, « *Un développement collectif* » a une légère faiblesse au niveau de l'atteinte de l'objectif « *une démocratie territoriale participative* » car cette stratégie s'articule entre trois structures administratives différentes augmentant alors les risques de conflits : la commune, l'intercommunalité et les trois pays. Mais sa mise en place valorisait très fortement les deux autres *stratégies matures*, d'autant plus que c'est l'une des deux plus soutenues par l'ensemble des acteurs. Cette stratégie est donc le pivot, l'intermédiaire entre les stratégies de *lancement* et les stratégies *matures*.

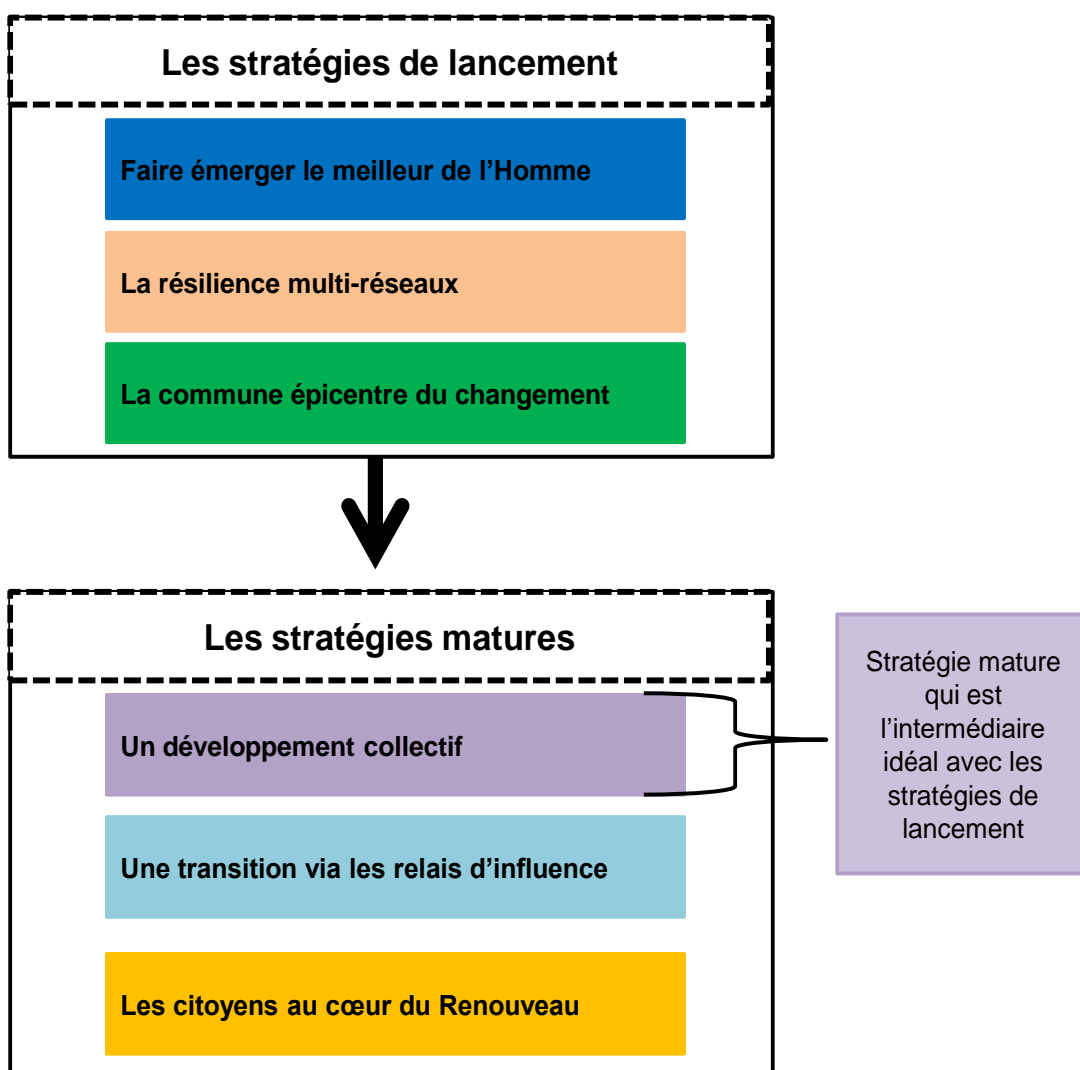


Figure 39 : les stratégies de lancement et les matures dans la mise en pratique de la résilience du Sud Alsace.

<sup>1196</sup> Le graphique de la conformité des stratégies aux objectifs est renvoyé en annexe 6.3.11.

(F.1.) La comparaison des stratégies avec les scénarios du Sud Alsace permet d'identifier lesquelles favorisent leur occurrence et si elles sont adaptées à chaque scénario. Dans tous les cas, les stratégies de résilience peuvent être mises en place et ne deviennent pas obsolètes en fonction d'un scénario particulier puisqu'elles ont été conçues pour respecter, a priori, la pensée de la résilience : diversité, modularité et rétroactions directes. Par contre, c'est la capacité et la force des stratégies qui évoluent en fonction du ou des scénarios. De manière globale, ce sont encore les trois stratégies *matures* qui sont le plus en adéquation par rapport à l'ensemble des six scénarios possibles du Sud Alsace, tandis que si les stratégies de lancement le sont aussi, elles rencontrent néanmoins certaines limites à souligner. La stratégie « *Un développement collectif* » est en adéquation avec tous les scénarios à l'exception de « *L'effondrement du Sud Alsace* » car elle ne peut pas être mise en place dans ce cas précis. A contrario, les deux autres stratégies *matures* « *Les citoyens, au cœur du Renouveau* » et « *Une transition via les relais d'influence* » sont plutôt neutres dans cette situation similaire, c'est-à-dire qu'elles ne sont ni en adéquation ni en inadéquation. De ce fait, ces trois stratégies doivent impérativement être mises en place avant l'avènement de « *L'effondrement en Sud Alsace* » pour atteindre les objectifs de résilience.

## Adéquation des stratégies avec les scénarios

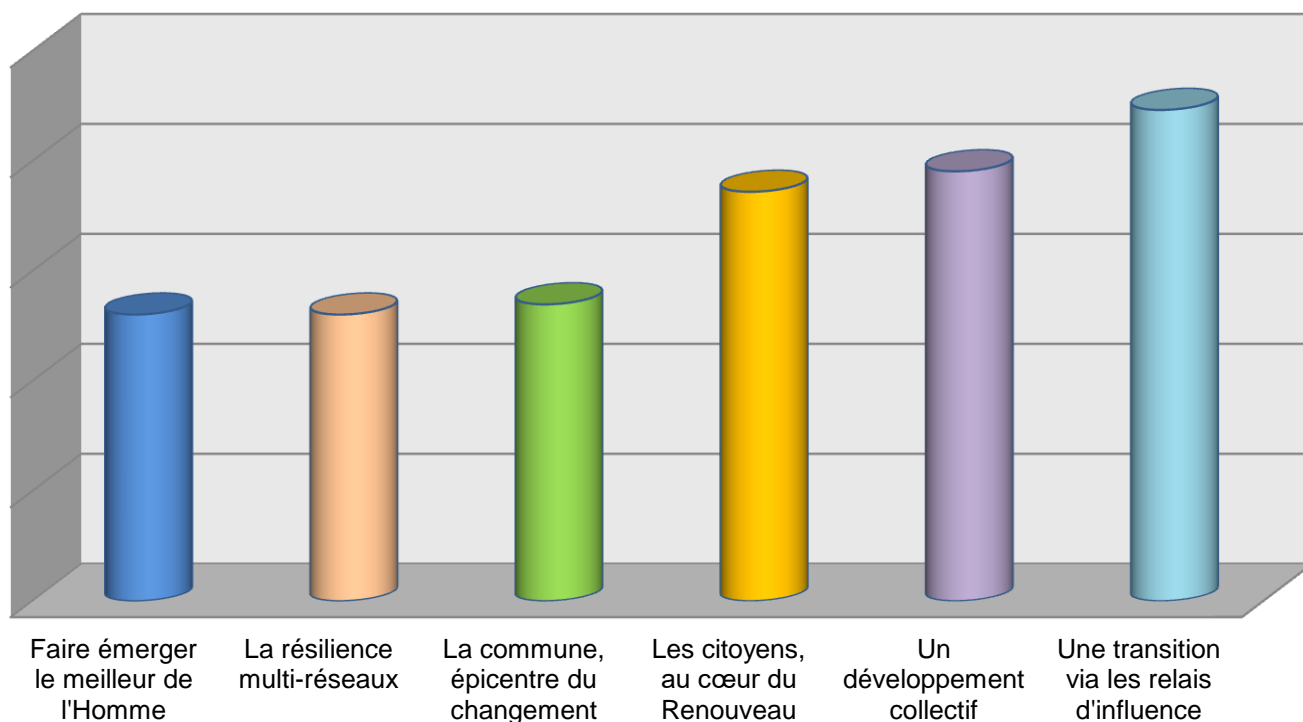


Figure 40 : les stratégies du moins au plus en adéquation par rapport à l'ensemble des scénarios du Sud Alsace.

C'est d'autant plus complexe que les stratégies *de lancement* perdent en capacité et en force dans un grand nombre de scénarios. Plus les scénarios non souhaitables se mettent en place, plus il sera difficile de les amorcer : elles sont en inadéquation totale face à « *L'effondrement du Sud Alsace* ». Cela signifie que ces stratégies ne peuvent tout simplement pas s'appliquer dans ce cadre. De plus, « *La résilience multi-réseaux* » est inadéquate face au scénario le plus probable « *La toute-puissance du numérique* », qui est l'un des moins souhaitables. A contrario, elle serait aussi la seule en adéquation face au deuxième scénario le plus probable. Ces stratégies de *lancement* seraient aussi en accord avec l'avènement des deux scénarios les plus souhaitables. Chacune de ces trois stratégies ne peut pas être appliquée dans tous les cas : viser une combinaison de ces stratégies est nécessaire pour créer des synergies vertueuses d'amorçage face à ces scénarios probables.

(F.2.) Ensuite, il s'agit de tester si les stratégies favorisent ou non l'avènement des futurs possibles du Sud Alsace. Comment les stratégies peuvent-elles influencer l'avènement ou non des scénarios ? Il s'agit de montrer comment les stratégies élaborées peuvent faire basculer le champ des possibles du Sud Alsace car leur mise en place est capable de favoriser l'occurrence ou non des scénarios, de telle sorte que leur application pourrait provoquer plus rapidement ou non l'avènement d'un scénario, voire le rejeter tout simplement. Cette analyse donne l'opportunité d'approcher empiriquement ce que pourrait devenir le Sud Alsace si l'on applique les stratégies de résilience. Globalement, les résultats sont contrastés. Cela s'explique par la diversité des scénarios et par les qualités intrinsèques de chacune des stratégies.

	L'État à la rescousse	Un nouveau souffle rhénan	L'Effondrement du Sud Alsace	Le sursaut citoyen	L'État alsacien au bord du gouffre	La toute-puissance du numérique
Une transition via les relais d'influence	Pén F	Av F	Pén TF	Av F	N	Pén TF
Un développement collectif	Pén tf	Av TF	Pén TF	Av tf	Av F	N
Faire émerger le meilleur de l'Homme	Pén F	Av F	Pén f	Av F	Pén f	Av F
La résilience multi-réseaux	Pén F	Av f	Pén f	Av F	Av tf	Av F
Les citoyens, au cœur du Renouveau	Av f	Av TF	Pén F	Av TF	Pén f	Pén F
La commune, épicerie du changement	Pén F	N	Av f	N	Av f	N

Tableau 11 : la mise en oeuvre de la stratégie est-elle favorable ou préjudiciable à l'avènement des scénarios ? (Pén : pénalise, Av : avantage, N : neutre ; TF : très fortement, F : fortement, f : faiblement, tf : très faiblement).



## Les scénarios dont l'occurrence est favorisée par les stratégies

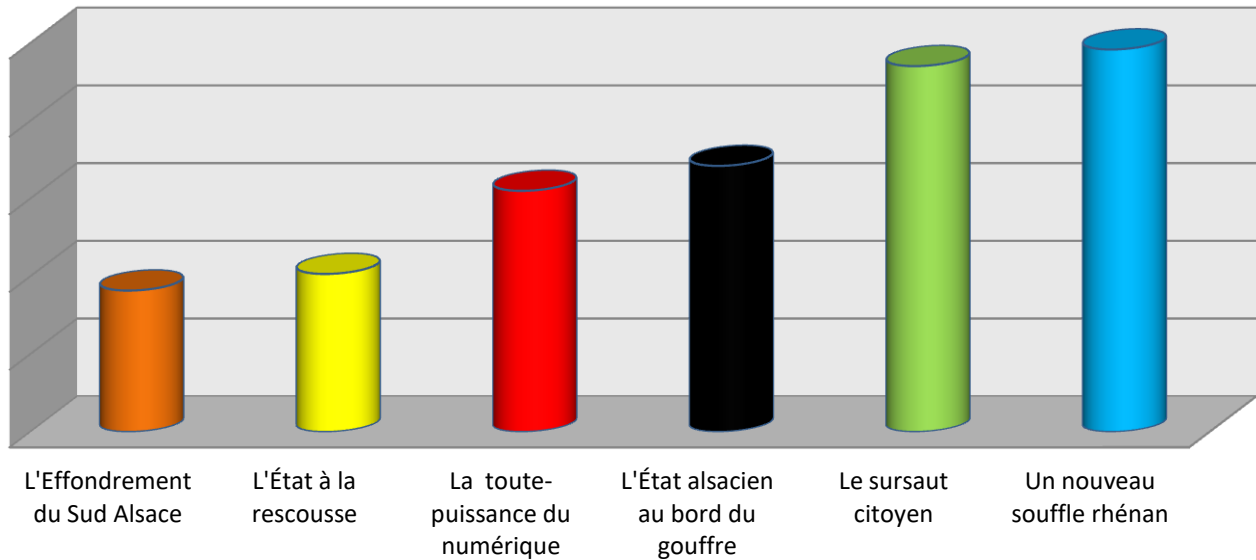


Figure 41 : les scénarios qui sont du mois au plus favorisés par l'application des stratégies.

Quatre tendances se dégagent à travers l'analyse de la matrice et du graphique présentés ci-dessus<sup>1197</sup> :

1/ la première tendance montre que l'ensemble des stratégies favoriserait fortement l'émergence des deux scénarios les plus souhaitables, qui ne sont pas aujourd'hui considérés comme les plus probables : « *Le sursaut citoyen* » et « *Un nouveau souffle rhénan* ». Cette perspective corrobore la pertinence de l'ensemble des stratégies. Par contre il n'y a que « *La commune, épice centre du changement* » qui reste relativement neutre, c'est-à-dire que cette stratégie n'a pas d'incidence positive ou négative sur leur avènement. C'est d'ailleurs un mode d'action qui n'a pas de poids significatif dans l'occurrence des scénarios d'autant plus qu'il pénalise fortement l'avènement du scénario « *L'État à la rescousse* », puisque cette stratégie concentre les pouvoirs aux maires et permet de garder une certaine verticalité des décisions. Les risques de voir l'État intervenir sont plus faibles. Les deux autres stratégies de *lancement* pénalisent aussi fortement l'avènement de ce scénario, en

<sup>1197</sup> Une autre matrice apporte également des analyses. Il s'agit d'une matrice sur l'adéquation des stratégies par rapport aux scénarios. Elle est renvoyée en annexe 6.3.12.

plus d'éviter « *L'effondrement du Sud Alsace* ». Ce premier point démontre globalement un aspect positif : les stratégies peuvent faire advenir un futur plus souhaitable en Sud Alsace.

2/ la deuxième tendance montre que toutes les stratégies pénalisent globalement l'avènement du scénario « *L'effondrement du Sud Alsace* », et « *L'État à la rescousse* ». Ces deux scénarios, considérés comme non souhaitables, même s'ils restent probables, se retrouvent pénalisés dans leur occurrence grâce aux stratégies de résilience. Ces stratégies pourraient éviter « *L'effondrement du Sud Alsace* » en atténuerait fortement les risques systémiques.

3/ la troisième tendance indique que les probabilités des scénarios se modifient considérablement lorsque les stratégies de résilience sont mises en place. Les deux scénarios les plus souhaitables, mais pas forcément les plus probables, voient leur occurrence puissamment augmenter, et deviennent ainsi les scénarios les plus favorisés. À l'inverse, les autres scénarios, faiblement ou moyennement souhaitables, dont la probabilité est supérieure à celles des scénarios désirables, voient leur occurrence baisser drastiquement. Cela signifie que ces stratégies peuvent clairement faire advenir d'autres futurs. Le scénario le plus probable « *La toute-puissance du numérique* », qui est l'un des moins souhaitables, se voit aussi pénaliser dans son avènement grâce aux stratégies.

4/ la quatrième tendance montre le talon d'Achille des stratégies : le scénario « *L'État alsacien au bord du gouffre* », qui est le moins probable et le moins souhaitable, devient le troisième scénario le plus favorisé par les stratégies. En somme, il y a des risques de faire advenir l'un des pires scénarios, c'est d'autant plus problématique qu'il n'y a que deux stratégies qui pénalisent son avènement. Il est encore possible de faire advenir des futurs plus souhaitables en amorçant dès aujourd'hui les stratégies de lancement. Par contre, si ces recommandations sont ignorées, alors la possibilité d'augmenter l'occurrence des pires scénarios monterait considérablement, car ils abaisseraient drastiquement les capacités et le potentiel des stratégies de lancement. De plus, s'ils sont mis en place trop précipitamment,

émerge alors le risque de faire advenir l'un des pires scénarios : « *L'État alsacien au bord du gouffre* ». Et si l'on décide soudainement de mettre en place les stratégies matures, sans passer par les étapes initiales et intermédiaires, alors émergent aussi des risques de créer une situation d'échec. C'est pour cette raison que les stratégies de *lancement* sont nécessaires pour préparer le plus correctement possible les stratégies matures, augmentant considérablement l'occurrence des deux scénarios les plus souhaitables : « *Un nouveau souffle rhénan* » et « *Le sursaut citoyen* ». C'est d'autant plus vertueux que ce dernier scénario ne dépend pas des autres et peut advenir dans n'importe quel contexte. (F.3) & (F.4) De plus, ces deux scénarios sont à la fois les plus conformes<sup>1198</sup> aux objectifs de résilience et ceux qui permettent de mieux les atteindre contrairement aux autres<sup>1199</sup>.

Parvenu au terme de cette approche d'ingénierie prospective, l'ensemble de ces analyses a apporté de nouveaux éclairages dans la capacité d'action publique territoriale pour atteindre la résilience face aux risques systémiques et aux risques d'effondrement du Sud Alsace, que les deux indicateurs (chap 5.1) mettent en exergue avec un regard critique supplémentaire : 1/ l'ingénierie prospective marque un pas par rapport aux démarches de prospective (chap 5.) en offrant une perspective stratégique du territoire. 2/ selon l'indicateur de l'approche typologique de Jean-Philippe Bootz et Régine Monti, cette étude se rapprocherait de la « conduite du changement » puisqu'elle fait appel aux acteurs locaux et que son impact stratégique est fort. Cette prospective stratégique, empirique et collective, permet d'apprécier les différentes orientations possibles pour l'atteinte des objectifs de résilience, de montrer que son issue est encore incertaine et dépendante de certaines conditions malgré des paradoxes et des corrélations. Cette force et ce faisceau d'actions nous viennent directement du « philosophe en action », Gaston Berger, qui promouvait, au milieu du XXe siècle, le calme, l'imagination, l'esprit d'équipe, l'enthousiasme, le courage et le sens de l'humain. Ces qualités sont aussi l'essence même de la première aventure de la prospective à Mulhouse. Elles connaissent actuellement une absence marquée sur le territoire que cette étude à

---

<sup>1198</sup> Le graphique et la matrice de la conformité des scénarios aux objectifs de résilience sont renvoyés en annexe 6.3.13.

<sup>1199</sup> Le graphique des scénarios qui favorisent l'atteindre des cinq objectifs est renvoyé en annexe 6.3.14.

son échelle, a tenté de combler. De ce fait, le faisceau de choix possible en Sud Alsace dans une perspective d'un renouvellement de la prospective permet d'envisager trois grandes possibilités d'action publique territoriale :

1/ l'inaction. Si le Sud Alsace continue sur son inertie alors il y a de grands risques d'atteindre les scénarios les moins souhaitables, d'autant plus que l'ensemble des acteurs favorise actuellement leur avènement : Le Sud Alsace converge vers « *L'effondrement du Sud Alsace* », « *La toute-puissance du numérique* » et « *Le sursaut citoyen* ».

2/ l'urgence. Si le Sud Alsace agit trop tardivement, alors non seulement il ne pourra plus éviter les pires scénarios, mais en plus il sera encore plus difficile, voire impossible, de faire advenir des futurs plus souhaitables. En effet, les leviers d'actions seraient considérablement restreints, car les stratégies de *lancement* ne pourront plus être opérationnelles en préparant les stratégies *matures* essentielles à la résilience du territoire. Et si le Sud Alsace décide de passer directement par celles-ci sans passer par des étapes intermédiaires, alors le risque d'échec augmenterait considérablement à cause des réactions négatives des acteurs.

3/ la préactivité et la proactivité. Si le Sud Alsace procède dès aujourd'hui à l'application des stratégies de résilience, alors non seulement il pourra faire advenir des futurs souhaitables, mais il se donnera surtout les moyens de mieux vivre avec les crises et les chocs. De plus, il aurait les capacités pour commencer graduellement avec les stratégies de *lancement* afin de préparer le terrain pour les stratégies *matures*. Cela augmenterait considérablement l'occurrence des deux scénarios les plus souhaitables. C'est d'autant plus possible que les *acteurs intermédiaires* seraient plus avantagés par ces deux scénarios en plus de soutenir massivement les stratégies de résilience : ils ont un rôle central dans cette perspective au même titre que les trois *acteurs dominants* sur cinq qui les soutiendraient également. La proactivité et la préactivité du Sud Alsace passeront certainement par ces acteurs, facilitant la mise en application de la résilience à l'échelle des communes grâce à un environnement socioéconomique et politique

favorable et incitative à cette démarche, à l'image du municipalisme mulhousien des années 1960 pour mettre en œuvre les projets d'avenir. Il reste à « allumer » la flamme de cette impétuosité si chère à Gaston Berger pour déclencher ce processus, car comme le souligne à juste titre le conseiller en communication et développement, Georges Péninou en 1991 : « La fierté et l'orgueil de Mulhouse résident dans cet élan ininterrompu, renaissant chaque fois qu'il est contrarié, dans sa vitalité grâce à laquelle la ville trouve, au cœur de ses élites et de sa population, les ressorts de son dynamisme<sup>1200</sup> ».

---

<sup>1200</sup> Georges Péninou, *Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*, vol. Revue trimestrielle, Saisons d'Alsace 1 (Strasbourg: Nuée bleue, 1997). op. cit., p.69.

## Conclusion

Dans sa conclusion de thèse de doctorat, le polytechnicien Thierry Gaudin estime que l'une des composantes de la « pensée anticipatrice » constitue une nouvelle dimension du travail intellectuel qui dépasse le niveau de l'analyse par la projection anticipatrice. C'est pourquoi il peut affirmer : « Le métier d'historien, de notre point de vue, n'est pas seulement de raconter l'histoire ; il est aussi d'en construire des récits qui, par transposition, permettent d'anticiper et de construire des visions prospectives<sup>1201</sup> ». L'apprenti historien que je suis s'est inscrit dans cette « pensée anticipatrice » soulignée par Thierry Gaudin. La caractéristique majeure de notre travail de thèse en histoire réside en effet dans l'ajout à une recherche sur des moments antérieurs de prospective, la constitution d'un nouveau moment de prospective. Il s'agit d'une thèse de « recherche-action ».

De la fin des années 1950 jusqu'à la fin des années 1990, les deux temps forts des démarches de prospective à Mulhouse ont su conjuguer dans des moments de crises et d'incertitudes des qualités indéniables à l'aventure de la prospective, soulignées par Gaston Berger lui-même : calme, imagination, esprit d'équipe, enthousiasme, courage et sens de l'humain. L'aventure de la prospective au tournant des années 1960 et son rebond au courant des années 1990 ont démontré la capacité endogène de Mulhouse à créer sa propre « philosophie de l'action » pour concevoir des projets de manière collective avec les parties prenantes du territoire. Même si les projets d'avenir ont parfois été en dessous des possibles, l'engagement a toujours suivi un travail sérieux sur l'évolution de la situation du présent, et a toujours su mobiliser de l'ingéniosité individuelle et collective pour relever les défis dans le cadre d'une analyse du présent intentionnellement tournée vers le futur.

---

<sup>1201</sup> Selon Thierry Gaudin, la « pensée anticipatrice » se retrouve à trois échelles : 1/ Au niveau organique dans l'ensemble du corps et dans les échanges entre corps différents. 2/ Au niveau des comportements gestuels et des objets techniques. 3/ Au niveau intellectuel. Thierry Gaudin précise l'échelle intellectuelle : « La troisième est que, pour ce qui concerne le travail intellectuel, la fonction de la pensée n'est pas d'expliquer, mais d'anticiper. Produit de la sélection naturelle, elle est ontologiquement innovatrice et anticipatrice. L'explication n'est qu'une des aides possibles à la fonction anticipatrice. Pour ne prendre qu'un exemple, le métier d'historien, de notre point de vue, n'est pas seulement de raconter l'histoire ; il est aussi d'en construire des récits qui, par transposition, permettent d'anticiper et de construire des visions prospectives. » Gaudin, *Innovation et prospective, la pensée anticipatrice*. op.cit., p.219.



L'imagination a permis la mise en place de ce processus de l'aventure du projet en maintenant la cohérence des acteurs concernés, malgré les crises et les doutes. Les démarches émergentes de prospective à Mulhouse, puis leurs transformations tout au long de la seconde moitié du XXe siècle, ont aussi démontré que cette pratique a été conçue comme une ressource nécessaire pour contrecarrer une sensation d'impuissance de l'action publique, pour essayer de renouer les liens face au scepticisme ambiant des acteurs ou pour tenter de se confronter à un avenir éventuellement désastreux. La longue histoire d'une jeune démarche de prospective à Mulhouse montre que ces temps collectifs autour de projets parfois sélectifs, qui ont transfiguré dans une certaine mesure l'image de Mulhouse, sont aussi une manière de se réassurer.

Pour cette dernière étape de notre chemin de recherche, nous tenons à souligner la validité de notre hypothèse de départ, selon laquelle la prospective à Mulhouse peut être perçue comme un dispositif efficace de gouvernance sur un mode libéral et municipaliste, et qu'elle contribue, en tant que telle, au renouvellement des normes spatiales et temporelles de l'action publique. En effet, dès son émergence à Mulhouse à la fin des années 1950, la prospective en tant que pratique s'est révélée, quelles que soient les mutations de l'élite locale, une matrice cognitive et normative privilégiant la continuité de la culture locale à créer un destin commun partagé. Elle a agi dans un contexte de régulation sociale à des fins d'action collective par la création de normes temporelles (projection linéaire à un moyen et long terme) et spatiales (représentation de l'espace politique et urbain). Tout au long de son histoire, jusqu'à sa dernière occurrence en 1998 lors de la « grande messe » du bicentenaire, la prospective se dessine comme un dispositif pratico-pratique par lequel l'avenir imaginé peut s'inscrire réellement sur le territoire dans un espace partagé pour l'action politique. À cet égard, il est possible d'évaluer les jeux d'acteurs présents qui composent Mulhouse, de spécifier collectivement avec eux les valeurs qui les rassemblent pour créer une unité de vue du territoire et, conformément à cette culture nouvellement partagée, de repenser l'être et l'agir collectif. C'est seulement à partir de cette étape que se traduisent concrètement les projets d'avenir dans le présent. Par ailleurs, cette culture endogène de l'action

publique est certainement l'une des dernières réminiscences de la République de Mulhouse et de sa capacité à se gouverner elle-même.

La constitution d'un double corpus de sources (le premier sur l'histoire de la prospective à Mulhouse, et le second que nous avons constitué pour un nouveau moment de prospective en Sud Alsace) structure notre plan en deux parties et permet une contextualisation des trois moments de prospective : les années 1960 avec l'aventure de la prospective, les années 1990 avec son rebond et la fin des années 2010 avec notre démarche collective et citoyenne, qui renoue en quelque sorte avec la tradition mulhousienne de cette culture politique de la prospective. Lors de ces trois moments, il y a eu alliance des « sachants », des élus, des chefs d'entreprise, des associations et des citoyens. Ce troisième moment s'inscrit donc dans une réelle continuité historique.

Ces périodes sont marquées par des crises systémiques où la communauté mulhousienne a dû penser l'avenir pour ne pas le subir. Le début du XXI<sup>e</sup> siècle ne déroge pas à la règle : tant le contexte de crise que le déficit de prospective nous ont incités à penser à un renouvellement de ces pratiques en Sud Alsace. Pour y parvenir, nous avons essayé de développer un travail de reconfiguration par trois « regards ». Le regard *systémique* a mis en exergue les dynamiques en Sud Alsace dans un contexte d'irruption local des flux mondialisants déstabilisateurs, tandis que le regard *prospectif* a enclenché de nouvelles démarches collectives de prospective à l'horizon de vingt ans. Dès lors, nous avons mis en avant grâce à des méthodes rigoureuses non pas une réflexion sur les risques d'effondrement à partir d'une analyse globale et « par le haut » de l'anthropocène, mais une réflexion à partir d'un espace précis « par le bas », à savoir ce territoire à projets qu'est le Sud Alsace. Compte tenu des résultats et des risques d'effondrement en Sud Alsace, il a été nécessaire de mettre en place un regard *empirique* de la résilience. Nous avons élaboré une deuxième hypothèse à partir de la première : la prospective peut se transformer en un dispositif efficace de gouvernance, non plus pour répondre exclusivement à des réflexes de développement économique ou d'aménagement du territoire comme ce fut historiquement le cas, mais pour intégrer un regard résilient afin d'absorber au mieux les chocs et les crises en cours et à venir dans un jeu

complexe de réseaux d'acteurs à l'échelle des communes du Sud Alsace. En quelque sorte, nous avons proposé une prospective de la prospective : nous faisons l'hypothèse que l'avenir de l'action publique en Sud Alsace sera marqué par un regard résilient à l'échelle des communes ou de la collectivité. En proposant différentes stratégies de résilience, nous avons mis en exergue des frontières d'application dans l'action publique, grâce à l'ingénierie stratégique de la prospective. Certes, la mise en perspective des jeux d'acteurs actuels montre que cette pensée de réduire les risques face aux vulnérabilités du territoire a encore une large marge de progression dans la reconfiguration mentale, intellectuelle, spatiale, politique et psychologique de l'ensemble des acteurs. Aucun n'est encore prêt à prendre pleinement conscience des fragilités du territoire et à agir pour mettre en place la résilience en Sud Alsace. La prospective, avec ce regard résilient, participe à la reconfiguration politique de la gouvernance, qui se traduit déjà localement dans certaines expérimentations. Si l'action publique ne se transforme pas en un regard résilient, non seulement le Sud Alsace ne pourra pas faire face aux risques systémiques d'effondrement, mais en plus il diminuera considérablement ses capacités à mettre en œuvre les stratégies de résilience. Celles-ci, en effet, s'inscrivent dans un faisceau de choix possibles qui s'atténue au fur et à mesure du temps qui passe. C'est dans cette perspective que nous avons tenté d'initier un renouvellement de la prospective en Sud Alsace. En ce sens, notre travail de doctorat assume une dimension citoyenne.

Comme nous l'avons explicité dans l'introduction, notre démarche, certes acrobatique, mais scientifiquement fondée, propose une base de recherche sur la prospective à la fois à propos de son histoire et de son renouvellement. Notre « recherche-action » est néanmoins limitée par les contraintes inhérentes à un travail de doctorat. Nous avons délimité notre périmètre de réflexion sur la prospective à l'échelle du Sud Alsace et à l'étude de ses expressions pratiques dans l'action publique de la fin des années 1950 jusqu'à aujourd'hui. L'ensemble de cette recherche historique et de son renouvellement devrait engendrer de nouvelles discussions sur la prospective et sur son rapport à l'action publique. Les inévitables limites de notre travail de doctorat, tout comme ses faiblesses, nous incitent à titre

individuel à continuer nos recherches. Par ailleurs, s'il est un domaine de recherche qui ne peut être exploré que par l'intelligence collective, c'est bien celui de la prospective territoriale. L'analyse des deux moments historiques de la prospective à Mulhouse et dans sa région nous ont convaincu qu'existe sur cet espace du Sud Alsace une culture de la réflexion collective, atout majeur de fabrication de la résilience. Nous espérons que ce travail aura apporté sa contribution à la construction d'une démarche de prospective vitale pour cet espace confronté, au plan local, aux dérèglements globaux et systémiques du début du XXI<sup>e</sup> siècle.

### I. Sources servant à la partie histoire

#### I.1. Ouvrages et articles consultés

- Agamben, Giorgio, et Martin Rueff. « Théorie des dispositifs ». *Po&sie* 115, n° 1 (2006): 25. <https://doi.org/10.3917/poesi.115.0025>.
- Albertini, Jean-Benoît. « De la DATAR à la nouvelle DIACT : la place des questions économiques dans la politique d'aménagement du territoire ». *Revue française d'administration publique* 119, n° 3 (2006): 415. <https://doi.org/10.3917/rfap.119.0415>.
- Anadon, Marta, éd. *La recherche participative: multiples regards*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 2007.
- Antunes (Dir). « Schéma général d'aménagement de la France. Dynamique urbaine et projet régional, un exemple: la région Alsace ». Paris: DATAR, 1975.
- Aquino, Patrick d'. « Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante ». *Espace géographique* 31, n° 1 (2002): 3. <https://doi.org/10.3917/eg.311.0003>.
- Araszkieviev, Jacques, et Paul Rasse. « Les technopoles entre utopie et non-lieu de la mondialisation: le cas de Sophia-Antipolis ». *Communication et organisation*, n° 25 (2 octobre 2004). <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.2950>.
- Arnsperger, Christian. « Le pluralisme au-delà de la raison et du pouvoir: L'ancrage «trans-raisonnable» de la raison libérale », *Revue philosophique de Louvain*, 98, n° 1 (février 2000): 83-106.
- Aubertin, Catherine, et Franck-Dominique Vivien. *Le développement durable : enjeux politiques, économiques et sociaux*. La Documentation Française. Paris, 2006.
- Bailly, Jean-Paul. *Demain est déjà là: prospective, débat, décision publique*. Prospective du présent. La Tour d'Aigues: Aube, 1999.
- Balandier, Georges. *Carnaval des apparences ou nouveaux commencements?* Paris: Fayard, 2012.
- Barré, Rémi. « Le "foresight" britannique. Un nouvel instrument de gouvernance ? », *Revue futuribles*, n° 249 (janvier 2000).

- Behar, Daniel, et Philippe Estebe. « Aménagement du territoire : la solution locale ». *L'état de la France: un panorama unique de la France 1999-2000*, Politiques publiques et territoires, avril 1999.
- Behar, Daniel, Philippe Estebe, et Martin Vanier. « Meccano territorial : de l'ordre territorial à l'efficacité interterritoriale. » *Pouvoirs Locaux: les cahiers de la décentralisation / Institut de la décentralisation*, Institut de la décentralisation 4, n° 83 (décembre 2009).
- Bell, Daniel. « The Commission on the Year 2000 ». *Futures* 2, n° 3 (septembre 1970): 263-69. [https://doi.org/10.1016/0016-3287\(70\)90030-3](https://doi.org/10.1016/0016-3287(70)90030-3).
- Berdoulay, Vincent, et Olivier Soubeyran. « Retour de la prospective et crise de la modernité ». *Espaces et sociétés* 71, n° 1 (1993): 3. <https://doi.org/10.3917/esp.1992.71.0003>.
- Berger, Gaston. « Humanisme et technique ». In *L'homme moderne et son éducation*. Paris, 1958.
- Berger, Gaston. *La crisis moral del tiempo presente*, 1951.
- Berger, Gaston. *La liberté et le temps*, 1949.
- Berger, Gaston. *L'homme et ses problèmes dans le monde de demain. Essai d'anthropologie prospective*, 1955.
- Berger, Gaston. *Phénoménologie du temps et prospective*. Presses universitaires de France Vendôme, 1964.
- Berger, Gaston. « L'accélération de l'histoire et ses conséquences pour l'éducation ». In *L'homme moderne et son éducation*. Paris, 1957.
- Berger, Gaston. « L'idée d'avenir et la pensée de Teilhard de Chardin ». In *Phénoménologie du Temps et Prospective*, 1960.
- Berger, Gaston. « L'inquiétude contemporaine ». In *Phénoménologie du Temps et Prospective*, pp.255-263., 1959.
- Berger, Gaston. *Méthode et résultats*, 1960.
- Berger, Gaston. « Quelques caractères généraux du monde actuel ». In *Phénoménologie du Temps et Prospective*, pp.263-275., 1959.
- Berger, Gaston, Jacques de Bourbon Busset, Pierre Massé, et Philippe Durance. *De la prospective: textes fondamentaux de la prospective française, 1955-1966*. Paris: Harmattan, 2007.



- Berger, Gaston. *De la prospective: textes fondamentaux de la prospective française, 1955-1966*. Paris: L'Harmattan, 2008.
- Berstein, Serge, Pierre Birnbaum, Jean-Pierre Rioux, et Philippe Oulmont, éd. *De Gaulle et les élites*. Paris: Découverte, 2008.
- Blanc, Nathalie. « 1925-1990: l'écologie urbaine et le rapport ville-nature ». *L'Espace géographique* 27, n° 4 (1998).
- Blanc, Nathalie. « De l'écologie dans la ville ». *Ethnologie française* 34, n° 4 (2004): 601. <https://doi.org/10.3917/ethn.044.0601>.
- Blanc, Nathalie, et Philippe Estèbe. « Géographie et politique: le face à face ». *Ecologie & politique* N°27, n° 1 (2003): 79. <https://doi.org/10.3917/ecopo.027.0079>.
- Blondiaux, Loïc. « Démocratie locale et participation citoyenne: la promesse et le piège ». *Mouvements* 18, n° 5 (2001): 44. <https://doi.org/10.3917/mouv.018.0044>.
- Blondiaux, Loïc. « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout: Un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique ». *Mouvements* 50, n° 2 (2007): 118. <https://doi.org/10.3917/mouv.050.0118>.
- Bonin, Hubert. *Histoire économique de la France depuis 1880*. Collection « Un siècle d'histoire ». Paris: Masson, 1988.
- Bonnaud, Jean-Jacques. *Le Ve Plan: une stratégie de l'expansion*. Vol. 35-36. Tiers-Monde 9, 1968.
- Bossuat, Gérard. *Les aides américaines économiques et militaires à la France, 1938 - 1960: une nouvelle image des rapports de puissance*. Histoire économique et financière de la France Études générales. Paris: Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Comité pour l'Histoire Économique et Financière de la France, 2001.
- Boulad-Ayoub, Josiane. « Culture, signes, critiques ». *Presses de l'Université du Québec, Cahiers Recherches et théories*, n° S-16 (1988): 65-87.
- Boulat, Régis. *Jean Fourastié, un expert en productivité: la modernisation de la France (années trente-années cinquante)*. Thèse. Besançon: Presses universitaires de Franche-Comté, 2008.
- Boulat, Régis. « Le groupe 1985 et les origines de la prospective territoriale ». In *Aménageurs et aménagement en Europe du Nord Ouest au XXe siècle*, Vol. 38. Metz: Centre régional universitaire lorrain d'histoire, 2010.

- Boulat, Régis. « Reconnais-le dans toutes tes voies, il aplanira les sentiers ». Les chemins protestants de Jacques Henry Gros (1911-2011) », *Annuaire Historique de Mulhouse*, 28 (2017): pp.47-58.
- Bouneau, Christophe. « Réseaux électriques et électrification rurale : des territoires périphériques de l'innovation ? » *Flux* n° 63-64, n° 1 (2006): 85. <https://doi.org/10.3917/flux.063.0085>.
- Bourbon-Busset, Jacques de. *Au rond-point de l'avenir*. Vol. 4. Cahier Prospective. Paris: Presses Universitaires de France, 1959.
- Bourdieu, Pierre, et Luc Boltanski. « La production de l'idéologie dominante ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 2, n° 2 (1976): 3-73. <https://doi.org/10.3406/arss.1976.3443>.
- Boussaguet, Laurie, Sophie Jacquot, et Pauline Ravinet, éd. *Dictionnaire des politiques publiques*. 3e éd. actualisée et augm. Domaine Gouvernances. Paris: Presses de Sciences Po, 2010.
- Brasseul, Jacques. « Genèse de l'État-providence et naissance de la social-démocratie : Bismarck et Bernstein ». *Les Tribunes de la santé* 34, n° 1 (2012): 71. <https://doi.org/10.3917/seve.034.0071>.
- Brown, Wendy. « Néo-libéralisme et fin de la démocratie ». *Vacarme* 29, n° 4 (2004): 86. <https://doi.org/10.3917/vaca.029.0086>.
- Brunet, Sébastien, Jean-Luc Guyot, et Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, éd. *Construire les futurs: contributions épistémologiques et méthodologiques à la démarche prospective*. Collection Univer'Cité 1. Namur (Belgique): Presses Universitaires de Namur, 2014.
- Cattiaux, Séverine. « Le municipalisme, nouvelle voie de la démocratie locale ? Interview de Jonathan Durand Folco ». *Courants Alternatifs* (blog), 4 janvier 2018. <http://www.lettreducadre.fr/>.
- Cazes, Bernard. *Histoire des futurs: les figures de l'avenir de saint Augustin au XXIe siècle*. Prospective. Essais & recherches. Paris: L'Harmattan, 2008.
- Chao, Kenneth. « A New Look at the Cross-Impact Matrix and its Application in Futures Studies », *Journal of Futures Studies*, mai 2008, 45-52.
- Colletis, Gabriel. « Mutation du « modèle rhénan » et avenir du modèle européen ». *Regards sur l'économie allemande*, n° 67 (1 juillet 2004): 7-14. <https://doi.org/10.4000/rea.3793>.
- Commissariat général du Plan. « Deuxième plan de modernisation et d'équipement (1954-1957) ». Paris: Commissariat général du Plan, 27 mars 1956.

- Commissariat général du Plan.. « Le cinquième plan de développement économique et social (1966-1970) ». Paris: Commissariat général du Plan, 30 novembre 1965.
- Commissariat général du Plan.. « Quatrième plan de développement économique et social (1962-1965) ». Paris: Commissariat général du Plan, 4 août 1962.
- Commissariat général du plan de modernisation et d'équipement. « Rapport Général sur le premier plan de modernisation et d'équipement ». Paris, 23 novembre 1946.
- Cordobes, Stéphane, et Philippe Durance. « Les Entretiens de la Mémoire de la Prospective : Hugues de Jouvenel, Directeur général du groupe Futuribles ». Paris, septembre 2004.
- Corbel, Jean-Claude. *Management de projet: fondamentaux, méthodes, outils*. Paris: Eyrolles, 2012.
- Darcet, Jean. *Etapas de la prospective*. PUF. Paris, 1967.
- Dardot, Pierre, et Christian Laval. « Néolibéralisme et subjectivation capitaliste ». *Cités* 41, n° 1 (2010): 35. <https://doi.org/10.3917/cite.041.0035>.
- DATAR. « Sésame année 5 : système d'études du schéma d'aménagement de la France ». DURAND, Jacques, 1974. <http://documents.irevues.inist.fr/handle/2042/31207>.
- DATAR. « Territoires 2040. Aménager le changement ». *La Documentation française*, Revue d'études et de prospective n°1 (2nd semestre 2010).
- Daumas, Jean-Claude, Jean-Paul Barrière, Régis Boulat, Alain Chatriot, Pierre Lamard, et Jean-Michel Minovez, éd. *Les trames de l'histoire: entreprises, territoires, consommations, institutions: mélanges en l'honneur de Jean-Claude Daumas*. Hors collection. Besançon: Presses universitaires de Franche-Comté, 2017.
- Daune-Richard, Anne-Marie. « Activité et emploi des femmes : des constructions sociétales différentes en France, au Royaume-Uni et en Suède ». *Sociétés contemporaines* 16, n° 1 (1993): 125-43. <https://doi.org/10.3406/socco.1993.1144>.
- De Jouvenel, Bertrand. *L'art de la conjecture*. Monaco: Éditions du Rocher, 1964.
- De Jouvenel, Hugues. « Sur la démarche prospective », *Futuribles*, n° 179 (septembre 1993).
- Debarbieux, Bernard, Martin Vanier, Jacques Beauchard, France, Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, et Groupe

« Représentations et complexité territoriale. » *Ces territorialités qui se dessinent*. La Tour d'Aigues]; Datar: Paris] : éditions de l'Aube ;, 2002.

Desroches, Dominic. *Penser le temps politique: entretiens philosophiques à contretemps avec Daniel Innerarity*. Québec: Presses de l'Université Laval, 2011.

Donzelot, Jacques. *L'invention du social: essai sur le déclin des passions politiques*. Paris: Seuil, 1994.

Dreyfus, François-Georges. « L'aventure du capitalisme rhénan ». In *ClioClio*, 2002.

Dreyfus, François-Georges. « Le Protestantisme Alsacien ». *Archives de sciences sociales des religions* 3, n° 1 (1957): 57-71. <https://doi.org/10.3406/assr.1957.1949>.

Duran, Patrice. *Penser l'action publique*. Paris: LGDJ, 2010.

Durance, Philippe. « Genèse de la prospective territoriale ». Paris: CNAP Paris, s. d.

Durance, Philippe, et Stéphane Cordobes. *Attitudes prospectives: éléments d'une histoire de la prospective en France après 1945*. Prospective. Série « Essais & recherches ». Paris: Harmattan, 2007.

Durand Folco, Jonathan. *À nous la ville! traité de municipalisme*. Montréal (Québec): Écosociété, 2017.

Durand Folco, Jonathan. « Les villes contre la Constitution canadienne? », *Argument*, 19, n° 2 (printemps-été 2017): pp.36-38.

Durand Folco, Jonathan. « Pour un municipalisme d'ici », *Relations*, n° 786 (octobre 2016).

Elias, Norbert, et Michèle Hulin. *Du temps*. Paris: Fayard, 1996.

Ellis, J. J. A. « Les règles de concurrence du traité de Rome applicables aux entreprises ». *Revue internationale de droit comparé* 15, n° 2 (1963): 299-328. <https://doi.org/10.3406/ridc.1963.13630>.

Estèbe, Philippe. « La décentralisation ? Tous contre ! » *Esprit* Février, n° 2 (2015): 74. <https://doi.org/10.3917/espri.1502.0074>.

European commission. « The IPTS Futures Project Conferenca Proceedings ». Future Report Series 17. Brussels: Institute for Prospective Technological Studies, 10 février 2000.

- Faure, Alain, et Emmanuel Négrier, éd. *Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale: critiques de la territorialisation*. Questions contemporaines. Paris: Harmattan, 2007.
- Fertikh, Karim, et Heike Wieters. « Les transformations de l'État social: une recherche ». *Revue de l'Institut français d'histoire en Allemagne*, n° 5 (1 décembre 2013). <https://doi.org/10.4000/ifha.7400>.
- Foucault, Michel, Michel Senellart, François Ewald, et Alessandro Fontana. *Sécurité, territoire, population: cours au Collège de France, 1977-1978*. Hautes études. Paris: Seuil : Gallimard, 2004.
- Fouilland, Brigitte. « De l'aménagement au gouvernement des territoires, où est l'État ? » *Projet 310*, n° 3 (2009): 13. <https://doi.org/10.3917/pro.310.0013>.
- Fourcaut, Annie. « L'histoire urbaine de la France contemporaine : État des lieux ». *Histoire urbaine* 8, n° 2 (2003): 171. <https://doi.org/10.3917/rhu.008.0171>.
- Franck, Robert. « La société française depuis 1945: américanisation, européanisation, mondialisation et identité nationale. » *Nationale Identität und transnationale Einflüsse. Amerikanisierung, Europäisierung und Globalisierung in Frankreich nach dem Zweiten Weltkrieg*, 2007.
- François, Bastien. « Histoire des candidatures à l'élection présidentielle ». *Pouvoirs* 138, n° 3 (2011): 5. <https://doi.org/10.3917/pouv.138.0005>.
- Frémont, Armand, Sylvain Allemand, et Édith Heurgon, éd. *Aménagement du territoire: Changement de temps, changement d'espace*. Presses universitaires de Caen, 2008. <https://doi.org/10.4000/books.puc.10358>.
- Fusalba, Thierry. « La rétro-prospective: concept novateur ou spéculation ? » *Magazine de la Communication de crise et sensible*. Paris: Observatoire International des Crises, février 2015.
- Gallez, Caroline, et Hanja-Niriana Maksim. « À quoi sert la planification urbaine?: Regards croisés sur la planification urbanisme-transport à Strasbourg et à Genève ». *Flux* n° 69, n° 3 (2007): 49. <https://doi.org/10.3917/flux.069.0049>.
- Gardiner, Juliet. *Wartime: Britain 1939 - 1945*. London: Review, 2005.
- Gaudet, Michel, Philippe Durance, et Adam Gerber. « Strategic Foresight La Prospective Use and Misuse of Scenario Building ». *Cahiers du LIPSOR*, s. d.
- Gaudin, Thierry, éd. *2100: récit du prochain siècle*. Grande bibliothèque Payot. Paris: Payot, 1993.

- Gaudin, Thierry. *Innovation et prospective, la pensée anticipatrice*. Saarbrücken: Editions universitaires européennes, 2012.
- Gaudin, Thierry. *La prospective*. Paris: Presses universitaires de France, 2013.
- Gendron, Corinne, et Jean-Pierre Revéret. « Le développement durable ». *Économie.~ et Sociétés*, Série F, n° 37, n° 91 (septembre 2000): pp.111-124.
- Gérard-François, Dumont. *Diagnostic et gouvernance des territoires: concepts, méthode, application*. Paris: Armand Colin, 2013.
- Godet, Michel. *Crise de la prévision, essor de la prospective: Exemples et méthodes*. Presses universitaires de France. Paris, 1977.
- Godet, Michel. « De la rigueur pour une indiscipline intellectuelle ». Les docs d'Aleph. Commissariat général du Plan, 21 janvier 2004.
- Godet, Michel. « Prospective et stratégie: approches intégrées ». *Futuribles*, n° 137 (novembre 1989).
- Godet, Michel, et Philippe Durance. *La prospective stratégique: pour les entreprises et les territoires*. Dunod. Paris: Dunod, 2011.
- Gonod, Pierre F. *Dynamique des systèmes et méthodes prospectives*. *Futuribles international*. Travaux et recherches de prospective 2. Paris, 1996.
- Gonod, Pierre F. « Exégèse de l'ouvrage collectif Attitudes prospectives ». *Territoires du futur*, mai 2008.
- Gonod, Pierre F, et Jean-Luc Gurtler. « Evolution de la prospective », *Oléagineux, corps gras, lipides*, 9, n° 5 (octobre 2012): 317-28.
- Gras, Alain. « Le sens de l'histoire en question: Critique des notions d'adaptation et d'évolution orientée ». *Communications* 95, n° 2 (2014): 31. <https://doi.org/10.3917/commu.095.0031>.
- Grenier, Jean-Yves, et André Orléan. « Michel Foucault, l'économie Politique et Le Libéralisme ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 62, n° 5 (octobre 2007): 1155-82. <https://doi.org/10.1017/S0395264900035794>.
- Guiader, Vincent. « « L'invention des groupes de prospective du Plan : sélection des acteurs légitimes, politisation de l'expertise et transformation des modes de publicisation de l'action publique » ». Lyon, 2008.
- Guiader, Vincent. « Socio-histoire de la prospective. La transformation d'une entreprise réformatrice en expertise d'Etat ». Thèse de doctorat en Science politique, sous la direction de Dominique Damamme, Université Paris-Dauphine, 2008.



- Heurgon, Édith, et Josée Landrieu, éd. *Prospective pour une gouvernance démocratique*. L'Aube territoire. La Tour d'Aigues: Aube, 2000.
- Houet, Thomas, et Françoise Gourmelon. « La géoprospective – Apport de la dimension spatiale aux démarches prospectives ». *Cyberge*, 8 février 2014. <https://doi.org/10.4000/cyberge.26194>.
- Howiller, Alain. *Où va l'Alsace?* Illkirch, France: Verger, 2008.
- Jean, Yves, et Martin Vanier. *La France: aménager les territoires*. Paris: A. Colin, 2009.
- Laffitte, Pierre. « Le Quartier Latin aux Champs » ». 2 août 1960, Le Monde édition.
- Lardon, Sylvie, Vincent Piveteau, et Laurent Lelli. « Le diagnostic des territoires », *Géocarrefour*, 80, n° 2 (s. d.): 71-74.
- Lascombes, Pierre, éd. *Gouverner par les instruments*. Collection académique. Paris: Presses de Sciences Po, 2004.
- Le Gales, Patrick. « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine ». *Revue française de science politique* 45, n° 1 (1995): 57-95. <https://doi.org/10.3406/rfsp.1995.403502>.
- Le Lidec, Patrick. « Le jeu du compromis : l'Etat et les collectivités territoriales dans la décentralisation en France ». *Revue française d'administration publique* 121-122, n° 1 (2007): 111. <https://doi.org/10.3917/rfap.121.0111>.
- Le Moigne, Jean-Louis. « La double hélice de la gouvernance des 'communs' ». *Revue de l'organisation responsable* 7, n° 2 (2012): 93. <https://doi.org/10.3917/ror.072.0093>.
- Manin, Bernard. « Friedrich August Hayek et la question du libéralisme ». *Revue française de science politique* 33, n° 1 (février 1983): pp.41-64.
- Mann, Richard P., et Dirk Helbing. « Optimal Incentives for Collective Intelligence ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* 114, n° 20 (16 mai 2017): 5077-82. <https://doi.org/10.1073/pnas.1618722114>.
- Marien, Michael. « 70 superboks », *The Futurist*, juin 2001.
- Maruani, Margaret, et Monique Meron. *Un siècle de travail des femmes en France: 1901-2011*. Paris: La Découverte, 2012.
- Massé, Pierre. *Le plan ou l'anti-hasard*. Gallimard. Idées. Paris: Hermann, 1965.

- Massé, Pierre, et Bernard Cazes. *La Crise du développement*. Vol. 29. Annales. Économies, Sociétés, Civilisations 4. Paris, 1974.
- Mendez, Ariel, et Delphine Mercier. « Compétences-clés de territoires. le rôle des relations interorganisationnelles ». *Revue française de gestion* 32, n° 164 (1 mai 2006): 253-76. <https://doi.org/10.3166/rfg.164.253-276>.
- Mesnier, Pierre-Marie. *La recherche-action: une autre manière de chercher, se former, transformer*, 2014.
- Meune, Manuel. « Du patois à l'« harpetan », entre (petite) patrie et nation imaginée: le discours sur le francoprovençal dans le Journal de Genève (1826–1998) ». *International Journal of the Sociology of Language* 2018, n° 249 (20 décembre 2017). <https://doi.org/10.1515/ijsl-2017-0048>.
- Mioche, Philippe. *Le Plan Monnet: genèse et élaboration, 1941-1947*. Publications de la Sorbonne. Série France XIX-XXe 27. Paris: Publications de la Sorbonne, 1987.
- Moati, Philippe. « Esquisse d'une méthodologie pour la prospective des secteurs ». Cahier de recherche. Paris: Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, octobre 2003.
- Moine, Alexandre. « Le territoire comme un système complexe: un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie ». *Espace géographique* 35, n° 2 (2006): 115. <https://doi.org/10.3917/eg.352.0115>.
- Morot-Sir, Edouard. « La mission du philosophe ». *Publication des annales de la Faculté des lettres en Aix-en-Provence, Colloque du 17 février 1962 à Aix-en-Provence sous la haute présidence de Monsieur le Recteur de l'Université d'Aix-Marseille*, Nouvelle série, n° 42 (1964).
- Nizard, Lucien. « Administration et société: planification et régulations bureaucratiques ». *Revue française de science politique* 23e année, n° n°2 (1973): pp.199-229.
- Nonn, Henri, Jean-Alain Héraud, Laboratoire « ARDEUR. », et Université Louis Pasteur de Strasbourg, éd. *Les économies industrielles en France de l'Est: tissus et réseaux en évolution*. Collection Maison des sciences de l'homme de Strasbourg, no 19. Strasbourg: Presses universitaires de Strasbourg, 1995.
- Offner, Jean-Marc. « Les territoires de l'action publique locale: Fausses pertinences et jeux d'écart ». *Revue française de science politique* 56, n° 1 (2006): 27. <https://doi.org/10.3917/rfsp.561.0027>.
- Olivier-Trigallo, Marianne, et INRETS (Institute : France). *Six régions à l'épreuve des politiques de transport: décentralisation, régionalisation ferroviaire et différenciation territoriale*. Arcueil, France: INRETS, 2007.

- Onfray, Michel. *L'ordre libertaire: la vie philosophique d'Albert Camus*. Paris: Flammarion, 2012.
- Ormaux, Serge. « Mutations économiques et spatiales dans un bassin mono-industriel, le Pays de Montbeliard (Economic and spatial changes in the Pays de Montbeliard, France) ». *Bulletin de l'Association de géographes français* 66, n° 4 (1989): 307-13. <https://doi.org/10.3406/bagf.1989.1496>.
- Palard, Jacques. « 2. L'aménagement du territoire. A l'épreuve de la décentralisation et de l'intégration européenne ». *Annuaire des collectivités locales* 13, n° 1 (1993): 33-49. <https://doi.org/10.3406/coloc.1993.1135>.
- Palier, Bruno. « B. Jobert, dir., Le tournant néo-libéral en Europe ». *Politix* 9, n° 34 (1996): 237-41. <https://doi.org/10.3406/polix.1996.1047>.
- Pasquier, Romain. « Une révolution territoriale silencieuse? Les communes nouvelles entre européenisation et gouvernance territoriale ». *Revue française d'administration publique* 162, n° 2 (2017): 239. <https://doi.org/10.3917/rfap.162.0239>.
- Péron, René. « Restructuration du commerce de détail, «crise des centres» et urbanisation ». *Les Annales de la recherche urbaine* 12, n° 1 (1981): 12-29. <https://doi.org/10.3406/aru.1981.1016>.
- Peyrefitte, Marilyne. « L'évaluation de processus d'une politique publique territoriale ». *Politiques et management public* 16, n° 2 (1998): 71-94. <https://doi.org/10.3406/pomap.1998.2187>.
- Picard, Guy. « La liaison fluviale Saône-Rhin ». In *Territoires et défis logistiques*. Mulhouse, 2006.
- Pierron, Jean-Philippe. *Les puissances de l'imagination: essai sur la fonction éthique de l'imagination*. Recherches morales. Paris: Les éditions du Cerf, 2012.
- Quermonne, Jean-Louis. « Trois lectures du Traité de Maastricht: Essai d'analyse comparative ». *Revue Française De Science Politique* 42, n° 2 (1992): 802–818.
- Racine, Pierre. « Vues prospectives sur l'administration ». In *Etapas de la prospective*, pp.46-52. Paris, 1958.
- Richard, Olivier. « La Décapole dans l'historiographie du Rhin supérieur ». *Lignes urbaines et espace à la fin du Moyen Âge – Städtebunde und Raum im Spätmittelalter*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2012, pp.105-119.
- Rocheftort, Michel. *L'Organisation urbaine de l'Alsace*. Strasbourg: Université de Strasbourg, 1960.

- Rosa, Hartmut, et Didier Renault. *Accélération: une critique sociale du temps*. Théorie critique. Paris: La Découverte, 2010.
- Rosanvallon, Pierre. *La contre-démocratie: la politique à l'âge de la défiance*. Les livres du nouveau monde. Paris: Seuil, 2006.
- Rosanvallon, Pierre. *Pour une histoire conceptuelle du politique: leçon inaugurale au Collège de France faite le jeudi 28 mars 2002*. Paris: Seuil, 2003.
- Roubelat, Fabrice. « La prospective aux Etats-Unis: de la rigueur au divertissement ». Paris: CNAM - Chaire de Prospective stratégique, juin 1994.
- Rousseau, Jean-Jacques. *Du contrat social*. Vol. Livre I, chap. VI. Flammarion, 2001.
- Rowland, Nicholas J., et Matthew J. Spaniol. « Social Foundation of Scenario Planning ». *Technological Forecasting and Social Change* 124 (novembre 2017): 6-15. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2017.02.013>.
- Santamaria, Frédéric. « Les villes moyennes françaises et leur rôle en matière d'aménagement du territoire: vers de nouvelles perspectives? » *Norois*, n° 223 (30 mars 2012): 13-30. <https://doi.org/10.4000/norois.4180>.
- Sfez, Lucien. *L'Administration Prospective*. Librairie Armand Coline, 1970.
- Sirinelli, Jean-François, et Denis Maraval. *Génération sans pareille: les baby-boomers de 1945 à nos jours*, 2016.
- Steck, Benjamin. « L'exclusion ou le territoire du repli progressif ». *L'information géographique* 62, n° 2 (1998): 66-71. <https://doi.org/10.3406/ingeo.1998.2577>.
- Taguieff, Pierre-André. *Le sens du progrès: une approche historique et philosophique*. Paris: Flammarion, 2004.
- Tapie-Grime, Muriel, Cécile Blatrix, Patrick Moquay, France, Plan Urbanisme construction architecture, et Seine-Saint-Denis) Centre de recherche sur les actions locales (Villetaneuse. *Développement durable et démocratie participative: la dynamique performative locale*. La Défense: Plan urbanisme construction architecture, 2007.
- Theys, Jacques, et Cyria Emelianoff. « Les contradictions de la ville durable ». *Le Débat* 113, n° 1 (2001): 122. <https://doi.org/10.3917/deba.113.0122>.
- Tisserand, Eric. « La filière bois dans le département des Vosges (1790-1914) ». Université de Haute Alsace, 2015.

- Uhrich, René. *La France inverse ? Les régions en mutation*. Paris: Economica, 1987.
- Uhrich, René. *Pour une économie alsacienne réconciliée*. Colmar: Alsatia poche, 1977.
- Uterwedde, Henrik. « Le capitalisme rhénan n'est pas mort ». *Sociétal*, n° 40 (2003): pp.35-38.
- Vanier, Martin. *Le pouvoir des territoires: essai sur l'interterritorialité*. Collection Géographie. Paris: Economica-Anthropos, 2008.
- Vidal, Chloé. « La prospective territoriale dans tous ses états: Rationalités, savoirs, et pratiques de la prospective (1957-2014) ». Ecole Normale Supérieure de Lyon, 2015.
- Vigna, Xavier, et Michelle Zancarini-Fournel. « Les rencontres improbables dans « les années 68 » ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 101, n° 1 (2009): 163. <https://doi.org/10.3917/ving.101.0163>.
- Vogler, Bernard, éd. *La Décapole: dix villes d'Alsace alliées pour leurs libertés 1354 - 1679*. Strasbourg: Éd. La Nuée Bleue/DNA, 2009.
- Vogler, Bernard, et Michel Hau. *Histoire économique de l'Alsace: croissance, crises, innovations; vingt siècles de développement régional*. La Bibliothèque alsacienne. Strasbourg: Ed. La Nuée Bleue, 1997.
- Vogler, Bernard, et Odile Kammerer, éd. *Nouvelle histoire de l'Alsace: une région au cœur de l'Europe*. Histoire des territoires de France et d'Europe. Toulouse: Privat, 2003.
- Zeller, Adrien, et Pierre Stussi. *La France enfin forte de ses régions: glossaire engagé de la décentralisation*. Collection Fidecitea. Paris: Gualino, 2002.

## I.2. Sources historiques sur Mulhouse et sa région

ADAUHR service départemental de l'urbanisme, et AURM. « Etude de prospective territoriale pour la région économique de Mulhouse ». Première synthèse. Strasbourg: Région Alsace, décembre 1997. Documentation à l'agence d'urbanisme de la région mulhousienne. maquette numéro 137, étude 90201032.

ADIRA. « Conjoncture alsacienne ». *40ème anniversaire de l'ADIRA*, Encyclopédie de l'Alsace, 1990.

« Allocution de bienvenue lors de l'ouverture de la journée de l'urbanisme », 12 mai 1959. BR 2367/11.

BIPE-PROGNOS. « Etude prospective de l'économie alsacienne ». Rapport de synthèse. Strasbourg: Région Alsace, Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, octobre 1987.

Bockel, Jean-Marie. « Lettre de Jean-Marie Bockel à l'ensemble des universitaires, chercheurs et administratifs de l'Université de Haut-Alsace », 21 juin 1991. BSIM. LK/ MRB BR2770.

BUSIM. Tous les ouvrages de 1954 à 2014.

BUSIM. « Situation économique dans le département du Haut-Rhin en 1965 ». Mulhouse: BSIM, 1965. BR1755.

BUSIM. *De la Mer Rouge au Technopôle: le nouvel élan d'un site économique à Mulhouse*. Vol. numéro 4. 827. Mulhouse: BSIM, 1992.

BUSIM. *Journées américaines*. Mulhouse: BSIM, 1975.

BUSIM. *Journées du Tourisme*. Vol. Bulletin trimestriel n°2. 699. Mulhouse: BSIM, 1960.

BUSIM. *Journées Mulhousiennes 1960*. Vol. 1er partie. 702. Mulhouse: BSIM, 1960.

BUSIM. « Journées Mulhousiennes 1960 ». In *quinzaine suédoise*, 1er partie:17-34. Mulhouse: BSIM, 1960.

BUSIM. *Journées Mulhousiennes 1960*. Vol. 2eme partie. 703. Mulhouse: BSIM, 1960.

BUSIM. *Journées scientifiques de Mulhouse. Rencontre consacrée à la recherche et à l'enseignement scientifique*. Vol. Bulletin trimestriel numéro 2. 691. Mulhouse: BSIM, 1958.



- BUSIM.. *Journées Textiles de Mulhouse*. Vol. Bulletin trimestriel n°3. 704. Mulhouse: BSIM, 1961.
- BUSIM. *La forêt en Alsace*. Vol. 4. 765. Mulhouse: BSIM, 1976.
- BUSIM. *L'avenir du centre universitaire de Mulhouse: la recherche*. Vol. Bulletin trimestriel numéro 4. 725. Mulhouse: BSIM, 1966.
- BUSIM. *L'École supérieure de chimie de Mulhouse*. Vol. Bulletin trimestriel numéro 4. 725. Mulhouse: BSIM, 1966.
- BUSIM. *L'habitat et l'urbanisme à Mulhouse*. 766-767. Mulhouse: BSIM, 1977.
- BUSIM. *L'industrie et ses problèmes actuels : cycle annuel d'information 1956-1957 du Groupe « Echanges »*. Vol. Bulletin trimestriel numéro 2. 687. Mulhouse: BSIM, 1957.
- BUSIM. *Livre blanc pour une révision du schéma directeur*. numéro 834. Mulhouse: BSIM, 1995.
- BUSIM. *numéro spécial journée mulhousienne de l'urbanisme 12 mai 1959*. Vol. Bulletin trimestriel numéro 2. 695. Mulhouse: BSIM, 1959.
- BUSIM. *Projet urbain*. Mulhouse: BSIM, 1993.
- BUSIM. Comité d'Action Haut-Rhinois. « Rapport général de l'enquête sur les besoins régionaux en personnel scientifique et technique », Vol. Bulletin trimestriel numéro 2. Mulhouse: BSIM, 1958.
- BUSIM. « Journée du tourisme », 19 mai 1960. BR 664.
- BUSIM. « Le complexe mulhousien: ses origines et ses perspectives d'avenir », 12 mai 1959. BR 2367/2.
- BUSIM. « Les voies de communication: analyse des éléments du complexe intercommunal réalisable à court eou moyen terme », 12 mai 1959. BR 2367/6.
- BUSIM. « Les zones industrielles de Mulhouse », 12 mai 1959. BR 2367/7.
- BUSIM. « L'habitat urbain », 12 mai 1959. BR1908.
- BUSIM. « Mulhouse, l'aménagement du territoire et l'équilibre européen », 12 mai 1959. BR 2367/8.
- Burcklen, Didier. « La ZUP de Mulhouse, genèse de l'ensemble résidentiel des Coteaux ». Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université de Haut-Alsace, 2003.

- Burcklen, Didier, Pierre-Roland Saint-Dizier, et Marie-Claire Vitoux. *Des hommes et des tours: les Côteaux-Mulhouse 1960-2010: la fabrique d'un quartier*. Place Stanislas. Nancy, 2010.
- Chassignet, Daniel. « Mulhouse : centralité et polarités ». *Revue Géographique de l'Est* 34, n° 2 (1994): 101-16. <https://doi.org/10.3406/rgest.1994.2272>.
- Chirac, Jacques. « Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le nouveau tramway de Mulhouse, le TGV Est et sur la politique des transports ». Inauguration du Tramway de Mulhouse (Haut-Rhin), Mulhouse, 20 mai 2006. <http://discours.vie-publique.fr/notices/067001855.html>.
- Claustre, Vincent, et Léa Stéphane. « Cinquante ans de prospective et d'aménagement du territoire en Alsace ». *L'Alsace du second XXe siècle, Revue d'Alsace*, n° 130 (2004): 193-232.
- Cohen, Gérald, Bernard Reital, et Raymond Woessner. « Nouvelles perspectives dans le Haut-Rhin : positionnement et stratégie d'un territoire situé en bordure d'espaces métropolitains », *Revue géographique de l'Est*, 44, n° 3-4 (2004): 149-56.
- Cohen, Gérald, Raymond Woessner, et Bernard Reitel. « Introduction à la séance OsiRhis ». *Actes de la 4e table ronde rhin-sud: Le retour de la prospective*, 28 mai 2004.
- Cohen, Gérald, Raymond Woessner, et Bernard Reitel. « Prospective d'aménagement du territoire Haut-Rhinois ». Colmar: Conseil Général du Haut-Rhin, octobre 2002.
- Département du Haut-Rhin. « Etats généraux de l'économie haut-rhinoise: propositions d'actions ». Rapport définitif. Colmar: Conseil Général du Haut-Rhin, juillet 1985.
- Dernières Nouvelles du Haut-Rhin. « Mulhouse demain ». octobre 1964, Dernières Nouvelles du Haut-Rhin édition.
- Devige-Stewart, Thierry. « Tram-train de Mulhouse : feu vert pour le réseau urbain », 3 juin 2002, Le Moniteur édition.
- Dieterich, Françoise. « Le devenir des anciennes villes industrielles : l'exemple de Mulhouse ». *Population & Avenir* 720, n° 5 (2014): 15. <https://doi.org/10.3917/popav.720.0015>.
- Drouot, Marc, André Rhomer, et Nicolas Stoskopf. *La fabrique de produits chimiques Thann et Mulhouse*. La nuée bleue., 1991.
- Egraz, Stéphane, et Jean-Claude Chadanson. « Urbanisation de l'agglomération mulhousienne ». Mulhouse: AURM, 2000.

- Fischbach, Bernard. *Ces maires qui ont fait Mulhouse*. Editions du Rhin. Steinbrunn-le-Haut, 1983.
- Fischbach, Bernard. « Réfléchir sur le devenir d'une ville. Mulhouse au futur ». 3 novembre 1998, Les Dernières Nouvelles d'Alsace édition.
- Fluck, Pierre, et Jean-Marc Lesage. *Mulhouse, trésors d'usines*. Mulhouse: Le Verger Editeur, 2019.
- Fox, Robert. « Science, industrie, et société. Mulhouse, 1798-1871 », 1988.
- Gros, Jacques-Henry. *Au fil du siècle: mémoires humanistes d'un chef d'entreprise mulhousien*. Figures d'Alsace. Strasbourg: La Nuée bleue, 2004.
- Hau, Michel, Pierre Lamard, et Nicolas Stoskopf, éd. *L'entreprise rhénane: mythe ou réalité?: ouvrage publié en hommage à Michel Hau: actes des cinquièmes Journées d'histoire industrielle de Mulhouse et Belfort, octobre 2012*. Histoire industrielle et société. Paris: ePicard, 2015.
- Hau, Michel, et Nicolas Stoskopf. *Les dynasties alsaciennes: du XVIIIe siècle à nos jours*. Paris: Perrin, 2005
- Hausherr, Henri. « Mulhouse une cité industrielle de 100 000 âmes qui va de l'avant ». *Mulhouse ville du passé, ville d'avenir*, CCI Mulhouse Regio, 1960.
- Heckendorn, André. *Mulhouse: Une ville, trois maires*. Mulhouse: Journal des Ménagères, 2001.
- Jonas, Stéphane. *Mulhouse et ses cités ouvrières perspective historique, 1840-1918: quatre-vingts ans d'histoire urbaine et sociale du logement ouvrier d'origine industrielle*. Strasbourg: Oberlin, 2003.
- Juillard, Etienne. *L'Alsace: Le sol, les hommes et la vie régionale*. Strasbourg: Dernières Nouvelles de Strasbourg, 1963.
- Juillard, Etienne, Pierre Vivien, Herrenschmidt, Paul Meyer, André Busché, Rieffel, et Antoine Fischer. *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*. Vol. Revue trimestrielle. Saisons d'Alsace 1. Strasbourg: Nuée bleue, 1992.
- Kammerer, Laurent. *Où va l'Alsace? Eléments de réflexion pour un grand débat régional*. Vol. Revue trimestrielle Hiver 90/91. Saisons d'Alsace 110. Strasbourg: Nuée bleue, 1990.
- Kammerer, Odile. *Entre Vosges et Forêt-Noire: pouvoirs, terroirs et villes de l'Oberrhein; 1250 - 1350*. Publications de la Sorbonne Histoire ancienne et médiévale 64. Paris: Publications de la Sorbonne, 2001.
- Kienzler. « Mulhouse Demain », 7 octobre 1975. BR 647.

- Kleinschmager, Richard. « Les élections du printemps 2008 en Alsace ». *Revue d'Alsace*, n° 134 (1 octobre 2008): 321-32. <https://doi.org/10.4000/alsace.1329>.
- Kleinschmager, Richard. *L'économie alsacienne en question*. Colmar: Alsatia poche, 1974.
- Klethi, Jean Roch. « Un problème d'images ». La Lettre de l'Agence de l'Urbanisme de la Région Mulhousienne. Mulhouse: AURM, octobre 2002.
- Koechlin. « 3eme partie. Rapport de la commission administrative sur la constitution et la gestion d'un complexe intercommunal ». Mulhouse: Société Industrielle de Mulhouse, 12 mai 1959. BR 2310/10.
- Langlet, Philippe. « L'ensemble universitaire, technique et sportif ». Mulhouse: Société Industrielle de Mulhouse, 12 mai 1959. Br 2367/4
- Lignac, Gérard. *Où va Mulhouse ? Entre crise et espoirs, une ville se cherche*. Vol. Revue trimestrielle. Saisons d'Alsace 1. Strasbourg: Nuée bleue, 1997.
- Livet, Georges, et Raymond Oberlé, éd. *Histoire de Mulhouse des origines à nos jours*. Collection Histoire des villes d'Alsace 1. Strasbourg: Éditions des Dernières nouvelles d'Alsace : diffusion, S.A.E.D, 1977.
- Loudet. « Sur la nouvelle zone résidentielle ». Mulhouse: Société Industrielle de Mulhouse, 12 mai 1959. Br 2367/5.
- Madinfor Conseil. « Jeunes Mulhousiens sans emploi ». Rapport de synthèse. Mulhouse, mai 1991. BSIM. 9894.
- Mairie de Mulhouse. « Mulhouse 1956-1970: 15 années d'activités municipales ». Mulhouse, trimestre 1971.
- Marty, Pierre. *L'aménagement industriel de la région de Mulhouse en fonction du Rhin et du Grand Canal d'Alsace*. Vol. spécial 4. Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse 705. Mulhouse: BSIM, 1961.
- Meichler, Frédérique, Sylvie Birot, et Pierre Freyburger. *Mulhouse d'ailleurs: enquête sur l'immigration dans la ville*. Mulhouse: Editions du Rhin : Editions L'Alsace, 1998.
- Mercier, Dominique. « Apprivoiser l'avenir ». 21 novembre 1998, L'Alsace édition.
- Meyer, Paul. « Mulhouse d'hier et... de demain ». In *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*, Revue trimestrielle:pp.61-78. Saisons d'Alsace 1. Strasbourg: Nuée bleue, 1992.

- Meyer, Paul. « Mulhouse: Le poids de l'histoire dans une structure urbaine ». *Association géographique d'Alsace - section Mulhouse*, Régio Basiliensis, IX/1 (1968): 93-113.
- Meyer, Paul. « Un nouveau plan d'aménagement de Mulhouse; ville et zone urbaine ». *Cahiers de géographie jurassienne et rhénane*, Regio Basiliensis, II/1 (13 décembre 1961): 62-65.
- Miguet, Laurent. « Mulhouse Tram-train : une rentrée sur les chapeaux de roues », 31 août 2001, Le Moniteur édition.
- Moeder, Marcel. « La justice criminelle à Mulhouse au XVe siècle », *Revue Historique De Droit Français Et Étranger*, 10, n° 3 (1931).
- Monzat de Saint-Julien, Jean-Louis, et Eric Duboscq. « Mulhouse, une ville modèle: Une stratégie de développement économique pour Mulhouse ». Mulhouse: TSD, juillet 1990. Documentation à l'agence d'urbanisme de la région mulhousienne. 589-Mul-26.
- Mulhouse Plus. « Mulhouse étonne-moi ». Mulhouse, 1984. BR 1377.
- Mulhouse-Demain. « Action sanitaire et sociale: propositions pour Mulhouse ». Mulhouse, octobre 1975. BR 647.
- Muse, Paul. « Le musée français du chemin de fer à Mulhouse: situation actuelle et perspective d'avenir ». Paris: SNCF, novembre 1979. BR 302.
- Nonn, Henri. *L'Alsace actuelle: développement régional et métropolisation depuis les années 1950*. Études Alsaciennes & Rhénanes. Strasbourg: Presses universitaires de Strasbourg, 2015.
- Nonn, Henri. « Problème d'organisation régionale : l'Alsace ». *Espace géographique* 1, n° 4 (1972): 251-60. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1972.1353>.
- Oberlé, Raymond, et Léon Strauss. « Jean Frédéric Wagner ». In *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, 39:p.4058., s. d.
- OEDA-Alsace. « Schéma d'orientation et d'aménagement de l'Alsace ». Strasbourg: Organisation d'Études de Développement et d'Aménagement, 1976.
- Patrick, Schmoll. « Histoire de la Société industrielle de Mulhouse de 1926 à nos jours. », 1976.
- Peninou, Georges. « Identité et image de la ville de Mulhouse. La mémoire et l'espérance ». Mulhouse: Intelligences, juillet 1990.
- Pflimlin, Pierre. « La vocation économique de l'Alsace », *Saisons d'Alsace*, 18 (1953).

- Pflimlin, Pierre, et René Urich. *L'alsace. Destin et volonté*. Paris: Calmann Lévy, 1963.
- Pinot, Jean-Pierre. « îles ». In *Encyclopaedia universalis*. Corpus 9. Paris, 1985.
- Pouthier, Adrien, et Laurent Miguët. « Le tram-train de Mulhouse achève 15 ans de marathon », 9 décembre 2010, Le Moniteur édition.
- Pozzi. « Aménagement du complexe intercommunal mulhousien ». Mulhouse: Société Industrielle de Mulhouse, 12 mai 1959. Br 2367/8.
- Pozzi, Jean. « Rendez-vous du 11e jour mondial de l'urbanisme ». Mulhouse, 1960. BR1911.
- Reilhac, Gilbert. « Les collectivités saisies par le démon de la prospective », Saisons d'Alsace, n° 110 (1991 1990).
- Rieffel, M-A. « L'Alsace touristique dans dix ans ». In *L'Alsace dans dix ans en 1962, deuxième édition*, Vol. Revue trimestrielle. Saisons d'Alsace 1. Strasbourg: Nuée bleue, 1992.
- Rieu, Alain-Marc. *Les visiteurs et leurs musées: le cas des musées de Mulhouse*. Paris: Documentation française, 1988.
- Saisons d'Alsace. *Où va l'Alsace ? Eléments de réflexion pour un grand débat régional*. Vol. Revue trimestrielle hiver 1990/1991. Saisons d'Alsace 110. Strasbourg: Nuée bleue, 1990.
- Service d'urbanisme. « Indicateurs des tendances d'évolution ». Mulhouse: Ville de Mulhouse, 22 juin 1998. BSIM. BR3422.
- Société Industrielle de Mulhouse. « Projet Y édition spéciale ». Mulhouse: Société Industrielle de Mulhouse, 2014.
- Société Industrielle de Mulhouse, et Ville de Mulhouse. *Mulhouse au futur: Actes du colloque 20-21 novembre 1998*. Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse, numéro 837. Mulhouse: Ville de Mulhouse, 1999.
- Speckling, Paul F. *Au fil d'une histoire, chronique de l'Association des anciens élèves de l'école textile de Mulhouse (1896-1996)*. Mulhouse, 1996.
- Stoskopf, Nicolas. « Industrialisation et désindustrialisation à Mulhouse, une trajectoire singulière (XVIIIe-XXe siècles) », *Annuaire historique de Mulhouse*, n° 18 (2007): 73-79.



- Stoskopf, Nicolas, et Michel Hau. « Histoire économique, industrielle, financière de l'Alsace ». *Un bilan : deux siècles d'histoire d'Alsace*, Revue d'Alsace, n° 126 (2000): 183-94.
- Stoskopf, Nicolas, et Guy Schultz. *Université de Haute-Alsace: la longue histoire d'une jeune université*. Strasbourg: La Nuée Bleue, 2005.
- Stoskopf, Nicolas, et Pierre Vonau. « La grande mutation industrielle ». *L'Alsace du second XXe siècle*, Revue d'Alsace, n° 130 (2004): 159-92.
- Stoskopf, Nicolas, et Raymond Woessner. « Les territoires industriels de l'Alsace et leurs mutations de 1746 à nos jours », 295-321. Besançon: Les Cahiers de la MSH Ledoux, Presses universitaires de Franche-Comté, 2007.
- Strauss, Léon, et Jean-Claude Richez. « Le mouvement social de mai 1968 en Alsace : décalage et développements inégaux ». Revue des sciences sociales de la France de l'Est. Paris: Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme (Paris I) et le Centre d'Etudes de la vie politique française (Fondation Naturelle des Sciences Politiques et Centre national de la Recherche Scientifique), 1988.
- St.S. « Intercommunalité. Ensemble...mais comment ? » 28 novembre 1998, L'Alsace édition.
- St.S. « Les trois points cardinaux ». 8 décembre 1998, L'Alsace édition.
- Syndicat d'initiative de Mulhouse et de la région. « Mulhouse grande ville d'Alsace à proximité des Vosges, du Jura et du Rhin ». Mulhouse, 1945.
- Ville de Mulhouse. « A Mulhouse, l'environnement, c'est notre avenir à tous. » Principaux textes de la politique mulhousienne en matière d'environnement. Mulhouse: Ville de Mulhouse, 1992. BSIM. BR3037.
- Ville de Mulhouse. « COM'86 Journées de la communication ». Mulhouse: Ville de Mulhouse, 28 novembre 1986. BSIM. BR2357.
- Ville de Mulhouse. « COM'88: livre blanc ». Mulhouse: Ville de Mulhouse, juin 1989. Bibliothèque Nationale et Universitaires Strasbourg. M079307.
- Ville de Mulhouse. « La charte de l'écologie urbaine et de la qualité de la vie ». Mulhouse: Ville de Mulhouse, 30 octobre 1992. BSIM. BR 2965.
- Ville de Mulhouse. « Le Sud Alsace par la grande porte ». Mulhouse: Ville de Mulhouse, 1999. BSIM. BR3527.
- Ville de Mulhouse. « L'écho mulhousien "Mulhousiens, vous avez la parole": tous les résultats ». Supplément à l'écho mulhousien numéro 283. Mulhouse, octobre 2006. BSIM.

- Ville de Mulhouse. « Les enjeux de l'alimentation à Mulhouse et son agglomération ». Dossier de presse. Mulhouse: Ville de Mulhouse, 26 novembre 2017.
- Ville de Mulhouse. « Mulhouse 1983-1989: notre ville s'épanouit ». Mulhouse: Ville de Mulhouse, 9 février 1989. BSIM. BR 2673.
- Ville de Mulhouse. « Mulhouse, la reconquête. Un projet pour la ville ». Document de travail à l'attention des hommes et des femmes d'action de Mulhouse. Mulhouse: Ville de Mulhouse, janvier 1991. BSIM. BR 2770.
- Ville de Mulhouse. « Mulhouse, la reconquête: un projet pour la ville ». Mulhouse: Ville de Mulhouse, 1992. BSIM. BR2842.
- Ville de Mulhouse. « Révélation d'une ville singulière ». Rapport de communication. Mulhouse: Ville de Mulhouse, 1992. BSIM. BR2833.
- Ville de Mulhouse, Robert Welterlin, Pierre Vidal, et Brigitte Gollner. « COM'88 Mulhouse, une ville d'avance ». Réflexions de l'atelier cadre urbain. Mulhouse: Ville de Mulhouse, novembre 1988. BSIM. BR 2739.
- Vitoux, Marie-Claire. « La naissance de l'idée du social dans le bassin industriel de Mulhouse à la fin du XIXe et au début du XXe siècle », 5-17, 2004.
- Vitoux, Marie-Claire. « Les territoires de la misère: nommer, délimiter, agir aux XIXème et XXème siècles ». In *Les territoires de la cohésion sociale numéro 7*. Mulhouse, 2007.
- Vitoux, Marie-Claire. Mulhouse est l'archétype de la ville fabriquée par les flux migratoires. *L'Alterpresse* 68, 23 décembre 2018.
- Vitoux, Marie-Claire. « Un itinéraire de recherche: entre hasard(s) et nécessité ». *Les actes du Cresat*, n° 12 (2015).
- Wagner, Richard. *La vie politique à Mulhouse: de 1870 à nos jours*. Mulhouse, 1976.
- Woessner, Raymond. *Atlas de l'Alsace: enjeux et émergences*. Collection Atlas. Neuilly: Atlande, 2018.
- Woessner, Raymond. « Atlas de l'Alsace: Enjeux et émergences ». Librairie 47° Nord, 3 avril 2019.
- Woessner, Raymond. « Enfin une agglomération ». *Administrer une ville*, Annuaire Historique de Mulhouse, n° 15 (2004): 147-65.

Woessner, Raymond. « La territorialisation : proposition pour la compréhension du phénomène par une entrée systémique ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* octobre, n° 4 (2010): 669. <https://doi.org/10.3917/reru.104.0669>.

Woessner, Raymond. « Le développement industriel du Haut-Rhin ». *L'Alsace entre développement et dépendance*, Basler Zeitschrift für Geographie, n° 40/1 (1999): 35-41.

Woessner, Raymond. « L'éternel retour du Corridor Rhin-Rhône ». *Annales de géographie* 647, n° 1 (2006): 2. <https://doi.org/10.3917/ag.647.0002>.

Woessner, Raymond. « Mulhouse et Bâle une relation à réinventer ». *Mulhouse, Annuaire Historique de Mulhouse*, 17 (2006): 24-32.

## II. Sources servant à la partie prospective

### II.1. Ouvrages consultés

Amat, Amandine. « *Le changement climatique de la simulation aux modes d'existence : étude de trajectoires climatiques de villes et d'entreprises en Alsace* ». Sociologie, Université de Strasbourg, 2016

Ascher, François. *La société hypermoderne, [ou], Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs*. Monde en cours. La Tour d'Aigues: Aube, 2005.

Autissier, David, Kevin J Johnson, et Jean-Michel Moutot. *L'innovation managériale*, 2018.

Barber, Benjamin R. *Et si les maires gouvernaient le monde?* Rue De L'echiquier. Initial(e)s dd, 2015.

Berkes, Fikret, et Carl Folke, éd. *Linking Social and Ecological Systems: Management Practices and Social Mechanisms for Building Resilience*. Transferred to digital printing. Cambridge: Cambridge Univ. Press, 2002.

Biagini, Cédric, David Murray, et Pierre Thiesset, éd. *Aux origines de la décroissance: cinquante penseurs*. Montréal (Québec), Vierzon et Paris (France): Éditions Écosociété ; Le Pas de côté ; l'Échappée, 2017.

Biehl, Janet, Pinar Selek, et Élise Gaignebet. *La vie de Murray Bookchin: écologie ou catastrophe*, 2018.

Bohler, Sébastien. *Le bug humain: pourquoi notre cerveau nous pousse à détruire la planète et comment l'en empêcher*. S.l.: R. Laffont, 2019.

- Boisson, Alexandre. *Face à l'effondrement, si j'étais maire ? Comment citoyens et élus peuvent préparer la résilience*. Yves Michel Eds, 2019.
- Bonneuil, Christophe, et Jean-Baptiste Frescoz. *L' événement anthropocène: la Terre, l'histoire et nous*. Paris: Éd. du Seuil, 2013.
- Bonzon, Thierry. « La société, l'État et le Pouvoir local: L'approvisionnement à Paris, 1914-1918 ». In *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Presses Universitaires de France., 11-28. 183. Paris, 1996.
- Bookchin, Murray, et John P Clark. *Pour un municipalisme libertaire*. Lyon: Atelier de création libertaire, 2018.
- Bourg, Dominique. *Les scénarios de l'écologie (Questions de société)*. Hachette Littératures., 1996.
- Bourg, Dominique, Alain Grandjean, et Thierry Libaert. *Environnement et entreprises: en finir avec les discours*. Paris: Village mondial, 2006.
- Bourg, Dominique, Pierre-Benoît Joly, et Alain Kaufmann, éd. *Du risque à la menace: penser la catastrophe: colloque de Cerisy*. 1re édition. L'écologie en questions. Paris: Presses universitaires de France, 2013.
- Bourg, Dominique, et Alain Papaux, éd. *Dictionnaire de la pensée écologique*. 1re éd. Quadrige. Paris: Presses universitaires de France, 2015.
- Bourg, Dominique, Philippe Roch, et Université de Lausanne, éd. *Crise écologique, crise des valeurs: défis pour l'anthropologie et la spiritualité*. Genève: Labor et Fides, 2010.
- Bourg, Dominique, et Kerry H. Whiteside. *Vers une démocratie écologique: le citoyen, le savant et le politique*. La république des idées. Paris: Seuil, 2010.
- Bressy, Gilles, et Christian Konkuyt. « Management et économie des entreprises », Chapitre 9. Paris: Sirey : Dalloz, 2014.
- Brown, Lester Russell. *Le plan B: pour un pacte écologique mondial*. Paris]; [Saint-Ismier, France: Calmann-Lévy ; Souffle Court éditions, 2007.
- Carminel, Thierry, et Institut Veblen, éd. *Produire plus, polluer moins: l'impossible découplage*. Paris: Petits matins : Institut Veblen, 2014.
- Chomsky, Noam, Edward S Herman, Benoît Eugène, Frédéric Cotton, et Dominique Arias. *La fabrication du consentement: de la propagande médiatique en démocratie*. Marseille: Agone, 2009.
- Cyrułnik, Boris. *Autobiographie d'un épouvantail*. Paris: Odile Jacob, 2008.

- Dedieu, François. *Une catastrophe ordinaire: la tempête du 27 décembre 1999*. Cas de figure 30. Paris: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2013.
- Desreumaux, Alain, Xavier Lecocq, et Vanessa Warnier. *Stratégie*. Paris: Pearson Education, 2009.
- Diamond, Jared, Agnès Botz, et Jean-Luc Fidel. *Effondrement: comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*. Paris: Le Grand livre du mois, 2006.
- Djament-Tran, Géraldine, et Magali Reghezza-Zitt, éd. *Résilience urbaines: les villes face aux catastrophes*. Fronts pionniers. Paris: Éditions Le Manuscrit, 2012.
- Dow, Kirstin, et Thomas E. Downing. *The atlas of climate change: mapping the world's greatest challenge*. 3rd ed. Berkeley: University of California Press, 2011.
- Dupuy, Jean-Pierre. *Pour un catastrophisme éclairé: Quand l'impossible est certain*. Paris: Seuil, 2004.
- Durand, Daniel. *La systémique*, 2017.
- Fleming, David, et Shaun Chamberlin. *Lean logic: a dictionary for the future and how to survive it*. White River Junction, Vermont: Chelsea Green Publishing, 2016.
- Hall, Charles A. S, et Kent A Klitgaard. *Energy and the Wealth of Nations: Understanding the Biophysical Economy*. New York, NY: Springer, 2012. <http://site.ebrary.com/id/10510136>.
- Hall, Kathy, Patricia Murphy, et Janet Soler, éd. *Pedagogy and practice: culture and identities*. Los Angeles: SAGE, 2008.
- Hamilton, Clive, Jacques Treiner, et Françoise Gicquel. *Requiem pour l'espèce humaine faire face à la réalité du changement climatique*. Paris: Presses de Sciences Po, 2013.
- Holmgren, David, Agnès El Kaïm, et Yves Cochet. *Permaculture principes et pistes d'action pour un mode de vie soutenable*. Paris: Rue de l'échiquier, 2014.
- Hopkins, Rob. *Ils changent le monde!: 1001 initiatives de transition écologique*. Paris: Seuil, 2014.
- Hopkins, Rob. *Manuel de transition: de la dépendance au pétrole à la résilience locale*. Montréal: Écosociété, 2010.

- Jancovici, Jean-Marc. *Dormez tranquilles jusqu'en 2100: et autres malentendus sur le climat et l'énergie*. Paris: Eyrolles, 2015.
- Johnson, Gerry, Richard Whittington, Kevan Scholes, Duncan Angwin, Patrick Regnér, et Frédéric Fréry. *Stratégique*, 2017.
- Klein, Naomi, Geneviève Boulanger, et Nicolas Calvé. *Tout peut changer: capitalisme et changement climatique*. Arles; [Montréal: Actes Sud; Lux, 2015.
- Kübler-Ross, Elisabeth, et David Kessler. *On Grief and Grieving: Finding the Meaning of Grief through the Five Stages of Loss*. New York: Scribner, 2012.
- Lacoue-Labarthe, Dominique, Hubert Bonin, et Jean Marc Figuet, éd. *Crises et regulation bancaires: les cheminements de l'instabilité et de la stabilité bancaires*. Publications d'histoire économique et sociale internationale, no 34. Geneve: Librairie Droz, 2016.
- Laganier, Richard. *Territoires, inondation et figures du risque: la prévention au prisme de l'évaluation*. Paris; Budapest; Kinshasa: L'Harmattan, 2006.
- Lamard, Pierre, et Nicolas Stoskopf, éd. *La transition énergétique: un concept historique?* Environnement et société. Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion, 2018.
- Le Bart, Christian. *Les maires: sociologie d'un rôle*. Espaces politiques. Villeneuve d'Ascq: Presses Univ. du Septentrion, 2003.
- Lehmann-Ortega, Laurence. *Strategor: toute la stratégie d'entreprise*, 2013.
- Linou, Stéphane. *Résilience alimentaire et sécurité nationale*, 2019.
- Lovelock, James. *La revanche de Gaïa: pourquoi la terre riposte-t-elle et comment pouvons-nous encore sauver l'humanité*. Paris: Flammarion, 2007.
- Lussault, Michel. *L'avènement du monde: essai sur l'habitation humaine de la Terre*. La couleur des idées. Paris: Éditions du Seuil, 2013.
- Macy, Joanna, et Molly Young Brown. *Écopsychologie pratique et rituels pour la Terre: retrouver un lien vivant avec la nature*. Gap: Éd. le Souffle d'or, 2008.
- Magnaghi, Alberto, et Emmanuelle Bonneau. *La biorégion urbaine petit traité sur le territoire bien commun*. Paris: Eterotopia France, 2014.
- Maleki, Khosro. *Méthodes quantitatives de consultation d'experts: Delphi, Delphi public, Abaque de Régnier et impacts croisés*. Paris: Publibook, 2009.



- Manier, Bénédicte. *Un million de révolutions tranquilles: comment les citoyens changent le monde*. Paris: J'ai lu, 2018.
- Meadows, Donella H., Dennis L. Meadows, et Jørgen Randers. *Beyond the Limits: Global Collapse or a Sustainable Future*. London: Earthscan Publications, 1992.
- Meadows, Donella H., Jørgen Randers, et Dennis L. Meadows. *The limits to growth: the 30-year update*. White River Junction, Vt: Chelsea Green Publishing Company, 2004.
- Meier, Olivier, et Michel Bisac. *Diagnostic stratégique: évaluer la compétitivité de l'entreprise*. Paris: Dunod, 2015.
- Milward, Alan S. *The Reconstruction of Western Europe 1945 - 51*. Reprint. London: Routledge, 2003.
- Morin, Edgar. *Introduction à la pensée complexe*, 2014.
- Morin, Edgar. *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, 2015.
- Morin, Edgar. *Science avec conscience*. Paris: Éditions Points, 2017.
- Oreskes, Naomi, Erik M Conway, et Jacques Treiner. *Les marchands de doute: ou comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique*. Paris: Éd. le Pommier, 2012.
- Orlov, Dmitry. *Reinventing collapse: the Soviet experience and American prospects*. Rev. and Updated. Gabriola Island, BC: New Society Publishers, 2011.
- Orlov, Dmitry. *The five stages of collapse: a survivor's toolkit*. Gabriola, BC: New Society Publishers, 2013.
- Rifkin, Jeremy. *La nouvelle société du coût marginal zéro: l'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*. Paris: Les liens qui libèrent, 2016.
- Sadin, Eric. *La silicolonisation du monde: l'irrésistible expansion du libéralisme numérique*. Collection Pour en finir avec. Paris: Éditions L'Échappée, 2016.
- Sadin, Éric. *L'intelligence artificielle, ou, L'enjeu du siècle: anatomie d'un antihumanisme radical*. Collection Pour en finir avec. Paris: L'Échappée, 2018.
- Scarwell, Helga-Jane, et Richard Laganier. *Risque d'inondation et aménagement durable des territoires*. Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du septentrion, 2004.

- Schön, Donald A. *Educating the Reflective Practitioner: Toward a New Design for Teaching and Learning in the Professions*. 1. ed. The Jossey-Bass Higher Education Series. San Francisco, Calif.: Jossey-Bass, 1987.
- Schrödinger, Erwin. *Mind and matter*. Cambridge : University Press, 1959.
- Serres, Michel. *C'était mieux avant!*, 2017.
- Servan-Schreiber, David, et Sylvie Dessert. *Anticancer: les gestes quotidiens pour la santé du corps et de l'esprit*. Paris: Pocket, 2011.
- Servigne, Pablo, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle, Dominique Bourg, et Cyril Dion. *Une autre fin du monde est possible: vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)*. Anthropocène. Paris: Éditions du Seuil, 2018.
- Servigne, Pablo, Raphaël Stevens, et Yves Cochet. *Comment tout peut s'effondrer: petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*. Paris: Éditions du Seuil, 2015.
- Sinaï, Agnès, éd. *Penser la décroissance: politiques de l'anthropocène*. Collection Nouveaux débats 31. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013.
- Sinaï, Agnès, Raphaël Stevens, Hugo Carton, et Pablo Servigne. *Petit traité de résilience locale*. Charles Léopold Mayer. Paris, 2015.
- Slaughter, Richard. *The foresight principle: cultural recovery in the 21st century*. Praeger studies on the 21st century. Westport, CT: Praeger, 1995.
- Taleb, Nassim. *Le cygne noir: la puissance de l'imprévisible*. Paris: Les Belles lettres, 2008.
- Taleb, Nassim Nicholas. *Antifragile: les bienfaits du désordre*, 2013.
- Tesson, Sylvain. *L'axe du loup: de la Sibérie à l'Inde, sur les pas des évadés du Goulag*. Paris: Pocket, 2017.
- Testot, Laurent. *Cataclysmes: une histoire environnementale de l'humanité*, 2017.
- Von Neumann, John, et Oskar Morgenstern. *Theory of games and economic behavior*. 60th anniversary ed. Princeton classic editions. Princeton, N.J.; Woodstock: Princeton University Press, 2007.
- Walker, B. H., et David Salt. *Resilience practice: building capacity to absorb disturbance and maintain function*. Washington: Island Press, 2012.
- Walker, B. H., et David Salt. *Resilience thinking: sustaining ecosystems and people in a changing world*. Washington, DC: Island Press, 2006.

Wilt, Alan F. *Food for war: agriculture and rearmament in Britain before the Second World War*. Oxford ; New York: Oxford University Press, 2001.

Wright, Julia. *Sustainable Agriculture and Food Security in an Era of Oil Scarcity: Lessons from Cuba*. London: Routledge, 2011.

## II.2. Articles

Adger, W. N. « Social-Ecological Resilience to Coastal Disasters ». *Science* 309, n° 5737 (12 août 2005): 1036-39. <https://doi.org/10.1126/science.1112122>.

Allen, Timothy F.H., Preston Austin, Mario Giampietro, Zora Kovacic, Edmond Ramly, et Joseph Tainter. « Mapping Degrees of Complexity, Complicatedness, and Emergent Complexity ». *Ecological Complexity*, juin 2017. <https://doi.org/10.1016/j.ecocom.2017.05.004>.

Amat, Amandine. « Stratégies d'acteurs alsaciens en réponse au changement climatique. Une mobilisation rhénane ? » *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* 47, no 2 (16 décembre 2015): 369-80. <https://doi.org/10.4000/allemande.298>.

Arcade, Jacques. « Articuler prospective et stratégie. Parcours du stratège dans la complexité ». Travaux et recherches de prospective. Futuribles International / LIPS / DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) / CGP (Commissariat général du Plan), mai 1998.

Arcade, Jacques. *Mettre en scène des futurs inédits: éléments d'ingénierie prospective à l'usage des praticiens*. Paris: Futuribles international : LIPS : DATAR : Commissariat général du plan, 2000.

Arnsperger, Christian, et Dominique Bourg. « Vers une économie authentiquement circulaire: Réflexions sur les fondements d'un indicateur de circularité ». *Revue de l'OFCE* 145, n° 1 (2016): 91. <https://doi.org/10.3917/reof.145.0091>.

Auzanneau, Matthieu. « Tout va bien – le Peak Oil est atteint, dit l'Agence internationale de l'énergie ». *petrole.blog.lemonde.fr* (blog), 18 novembre 2010.

Barnosky, Anthony D., Nicholas Matzke, Susumu Tomiya, Guinevere O. U. Wogan, Brian Swartz, Tiago B. Quental, Charles Marshall, et al. « Has the Earth's Sixth Mass Extinction Already Arrived? » *Nature* 471, n° 7336 (mars 2011): 51-57. <https://doi.org/10.1038/nature09678>.

- Barroca, Bruno, Maryline DiNardo, et Irène Mboumoua. « De la vulnérabilité à la résilience : mutation ou bouleversement ? » *EchoGéo*, n° 24 (10 juin 2013). <https://doi.org/10.4000/echogeo.13439>.
- Barroca, Bruno, Damien Serre, et Diab Youssef. « Le concept de résilience à l'épreuve du génie urbain ». *Vertigo*, n° Volume 12 Numéro 2 (12 septembre 2012). <https://doi.org/10.4000/vertigo.12469>.
- Beck, Ulrich. « La société du risque globalisé revue sous l'angle de la menace terroriste ». *Cahiers internationaux de sociologie* 114, n° 1 (2003): 27. <https://doi.org/10.3917/cis.114.0027>.
- Beck, Ulrich. « Penser la société du risque global », 23 octobre 2008, Le Monde édition.
- Bonjer, K.-P. « Seismicity Pattern and Style of Seismic Faulting at the Eastern Borderfault of the Southern Rhine Graben ». *Tectonophysics* 275, n° 1-3 (juillet 1997): 41-69. [https://doi.org/10.1016/S0040-1951\(97\)00015-2](https://doi.org/10.1016/S0040-1951(97)00015-2).
- Bonneuil, Christophe. « L'Anthropocène et ses lectures politiques ». Paris: Institut Momentum, mai 2014.
- Bourg, Dominique, et Gérald Hess. « La géo-ingénierie : réduction, adaptation et scénario du désespoir ». *Natures Sciences Sociétés* 18, n° Dossier Adaptation aux changements climatiques (mars 2010).
- Bourg, Dominique. « Chapitre 2. Climat, obstacles à l'action et responsabilités ». *Journal international de bioéthique et d'éthique des sciences* 30, n° 2 (2019): 41. <https://doi.org/10.3917/jibes.302.0041>.
- Bourg, Dominique. « Le nouvel âge de l'écologie ». *Le Débat* 113, n° 1 (2001): 92. <https://doi.org/10.3917/deba.113.0092>.
- Bourg, Dominique. « L'éco-scepticisme et le refus des limites ». *Études* Tome 413, n° 7 (2010).
- Bourg, Dominique, et Nicolas Buclet. « L'économie de fonctionnalité. Changer la consommation dans le sens du développement durable ». *Futuribles*, n° 313 (novembre 2005): 27-38. <https://doi.org/10.1051/futur:200531327>.
- Bourg, Dominique, et Alain Papaux. « Écologie, 1980-2010: de l'exception française à la normalisation ». *Le Débat* 160, n° 3 (2010): 94. <https://doi.org/10.3917/deba.160.0094>.
- Bootz, Jean-Philippe, et Régine Monti. « Proposition d'une typologie des démarches de prospective participative pour les entreprises. Trois cas illustratifs : EDF

- R&D, AXA France et BASF Agro ». *Management & Avenir* 19, n° 5 (2008): 114. <https://doi.org/10.3917/mav.019.0114>.
- Brown, Patrick T., et Ken Caldeira. « Greater future global warming inferred from Earth's recent energy budget ». *Nature* 552, n° 7683 (6 décembre 2017): 45-50. <https://doi.org/10.1038/nature24672>.
- Carton, Hugo, Raphaël Stevens, et Pablo Servigne. « Faut-il sauver le concept de résilience ? » Séminaire. Paris: Institut Momentum, 20 septembre 2013.
- Castelluccia, Claude, et Daniel Le Métayer. « Renseignement : le traitement massif de données est aussi dangereux qu'inefficace ». *Pour la Science*, n° 543 (juillet 2015).
- Charmes, Eric. « La revanche des villages ». *laviedesidees.fr en partenariat avec le Collège de France* (blog), 24 octobre 2017. <https://laviedesidees.fr/La-revanche-des-villages.html>.
- Choat, Brendan, Steven Jansen, Tim J. Brodribb, Hervé Cochard, Sylvain Delzon, Radika Bhaskar, Sandra J. Bucci, et al. « Global convergence in the vulnerability of forests to drought ». *Nature*, 21 novembre 2012. <https://doi.org/10.1038/nature11688>.
- Clerc, Romain. « Intelligence économique ». *Sécurité et stratégie* 14, n° 3 (2013): 77. <https://doi.org/10.3917/sestr.014.0077>.
- Cleveland, C. « Net Energy from the Extraction of Oil and Gas in the United States ». *Energy* 30, n° 5 (avril 2005): 769-82. <https://doi.org/10.1016/j.energy.2004.05.023>.
- Clugston, Chris. « increasing global non renewable natural resource scarcity—an analysis ». *resilience.org* (blog), 6 avril 2010.
- Coumou, Dim, et Stefan Rahmstorf. « A decade of weather extremes ». *Nature Climate Change*, 25 mars 2012. <https://doi.org/10.1038/nclimate1452>.
- Dalkey, Norman, et Olaf Helmer. « An Experimental Application of the DELPHI Method to the Use of Experts ». *Management Science* 9, n° 3 (avril 1963): 458-67. <https://doi.org/10.1287/mnsc.9.3.458>.
- Dauphiné, André, et Damienne Provitolo. « La résilience : un concept pour la gestion des risques ». *Annales de géographie* 654, n° 2 (2007): 115. <https://doi.org/10.3917/ag.654.0115>.
- D'Ayala, Dina, Robin Spence, Carlos Oliveira, et Antonios Pomonis. « Earthquake Loss Estimation for Europe's Historic Town Centres ». *Earthquake Spectra* 13, n° 4 (novembre 1997): 773-93. <https://doi.org/10.1193/1.1585980>.

- Dearing, J. A, A. K. Braimoh, A. Reenberg, B. L. Turner, et S. van der Leeuw. « Complex land systems: the need for long time perspectives to assess their future », *Ecology and Society*, 15, n° 4 (2010): 21.
- Derbyshire, James, et George Wright. « Augmenting the Intuitive Logics Scenario Planning Method for a More Comprehensive Analysis of Causation ». *International Journal of Forecasting* 33, n° 1 (janvier 2017): 254-66. <https://doi.org/10.1016/j.ijforecast.2016.01.004>.
- Diclemente, Carlo C., Debra Schlundt, et Leigh Gemmell. « Readiness and Stages of Change in Addiction Treatment ». *American Journal on Addictions* 13, n° 2 (janvier 2004): 103-19. <https://doi.org/10.1080/10550490490435777>.
- Djament-Tran, Géraldine, Antoine Le Blanc, Serge Lhomme, Samuel Rufat, et Magali Reghezza-Zitt. « Ce que la résilience n'est pas, ce qu'on veut lui faire dire ». *hal-00679293*, 15 mars 2012.
- Ducos. « Delphi et analyses d'interaction », *Futuribles*, n° 71 (novembre 1983).
- Ekionea, Jean-Pierre Booto, Prosper Bernard, et Michel Plaisent. « Consensus par la méthode Delphi sur les concepts clés des capacités organisationnelles spécifiques de la gestion des connaissances », *Recherches qualitatives*, 29, n° 3 (2011): 168-92.
- Fäh, Kind, Lang, et Giardini. « Earthquake scenarios for the city of Basel ». In *Soil Dynamics and Earthquake Engineering*, 21:405-13. Issue 5, 2011.
- Farge, Yves. « L'Élaboration du projet ESRF: La coopération européenne dans le domaine du rayonnement synchrotron ». *Histoire de la recherche contemporaine*, n° Tome I-N°1 (29 mars 2012): 16-25. <https://doi.org/10.4000/hrc.185>.
- Feder, Adriana, Eric J. Nestler, et Dennis S. Charney. « Psychobiology and Molecular Genetics of Resilience ». *Nature Reviews Neuroscience* 10, n° 6 (juin 2009): 446-57. <https://doi.org/10.1038/nrn2649>.
- Garbolino, Emmanuel, Dalanda Lachtar, Roberto Sacile, et Chiara Bersani. « Vulnerability and resilience of the territory concerning risk of dangerous goods transportation (dgt): proposal of a spatial model ». *Chemical Engineering Transactions*, mai 2013, 91–96. <https://doi.org/10.3303/CET1332016>.
- Gilbert, Claude. « De l'affrontement Des Risques à La Résilience. Une Approche Politique de La Prévention ». *Communication & Langages* 2013, n° 176 (juin 2013): 65-78. <https://doi.org/10.4074/S0336150013012040>.



- Giraud, Gaël, et Jean-Luc Dubois. « L'économie d'« acteurs capables » ». *Projet* n° 306, n° 5 (2008): 4. <https://doi.org/10.3917/pro.306.0004>.
- Giraud, Gaël, et Zeynep Kahraman. « How Dependent is Growth from Primary Energy? The Dependency ratio of Energy in 33 Countries (1970-2011) ». Documents de travail du Centre d'Economie de la Sorbonne, 2014.
- Godet, Michel. « Analyser les stratégies d'acteurs: la méthode Mactor ». *Cahiers du LIPS*, n° cahier 3 (1996).
- Godet, Michel. « How to Be Rigorous with Scenario Planning ». *Foresight* 2, n° 1 (2000): 5-9. <https://doi.org/10.1108/14636680010802438>.
- Godet, Michel. « La prospective en quête de rigueur. Portée et limites des méthodes formalisées », *Revue futuribles*, n° 249 (janvier 2000): 56-64.
- Godet, Michel. « The Art of Scenarios and Strategic Planning ». *Technological Forecasting and Social Change* 65, n° 1 (septembre 2000): 3-22. [https://doi.org/10.1016/S0040-1625\(99\)00120-1](https://doi.org/10.1016/S0040-1625(99)00120-1).
- Godet, Michel, et Jean-Claude Duperrin. « Prospective des systèmes et construction de scénarios à partir d'une nouvelle méthode d'impacts croisés: SMIC 74 ». *Metra* 13, n° 4 (1974).
- Gordon, T.J. « Cross-impact method », American Council for the United Nations University, 1994.
- Gordon, T.J., et H. Hayward. « Initial Experiments with the Cross Impact Matrix Method of Forecasting ». *Futures* 1, n° 2 (décembre 1968): 100-116. [https://doi.org/10.1016/S0016-3287\(68\)80003-5](https://doi.org/10.1016/S0016-3287(68)80003-5).
- Haddad, Milko. « Stockage souterrain de déchets industriels StocaMine passe à la mise en oeuvre contestée des confinements ». *Mines et carrières*, n° 261 (2018): pp.162-164.
- Haddad, Milko. « Stockage souterrain StocaMine sollicite les techniques et les compétences pour progresser ». *Mines et carrières*, n° 250 (2017): pp.148-158.
- Hamilton, Clive. « Define the Anthropocene in terms of the whole Earth ». *Nature* 536, n° 7616 (17 août 2016): 251-251. <https://doi.org/10.1038/536251a>.
- Hamilton, Clive, Christophe Bonneuil, et François Gemenne, éd. *The Anthropocene and the Global Environmental Crisis: Rethinking Modernity in a New Epoch*. 1<sup>re</sup> éd. Routledge, 2015. <https://doi.org/10.4324/9781315743424>.
- Hamilton, Clive, et Jacques Grinevald. « Was the Anthropocene Anticipated? » *The Anthropocene Review* 2, n° 1 (avril 2015): 59-72. <https://doi.org/10.1177/2053019614567155>.

- Hamilton, James. « Causes and Consequences of the Oil Shock of 2007-08 ». Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research, mai 2009. <https://doi.org/10.3386/w15002>.
- Jancovici, Jean-Marc. « Combien suis-je un esclavagiste ? » *jancovici.com* (blog), 1 mai 2005.
- Joffe, Helene, et Brigitta Orfali. « De la perception à la représentation du risque: le rôle des médias », *Hermès, La Revue*, 1 (2005): 121-29.
- Jonet, Christian, et Pablo Servigne. « Initiatives de transition : la question politique ». *Mouvements* 75, n° 3 (2013): 70. <https://doi.org/10.3917/mouv.075.0070>.
- Julien, Pierre-André, Pierre Lamonde, et Daniel Latouche. « La méthode des scénarios en prospective ». *L'Actualité économique* 51, n° 2 (1975): 253. <https://doi.org/10.7202/800621ar>.
- Karyotis, Daniel. « La notation financière : quand une information devient un instrument de décision ». *Revue d'économie financière* 41, n° 3 (1997): 57-68. <https://doi.org/10.3406/ecofi.1997.2332>.
- Kharrazi, Ali, et Masahiro Kakuwa. « Scenario Projects in Japanese Government: Strategic Approaches for Overcoming Psychological and Institutional Barriers ». *Futures* 86 (février 2017): 18-26. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2016.08.003>.
- Kolmogorov, Andrey Nikolaevich. « The local structure of turbulence in incompressible viscous fluid for very large Reynolds numbers », *Dokl. Akad. Nauk SSSR*, 30, n° 4 (1941).
- Kurz, W. A., C. C. Dymond, G. Stinson, G. J. Rampley, E. T. Neilson, A. L. Carroll, T. Ebata, et L. Safranyik. « Mountain Pine Beetle and Forest Carbon Feedback to Climate Change ». *Nature* 452, n° 7190 (avril 2008): 987-90. <https://doi.org/10.1038/nature06777>.
- Laborde, Françoise. Résilience alimentaire et sécurité nationale. 15e législature, Pub. L. No. Question d'actualité au gouvernement n° 0787G de Mme Françoise Laborde (Haute-Garonne-RDSE) (2019).
- Lallau, Benoît. « La résilience, moyen et fin d'un développement durable ? » Lille: UMR Clersé-CNRS, 2011.
- Lang, Michel, Denis Coeur, Antoine Bard, Bruno Bacq, Timothée Becker, Emilie Bignon, Raphaël Blanchard, et al. « Les inondations remarquables en France : premiers éléments issus de l'enquête EPRI 2011 ». *La Houille Blanche*, n° 5 (octobre 2013): 37-47. <https://doi.org/10.1051/lhb/2013041>.

- Le Goff, Tanguy. « L'insécurité « saisie » par les maires. Un enjeu de politiques municipales ». *Revue française de science politique* 55, n° 3 (2005): 415. <https://doi.org/10.3917/rfsp.553.0415>.
- Lietaer, Bernard, Robert Ulanowicz, et Sally Goerner. « Is Our Monetary Structure a Systemic Cause for Financial Instability? Evidence and Remedies from Nature », *Journal of Futures Studies*, 14, n° 3 (avril 2010): p 89-108.
- Maffesoli, Michel. « Ouverture. Jean Baudrillard: le paroxyste indifférent ». *Mediascapes journal*, n° 9 (2017).
- Marck, Adrien, Juliana Antero, Geoffroy Berthelot, Guillaume Saulière, Jean-Marc Jancovici, Valérie Masson-Delmotte, Gilles Boeuf, Michael Spedding, Éric Le Bourg, et Jean-François Toussaint. « Are We Reaching the Limits of Homo sapiens? » *Frontiers in Physiology* 8 (24 octobre 2017). <https://doi.org/10.3389/fphys.2017.00812>.
- Martin, Brice, Romain Ansel, Ouarda Guerrouah, Marie-Claire Vitoux, Lauriane With, Axel Drescher, Rüdiger Glaser, Iso Himmelsbach, et Johannes Schönbein. « Géohistoire critique de la crue de janvier 1910 dans le Fossé Rhéнан (Alsace / Pays de Bade) ». *La Houille Blanche*, n° 1 (2011): 62-68. <https://doi.org/10.1051/lhb/2011008>.
- Martin, Brice, Axel Drescher, Marie Fournier, Ouarda Guerrouah, Florie Giacona, Rüdiger Glaser, Iso Himmelsbach, et al. « Les événements extrêmes dans le fossé rhéнан entre 1480 et 2012. Quels apports pour la prévention des inondations? » *La Houille Blanche*, n° 2 (avril 2015): 82-93. <https://doi.org/10.1051/lhb/20150023>.
- Martinet, Alain-Charles. « Stratégie et pensée complexe ». Édité par Jérôme Barthélemy et Jean-Philippe Denis. *Revue Française de Gestion* 41, n° 253 (novembre 2015): 41-53. <https://doi.org/10.3166/RFG.160.31-46>.
- McMichael, Anthony J. « Population Health in the Anthropocene: Gains, Losses and Emerging Trends ». *The Anthropocene Review* 1, n° 1 (avril 2014): 44-56. <https://doi.org/10.1177/2053019613514035>.
- Meghraoui, M. « Active Normal Faulting in the Upper Rhine Graben and Paleoseismic Identification of the 1356 Basel Earthquake ». *Science* 293, n° 5537 (14 septembre 2001): 2070-73. <https://doi.org/10.1126/science.1010618>.
- Méral, Philippe. « Le concept de service écosystémique en économie : origine et tendances récentes ». *Natures Sciences Sociétés* 20, n° 1 (janvier 2012): 3-15. <https://doi.org/10.1051/nss/2012002>.
- Miller, R. G., et S. R. Sorrell. « The Future of Oil Supply ». *Philosophical Transactions of the Royal Society A: Mathematical, Physical and Engineering*

- Sciences* 372, n° 2006 (2 décembre 2013): 20130179-20130179.  
<https://doi.org/10.1098/rsta.2013.0179>.
- Morin, Edgar. « Réalisme et utopie ». *Diogène* 209, n° 1 (2005): 154.  
<https://doi.org/10.3917/dio.209.0154>.
- Moser, Susanne C., et Lisa Dilling. « Toward the social tipping point: creating a climate for change ». In *Creating a Climate for Change*, édité par Susanne C. Moser et Lisa Dilling, 491-516. Cambridge: Cambridge University Press, 2007. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511535871.035>.
- Orlov, Dmitry. « The Sixth Stage of Collapse ». *cluborlov* (blog), 22 octobre 2013.  
<http://cluborlov.blogspot.fr/2013/10/the-sixth-stage-of-collapse.html>.
- Pecqueur, Bernard, et Véronique Peyrache-Gadeau. « Fondements interdisciplinaires et systémiques de l'approche territoriale Introduction ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* octobre, n° 4 (2010): 613.  
<https://doi.org/10.3917/reru.104.0613>.
- Picone, Pasquale Massimo, Giovanni Battista Dagnino, et Anna Minà. « The Origin of Failure: A Multidisciplinary Appraisal of the Hubris Hypothesis and Proposed Research Agenda ». *Academy of Management Perspectives* 28, n° 4 (novembre 2014): 447-68. <https://doi.org/10.5465/amp.2012.0177>.
- Picq, Pascal. « Homo : le seul singe migrateur ». In *Archéologie des migrations*, par Dominique Garcia et Hervé Le Bras, 39. La Découverte, 2017.  
<https://doi.org/10.3917/dec.garci.2017.01.0039>.
- Pol, Enric, Angela Castrechini, Moisés Carmona, Andrés Ramírez, et Rumen Manolov. « Communication, crise et « durabilité ». Instabilité et incertitude des messages ». *Bulletin de psychologie* Numéro548, n° 2 (2017): 87.  
<https://doi.org/10.3917/bupsy.548.0087>.
- Prochaska, James O., et Carlo C. Diclemente. « Toward a Comprehensive Model of Change ». In *Treating Addictive Behaviors*, édité par William R. Miller et Nick Heather, 3-27. Boston, MA: Springer US, 1986. [https://doi.org/10.1007/978-1-4613-2191-0\\_1](https://doi.org/10.1007/978-1-4613-2191-0_1).
- Quenault, Béatrice. « De Hyōgo à Sendai, la résilience comme impératif d'adaptation aux risques de catastrophe : nouvelle valeur universelle ou gouvernement par la catastrophe ? » *Développement durable et territoires*, n° Vol. 6, n°3 (18 décembre 2015).  
<https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11010>.
- Quenault, Béatrice. « Retour critique sur la mobilisation du concept de résilience en lien avec l'adaptation des systèmes urbains au changement climatique ». *EchoGéo*, n° 24 (10 juin 2013). <https://doi.org/10.4000/echogeo.13403>.

- Rahmstorf, Stefan, Grant Foster, et Anny Cazenave. « Comparing climate projections to observations up to 2011 ». *Environmental Research Letters* 7, n° 4 (1 décembre 2012): 044035. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/7/4/044035>.
- Redman, Charles L. « Resilience Theory in Archaeology ». *American Anthropologist* 107, n° 1 (mars 2005): 70-77. <https://doi.org/10.1525/aa.2005.107.1.070>.
- Reghezza-Zitt, Magali. « Penser la vulnérabilité dans un contexte de globalisation des risques grâce aux échelles spatiales et temporelles ». *Espace populations sociétés*, n° 2016/3 (31 janvier 2017). <https://doi.org/10.4000/eps.6641>.
- Rhyne, Russell. « Field Anomaly Relaxation ». *Futures* 27, n° 6 (juillet 1995): 657-74. [https://doi.org/10.1016/0016-3287\(95\)00032-R](https://doi.org/10.1016/0016-3287(95)00032-R).
- Ritchey. « General Morphological Analysis - A general method for non-quantified modelling - ». Swedish Morphological Society, 2013.
- Ritchey, Tom. « Analysis and Synthesis: On Scientific Method - Based on a Study by Bernhard Riemann ». *Systems Research* 8, n° 4 (décembre 1991): 21-41. <https://doi.org/10.1002/sres.3850080402>.
- Ritchey, Tom. « Futures Studies using Morphological Analysis », Adapted from an article for the UN University Millennium Project: Futures Research Methodology Series, 2009, 16.
- Ritchey, Tom. « General morphological analysis », Swedish Morphological Society, 1998.
- Ritchey, Tom. « Modeling Alternative Futures with General Morphological Analysis ». *World Futures Review* 3, n° 1 (février 2011): 83-94. <https://doi.org/10.1177/194675671100300105>.
- Robbins, Jane. « Too Smart for Our Own Good: The Ecological Predicament of Mankind - By Craig Dilworth: Reviews ». *Area* 43, n° 3 (septembre 2011): 374-374. [https://doi.org/10.1111/j.1475-4762.2010.01034\\_2.x](https://doi.org/10.1111/j.1475-4762.2010.01034_2.x).
- Roberts, Simon, et UK Industry Taskforce on Peak Oil & Energy Security. *The Oil Crunch: A Wake-up Call for the UK Economy: Second Report of the UK Industry Taskforce on Peak Oil & Energy Security (ITPOES)*. London: Ove Arup & Partners Ltd., 2010.
- Rudolf, Florence. « Les enjeux de la territorialisation des changements climatiques : les épreuves de la montée en compétence des entreprises à travers l'exemple alsacien ». *Pollution atmosphérique*, n° 225 (juin 2015). <https://doi.org/10.4267/pollution-atmospherique.4842>.
- Rufat, Samuel. « Critique de la résilience pure ». HAL Id: hal-00693162, 2 mai 2012.

- Rufat, Samuel. « Existe-t-il une "mauvaise" résilience? » *HAL Id: hal-00693161*, 8 mai 2012.
- Sackur, Jérôme. « L'introspection en psychologie expérimentale ». *Revue d'histoire des sciences* 62, n° 2 (2009): 349. <https://doi.org/10.3917/rhs.622.0349>.
- Semal, Luc. « Une mosaïque de transitions en catastrophe. Réflexions sur les marges de manœuvre décroissantes de la transition écologique ». *La Pensée écologique* N° 1, n° 1 (2017): g. <https://doi.org/10.3917/lpe.001.0145>.
- Servigne, Pablo. « Imaginer l'avenir des villes ». Liège: Barricade culture d'alternatives, 2017.
- Servigne, Pablo, et Raphaël Stevens. « Alors, ça vient? Pourquoi la transition se fait attendre ». *Barricade*, 2014.
- Shepherd, A., E. R. Ivins, G. A. V. R. Barletta, M. J. Bentley, S. Bettadpur, K. H. Briggs, et al. « A Reconciled Estimate of Ice-Sheet Mass Balance ». *Science* 338, n° 6111 (30 novembre 2012): 1183-89. <https://doi.org/10.1126/science.1228102>.
- Simms, Andrew. *Ecological debt: the health of the planet and the wealth of nations*. London ; Ann Arbor, Mich: Pluto, 2005.
- Spaniol, Matthew J., et Nicholas J. Rowland. « The Scenario Planning Paradox ». *Futures* 95 (janvier 2018): 33-43. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2017.09.006>.
- Steinberger, Julia K., Johan van Niel, et Dominique Bourg. « Profiting from Negawatts: Reducing Absolute Consumption and Emissions through a Performance-Based Energy Economy ». *Energy Policy* 37, n° 1 (janvier 2009): 361-70. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2008.08.030>.
- Steinbruner, John D, Paul Stern, et Jo Husbands. *Climate and Social Stress: Implications for Security Analysis*. Washington, D.C.: National Academies Press, 2013. <https://doi.org/10.17226/14682>.
- Sylva, et Ferme biologique du Bec Hellouin. « Maraîchage biologique permaculturel et performance économique ». UMR 1048 SADAPT Sciences pour l'Action et le Développement : Activités, Produits, Territoires, décembre 2014.
- Tainter, Joseph A. « 14 Collapse and Sustainability: Rome, the Maya, and the Modern World: Rome, the Maya, and the Modern World ». *Archeological Papers of the American Anthropological Association* 24, n° 1 (mars 2014): 201-14. <https://doi.org/10.1111/apaa.12038>.



- Tainter, Joseph A., et Temis G. Taylor. « Complexity, Problem-Solving, Sustainability and Resilience ». *Building Research & Information* 42, n° 2 (4 mars 2014): 168-81. <https://doi.org/10.1080/09613218.2014.850599>.
- Thackara, John. « The ecozoic city », 21 mars 2013. <http://www.resilience.org/>.
- Toubin, Marie, Serge Lhomme, Youssef Diab, Damien Serre, et Richard Laganier. « La Résilience urbaine : un nouveau concept opérationnel vecteur de durabilité urbaine ? » *Développement durable et territoires*, n° Vol. 3, n° 1 (13 juin 2012). <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9208>.
- Turner, G. « A Comparison of The Limits to Growth with 30 Years of Reality ». *Global Environmental Change* 18, n° 3 (août 2008): 397-411. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2008.05.001>.
- Verhaegen, Etienne. « La forge conceptuelle. Le “commun” comme réinterprétation de la propriété ». *Recherches sociologiques et anthropologiques* 46, n° 2 (1 décembre 2015): 111-31. <https://doi.org/10.4000/rsa.1547>.
- Vicaud, Alain, et Éric Jouen. « Adapter les centrales nucléaires au changement climatique : le retour d’expérience des canicules de 2003 et 2006 ». *Revue Générale Nucléaire*, n° 3 (mai 2015): 39-44. <https://doi.org/10.1051/rgn/20153039>.
- Vliet, Michelle T. H. van, John R. Yearsley, Fulco Ludwig, Stefan Vögele, Dennis P. Lettenmaier, et Pavel Kabat. « Vulnerability of US and European electricity supply to climate change ». *Nature Climate Change* 2, n° 9 (3 juin 2012): 676-81. <https://doi.org/10.1038/nclimate1546>.
- Wahl, Laurent, Patrice Paul, Claude Pichard, Nicolas Mory, Gilles Drogue, et Laurent Pfister. « Les canicules de l’été 2003 : un événement météorologique exceptionnel dans le quart nord-est de la France », *Revue Géographique de l’Est*, 45, n° 2 (2005): 66-77
- Walker, Brian, et Lance Gunderson. « A handful of heuristics and some propositions for understanding resilience in social-ecological systems », *Ecology and Society*, 11, n° 1 (2006).
- Walker, Brian, Holling, et Carpenter. « Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems ». 5, *Ecology and Society*, 9, n° 2 (2004).
- Weimer-Jehle, Wolfgang. « Cross-Impact Balances: A System-Theoretical Approach to Cross-Impact Analysis ». *Technological Forecasting and Social Change* 73, n° 4 (mai 2006): 334-61. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2005.06.005>.
- Wendling, Philippe. « L’agriculture s’échauffe pour l’avenir ». *Une histoire du climat, Saisons d’Alsace*, n° 80 (juillet 2019): pp.74-79.

Yoon, Byungun, et Yongtae Park. « A Systematic Approach for Identifying Technology Opportunities: Keyword-Based Morphology Analysis ». *Technological Forecasting and Social Change* 72, n° 2 (février 2005): 145-60. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2004.08.011>.

Zhang, D. D., H. F. Lee, C. Wang, B. Li, Q. Pei, J. Zhang, et Y. An. « The Causality Analysis of Climate Change and Large-Scale Human Crisis ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* 108, n° 42 (18 octobre 2011): 17296-301. <https://doi.org/10.1073/pnas.1104268108>.

### II.3. Rapports

ADIRA. « Le secteur tertiaire en Alsace ». Strasbourg: Agence de développement économique du Bas-Rhin, août 2012.

Anezo, Pier Maël, et Catherine Horodyski. « Mulhouse, où la nature se (re)découvre ». Récits mulhousiens n°2. Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 1 avril 2019.

ATMO. « Programme de Surveillance de la Qualité de l'air 2010-2015. Région Alsace. », 9 décembre 2010. ASPA – 10071604-ID.

AURM. « Le coût réel des déplacements dans m2A. voiture, marche, vélo et transports collectifs ». Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, décembre 2017.

AURM. « Portrait de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse EuroAirport Basel-Mulhouse-Freiburg ». Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, février 2015.

AURM. « Portrait Sud Alsace. Le territoire en quelques cartes ». Enjeux d'interterritorialité. Mulhouse: L'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, décembre 2014.

AURM, et ADEUS. « 30 ans d'urbanisation en Alsace : mieux maîtriser l'étalement urbain, une tendance encore à confirmer ». Strasbourg: Région Alsace, novembre 2007.

AURM, et Luc Carpentier. « Evolution et production d'énergies renouvelables en région mulhousienne ». Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 1 juillet 2019

AURM, et Catherine Horodyski. « Où développer une agriculture de proximité en région mulhousienne? Inventaire initial et fiches communales ». Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 1 juillet 2019.

- Autorité de sûreté nucléaire. « Rapport de l'ASN sur l'état de la sécurité nucléaire et de la radioprotection en France en 2015 ». Montrouge: ASN, 2015.
- Bank for International Settlements. « Basel III: A global regulatory framework for more resilient banks and banking systems ». Basel: Bank for International Settlements, 1 juin 2011.
- Bertrand, François, Laurence Rocher, et Patrice Melé. « Le changement climatique, révélateur des vulnérabilités territoriales? Action publique locale et perceptions des inégalités écologiques ». Rapport final. CNRS - Université François Rabelais, décembre 2007.
- Bertrand, Gilles, Anna Michalski, et Lucio R Pench. *Scénarios Europe 2010: cinq avens possibles pour l'Europe*. Rennes; Luxembourg: Apogée; Office des publications officielles des Communautés européennes, 1999.
- BGRM. « REGION ALSACE, Synthèse de l'activité 2014 ». Strasbourg: Bureau de Recherches Géologiques et Minières, 2015.
- BPI France. « Alsace: l'innovation inscrite dans les gènes! », 21 janvier 2015. <http://www.bpifrance.fr/Actualites/A-la-une/Alsace-l-innovation-inscrite-dans-les-genes-l-9432>.
- Brandt, Bentley, Speirs, et Sorrell. « An assessment of the evidence for a near-term peak in global oil production ». UK ENERGY RESEARCH CENTRE, 2009.
- Brialmont, René. « Le bilinguisme en Alsace ». Alsace: Bureau Européen des Langues Moins Répandues, 10 novembre 2002.
- Brown, Jonathan. « Mankind must go green or die, says Prince Charles », 23 novembre 2012, Independent édition.
- Bundeswehr. « Peak Oil; Sicherheitspolitische Implikationen knapper Ressourcen ». Planungsamt der Bundeswehr, 2010.
- Cacheux, Lionel, et Anh Van Lu. « Une accessibilité inégale aux services entre les différents espaces périurbains de l'ACAL ». INSEE, janvier 2016.
- Califano-Walch, « ... Et si la nature gagnait nos villes ». Demain 25 questions pour interroger l'avenir. Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 12 mars 2017.
- Canabate, Alice. « La cohésion sociale en temps de récession prolongée: initiatives alternatives et formes des résistances ». Groupe des Verts/ALE au Parlement Européen, février 2014.

- Carbon Disclosure Project, AECOM, C40, et Bloomberg Philanthropies. « How climate adaptation in cities creates a resilient place for business », juillet 2014.
- CESER. « Optimiser le transport des marchandises en Alsace : concilier compétitivité et développement durable ». Avis. Strasbourg: Conseil économique, social, et environnemental régional, 29 novembre 2011.
- Challand, Corinne, et Yves Frydel. « L' Alsace, 7e région pour l'importance de son secteur de la culture ». INSEE Analyses. Strasbourg: INSEE, juillet 2015.
- Commissariat général au développement durable. « Les activités industrielles en région Alsace ». Portraits régionaux de l'environnement. Commissariat général au développement durable, juillet 2015.
- Conseil de Développement de la Région Mulhousienne. « Une ville-centre attractive au sein d'une agglomération équilibrée ». Avis contributif relatif à la révision du plan local d'urbanisme de Mulhouse. Mulhouse, octobre 2016.
- Conseil départemental du Haut-Rhin. « Plan de gestion de l'espace rural et périurbain - GERPLAN 2015 ». Colmar, 2015.
- Dantec, Ronan, et Jean-Yves Roux. « Rapport d'information fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050. » Paris: Sénat, 16 mai 2019.
- Dassonville, Sébastien. « Pauvreté, inégalités sociales et territoriales. Quelles réponses politiques locales ? » Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, mai 2015.
- Delaunay, Janine. *Halte la croissance ? enquête sur le club de rome. suivi de rapport sur les limites à la croissance.* Fayard, 1972.
- Département Aménagement Transport. « Transport de matières premières dangereuses en Alsace ». CETE de l'Est, Aout 2004.
- Directe Grand Est. « Taux de chômage localisé par département et par zone d'emploi ». Directe Grand Est, service études statistiques et évaluation, me trimestre 2017.
- DREAL. « Schéma régional de cohérence écologique de l'Alsace ». Rapport environnemental. Strasbourg: Région Alsace, 19 mars 2014.
- DREAL Grand Est. « Rapport d'activité 2016 ». Metz: Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement GRAND EST, 12 juillet 2017.

- Dreyer, Stéphane. « Tous (évidemment) utilisateurs des transports collectifs ». Demain 25 questions pour interroger l'avenir. Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 5 mars 2017.
- Ferreboeuf, Hugues, Agence française de développement, et Caisse des dépôts. « - Lean ICT -Pour une sobriété numérique ». Le nouveau rapport du Shift sur l'impact environnemental du numérique. Paris: Shift Project, octobre 2018.
- Finel, Jacqueline. « La région fragilisée par la crise économique ». Chiffres pour l'Alsace- Dossier. Strasbourg: INSEE-Alsace, 30 juin 2010.
- Food and agriculture organization of the united nations, Unicef, International Fund for Agricultural Development, World food programme, et World Health organization. « The State of Food Security and Nutrition in the World 2017. Building resilience for peace and food security ». Rome: FAO, 2017.
- Greenpeace. « The impacts of climate change on nuclear power stations sites a review of four proposed new-build sites on the UK coastline ». London: Greenpeace, mars 2007.
- Haut Conseil pour le Climat. « Agir en cohérence avec les ambitions ». Rapport annuel Neutralité Carbone. Paris, juin 2019.
- Heinberg, Richard. *Peak Everything: Waking up to the Century of Decline in Earth's Resources*. Forest Row: Clairview, 2007.
- Herry, Juliette, Wendy Dodds, Manuelle Philippe, et Aidan Winder. « Building site based scenarios: Tools and approaches for the implementation in the VALMER project ». VALMER project, Scenario technical guidelines, janvier 2014.
- Horodyski, Catherine. « Etre "réfugiés climatiques" en 2025 ? » Demain 25 questions pour interroger l'avenir. Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 16 avril 2017.
- Horodyski, Catherine. « Nos sols pollués utiles et fertiles ? » Demain 25 questions pour interroger l'avenir. Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 18 juin 2017.
- Horodyski, Catherine. « Nos villes bienfaitantes et nourricières ? » Demain 25 questions pour interroger l'avenir. Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 14 mai 2017.
- Horodyski, Catherine. « Un territoire "éco" ? Des citoyens "colibris" ? » Demain 25 questions pour interroger l'avenir. Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 12 février 2017.

- IDATE Consulting. « Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de l'Alsace ». Région Alsace, Département du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, février 2012.
- INSEE. « PIB par habitant ». INSEE, 2012. [http://www.insee.fr/fr/insee\\_regions/poitou-charentes/themes/dossiers/dd/dd12.pdf](http://www.insee.fr/fr/insee_regions/poitou-charentes/themes/dossiers/dd/dd12.pdf).
- INSEE. « Un panorama de l'industrie en Alsace ». Chiffres pour l'Alsace. Strasbourg: INSEE, avril 2010.
- INSEE Alsace. « Maintien d'une croissance démographique à l'horizon 2040 ». Chiffres pour l'Alsace. Strasbourg: INSEE, décembre 2010.
- INSEE. « Une pauvreté plus présente dans l'espace des grands pôles urbains alsaciens ». INSEE Analyse. Strasbourg: INSEE, juin 2015.
- Institut de veille sanitaire. « Impact sanitaire de la vague de chaleur d'août 2003 : premiers résultats et travaux à mener: Numéro spécial (N° 45-46) ». Institut de veille sanitaire - Ministère de la santé de la famille et des personnes handicapées, 25 novembre 2003.
- Korowicz, David. « Tipping Point: Near-Term Systemic Implications of a Peak in Global Oil Production An Outline Review ». Dublin: Feasta & The Risk/Resilience Network, 15 mai 2010.
- Lehr-Coquet, Cécile, et Didier Tavernier. « Le climat change, changeons la ville ! Pour la région mulhousienne, le scénario est prêt ». Mulhouse: AURM, 1 janvier 2012.
- Lelarge, Pascal. « Arrêté portant sur le schéma départemental de coopération intercommunale du Haut-Rhin ». Colmar: Préfecture du Haut-Rhin, 4 mars 2016.
- Linstone, Harold, et Murray Turoff. *The Delphi Method: Techniques and Applications*. Addison-Wesley Publishing Company, 1977.
- Mairie de Fessenheim. « Les risques majeurs à Fessenheim ». DICRIM. Dossier d'information communal sur les risques majeurs. Fessenheim: Mairie de Fessenheim, novembre 2012.
- Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne. « Diagnostic territorial ». Diagnostic territorial partagé. Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, mai 2010.
- Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne. « diagnostic territorial partagé ». Diagnostic territorial partagé. Mulhouse:



Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, mai 2012.

Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne. « diagnostic territorial partagé 2013 ». Diagnostic territorial partagé. Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, avril 2013.

Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne. « Gros plans pour mieux comprendre l'économie du Sud Alsace ». Diagnostic territorial partagé. Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, octobre 2015.

Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne. « Portrait de territoire ». Diagnostic territorial partagé. Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, juillet 2011.

Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne. « Quels enjeux pour les territoires du "Sud Alsace" ? » Diagnostic territorial partagé. Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, mars 2015.

Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, et AURM. « Compétitivité et attractivité du territoire ». Diagnostic territorial partagé. Mulhouse: Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne, juin 2016.

Maléfant, Jean-Marie, et Adrien Biassin. « Quel avenir pour le Sud Alsace ? Lorsque les habitants anticipent les futurs de leur territoire à 20 ans ». Mulhouse: Sud Alsace Transition, novembre 2018.

MEEDDAT, et ADEME. « Projet de recherche « Repenser les villes dans une société Post-Carbone » Application au Pays de la région Mulhousienne ». Rapport final. île saint-denis, août 2011.

Mermy, et Perrin. « Inventaire départemental des mouvements de terrain du Haut-Rhin ». Lingolsheim: BRGM, décembre 2005.

Ministère de l'Agriculture. « Commission d'enquête du barrage de Malpasset ». Rapport définitif. Ministère de l'Agriculture, 1960.

Ministère de l'écologie et du développement durable. « Le risque industriel - Dossier d'information ». Paris: Direction de la Prévention des pollutions et des risques, septembre 2007.

Ministère de l'écologie et du développement durable. « Les Ruptures de barrages ». Direction de la prévention des pollutions et des risques, Sous-direction de la prévention des risques majeurs, Cellule retour d'expérience, 2004.

- Mulhouse j'y crois. « (Im)pertinences ». Compte-rendu d'une soirée de réflexion « Mulhouse j'y crois » à libre disposition de tous ceux qui veulent faire rayonner Mulhouse. L'Entrepôt à Mulhouse: Mulhouse j'y crois, 27 février 2019.
- OBLE, Frédéric. « Intérêts et limites de l'analyse structurelle et de la méthode delphi appliquées à l'étude de l'évolution des marchés alimentaires ». Institut National Polytechnique de Lorraine, 1992.
- Observatoire des villes vertes. « Les villes les plus vertes de France palmarès 2017 ». Dossier de presse, s. d.
- Office national des forêts, Association des Communes Forestières d'Alsace, Forêt Privée d'Alsace, et Centre Régional de Propriété Forestière. « Le Livre Blanc pour un équilibre Faune Flore en Alsace ». Strasbourg: ONF, septembre 2015.
- ORTA. « Le bilan estival 2018 de l'activité touristique de la destination Alsace ». Strasbourg: 'Observatoire Régional du Tourisme d'Alsace, octobre 2018.
- ORTAL. « Les chiffres clés du transport en Alsace ». Strasbourg: Observatoire régional des transports et de la logistique en Alsace, 2015.
- Préfet de la région Alsace, Préfet de la région champagne-ardenne, et Préfet de la région Lorraine. « Diagnostic de la région Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine (ACAL) ». Document élaboré par les services d'études des SGAR Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine, juillet 2015.
- Préfet du Haut-Rhin. « Dossier Départemental des Risques Majeurs du Haut-Rhin ». Colmar, 2012.
- Région Alsace. *Le projet Alsace 2005*. Strasbourg, 1994.
- Région Alsace, Direction Régionale de l'Environnement, et de l'Aménagement et du Logement. « Schéma régional Climat Air Energie de l'Alsace ». Schéma régional Document intégral. Strasbourg, 29 juin 2012.
- Région Alsace, et INSEE. « L'essentiel sur l'agriculture en Alsace ». Région Alsace, octobre 2005.
- Région Alsace, et L'Etat. « Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 ». Strasbourg, 2015.
- Région Grand Est. « Plan IA Grand Est. L'intelligence collective au coeur de l'Europe. » Strasbourg: Région Grand Est, juin 2019.
- Régnier, François. « Du Principe de la Pratique de l'Abaque de Régnier ». Nancy: Institut de Métrologie qualitative, 1987.

- Roseneau, Christophe. « Commune de Soultz. Examen de la gestion à compter de l'exercice 2009 ». Rapport d'observations définitives. Strasbourg: Chambre régionale des comptes d'Alsace, 25 août 2015. mhr/er/n° 2015- 510 /gr.
- Saby, Nathalie. « L'après Big Brother... » Demain 25 questions pour interroger l'avenir. Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 26 février 2017.
- Service de la régulation et de l'économie. « Les transports de matières dangereuses en Alsace ». Strasbourg: Direction régionale de l'équipement Alsace, septembre 2009.
- Servigne, Pablo. « Nourrir l'Europe en temps de crise: Vers des systèmes alimentaires résilients ». Bruxelles: Groupe des Verts/ALE au Parlement européen, 2013.
- SGARE Alsace. « L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation de l'Alsace dans le contexte rhénan ». Préfecture de la région Alsace, décembre 2012.
- Taverne, Didier. « Des villes moins peuplées et plus vertes ? » Demain 25 questions pour interroger l'avenir. Mulhouse: Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, 11 juin 2017.
- United States Joint Forces Command. « The joint Operating Environment 2010 », 2010.
- Université Paris-Saclay. « Impacts économiques de l'accident nucléaire de Fukushima ». Paris-Saclay: Institut de technico-économie des systèmes énergétiques, Ete 2012.
- U.S. Department of Energy. « U.S. Energy Sector Vulnerabilities to climate change and extreme weather ». U.S. Department of Energy, juillet 2013.
- Vanwindekens, Frédéric. « Les pratiques dans la gestion des systèmes socio-écologiques: développements méthodologiques & application à la gestion des prairies en région herbagère belge ». Université catholique de Louvain, 2014.
- Zwicky, Fritz. *Discovery, Invention, Research through the morphological approach*. Macmillan, 1969.

## II.4. Articles de presse

- AFP. « Dans les Vosges, l'agonie rougeoyante des sapins mourant de soif ». 15 juillet 2019, sect. Société.
- AFP. « La LGV Est-Européenne entre Paris et Strasbourg sera mise en service le 3 juillet ». 20 janvier 2016, l'express édition. [http://www.lexpress.fr/actualites/1/actualite/la-lgv-est-europeenne-entre-paris-et-strasbourg-sera-mise-en-service-le-3-juillet\\_1755737.html](http://www.lexpress.fr/actualites/1/actualite/la-lgv-est-europeenne-entre-paris-et-strasbourg-sera-mise-en-service-le-3-juillet_1755737.html).
- Allix, Grégoire. « Les entreprises mondiales intègrent le risque du changement climatique ». 24 janvier 2013, Le Monde édition. [http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/01/24/les-entreprises-mondiales-integrent-le-risque-du-changement-climatique\\_1822162\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/01/24/les-entreprises-mondiales-integrent-le-risque-du-changement-climatique_1822162_3244.html).
- Alsace20. « L'Alsace est elle menacée par des séismes? Entretien avec Antoine Schlupp, responsable du Bureau Sismologique Français », 18 mars 2011. [https://www.youtube.com/watch?v=8LQgo1G\\_67A](https://www.youtube.com/watch?v=8LQgo1G_67A).
- Benz, Stephane. « Sondage: pour les moins de 40 ans, l'écologie devient une priorité », 13 janvier 2018.
- Bodin, Laurent. « L'arrêt définitif des rotatives de « L'Alsace » ». 24 juin 2018, L'Alsace édition, sect. Presse.
- Cabirol, Michel. « Si, si le groupe émirien EDIC s'offre la PME centenaire française Manurhin », 2 août 2018, La Tribune édition, sect. Aéronautique & Défense.
- Carrot, Daniel. « Colloque: Mulhouse au futur ». 22 novembre 1998, Les Dernières Nouvelles d'Alsace édition.
- Chapelle, Olivier. « Fédérer les enthousiasmes pour le territoire alsacien ». 24 mars 2017, L'Alsace édition, sect. Start-Up.
- Chrisafis, Angélique. « From bleak to bustling: how one French town solved its high street crisis », 20 mai 2019, The Guardian édition, sect. Cities.
- Claereboudt, Louise. « Stocamine, une calamité environnementale à durée indéterminée ». 6 juin 2019, Libération édition.
- Dautel, Karine. « Boris Cyrulnik s'en mêle ». 1 décembre 2017, L'Alsace édition, sect. Education.
- Delahaye, Emmanuel. « Fabian Jordan se dit meurtri, Michèle Lutz claque la porte ». 6 novembre 2018, L'Alsace édition.
- Delahaye, Emmanuel. « « La seule question qui vaille, c'est "Qui m'achètera mon produit?" » ». 27 mai 2018, L'Alsace édition, sect. Rencontre.

- Delahaye, Emmanuel. « M2A : les dessous d'une crise ». 18 décembre 2016, L'Alsace édition.
- Delahaye, Emmanuel. « Tiga : le consortium sud-alsacien est lancé ». 5 juin 2018, L'Alsace édition, sect. Développement.
- Dentz, Adrien. « 307 000 chômeurs dans le Grand Est ». 28 janvier 2016, L'Alsace édition, sect. Emploi. <http://www.lalsace.fr/actualite/2016/01/28/307-000-chomeurs-dans-le-grand-est>.
- Descamps, Élise. « Fabian Jordan, créateur de la « Journée citoyenne » », 15 mars 2016, La Croix édition, sect. France.
- Fauroux, Béatrice. « Université d'été de la SIM: boîte à idées pour le Sud Alsace ». 7 juillet 2017, Le périscope édition.
- Feltin-Palas, Michel. « L'Alsace, terre de mythes et légendes », 24 juillet 2015, L'Express édition, sect. Evasion.
- Foucart, Stéphane. « Stocamine, « une bombe à retardement » en Alsace ». 8 septembre 2018, Le Monde édition, sect. Planète.
- Freyburger, Sylvain. « Le Vorarlberg montre l'exemple ». 28 octobre 2016, L'Alsace édition, sect. Architecture.
- Fujioka, Chisa. « Tokyo va élargir la zone d'exclusion autour de Fukushima », 11 avril 2011, Reuters France édition. <http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRPAE73A05120110411>.
- FZ. « Mulhouse Alsace Attractiv' ou comment « donner l'envie » ». 18 mars 2018, L'Alsace édition.
- Garnier, Juliette. « Les fils à broder DMC vendus au fonds d'investissement Lion Capital », 13 février 2019, Le Monde édition, sect. Entreprises.
- Gautier, Charles. « Le déclin de l'allemand en Alsace menacerait l'emploi ». 18 novembre 2011, Le Figaro édition, sect. Economie. <http://www.lefigaro.fr/emploi/2011/11/16/09005-20111116ARTFIG00717-le-declin-de-l-allemand-en-alsace-menacerait-l-emploi.php>.
- Gentilhomme, Laurent. « Le centre Porte Jeune a été revendu ! » 6 février 2019, L'Alsace édition, sect. Commerces mulhousiens.
- Gilbert, Daniel. « Your brain on climate change: why the threat produces apathy, not action », 10 novembre 2004, Guardian sustainable business édition.

- Journal l'Alsace. « Fortes pluies et coulées de boue en Alsace », 12 mai 2016, L'Alsace édition. <http://www.lalsace.fr/actualite/2016/05/12/fortes-pluies-et-coulees-de-boues-en-alsace>.
- Le Monde. « L'Alsace dans le top 10 des "régions incontournables" ». 15 janvier 2010, Le Monde édition, sect. Planète. [http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/01/15/l-alsace-dans-le-top-10-des-regions-incontournables-selon-lonely-planet\\_1292415\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/01/15/l-alsace-dans-le-top-10-des-regions-incontournables-selon-lonely-planet_1292415_3244.html).
- Le Monde, et Reuters. « Le Japon double l'estimation de la facture de Fukushima ». 28 novembre 2016, Le Monde édition. [http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2016/11/28/le-japon-double-l-estimation-de-la-facture-de-fukushima\\_5039173\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2016/11/28/le-japon-double-l-estimation-de-la-facture-de-fukushima_5039173_3216.html).
- Lagneau, Laurent. « Général Lecointre : « Il faut être prêt à s'engager pour un conflit de survie » ». *Zone militaire opex360.com* (blog), 26 juillet 2019.
- Lainé, Isabelle. « Inventer demain avec la tête, le coeur et les mains ». 2 octobre 2019, L'Alsace édition.
- L'Alsace. « Tour de l'Europe : la Ville veut sauver le restaurant ». 15 mars 2019, L'Alsace édition.
- Le Figaro. « Le 1er tram-train inauguré à Mulhouse ». 11 décembre 2010. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/12/11/97001-20101211FILWWW00456-le-1er-tram-train-inaugure-a-mulhouse.php>.
- Lorheyde, Cécile. « Les élus locaux concilient développement et transition énergétique », 11 juin 2018, Natura-Sciences édition.
- Miserey, Yves. « Des centrales atomiques au milieu des populations ». 28 avril 2011, Le Figaro édition, sect. Environnement. <http://www.lefigaro.fr/environnement/2011/04/26/01029-20110426ARTFIG00736-des-centrales-atomiques-au-milieu-des-populations.php>.
- Munier, Amendine. « Mulhouse : l'EuroAirport dans le top 10 du trafic aérien français en 2015 ». *France 3 Alsace* (blog), Février 2016. <http://france3-regions.francetvinfo.fr/alsace/haut-rhin/mulhouse/mulhouse-l-euroairport-dans-le-top-10-du-traffic-aerien-francais-en-2015-931447.html>.
- Ott, Jean-François. « Huit millions de passagers : record de fréquentation battu à l'EuroAirport ». 4 décembre 2018, L'Alsace édition, sect. Transports.
- Paranagua, Paulo A. « Cuba n'a pas retrouvé le niveau de 1989 ». 21 août 2006, Le Monde édition, sect. Amériques.



Rocard, Michel, Dominique Bourg, et Florian Augagneur. « Le genre humain, menacé ». 2 avril 2011, Le Monde édition, sect. Idées.

Romandie. « Fin du conflit fiscal autour de l'aéroport de Bâle-Mulhouse », 23 janvier 2016, Romandie édition. <http://www.romandie.com/news/Fin-du-conflit-fiscal-autour-de-laeroport-de-BaleMulhouse/669687.rom>.

Sabarly, Colette. « Mulhouse construit un quartier d'affaires », 19 septembre 2015, Le Monde édition, sect. Economie.

Spiegel, Isabelle. « Entreprise : le changement climatique, un risque ou une chance ? » 17 mars 2016, Les Echos édition. <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-155294-comment-le-changement-climatique-impacte-le-business-des-entreprises-1207827.php>.

Walsh, Bryan. « Adapt or Die: Why the Environmental Buzzword of 2013 Will Be Resilience », 8 janvier 2013, TIME édition, sect. Ecocentric.

### **III. Références de Adrien Biassin**

#### **III.1. Conférences**

« Economie collaborative: modèle économique du XXI<sup>e</sup> siècle ? » décembre 2015, Renaissance avec Lille 3000, Lille.

« Comment explorer les futurs du territoire ? », octobre 2017, Campus Fonderie de l'Université de Haute-Alsace, événement organisé dans le cadre de la Fête de la science.

« Prospective à 20 ans et actions pour l'avenir de Mulhouse et du Sud Alsace » novembre 2017, invitation d'Alterpresse 68, Mulhouse.

« Le Sud Alsace: quels avenir à 20 ans ? scénarios pour anticiper les futurs probables » décembre 2017, 25 ans de l'AURM à la SIM, Mulhouse.

« Le Sud Alsace: quels avenir à 20 ans ? » janvier 2018, Argos Conseil, Mulhouse.

« Les risques systémiques du Sud Alsace » mai 2018, Pint of Science, Mulhouse.

« Le Sud Alsace : transition et résilience ? » octobre 2018, Conseil départemental du Haut-Rhin, Colmar.

« Les métiers de demain ne sont pas ceux que vous croyez » décembre 2018, Lycée Albert Schweitzer, Mulhouse.

- « Résilience des communes face à l'Anthropocène » décembre 2018, Conseil départemental du Haut-Rhin, Colmar.
- « Les (im)pertinences » février 2019, Mulhouse j'y crois, Mulhouse.
- « Les métiers de demain face à l'Anthropocène » mai 2019, Alsace Active, Mulhouse.
- « La fresque du climat » septembre 2018, Conseil départemental du Haut-Rhin, Breisach (Allemagne).
- « Les risques d'effondrement de notre civilisation » septembre 2019, Euroasis, Strasbourg.
- « Mettre en place la résilience des communes du Sud Alsace » septembre 2019, Ville de Soultz.
- « Comment allons-nous faire demain ? » septembre 2019, Club business Colmar, Colmar.
- « La résilience, nouvelle doctrine politique ? » octobre 2019, UL, Colmar.

### **III.2. Manifestations scientifiques organisées**

- « Qu'est-ce qui nous arrive ? décryptage de notre transformation » avec Marc Halévy, philosophe et prospectiviste, décembre 2017, SIM, Mulhouse.
- « Qu'est-ce qui nous arrive ? rencontre avec quatre bâtisseurs des futurs du Sud Alsace » février 2018, musée historique de Mulhouse, Mulhouse.
- « Comment allons-nous faire demain ? » : une quinzaine de conférences avec notamment Marie-Claire Vitoux, Raymond Woessner, Isabelle Haeblerlin, Jean-Claude Mensch, Pierre Schmidt, Dominique Bourg et Alexandre Boisson, octobre 2019, Riedisheim.

### **III.3. Séminaires scientifiques organisés**

- « Prospective dans le sud Alsace à l'horizon 20 ans » 3 juin 2017, Kingersheim.
- « Prospective dans le sud Alsace à l'horizon 20 ans » 9 juin 2017, Mulhouse.
- « Prospective dans le sud Alsace à l'horizon 20 ans » 12 juin 2017, Mulhouse.
- « Stratégie dans le sud Alsace pour un territoire résilient » 17 juin 2017, Riedisheim.
- « Analyse des jeux d'acteurs » 12 juillet 2017, Mulhouse.

### **III.4. Publications**

Jean-Marie Maléfant et Adrien Biassin « Quel avenir pour le Sud Alsace ? », Rapport final.

Chapitre 11 « les défis futurs », Eric de Haynin in « L'agglomération mulhousienne. Toute une histoire ! comme on ne vous l'a jamais racontée ».

### **III.5. Prix**

Participant au concours régional Ma Thèse en 180 secondes, avril 2017, Strasbourg.

Vainqueur du prix de la créativité de la Société Industrielle de Mulhouse, juillet 2017, Mulhouse.

## Index des illustrations

Figure 1 : Sud Alsace, de quel territoire parle-t-on ? Réalisation AURM mai 2014. Les parties urbanisées du territoire sont en blanc. ....	17
Figure 2 : une carte de Mulhouse dans son environnement élaborée par l'AURM en 2018 d'après les chiffres de l'INSEE 2013.....	19
Figure 3 : une traduction possible des liens territoriaux qui tissent le réseau du Sud Alsace d'après l'AURM. Il y a selon eux une continuité urbaine de Thann/Cernay jusqu'à Saint-Louis, avec des branches vers les vallées vosgiennes, la bande rhénane et vers Altkirch, autour de laquelle gravite le Sundgau. ....	20
Figure 4 : une synthèse systémique du Sud Alsace. ....	257
Figure 5 : les scénarios globaux du Sud Alsace après l'analyse morphologique du Sud Alsace. ....	297
Figure 7 : la probabilité des scénarios à partir de la méthode Smic Prob-Expert, juin 2017. ....	314
Figure 6 : la souhaitabilité des scénarios en pourcentage par rapport aux participants via la méthode Smic Prob Expert, juin 2017. ....	314
Figure 8 : schéma de synthèse de la prospective du Sud Alsace en fonction de la probabilité (taille), de la souhaitabilité (couleur), et des articulations (épaisseurs des flèches) .....	316
Figure 9 : les différentes étapes de la construction de la prospective d'anticipation du Sud Alsace. ....	319
Figure 10 : le champ des possibles en Sud Alsace à l'horizon vingt ans selon les six scénarios de la prospective d'anticipation et les trois de la prospective exploratoire. ....	321
Figure 11 : les résultats à la question suivante : quelle est la rupture/le bouleversement qui vous interpelle le plus ? (86 réponses parmi les 90 questionnaires récoltés, 17 décembre 2017). ....	342
Figure 12 : carte heuristique d'initiatives de résilience en Sud Alsace, partie 1, juin 2018. ....	343
Figure 13 : carte heuristique d'initiatives de résilience en Sud Alsace, partie 2, juin 2018. ....	344
Figure 14 : l'état final recherché. Les 5 objectifs à atteindre pour tendre vers une résilience du Sud Alsace en fonction de son histoire, du diagnostic systémique et des résultats de la prospective du Sud Alsace. ....	351
Figure 16 : la liberté d'action qu'offre les modes d'action du moins au plus indépendants. ....	375
Figure 17 : les stratégies les plus englobantes. ....	376
Figure 18 : les modes d'action qui sont les plus fédératrices. ....	378
Figure 19 : les modes d'action qui sont les plus porteurs. ....	379
Figure 20 : les différentes étapes de la construction des modes d'action, juin et juillet 2017. ....	380
Figure 21 : analyse systémique pour déterminer les frontières d'application. ....	382
Figure 22 : analyse des parties prenantes du Sud Alsace.....	383
Figure 23 : rapprochement stratégique des éléments du Sud Alsace pour une action publique territoriale.....	384
Figure 24 : les acteurs du Sud Alsace du moins au plus avantage par l'atteinte des cinq objectifs de résilience.....	388
Figure 25 : les acteurs du Sud Alsace qui soutiennent les objectifs de résilience.....	389
Figure 26 : le ratio avantages/efforts pour les acteurs par rapport aux objectifs de résilience. ....	391
Figure 27 : l'avantage des cinq objectifs sur l'ensemble des acteurs. ....	392
Figure 28 : le soutien des cinq objectifs par l'ensemble des acteurs. ....	393
Figure 29 : prépondérance des acteurs à influencer les autres. ....	394
Figure 30 : sensibilité des acteurs à attirer l'attention sur eux. ....	396
Figure 31 : impact de chaque acteur sur le Sud Alsace en fonction de leurs capacités à influencer les autres et à attirer l'attention sur eux. ....	397
Figure 32 : les stratégies qui avantagent du moins au plus les acteurs du Sud Alsace. ....	399
Figure 33 : les stratégies les plus soutenues par l'ensemble des acteurs. ....	400
Figure 34 : les acteurs qui soutiennent du moins au plus l'ensemble des six stratégies.....	402
Figure 35 : les scénarios qui avantagent du moins au plus l'ensemble des acteurs du Sud Alsace. ....	404
Figure 36 : les acteurs du moins au plus avantageés sur l'ensemble des scénarios du Sud Alsace. ....	405
Figure 37 : les scénarios qui sont le plus favorisés par l'action de l'ensemble des acteurs du Sud Alsace.....	406
Figure 38 : les acteurs qui favorisent du moins au plus l'occurrence des scénarios. ....	408
Figure 39 : les stratégies du moins au plus pertinentes pour atteindre les cinq objectifs de résilience. ....	410

Figure 40 : les stratégies de lancement et les matures dans la mise en pratique de la résilience du Sud Alsace. ....	411
Figure 41 : les stratégies du moins au plus en adéquation par rapport à l'ensemble des scénarios du Sud Alsace. ....	413
Figure 42 : les scénarios qui sont du moins au plus favorisés par l'application des stratégies. ....	415
Figure 43 : température moyenne annuelle de l'eau du Rhin au niveau de Bâle sur la période 1954-2009 d'après l'Office Fédéral de l'Environnement. ....	486
Figure 44 : température moyenne sur la période de référence 1971-2000 en Alsace et projections de cet indicateur climatique à différents horizons du XXIe siècle selon un scénario optimiste, médian et pessimiste d'après le schéma régional Climat Air Energie Alsace 2012. ....	486
Figure 45 : précipitations moyennes annuelles sur la période de référence 1971-2000 en Alsace et projections de cet indicateur climatique à différents horizons du XXIe siècle selon un scénario optimiste, média et pessimiste d'après le schéma régional Climat Air Energie Alsace 2012. ....	487
Figure 46 : communes soumises au risque d'inondation en Alsace selon la DREAL, carte à l'échelle 1/1 500 000. ....	487
Figure 47 : fréquence des coulées boueuses entre 1985 et 2006 selon l'Université de Strasbourg IMFS, ULP-CNRS 2007. ....	488
Figure 48 : les zones sismiques en Alsace et en France, source DREAL 2014. ....	488
Figure 49 : les principaux barrages et digues en Alsace, cartographie DREAL 2009. ....	489
Figure 50 : les sites SEVESO seuil haut et seuil bas en Alsace, source DREAL. ....	490
Figure 51 : répartition des flux de produits en tonne par semaine en Alsace par les différents modes de transport, source DREAL 2009. ....	491
Figure 52 : les zones d'exclusion de Fukushima de 20 km et 80 km selon les gouvernements japonais et américains autour des centrales nucléaires de Fessenheim en France ; de Leibstadt, Beznau I&II, Gosgen et Muhleberg en Suisse. ....	492
Figure 53 : le premier indicateur, qui sert à borner les deux approches de prospective par l'appropriation, l'anticipation, et l'action. ....	493
Figure 54 : le deuxième indicateur, selon l'approche typologique de Bootz et Monti. ....	493
Figure 55 : photos de la séance de « speed dating » lors de l'élaboration des variables. Sur la photo de gauche, une partie des variables sont affichées sur le mur de droite. Sur la photo de droite, on peut observer une autre partie des participants ainsi que les consignes vidéo-projetées au bout de la rangée. 3 juin 2017, Maison de la Citoyenneté, Kingersheim. ....	496
Figure 56 : phase d'analyse structurelle avec les groupes sur la gouvernance et l'environnement du Sud Alsace respectivement à gauche et à droite. 3 juin 2017, Kingersheim. ....	497
Figure 57 : matrice d'influence et de dépendance des variables clés. ....	498
Figure 58 : séance d'introspection sur la photo de gauche et formulation des hypothèses à partir de questions clés établies le matin sur la photo de droite. 3 juin 2017, Maison de la Citoyenneté, Kingersheim. ....	501
Figure 59 : hypothèses des questions clés d'un thème sur la photo de gauche et un groupe thématique qui les élabore sur la photo de droite. 3 juin 2017, Maison de la Citoyenneté, Kingersheim. ....	501
Figure 60 : méthode de pondération pour la souhaitabilité et la probabilité des scénarios. ....	512
Figure 61 : les articulations des scénarios quasi-impossibles car illogiques. ....	515
Figure 62 : les résultats de la prospective d'anticipation ont montré que la prospective exploratoire s'imbriquait dans celle-ci. ....	516
Figure 67 : photo prise pendant l'étude de cas où les participants ont pu comprendre la méthode et les objectifs de résilience en Sud Alsace. 17 juin 2017, Riedisheim. ....	523
Figure 68 : photo prise pendant le temps consacré à l'élaboration des leviers par sous-groupes. 17 juin 2017, Riedisheim. ....	523
Figure 69 : élaboration des leviers en sous-groupes. 17 juin 2017, Riedisheim. ....	524
Figure 70 : la foire aux idées avec les post-it pour répondre individuellement aux leviers stratégiques élaborés collectivement le matin. On peut voir les différents leviers affichés au mur. Ici, la cellule de gauche était consacrée au domaine d'action prévention et gestion des crises. 17 juin 2017, Riedisheim. ....	524
Figure 71 : les 1200 idées récoltées en 1h30 ont rempli une cagette entière. 17 juin 2017, Riedisheim. ....	525
Figure 72 : élaboration des parties prenantes du Sud Alsace avec une partie des personnes présentes lors de l'atelier prévu à cet effet à Motoco, Mulhouse, le 12 juillet 2017. ....	525

Figure 73 : les stratégies de la moins à la plus conforme par rapport aux cinq objectifs de résilience. ....	534
Figure 74 : les scénarios du moins au plus conforme aux objectifs de résilience. ....	536
Figure 75 : les scénarios du moins ou plus favorable à l'atteinte des objectifs de résilience. ....	537
Tableau 1 : synthèse du diagnostic structure économique. ....	249
Tableau 2 : synthèse du diagnostic système de peuplement. ....	251
Tableau 3 : synthèse de diagnostic de la gouvernance. ....	252
Tableau 4 : synthèse du diagnostic équité sociale et formation. ....	253
Tableau 5 : synthèse du diagnostic transports. ....	254
Tableau 6 : synthèse du diagnostic patrimoine et ressources. ....	254
Tableau 7 : les pratiques considérées comme résiliente par Rob Hopkins. ....	329
Tableau 8 : les quatres domaines d'action structurant les stratégies de résilience : Sud Alsace. ....	358
Tableau 11 : les six modes d'action après l'analyse morphologique. ....	362
Tableau 12 : les acteurs identifiés en Sud Alsace. ....	387
Tableau 13 : la mise en oeuvre de la stratégie est-elle favorable ou préjudiciable à l'avènement des scénarios ? (Pén : pénalise, Av : avantage, N : neutre ; TF : très fortement, F : fortement, f : faiblement, tf : très faiblement). ....	414
Tableau 14 : technique des blocs appliquée au scénario thématique sur l'environnement du Sud Alsace. 1- Quel sera l'état climatique du Sud Alsace ? 2- Quels seront les risques naturels auxquels le Sud Alsace sera le plus exposé ? 3- Quelles répercussions sur notre activité économique ? 4- Quel sera l'état de la ressource en eau ? 5- Quelle sera la qualité du vin d'Alsace ? .....	504
Tableau 15 : les scénarios thématiques « L'environnement du Sud Alsace » après l'analyse morphologique. ....	505
Tableau 16 : les scénarios thématiques de « L'espace sud alsacien » après l'analyse morphologique. ....	506
Tableau 17 : les scénarios thématiques de « La gouvernance du Sud Alsace » après l'analyse morphologique. ....	507
Tableau 18 : les scénarios thématiques « Les structures économiques du Sud Alsace » après l'analyse morphologique. ....	508
Tableau 19 : les scénarios thématiques de « L'identité et la cohésion sociale du Sud Alsace » après l'analyse morphologique. ....	509
Tableau 20 : les scénarios thématiques de « La culture et l'éducation en Sud Alsace » après l'analyse morphologique. ....	510
Tableau 21 : analyse morphologique des six sous-systèmes pour déterminer les scénarios globaux. 1- L'environnement sud alsacien 2- L'espace sud alsacien 3- La gouvernance du Sud Alsace 4- Les structures économiques du Sud Alsace 5- L'identité et la cohésion sociale. ....	511
Tableau 22 : les points et les pourcentages pour la souhaitabilité et la probabilité des scénarios. ....	512
Tableau 23 : les neuf degrés d'enchaînements possibles pour l'articulation des scénarios (valorisation très forte, forte, faible ; neutre, alternative très forte, forte, pénalisante, exclue). ....	513
Tableau 24 : résultats de la matrice d'influence mutuelle des scénarios en matière d'avènement. ..	514
Tableau 25: les six domaines d'action thématiques de la « Gouvernance et Cohésion sociale » après l'analyse morphologique. ....	518
Tableau 26 : les six domaines d'action thématiques de « L'Attractivité économique » après l'analyse morphologique. ....	519
Tableau 27 : les six domaines d'action thématiques de « L'Aménagement du territoire » après l'analyse morphologique. ....	520
Tableau 28 : les six domaines d'action thématiques de la « Prévention et gestion des crises » après l'analyse morphologique. ....	520
Tableau 29 : les résultats de l'indépendance des modes d'action. ....	521
Tableau 30 : matrice d'interaction des modes d'action. ....	522
Tableau 31 : la matrice sur les relations qu'entretiennent chacun des acteurs avec les autres, partie 1. Juillet 2017, Mulhouse. ....	526
Tableau 32 : la matrice sur les relations qu'entretiennent chacun des acteurs avec les autres, partie 2. Juillet 2017, Mulhouse. ....	527
Tableau 33 : les acteurs ont-ils un avantage à ce que l'objectif soit atteint ? .....	528



Tableau 34 : comment les acteurs se saisissent-ils des objectifs de résilience ? .....	528
Tableau 35 : matrice quantitative des relations entre les acteurs, partie 1.....	529
Tableau 36 : matrice quantitative des relations entre les acteurs, partie 2.....	530
Tableau 37 : les modes d'action avantagent-ils ou pénalisent-ils les acteurs ? .....	531
Tableau 38 : matrice des soutiens des acteurs aux stratégies. Un soutien est marqué par une synergie et une résistance par un antagonisme. ....	532
Tableau 39 : l'occurrence des scénarios avantage-t-elle ou pénalise-t-elle les acteurs ?.....	533
Tableau 40 : l'action des acteurs sera-t-elle favorable ou préjudiciable à l'avènement des scénarios ? .....	533
Tableau 41 : les stratégies sont-elles pertinentes ou non-pertinentes pour atteindre chacun des 5 objectifs ?.....	534
Tableau 42 : conformité des stratégies avec les objectifs.....	535
Tableau 43 : les stratégies sont-elles adéquates ou inadéquates avec les scénarios ? .....	535
Tableau 44 : les scénarios sont-ils conformes ou non conformes aux objectifs de résilience.....	536
Tableau 45: les scénarios avantagent-ils ou pénalisent-ils l'atteinte des objectifs de résilience ? ....	537

## Annexes

### Annexe 4.1.1 : quelques références dans la littérature sur les questions transdisciplinaires liées à l'Anthropocène

Alain Grandjean : *Agir sans attendre - Notre plan pour le Climat*

Perrine & Charles Hervé-Gruyer : *Vivre avec la terre - Méthode de la ferme du Bec Hellouin*

Philippe Bihoux : *Le Bonheur était pour demain*

Denis Dupré : *La fabrique collective de la monnaie...*

Sébastien Bohler : *Le Bug humain*

Luc Semal : *Faire face à l'effondrement - Politique de la catastrophe*

Jean-Marc Gancille : *Ne plus se mentir*

Collectif : *La pollution électromagnétique - Santé – Législation – Protection dans l'habitat*

Joanna Macy et Chris Johnstone : *L'Espérance en mouvement - Comment faire face au triste état de notre monde sans devenir fous*

Bernard Stiegler : *Qu'appelle-t-on Panser ? Au-delà de l'Entropocène*

Aude Massiot : *Une autre fin du monde est possible' ou l'éloge de l'action rationnelle face au déclin écologique*

Anne Hessel - Jean Jouzel - Pierre Larroustourou : *Finance - Climat - Réveillez-vous !*

Géraldine Remy - Jean-Cédric Jacmart (préface) : *Les secrets de la Licorne*

Pablo Servigne - Raphaël Stevens - Gauthier Chapelle : *Une autre fin du monde est possible*

Cyril Dion : *Sauver la planète, ensemble*

Vandana Shiva - Derrick Jensen - Stephanie McMillan - Lierre Keith – Aric

McBay : *Ecologie en résistance - Stratégies pour une terre en péril*

Gilbert Rist : *La Tragédie de la croissance*

Cyril Dion : *Petit manuel de résistance contemporaine*

Paul Hawken : *Drawdown. Comment inverser le cours du réchauffement planétaire*

Laurent Castaignède : *Airvore ou la face obscure des transports*

Julien Wosnitza : *Pourquoi tout va s'effondrer*

Mike Davis : *Génocides tropicaux*  
Hubert Reeves : *La Terre vue du coeur*  
Dominique Bourg : *Une nouvelle Terre*  
F. Jarrige et T. Le Roux : *La contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*  
Bertrand Cassoret : *Transition énergétique - Ces vérités qui dérangent !*  
sous la direction de Rémi Beau & Catherine Larrère : *Penser l'Anthropocène*  
[next] : *Documentation, Ressources,*  
Christian Laurut : *Catalogue*  
George Marshall : *Le Syndrome de l'Australie*  
Maxime de Rostolan + experts : *Regards croisés sur l'agroécologie*  
Nicolas Bouleau : *Le mensonge de la finance*  
Cécile Renouard - Swann Bommier : *L'entreprise comme commun*  
Guillaume Pitron : *La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique*  
Philippe Charlez : *Croissance, énergie, climat : dépasser la quadrature du cercle*  
Hervé Kempf : *Comment les riches détruisent la planète*  
Isabelle Delannoy : *L'économie symbiotique*  
The Shift Project - Zeynep Kahraman - André-Jean Guérin - Jean-Marc Jancovici : *Décarbonons ! - 9 propositions pour que l'Europe change d'ère*  
Laurent Testot : *Cataclysmes - une histoire environnementale de l'humanité*  
Andrea Wulf : *L'Invention de la nature - Les aventures d'Alexander von Humboldt*  
Jean-Michel Valantin : *Géopolitique d'une planète dérégulée - Le choc de l'Anthropocène*  
Gauthier Chapelle - Pablo Servigne : *L'Entraide - L'autre loi de la jungle*  
Pablo Servigne : *Nourrir l'Europe en temps de crise*  
Vincent Mignerot : *Transition 2017*  
Jean-Marie Chevalier - Patrice Geoffron : *Les nouvelles guerres de l'énergie*  
Bernard Chevassus-au-Louis : *Voir la vie autrement - Éloge de la biodiversité*  
Agnès Sinaï - Mathilde Szuba : *Gouverner la décroissance. Politiques de l'Anthropocène III*  
Baptiste Monsaingeon : *Homo detritus - Critique de la société du déchet*

Isabelle Cassiers - Kevin Maréchal - Dominique Méda : *Vers une société post-croissance*

Gérard Foucher : *Les Secrets de la Monnaie*,

Alain Grandjean & Mireille Martini : *Financer la transition énergétique*

Antonin Pottier : *Comment les économistes réchauffent la planète*

Dmitry Orlov : *Les cinq stades de l'effondrement*

Philippe Bihoux : *Basses technologies : reculer pour aller de l'avant*

Jean-Claude Hermans : *Réchauffement climatique : ces milliards d'hommes en trop*

Paul Jorion : *Le dernier qui s'en va éteint la lumière*

Jared Diamond : *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*

Gaspard D'Allens et Lucile Leclair : *Les néo-paysans*

Gérald Hess & Dominique Bourg : *Science, conscience et environnement. Penser le monde complexe*

Frédéric Neyrat : *La Part inconstructible de la Terre Critique du géo-constructivisme*

Philippe Thureau-Dangin : *Le temps du royaume humain est maintenant compté*

Pierre Thomé et Jean Huet : *Les (Biens) communs, quel avenir ?*

Renaud Duterme : *De Quoi L'effondrement Est-Il Le Nom*

Sepp et Margit Brunner : *La permaculture, de la théorie à la pratique*

Chloé Maréchal : *Histoire et enjeux des changements climatiques*

Hicham-Stéphane Afeissa : *La fin du monde et de l'humanité*

Joseph A. Tainter : *L'effondrement des sociétés complexes*

Clément Mabi : *Comment arrêter le progrès*

Gauthier Chapelle et Michèle Decoust : *Le vivant comme modèle*

Jean-Pascal van Ypersele : *Une vie au coeur des turbulences climatiques*

de Giacomo D'Alisa, Federico Demaria et Giorgos Kallis : *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*

Elinor Ostrom : *Gouvernance des biens communs*

Dominique Bourg - Alain Papaux : *Dictionnaire de la pensée écologique - PUF*

Agnès Sinaï, Hugo Carton, Pablo Servigne, Raphaël Stevens : *Petit traité de résilience locale*

Appel de la société civile : *Crime climatique stop !*

Sylvestre Huet : *Les dessous de la cacophonie climatique*  
Direction : Agnès Sinaï 2 : *Economie de l'après croissance. Politiques de l'Anthropocène, tome II*  
Direction : Agnès Sinaï : *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène.*  
Matthieu Auzanneau : *Or Noir. La grande histoire du pétrole*  
Pablo Servigne et Raphaël Stevens : *Comment Tout peut s'effondrer*  
Ugo Bardi : *Le Grand Pillage. Comment nous épuisons les ressources de la planète*  
Rob Hopkins : *Ils changent le Monde*  
Rob Hopkins : *Présentation Réseau Transition*  
Jean-Marc Jancovici : *Dormez tranquilles jusqu'en 2100*  
Yves-Marie Abraham - David Murray : *Creuser jusqu'où ?*  
Jean Gadrey : *Adieu à la croissance*  
Groupe Meadows : *Les limites à la croissance*  
Jean-Marc Jancovici : *Transition énergétique pour tous - Ce que les politiques n'osent pas vous dire*  
Jacques Niederer : *Effondrement puis métamorphose*  
Jean-Marc Jancovici : *Le Changement climatique expliqué à ma fille*  
Alain Gras : *Le choix du feu*  
Édouard Bard : *L'Homme face au climat*  
Jean-Marc Jancovici : *L'avenir climatique - Quel temps ferons-nous ?*  
Hubert Reeves : *Catalogue Seuil*  
Hubert Reeves - Frédéric Lenoir : *Mal de Terre*  
Paul Colinvaux : *Invitation à la science de l'écologie*  
Jean Albert Grégoire : *Vivre sans pétrole.*

### Annexe 4.2.1 : évolution de la température du Rhin

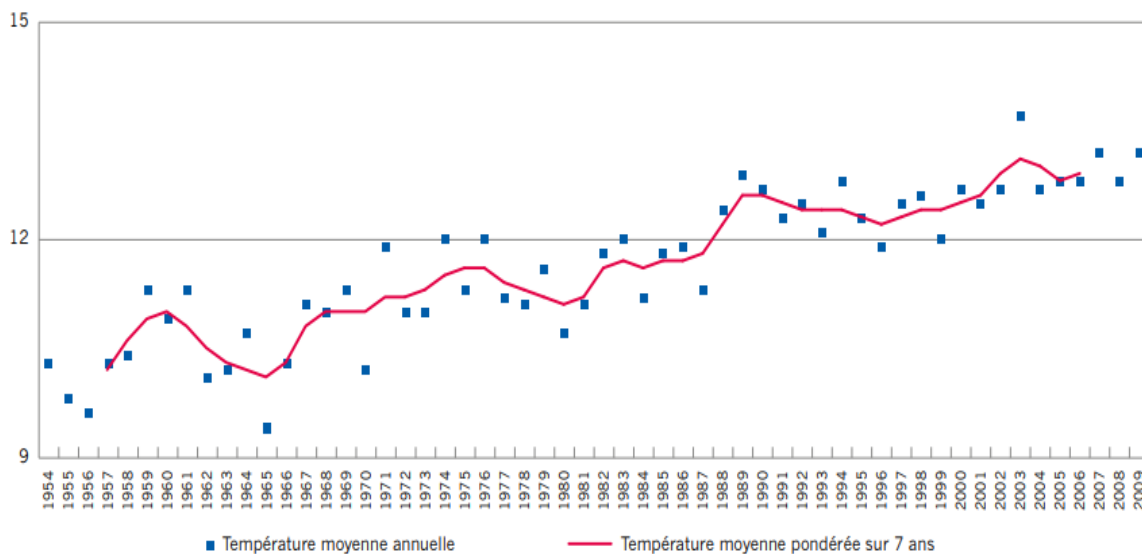


Figure 42 : température moyenne annuelle de l'eau du Rhin au niveau de Bâle sur la période 1954-2009 d'après l'Office Fédéral de l'Environnement.

### Annexe 4.2.2 : températures moyennes projetées à l'horizon 2080

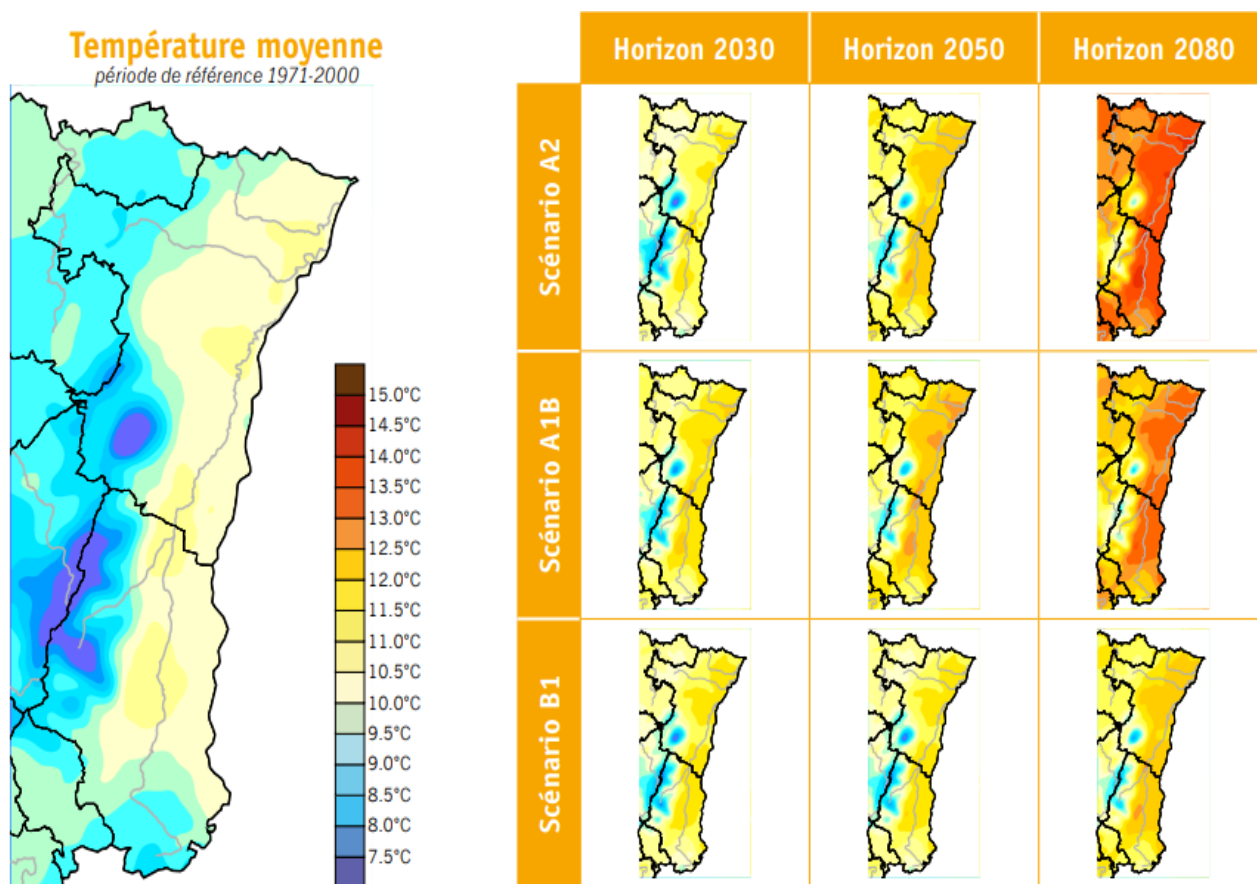


Figure 43 : température moyenne sur la période de référence 1971-2000 en Alsace et projections de cet indicateur climatique à différents horizons du XXIe siècle selon un scénario optimiste, médian et pessimiste d'après le schéma régional Climat Air Energie Alsace 2012.



**Annexe 4.2.3 : précipitations moyennes projetées à l'horizon 2080**

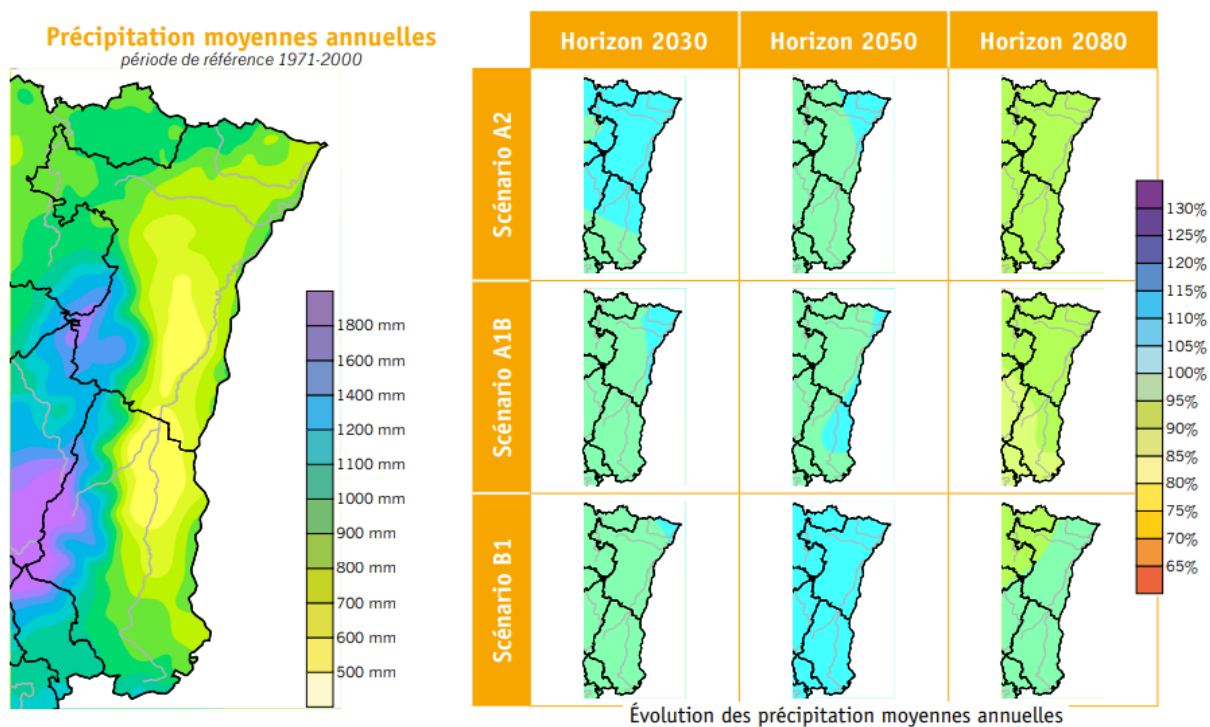


Figure 44 : précipitations moyennes annuelles sur la période de référence 1971-2000 en Alsace et projections de cet indicateur climatique à différents horizons du XXI<sup>e</sup> siècle selon un scénario optimiste, média et pessimiste d'après le schéma régional Climat Air Energie Alsace 2012.

**Annexe 4.2.4 : une carte des communes en zone inondable en Alsace**

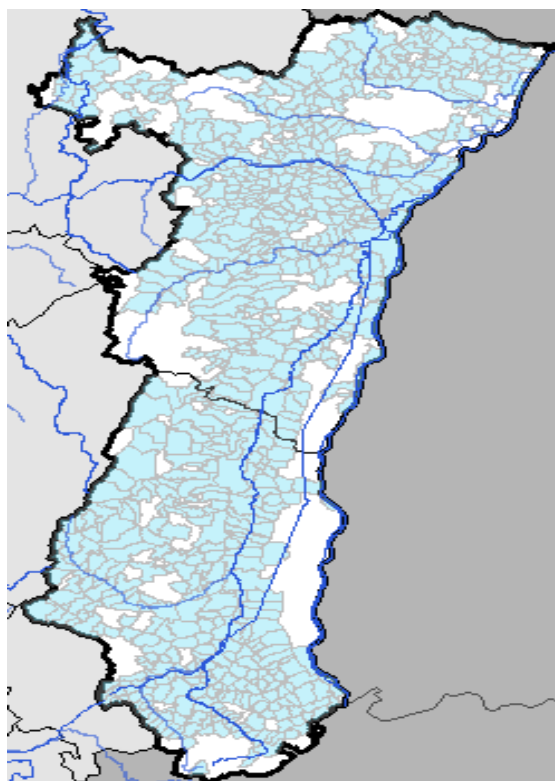


Figure 45 : communes soumises au risque d'inondation en Alsace selon la DREAL, carte à l'échelle 1/1 500 000.

Annexe 4.2.5 : une carte des fréquences des coulées de boue dans les communes d'Alsace

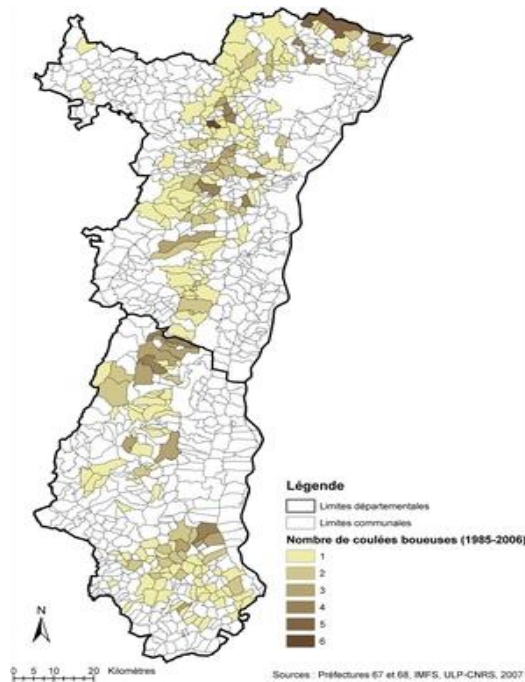


Figure 46 : fréquence des coulées boueuses entre 1985 et 2006 selon l'Université de Strasbourg IMFS, ULP-CNRS 2007.

Annexe 4.2.6 : cartes des zones sismiques en France et en Alsace

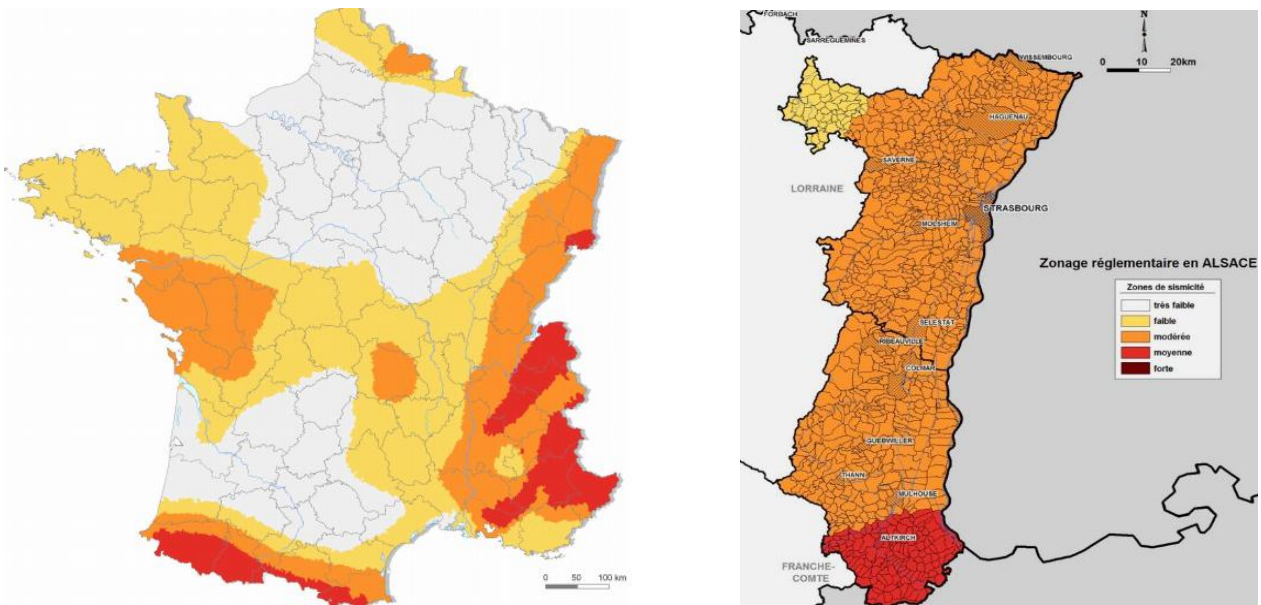


Figure 47 : les zones sismiques en Alsace et en France, source DREAL 2014.

Annexe 4.2.7 : une carte des barrages et digues en Alsace

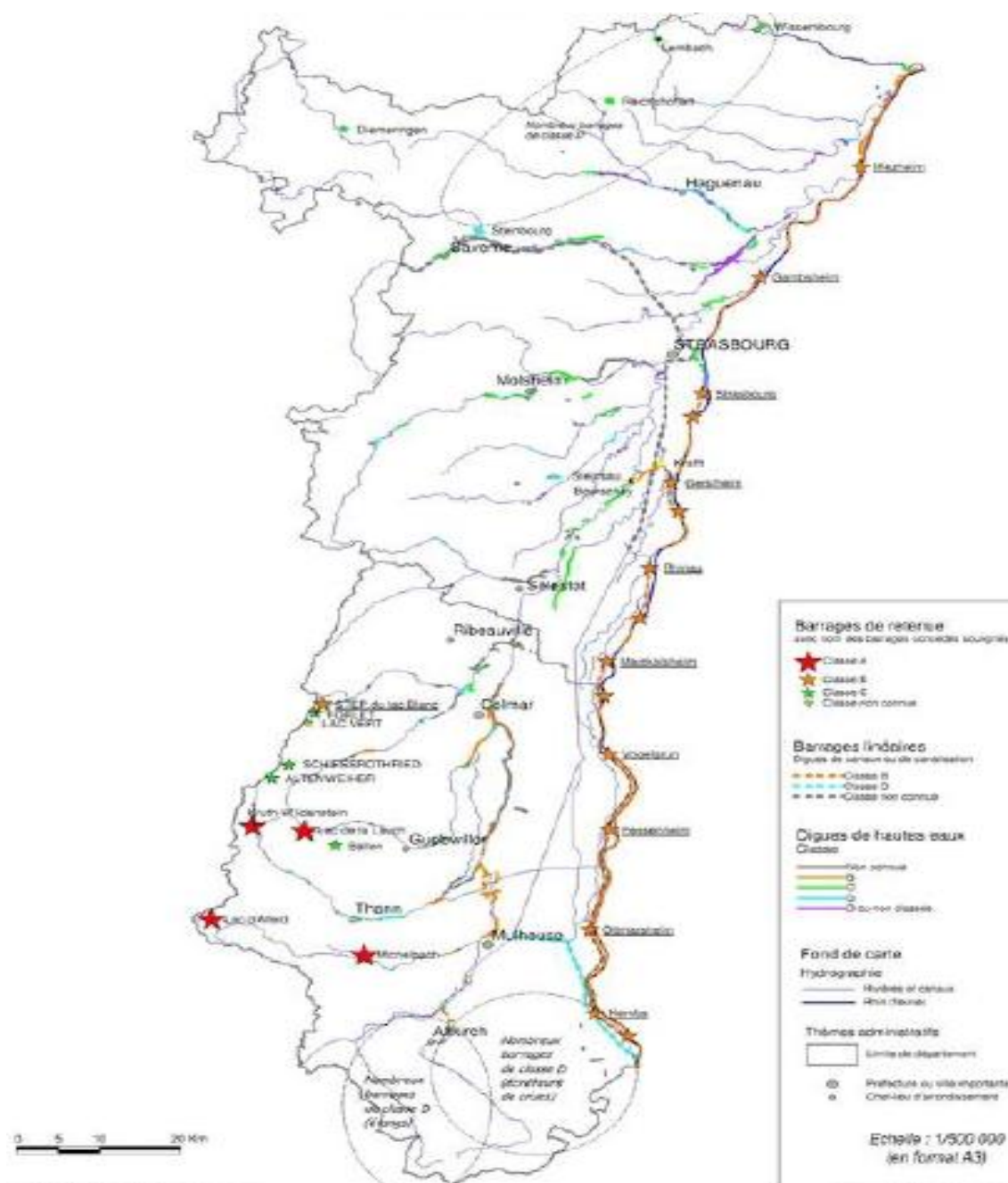


Figure 48 : les principaux barrages et digues en Alsace, cartographie DREAL 2009.

Annexe 4.2.8 : Cartes des sites SEVESO à seuil haut et à seuil bas en Alsace.

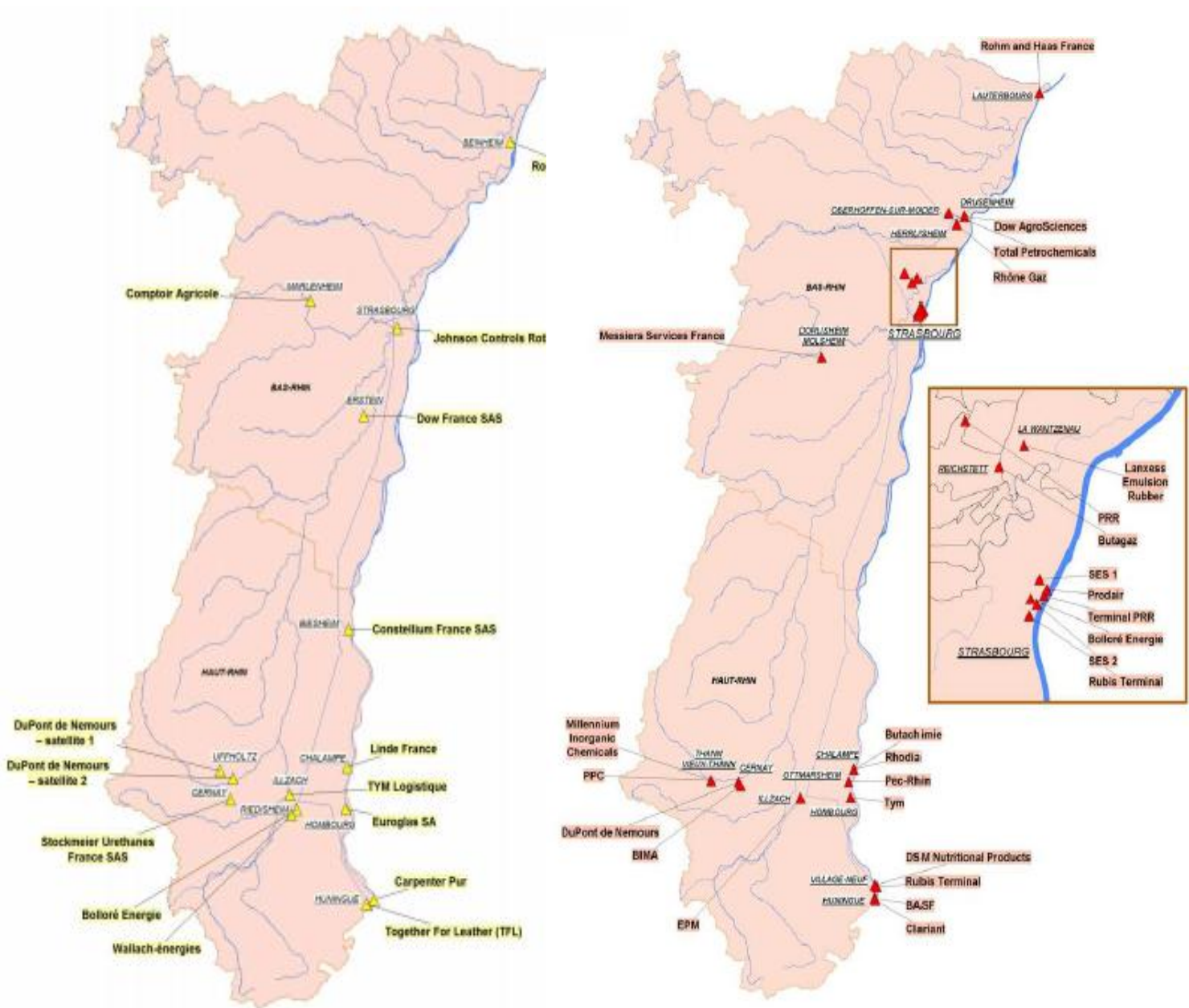


Figure 49 : les sites SEVESO seuil haut et seuil bas en Alsace, source DREAL.



Annexe 4.2.9 : une carte des flux de produits en Alsace



Figure 50 : répartition des flux de produits en tonne par semaine en Alsace par les différents modes de transport, source DREAL 2009.

Annexe 4.2.10 : une carte des zones d'exclusion autour des centrales nucléaires

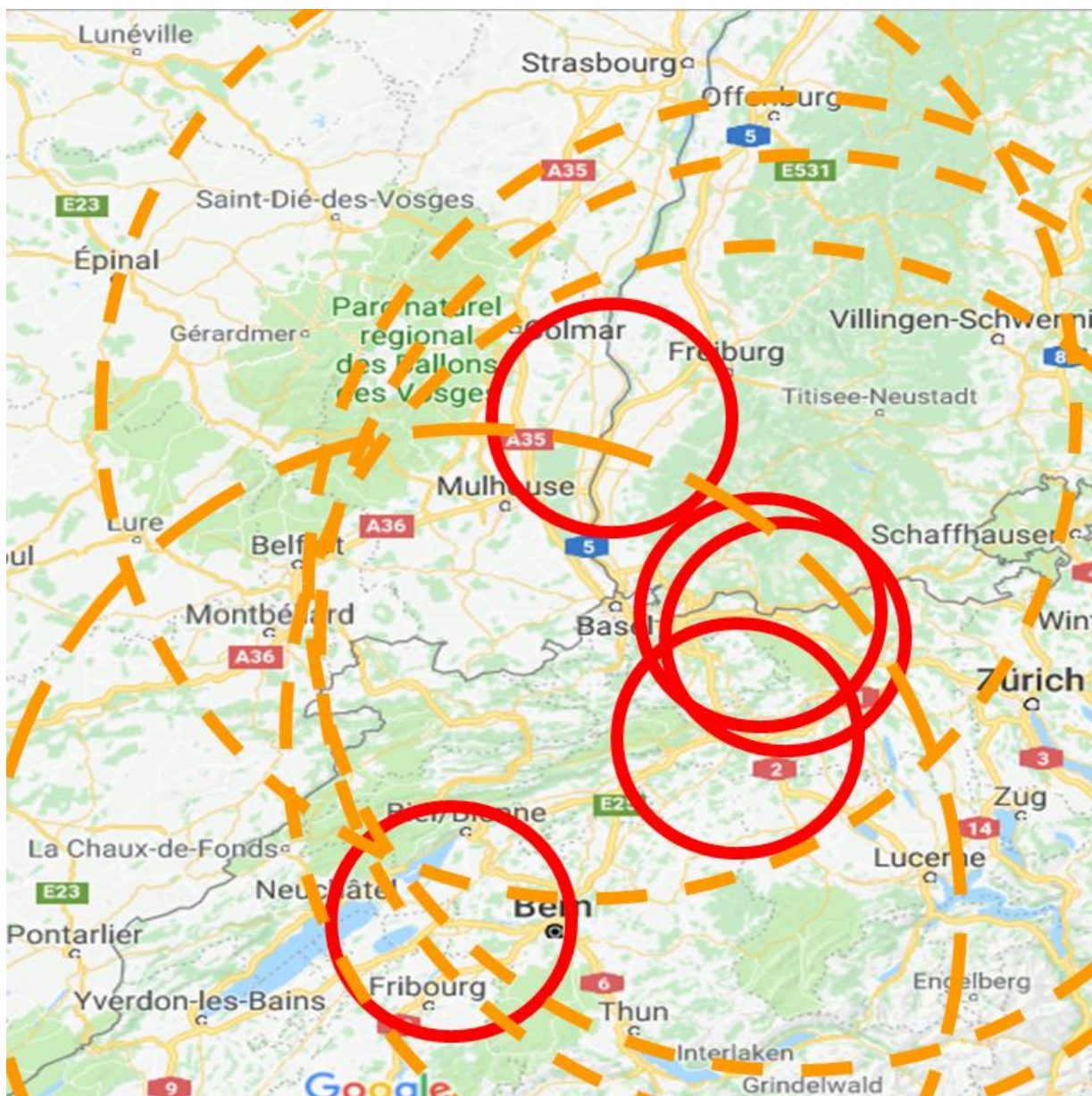


Figure 51 : les zones d'exclusion de Fukushima de 20 km et 80 km selon les gouvernements japonais et américains autour des centrales nucléaires de Fessenheim en France ; de Leibstadt, Beznau I&II, Goshen et Muhleberg en Suisse.



Annexe 5.1 : les deux indicateurs pour borner les travaux de prospective

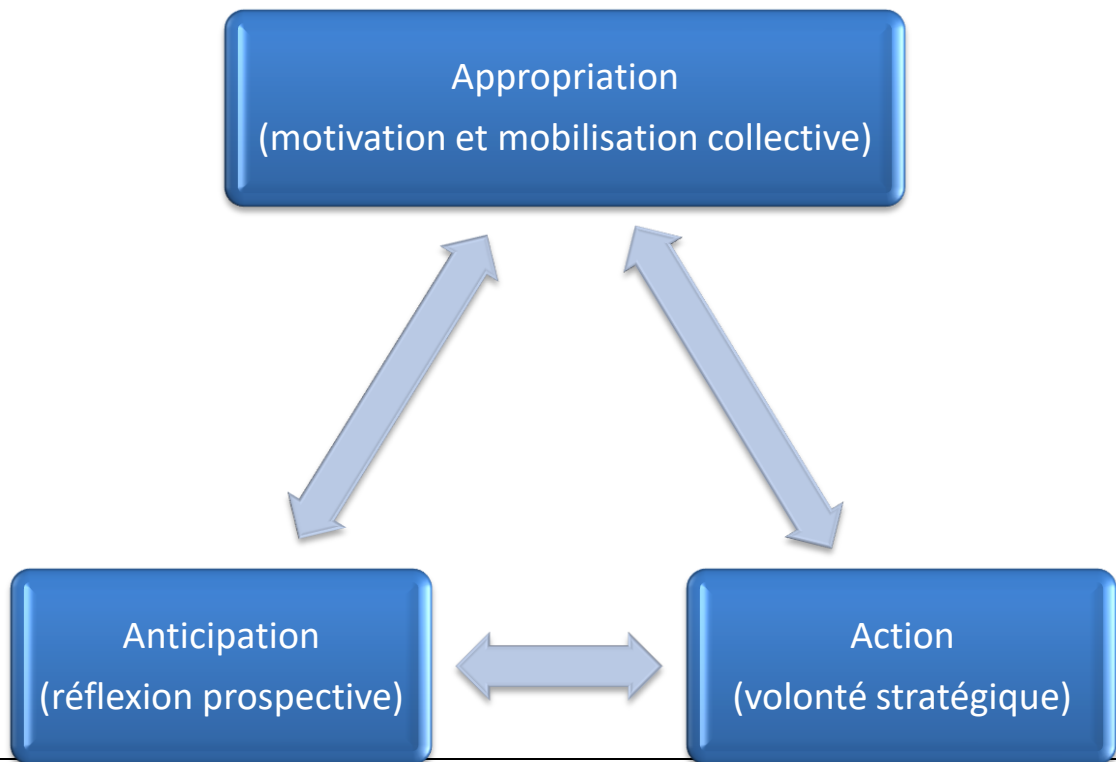


Figure 52 : le premier indicateur, qui sert à borner les deux approches de prospective par l'appropriation, l'anticipation, et l'action.

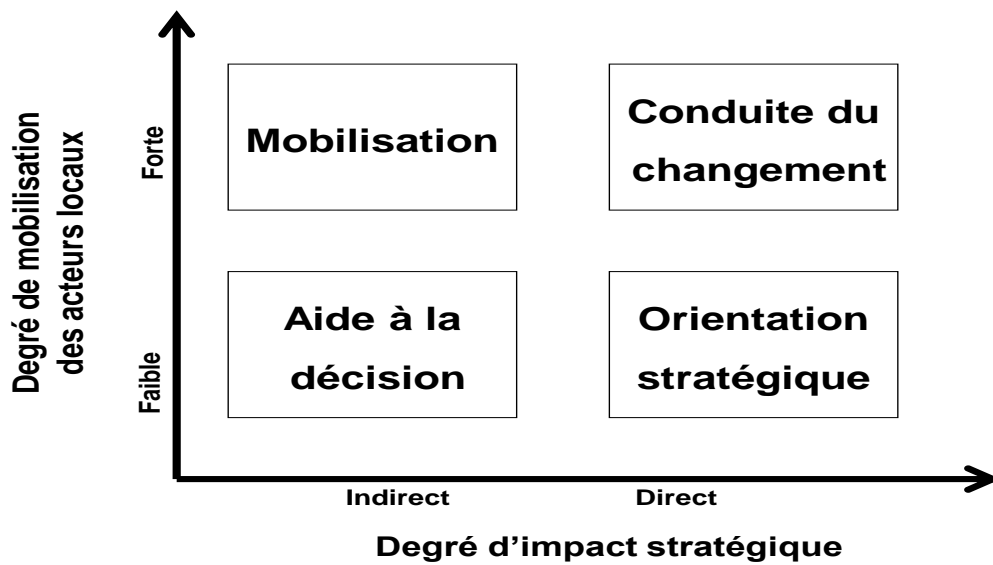


Figure 53 : le deuxième indicateur, selon l'approche typologique de Bootz et Monti.

### Annexe 5.3.1 : collecte et sélection collective des variables clés du Sud Alsace

Pour collecter le plus efficacement possible les variables structurantes du Sud Alsace lors du séminaire du 3 juin 2017, plusieurs techniques d'intelligence collective ont été utilisées pour les recueillir. Le séminaire a commencé par un « speed dating » pendant lequel les participants, aux profils socioéconomiques variés, élaboraient deux par deux, après avoir fait rapidement connaissance, une ou deux variables en lien avec le territoire du Sud Alsace. Nous leur avons expliqué au préalable ce qu'était une variable et les consignes demeuraient affichées en permanence sur un écran géant. Les participants d'une rangée se déplaçaient toutes les quatre minutes, tandis que ceux de la rangée d'en face restaient assis pour noter les variables sur des feuilles A4, que nous accrochions au mur au fur et à mesure de l'avancée du « speed dating ».

Comme nous n'avions que cinq animateurs formés pour l'animation des différentes tables rondes, nous avons pris soin de prédéfinir 5 thèmes généraux à l'avance pour les répartir avec eux pour la suite du travail de la journée. De ce fait, nous avons accroché et classé immédiatement les feuilles A4 des participants sur le mur sous l'un des cinq thèmes prédéfinis pour nous aider dans l'organisation du séminaire. Ces thèmes ont donc été pensés en amont pour faciliter la distribution des variables réalisées pendant le « speed dating » : c'est-à-dire l'économie, l'environnement, la gouvernance, l'espace et la culture, l'identité et la cohésion sociale. Cette première étape fut la plus risquée à mettre en place, car il n'y avait aucune garantie sur sa réussite, alors même qu'elle était cruciale et stratégique. Certains duos réunis pendant les séances de « speed dating » pour déterminer les variables du Sud Alsace nous semblaient inédits, tant on les rencontre peu au quotidien. Pour ne citer que quelques exemples : un docteur en géopolitique nucléaire civil post-doctorant à l'ENS Lyon avec le secrétaire général de La Filature – scène nationale, le directeur de l'Ecole d'ingénieurs ENSISA avec une institutrice en retraite du quartier Drouot et maintenant journaliste dans la vallée de Thann, un ingénieur hydraulique de Strasbourg avec un banquier d'affaires, un docteur en informatique sur les algorithmes distribués de Belfort avec un chef d'entreprise en organisation d'évènements, l'ancien directeur de l'IUT de Mulhouse avec un masseur-

magnétiseur, un sociologue de Freiburg avec l'ancien directeur de l'urbanisme de la ville de Mulhouse, l'ancien maire de Lutterbach et altermondialiste avec un retraité dans le commerce international, une personne au RSA avec l'ancien directeur du Technopole de Mulhouse, une étudiante en responsabilité sociale de l'entreprise avec la responsable de MOTOCO de Mulhouse, ou encore le responsable socioéconomie de l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne avec un instituteur du quartier Bel-Air.

Les duos formés par des profils aussi divers que variés ont permis de mettre en avant les connaissances du territoire de chaque participant en respectant la sensibilité de chacun et leur ouverture d'esprit. Le tout grâce à cet outil d'intelligence collective, « le speed dating », afin de déterminer l'ensemble des variables du Sud Alsace. En seulement vingt minutes, 150 variables définissant le Sud Alsace ont été recueillies. L'objectif de gagner du temps et de récupérer des données rapidement fut un réel succès, au prix d'un grand travail de préparation en amont. Généralement, ce processus est réalisé en trois jours dans le monde professionnel, car les techniques, les forces en présence, les enjeux de pouvoir et les savoir-faire sont différents. La liste non définitive des variables internes et externes obtenues pousse cependant à la vigilance, car en supposant que tout a été pris en compte pour le Sud Alsace, les variables d'un système étudié ne doivent pas excéder les 70 ou 80 pour rester crédibles.

Pour clôturer la matinée du séminaire, un deuxième temps collectif a permis d'affiner les variables pour établir une liste presque définitive, avant que les participants ne se sustentent gracieusement au restaurant « les Sheds » de Kingersheim. Suite à ce « speed dating », ils ont donc été répartis pour travailler sur un des thèmes avec l'aide d'un animateur, resté sur la même thématique tout au long de la journée. La répartition des participants s'est faite par tirage au sort, afin d'éviter le phénomène des « experts » et/ou la constitution de groupes par affinité thématique ou amicale. Le but étant de mélanger les profils de manière hétérogène entre les thèmes pour aborder la phase suivante, pendant laquelle les consignes ont été une nouvelle fois clairement expliquées et affichées sur écran géant pour mieux les accompagner. Ainsi, une fois réunis par thème, les participants ont commencé cette nouvelle phase. Les animateurs formés les accompagnaient, répondaient à leurs questions

techniques, posaient des questions pour stimuler la réflexion et s'assuraient de la qualité du travail. Ils étaient aussi responsables de la description détaillée de chaque variable composant l'analyse structurelle. En même temps, un autre animateur s'assurait de la partie logistique (carafes d'eau, café, viennoiseries, réponses aux questions pratiques, réception), tandis qu'un dernier passait d'un groupe à l'autre pour avoir une vue d'ensemble du travail nécessaire à la bonne répartition des variables entre les thèmes. Ainsi, il supprimait parfois des doublons ou permutait des variables entre deux thèmes. Il fallait aussi surveiller le temps, qui s'écoule généralement vite du point de vue des protagonistes. Grâce à cette organisation, les participants ont pu supprimer efficacement les éventuels doublons, fusionner ou regrouper les variables similaires. Ils ont aussi éliminé les variables pour lesquelles il n'y a qu'un seul avenir quasiment certain à un horizon 20 ans : ce sont les tendances lourdes et pour lesquelles il n'existe pas d'incertitude. Ensuite, ils ont identifié les variables qui sont susceptibles de causer des ruptures futures. Une étude avec une quarantaine de variables demande en moyenne entre 80 à 120 jours de travail pour les traiter.



Figure 54 : photos de la séance de « speed dating » lors de l'élaboration des variables. Sur la photo de gauche, une partie des variables sont affichées sur le mur de droite. Sur la photo de droite, on peut observer une autre partie des participants ainsi que les consignes vidéo-projetées au bout de la rangée. 3 juin 2017, Maison de la Citoyenneté, Kingersheim.

Ici, les 150 variables élaborées lors du « speed dating » auraient dû nous demander entre 300 et 450 jours de traitement. Grâce à cette technique innovante, ce travail a été fait en deux heures, et la réussite vient de l'engagement et de la responsabilité des participants à accomplir cette tâche de manière soudée, puisqu'ils ont communément partagé une sensibilité aiguë pour les questions d'avenir de leur territoire. À la fin de cette phase, une bonne centaine de variables ont été retenues.

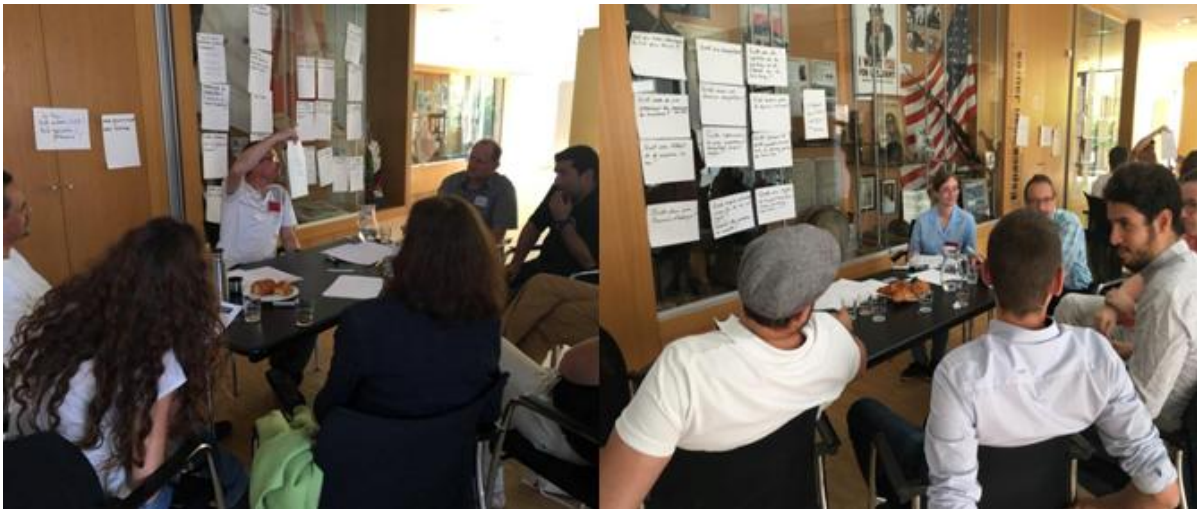


Figure 55 : phase d'analyse structurelle avec les groupes sur la gouvernance et l'environnement du Sud Alsace respectivement à gauche et à droite. 3 juin 2017, Maison de la Citoyenneté, Kingersheim.

### Annexe 5.3.2 : matrice d'influence et de dépendance des variables clés

Pour terminer l'analyse structurelle, il faut mettre en relation les variables et déterminer lesquelles sont essentielles par rapport à l'évolution du Sud Alsace. L'objectif est de confirmer l'importance de certaines variables, de révéler celles qui jouent un rôle dominant dans le Sud Alsace et celles qui ne sont pas intuitivement considérées comme importantes. Ce travail d'affinage évite de favoriser ou d'exagérer l'état actuel du système et retient les variables affectant le plus le territoire. Chaque variable est sélectionnée en fonction de son niveau d'indépendance et d'influence sur le Sud Alsace

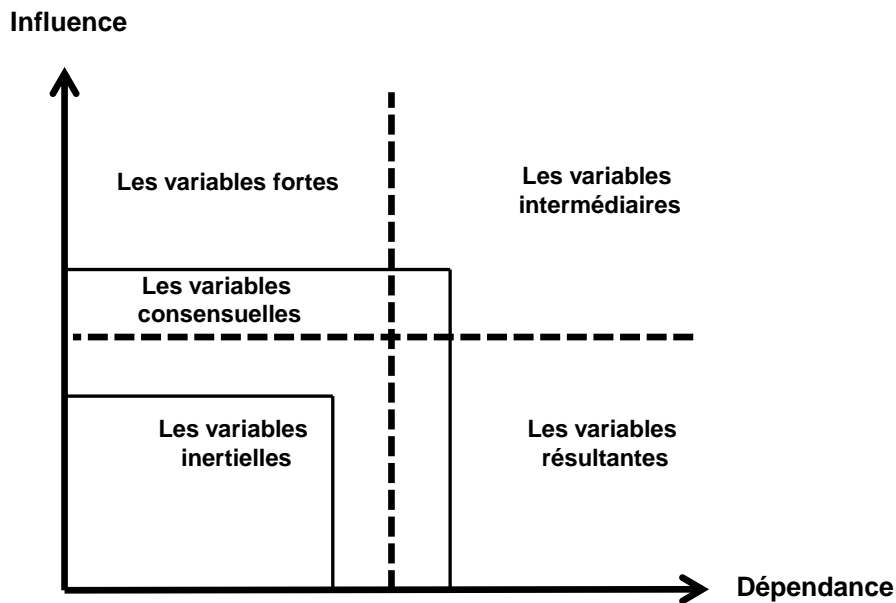


Figure 56 : matrice d'influence et de dépendance des variables clés.

Cette matrice permet de repérer cinq types de variables. Les variables fortes, qui sont très influentes et indépendantes, ont tendance à décrire le Sud Alsace et à conditionner sa dynamique. Elles sont considérées comme prioritaires. Ensuite, les variables intermédiaires sont très influentes, mais très dépendantes et par nature instables, car elles peuvent provoquer des effets de cascade sur le reste du système et l'affecter profondément. Les variables résultantes ne sont pas influentes, mais très dépendantes, et sont reliées avec les variables intermédiaires par leurs impacts. Les variables inertielles ne sont ni influentes ni dépendantes et n'ont aucun impact sur le Sud Alsace. Elles représentent des tendances qui changent peu au fil du temps et nous les avons exclues de notre analyse. Et pour finir, les variables consensuelles ne permettent pas de tirer de conclusions définitives quant à leur impact sur le système.



### Annexe 5.3.3 : séance d'introspection pour l'étude des hypothèses

Après avoir réuni l'ensemble des participants dans la salle de conférence de la Maison de la Citoyenneté, ils ont été invités à suivre une séance collective d'introspection pour effectuer « un voyage à travers le temps ». En premier lieu, ils ont été invités à revenir vingt ans en arrière, à la fin des années 1990, où le contexte de l'époque leur a été brièvement rappelé. Se remémorer leur âge, leur lieu de vie, leur ancienne activité était une étape importante pour cette introspection silencieuse, permettant de se plonger dans leurs souvenirs. Une fois figés à cette époque, les participants ont pu se rappeler l'avenir qu'ils s'imaginaient à l'époque. Ensuite, ils sont revenus psychologiquement en 2017 en se demandant si l'évolution de la société avait coïncidé ou non avec leurs anticipations de 1997. Ce travail de « rétro prospective » était le point de bascule pour comprendre la symétrie de ce qu'ils allaient élaborer l'après-midi. Ensuite, ils ont été préparés psychologiquement à penser les futurs en continuant le voyage dans le temps jusqu'à l'horizon 2040, soit un écart de 40 ans pour cette séance de méditation. Les questions sur l'avenir du Sud Alsace n'ont pas été abordées, pour ne pas orienter la suite du travail sur l'élaboration des hypothèses. Pour les aider à se projeter dans l'avenir, des questions personnelles ont été posées : quel âge aurez-vous ? Quel âge auront vos enfants/petits-enfants ? Quels seront leurs métiers ? Où vivrez-vous ? Toujours à l'horizon 2040, les participants ont été ensuite accompagnés mentalement pour observer des changements imaginés par eux dans le Sud Alsace, puis ils ont dû « filmer » mentalement ce qu'ils s'imaginaient autour d'eux en stockant ces informations, avant de revenir progressivement dans l'instant présent. Cet exercice de méditation collective des futurs fut une belle surprise pour l'ensemble des participants, selon les premières impressions reçues immédiatement après l'expérience. Même s'il est difficile d'estimer la portée de cette séance, il reste néanmoins intéressant d'observer son intérêt, puisqu'elle a été suivie par une très grande majorité des participants et que l'élaboration des hypothèses aurait forcément été différente si nous avions attaqué directement leurs conceptions, sans passer par cette séance d'introspection « rétro prospective » et prospective. À l'issue de cette séance, les participants ont tiré au sort un numéro en sortant de la salle

pour se répartir sur d'autres thèmes que le matin afin d'apporter une plus grande vision d'ensemble et de favoriser les rencontres, tout en atténuant le phénomène des experts et le regroupement par affinité. Les animateurs se concentraient quant à eux sur le même thème que celui suivi le matin, pour assurer le meilleur accompagnement dans le travail effectué et pour mieux répondre aux questions éventuelles du nouveau groupe constitué.

#### Annexe 5.3.4 : élaboration des hypothèses des questions clés par atelier

La séance d'introspection « rétro-prospective » et prospective a permis de préparer les participants à l'élaboration des hypothèses de travail. Il n'y a pas besoin d'être un expert pour formuler une hypothèse, au contraire, ne pas être spécialiste permet bien souvent d'être plus imaginatif. C'est aussi pour cette raison que nous avons réparti aléatoirement les participants entre les thèmes. Par ailleurs, les animateurs les ont aussi aidés pour formuler les hypothèses difficiles à trouver. Ils ont aussi pu bénéficier de la méthode des post-it lorsque des participants avaient des avis divergents ou opposés, en notant respectivement chacun leurs propres idées comme hypothèse. C'est justement la force de la méthode : qu'on soit d'accord ou non sur une hypothèse, si elle reste possible et crédible à 20 ans, elle doit être notée. Et l'animateur est justement présent pour le souligner et pour aider à la formuler clairement. Lorsque le groupe éprouvait des difficultés pour compléter les hypothèses, l'animateur proposait des hypothèses volontairement provocatrices ou exagérées pour susciter des réactions, afin de nuancer l'idée sous-jacente pour en définir une nouvelle. L'objectif était de s'appuyer sur l'intelligence collective pour trouver les différentes hypothèses et les bonnes formulations. Les hypothèses étaient écrites sur des post-it et collées sur les feuilles A4 correspondant aux questions clés.



Figure 57 : séance d'introspection sur la photo de gauche et formulation des hypothèses à partir de questions clés établies le matin sur la photo de droite. 3 juin 2017, Maison de la Citoyenneté, Kingersheim.

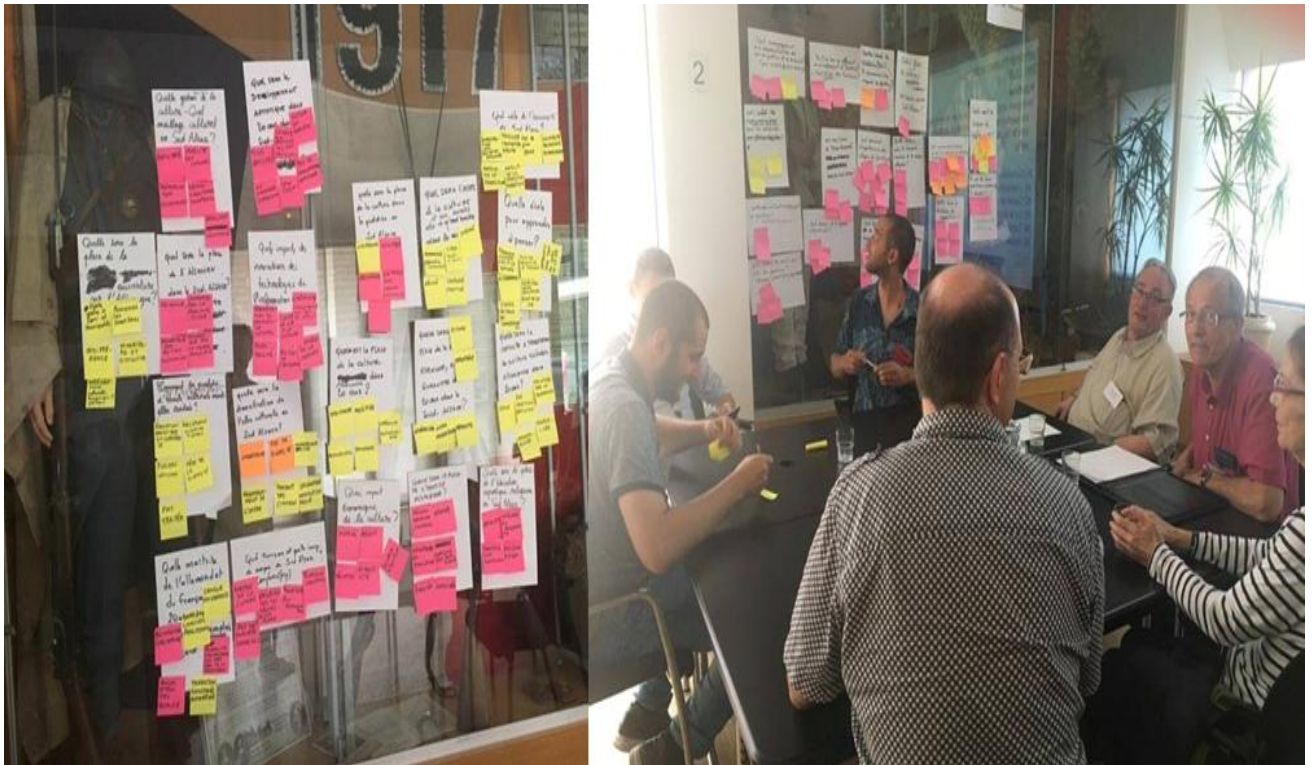


Figure 58 : hypothèses des questions clés d'un thème sur la photo de gauche et un groupe thématique qui les élabore sur la photo de droite. 3 juin 2017, Maison de la Citoyenneté, Kingersheim.

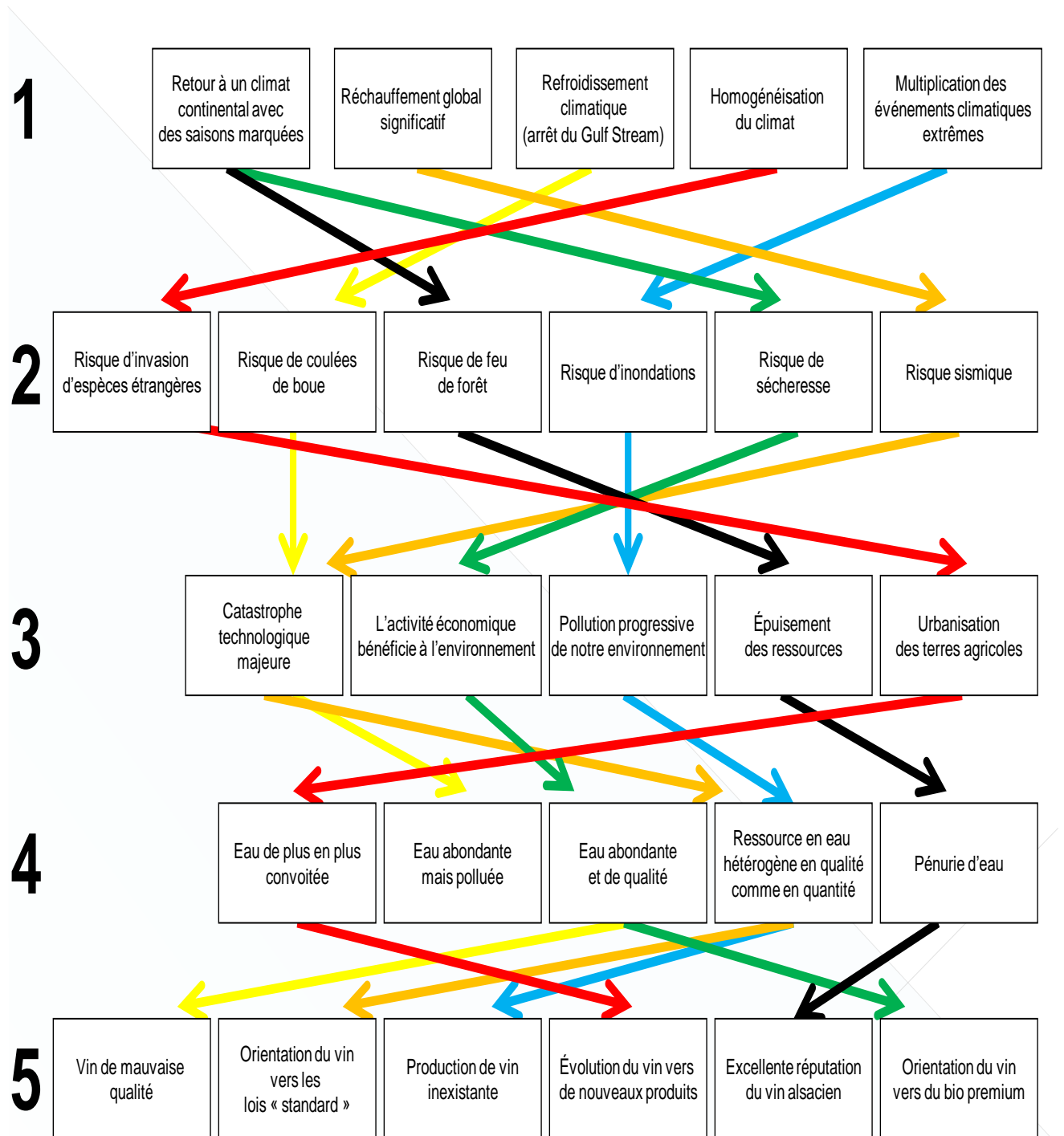
### Annexe 5.3.5 : retour d'expérience humain, technique et méthodologique du séminaire

Le public a favorablement répondu présent pour ce séminaire, à l'exception des chercheurs du CRESAT de l'UHA. Cette expérience a pu montrer aussi le besoin des acteurs locaux de réfléchir collectivement à leur futur possible. Et même si les participants et les animateurs ne possèdent pas tous une grande conscience en matière de prospective, car ces concepts ne sont que très rarement abordés en entreprise ou dans le domaine public, il faut quand même souligner leur grande motivation. Les outils développés pour le séminaire ont aussi été pensés pour anticiper les crises éventuelles : crispation humaine, psychologique, organisationnelle et méthodologique. Des risques ont été pris car rien ne garantissait le bon fonctionnement des méthodes de prospective puisqu'elles n'ont jamais été utilisées à Mulhouse dans les démarches de prospective depuis son aventure dans les années 1960. Il était impossible de savoir à l'avance si les participants se prêteraient volontiers aux méthodes d'animation et aux innovations, si les horaires de la journée pourraient être respectés, s'il n'y aurait pas de problèmes majeurs au sein des différents sous-groupes et si le travail effectué serait de qualité. L'organisation millimétrée du séminaire en amont a permis d'atténuer ces risques et ces craintes, sans jamais les dissiper totalement.

Finalement, ce séminaire fut une belle réussite en ce qui concerne les résultats, les méthodes, l'animation, la motivation et l'implication. L'effervescence de cet évènement fut bien réelle. Et plusieurs systèmes ont contribué à l'accroître davantage. Comme le système du tirage au sort, qui a évité le phénomène des « experts » et des « clans », la cohérence et la continuité du travail grâce aux animateurs, ou encore l'hétérogénéité des différents groupes constitués par des participants venant de tous les milieux socioprofessionnels et d'espaces géographiques différents. Ensuite, le speed dating, élément déclencheur du séminaire, fut un pari audacieux, mais ô combien réussi, comme en témoigne le nombre incroyable de variables récupérées en aussi peu de temps ! La séance d'instropection des futurs fut un autre pari audacieux et réussi. Par chance, nous n'avons pas rencontré d'individu à la logorrhée incessante, qui aurait provoqué des

débats interminables ou perturbé tout simplement la journée. Il n'y a pas eu de monopolisation du temps de parole ou de personne refusant de participer aux différentes phases de la journée. Les différentes méthodes pour l'élaboration des variables et des hypothèses étaient spécialement conçues pour que chacun puisse s'exprimer librement, sans forcément se soucier de l'avis de son voisin, évitant ainsi des réactions qui auraient pu facilement s'envenimer dans un autre contexte. Pour clôturer définitivement ce séminaire de prospective, un message de remerciements a été envoyé ainsi qu'un questionnaire en ligne à remplir afin d'évaluer et de perfectionner nos outils en vue de les améliorer.

Annexe 5.3.6 : schéma d'exemple de la technique des blocs pour le thème « l'environnement »



**Tableau 12 : technique des blocs appliquée au scénario thématique sur l'environnement du Sud Alsace. 1- Quel sera l'état climatique du Sud Alsace ? 2- Quels seront les risques naturels auxquels le Sud Alsace sera le plus exposé ? 3- Quelles répercussions sur notre activité économique ? 4- Quel sera l'état de la ressource en eau ? 5- Quelle sera la qualité du vin d'Alsace ?**



## Annexe 5.3.7 : les six scénarios thématiques



 <b>L'environnement du Sud Alsace</b>						
<b>Quel sera l'état climatique du Sud Alsace ?</b>	Refroidissement climatique (par arrêt du courant du golfe [gulfstream])	Multiplication des événements climatiques extrêmes	<b>Réchauffement global significatif (sécheresses...)</b>	Retour à un climat continental avec des saisons marquées	<b>Réchauffement global significatif (sécheresses...)</b>	Homogénéisation du climat (plus vraiment de saisons)
<b>Quels seront les risques naturels auxquels le Sud Alsace sera le plus exposé ?</b>	Risque de coulées de boue	Risque d'inondations	Risque sismique	Risque de sécheresse	Risque de feu de forêt	Risque d'invasion d'espèces (animales et végétales) étrangères
<b>Quelles seront les répercussions de notre activité économique ?</b>	<b>Catastrophe technologique majeure (Seveso, nucléaire,...)</b>	Pollution progressive de l'environnement à cause de notre activité économique	<b>Catastrophe technologique majeure (Seveso, nucléaire,...)</b>	L'activité économique bénéfique globalement à l'environnement (pas d'externalités négatives voire externalités positives)	Épuisement des ressources à cause de notre activité économique	Urbanisation des terres agricoles
<b>Quel sera l'état de la ressource en eau ?</b>	Eau en abondance mais polluée	<b>Ressource en eau hétérogène en qualité comme en quantité</b>	<b>Ressource en eau hétérogène en qualité comme en quantité</b>	Eau abondante et de qualité	Pénurie d'eau (suite par exemple à l'assèchement de la nappe phréatique)	Eau de plus en plus convoitée
<b>Quelle sera la qualité du vin d'Alsace ?</b>	Vin de mauvaise qualité	Production de vin inexistante en Sud Alsace	Orientation du vin vers la qualité des lois "standards"	Orientation du vin vers du bio premium	Excellente réputation du vin Alsacien	Évolution du vin vers de nouveaux produits (nouveaux cépages)
<b>SCÉNARIOS THÉMATIQUES</b> 	<b>Un climat nord américain</b>	<b>Le climat instable</b>	<b>Un environnement pollué</b>	<b>Un environnement équilibré</b>	<b>Une terre desséchée</b>	<b>Un environnement fragilisé</b>

Tableau 13 : les scénarios thématiques « L'environnement du Sud Alsace » après l'analyse morphologique.



## L'espace sud alsacien


Quelle sera l'organisation administrative du Sud Alsace ?	Recentralisation jacobine	Une région transfrontalière du "Rhin Supérieur" (délégation de compétences nationales des 3 pays au territoire)	Suppression, disparition des communes (remplacées par une instance supérieure centralisatrice [canton, département...]) <b>ou laissées à une libre organisation par ses habitants</b>	Existence d'un pôle métropolitain sud alsacien	L'Alsace, État souverain	Retour à l'Alsace comme collectivité territoriale
Quel sera le devenir de la réforme territoriale ?	Pérennité de la région Grand Est	Clivage entre Mulhouse/les 3 frontières et Strasbourg/l'eurométropole	<b>Autonomie du Sud Alsace (révolution)</b>	<b>Autonomie du Sud Alsace (révolution)</b>	Sécession de l'Alsace vis-à-vis du reste de la France	Retour à la région Alsace
Comment s'organisera le territoire ?	Conflit larvé entre les 3 frontières, organisation du territoire selon une logique défensive	Constitution d'une Mégalopole transnationale, intégration <i>de facto</i> des 3 frontières	Territoire morcelé, repli des villes sur leur arrière pays et sur elles-mêmes	Coopération trinationale des politiques d'aménagement de l'environnement et des réseaux de communication	Co-gestion et co-développement trinational des villages frontaliers	Développement selon des logiques propres inégales, sans coopération
Quelle sera la gouvernance des rapports transfrontaliers ?	Contrôles et sécurité renforcés aux frontières	Floutage des frontières fiscales, et économie numérique	Rapports transfrontaliers faibles et peu significatifs	Europe des régions (coopération avec les pays de Bade et Bâle)	Frontières culturelles et linguistiques renforcées	Concurrence exacerbée entre les régions frontalières
Quelle sera l'ouverture sur le monde germanophone ?	Fermeture des frontières	Intégration culturelle, économique et politique à l'Allemagne et/ou la Suisse	Indifférence vis-à-vis du monde germanophone	<b>Ouverture sur le monde germanophone forte grâce à la com' et aux transports</b>	<b>Ouverture sur le monde germanophone forte grâce à la com' et aux transports</b>	Ouverture minoritaire et distinctive sur le monde germanophone
Quelle sera la répartition de la population et de l'habitat sur le territoire ?	Concentration de la population dans les zones urbaines	Mouvement de la population vers le péri-urbain	Départ du territoire (le Sud Alsace, terre d'émigration)	Installation de la population en zone rurale	Concentration de la population sur la frontière et autour des axes de transport	Peuplement des montagnes et des zones élevées
Quel sera le positionnement de Mulhouse au sein de la concurrence entre grandes métropoles européennes ?	Mulhouse, centre d'un essor économique régional (réindustrialisation, Silicon Valley, plein emploi...)	Mulhouse, pôle génétique et bioéthique de 1er ordre, cofinancé par les industries suisses de la santé	Fermeture des entreprises, désindustrialisation de Mulhouse	Mulhouse, ville exemplaire de l'interculturalité et de la diversité	Mulhouse, pôle numérique de 1er plan	Mulhouse isolé, décroché (pas de pôle d'innovation, plus d'université)
Quelle sera l'offre de transport (technologies, réseaux, prestataires, organisations,...) sur le territoire ?	Offre de transport collaborative (covoiturage,...)	<b>Offre de transport collectif (tram, train,...)</b>	Offre de transport de plus en plus individuelle (pas d'offre)	<b>Offre de transport collectif (tram, train,...)</b>	Infrastructures de transport adaptées au déplacement à vélo	Offre de transport adaptative à la demande (populations isolées, sans voiture,...)
Quels seront les principaux moyens de transport ?	Transports aériens (avions, drones, ballons, ULM, voitures volantes,...)	<b>Liaison ferroviaire (trams, trains, hyperloops,...)</b>	Transports musculaires (à pied, vélo, charettes, calèches...)	<b>Liaison ferroviaire (trams, trains, hyperloops,...)</b>	Transport naval	Transports routiers (essor des voitures autonomes)
Quels seront les flux de population entre le Sud Alsace et les territoires avoisinants ?	Peu de flux de population entre le Sud Alsace et les territoires avoisinants	Flux de population du Grand Est vers le Sud Alsace et les 3 frontières	Flux de population du Sud Alsace vers les Vosges	Flux de population alternant entre le Sud Alsace pour la vie, et la Suisse et l'Allemagne pour vivre (travail)	Amplitude importante des flux de population entre villes et campagnes (les jeunes vont vers les campagnes au fur et à mesure qu'ils vieillissent)	Les réfugiés climatiques arrivent !
Quel sera l'impact des évolutions spatiales sur les droits des habitants ?	Suppression totale du concordat, le droit français s'applique	Les citoyens de la grande région du "Rhin Supérieur" ont le droit de vote dans les 3 pays	Un droit censitaire (ploutocratie)	Tout résident en Sud Alsace aura les mêmes droits	Existence d'un droit local spécifique et transnational	Ségrégation (les droits sont édictés et individualisés en fonction des profils)
SCÉNARIOS THÉMATIQUES 	Les confins du "Grand Est"	La vive région du "Rhin supérieur"	Le sud Alsace désagrégé	Le bassin de vie des 3 frontières	L'Alsace, État souverain	Le Sud Alsace sous tensions

Tableau 14 : les scénarios thématiques de « L'espace sud alsacien » après l'analyse morphologique.





## La gouvernance du Sud Alsace

Quelle sera l'emprise des politiques européennes sur les politiques locales ?	<b>Le Sud Alsace applique strictement règlements et directives</b>	La politique européenne renforce le pouvoir du Sud Alsace (fédéralisme, transfert de compétences)	Il n'y a plus de politiques européennes (UE explosée)	L'application des directives européennes est facultative pour le Sud Alsace	Le Sud Alsace refuse d'appliquer les directives européennes (conflit)	<b>Le Sud Alsace applique strictement règlements et directives</b>
Qui seront les décideurs ?	Régime technocratique, les technocrates prennent leurs décisions à partir des algorithmes	Démocratie représentative (approche hybride avec élus, société civile et citoyens)	Autogestion locale, plus de vision ou décision politique	Démocratie directe	Il y a un baron local	La gouvernance est gérée/assistée par des machines
Quelle sera la place de la liberté d'expression en Sud Alsace ?	<b>État censeur qui décide des niveaux de liberté, (codification selon l'âge, le genre, le profil social, le lieu de vie, etc.)</b>	<b>État censeur qui décide des niveaux de liberté, (codification selon l'âge, le genre, le profil social, le lieu de vie, etc.)</b>	Tout est permis (tout le monde dit tout et n'importe quoi)	L'expression citoyenne est spécifique à chaque territoire	Suppression de liberté d'expression, tout est verrouillé	Omniprésence de la surveillance (big brother) par des multinationales ou l'État
Quel sera le niveau de transparence ?	Transparence censitaire (achetable)	<b>Transparence absolue</b>	Complexification de la transparence par la multiplication des lieux de gouvernance et de décision	Chaque citoyen reçoit un relevé des décisions prises sur son territoire	Opacité totale, aucune transparence	<b>Transparence absolue</b>
Quelle sera la fiabilité de l'information ?	Information contrôlée par l'État	Information infalsifiable	Délation dans l'information (utilisation malveillante des données)	Information contrôlée par les citoyens	Manipulation de l'information, intox	Information contrôlée par des acteurs privés
Quels seront les vecteurs d'information ?	Peu d'entreprises gèrent les médias	Information stockée dans des clouds centralisés, internationaux et incontrôlables	Plus de médias (aucun intermédiaire avec la donnée brute)	Médias nombreux, multiples, ouverts et indépendants	Information unique, accessible via les canaux de communication étatiques	Information totalement traitée par Intelligence Artificielle
Quelles seront les principales sources d'information ?	Big Data (objets connectés et bases de données généralisées) collectées et filtrées par de grands médias	Les big data sont accessibles à tous	Sources physiques (Colporteurs, bouche à oreille, assemblées locales...)	Information volontairement donnée	Big Data exploitées et filtrées par l'État	L'information proviendra des entreprises (exploitation éventuelle des Big Data)
Quelle sera la légitimité des décideurs ?	Décideurs choisis après débat	Décideurs choisis selon un panel statistique strictement représentatif de la population	Aucun critère (tirage au sort des décideurs)	Élection des décideurs (processus amélioré)	Décideurs illégitimes, imposés, impossibles à virer	Décideurs choisis s'ils sont considérés comme compétents
Quels seront les lieux de débat public ?	Débats à Paris, à l'Assemblée Nationale	Débats dans des Assemblées locales à plusieurs échelles	Débats dans les espaces publics (rues, parcs, etc.)	Débats dans une Assemblée citoyenne européenne voire mondiale (espaces de débat public mondiaux, agoras,...)	Débats dans des "Tiers lieux" (Salle de fêtes, bistrot,...)	Débats sur Internet, sur des forums
Comment seront prises les décisions ?	Décisions prises après débat préalable d'instances consultatives (conseil de quartier, assemblées locales,...)	Décisions prises par vote (systématisation, au jugement majoritaire, obligatoire,...)	Décisions prises au tirage au sort ou au pifomètre	Décisions prises à main levée (transparence complète)	Décisions unilatérales	Décisions prises par algorithmes
Quelle sera la réponse des autorités publiques aux crises ?	Bonne prévention des crises (locale et trinationale)	Dispersion inefficace des moyens de gestion des crises	Déficience de l'intervention de gestion de crises faute de moyens financiers, humains, etc.	Gestion de crises en "bout de chandelles", collage de rustines efficace tant bien que mal	Pas d'intervention pour gérer les crises, abandon volontaire	Protection des seuls territoires et infrastructures stratégiques face aux crises (OIV, ...)
Quels seront les outils de coopération politico-administratifs ?	Conseil transnational (ou métropolitain) pour une coopération institutionnelle	<b>Conseils thématiques (regroupant des acteurs "compétents") dans une logique horizontale et transversale</b>	<b>Conseils thématiques (regroupant des acteurs "compétents") dans une logique horizontale et transversale</b>	Agora dématérialisée (participation citoyenne via des outils numériques style <i>Demodyne.org</i> )	Maintien des structures actuelles (plusieurs échelons de décisions), coopération à géométrie variable	Structure unique, (instance politico-administrative centrale et omnipotente)
Quelle place sera accordée à l'expérimentation sociale et économique ?	Les citoyens, (via des pétitions et un rapport de force), imposent l'expérimentation aux pouvoirs publics	Expérimentation sous le regard des pouvoirs publics	Les citoyens expérimentent en se passant du politique	Le principe d'expérimentation est généralisé et établi	<b>Recentralisation, pas de place pour l'expérimentation</b>	<b>Recentralisation, pas de place pour l'expérimentation</b>
<b>SCÉNARIOS THÉMATIQUES</b>	<b>État Jacobin</b>	<b>Une Gouvernance à étage</b>	<b>Joyeuse anarchie</b>	<b>La Gouvernance citoyenne</b>	<b>Dérive despotique</b>	<b>Les GAFA sont Big Brother !</b>

Tableau 15 : les scénarios thématiques de « La gouvernance du Sud Alsace » après l'analyse morphologique.



## Les structures économiques du Sud Alsace

Quel sera l'impact local de la finance internationale ?	La finance internationale capte l'épargne locale dans des bulles spéculatives	Pas d'impact significatif de la finance internationale sur l'économie locale	Crise financière majeure, plus de capitaux pour l'économie locale	Finance internationale prédatrice, pillant l'économie locale	<b>investissements internationaux massifs dans les secteurs rentables uniquement</b>	<b>investissements internationaux massifs dans les secteurs rentables uniquement</b>
Quel serait l'impact de la politique monétaire européenne ?	Attractivité renforcée de l'euro (par sa stabilité économique et politique...)	Abandon progressif de l'usage de l'euro	Des monnaies territoriales exclusives (création monétaire par les villes)	Émergence des MLC (Monnaies Locales Complémentaires)	Usage unique d'une devise étrangère	Deux monnaies d'usages : l'euro et le Franc suisse
Quelle sera la composition du tissu économique ?	Nationalisations d'entreprises	Économie collaborative (consommateurs et producteurs en même temps, ex : Blablacar)	<b>Économie souterraine</b>	Explosion du nombre de micro-entreprises	<b>Économie souterraine</b>	Domination de l'économie par de grandes entreprises écrasantes
Quel sera l'impact de notre mode de vie sur les ressources naturelles du territoire ?	<b>Valorisation des sols (dépollution et revitalisation par apports d'engrais ou autres)</b>	Territoire globalement inchangé (pas/peu d'impact de notre mode de vie sur les ressources naturelles du territoire)	<b>Valorisation des sols (dépollution et revitalisation par apports d'engrais ou autres)</b>	Préservation de notre environnement, Territoire réorganisé en développement durable, hausse de son attractivité	Pollutions et destructions de notre environnement (externalités négatives de notre modèle économique), Environnement très dégradé	Épuisement des sols lié à la surexploitation, baisse de la biodiversité (sélection des espèces tenaces)
Quel sera le mix énergétique ? (énergie = électricité et carburants)	Mix énergétique avec nucléaire dominant	<b>Mix énergétique diversifié et équilibré</b>	<b>Mix énergétique diversifié et équilibré</b>	Mix énergétique avec renouvelable dominant	Mix énergétique avec fossile dominant	Mix énergétique avec une nouvelle énergie (inconnue en 2017)
Quelle sera la satisfaction des besoins énergétiques ?	<b>Production d'énergie suffisante, satisfaction des besoins</b>	<b>Production d'énergie suffisante, satisfaction des besoins</b>	Disparités spatiales dans l'approvisionnement en énergies	Disparités saisonnières dans l'approvisionnement en énergies	Pénurie d'énergies	Excédent d'énergies
Quel sera l'impact des prix de l'énergie en Sud Alsace ?	<b>Gains économiques liés aux exportations d'énergie</b>	<b>Gains économiques liés aux exportations d'énergie</b>	Perte du pouvoir d'achat et d'investissements liée à la dépendance énergétique	Productions d'énergie autonomes et citoyennes	Instabilité des prix de l'énergie, beaucoup de fluctuation, chaos	Baisse du prix de l'énergie dû à une abondance générale
Quels seront les modèles d'organisation des circuits de financement ?	Nationalisation totale des circuits de financement	Organisation trinationale des crédits bancaires et/ou interentreprises	Organisation mafieuse et informelle des circuits de financements	Fédération des circuits de financement en circuits courts	Déréglementation financière, titrisation	Numérisation absolue des circuits de financement
Quels seront les circuits de décision économiques ?	État Providence	Décisions économiques prises par les entrepreneurs	Décisions économiques prises par les notables et les personnes influentes du territoire	Décisions économiques prises par un conseil de citoyens	Pilotage de l'économie par la réputation	Décisions économiques prises par les financiers
Quelles seront les formes d'organisation pour les activités économiques/ quels seront les modèles de développement ?	Développement économique par profiling, (l'offre qui s'adapte au plus près à la demande)	Développement économique par des clients coproducteurs (qui participent au travail)	Fin de la standardisation dans le développement économique	Développement économique autour des économies de plateforme (ex fablabs)	Développement économique par des activités à durée déterminée (éphémères, tirages uniques)	Développement économique avec les clients coparticipants à l'élaboration des produits (C to B client à entreprise)
Quelle sera la réputation du Sud Alsace ?	Le Sud Alsace réputé pour être une puissance politico-administrative (administrations, centres de décision, etc.)	Réputation du Sud Alsace inexistante	Le Sud Alsace répulsif	Le Sud Alsace réputé pour son cadre de vie plaisant	Le Sud Alsace, réputé pour être une niche fiscale	Le Sud Alsace, réputé, pour être un poumon économique
Quels facteurs technologiques auront un impact sur la mobilité des individus et de l'information ?	Numérisation généralisée des services publics	<b>Généralisation du (très) haut débit</b>	Retrait du numérique	Développement de services de proximité innovants	Développement du télé-travail	<b>Généralisation du (très) haut débit</b>
Quelle sera l'organisation du travail en entreprise ?	Organisation hiérarchique classique du travail en entreprise	Entreprises organisées en Holocraties	Plus d'organisation temporelle universelle du travail en entreprises	Développement du temps partagé dans l'organisation du travail en entreprises	<b>Dématérialisation du travail en entreprises (télé-travail,...)</b>	<b>Dématérialisation du travail en entreprises (télé-travail,...)</b>
Quelle sera la maîtrise du français et de l'allemand et son rôle dans l'accès aux emplois locaux ?	Bilinguisme obligatoire	Création d'une langue universelle ex-nihilo (du même genre que l'Espéranto)	Barrière linguistique persistante	Pluralité d'employeurs des deux côtés de la frontière	Aucun emploi peu qualifié ne nécessite l'apprentissage d'une langue étrangère	Possession de traducteurs automatiques généralisée, qui rend caduc l'apprentissage de langues étrangères
Quelle sera la transformation du travail ?	Fin des métiers pénibles	Fin du salariat, tous (auto)entrepreneurs	<b>Travail sous forme de missions transdisciplinaires et polyvalentes (monde du multi)</b>	Management horizontal / autogestion (suppression des chaînes hiérarchiques)	Fordisme moderne (voire toyotisme)	<b>Travail sous forme de missions transdisciplinaires et polyvalentes (monde du multi)</b>
Quelle sera l'offre agro-alimentaire sur notre territoire ? (production, transformation, distribution,...)	<b>Production agricole intensive pour l'exportation, spécialisation</b>	<b>Production agricole intensive pour l'exportation, spécialisation</b>	Production alimentaire individuelle de survie	Offre alimentaire locale (dont agriculture urbaine et semi-urbaine), circuits courts, production respectueuse de l'environnement	Accroissement de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur (importations) pour la satisfaction des besoins alimentaires	Alimentation industrielle "raffinée" de synthèse
Quels seront le tourisme en Sud Alsace et l'image de marque du territoire ?	Valorisation des trésors du Sud Alsace (patrimoine naturel et historique)	Tourisme industriel	Entre soi, pas de tourisme	Tourisme éco-responsable (écotourisme)	Tourisme ludique (gamification des villes, parcs d'attraction, stations touristiques,...)	Tourisme culturel (musées, expositions, etc.)
Comment seront utilisés les logements anciens ?	Destruction-reconstruction des logements anciens	<b>Réhabilitation / reconversion (changement d'usage) des logements anciens</b>	<b>Réhabilitation / reconversion (changement d'usage) des logements anciens</b>	Rénovation, amélioration de la performance énergétique des logements anciens	Abandon des logements anciens	Les logements anciens sont une réserve de ressources (réutilisation des matériaux...)
Quelle sera la forme de la monnaie ?	Pérennité des formes physiques de la monnaie (pièces, billets...)	Donner de son temps (la monnaie = une unité de temps, ex : 1 heure de travail)	La monnaie = donner de sa personne (organes, sang, prostitution...)	<b>Troc, échange de biens (Économie d'échanges)</b>	<b>Troc, échange de biens (Économie d'échanges)</b>	Monnaie numérisée (monnaie scripturale, Bitcoin,...)
<b>SCÉNARIOS THÉMATIQUES</b>	<b>Une planification motrice par l'État</b>	<b>Revitalisation endogène</b>	<b>Une économie du chaos</b>	<b>Une économie de la Transition</b>	<b>La razzia financière</b>	<b>Cybercroissance exogène</b>

Tableau 16 : les scénarios thématiques « Les structures économiques du Sud Alsace » après l'analyse morphologique.





## Identité et cohésion sociale du Sud Alsace

En quoi les tensions géopolitiques impacteront-elles le territoire ?	Importation des conflits (terrorisme, ...)	Aucun impact significatif des tensions géopolitiques sur le territoire	Renforcement des migrations (réfugiés...)	<b>Impact d'un conflit sur l'approvisionnement en produits pétroliers</b>	<b>Impact d'un conflit sur l'approvisionnement en produits pétroliers</b>	Réimplantation de ManuRhin et hausse de la production d'armements
Quelles seront les causes des conflits civils ?	Conflits civils provoqués par des politiques autoritaires et arbitraires (quelle que soit l'idéologie : communiste, fasciste, ultralibérale...)	Pas de cause de conflit civil, harmonie sociale	Conflits civils pour l'accès à l'eau et à un environnement préservé	Conflits civils dûs aux écarts sociaux	Conflits civils provoqués par la libération d'actes et de paroles racistes, xénophobes, homophobes...	Conflits civils causés par des migrations et un afflux de réfugiés important
Quel sera l'impact des ruptures technologiques sur les modes d'organisation et la vie ?	Ruptures technologiques à l'origine de friches d'infrastructures	Ruptures technologiques à l'origine de l'explosion des loisirs	Incapacité de la société à s'adapter au progrès technologique	Reconnaissance sociale par la technologie supérieure à la satisfaction des besoins élémentaires	Ruptures technologiques à l'origine de l'émergence de nouvelles communautés	Ruptures technologiques à l'origine de la robotisation massive de la société et la fin du travail
Quel sera l'état des services publics ?	<b>Services publics partiels car spécialisés sur certains domaines (abandon des autres)</b>	Services publics omnipotents	Disparition du service public	Services publics performants et efficaces	<b>Services publics partiels car spécialisés sur certains domaines (abandon des autres)</b>	Services publics déficitaires à cause de carence de moyens (financiers, humains...)
Quel sera l'accès aux soins curatifs et préventifs ?	Pénurie de professionnels de la santé, inégalités géographiques de l'accès aux soins	Prévention généralisée et systématique pour la santé, méthodes innovantes (accès homogène aux soins grâce aux méthodes, incitation implications locales...)	Failite du système de santé, déremboursement des soins	Système de soin mixte (privé - public), inégalités sociales pour l'accès aux soins	<b>Prise de contrôle de l'offre de soin par des activités privées (GAFA, assurance, labos,...)</b>	<b>Prise de contrôle de l'offre de soin par des activités privées (GAFA, assurance, labos,...)</b>
Quelle sera la distribution des revenus ?	<b>Explosion du travail au noir (trafics)</b>	Égalité des revenus et diminution des inégalités	<b>Explosion du travail au noir (trafics)</b>	Fortes disparités des revenus (inégalités sociales)	Confiscation des revenus (forte imposition, extorsion...)	Explosion de la précarité (multi-jobs)
Quel sera le sentiment d'appartenance des citoyens au Sud Alsace ?	Les sud Alsaciens, Français avant tout	Les sud Alsaciens, plus Européens qu'Alsaciens	Aucun sentiment d'appartenance au Sud Alsace mais microrégions (Sundgau, Mulhouse, Vallée...)	Les sud Alsaciens, "Grand Est avant tout"	Appartenance ethnico religieuse (quartier, ghettoisation) des habitants du Sud Alsace	Les sud Alsaciens, Alsaciens avant tout
Quel sera l'état du vivre-ensemble dans le Sud Alsace ?	Vivre ensemble imposé, effacement des individualités au profit du collectif (fascisme...)	Bonne cohésion sociale grâce notamment au développement associatif	Déconnexion du monde physique modérée, le vivre ensemble globalement préservé	<b>Société individualisée, (domotisée, connectée, numérisée)</b>	Société segmentée selon une logique communautaire (famille, ethnie, gang, religion,...)	<b>Société individualisée, (domotisée, connectée, numérisée)</b>
Quelle sera la place de l'identité alsacienne ?	Culture rhénane	La diaspora alsacienne mondiale bien structurée	Culture alsacienne enrichie par l'extérieur	Culture alsacienne Assumée	Culture alsacienne xénophobe et exclusive	Culture alsacienne enracinée
Quelles seront les synergies et les complémentarités entre les diverses parties du territoire sud alsacien ?	Développement collaboratif des territoires	Les différences territoriales s'estompent au profit d'un tout globalement homogène	<b>Développement non concerté des territoires</b>	Synergie des zones d'influence transfrontalière	<b>Développement non concerté des territoires</b>	Concurrence exacerbée entre territoires
Quelle sera la spécialisation/la ségrégation dans les quartiers ?	Quartiers monofonctionnels (1 quartier par besoin, pas de concurrence...)	Relative polyvalence de chaque quartier	Ghettoisation, cloisonnement, séparation	<b>Relance des zones franches pour assurer le développement des quartiers</b>	Résidences privées, quartiers réservés et surveillés	<b>Relance des zones franches pour assurer le développement des quartiers</b>
Quels seront les modes de relation entre les quartiers ?	<b>Quartiers-dortoirs contre quartiers centraux</b>	Ignorance, normalisation	Tolérance mais méfiance	<b>Quartiers-dortoirs contre quartiers centraux</b>	Intolérance (conflits sporadiques)	Concurrence entre quartiers pour l'attractivité
Quelle sera la part des femmes dans le Sud Alsace ?	<b>Autant d'hommes que de femmes dans la société</b>	Part des femmes égale à celle des hommes mais part croissante des femmes dans la société civile (plus de femmes aux postes de responsabilités)	Moins de femmes que d'hommes	Part fluctuante des femmes dans la société (dépend des flux de populations transfrontaliers)	<b>Autant d'hommes que de femmes dans la société</b>	Plus de femmes que d'hommes dans la société
Quelle sera la place des femmes en Sud Alsace ?	Parité homme-femme respectée	<b>Déséquilibres professionnels entre hommes et femmes selon les catégories de métier</b>	Société tiraillée (statut de la femme très différent selon les minorités et tranches de la société)	<b>Déséquilibres professionnels hommes et femmes selon les catégories de métier</b>	Seules les femmes blanches ont une place enviable dans la société	Domination de la femme dans la société
Quelle sera la cohérence entre le territoire numérique et le territoire physique ?	Fort complémentarité entre les liens physiques et le numérique, (le numérique comme appui aux liens physiques)	Prédominance de liens physiques par rapport au numérique, partage des tâches (associatif, jardins communs,...) retrouver un sens commun	Disparition du numérique sans remplacement par des liens physiques	<b>Fort disparité dans l'accès au numérique</b>	<b>Fort disparité dans l'accès au numérique</b>	Habitants très connectés mais pas de liens physiques
Quelle sera la place du bien-être dans les entreprises ?	<b>Le bien être en entreprises comme moyen curatif (rustine ?) pour lutter contre le mal-être au travail</b>	Le bien être prime sur le travail	Aucune place pour le bien être au travail (productivité à fond, esclavage moderne)	<b>Le bien être en entreprises comme moyen curatif (rustine ?) pour lutter contre le mal-être au travail</b>	Le bien être au travail est normalisé : moins de stress (management horizontal,...) droit à la déconnexion	Robotisation, déshumanisation et dépeuplement des entreprises
<b>SCÉNARIOS THÉMATIQUES</b>	<b>Le corps social pris en étau</b>	<b>Une société paisible</b>	<b>Explosion en micro groupes</b>	<b>Une société écartelée</b>	<b>Déchirure identitaire</b>	<b>Une société matriarcale privée d'emploi</b>

Tableau 17 : les scénarios thématiques de « L'identité et la cohésion sociale du Sud Alsace » après l'analyse morphologique.



## Culture et éducation du Sud Alsace

Quelle sera la formation dispensée à l'école ?	Formation à l'école limitée aux socles de connaissances	Apprentissage tout au long de la vie (formation continue, stages, etc.)	Fin de l'éducation obligatoire, école de la vie (plus d'école)	Pédagogie ouverte liée à la Nature	Plus de nécessité de penser à l'école (bourrage de crânes, formatage,...)	E-learning
Quel sera l'accès à la culture et au savoir ?	Accès à la culture et au savoir verrouillé (contrôle marchand)	<b>Libre accès à la culture et au savoir (accès à tout)</b>	<b>Libre accès à la culture et au savoir (accès à tout)</b>	Accès à la culture et au savoir régulé par le secteur marchand ou l'État	Accès à la culture et au savoir censuré, manipulé par le secteur marchand ou l'État	Accès à la culture et au savoir imposé (octroi de ressources [tickets de rationnement] conditionné, par un quota horaire d'accès à la culture/au savoir,...)
Quel sera le rôle de l'université ?	L'université pour réveiller l'humanisme rhénan	L'université comme moteur de la transition énergétique	L'université facteur d'émancipation vers l'éducation populaire	L'université, moteur de la Transition	Une fac de 2nde zone	Université technique technologique
Quel sera l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur la culture ?	TIC utilisées pour contrôler l'accès à la culture (exemple : barrière financière, linguistique, intellectuelle,...)	Accès facilité à la culture grâce aux TIC	<b>Tout est culture avec les TIC ! Baisse de l'exigence quant à la qualité des productions artistiques et culturelles</b>	Les artistes se réapproprient les TIC et elles entraînent alors une hausse de la créativité	Contrôle de la culture grâce aux TIC (liberté d'expression culturelle et artistique encadrée voire limitée)	<b>Tout est culture avec les TIC ! Baisse de l'exigence quant à la qualité des productions artistiques et culturelles</b>
Quel sera le maillage culturel en Sud Alsace ?	Couverture partielle de l'accès à la culture, ségrégation spatiale (seules les zones riches)	<b>Couverture globale du territoire pour l'accès à la culture</b>	Couverture des grandes villes seulement pour l'accès à la culture	Maillage culturel calqué sur les flux transfrontaliers	Maillage culturel inexistant	<b>Couverture globale du territoire pour l'accès à la culture</b>
Quelle sera la gestion de la culture ?	Métropolisation de la culture (Strasbourg)	<b>Réseau trinational d'équipements culturels</b>	Gestion de la culture équilibrée	<b>Réseau trinational d'équipements culturels</b>	Gestion de la culture calquée sur la mobilité des usagers	Gestion de la culture décentralisée via le milieu associatif
Quelle sera la place de la culture rhénane et humaniste ?	Culture rhénane et humaniste élitiste	Culture rhénane et humaniste généralisée	Culture rhénane et humaniste ultra-minoritaire	Culture rhénane et humaniste absorbée	Culture rhénane et humaniste réinterprétée et instrumentalisée	Culture rhénane et humaniste absente
Quelle sera la place de l'éducation religieuse (et agnostique) ?	Transmission familiale de la religion	Éducation religieuse intégrée au programme scolaire	<b>Éducation religieuse portée par la société civile (associations, entreprises, sectes...)</b>	Éducation religieuse absente de la société	Religion d'État	<b>Éducation religieuse portée par la société civile (associations, entreprises, sectes...)</b>
Comment les questions de différences de cultures seront-elles traitées ?	Éducation artistique et culturelle aux différences de cultures	Inclusion et ouverture d'esprit sur les différences culturelles portées par des politiques publiques	<b>Fusions et mélanges culturels</b>	Fête de la diversité, la société civile célèbre la diversité culturelle en l'absence de politique publique	Les différences de cultures ne sont pas traitées	<b>Fusions et mélanges culturels</b>
Quelle sera la diversification de l'offre culturelle ?	Offre culturelle internationalisée	Offre culturelle uniquement institutionnelle	Offre culturelle importante	Offre culturelle partant des citoyens	Pas de diversité dans l'offre culturelle	Renouvellement de l'offre culturelle (nouvelles cultures, nouvelles formes d'expression artistique, nouvelles voies de transmission...)
Quel sera le développement artistique ?	Remise au goût du jour de courants artistiques et culturels passés	Leader sur certaines niches artistiques (spécialisation du Sud Alsace)	L'art en constante expansion	Tous artistes !	Pas de développement artistique	Développement artistique low cost
Quelle sera la place de la culture alsacienne ?	Culture alsacienne muséifiée	Culture alsacienne dominante	Culture alsacienne minoritaire - revendicative	Culture alsacienne inexistante	Culture alsacienne instrumentalisée	Culture alsacienne expansionniste (vocation universelle)
Quelle sera la place de l'Alsacien ?	Langue alsacienne résiduelle	<b>L'Alsacien, vecteur d'échanges transfrontaliers, conforté par la proximité avec la Suisse</b>	Évolution linguistique de l'Alsacien	<b>L'Alsacien, vecteur d'échanges transfrontaliers, conforté par la proximité suisse</b>	Langue alsacienne renouvelée par des politiques volontaristes	L'Alsacien, réinventé par le monde associatif
Quelle sera la place de la culture au quotidien ?	Culture au quotidien morcelée	Culture au quotidien omniprésente	<b>Culture au quotidien individualisée (en phase avec chacun)</b>	<b>Culture au quotidien individualisée (en phase avec chacun)</b>	Culture au quotidien inexistante	Culture au quotidien obligatoire
Quelles seront les voies de transmission de la culture culinaire alsacienne ?	Voies de transmission de la culture culinaire alsacienne nulles	Culture culinaire alsacienne industrialisée	Culture culinaire alsacienne mondialisée	<b>Transmission de la culture culinaire alsacienne par tradition familiale</b>	<b>Transmission de la culture culinaire alsacienne par tradition familiale</b>	Transmission de la culture culinaire alsacienne découplée par la technologie (NTIC, Internet,...)
Quel sera l'impact économique de la culture ?	La culture, facteur d'attractivité économique	La culture, moteur économique	Impact nul de la culture sur l'économie	La culture, source d'emplois	Impact négatif de la culture sur l'économie	La culture, absente de l'économie
<b>SCÉNARIOS THÉMATIQUES</b>	<b>Le privilège des élites</b>	<b>La culture, épicerie de la société</b>	<b>Le tout-venant culturel</b>	<b>Une culture écolo-citoyenne</b>	<b>Des résidus culturels politisés et instrumentalisés</b>	<b>Une culture diluée dans le numérique</b>

Tableau 18 : les scénarios thématiques de « La culture et l'éducation en Sud Alsace » après l'analyse morphologique.



Annexe 5.3.8 : l'analyse morphologique des scénario thématiques pour déterminer les scénarios globaux

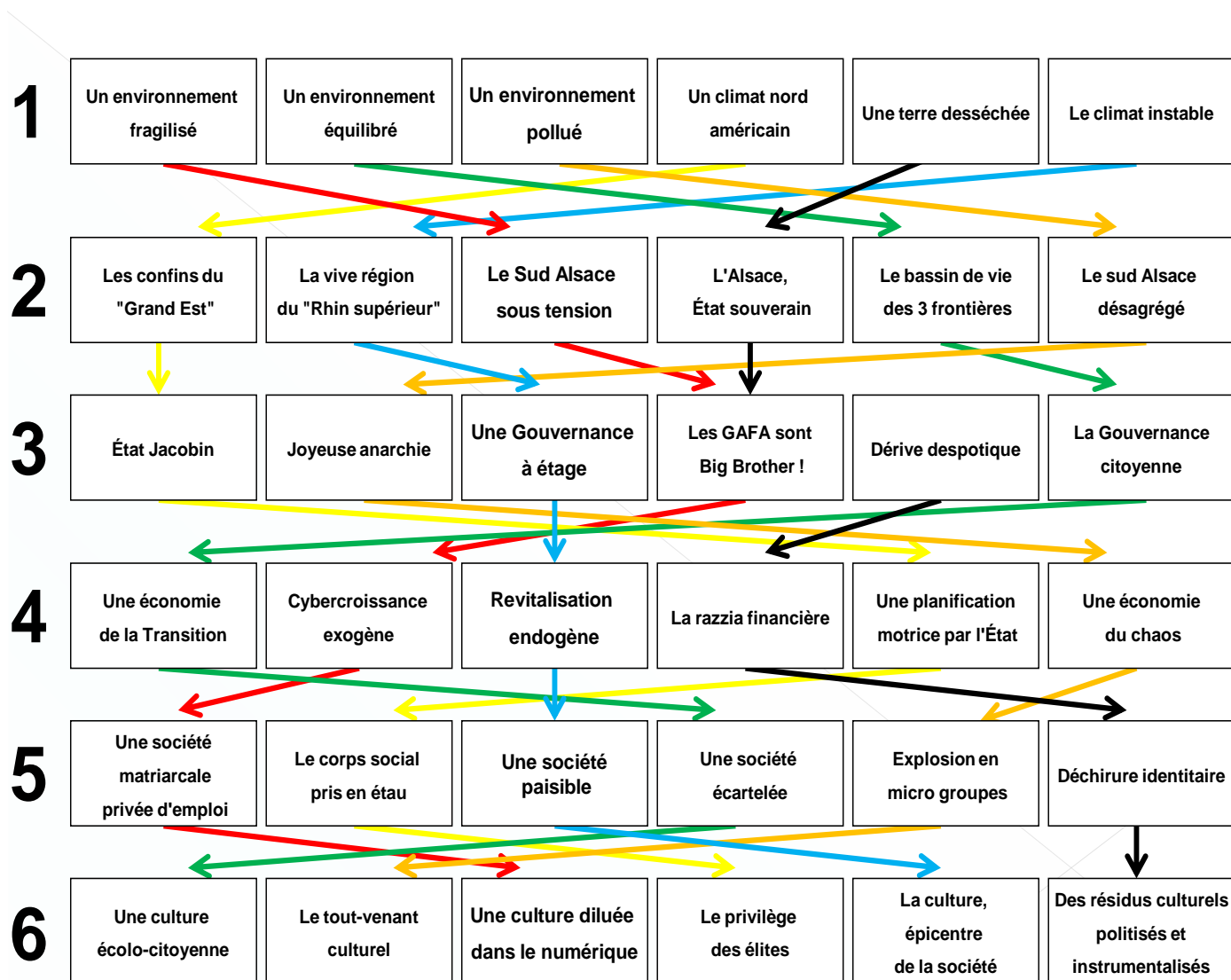


Tableau 19 : analyse morphologique des six sous-systèmes pour déterminer les scénarios globaux. 1- L'environnement sud alsacien 2- L'espace sud alsacien 3- La gouvernance du Sud Alsace 4- Les structures économiques du Sud Alsace 5- L'identité et la cohésion sociale.

### Annexe 5.3.9 : méthode de pondération et statistiques des résultats

La méthode consiste à comparer un à un les scénarios pour permettre de calculer leurs souhaitabilités et leurs probabilités selon l'échelle ci-dessous. Les participants ont d'abord donné leur point de vue individuellement avant de décider collectivement, par l'intermédiaire d'un vote à main levée, des points à accorder. Cette méthode est appelée « méthode de pondération » et fonctionne par calcul de coefficient.

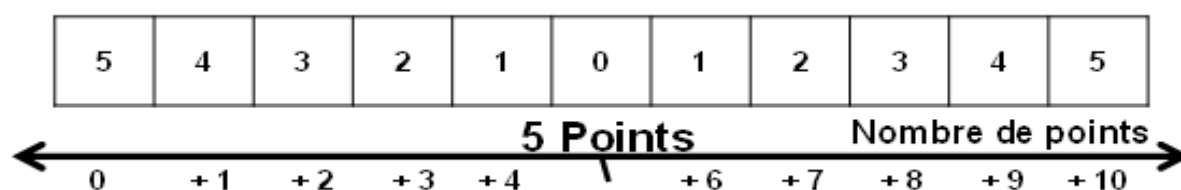


Figure 59 : méthode de pondération pour la souhaitabilité et la probabilité des scénarios.

		Souhaitabilité des scénarios					
		L'État à la rescousse	Un nouveau souffle rhénan	L'Effondrement du Sud Alsace	Le sursaut citoyen	L'État alsacien au bord du gouffre	La toute-puissance du numérique
		1	9	1	5	1	1
		8	9	2	9	4	4
		1	5	1	9	1	1
		8	9	6	9	2	7
		8	9	6	9	3	2
Points		26	41	16	41	11	15
Pourcentage		17,33	27,33	10,67	27,33	7,33	10,00
		Probabilité des scénarios					
		L'État à la rescousse	Un nouveau souffle rhénan	L'Effondrement du Sud Alsace	Le sursaut citoyen	L'État alsacien au bord du gouffre	La toute-puissance du numérique
		9	1	2	4	1	8
		8	3	7	7	3	8
		6	3	4	6	4	8
		9	7	6	7	3	8
		2	2	2	2	1	9
Points		34	16	21	26	12	41
Pourcentage		22,67	10,67	14,00	17,33	8,00	27,33

Tableau 20 : les points et les pourcentages pour la souhaitabilité et la probabilité des scénarios.

Annexe 5.3.10 : méthode de la matrice d'influence mutuelle des scénarios et résultats

Pour lire la matrice d'influence mutuelle des scénarios, il faut choisir l'un des scénarios de gauche comme point de départ, et se demander s'il peut évoluer favorablement ou non vers l'un des scénarios du haut. C'est-à-dire s'il existe un passage logique ou non d'un scénario vers l'autre. Enfin, cette articulation est déclinée en 9 degrés d'enchaînements possibles, allant de la valorisation très forte à l'exclusion, en passant par la neutralité. Cette matrice d'influence mutuelle des scénarios en matière d'avènement nous permet donc de comprendre les enchaînements possibles d'un scénario à l'autre.

Valorisation	Val TF
	Val F
	Val f
	Val tf
Neutre	N
Alternative, pénalisation, exclusion	A tf
	A f
	Pén
	Exclut

Tableau 21 : les neuf degrés d'enchaînements possibles pour l'articulation des scénarios (valorisation très forte, forte, faible ; neutre, alternative très forte, forte, pénalisante, exclue).

	L'État à la rescousse	Un nouveau souffle rhénan	L'Effondrement du Sud Alsace	Le sursaut citoyen	L'État alsacien au bord du gouffre	La toute-puissance du numérique
L'État à la rescousse		Val f	Val f	A tf	Val F	Val F
Un nouveau souffle rhénan	Val tf		Val F	Val tf	Pén	A f
L'Effondrement du Sud Alsace	A tf	Val f		Val f	Val F	Exclut
Le sursaut citoyen	Val f	Val F	Val f		Val tf	A tf
L'État alsacien au bord du gouffre	Val TF	Val F	Val F	Val f		Val F
La toute-puissance du numérique	Val f	Pén	Val TF	Val f	Pén	

Tableau 22 : résultats de la matrice d'influence mutuelle des scénarios en matière d'avènement.

Annexe 5.3.11 : schéma des articulations quasi-impossibles des scénarios

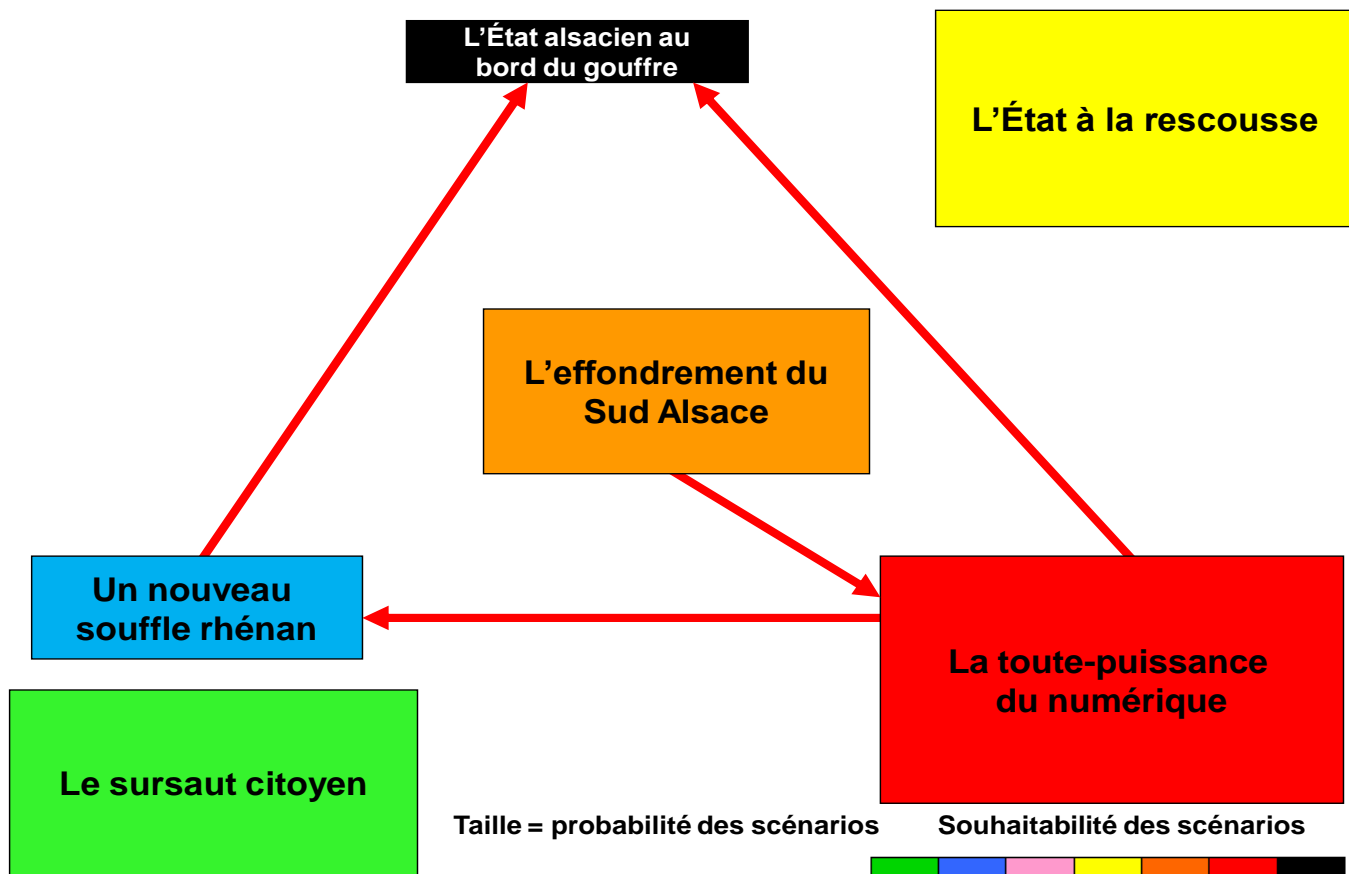


Figure 60 : les articulations des scénarios quasi-impossibles car illogiques.

Annexe 5.3.12 : la prospective exploratoire et d'anticipation au regard du champ des possibles du Sud Alsace



Figure 61 : les résultats de la prospective d'anticipation ont montré que la prospective exploratoire s'imbriquait dans celle-ci.

Annexe 6.2.1 : la méthode d'intelligence collective de « Start-up de territoire »

Martine Zussy, responsable de Motoco, a proposé une méthode plus dynamique pour ce deuxième séminaire sur la résilience (17 juin 2017) en proposant la méthode d'intelligence collective « start-up de territoire ». L'évènement « Start up de territoire » à Strasbourg a réuni un millier de participants, et les organisateurs ont mis en œuvre une méthode originale avec l'aide d'une centaine d'animateurs. Les créateurs de cette méthode ont remarqué plusieurs barrières pouvant empêcher l'implication des participants : la première est la monopolisation du temps de parole par certains individus, et la deuxième est l'inhibition par la peur du jugement ou par timidité. Afin d'éviter ces écueils, les participants sont répartis en sous-groupes et sont munis de post-it et de crayons. Chacun de ces sous-groupes est piloté par un animateur et le sujet est écrit sur une feuille A3. La méthode est simple, mais efficace. La première étape consiste à noter toutes les idées négatives concernant le



sujet, c'est-à-dire les pires idées. Les participants notent sur leurs post-it les pires idées sans parler, de manière intuitive et spontanée. Ensuite, ils collent leurs post-it sur une feuille, préalablement disposée pour l'exercice, en lisant à voix haute leurs idées afin que tous l'entendent et ne la proposent pas une nouvelle fois. Les idées concernent chaque individu, la pire idée pour l'un, peut être la meilleure pour l'autre. Une attitude bienveillante et empathique doit être mise en place par l'animateur afin d'assurer l'élaboration des idées par chacun. Ainsi, les participants ne peuvent pas critiquer une idée proposée. Après avoir éliminé les avis négatifs, les participants doivent noter les extrêmes positifs. C'est-à-dire les idées les plus folles ou les plus utopistes. Le fait d'éliminer les extrêmes, négatifs et positifs, permet aux participants de mieux se « lâcher » dans les idées et de s'ouvrir plus facilement. Cette technique permet d'évacuer des points de crispations potentiels sans perdre de temps. Une fois les extrêmes balisés, les participants peuvent mieux se concentrer sur le cœur du sujet. Ces étapes sont rapides (entre 15 et 30 minutes), efficaces et permettent de stimuler l'intelligence collective. Ensuite, des gommettes leur sont distribuées. Ils peuvent les coller sur les post-it qui leur semblent les plus importants ou pertinents parmi l'ensemble des idées. Le post-it qui récolte le plus de gommettes serait celui vers lequel converge le groupe. Il sera ensuite sélectionné pour poursuivre les débats en sous-groupes durant plusieurs heures.

## Annexe 6.2.2 : les domaines d'action thématiques


 <b>Gouvernance et Cohésion sociale</b>						
<b>Pérenniser et développer les services publics</b>	Créer un poste de "référénd associatif apolitique" pour assurer une meilleure coordination entre les associations d'utilité publique et les services publics	Simplifier les démarches administratives pour les citoyens et créer des guichets uniques	Déployer des antennes-relais en dehors de centres villes, dans des zones éloignées (guichets mobiles)	Organiser et améliorer les services publics en concertation avec les usagers pour être au plus proche de leurs besoins	Cogérer des services publics (urbanisme, traitement des déchets, transport, ordre public,...) en partenariat avec les usagers	Proposer des avantages aux fonctionnaires municipaux
<b>Inventer et organiser la concertation, la codécision et la gouvernance du territoire du Sud Alsace pour répondre réellement aux besoins</b>	Diffuser deux fois par an un "questionnaire individuel d'évaluation du bonheur" pour comprendre les points de frustration et mieux orienter les politiques publiques en conséquence	Organiser une veille des pratiques nationales et internationales sur les mécanismes de participation démocratique, de concertation et de codécision	Se renseigner par des enquêtes et sondages réguliers indépendamment des organismes publics	Utiliser des outils de démocratie numérique (style Demodyne.org)	Tirer au sort des conseils consultatifs (style Parlement Alsacien des Jeunes) selon des critères paritaires (âges, genre, CSP,...) et les faire participer à des séminaires de formation	Organiser des référendums à choix multiples locaux, avec suffrage au jugement majoritaire
<b>Anticiper et mieux prévenir les exclusions et développer le lien social</b>	Soutenir le développement des centres culturels, CIME, agoras de quartier maisons de la Transition, jardins publics et autres tiers lieux pour organiser des fêtes de quartier et des fêtes des voisins	Créer des zones de culte mixtes ou proches les unes des autres et s'appuyer sur les institutions religieuses pour développer un dialogue intercommunautés	Instaurer un système de correspondants interquartiers et/ou intercommunautés avec échanges de modes de vie réguliers	Organiser des rencontres culinaires interculturelles, disco-soupes, des pique-niques et auberges espagnoles chaque dimanche, des trocs de plantes, des célébrations des saisons, des cueillettes collectives,... favoriser les bars voire créer des bistrot municipaux	Mettre en place des ateliers, jeux de rôle, jeux de société et activités intergénérationnelles et intercommunautaires avec les associations locales pour développer l'empathie	Créer un observatoire des exclusions dans chaque commune en lien avec les écoles, les centres de soin, la police... qui évaluerait l'efficacité des dispositifs
<b>Bien communiquer</b>	Communiquer par l'événement et la culture (artiste, déguisements, saynètes,...) et afficher les exploits des "héros anonymes" du territoire	Soutenir la création d'une radio locale et d'un journal local intercommunal voire trinational, co-dirigé par les citoyens, créant ainsi un sentiment commun d'appartenance	Créer des relais de proximité distribuant une information locale, intercommunale et trinationale pédagogique et vulgarisant des enjeux complexes	Investir les réseaux sociaux en co-gestion avec les citoyens, notamment les jeunes (facebook, twitter, snapchat, chaîne youtube,...)	Diffuser les méthodes de communication non-violente et d'intelligence collective à l'école et auprès des citoyens via l'éducation populaire	Mettre en place un directeur de communication utilisant plusieurs canaux de communication
<b>Options stratégiques</b>	<b>Une gouvernance associative</b>	<b>Miser sur le vivre ensemble</b>	<b>Une gouvernance de proximité</b>	<b>Une gouvernance au goût du jour</b>	<b>Éveiller au vivre ensemble</b>	<b>Une écoute bienveillante</b>

Tableau 23: les six domaines d'action thématiques de la « Gouvernance et Cohésion sociale » après l'analyse morphologique.



## Attractivité économique

<b>Remettre l'humain au centre du développement économique local</b>	Taxer les robots	Intégrer la présence de philosophes, éthologues, religieux dans les conseils et les instances de décision des communes et entreprises	Faciliter la formation locale	Inciter les entreprises à adopter une charte de "bien être au travail"	Laisser les citoyens, après débats, décider de l'utilisation d'une partie du budget d'investissement de la commune	Mettre en œuvre une communication forte pour valoriser "la place de l'Homme dans son territoire"
<b>Soutenir les petites entreprises et initiatives locales</b>	Harmoniser la fiscalité intercommunes pour une meilleure équité et un co-développement (Stabilité et simplification fiscale, faire cotiser les robots, ...)	Créer une structure intercommunale pour faciliter les relations interentreprises (style "CCI communale")	Faire connaître les entreprises (portes-ouvertes, concours, communication...)	Fournir un appui logistique et matériel aux PME locales (tiers lieux, mutualisations, pépinières...)	Intégrer et promouvoir la MLC (Monnaie Locale Complémentaire) du territoire	Ouvrir un co-service civique en partenariat avec les entreprises
<b>Privilégier la durabilité dans toutes les activités</b>	Développer une économie circulaire (renforcer la politique de tri et de recyclage des déchets, etc.)	Créer un fonds d'investissement intercommunal de "développement durable"	Organiser des forums pour un territoire plus durable, entre entrepreneurs, consommateurs, salariés, élus, chercheurs...	Mettre en place un label de qualité sud alsacien (local et socialement / environnementalement responsable)	Adapter la fiscalité aux efforts consentis par les entreprises et les ménages en terme de préservation de l'environnement	Établir des liens entre les entreprises locales et l'apprentissage / les universités
<b>Mieux exploiter les potentiels des espaces d'activité disponibles pour les besoins futurs des entreprises</b>	Assurer le maintien de secteurs d'activité fragiles (agriculture, etc.)	Rénover et aménager les friches industrielles en s'associant à des architectes spécialisés	Adopter une fiscalité municipale progressive pour les porteurs de projets	Densifier les espaces d'activités existants	Mutualiser les moyens des entreprises (humains, financiers...) pour réduire les coûts	Optimiser et conditionner l'octroi de subventions publiques
<b>Produire une alimentation locale et durable</b>	Favoriser le regroupement et la mise en lien des agriculteurs locaux et bios (AMAP, COOP, ATAPAD, coopératives agricoles, etc.) en associant chaque foyer à une ferme "relais" pour acheter de la nourriture de proximité	Aider financièrement la reconversion de l'agriculture traditionnelle vers une agriculture biologique (préemption de terres pour les agriculteurs bio, les permaculteurs, ou les AMAP,...)	Création de cantines se fournissant en produits bios et locaux	Échanger les bonnes pratiques entre territoires à l'occasion d'un forum intercommunal et trinational	Fournir des jardins partagés dans les espaces publics ou créer des "champs municipaux bios" (ou mieux, en permaculture), pour développer l'agriculture urbaine et péri-urbaine	Mener une campagne de sensibilisation sur la production agricole locale et les défis à relever en organisant des événements de sensibilisation (concours du meilleur circuit court, actions de type "incroyables comestibles", cueillettes à la ferme, vacances "camping" sur les sites dédiés...)
<b>Promouvoir un tourisme respectueux de l'environnement</b>	Créer un "circuit des alternatives écologiques" (vélo, énergies renouvelables, sites naturels,...) jalonné de gîtes et d'entreprises écoresponsables	Développer entre les 3 frontières un bon réseau de pistes cyclables (cyclotourisme) et de transports en commun sur des circuits touristiques pour limiter l'utilisation de la voiture	Monter en gamme le tourisme en développant une offre d'écotourisme (accrobranches, sports nature, camps de survivalisme, alimentations etc.)	Mettre en place une communication ambitieuse (panneaux éducatifs, dépliants, support numérique, TV, publicité au niveau européen du Sud Alsace)	Labelliser et valoriser les sites et établissements touristiques respectueux de l'environnement (réductions pour touristes, mise en place de circuits, rallyes...)	Intégrer les acteurs locaux de l'environnement à l'offre touristique (gardes forestiers, agriculteurs, club vogien accompagnateur moyenne montagne, etc.)
<b>Donner envie de découvrir la région Sud Alsace</b>	Tracer une route des commerçants	Offrir des cadeaux (aux frontières, et offres promotionnelles)	Opter pour une bonne desserte de transports dans les zones touristiques (Vosges, villages...), notamment par rails	Capitaliser sur les traditions et la culture alsaciennes (marchés de Noël, carnaval, fêtes traditionnelles...)	Créer quelques grosses attractions (parcs, plages [Mulhouse plage...] etc.)	Adopter une communication rationnelle et professionnelle intercommunes, associée à une communication citoyenne
<b>Options stratégiques</b>	<b>Un protectionnisme vertueux de Transition</b>	<b>S'unir pour investir</b>	<b>Propulser l'entrepreneuriat local</b>	<b>Mettre de l'huile dans les rouages</b>	<b>Renouveau endogène éco-citoyen</b>	<b>Donner du sens à l'activité</b>

Tableau 24 : les six domaines d'action thématiques de « l'Attractivité économique » après l'analyse morphologique.



## Aménagement du territoire

<b>Organiser un territoire équilibré conciliant proximité, efficacité et mutualisation des moyens et services</b>	Relier toutes les villes avec des pistes cyclables (y compris entre les 3 frontières) et relayer cette action auprès du département	Favoriser la coopération avec le conseil de développement	Mettre en place des transports collectifs gratuits, performants et réguliers dans et entre les communes	Organiser une structure de recherche, de collecte et de diffusion des bonnes pratiques à des fins d'optimisation et de mutualisation des moyens intercommunaux	Former les élus aux méthodes d'intelligence collective et à la communication non-violente	Instaurer une économie de fonctionnalité (prêt d'équipements, partage des moyens...) dans et entre les communes
<b>Créer des infrastructures intercommunales et transfrontalières pour la cohésion sociale territoriale</b>	Organiser des formations, des excursions et des camps dans la Nature pour développer la conscience de son environnement	Organiser un service civique des 3 frontières	Lancer des petites fêtes aux arrêts et dans les transports en commun (bus, trams, trains...)	Permuter les enfants d'école et organiser des rencontres/échanges entre écoles sur une base intercommunale et trinationale	Créer des jeux olympiques alsaciens ouverts aux territoires voisins	Soutenir la création de potagers scolaires, cultures partagées en ville... et les classes vertes à l'école et éducation à la nature
<b>Intégrer les enjeux humains, culturels, économiques et énergétiques dans la politique de développement urbain et d'habitat</b>	Mettre en place une charte sociale et environnementale dans le PLU plus exigeante que la loi	Adopter une vision à très long terme (prospective) de la politique d'urbanisme de la ville, prenant en compte l'ensemble des facteurs (environnementaux, sociaux, énergétiques...)	Donner aux citoyens la possibilité de lancer eux-mêmes des projets urbains et énergétiques	Spécifier au mieux les besoins d'aujourd'hui par une cartographie des caractéristiques et carences de son espace (Agence d'urbanisme)	Rénover et mieux isoler les bâtiments publics pour qu'ils soient à énergie passive voire positive, et participation financière à la rénovation de l'habitat de particuliers	Associer les habitants à la conception et à l'élaboration des projets énergétiques et d'urbanisme (microcentrales hydrauliques, solaires, éoliennes...) ainsi qu'à l'allocation des espaces
<b>Options stratégiques</b>	La Nature au centre	Une conscience forte du territoire	Un appel à la création	Bien s'informer pour bien administrer	La cohésion écolo-sportive du territoire	Un territoire collaboratif

Tableau 25 : les six domaines d'action thématiques de « l'Aménagement du territoire » après l'analyse morphologique.



## Prévention et gestion des crises

<b>Identifier et évaluer les risques, prévenir et gérer les crises</b>	Répertorier les animaux susceptibles d'envoyer des signaux d'alerte avant une crise (cf. tempête de 1999)	Réaliser des analyses des risques par des experts indépendants des pouvoirs publics, et mise en place d'un "gestionnaire des risques" neutre	Mobiliser l'université par l'organisation de conférences, la vulgarisation des savoirs et le financement d'études stratégiques sur les risques du territoire	Mettre en place une base de données publiques et intercommunales pour mutualiser les données et les bonnes pratiques	Lancer des exercices d'entraînement participatifs réguliers et à échelle réelle et effectuer des RETEX (retours d'expériences des bonnes pratiques et des citoyens)	Afficher l'historique et les prévisions des risques du territoire dans des endroits clés dans les communes
<b>La communication, sensibilisation, formation et information autour des crises et des risques</b>	Mettre en place un enseignement civique sur les risques à l'école appuyé par des réunions publiques semestrielles	Une communication rationnelle et lucide multicanale, portée par des professionnels crédibles (pompiers, forces de l'ordre,...)	Présenter des simulateurs virtuels (jeux informatiques) et exploiter les solutions trouvées par les participants	Lancer une application smartphone intercommunale qui regroupe les différents types d'alertes avec des solutions et consignes	Généraliser et renforcer les mises en situation avec jeux de rôle "réels" intergénérationnels (formations aux 1ers secours, etc.)	Déramatiser et calmer la population par une communication réaliste et crédible (conférences, forums,...) et humoristique (troubadours qui déclament dans l'espace public,...)
<b>Travailler en coopération avec les territoires voisins</b>	Faire des exercices d'entraînement trinationaux et intercommunaux	Échanger temporairement et régulièrement les équipes municipales et les agents techniques (échanges trinationaux et intercommunaux)	Créer des groupes de travail thématiques trinationaux et intercommunaux	Créer un forum bilingue trinational et intercommunal pour échanger les bonnes pratiques et favoriser les rencontres entre acteurs des 3 frontières	Mettre sur pied des forces trinationales et intercommunales (mutualisation des moyens) en cas d'urgence	Créer des structures trinationales pour la prévention et la gestion de crise
<b>Moyens d'actions pour gérer les divers types de crises</b>	Constituer une réserve citoyenne opérationnelle de protection civile pour aider les secours	Préparer à l'avance l'exécution des plans de gestion crises en fonction des risques (notice synthétique, préparation à l'avance des messages d'alerte, etc.)	Proposer des formations à l'école et aux citoyens à la gestion de crise	Assister la prise de décision par intelligence artificielle	Mettre en place un réseau de "cellules de crise citoyennes" capables de se mobiliser rapidement et de façon autonome, adossé à des centres locaux de gestion de crise	Relayer l'information par une icône qui incarne la résistance du territoire face à la crise (super héros style batman, captain Europe,...) pour communiquer et rassurer les populations (ex : Captain Sud Alsace)
<b>Options stratégiques</b>	L'engagement citoyen	Une prévention rigoureuse et clairvoyante	Rassembler la "matière grise"	La cyberprévention	Une prévention multinationale aguerrie	Une prévention d'information

Tableau 26 : les six domaines d'action thématiques de la « Prévention et gestion des crises » après l'analyse morphologique.

### Annexe 6.2.3 : l'indépendance des modes d'action

	Une transition via les relais d'influence	Un développement collectif	Faire émerger le meilleur de l'Homme	La résilience multi-réseaux	Les citoyens, au cœur du Renouveau	La commune, épiceutre du changement
Une transition via les relais d'influence		Syn tf	Syn TF	Anta f	Syn TF	Anta tf
Un développement collectif	Syn TF		Syn F	Syn f	Syn TF	Anta tf
Faire émerger le meilleur de l'Homme	Syn F	Syn F		N	Syn TF	Syn f
La résilience multi-réseaux	Syn F	Syn F	Syn f		Syn F	Syn F
Les citoyens, au cœur du Renouveau	Syn F	Syn F	Syn F	N		Syn tf
La commune, épiceutre du changement	Syn TF	Syn TF	Syn F	Syn F	Syn TF	

Tableau 27 : les résultats de l'indépendance des modes d'action.

### Annexe 6.2.4 : l'interaction des modes d'action

Pour analyser les combinaisons possibles entre les modes d'action, il convient d'utiliser la matrice ci-dessous pour comprendre si un mode d'action peut compléter et prolonger une autre stratégie, ou si la logique en œuvre au sein du mode d'action s'oppose à l'exécution d'une stratégie. Pour la lire, il faut prendre un mode d'action de gauche comme point de départ, et se demander s'il peut compléter et prolonger favorablement ou non un mode d'action du haut. En somme, si l'on applique une stratégie, on regarde si l'on peut aussi en appliquer une autre. Si c'est le cas, il y a un lien de « valorisation », et dans le cas contraire, il y a « antagonisme ». Dans tous les cas, nous graduons la valorisation et l'antagonisme selon qu'il soit très faible (tf), faible (f), fort (F) ou très fort (TF). Et lorsque deux modes d'action ont des logiques différentes qui ne s'opposent ni ne se complètent, alors le lien entre eux est « neutre ».

ARTICULATION	La commune, épicentre du changement	Une transition via les relais d'influence	Les citoyens, au cœur du Renouveau	Faire émerger le meilleur de l'Homme	La résilience multi-réseaux	Un développement collectif
La commune, épicentre du changement		Val TF	Val F	Val f	Val F	Val F
Une transition via les relais d'influence	Val tf		Val TF	Val f	Anta f	Val F
Les citoyens, au cœur du Renouveau	Anta tf	Val f		Val F	Anta f	Val TF
Faire émerger le meilleur de l'Homme	Val F	Val F	Val TF		N	Val TF
La résilience multi-réseaux	Val F	Val TF	Val F	Val f		Val F
Un développement collectif	N	Val TF	Val TF	Val F	Anta f	

Tableau 28 : matrice d'interaction des modes d'action.



Annexe 6.2.5 : les photos des différentes étapes du séminaire lors de l'élaboration des stratégies



Figure 62 : photo prise pendant l'étude de cas où les participants ont pu comprendre la méthode et les objectifs de résilience en Sud Alsace. 17 juin 2017, Riedisheim.



Figure 63 : photo prise pendant le temps consacré à l'élaboration des leviers par sous-groupes. 17 juin 2017, Riedisheim.





Figure 64 : élaboration des leviers en sous-groupes. 17 juin 2017, Riedisheim.



Figure 65 : la foire aux idées avec les post-it pour répondre individuellement aux leviers stratégiques élaborés collectivement le matin. On peut voir les différents leviers affichés au mur. Ici, la cellule de gauche était consacrée au domaine d'action prévention et gestion des crises. 17 juin 2017, Riedisheim.



Figure 66 : les 1200 idées récoltées en 1h30 ont rempli une cagette entière. 17 juin 2017, Riedisheim.

Annexe 6.3.1 : une photo de la démarche participative de l'analyse MACTOR sur les jeux d'acteurs du Sud Alsace



Figure 67 : élaboration des parties prenantes du Sud Alsace avec une partie des personnes présentes lors de l'atelier prévu à cet effet à Motoco, Mulhouse, le 12 juillet 2017.



## Annexe 6.3.2 : analyse qualitative des interactions entre les acteurs du Sud Alsace

Analyse des intérêts	L'État	Les élus & les collectivités territoriales	Les administrations locales	Les mouvements politiques	Les regroupements non marchands	Les chercheurs et enseignants	Les populations
L'État	garantir l'ordre public	subordonne, supervise, maîtrise	ignore	fixe la règle du jeu	facilite leur activité	cherche l'innovation & la croissance économique	cherche leur docilité et leur productivité
Les élus & les collectivités territoriales	s'amanciper, s'affranchir	décider, organiser	fusions antagonismes direction	variable, veulent respect des règles	coordination voire coopération	attendent des solutions, des idées pour l'attractivité du territoire	soutien et approbation
Les administrations locales	indépendance, ignorance	obéisse, font pression pour transparence et intégrité	réaliser avec des moyens adaptés	ignore voir cherchent un relais pour défendre leurs intérêts	relations opérationnelles	ignorent	coopérative
Les mouvements politiques	adaptation de son offre	adapter leur offre, critiquent et/ou soutiennent, cherchent à influencer	ignorent	répondre son idéologie	cherchent à en faire des relais d'influence, instrumentalise	veulent des expertises pour justifier leur instrumentalisation	adhésion, militants
Les regroupements non marchands	relayer leurs intérêts et leurs besoins	cherchent à être reconnus et soutenus dans leur fonction sociale	cordialité	cherchent un relais pour leurs idées	couvrir un besoin, une cause	cherchent un plaidoyer en faveur de leur cause	bénévoles, donateurs, cotisants
Les chercheurs et enseignants	financements et garanties	cherchent soutiens et influencent pour mission éducative	ignorent	cherchent un relais pour leurs idées	ignorent, liens personnels	trouver et transmettre savoirs, savoir faire et savoir être	notoriété, reconnaissance
Les populations	critiquer et réclamer	méfiance, ignorance, cherche soutien	exigent des services de qualité	méfiance, défiance, rejet, distance	s'engagent, bénéficient, consomment	ignorance, méfiance, déconsidère	bien être et bien vivre
Les pays voisins	négociations et coopération	concertation	ignorent	observent	ignorent sauf si lien évident	soutiennent les projets qui les intéressent	main d'œuvre
Les acteurs transfrontaliers	font pression pr ne pas être contraints	ignorance	lien fonctionnel seul	cherchent relais d'opinions	lien uniquement avec ceux qui défendent leur intérêts	ignorent	reconnu
Les communautés de valeurs et de croyances	cherchent à influencer pour être reconnus	veulent la visibilité, représentativité	veulent des bons services	gènèrent	se constituent en assos	ignorent	prosperer, prosélitisme
Les acteurs d'influence officiels	influencent	influencent, collaboration	ignorent	noyautent font pression	s'appuient ou constituent selon le cas	cherchent parfois à influencer les recherches	cherchent la compréhension
Les acteurs ruraux	font pression pour préserver leurs actions/cherchent la solution,	demandent soutien et défenses ruralité	veulent services public efficace tourné vers ruralité	cherchent relai	cherchent des alliances	ignorance sauf si concernés	cherchent la compréhension
Les médias	affirmer son indépendance	coopération influence	ignorent	collusions, fascinations	souhaitent remonter l'info	fait la pub si spectaculaire	élargis l'audimat
Les acteurs économiques et marchands	demande un climat favorable aux affaires	demande un environnement favorable	bon services publics	influencent, font pression	cherchent relai au besoin, se donnent une image	soutiennent et financent si découchés écés	vendre
Les acteurs illicites	se cachent, restent dans l'ombre	se cachent et cherchent à corrompre	tentent de corrompre	corruption, blanchiments	ignorent	ignorent	cherchent des failles à exploiter

Tableau 29 : la matrice sur les relations qu'entretient chacun des acteurs avec les autres, partie 1. Juillet 2017, Mulhouse.

Analyse des intérêts	Les pays voisins	Les acteurs transfrontaliers	Les communautés de valeurs et de croyances	Les acteurs d'influence officiels	Les acteurs ruraux	Les médias	Les acteurs économiques et marchands	Les acteurs illicites
L'État	coopération, protectionnisme	fiscalité	contrôle, surveillance	connivence	aider, réguler	propagande, régulation	aider, réguler	lutter, contrôler
Les élus & les collectivités territoriales	coopération transfrontalière	intérêts démographique et économique	créer des liens	être soutenu	soutenir	faire connaître ses actions	profit pr dev local prestige	réguler, cacher
Les administrations locales	faible lien	gestion administrative	gestion administrative	faible/appuis	encadrer	diffuser les informations	encadrer, réguler	lutter
Les mouvements politiques	jumelage	appuis, convaincre	coopération ou conflit	connivence ou conflit	influencer	propagande, diffuser	financement, influence	échanges officiels potentiels
Les regroupements non marchands	inspiration, jumelage, benchmarking	soutien financier	soutien ou conflit	soutien ou conflit	liens forts contradictoires	se faire connaître	conflit ou complémentarité	résistance ou protection
Les chercheurs et enseignants	coopération et compréhension	faible lien ou fréquentation	comprendre, coopérer, fédérer	relais, réseautage	échanges compréhension, analyser	transmettre, diffuser	collaborer	prévention et compréhension
Les populations	travail, conso, coopération, méfiance	compétition	s'y retrouver	méfiance	coexistence	consommateur d'info	échange matériel	cherche à s'en protéger
Les pays voisins	rechercher leur prospérité	main d'œuvre	soutien (faible lien)	échange	faire lien	à l'écoute	coopérer, échanger	contrôler
Les acteurs transfrontaliers	travail, pouvoir d'achat	optimiser bien vivre	faible lien	défense des intérêts	coexistence	consommateur d'info	échange matériel	faible interaction
Les communautés de valeurs et de croyances	jumelage	influence transfrontalière	sauvegarder et pérenniser son identité et ses valeurs	connivence ou conflit	influence éventuelle	défendre leurs intérêts	s'intéresser, influencer	connivence potentielle
Les acteurs d'influence officiels	recrutement	recruter	recherche appui ou faible lien	peser sur les décisions, le pouvoir	influence potentielle	faire connaître ses actions	influencer	connivences, similitudes
Les acteurs ruraux	export (affaires)	pouvoir d'achat local	recherche d'appuis ou faible lien	défense des intérêts	vivre de la terre	défendre leurs intérêts	soutien	faible interaction
Les médias	contenu médiatique	contenu ou faible lien	recherche de contenu médiatique	investigation	diffusion/relais d'info	influencer l'opinion	propagande	investigation, connaître
Les acteurs économiques et marchands	échanges économiques	obtenir consommateurs	obtenir niches de consommateur	réseautage	financement	s'informer, diffuser	faire du profit	circonscrire ou en tirer avantage, maîtriser
Les acteurs illicites	contrebande, trafic	obtenir des consommateurs ou faibles liens	établir des réseaux, percer	coopération dans l'ombre	liens faibles	contrôler	corruption, cherchent des connivences	développer son activité / son business

Tableau 30 : la matrice sur les relations qu'entretiennent chacun des acteurs avec les autres, partie 2. Juillet 2017, Mulhouse.

**Annexe 6.3.3 : matrice des avantages des acteurs à l'atteinte des cinq objectifs de résilience**

	État	Élus & collectivités territoriales	Administrations locales	Mouvements politiques	Regroupements non marchands	Chercheurs et enseignants	Populations	Pays voisins	Acteurs transfrontaliers	Communautés	Acteurs d'influence officieux	Acteurs ruraux	Médias	Acteurs économiques	Acteurs illicites
L'harmonie interterritoriale	Av F	Av TF	Av f	N	Av f	Av tf	Av TF	Av F	Av f	Av f	Av F	Av f	N	Av TF	Pén F
Une économie locale vivable et viable	Av f	Av TF	Av tf	Pén f	Av F	Av tf	Av TF	Av f	Pén f	Av F	Av F	Av F	N	Av F	Pén F
Le vivre ensemble et la cohésion sociale	Av TF	Av TF	Av f	Pén f	Av F	Av tf	Av f	Av f	N	Av TF	Av F	N	N	Av F	Pén F
Une démocratie territoriale participative	Pén f	N	N	Pén TF	N	Av f	Av TF	N	Av F	Av F	Pén f	Av f	Pén F	Av tf	N
La prévention territoriale des risques	Av F	Av F	N	Pén f	N	Av F	Av tf	Av F	Av tf	Av tf	Av F	Av f	Av tf	Av F	Pén F

Tableau 31 : les acteurs ont-ils un avantage à ce que l'objectif soit atteint ?

**Annexe 6.3.4 : matrice des soutiens des acteurs à l'atteinte des cinq objectifs de résilience**

	L'harmonie interterritoriale	Une économie locale vivable et viable	Le vivre ensemble et la cohésion sociale	Une démocratie territoriale participative	La prévention territoriale des risques
État	Syn tf	Anta f	Syn f	Anta F	Syn F
Élus & collectivités territoriales	N	Syn F	Syn F	N	Syn f
Administrations locales	N	N	Syn tf	Anta f	Syn F
Mouvements politiques	Syn f	Syn TF	Syn F	Anta F	Syn tf
Regroupements non marchands	Syn tf	Syn tf	Syn TF	Syn f	Syn f
Chercheurs et enseignants	Syn f	Syn F	Syn TF	Syn f	Syn f
Populations	Anta tf	N	N	Syn tf	N
Pays voisins	Syn F	Syn tf	Syn tf	N	Syn F
Acteurs transfrontaliers	Syn F	Syn F	Syn tf	Syn tf	N
Communautés	Syn tf	N	Syn tf	Syn tf	N
Acteurs d'influence officieux	Syn TF	Anta f	N	Anta F	Syn F
Acteurs ruraux	N	Syn f	N	Syn tf	Syn f
Médias	N	Syn tf	Anta tf	Anta f	N
Acteurs économiques	Syn TF	Syn tf	Syn f	N	Syn F
Acteurs illicites	Anta F	Anta TF	Anta tf	N	Anta F

Tableau 32 : comment les acteurs se saisissent-ils des objectifs de résilience ?



### Annexe 6.3.5 : matrice quantitative des relations entre les acteurs

	État	Élus & collectivités territoriales	Administrations locales	Mouvements politiques	Regroupements non marchands	Chercheurs et enseignants	Populations
État		Syn tf	N	Syn tf	Syn f	Syn F	Syn tf
Élus & collectivités territoriales	Anta f		Syn tf	N	Syn F	N	Syn F
Administrations locales	N	N		N	Syn tf	N	Syn F
Mouvements politiques	Anta f	Anta tf	N		Syn f	Syn tf	Syn F
Regroupements non marchands	Syn tf	Syn F	Syn tf	Syn f		Syn tf	Syn TF
Chercheurs et enseignants	Syn f	Syn tf	N	Syn F	N		Syn tf
Populations	Anta F	Anta f	Anta tf	Anta TF	Syn F	Anta tf	
Pays voisins	N	Syn tf	N	N	N	Syn tf	N
Acteurs transfrontaliers	Anta tf	N	N	Syn f	Syn tf	N	Syn F
Communautés	Anta F	Syn tf	Anta tf	Syn F	Syn TF	N	Syn F
Acteurs d'influence officieux	Syn F	Syn F	N	Syn TF	Syn F	Syn F	N
Acteurs ruraux	Anta F	Anta f	Anta tf	Syn tf	Syn f	N	Syn tf
Médias	Anta tf	Syn f	N	Syn F	Syn f	N	Syn F
Acteurs économiques	Syn tf	Syn f	Anta tf	Syn F	Syn tf	Syn f	Syn f
Acteurs illicites	Anta F	Anta f	Syn tf	Syn f	N	N	Syn tf

Tableau 33 : matrice quantitative des relations entre les acteurs, partie 1.

	Pays voisins	Acteurs transfrontaliers	Communautés	Acteurs d'influence officieux	Acteurs ruraux	Médias	Acteurs économiques	Acteurs illicites
État	Anta tf	Syn tf	Anta f	Syn F	Syn tf	Syn F	Syn f	Anta TF
Élus & collectivités territoriales	Syn F	Syn F	Syn tf	Syn F	Syn f	Syn F	Syn TF	Anta F
Administrations locales	N	Syn tf	N	Syn tf	Syn f	N	Syn tf	Anta tf
Mouvements politiques	Syn f	Syn F	Syn tf	Syn f	Syn tf	Syn TF	Syn f	N
Regroupements non marchands	Syn f	Syn tf	N	N	N	Syn F	Anta tf	Anta F
Chercheurs et enseignants	Syn f	N	Syn tf	Syn F	N	Syn tf	Syn f	Anta TF
Populations	Syn tf	Syn tf	Syn F	Anta F	N	N	Syn f	Anta tf
Pays voisins		Syn F	N	Syn tf	N	N	Syn f	Anta TF
Acteurs transfrontaliers	Syn TF		N	Syn f	Syn tf	N	Syn f	Anta tf
Communautés	Syn tf	Syn tf		N	Syn tf	Syn F	Syn f	N
Acteurs d'influence officieux	Syn tf	Syn tf	Syn tf		Syn tf	Syn F	Syn F	Syn tf
Acteurs ruraux	N	Syn tf	Syn tf	Syn tf		Anta tf	Syn tf	Anta tf
Médias	Syn tf	N	Anta tf	Syn F	Syn tf		Syn F	N
Acteurs économiques	Syn f	Syn tf	N	Syn F	N	Syn F		N
Acteurs illicites	Anta f	Syn tf	Syn f	Syn f	N	Anta f	Syn F	

Tableau 34 : matrice quantitative des relations entre les acteurs, partie 2.

### Annexe 6.3.6 : la matrice de comparaison des acteurs avec les stratégies

	État	États & collectivités territoriales	Administrations locales	Mouvements politiques	Regroupements non marchands	Chercheurs et enseignants	Populations	Pays voisins	Acteurs transfrontaliers	Communautés	Acteurs d'influence officiels	Acteurs ruraux	Médias	Acteurs économiques	Acteurs illicites
Une transition via les relais d'influence	Avf	Av F	Avf	Pén f	Av TF	Avf	Av F	Avf	N	Avf	Pén f	Av TF	Avf	Av F	Pén f
Un développement collectif	Pén F	Avf	Pén F	Pén F	Avf	Avf	Av F	Av F	Avf	Av F	Av TF	Av F	Pén F	Av TF	Avf
Faire émerger le meilleur de l'Homme	Avf	Av F	Pén f	Avf	Avf	Av TF	Av TF	Avf	Avf	Avf	Pén f	N	Pén f	Av F	Avf
La résilience multi-réseaux	Pén f	Avf	Pén f	Av F	Avf	Avf	Av F	Avf	Av F	Avf	Pén f	N	Pén F	Avf	N
Les citoyens, au cœur du Renouveau	Avf	Avf	Pén F	Pén F	Avf	N	Av TF	Avf	N	Avf	Pén f	N	Avf	Av F	Avf
La commune, épicerie du changement	N	Avf	Avf	Av F	Avf	Avf	Av F	Avf	N	Avf	Avf	Avf	Avf	Avf	N

Tableau 35 : les modes d'action avantagent-ils ou pénalisent-ils les acteurs ?

Annexe 6.3.7 : la matrice des soutiens des acteurs aux différentes stratégies

	Une transition via les relais d'influence	Un développement collectif	Faire émerger le meilleur de l'Homme	La résilience multi-réseaux	Les citoyens, au cœur du Renouveau	La commune, épicerie du changement
État	Anta tf	Anta tf	Syn tf	N	Anta f	N
Élus & collectivités territoriales	Syn F	Syn TF	Syn TF	Syn f	Anta F	Syn F
Administrations locales	Anta tf	Anta F	Anta f	Anta F	Anta F	N
Mouvements politiques	Anta F	Syn f	Syn tf	Syn f	Anta F	Syn tf
Regroupements non marchands	Syn TF	N	N	Syn tf	Syn f	Syn tf
Chercheurs et enseignants	Syn F	Syn TF	Syn F	Syn f	Syn F	Syn tf
Populations	Syn f	Syn tf	Syn f	Syn tf	Syn f	Syn tf
Pays voisins	Syn tf	Syn F	Syn f	Syn tf	Syn tf	N
Acteurs transfrontaliers	N	N	Syn f	N	Syn tf	N
Communautés	N	Anta tf	Syn tf	Syn tf	Syn tf	N
Acteurs d'influence officieux	Anta F	Syn TF	Syn F	Syn tf	Anta F	Syn F
Acteurs ruraux	Syn f	Syn tf	N	N	N	N
Médias	Syn tf	Anta F	Anta f	Anta tf	Anta f	Syn F
Acteurs économiques	Anta f	Syn F	Syn F	Syn f	Syn tf	Syn tf
Acteurs illicites	N	Syn tf	Anta f	N	Syn f	N

Tableau 36 : matrice des soutiens des acteurs aux stratégies. Un soutien est marqué par une synergie et une résistance par un antagonisme.

### Annexe 6.3.8 : matrice des scénarios qui avantagent ou non les acteurs

	État	Élus & collectivités territoriales	Administrations locales	Mouvements politiques	Regroupements non marchands	Chercheurs et enseignants	Populations	Pays voisins	Acteurs transfrontaliers	Communautés	Acteurs d'influence officieux	Acteurs ruraux	Médias	Acteurs économiques	Acteurs illicites
L'État à la rescousse	Av f	N	Pén F	N	Pén f	Pén tf	N	Pén F	Pén TF	Pén F	Av TF	Av F	Av F	N	Pén F
Un nouveau souffle rhénan	Pén F	Av f	Pén f	N	Av TF	Av F	Av TF	Av TF	Av TF	Av F	Pén tf	Av f	Pén F	Av F	Av f
L'Effondrement du Sud Alsace	Pén TF	Pén TF	Pén TF	Pén tf	Pén f	Pén TF	Pén TF	Pén TF	Pén TF	Av f	Pén f	Pén F	Pén TF	Pén TF	Av TF
Le sursaut citoyen	Pén F	Av f	Pén tf	Pén f	Av TF	Av F	Av TF	Av F	Av TF	Av f	Pén f	Av F	Pén f	Av F	N
L'État alsacien au bord du gouffre	Pén TF	Av tf	Pén f	Pén F	Pén TF	Pén TF	Pén F	Pén f	Pén F	Pén TF	Pén f	Pén f	Pén F	Pén TF	Av TF
La toute-puissance du numérique	Pén F	Pén F	Pén tf	Pén tf	Pén tf	Pén TF	N	Av tf	N	Pén f	Av tf	Pén F	Av f	Av tf	Av F

Tableau 37 : l'occurrence des scénarios avantage-t-elle ou pénalise-t-elle les acteurs ?

### Annexe 6.3.9 : matrice des acteurs qui favorisent ou non l'avènement des scénarios

	L'État à la rescousse	Un nouveau souffle rhénan	L'Effondrement du Sud Alsace	Le sursaut citoyen	L'État alsacien au bord du gouffre	La toute-puissance du numérique
État	Syn f	Anta TF	Anta tf	Syn f	Syn F	Syn F
Élus & collectivités territoriales	Syn tf	Syn F	Anta f	Syn f	Syn tf	Syn TF
Administrations locales	N	Anta tf	N	N	N	Syn TF
Mouvements politiques	Anta f	Anta f	Syn f	Syn tf	Syn tf	Syn F
Regroupements non marchands	Anta F	Syn F	Anta F	Syn TF	Anta F	Anta tf
Chercheurs et enseignants	Syn f	Syn F	Anta tf	Syn f	Anta TF	Syn f
Populations	Anta f	N	Syn F	Syn tf	Anta f	Syn F
Pays voisins	Anta tf	Syn F	Anta f	Syn tf	Anta F	Syn f
Acteurs transfrontaliers	Anta TF	Syn TF	Syn f	Syn tf	Anta TF	Syn f
Communautés	Anta F	Anta f	Syn F	Syn f	Anta F	Syn f
Acteurs d'influence officieux	Syn TF	Syn f	N	Syn tf	Anta F	Syn F
Acteurs ruraux	Syn tf	N	Syn F	Syn f	Syn tf	Anta f
Médias	Syn f	Anta f	Syn f	Syn f	Syn TF	Syn TF
Acteurs économiques	Anta f	Syn TF	Syn TF	Syn F	Syn f	Syn TF
Acteurs illicites	Syn f	Anta TF	Syn TF	Syn tf	Syn f	N

Tableau 38 : l'action des acteurs sera-t-elle favorable ou préjudiciable à l'avènement des scénarios ?

Annexe 6.3.10 : matrice de la pertinence des stratégies pour atteindre les 5 objectifs

	L'harmonie interterritoriale	Une économie locale vivable et viable	Le vivre ensemble et la cohésion sociale	Une démocratie territoriale participative	La prévention territoriale des risques
Une transition via les relais d'influence	P F	P f	P f	NP tf	P F
Un développement collectif	P F	P F	P f	NP F	P f
Faire émerger le meilleur de l'Homme	P F	NP tf	P f	NP tf	P f
La résilience multi-réseaux	P F	P f	P f	P F	P f
Les citoyens, au cœur du Renouveau	P F	P TF	P F	P f	P TF
La commune, épïcentre du changement	NP tf	P f	N	P f	N

Tableau 39 : les stratégies sont-elles pertinentes ou non-pertinentes pour atteindre chacun des 5 objectifs ?

Annexe 6.3.11 : le graphique de la conformité des stratégies aux objectifs

### La conformité des stratégies aux objectifs

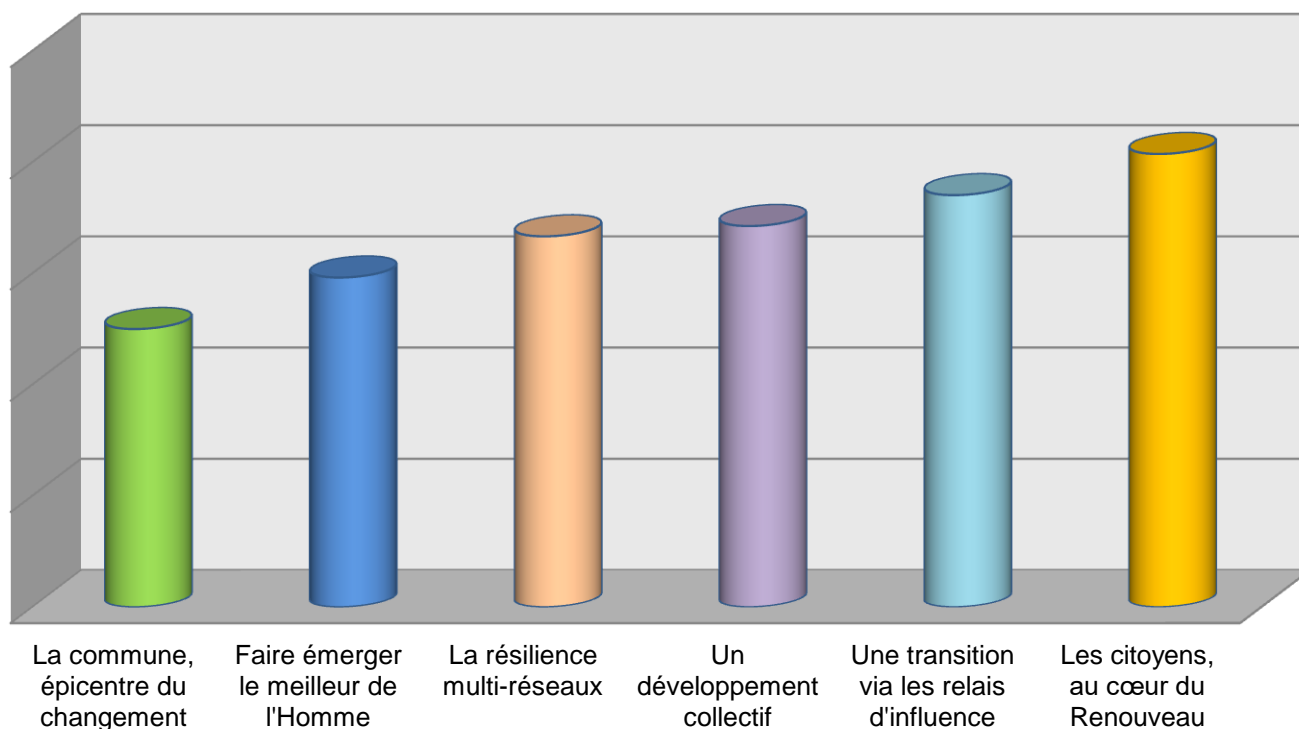


Figure 68 : les stratégies de la moins à la plus conforme par rapport aux cinq objectifs de résilience.



	Une transition via les relais d'influence	Un développement collectif	Faire émerger le meilleur de l'Homme	La résilience multi-réseaux	Les citoyens, au cœur du Renouveau	La commune, épicerie du changement
L'harmonie interterritoriale	C F	C TF	C F	C f	C TF	C tf
Une économie locale vivable et viable	C TF	C TF	C tf	C f	C TF	NC f
Le vivre ensemble et la cohésion sociale	C F	C F	C f	C F	C F	C tf
Une démocratie territoriale participative	C f	NC f	NC tf	C F	C TF	C tf
La prévention territoriale des risques	C F	C F	C f	C tf	C TF	C tf

Tableau 40 : conformité des stratégies avec les objectifs.

#### Annexe 6.3.12 : la matrice de l'adéquation des stratégies par rapport aux scénarios

	Une transition via les relais d'influence	Un développement collectif	Faire émerger le meilleur de l'Homme	La résilience multi-réseaux	Les citoyens, au cœur du Renouveau	La commune, épicerie du changement
L'État à la rescousse	Ad TF	Ad TF	Inad F	Ad f	Inad F	N
Un nouveau souffle rhénan	Ad F	Ad TF	Ad F	N	Ad F	N
L'Effondrement du Sud Alsace	N	Inad TF	Inad TF	Inad F	N	Inad F
Le sursaut citoyen	Ad TF	Ad TF	Ad TF	N	Ad TF	Ad tf
L'État alsacien au bord du gouffre	Ad F	Ad tf	Inad F	Ad f	Ad F	N
La toute-puissance du numérique	Ad TF	Ad F	Ad tf	Inad F	Ad F	Ad tf

Tableau 41 : les stratégies sont-elles adéquates ou inadéquates avec les scénarios ?

## Conformité des scénarios aux objectifs de résilience

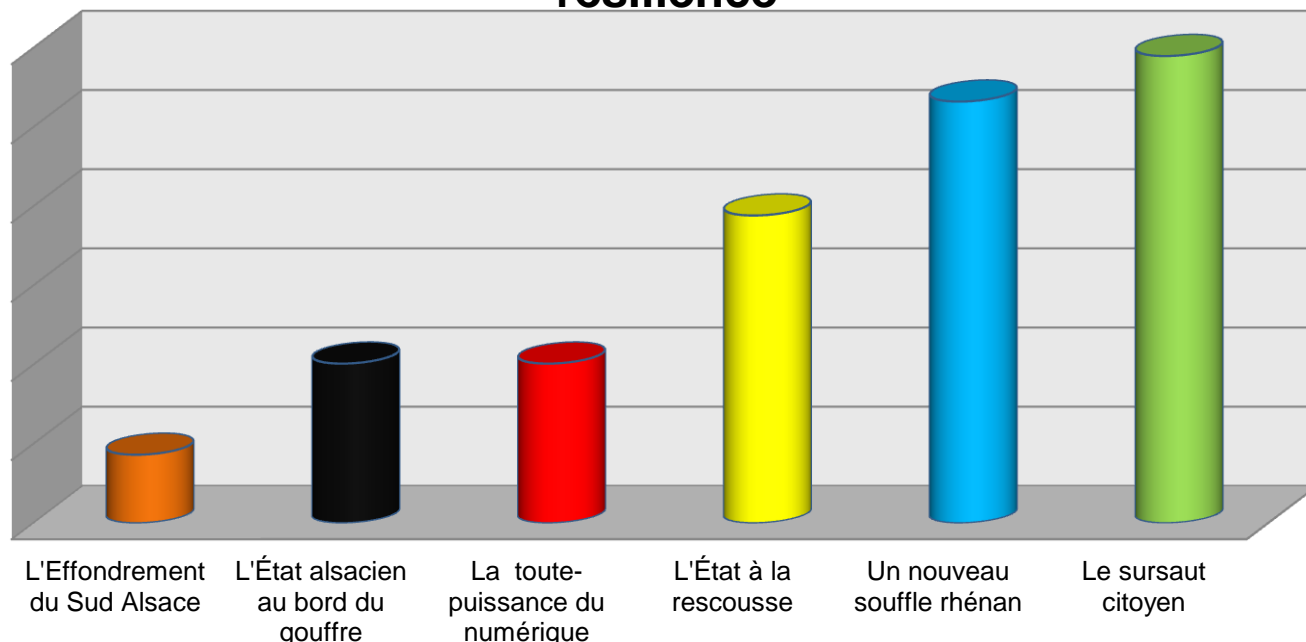


Figure 69 : les scénarios du moins au plus conforme aux objectifs de résilience.

	L'État à la rescousse	Un nouveau souffle rhénan	L'Effondrement du Sud Alsace	Le sursaut citoyen	L'État alsacien au bord du gouffre	La toute-puissance du numérique
L'harmonie interterritoriale	NC f	C F	NC TF	C F	C F	NC F
Une économie locale vivable et viable	C f	C f	NC TF	C TF	NC TF	NC f
Le vivre ensemble et la cohésion sociale	C f	C TF	NC TF	C F	NC F	NC F
Une démocratie territoriale participative	NC F	C F	NC F	C TF	NC TF	NC f
La prévention territoriale des risques	C F	N	NC TF	C f	NC F	NC f

Tableau 42 : les scénarios sont-ils conformes ou non conformes aux objectifs de résilience.

Annexe 6.3.14 : les scénarios qui favorisent l'atteinte des objectifs

## Les scénarios qui favorisent l'atteinte des objectifs de résilience

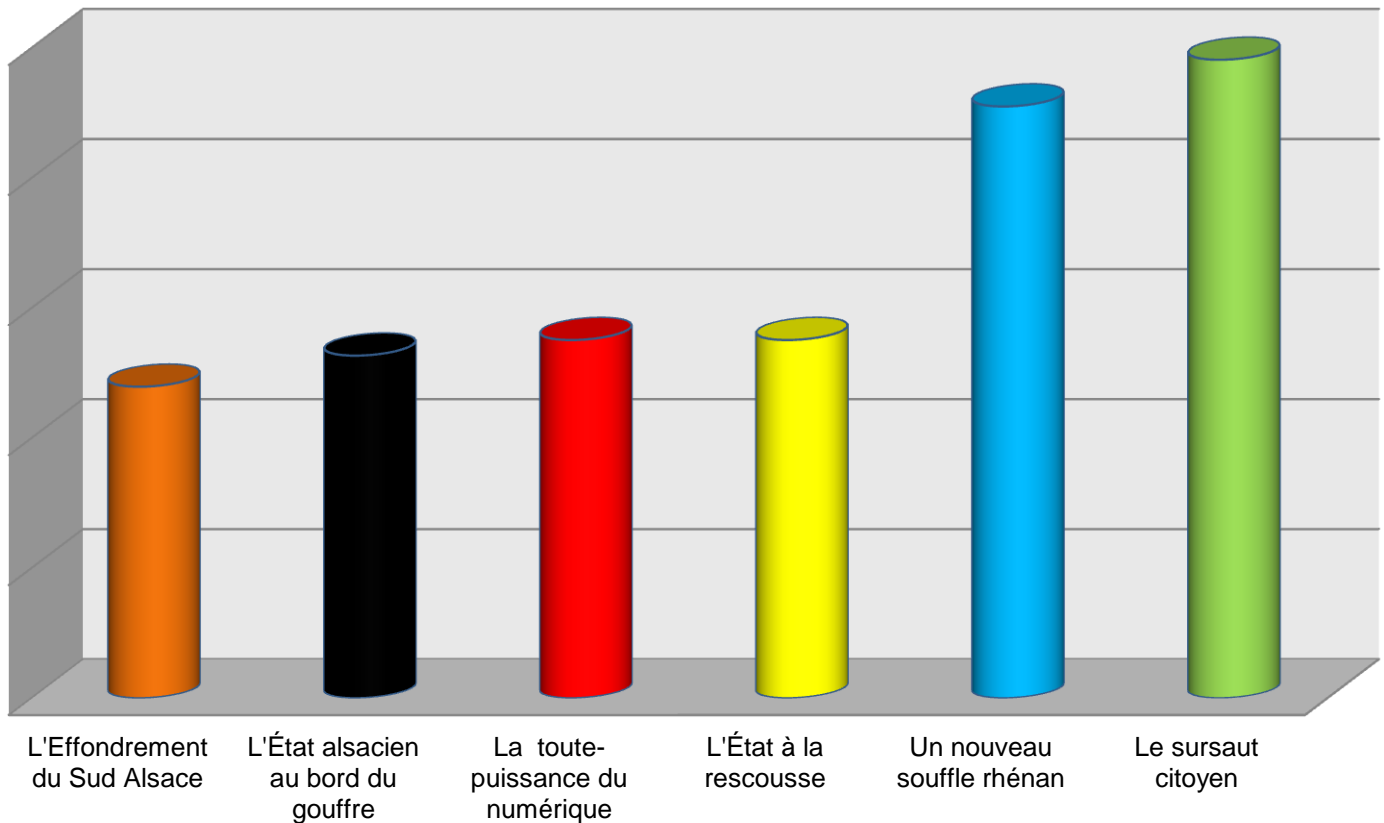


Figure 70 : les scénarios du moins ou plus favorable à l'atteinte des objectifs de résilience.

	L'harmonie interterritoriale	Une économie locale vivable et viable	Le vivre ensemble et la cohésion sociale	Une démocratie territoriale participative	La prévention territoriale des risques
L'État à la rescousse	Pén tf	Av tf	Pén f	Pén F	Av F
Un nouveau souffle rhénan	Av TF	Av f	Av TF	Av tf	Av f
L'Effondrement du Sud Alsace	Pén F	Av tf	N	Pén F	N
Le sursaut citoyen	Av F	Av TF	Av F	Av TF	Av f
L'État alsacien au bord du gouffre	N	Av tf	Pén tf	Pén F	N
La toute-puissance du numérique	Pén tf	Pén F	Pén tf	Av tf	Av f

Tableau 43: les scénarios avantagent-ils ou pénalisent-ils l'atteinte des objectifs de résilience ?

